

**NAPOLÉON**  
**ET SA FAMILLE**

**1769-1821**

**ÉTUDE HISTORIQUE, POLITIQUE ET MORALE**

**PAR MATHURIN DE LESCURE**

PARIS - PAUL DUCROCQ - 1868.

## LIVRE PREMIER. — LA JEUNESSE DE NAPOLEÓN

CHAPITRE Ier. — La famille de Buonaparte.

CHAPITRE II. — L'École de Brienne.

CHAPITRE III. — Le lieutenant Buonaparte.

CHAPITRE IV. — Le capitaine Buonaparte.

## LIVRE DEUXIÈME. — LE GÉNÉRAL BONAPARTE

CHAPITRE Ier. — Le siège de Toulon.

CHAPITRE II. — Vendémiaire.

CHAPITRE III. — Campagnes d'Italie.

CHAPITRE IV. — L'épopée d'Égypte.

## LIVRE TROISIÈME. — LE PREMIER CONSUL

CHAPITRE Ier. — Le 18 brumaire.

CHAPITRE II. — Le consulat décennal.

CHAPITRE III. — Le consulat à vie.

## LIVRE QUATRIÈME. — L'EMPEREUR

CHAPITRE Ier. — Ulm. - Austerlitz. - Iéna. - Eylau. - Friedland. - Tilsitt.

CHAPITRE II. — Baylen. - Erfurt. - Saragosse.

CHAPITRE III. — Wagram. - Moscou. — La Bérézina. - Vittoria - Leipzig. -  
Waterloo. — Sainte-Hélène.

**LIVRE PREMIER**

**JEUNESSE DE NAPOLÉON**

**1769-1794**

## CHAPITRE PREMIER

# LA FAMILLE DES BUONAPARTE

Nécessité d'étudier Napoléon dans la révélation de l'enfance et de la jeunesse. — Quadruple critérium : le pays, la nation, l'époque, la famille. — Détails caractéristiques et symptomatiques. — La famille Buonaparte, sa tige, ses rameaux. — Les ancêtres de Napoléon. — Héros, savants et saints. — Noble mépris de Napoléon pour les puérilités généalogiques. — Résultats acquis de l'investigation historique de ces derniers temps. — Tableau des événements dont la Corse fut le théâtre au dix-huitième siècle. - Rivalité de la France et de l'Angleterre. — Hasard providentiel qui fait naître Français Napoléon Buonaparte. — Pascal Paoli. — Guerre de l'indépendance. — Influence sur Napoléon de ces patriotiques souvenirs. — Charles de Buonaparte. — Letizia Ramolino. — Épisodes héroïques et romanesques de la vie de la mère de Napoléon. — Naissance de Napoléon. — Le blason des Buonaparte. — L'aigle et les fleurs de lis.

Nous ne sommes pas de ces philosophes dédaigneux qui affectent de penser qu'il n'y a rien à apprendre dans l'enfance et la jeunesse des grands hommes, ni rien à retenir pour l'histoire de ces années obscures où se développe mystérieusement la genèse progressive de l'esprit et du cœur. Sans doute il se faut garder des traditions puériles et des séniles légendes, chères à l'imagination populaire, avide de merveilleux, qui ne comprend pas sans prophétiques présages le berceau des futurs prodiges de l'humanité et place autour d'eux, dès l'enfantement, l'auréole du miracle. Mais de cet excès de superstitieuse crédulité à un systématique mépris de toute investigation des sources, de toute enquête des origines, de toute étude des débuts, il y a la distance de l'idolâtrie au culte, de la foi stérile à la critique féconde, de la complaisance pour une faiblesse de l'esprit au juste respect d'une loi de la nature.

Nous n'imiterons pas cette commode et orgueilleuse abstention, qui n'est trop souvent que le prétexte de l'impuissance. Il n'y a pas de petits renseignements pour l'historien digne de ce nom. Il doit tout voir pour bien voir, tout savoir pour choisir ce qu'il est nécessaire de dire. L'homme ne naît point tout d'une pièce. Il passe par les vicissitudes et les transformations qui constituent, depuis l'être jusqu'au néant, la progression et la décadence de la vie. La science de la vérité, pas plus que celle de l'existence, ne saurait négliger impunément les commencements. L'enfance et la jeunesse rachètent surabondamment ce qu'elles offrent à l'observateur de vague, d'indécis, d'incomplet, par la sincérité naïve avec laquelle elles trahissent ces mouvements intimes dont la virilité ensevelira le secret sous son impassibilité. On ne peut étudier la formation d'un caractère et d'une intelligence qu'aux phases transitoires, intermédiaires, qui ne dissimulent rien de ce mystérieux travail, qui une fois arrivé à son point, se dérobe à l'analyse. C'est dans le germe qu'il faut commencer à scruter tout être vivant. Une fleur peut en dire bien long sur le fruit qui naîtra d'elle. L'état embryonnaire a des obscurités et des lacunes que traversent et illuminent parfois de ces lueurs profondes qui éclairent jusqu'au plus lointain avenir. Si vous voulez comprendre l'épi, suivez le grain de blé au sortir du sillon. Si vous voulez connaître les aigles, surprenez jusqu'en leur nid escarpé les mœurs des aiglons. Les gens qui ont peur de remonter si haut sont de ceux qui n'auront pas assez peur de descendre. C'est dans la source cachée au haut des gorges alpestres qu'est le secret du torrent, et c'est dans le nuage de la montagne que se prépare l'orage dont le tonnerre et les éclairs vont ébranler la plaine. C'est de l'œuf que sort l'oiseau, c'est du gland que sort le chêne, c'est de l'enfant que sort l'homme.

En dehors de leur attrait qui n'est pas à défendre, il y a donc à ces recherches qui semblent frivoles une suprême logique et une irréfutable raison. Nous allons donc parler sans scrupule à des lecteurs enfants ou adolescents de l'enfance et de la jeunesse de Napoléon, parce que, là où il commence lui-même, commencent aussi l'intérêt du récit et le profit de l'exemple.

La famille, la nation, la patrie, l'époque, voilà une quadruple question qui exige immédiatement une quadruple réponse, déjà pleine des inductions qui ébauchent une figure. Vous voyez déjà saillir et apparaître les premiers traits de la physionomie future, en apprenant que Napoléon de Buonaparte naquit à Ajaccio, en Corse, d'une famille noble et patriote, le 15 août 1769, deux mois après la soumission à la France de cette île indomptée qui devait en lui étonner le monde. Nous n'aurons garde de planter un arbre généalogique au début de cette histoire d'un homme fait pour illustrer ses ancêtres et non pour en être illustré, destiné à grandir par une révolution, à régner sur une démocratie, et qui, de tout temps, sut distinguer entre l'orgueil et la vanité, respectant ce que les prétentions

nobiliaires, fondées sur l'antiquité, la pureté et les services de la race, ont de respectable, et. se moquant impitoyablement, à la barbe de ses flatteurs eux-mêmes, de ce qu'elles ont de ridicule. De même nous ne perdrons pas notre temps à essayer laborieusement une sorte de géographie pittoresque de ce pays privilégié, depuis longtemps marqué d'un caractère à part par sa situation, ses aspects, ses productions, sa nature à la fois rude et souple, stérile et luxuriante, cultivée et sauvage, ses plaines fertiles, ses rives arides, battues d'un flot inquiet, et ses maquis épais, sombre et altier asile de la vengeance et du brigandage.

C'est bien dans ce pays d'hommes héroïques et de femmes viriles, où la domination romaine ne trouva point un esclave ni la corruption de l'empire une courtisane, c'est bien de cette race propre à la fois à la rêverie et à l'action, aux spéculations de l'esprit ou aux entreprises du commerce, de cette race de chasseurs, de marins, de soldats, au peuple intelligent, à l'aristocratie fidèle à la tradition et amie de la nouveauté, positive et subtile, aux aptitudes poétiques et mathématiques en même temps, que devait naître l'enfant destiné à en immortaliser le type par la plus grande somme de génie, de gloire et de malheur dont il ait été donné à une nature humaine de porter le fardeau. Que de révélations déjà dans le simple exposé de toutes ces coïncidences dont l'harmonie semble une prédestination et qui placent, au moment même de la décadence française, au sein d'une famille ancienne, nombreuse, unie, élevée dans le respect de ses chefs et l'affection de ses membres, le berceau de cet enfant fait pour relever à la fois la gloire de sa maison, celle de sa patrie et le type même de l'humanité abaissée ! C'est bien dans un tel pays, d'une telle race et d'une telle famille que devait sortir cet enfant né d'un père ingénieux, aimable et brave, d'une mère dévouée, courageuse et sévère, marqué, dès le premier jour, de ce contraste de hardiesse et de prudence, d'imagination et de bon sens, de volcanique énergie et de froide raison, d'âpre douceur et de grâce rude qui caractérise les Bonaparte et les Ramolino ; cet enfant venu au monde avec l'instinct du commandement à l'heure où l'union avec la France succède à l'indépendance, cet enfant dont tout aidera la mission, dont la mâle adolescence subira l'épreuve des dernières discordes de la patrie et dont l'ambitieuse jeunesse saluera dans l'aurore de 89 comme le rayonnant signal de l'occasion qui l'appelle, de la fortune qui lui sourit et de la gloire qui l'attend.

De la synthèse, descendons maintenant aux détails nécessaires, car, dans une histoire si riche de faits et si harmonieuse d'ensemble, il n'est point de place pour la disproportion ni le superflu.

Ce serait méconnaître le rôle des influences héréditaires et domestiques, les mystérieuses transmissions du sang à travers les veines des enfants successifs d'une même race, les solidarités physiques et morales qu'entraîne la communauté d'origine, que de pousser le scrupule jusqu'à ne rien dire de la famille Buonaparte, de son caractère, de son histoire et du sort des divers rameaux étendus sur toute l'Italie, de ce tronc illustre dont la sève devait, en Corse, jeter dans sa dernière fécondité un si triomphal rejeton.

La maison des Buonaparte, semée par les convulsions civiles et les invasions étrangères dont l'Italie fut au moyen âge la proie sans cesse déchirée, avait eu des représentants à Florence, à Trévise, à Bologne, à San-Miniato, à Sarzane. La Corse ne devait être que la patrie de son exil, le sol adoptif d'une de ses branches violemment transplantée. Des le seizième siècle, un chroniqueur trévisan digne d'autorité parlait en ces termes de ses illustres compatriotes : **On**

trouve la famille Bonaparte parmi les familles les plus anciennes et les plus nobles, dès l'an 1200. Un auteur italien, dès 1756, alors que nul ne pouvait deviner, à l'horizon obscurci de cette famille déchue, la gloire qui allait y éclater comme un météore, se bornait à un côté singulier de son illustration et énumérait, avec une complaisance prophétique, parmi ses ancêtres fameux par la robe ou l'épée, ceux qui avaient témoigné de son aptitude traditionnelle pour la littérature. Il y a toujours eu parmi eux, disait-il, quelqu'un d'illustre dans l'art d'écrire.

Parmi les Bonaparte connus et remarquables, on comptait, dans la marche de Trévise, un JEAN IER *de Buonaparte*, investi d'un commandement à la tête de la ligue des villes lombardes, le premier et peut-être le plus grand effort, dans les temps anciens, de la nationalité italienne réveillée et poursuivant, à travers les vicissitudes fédératives, l'idéal de son unité. De ce Jean, désigné dans les états de la conférence de Plaisance, en 1183, qui précéda la paix de Constance, sous la rubrique suivante : JOANNES *de Buonaparte*, de Tarvisio (de Trévise), *consul et rector*, descendait ce Buonaparte, son petit-fils, qui, en 1259, arrêta à Castelfranco, avec les Guelfes du nord de l'Italie, l'armée gibeline de l'empereur d'Allemagne, commandée par Frédéric II en personne. Il faut citer encore un JACQUES *de Buonaparte*, auteur d'une relation de la prise et du sac de Rome le 5 mai 1527 ; un JEAN-GENESIUS *de Buonaparte*, en religion *fra Bonaventura*, mort en odeur de sainteté en 1593 dans la robe de capucin ; un NICCOLO *de Buonaparte*, de Florence, auteur d'une des plus anciennes comédies du théâtre italien, *la Vedova*, imprimée à Florence en 1592, réimprimée à Paris en 1805 ; enfin, un autre NICCOLO *de Buonaparte*, professeur de droit à Pise dans la première moitié du dix-septième siècle, a mérité cet éloge d'un biographe italien : *La nature l'avait créé pour en faire la merveille de son temps et de la postérité.*

Tels étaient, au commencement du siècle, les faits acquis sur le passé de la famille Bonaparte, quand la subite illustration du Consulat et de l'Empire mit les généalogistes aux champs en quête d'un gibier chimérique. Nul ne voulut revenir bredouille de cette chasse dans la nuit des temps. Il y en eut qui firent descendre les Bonaparte de la *gens Ulpia*, de la *gens Sylvia*, de la *gens Julia*, qui avaient donné des empereurs à Rome et à Constantinople ; ceux-ci les entèrent sur les Comnène, ceux-là sur les Paléologue, un autre les greffa sur les princes d'Aragon. Il y en eut un qui poussa l'imagination jusqu'à les faire descendre des Bourbons... par le Masque de Fer. Napoléon, qui avait d'abord souri de ce steeple-chase héraldique et s'était borné, pour toute récompense, à renvoyer les concurrents à son frère Joseph, le *généalogiste de la famille*, finit, impatienté de cet assaut scandaleux de flatterie vénale, par imposer silence à ces valets de l'érudition, à ces laquais de l'histoire par une note du *Moniteur*, pleine d'ironiques verges<sup>1</sup>.

De notre temps, et sans vouloir diminuer en rien la gloire que revendiquait Napoléon, d'avoir été le Habsbourg de sa race, une série de travaux dignes d'estime par la science, la critique et le désintéressement ont, en Italie, percé de vives lumières le nuage des origines de la famille Bonaparte et surtout à peu près vidé le problème des extinctions et transplantations des diverses branches

---

<sup>1</sup> On a mis dans les journaux une généalogie aussi ridicule que plate de la maison Bonaparte. Ces recherches sont bien puériles. A tous ceux qui demanderaient de quel temps date la maison Bonaparte, la réponse est bien facile. Elle date du 18 brumaire. Comment, dans le siècle où nous sommes, peut-on être assez ridicule pour amuser le public de pareilles balivernes ? (*Moniteur* du 26 messidor an XIII, 14 juillet 1805.)

du tronc unique. Nous empruntons à un écrivain des plus compétents le résumé des résultats de ses recherches :

Il est à peu près acquis aujourd'hui que le nom de Bonaparte, ce né au milieu des factions de l'Empire et de l'Eglise, a été porté au moyen âge par différentes familles italiennes, soit comme prénom, soit comme nom patronymique ; que ces différentes familles, au nombre de quatre au moins, ont été souvent confondues par les historiens et prises l'une pour l'autre ; que les Bonaparte Napoléoniens procèdent d'une antique famille d'origine Longobarde, celle des comtes de Fucecchio, Settino, Pistetoja, etc., dont le premier auteur connu est un Kunrad ou Cunerado, fils de Tedix ou Tedice (922), chef de la maison Kadote lingia.

On rencontre dans cette famille, entre autres personnages illustres en leur temps, Hugues, surnommé le *grand comte* (1072-1096), deux religieuses du nom de Berthe, l'une et l'autre béatifiées (1075 et 1165), le cardinal Guido ou Guy, chancelier de l'Eglise romaine, un des plus grands et des plus habiles défenseurs du Saint-Siège (1123-1150), etc., etc. De cette maison des Kadolinges, qui s'éteint à la fin du douzième siècle, sont issus Hugues et Janfald ; le comte Hugues (1097), qui, par son alliance avec la famille des comtes d'Orgnano, dans la marche de Trévise, donna le jour aux Bonaparte de Trévise, éteints en 1447 ; Janfald, fils du dernier comte de Fucecchio et de la souche des Cadolinges, donne naissance aux Bonaparte de Florence, lesquels s'éteignent dès le treizième siècle ; un des Bonaparte de Florence commence en 1265 les Bonaparte de San-Miniato ; un autre, en 1278, ceux de Sarzane. Le dernier représentant des Bonaparte de San-Miniato est mort à la fin de l'année 1799 ; ceux de Sarzane, en 1490, se sont transportés en Corse dans la personne de François Bonaparte, chef de la branche des Bonaparte d'Ajaccio.

Si obscure que soit l'histoire de cette famille, il n'est pas impossible d'en relever quelques traits et déjà un caractère général. Fortement religieuse et attachée à l'Eglise, mais vouée d'art bord à la défense de l'Empire, de qui elle tenait ses titres, ses biens, sa puissance, la famille des Kadolinges paraît avoir reçu son nom nouveau de la conversion qu'elle fit du côté du parti populaire. Le bon parti — *bona pars* — était celui de l'affranchissement des communes, où l'on trouvait le peuple, les évêques, les papes, le droit naissant de l'autonomie italienne. Les Kadolinges, vaincus et privés de leurs fiefs, cessent de résister à la liberté de Florence ; le peuple les compte désormais au nombre de ses champions ; c'est alors que leur est donné le surnom de Bonaparte, illustré par l'un d'eux dans la marche de Trévise, à la tête de la ligue des villes lombardes contre l'empire d'Allemagne. Mais la puissance des Bonaparte ne survit pas à cette conversion qui les dénomme et les consacre ; ils



disparaissent dans les vicissitudes des factions populaires, et depuis, tout ce qu'il reste d'eux, ce sont quelques familles dispersées çà et là, a partagées entre l'étude, les lettres et le soin d'une médiocre fortune. Une de ces familles prend du service à la banque de Saint-Georges et se rend en Corse pour les affaires de cette opulente compagnie de marchands génois. Elle s'y fixa et n'en revint qu'aux derniers jours du dix-huitième siècle ; elle s'y était établie comme en un poste d'observation que la Providence semble lui avoir assigné entre le monde de la civilisation et celui de la barbarie, pour attendre la fin des luttes du moyen âge, les revolutions et l'appel des temps nouveaux<sup>1</sup>.

Après ces détails nécessaires sur la famille de Napoléon, il est opportun d'esquisser en quelques traits le cadre des événements au milieu desquels dut se mouvoir cette enfance inquiète, agitée par le contre-coup des dernières convulsions de l'indépendance corse, et surtout à expliquer en bref par suite de quelles vicissitudes l'île indomptée reçut enfin à jamais le frein français et comment le berceau de Napoléon, comme son tombeau, appartient à la France. On admire le doigt de la Providence et son intervention lente, cachée, mais toujours opportune et décisive dans les affaires du monde, quand on songe qu'il ne s'en est fallu de rien que l'Angleterre n'ait devancé et supplanté la France dans la conquête de cette riche proie maritime depuis longtemps convoitée par cet œil jaloux, sans cesse étendu sur les mers, et, par suite, dans l'adoption, la gloire et le profit du plus grand génie des temps modernes. Napoléon Anglais ! se figure-t-on le changement dans les affaires du monde occasionné par ce changement de théâtre, d'acteurs et de spectateurs ? La réflexion efface vite ce que la pensée de ce jeu du hasard, de cette infidélité de la fortune a de pénible pour une imagination patriotique. Napoléon, adopté par l'Angleterre, n'y eût pas trouvé les occasions et les moyens sans lesquels le génie lui-même est impuissant. Il n'eût eu peut-être en Angleterre, aux prises avec les préjugés, les hiérarchies, les obstacles, enfin, de tout genre que le vent de la Révolution allait balayer en France si à propos, qu'un rôle incomplet, une destinée avortée, une gloire stérile, peut-être même une vie de lutte et d'efforts, sans triomphe et sans gloire. Il eût pu y être général, diplomate, ministre, mais il n'eût jamais pu y être roi. Pour se développer dans toute son envergure et atteindre jusqu'au trône, il devait naître Français, au moment propice de la dissolution d'une société et de la chute d'une monarchie. D'où il suit que ce que Dieu fait est bien fait, que Bonaparte, né Anglais, n'eût pas été peut-être Napoléon, et que, pour lui comme pour la France, le hasard — c'est-à-dire la volonté divine cachée —, qui le fit naître Français, fut le plus heureux des hasards.

Ces relations avec l'Angleterre et avec la France de la Corse au dix-huitième siècle s'expliquent par l'oscillation contradictoire à laquelle les nécessités mêmes de sa situation condamnaient la politique de cette petite nationalité flottante, semée sur l'Océan, et, comme ses tempêtes, subissant tous les contre-coups des ébranlements européens.

Toutes les îles sont à la fois tourmentées par ces désirs et ces besoins contraires. Un juste orgueil, une crainte légitime, l'habitude de la liberté qui la rend plus

---

<sup>1</sup> Rapetti. *Nouvelle Biographie générale* (Didot), t. XXXVII, p. 200-201.

chère, toutes ces causes nourrissent et parfois exaltent jusqu'à la fureur chez leurs habitants l'amour de l'indépendance. Mais l'indépendance c'est l'isolement, c'est la pauvreté, c'est le danger ; de là, la nécessité subie plutôt que recherchée, de relations de commerce, d'amitié, de protection, sources amères de méfiance, de jalousie, d'agitations intérieures. De là, le spectacle de ces hésitations, de ces obliquités, de ces équivoques de l'attitude, au dix-huitième siècle, de la Corse, partagée entre le besoin d'un ami et la crainte d'un maître, en proie aux dissensions intestines enfantées par ce double sentiment, tantôt jetant au continent, comme une amarre, des avances prêtes à devenir des liens, tantôt, de coquette devenue hostile, coupant résolument toute remorque, disparaissant, farouche, du mouvement du siècle, et se renfermant dans sa barbarie. Le pape, la république de Pise, celle de Gènes, les princes d'Aragon, les comtes de Nice, les rois de France furent aussi tour à tour appelés et repoussés, bénis et maudits par ce petit peuple incapable de demeurer son maître et incapable de plier non à la servitude, mais à l'obéissance ses mœurs si long temps sans joug et ses passions réglées par l'unique loi du talion.

De ces deux sentiments contraires qui dominaient et agitaient tour à tour la Corse, de ces deux mauvais génies de son histoire, l'un ou l'autre devait finir par l'emporter, et ce devait être le plus violent. De 1729 à 1740, la balance de cet équilibre précaire, sur lequel reposait la paix de l'île, avait été plus d'une fois ébranlée par des commotions partielles. Enfin en 1746, le volcan, qui fermentait depuis le commencement du siècle, fit éruption, et l'Europe se tourna avec étonnement du côté de cette île obscure d'où partaient les premières flammes de la liberté. Il n'était pas dans les traditions ni les préjugés de la politique française d'assister indifférente à un spectacle de mauvais augure et de mauvais exemple auquel applaudissaient les philosophes. JNOUS n'en étions pas encore au généreux et imprévoyant appui fourni à l'insurrection américaine contre le double joug de l'autorité royale et de la tyrannie métropolitaine. Cependant l'intervention française, héritière impérieuse de droits que Gènes ne pouvait même défendre, ne se présenta, pour faire valoir ce legs quelque peu précaire, qu'en 1768. La Corse employa ce délai à se montrer, non-seulement capable, mais digne de la liberté, et c'est d'ors que, sincère admirateur de cette république naissante, installant en plein voisinage des monarchies en décadence un gouvernement national et populaire, uni, sage, heureux sous la main de Paoli, Jean-Jacques Rousseau, dont ce modèle semblait justifier les théories, prédit que cette petite île héroïque, qui par la bouche de Buttafuoco, lui avait demandé une constitution, ne tarderait pas à étonner le monde. Il ne se trompait pas, et la Corse, dans la personne du plus illustre de ses enfants avant Napoléon, Paoli, sembla préparer l'Europe à l'admiration.

Pendant plus de quinze ans, de 1755 à 1769, un homme à la Plutarque, Pascal Paoli, diplomate et général, magistrat et soldat, génie plein des ressources modernes, cœur plein des antiques vertus, gouverna et fit respecter l'indépendance dont il était le héros et dont un unanime suffrage l'avait constitué le chef. Tout en luttant contre la résistance à la séparation, maintenue par les Génois plus en la forme qu'au fond et en droit qu'en fait, il avait essayé d'amollir la rudesse des mœurs de ces citoyens nouveaux, qui mêlaient les familiarités républicaines et les passions féodales. Il songea à policer les Corses par le respect de la loi et le contact des mœurs civilisées ; il protégea le commerce, créa une marine, rechercha des alliances et demanda même à un pacte avec les États barbaresques la sécurité des mers. Enfin et surtout, voulant rompre les liens qui avaient favorisé la suzeraineté génoise et en multipliaient encore les

restes, Paoli songea à rédimer sa patrie de ce double tribut que les nécessités de l'éducation et des transactions forçaient l'aristocratie et la bourgeoisie corse à paver l'université de Pise, sa nourrice intellectuelle, et à la banque de Saint-Georges, intermédiaire privilégié de ses relations d'affaires avec le continent. Paoli, qui ne pouvait songer à créer une banque capable de détrôner le second de ces deux monopoles, lit du moins échec au premier par la fondation d'une université indigène. Toutes ces créations, tous ces travaux, tous ces progrès, il les disputait à la perpétuelle diversion d'une lutte de plus en plus acharnée.

Dans cette balance, si héroïquement défendue, des destinées de son pays, l'intervention française, sollicitée ou du moins favorisée par le ressentiment des Génois impuissants, allait jeter le poids décisif de son épée, et cette raison du plus lort qui est trop souvent la meilleure.

Le 15 mai 1768 fut signé, entre la France et la république de Gènes, à qui l'avait dicté la volonté impérieuse et menaçante du duc de Choiseul, ce pacte d'alliance et de cession, arrêt de l'indépendance corse. La métropole payait de l'esclavage de sa vassale rebelle la rançon de son propre salut. M. de Choiseul, avant persuadé au doge et au sénat qu'il avait été offensé par l'asile donné en Corse aux jésuites expulsés, ceux-ci furent trop heureux d'éviter, en la détournant sur d'autres, la foudre vengeresse de ces canons qui, plus d'une fois, avaient brisé leurs palais de marbre. Il n'est pas besoin de le dire, ce n'était là pour M. de Choiseul que le prétexte de circonstance dont il couvrait des vues politiques bien autrement sérieuses. L'Angleterre avait, à l'égard de la Corse, des desseins ambitieux, et, au moyen du parti qu'elle se constituait dans cette île, livrée maintenant à toutes les intrigues qu'engendrent les guerres avec l'étranger et les rivalités civiques, elle espérait arriver peu à peu à saisir, au moment propice, la domination que Gènes avait laissée échapper. La liberté et la sécurité des Français devaient également s'alarmer de ce dangereux et humiliant voisinage d'un poste anglais en pleine Méditerranée, d'un second Gibraltar italien aux canons braqués sur leurs côtes. En présence d'une telle éventualité, la Corse devait porter la peine de la fatalité de sa situation, et tous les prétextes furent bons à un ministre décidé, au besoin, à se passer de prétextes, pour conjurer l'affront d'une occupation anglaise. Le traité avec Gènes fut le camouflet qui déjoua la mine de prétendants encore moins scrupuleux que nous.

Comme on le pense bien, c'est par le sang que dut être cimentée cette union avec la France, ainsi brutalement imposée à une petite nation qui venait à peine de cicatriser la plaie de sa rupture avec Gènes. Malgré l'affaiblissement de cette blessure, toujours ouverte depuis quinze ans, la Corse résista à cette intervention où elle ne voyait qu'une intrusion, et à cette protection dont elle ne sentait que le joug, avec toute l'opiniâtreté et toutes les ressources dont peut disposer un peuple indigné, et même tous les succès que l'héroïsme d'une poignée de braves peut arracher à la puissance du nombre et à la partialité de la fortune. Les troupes que nous avons mises à la disposition des revendications génoises, mais qui avaient eu plutôt pour but et pour rôle de défendre l'île contre une tentative anglaise que de la rendre à une suzeraineté dérisoire même aux yeux de ses alliés, sortirent de leur expectative pour une campagne des plus militantes et pour elles des moins heureuses, car l'unanimité de la résistance corse, dirigée par un homme comme Paoli, tint plus d'un an en échec l'effort même de la France.

Au printemps de 1769 cette lutte inégale durait toujours, à l'avantage des plus faibles, quand le comte de Vaux arriva à la tête d'un nouveau renfort, portant à

50,000 hommes les troupes qui n'avaient pu empêcher ni M. de Marbeuf ni M. de Chauvelin d'être battus.

Paoli convoqua ses lieutenants et les délégués de l'île au couvent de Casinca, le 27 avril 1769, et leur exposa la situation désespérée de l'indépendance en présence d'un ennemi tel que la France, qui finirait toujours par l'emporter, et qu'il y avait peut-être intérêt à ne pas pousser à bout. Il voulait du moins, avant de tenter un effort suprême et désespéré, en y engageant tous les restes de la force épuisée du peuple, obtenir son consentement. Que si l'on hésitait, il s'offrait volontiers en holocauste, négociateur, otage, et sans doute victime de la paix. Il fut interrompu par les cris impatients et unanimes de ses compagnons qui, exaltés par l'amour de la patrie, la fièvre de la lutte, la haine de l'étranger, l'ivresse du sacrifice et tous ces sentiments à la romaine, dont trente années de combats, d'efforts et de succès avaient rempli les âmes, autorisèrent leur chef à jouer cette dernière partie dont leur fortune et leur vie étaient l'enjeu. Mais qu'importe de mourir à ceux qui ont lié leur destinée à celle de la patrie et ne voient plus rien que vivre ou mourir avec elle ?

La bataille de Ponte-Nuovo, le 9 mai 1769, fut le dernier et sublime épisode de cette lutte héroïque, où, avant de s'armer, la Corse et la France apprirent à s'estimer en se combattant, dans un de ces duels acharnés mais loyaux, après lesquels il n'y a plus qu'à se réconcilier. Paoli le sentit et toujours fidèle à sa devise, qui était d'immoler ses intérêts à ceux de son pays, il prit le parti qu'on lui avait jusque-là refusé, d'enlever, par son absence, un chef à la résistance et un motif à la répression. Continuer une semblable lutte, c'était vouer la Corse à la dévastation, et à la mort les derniers de ses défenseurs. Paoli, consommant par un volontaire exil ses malheurs et sa gloire, s'embarqua à Porto-Vecchio, avec son frère et trois cents fidèles, qui ne voulurent pas le quitter, et il se réfugia en Angleterre sur deux vaisseaux venus pour le sauver, mais non pour le défendre ; le cabinet britannique ne jugeant pas sans doute le moment venu, ou bien, comme il lui arrive quelquefois, ayant laissé passer l'occasion à force de l'attendre (13 juin 1769).

On va voir pourquoi nous n'avons pas cru devoir séparer les commencements de l'histoire de Napoléon de la fin de celle de sa patrie, et pourquoi nous avons, avant de songer à esquisser son portrait d'enfant ou d'adolescent, dû retracer autour de lui le cadre de ces événements qui eurent sur son tempérament, son caractère, son esprit et son cœur une influence qui résista vingt ans aux charmes et aux profits de l'assimilation française. Pendant vingt ans, celui qui devait régner un jour sur les vainqueurs, les considéra d'un œil de vaincu et d'otage, et il ne fut gagné à la soumission qu'à force de sagesse et au dévouement qu'à force de bienfaits.

Comment en eût-il été autrement d'un enfant conçu dans les rapides et furtives amours, intermède précaire d'une vie aventureuse et militante, sans cesse disputée à la mort, d'un père, le plus hardi et le plus ingénieux des lieutenants de Paoli, et d'une mère, belle, intrépide et fière, suivant à cheval, en habit d'amazone, au milieu du respect et de l'admiration des siens, une troupe héroïque, chassée de la plaine et poursuivie dans la montagne, dernier refuge de l'indépendance corse, de grotte en grotte, de ravin en ravin, de défilé en défilé ? Napoléon naquit le 15 août 1769, c'est-à-dire en pleine soumission et pacification de la Corse ; mais on devine à travers quelles vicissitudes il fut ballotté, dès le flanc maternel, par cette odyssee dramatique — aux longues chevauchées, aux repos incertains, aux asiles précaires, aux escarmouches subites, aux émotions

perpétuelles de crainte et d'espérance, de joie et de douleur, de succès et de revers, de triomphe et de fuite, - et l'on comprend quel sang orageux dut couler dans les veines de ce rejeton préféré porté dans le combat. Qu'on se figure par une seule de ces heures d'épreuve et de péril toutes les autres.

Un jour, cette jeune, charmante et populaire amazone, Letizia Ramolino, qui suivait à cheval, belle de toutes les fiertés et de tous les dévouements de l'épouse et de la mère, le mari qu'elle s'était choisi en 1764, cinq ans auparavant, Letizia, entraînée par le courant au passage du Liamone, faillit périr avec l'enfant à la mamelle qu'elle portait dans ses bras — Joseph Bonaparte — et celui qu'elle portait dans son sein, sous les yeux de ses compagnons et de son mari lui-même. Son cheval, à ce gué perfide, avait perdu pied et se débattait sur l'abîme. On lui cria de se détacher de sa selle et de se laisser aller dans la rivière ; en même temps, des deux rives, on se jetait à la nage pour venir à son secours. Mais cette manœuvre qui la sauvait pouvait perdre le frêle nourrisson qu'elle serrait contre son sein. Décidée à vivre ou à mourir avec lui, l'intrépide femme aima mieux tout risquer, et s'abandonnant à la Providence, elle se raffermit sur sa selle et lutta à la fois contre le courant et la frayeur de sa monture affolée. Du seul bras qui lui demeurait libre, l'autre étant consacré à son enfant, elle manœuvra si bien, elle encouragea si bien du geste et de la voix la pauvre bête, que celle-ci, comme électrisée par une sorte d'inspiration, et comme si elle eût compris qu'elle portait César et sa fortune, rompit le courant, échappa au gouffre, reprit pied et porta enfin à la rive sa courageuse conductrice, au bruit des applaudissements des témoins de son sang-froid et de son bonheur.

Charles de Buonaparte et sa femme, rentrés dans la vie civile et tranquille, étaient à Ajaccio au mois d'août 1769, couverts par l'amnistie de la pacification. Le 15 août, jour de l'Assomption, madame de Buonaparte se rendait à l'église lorsqu'elle fut saisie des douleurs de l'enfantement. Elle regagna précipitamment sa maison. A peine fut-elle entrée qu'elle fut obligée de s'arrêter, et, délivrée sans effort, elle mil au monde, à onze heures du matin, Napoléon qui, par une coïncidence d'héroïque augure, fut déposé sur un tapis représentant des scènes de Y Iliade. C'est dans ces langes épiques que le futur héros de la grande épopée française poussa son premier cri de vie.

La famille de Buonaparte ne tarda pas à être entourée, par les nouveaux maîtres de l'île, de tous les égards dus à sa considération et à son influence. Plus sage et plus prévoyant que beaucoup d'autres, Charles de Buonaparte, esprit ingénieux et cultivé, ami du plaisir et de la paix, et que la guerre civile avait instruit, ne se déroba pas à ces avances, et, après avoir payé sa dette à la patrie et fait son devoir de soldat de l'indépendance, il ne se crut pas obligé à l'inertie stérile, à la bouderie solitaire, ou à la résistance opiniâtre et aveugle de quelques-uns de ses compagnons.

La France l'attirait, et après s'être refusé à une domination qui s'imposait, il pouvait impunément prendre le parti de résignation et de conciliation qui convenait à ses goûts intimes et à ses secrets penchants, et se rallier au drapeau devenu tutélaire, à l'abri duquel se trouvaient placés ses droits de citoyen et ses intérêts de père de famille. La résolution contraire ne pouvait que renouveler les maux du pays et le réduire à un autre joug étranger, plus dur peut-être et moins honorable. C'est par ces sentiments de modération, de prévoyance et de véritable patriotisme que fut inspirée la nouvelle attitude de la famille de Buonaparte qui marqua, par son dévouement à la France, comme elle s'était

distinguée par sa participation à la lutte de l'indépendance, le jour où il devint insensé de continuer cette lutte, où il fallut demander à la paix les fruits que la guerre ne porte jamais, et où l'obstination à une cause perdue sans retour ne fut plus que de l'aveuglement, de la haine, de l'orgueil ou de l'intérêt. L'autorité française, de son côté, n'eut garde de négliger les avantages qu'elle devait tirer de l'exemple d'une telle adhésion. Les Bonaparte, qui de Sarzane étaient venus s'établir en Corse à la fin du dix-septième siècle, y comptaient déjà toute une antiquité et toute une illustration, et les emplois et les alliances leur avaient assuré à Ajaccio un rang prépondérant. Dès 1681, nous trouvons un Charles de Buonaparte dans le conseil des Anciens d'Ajaccio. Le 5 mars 1702, un autre Buonaparte (Sébastien) est élu chef du même conseil. Au dix-huitième siècle, les Buonaparte s'allient successivement aux Arrighi, aux Giubega, aux Pallavicini, aux Comnène, etc. Sébastien Buonaparte, le chef du conseil des Anciens d'Ajaccio, au commencement du dix-huitième siècle, eut deux frères. Le premier, Napoléon, se distingua dans la carrière des armes, et sa fille unique épousa un Ornano. Le second, Lucien, devint archidiacre de la cathédrale d'Ajaccio, et fut le mentor et le bienfaiteur de l'illustre lignée sortie des flancs de Letizia Ramolino. En 1760, figurait au grand Conseil d'Ajaccio, le propre père de Charles de Buonaparte, son mari, chef d'une famille que son blason rattachait à une nombreuse et puissante maison, aux restes et aux souvenirs dispersés par toute l'Italie.

Ce blason des Bonaparte, qu'il soit trévisan, étrurien, aragonais ou génois, a peu varié. La différence porte plutôt sur les transpositions, sur les changements d'émaux, que sur les signes caractéristiques de l'écu. Les étoiles, le lion, l'aigle y dominant. Cependant un blason, beaucoup plus simple, sans doute aussi plus ancien, portait *de gueules à deux barres d'or, accompagné de deux étoiles*. C'était celui de la lignée étrurienne ou florentine — et corse —. Comment se fait-il que ce blason ait prévalu sur les autres ? Comment est-il arrivé que *l'aigle de sable* et *le lion d'or* aient traversé la Corse sans s'y être arrêtés plus d'un siècle, sans laisser d'autre trace qu'un vague souvenir ? La branche des Franchini-Bonaparte portait sur son écu trois fleurs de lis d'or, témoignage de quelque service éminent rendu à la couronne de France. Et n'est-ce pas un rapprochement curieux que celui de l'aigle surgissant de l'écu primitif et venant, au dix-neuvième siècle, absorber les fleurs de lis du dix-huitième ?<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> E. Bégin. *Biographie Michaud*, 2e éd.

## CHAPITRE II

# L'ÉCOLE DE BRIENNE

1769-1780

Acte de baptême de Napoléon. — Contenance de Napoléon à cette cérémonie. — Enfance et première éducation domestique de Napoléon. — Sa reconnaissance envers sa mère. — Caractères de son influence sur son fils. — Camilla Ilari. — L'archidiacre Lucien. — L'oncle Fesch. — Le pâtre Bagalino. — Napoléon général et vainqueur à huit ans. — Les frères et sœurs de Napoléon. — La famille Bonaparte se rallie à la cause française. — Les Marbeuf. — Premier voyage en France de Napoléon. — Le collège d'Autun. — L'École militaire de Brienne. — Portrait de Napoléon adolescent. — Pichegru. — Bonaparte en pénitence. — Le P. Dupuy. — Le P. Patrault. — Premiers camarades de Bonaparte. — Phélippeaux. — Bourrienne. — Première communion. — La première couronne. — Le maître d'écriture de Napoléon. — Le chevalier de Kéralio. — Son rapport sur Napoléon Bonaparte. — Bonaparte est désigné le premier pour l'École militaire de Paris. — Ses compagnons de promotion.

L'an mil sept cent soixante-onze, le vingt-un juillet, ont été faites par moi, soussigné, économe, les saintes cérémonies et les prières sur Napoléon, fils né du légitime mariage de M. Charles-Marie — fils de Joseph Buonaparte — et de dame Marie-Letizia, sa femme, lequel avait été ondoyé à la maison, avec la permission du très-révérend Lucien Buonaparte, étant né le quinze août mil sept cent soixante-neuf. Ont assisté aux saintes cérémonies, pour parrain, l'illustrissime Laurent Giubega de Calvi, procureur du roi, et, pour marraine, la dame Gertrude, épouse du sieur Paravicino. Présent le père. Lesquels ont signé ci-dessous : Jean-Baptiste Diamante, économe ; Laurent Giubega ; Gertrude Paravicino ; Charles Buonaparte.

Tel est l'acte de baptême de Napoléon, qui avait, par conséquent, deux ans à l'époque de cette cérémonie et y assista avec une intelligence, une gravité et une volonté précoces. Nous n'éviterons pas de raconter cette anecdote en nous plaçant sous les auspices de nos considérations de début, corroborées, chaque fois que nous cherchons un approbateur et un auxiliaire par les plus illustres conformités<sup>1</sup>. D'une telle enfance, rien ne doit sembler puéril à l'histoire.

Napoléon avait vivement senti la solennité de la cérémonie ; il s'en était montré pénétré et avait insisté pour que tous les assistants demeuraient à genoux comme lui. Il essuya avec une surprise mêlée d'humeur, mais qu'il sut contenir, l'épreuve de l'aspersion symbolique, dont il devinait le sens expiatoire et purificateur. Mais son calme se changea en mécontentement et l'énergique manifestation en troubla l'auditoire, quand il vit le célébrant se diriger vers la marraine qui portait dans ses bras une petite sœur, Marie-Anne, qu'on baptisait en même temps — et qui mourut peu de jours après —, et la soumettre à la même ablution. L'enfant fit un geste de désapprobation, motivée, sans doute, par l'impression désagréable que la fraîcheur de l'eau bénite et l'âcreté du sel allaient causer à la *bambina*, et comme le prêtre souriant ne tenait compte de la muette injonction, il s'élança vers lui pour l'arrêter, mais l'eau avait déjà coulé, et Napoléon n'eut d'autre ressource que de mêler les éclats de sa colère enfantine aux gémissements du nourrisson.

Ce signe d'un caractère énergique et passionné, n'était pas le seul ni le premier. Et de bonne heure le père, le grand-oncle l'archidiacre, et la mère, orgueilleuse à la fois et inquiète de ces symptômes de l'esprit de principauté, sentirent la nécessité d'une éducation sévère, d'une perpétuelle vigilance et d'un frein permanent. Toute la sollicitude de la famille se concentra, d'un unanime accord, sur cet enfant privilégié et prédestiné dans lequel semblait s'être incarné le génie et l'avenir des Bonaparte, et qui grandit au milieu de cette auréole de préférence dont ses frères n'étaient point jaloux.

C'est dans cette éducation de Napoléon, dans la culture de ses instincts héroïques, dans le mélange de fermeté et de douceur indispensable pour réprimer sans la froisser les écarts de cette nature ombrageuse, dans ce chef-

---

<sup>1</sup> Esclave des souvenirs de son enfance, l'homme obéit toute sa vie sans s'en douter aux impressions qu'il a reçues dans son jeune âge, aux épreuves et aux influences auxquelles il a été en butte. (*Idées Napoléoniennes.*)



d'œuvre, enfin, d'apprivoisement d'une enfance indomptée, sauvage et farouche comme celle d'un jeune poulain, que Letizia Ramolino déploya un génie d'intuition, de direction, de persévérance qui fait pâlir toutes les autres devant sa gloire maternelle et qui l'associe justement à l'immortalité de son fils.

Napoléon lui dut l'habitude de l'obéissance, si nécessaire à celle du commandement, le sentiment du devoir, le respect de la règle, l'amour du bien, le culte du beau, l'aspiration au grand. Il lui dut cette moelle de lion dont furent nourries ses premières années. Il reconnut plus tard, avec une éloquente émotion, le sacrifice de cette prédilection féconde et le bienfait de cette éducation sans erreur, sans faiblesse, sans faute.

C'est à ma mère, à ses bons principes que je dois ma fortuné et tout ce que j'ai fait de bien. Je n'hésite pas à dire que l'avenir d'un enfant dépend de sa mère.

A Sainte-Hélène il ajoutait :

Madame-mère avait un grand caractère de la force d'âme, beaucoup d'élévation et de fierté. Elle veillait avec une sollicitude qui n'a point d'exemple sur les premières impressions. Les sentiments bas étaient écartés, flétris. Elle ne laissait arriver à ses enfants que ce qui était grand et élevé. Elle avait de l'horreur pour le mensonge, pour tout ce qui était l'apparence d'une inclination basse. Elle savait punir et récompenser ; elle tenait compte de tout à ses enfants.

Heureuse et bénie à jamais la mère digne d'un tel hommage ! Nous l'avons souvent dit, et ne nous lasserons pas de le répéter, parce que le jour où cette vérité sera honorée comme elle mérite de l'être, une noble et salubre émulation s'emparera de la famille. Mais, sachez-le bien, un bon fils, car tout le monde ne peut prétendre à la grandeur, est la récompense d'une bonne mère. Enfants, ne l'oubliez pas, c'est dans le cœur de votre mère qu'est la source de vos vertus. Il n'est pas de grand homme qui n'ait eu une grande mère. Cette maxime devrait être gravée au fronton de tous les foyers domestiques, pour apprendre aux enfants à respecter le bienfait d'une mère, pour apprendre aux mères à respecter et à cultiver cet inconnu des âmes d'enfant qui peut être le génie et la gloire.

S'il est permis d'exprimer : à propos d'une éducation maternelle ainsi honorée d'un immortel *Magnificat*, un reproche ou un regret, c'est qu'elle ait été exclusivement intellectuelle et morale, portée encore plus vers le grand que vers le beau, vers la gloire que vers le devoir, par des exemples et des préceptes inspirés par un idéal de vertu antique, profane, romain. La mère de Napoléon, qui avait traversé en homme, presque en soldat, l'épreuve de feu des discordes civiles et de la lutte pour la patrie, était d'une énergie de caractère qui ne laissait que peu de place à la tendresse. Les sources vives de son cœur de femme semblaient s'être non desséchées, mais dérobées sous les précoces expériences de sa vie si accidentée. L'unique roman de son existence avait été cette odyssée militante à la suite de son mari, où elle avait en quelque sorte, sans rien perdre de la beauté, de la pudeur et de la grâce de son sexe, virilisé son âme. Elle connaissait peu la faiblesse des larmes. Elle devait porter, sans être même effleurée par la douleur de ces enfantements répétés, toujours calme, fière, sereine, le fardeau d'une maternité treize fois féconde. Par une telle femme

Napoléon fut élevé, non pas comme un héros de Plutarque — car, par une exception singulière, il semble n'avoir connu que très-tard, peut-être même avoir toujours ignoré ce livre, bréviaire ordinaire de la jeunesse des grands hommes — , mais comme un fils de la Rome consulaire, en vue unique de la grandeur et de la gloire, sans ces tempéraments de tendresse, sans ces inspirations d'humanité qui mêlent la douceur à la force et le dévouement à l'ambition. Il faudra plus tard la solitude, la méditation, la pauvreté, le malheur et les larmes secrètes des douleurs précoces pour adoucir en le trempant ce caractère tout d'une pièce, en émousser les rudesses natives et faire de l'acier du fer. Le grand danger de ces éducations absolues, c'est qu'elles ne laissent qu'une issue à la vie. Si le début est manqué, tout est perdu, et Napoléon eût été le Gracque de cette Cornélie, s'il n'eût été César.

Napoléon eut pour nourrice une bonne paysanne corse, au beau type souriant, au sang pur, habile à le bercer, heureuse à le caresser, dont il garda toujours le meilleur souvenir. Cette femme, au nom de bon augure, s'appelait Camilla Ilari, qui ne se doutait pas qu'elle donnait le sein à un futur empereur et qu'elle aurait un jour dans son histoire la ligne biographique des figures domestiques et des serviteurs fidèles, un coin de bas-relief au piédestal de la statue<sup>1</sup>.

De l'enfance de Napoléon proprement dite, il ne demeure, en fait d'anecdotes authentiques, rien de bien saillant. Ses études premières furent assez négligées, comme si on se fût douté qu'une telle terre pouvait demeurer impunément en jachère, prête qu'elle était à racheter une stérilité passagère par des miracles de fertilité et de prodigieuses moissons. On s'occupa donc surtout dépolir et d'assouplir ce caractère étrange, aux longues stagnations, entrecoupées de subites tempêtes, aux précoces mélancolies mêlées de courtes et brûlantes joies, moitié neige et moitié volcan. C'est Napoléon qui nous a raconté lui-même la plupart de ces éruptions de sa première fougue, avide de lutte et de commandement ; c'est lui aussi qui nous a révélé l'abandon systématique où l'on laissa son intellectuel pour s'occuper surtout de son moral, soit qu'on craignît pour sa santé, avec une organisation aussi ardente, le duel prématuré de l'esprit

---

<sup>1</sup> Le 20 fructidor an XII (7 septembre 1804) Portalis écrivait à l'Empereur : *Sire, le curé de Saint-Agricol d'Avignon me transmet une lettre de dona Camilla Ilari, qui s'annonce comme ayant été la mère nourrice de Votre Majesté, et qui arrive de Corse pour être témoin des prodiges de son auguste nourrisson. Je m'empresse de faire parvenir à Votre Majesté cette dépêche, qui intéressera son cœur, si l'exposé de la dame Ilari est véritable.* Il l'était, car Napoléon la fit venir, lui fit le meilleur accueil, s'amusa beaucoup des saillies de sa naïveté. Elle assista au couronnement et eut du pape une audience de plus d'une heure et demie. Elle était extrêmement dévote. Son mari, caboteur de l'île, valait moins qu'elle. Il était paresseux et débauché, et une des grandes sollicitudes de l'Empereur fut d'empêcher la petite fortune qu'il constitua à sa nourrice de devenir, en tombant dans le domaine de la communauté, la proie des dissipations de son mari. Il y eut procès, et l'Empereur rédigea en faveur de sa nourrice un mémoire qui n'est pas la moins curieuse de ses œuvres. La question n'était point sans intérêt, les libéralités successives de l'Empereur n'ayant pas constitué moins de cent vingt mille francs de biens fonds en Corse à la dame Ilari, dont il avait fait une petite grande dame, disait-il en souriant, à qui l'impératrice Joséphine avait donné des diamants, et à qui lui-même avait assuré la propriété de la plus belle vigne de son patrimoine ; cette vigne de l'Esposala, fameuse dans les fastes vinicoles de l'île, et qui avait été à lui-même sa seconde nourrice, son revenu fournissant aux dépenses de l'écolier de Brienne et même du lieutenant Bonaparte. Elle devait aussi hériter, de la famille Ramolino, de la maison patrimoniale de Napoléon. (Voir le *Mémorial de Sainte-Hélène*, édition de 1842, t. II, p. 57.)

et du corps, soit qu'on ait pensé fort justement que la première éducation doit précéder la première instruction, et qu'il importe de pétrir le caractère avant de façonner l'intelligence, surtout quand on a affaire à des natures richement douées, capables d'attendre la semence, qui s'y aigrirait, inopportunément jetée. C'est donc à peine si on dégrossit des premières leçons ce bloc de marbre abrupt. C'est l'archidiacre Lucien, son grand-oncle, hôte de la maison et commensal de la famille, qui lui enseigna le catéchisme et l'histoire sainte ; c'est l'oncle Joseph Fesch — plus lard cardinal Fesch —, issu du second mariage de la mère de Letizia Ramolino avec un capitaine suisse au service de Gênes, qui fut son maître d'écriture, mais non de calligraphie. Tout semble s'être borné là, et ces premiers éléments inculqués, ces premiers freins posés, on semble avoir laissé l'enfant aller de lui-même. Il était d'abord volontaire, capricieux, turbulent. La tante Mammuccia Caterina, dont il était le favori, dame Saveria, sa gouvernante, qui en raffolait, suggérèrent l'idée toute féminine de le mettre dans un pensionnat de petites filles, où son caractère se dépouillerait de ces natives rudesses, de ces premières aspérités par le contact et l'exemple de l'ingénuité, de la pudeur, de la douceur d'un autre sexe. Napoléon ne fit que traverser les jeux de ces compagnes dont la robe l'humiliait. Et il fallut bien vite le ramener aux garçons qu'il pouvait ranger en ligne, commander, électriser, mettre aux prises avec un coup d'œil, un sang-froid et une intrépidité remarquables. Il avait sur tous ses compagnons un ascendant marqué dont il se rendait compte et dont l'hommage ne l'étonnait pas. Il ne souffrait pas de rebelles dans sa propre famille, et en dépit de sa qualité d'aîné, Joseph dut plus d'une fois passer sous le joug. Nous avons sur ce point les propres aveux de l'Empereur.

Je ne fus qu'un enfant obstiné et curieux. Rien ne m'imposait, ne me déconcertait ; j'étais querelleur, lutin ; je ne craignais personne. Je battais l'un, j'égratignais l'autre, je me rendais redoutable à tous. Mon frère Joseph était battu, mordu, et j'avais porté plainte contre lui, quand il commençait à peine de se reconnaître. Bien m'en prenait d'être alerte ; maman Letizia eût réprimé mon humeur belliqueuse ; elle n'eût pas souffert mes algarades. Sa tendresse était sévère ; elle punissait, récompensait indistinctement. Mon père, homme éclairé, mais trop ami des plaisirs pour s'occuper de notre enfance, cherchait quelquefois à excuser nos fautes. — *Laissez, lui disait-elle, ce n'est pas votre affaire, c'est moi qui dois veiller sur eux.*

Mais la sollicitude maternelle avait beau être vigilante et attentive, elle ne pouvait réprimer tous les écarts de cette suprématie parfois tyrannique que Napoléon s'arrogeait sur ses camarades par le droit du plus habile plus encore que du droit du plus fort ; car, déjà confiant dans la simple manifestation de son génie naissant, l'enfant, grave et hautain, ne mettait guère la main au combat. Il laissait les plus braves et les plus fidèles autour de lui, fiers de son choix, se commettre aux hasards des mêlées brutales. Lui, placé sur quelque point central, il dirigeait l'attaque ou la défense, plus soucieux du succès, de l'action et du résultat de sa stratégie que du vain honneur de montrer un courage dont on ne doutait pas. Ces aptitudes stratégiques, cet art précoce de combinaison, Napoléon, enfant, l'imagination enivrée des traditions du patriotisme corse avec lesquelles le berçait le soir le pâtre Bagalino, compagnon de son père dans les derniers combats de l'indépendance, recherchait et trouvait les occasions d'en

donner des preuves qui donnèrent à sourire et qui donnèrent à songer aussi à plus d'un des spectateurs de ces exercices de courage, de ruse et de force, de ces petites guerres significatives entre enfants qui seront des hommes.

On raconte qu'à peine âgé de sept à huit ans, Napoléon dirigea une expédition des enfants de la ville d'Ajaccio contre d'autres enfants habitant les faubourgs. Les faubouriens battaient les citadins. Napoléon, qui était de la ville, voulut mettre un terme à cette humiliation. On le vit, pendant toute une saison, disciplinant d'abord les siens, les aguerrissant par de prudentes escarmouches, leur rendant la confiance en eux-mêmes, par une suite d'heureuses opérations, puis enfin risquant une bataille rangée dans un lieu choisi par lui, où l'avantage du terrain et celui des munitions, les cailloux, se trouvèrent du côté des citadins. Ce qui fut beaucoup remarqué, c'est que Napoléon refusa d'employer contre les *borghigiani*, les faubouriens, un vrai petit canon qu'il avait. Les *borghigiani* manquaient de canon. Il ne voulait vaincre qu'à armes égales<sup>1</sup>.

Pour achever ce tableau trop rapidement brossé — mais une histoire si vaste, si profonde et si variée ne supporte pas la minutie et les purlèchements hollandais — de la famille et de la première enfance de Napoléon, en nous réservant d'ailleurs d'y ajouter de temps en temps quelque touche nouvelle, nous devons grouper autour de cette figure lumineuse et absorbante, dans la pénombre domestique, ces visages fraternels auxquels le reflet de la gloire napoléonienne fera une gloire et que le plus grand homme des temps modernes associera à son immortalité. Ces compagnons et ces compagnes d'enfance que la fécondité bénie de Letizia Ramolino multiplia autour du fruit préféré de ses entrailles ; ces frères et sœurs, un moment au nombre de treize, réduits à huit par la mort, auxquels Napoléon donnera un jour un trône à côté du sien et une nuée dans son apothéose, c'étaient d'abord : Joseph (1768), l'aîné par l'âge, qui de bonne heure accepta d'être le cadet en tout le reste, acceptant de bonne grâce une supériorité devant laquelle il fallait plier ou rompre ; Lucien (1775) ; Louis (1778) ; Jérôme (1784), et les trois filles, venues successivement entremêlées aux trois derniers frères, quand la sève de ce tronc robuste, affaiblie, mais non épuisée par toutes ces pousses masculines, n'eut plus que des virilités intermittentes et y mêla la fleur au fruit et la grâce à la force : Élisabeth (1777), Pauline (1780), Caroline (1782).

De ces sept frères et sœurs de Napoléon, il n'en est pas un qui n'ait fait honneur, par quelques-uns des traits de beauté, d'intelligence et de charme, réunis dans l'enfant privilégié, à l'origine commune. Tous furent marqués du sceau de prédilection de cette race choisie et trahirent par un parfum indélébile le vase d'élection d'où ils étaient sortis. Tous furent remarquables par l'intelligence et le caractère et, effacés sans être éclipsés par la gloire prépondérante de l'astre de la maison ils demeurèrent ses dignes satellites gravitant non sans honneur autour de lui. L'histoire des frères et sœurs de Napoléon se trouve intimement liée à la sienne, dont elle varie, sans la troubler, la puissante unité. Nous ne séparerons pas ce que le sang et la gloire ont uni, et nous dirons en leur temps

---

<sup>1</sup> Rapetti, *Biographie générale* (Didot). — Nasica, *Mémoires sur l'enfance de Napoléon*, etc. Paris, 1852, in-8°.

les vicissitudes de ces vies secondaires, mais belles encore, leur faisant la place de l'anecdote dans l'histoire. Nous leur réservons les coins de second plan de notre sujet, pour leur partager inégalement, mais impartialement les rayons échappés de la lumière centrale.

Nous avons dit que Charles de Buonaparte et sa famille, en raison de leurs antécédents, de leur influence maîtresse, avaient été, dès les premiers jours de l'occupation définitive et de la pacification qui la suivit, l'objet légitime des prévenances et des égards d'une conquête qui voulait se faire pardonner, à force de bienfaits, le crime de son origine et dont le joug ne pouvait que gagner à l'exemple de tels adhérents. Les fiers Buonaparte, rebelles aux menaces, ne résistèrent pas aux habiles caresses d'une domination qui respectait leurs droits, tenait compte de leur rang, se montrait empressée à les dédommager de leurs sacrifices et offrait à leur nom, éclipsé dans la résistance par la gloire de Paoli, les occasions et les avantages du premier rang dans la fidélité.

De bonne heure, entre le chef de la famille dompté par l'expérience, gagné par l'intérêt, homme élégant et lettré que la France attirait et qui n'avait pas cru devoir prolonger au delà de la lutte une hostilité qui n'était plus dans son cœur, et entre les gouverneurs qui se succédèrent dans l'île, les relations, naturellement nouées par une mutuelle estime, se resserrèrent progressivement, et la nouvelle patrie offrit au père de famille, justement préoccupé de l'avenir, les ressources de son éducation et de sa protection. Une dernière circonstance où Charles de Bonaparte — nous francisons maintenant son nom —, l'ancien chef des bandes patriotes, l'éloquent orateur de la consulte extraordinaire de Corse, se montra ami aussi loyal qu'il avait été loyal ennemi, lui gagna à jamais les bonnes grâces reconnaissantes de M. de Marbeuf, pour lequel il prit hardiment parti contre la rivalité jalouse de M. de Narbonne-Pelet. Un moment écrasé, le parti de M. de Marbeuf triompha enfin d'imputations calomnieuses, grâce aux efforts d'une députation de la noblesse des États de Corse, inspirée et dirigée par Charles de Bonaparte. Toute la famille et tous les amis du lieutenant général, défendu, réhabilité, vengé, grâce aux plaidoyers de cet avocat local, se firent un devoir de contribuer au payement de la dette de sa reconnaissance. De là cette protection pleine de sollicitude des Marbeuf et des Brienne étendue depuis ce jour sur la famille de ces nobles clients, les Bonaparte, protection légitime, naturelle et irréprochable, comme un mutuel échange de services et de bons procédés. De là, en vue du crédit de l'archevêque de Lyon, M. de Marbeuf, qui avait la feuille des bénéfiques, la destination de Joseph aux honneurs du clergé et la tournure spéciale donnée à son éducation, subitement déviée de son but par la Révolution. De là l'entrée de Joseph de Napoléon et de Lucien au collège d'Autun et ensuite des deux derniers à l'école de Brienne. De là l'admission d'Élisa à Saint-Cyr ; enfin, de là ces relations tutélaires de la jeunesse de Bonaparte et de ses frères avec les Marbeuf, les Brienne, les Sémonville, et le crédit d'un nom célèbre en Corse, mais obscur en France, qui ouvrit les écoles à leur ignorance et les salons à leur isolement : inappréciables et providentiels bienfaits de la destinée favorable que Napoléon n'oublia jamais et qu'il reconnut en protégeant à son tour les descendants de ses protecteurs et en leur faisant une place jusque dans le testament de Sainte-Hélène.

C'est le 15 décembre 1778 que Napoléon, qui n'avait pas encore atteint sa dixième année, accompagna en France son père, député de la noblesse corse. Ils passèrent par Florence, où l'illustration de son nom et son origine toscane leur valurent une audience du grand-duc Léopold et une lettre de recommandation pour la reine Marie-Antoinette, sa sœur. Le père laissa son fils au collège d'Au

Lun, où il passa trois mois et demi (du 1er janvier au 15 avril 1779) à émousser un peu son accent italien, à se former aux premiers éléments de la langue française et à attendre une vacance à l'école militaire de Brienne, où Charles Bonaparte, appuyé par tout le crédit des Marbeuf, sollicitait pour lui une place, ayant refusé la bourse qui lui avait été d'abord accordée à l'école inférieure de la Flèche. Le registre d'entrée à l'école militaire de Brienne-le-Château, en Champagne, tenue par le P. Berton, sous-principal, porte cette mention laconique sur 'élève du roi, qui devait être roi à son tour.

Napoléon de Buonaparte est entré à l'Ecole militaire de Brienne-le-Château, à l'âge de neuf ans, huit mois, cinq jours. Il y a passé cinq ans, cinq mois, vingt-sept jours, et en est sorti à l'âge de quinze ans, deux mois, dix jours, pour se rendre à l'Ecole militaire de Paris.

C'est l'histoire, toute domestique et sans autres événements que ceux du drame intérieur, de bonne heure si agité dans une telle âme, de ces cinq ans, cinq mois, vingt-sept jours qu'il nous faut esquisser rapidement, nous attachant surtout à exposer les indices et les caractères de cette première phase d'initiation et de formation, de la période d'incubation souterraine et de fermentation mystérieuse de ce volcan de passions et d'idées qui devait éclater, dix ans plus tard, sur le monde.

A Brienne comme à Autun, cet enfant étrange et sauvage, ami précoce de la solitude et de la réflexion, étonna les maîtres et les élèves et leur inspira d'abord plus de surprise que de sympathie. En dépit de son air grave et décent, il prêtait par certains côtés au ridicule, avec sa gaucherie d'aiglon effarouché, ses fiertés, ses brusqueries, son accent métallique, son orthographe esclave naïve de la prononciation, et son énigmatique écriture. Il y avait en lui quelque chose d'un sphinx dépaycé, qui faisait rire les camarades et réfléchir les maîtres plus observateurs. Napoléon passa donc par toutes les épreuves de la malignité écolière, et il dut, malgré lui, recevoir sa bienvenue ironique en une grêle de plaisanteries à brûle-pourpoint, ou de réticences moqueuses, de grimaces, de lazzi, tribut habituel de la légèreté française, à tout ce qui l'étonné.

Il semble avoir patiemment supporté, déjà indifférent aux injures vulgaires et absorbé d'ailleurs par les âpres mélancolies du dépaysement, cet orage épigrammatique qui dura peu. Deux ou trois réparties qui dénotaient un adversaire capable de se défendre et même d'attaquer à son tour, cette attitude digne et ferme, indice d'un caractère à ménager, et bientôt, la confusion du premier abord dissipée, les éclairs d'intelligence et de sagacité dont s'anima cette jeune tête marmoréenne, tous ces signes précurseurs, et ce je ne sais quoi de grand qui était déjà en lui, gagnèrent au réservé, mais au studieux et soumis Bonaparte la sympathie des plus généreux parmi ses camarades, et la sollicitude des plus intelligents parmi ses maîtres.

On respecta cette noble tristesse, faite de douleurs patriotiques et de domestiques regrets, et qui semblait porter le double deuil de la famille absente et du pays déchu. On admira cette constance, cette patience, cette ténacité d'une volonté qui se domptait elle-même, et qui se portait à l'étude avec une sorte de martial élan et d'héroïque ardeur. On cessa de rire de l'accent italien de cet enfant au profil dantesque, maigre, pâle et chétif, dont le regard semblait aller bien au delà du présent et que commençait à dévorer l'impatience

ambitieuse de l'avenir dont il gardait jalousement la prescience. Corps dont l'âme usait le fourreau, maigreur faite de sobriété et de travail, pâleur dont la flamme de l'idée, comme une lampe à travers les parois de l'albâtre, faisait rayonner la lividité : il y avait dans cet élève noble, pauvre, fier, laborieux, silencieux, rangé, soumis, doué pour les mathématiques de l'aptitude géniale de sa race, et portant, dans les conceptions scientifiques, ce mélange d'imagination et d'exactitude qui agrandit l'horizon de l'esprit sans lui rien faire perdre de sa portée, il y avait une sorte de mystérieux prestige qui le fit bientôt épargner, regarder, écouter. Et l'hommage d'une sorte de précoce respect, tut bientôt assuré, parmi cette folle et malicieuse mais généreuse jeunesse, à la supériorité prématurée de l'esprit et du caractère de celui dont ou avait les premiers jours, travesti en sobriquet de : *la paille au nez* le prénom fatidique : *Napolione*.

C'est à Brienne, Napoléon l'a remarqué plus tard lui-même, qu'eut lieu, sous les influences que nous venons d'analyser, la première transformation de son tempérament, de son caractère et de son esprit. L'enfant, vif, turbulent, fantasque, alerte, rebelle, et en dépit de tout quelque peu gâté, non par la mère, qui avait reconnu de bonne heure la nécessité d'un frein, qui le considérait avec un mélange de crainte et d'espérance, et qui était parfois tentée de préférer l'aîné, le beau, le sage, le doux Joseph ; mais par tout l'entourage des serviteurs et des vieilles filles-tantes, cet enfant-là se montra tout à coup grave, réservé, soumis, laborieux, mais d'une susceptibilité ombrageuse et d'une sensibilité profonde.

Les traits distinctifs de cette physionomie intellectuelle et morale dont le charme impérieux devait peu à peu gagner ses maîtres et conquérir ses camarades, étaient la patience dans la force, la douceur dans la tristesse, l'énergie de la volonté et la curiosité ambitieuse de l'esprit. Il semblait suivre lentement mais sûrement une voie tracée, dont il ne sortait pas. Ses progrès furent continus, mais sans trompeurs et décevants éclats. Il devint peu à peu un des meilleurs élèves de l'école de Brienne, mais n'en fut jamais le prodige. C'est à peine si quelques circonstances caractéristiques et prophétiques, en le faisant sortir de la réserve modeste dont il s'enveloppait, trahirent pour quelques yeux attentifs les sourdes fermentations de cette nature puissante et découvrirent le volcan de son esprit et l'abîme de son cœur. Son exaltation demeura longtemps stagnante. Pichegru seul, son maître de quartier et son répétiteur, semble avoir deviné, dès l'école de Brienne, les promesses de cette intelligence encore voilée de rêverie, et les menaces de cette ambition qui ne semblait encore que le désir d'apprendre et la volonté de savoir. Quand plus tard le crime et le malheur de sa destinée eurent mis le général, gagné par les ennemis de la France, entre l'alternative de corrompre ou de combattre Bonaparte, il n'hésita pas à voir en lui un adversaire et non un complice : *N'y perdez pas votre temps*, dit-il à ceux qui songeaient à tenter ces suggestions qu'il sentait aussi imprudentes que stériles, *je l'ai connu dans son enfance ; ce doit être un caractère inflexible ; il a pris un parti, il n'en changera pas*.

Napoléon en effet, avait donné, durant cette période de gestation et d'incubation, où son génie ne se révéla que par de rares éclairs et se fit deviner plutôt que reconnaître, quelques témoignages caractéristiques de cette énergie, de cette décision, de cette ténacité qui ne souffraient point de compromis, et alarmaient plus tard, à bon droit, Pichegru devenu coupable. À deux on trois épreuves on put voir en lui, dans l'élève même, le maître futur, incapable de certaines obéissances et de certaines résignations, et préférant rompre que plier.

Un jour, le maître de quartier, brutal de sa nature, sans consulter les nuances physiques et morales de l'enfant, le condamna à porter l'habit de bure et à dîner à genoux à la porte du réfectoire ; c'était une espèce de déshonneur. Napoléon avait beaucoup d'amour-propre, une grande fierté intérieure ; le moment de l'exécution fut celui d'un vomissement subit et d'une violente attaque de nerfs. Le supérieur, qui passait par hasard, l'arracha au supplice en grondant le maître de son peu de discernement, et le P. Patrault, son professeur de mathématiques, accourut, se plaignant que, sans nul égard, on dégradât ainsi son premier mathématicien<sup>1</sup>.

Le collège militaire de Brienne-le-Château était desservi par les religieux minimes de Champagne. Parmi ces bons et savants pères, Napoléon eut pour maîtres préférés le P. Patrault, professeur de mathématiques, et le P. Dupuy, sous-prieur, professeur de belles-lettres, dont il fut l'élève favori. Il dut surtout, au point de vue littéraire, beaucoup au second, prêtre admirable, d'une science et d'un goût bénédictins, d'une modestie et d'une douceur angéliques, qui polit, avec une sollicitude toute paternelle et un amour-propre d'artiste, le marbre de cette intelligence abrupte, dont il avait pénétré les ressources, et, retiré à Laon, demeura avec Bonaparte en correspondance jusqu'en 1789, encourageant et corrigeant ses premiers essais littéraires. Le bon religieux fut récompensé de ce zèle et de ce dévouement par le succès de ses soins, et le bonheur de jouir, avec son élève devenu général et consul, de l'aurore de cette immense fortune à laquelle il avait contribué. Le Mémorial contient sur ces premiers maîtres de Napoléon, surtout sur le P. Patrault, quelques détails intéressants que nous allons reproduire après les avoir d'avance complétés, en rendant la place qui lui appartient à cette vénérable et charmante figure du P. Dupuy, le mentor littéraire de Bonaparte, alors qu'il s'essayait à écrire l'histoire avant de la faire, et se dédommageait par les mâles plaisirs de l'idée de l'attente de l'action.

Napoléon a marqué en même temps de quelques traits profonds le signalement moral de son adolescence et l'énergie avec laquelle accentuèrent la phase intérieure que nous avons décrite, les premiers troubles et les premiers frémissements de la puberté<sup>2</sup>.

A l'âge de puberté, Napoléon devint sombre, morose ; la lecture fut pour lui une espèce de passion poussée jusqu'à la rage ; il dévorait tous les livres. Pichegru fut son maître de quartier et son répétiteur.

Pichegru était de la Franche-Comté et d'une famille de cultivateurs. Les minimes de Champagne avaient été chargés de l'École militaire de Brienne ; leur pauvreté et leur peu de ressources attirant peu de sujets parmi eux, faisaient qu'ils n'y pouvaient suffire ; ils eurent recours aux minimes de Franche-Comté ; le P. Patrault fut un de ceux-ci. Une tante de Pichegru, sœur de la charité, le suivit pour avoir

---

<sup>1</sup> *Mémorial*, t. I, p. 62.

<sup>2</sup> *Mémorial*. *Propre dictée de Napoléon*.



soin de l'infirmier, amenant avec elle son neveu, jeune enfant auquel on donna gratuitement l'éducation des élèves. Pichegru, doué d'une grande intelligence, devint, aussitôt que son âge le permit, maître de quartier et répétiteur du P. Patrault, qui lui avait enseigné les mathématiques. Il songeait à se faire minime. C'était là toute son ambition et les idées de sa tante ; mais le P. Patrault l'en dissuada, en lui disant que leur profession n'était plus du siècle, et que Pichegru devait songer à quelque chose de mieux ; il le porta à s'enrôler dans l'artillerie, où la révolution le prit sous-officier. On connaît sa fortune militaire ; c'est le conquérant de la Hollande. Ainsi, le P. Patrault a eu la gloire de compter parmi ses élèves les deux plus grands généraux de la France moderne.

Plus tard, ce P. Patrault fut sécularisé par M. de Brienne, archevêque de Sens et cardinal de Loménie, qui en fit un de ses grands vicaires et lui confia la gestion de ses nombreux bénéfices.

Lors de la Révolution, le P. Patrault, d'une opinion politique bien opposée à son archevêque, n'en fit pas moins les plus grands efforts pour le sauver, et s'entretint à ce sujet avec Danton, qui était du voisinage ; mais ce fut inutilement, et l'on croit qu'il rendit au cardinal le service, à la manière des anciens, de lui procurer le poison dont il se donna la mort pour éviter l'échafaud.

Napoléon ne conservait qu'une idée confuse de Pichegru ; il lui restait qu'il était grand et avait quelque chose de rouge dans la figure. Il n'en était pas ainsi à ce qu'il paraît de Pichegru, qui semblait avoir conservé des souvenirs frappants du jeune Napoléon...

Parmi les camarades que Napoléon distingua à l'École de Brienne, et dont il fit plus tard ses compagnons, il faut citer Desmazy, Gudin, Nansouty, Phélippeaux, qui devait se trouver son ennemi et son rival heureux au siège de Saint-Jean-d'Acre. Singulière coïncidence que celle de ces deux destinées, unies par un commun enseignement, une jeunesse amie, puis implacablement séparées par les hasards de la Révolution, qui placèrent dans deux camps ennemis deux officiers si bien faits pour se comprendre, pour se soutenir, et qui ne purent que se combattre. Saint-Jean-d'Acre fut le fatal rendez-vous où se déroulèrent, dans un duel héroïque à coups de canon, dont Phélippeaux fut le vainqueur et la victime, les relations intimes, commencées dans la fraternité de l'étude et l'émulation des succès de collège. Bourrienne, le premier secrétaire intime, plus tard le biographe jaloux de Napoléon, se trouva aussi du nombre de ses camarades et familiers d'enfance.

Je suis resté constamment, dit-il<sup>1</sup>, avec lui dans la classe des mathématiques, où, selon moi, il était incontestablement le plus fort de l'École. J'échangeais quelquefois avec lui,

---

<sup>1</sup> *Mémoires de Bourrienne*, t. Ier.

contre des thèmes et des versions, dont il ne voulait absolument pas entendre parler, la solution des problèmes que l'on nous donnait à résoudre, et qu'il trouvait sur le champ avec une facilité qui m'étonnait toujours.

C'est vers le milieu de l'année 1782 que Napoléon fit, sous la direction du P. Charles, sa première communion. Il accomplit ce grand acte, couronnement de l'initiation religieuse, dont le souvenir solennel embaume toute la vie, avec la logique de son esprit, la gravité de son caractère, la pureté d'une âme à la fois précoce et novice, qui devinait l'expérience sans la devancer, la fierté d'un cœur qui se donne et qui sait son prix. Après cette halte d'hommage devant le joug du Seigneur, Napoléon, un peu rasséréiné et pacifié par l'influence vivifiante et salutaire de ce pacte d'union entre la créature et le créateur, qui dévoile devant les premiers pas de l'homme dans la vie le rassurant horizon de la Providence, se porta de nouveau vers l'étude, le travail, la méditation, avec l'impatient élan de la virilité naissante.

C'est à ce moment qu'il se fait comme une éclaircie dans les nuages de son caractère, et que sa nature, longtemps repliée, éclate débarrassée de ses nœuds, en une fleur tardive et courte de jeunesse, de vivacité, d'alacrité imprévues. Napoléon, toujours grave et discret, cesse d'être triste et muet, et ses premiers succès, justifiés par un incontestable talent et acceptés par lui avec cette joie plus sympathique que l'orgueil, font succéder, à l'éloignement de la plupart de ses camarades, réconciliés avec sa supériorité adoucie, une sorte de popularité.

C'est de cette époque heureuse (1783), où il reçoit sa première couronne des mains de madame de Montesson, que date la période d'épanouissement et d'éclat, de cette adolescence disgraciée, triomphant enfin des premières crises de l'éducation, apprivoisé à nos mœurs, à notre langue, à nos idées, délivré des dernières rudesses corses, en proie à ces délices du travail victorieux, à la fois lumière et chaleur de l'âme, il s'écrie, avec une sorte d'enthousiasme reconnaissant : *Pour ma pensée, Brienne est ma patrie*. Il naît à l'espérance, il pardonne à la France devenue maternelle, il s'enivre de ce vin généreux de l'histoire. Il goûte la gloire dans ses commencements, si fiers et si doux.

Ma tête alors commençait à fermenter, a-t-il dit plus tard lui-même, de cet état de mâle volupté que donne à l'esprit la conscience de sa force naissante. J'avais besoin d'apprendre, de savoir, de parvenir. Je dévorais les livres. Bientôt, il ne fut bruit que de moi dans l'école ; j'étais admiré, envié ; j'avais la conscience de mes forces ; je jouissais de ma suprématie.

Cette suprématie n'était pas sans quelques lacunes du côté de la prononciation, à laquelle Napoléon ne s'assouplit que progressivement, de l'orthographe, dont les subtilités et les irrégularités l'étonnaient, et surtout de l'écriture. L'habitude de noter avec rapidité, de croquer l'idée au vol et de suppléer à l'inégalité de la phrase pédestre, dans sa lutte avec la pensée ailée, avaient déjà déformé l'écriture ordinaire mais distincte qu'il tenait de Joseph Fesch, et qui se transforma de plus en plus en une sorte de cursive abrégative, sténographique

et presque cabalistique, prochain désespoir de ses secrétaires. Napoléon convenait de bonne grâce de cette infériorité calligraphique.

Un jour, dans les premiers jours de l'Empire, un homme de mise modeste se présente dans ses antichambres et parvient non sans peine à être introduit. — **Qui êtes-vous ?** lui demande l'Empereur, avec ce geste bref et ce regard scrutateur faits pour déconcerter le fâcheux le plus aguerris et le plus opiniâtre solliciteur. — **Sire, je suis votre ancien professeur d'écriture. C'est moi qui ai eu l'honneur de donner pendant quinze mois des leçons à Votre Majesté.** — **Et vous avez fait un bel élève,** répondit l'Empereur, moitié souriant, moitié fâché, **je vous en fais mon compliment. Excusez-moi si je ne vous reconnaissais pas.** Le pauvre cuistre, tout penaud, n'en fut pas moins congédié avec une pension.

En 1783, Napoléon fut un de ceux que le concours d'usage désigna à Brienne pour aller achever son éducation à l'École militaire de Paris. Le choix était fait annuellement par un inspecteur qui parcourait les douze écoles militaires. Cet emploi était rempli par le chevalier de Kéralio, officier général, auteur d'une *Tactique*, qui avait été le précepteur du présent roi de Bavière, dans son enfance duc de Deux-Ponts. C'était un vieillard aimable des plus propres à cette fonction. Il aimait les enfants, jouait avec eux après les avoir examinés, et retenait avec lui, à la table des minimes, ceux qui lui avaient plu davantage. Il avait pris une affection toute particulière pour le jeune Napoléon, qu'il se plaisait à exciter de toutes les manières. Il le nomma pour se rendre à Paris, bien qu'il n'eût peut-être pas à l'âge requis. L'enfant n'était fort que sur les mathématiques, et les moines représentèrent qu'il serait mieux d'attendre à l'année suivante ; qu'il aurait ainsi le temps de se fortifier sur tout le reste ; ce que ne voulut pas écouter le chevalier de Kéralio, disant : **Je sais ce que je fais ; si je passe par-dessus la règle, ce n'est point ici une faveur de famille, je ne connais pas celle de cet enfant ; c'est tout à cause de lui-même ; j'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.** Le bon chevalier mourut presque aussitôt ; mais celui qui vint après, M. de Regnaud, qui n'aurait peut-être pas eu sa perspicacité, exécuta néanmoins les notes qu'il trouva, et le jeune Napoléon fut envoyé à Paris<sup>1</sup>.

Les notes officielles du chevalier de Kéralio, toutes concluant à la promotion, furent plus réservées que ses discours, et ne témoignent pas du même engouement. Elles sont ainsi conçues : **M. DE BUONAPARTE (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds dix pouces dix lignes. De bonne constitution. Excellente santé. Caractère soumis. Il a fait sa quatrième. Honnête et reconnaissant. Sa conduite est très-régulière. Il s'est toujours distingué par son application aux mathématiques ; il sait passablement l'histoire et la géographie.**

---

<sup>1</sup> *Mémorial (Dictée de Napoléon)*, t. I, p. 64.

Il est faible dans les exercices d'agrément. Ce sera un excellent marin. Mérite de passer à l'école de Paris.

C'est sur ces propositions que, le 1er septembre 1784, Napoléon fut admis dans la compagnie des cadets gentilshommes établis en l'École royale militaire de Paris, et entretenus aux frais du roi.

Il arriva à Paris, le 22 octobre 1784, avec MM. de Montarby, de Comminge, de Castrie et de Bellecourt, ses camarades de promotion dont il était le premier. Napoléon avait alors un peu moins de quinze ans. A la bibliothèque, où il prenait presque toutes ses récréations, où sous l'ombrage du chêne de la cour de Brienne qui abrita ses premières méditations, il avait déjà lu Homère, Hérodote, Pausanias, Polybe, Arrien, Diodore de Sicile, Strabon, César, Tite Live, Quinte-Curce, Tacite, Bossuet, Rollin, Vertot, Saint-Real, Voltaire, et, dans la belle langue où résonne le si, appris par cœur les plus beaux morceaux du Tasse et de l'Arioste.

À ce jeune rêveur, nourri d'antiquité, il demeurait à apprendre la vie, et à boire à la mamelle de cette rude nourrice le lait des forts, aux fécondes amertumes.

## CHAPITRE III

# LE LIEUTENANT BUONAPARTE

1784-1792

Bonaparte reçoit la confirmation à l'École militaire de Paris. — Il défend son patron. — Le premier siège de Napoléon. — Mort de Charles de Buonaparte. — Agonie prophétique. — Lettre de Napoléon à sa mère. — Jacob et Ésaü. — Notes des professeurs de Bonaparte à l'École militaire sur le compte de leur élève. — Rapport sur sa promotion de sortie. — Ses lectures. — Jean-Jacques Rousseau. — Bonaparte lieutenant d'artillerie. — Napoléon part pour Valence. — Détails sur son installation chez madame Bou. — Premiers camarades de garnison. — La société de Valence. — Madame du Colombier. — Les trois Grâces de Valence. — Napoléon triste jusqu'à la pensée du suicide. — Papiers de jeunesse de Napoléon. — Analyse de ces Juvenilia. — La nostalgie de l'action. — Véritable valeur morale de ces confessions. — Napoléon à Lyon. — A Douai. — Premier séjour de congé en Corse. — Influences de ce séjour, de 1787 à 1790. — Bonaparte lieutenant en premier. — Passage à Paris. — Bonaparte à Auxonne. — Détails sur ses études. — Excursions diverses. — Analyse des travaux manuscrits et inédits de Napoléon, de 1786 à 1791. — Plans de réformes pédagogiques. — Nouvelles. — Contes. — Le Régiment de la Calotte. — Triple travail historique sur la Corse. — Opinion de Mirabeau et de l'abbé Raynal. — Pourquoi Napoléon n'a point achevé ni publié son ouvrage. — L'action succède à la spéculation. — Retour de Paoli en Corse. — Période militante et évolutions caractéristiques de la pensée et de l'ambition de Napoléon. — Lettre à Matteo Buttafuoco. — Second séjour de Napoléon à Valence. — Retour passager à la spéculation. — Discours présenté au concours de l'Académie de Lyon.

À peine arrivé à l'école militaire de Paris, le jeune apprenti officier dut compléter son initiation sacramentelle, plier une seconde fois le genou devant l'autel et offrir au symbolique soufflet de la confirmation son imberbe fierté, Il se souvenait fort bien, à ce propos, de la surprise de l'archevêque officiant à ce nom de Napoléon, qu'il entendait pour la première fois et auquel il ne trouvait point de répondant dans la liturgie hagiographique. A l'objection qu'un tel saint n'était point dans le calendrier, le jeune homme, blessé de l'affront fait à son patron, répondit avec vivacité que ce ne saurait être une raison, puisqu'il y avait une foule de saints dans le ciel et seulement trois cent soixante-cinq jours dans l'année.

Mgr Le Clerc de Juigné sourit de la répartie et passa outre au sacrement.

Un autre souvenir authentique, défiguré légèrement par la tradition devenue légende, et attribué le plus souvent à tort à son séjour à Brienne, c'est celui de l'hiver de 1784, où l'abondance inusitée de la neige priva les élèves de leur récréation ordinaire. Pour y suppléer et faire servir un délassement nouveau à la satisfaction des goûts stratégiques qui le tourmentaient alors, Napoléon suggéra l'expédient d'une petite guerre et d'un siège avec les ressources et les munitions que la saison semblait mettre à la portée des combattants. La motion fut adoptée avec enthousiasme et mise à exécution avec un joyeux et martial empressement. On éleva des forts, on creusa des tranchées, on simula des bastions et des contreforts de glace et l'on se bombardait à coups de boules de neige. Ces évolutions durèrent quinze jours, autant que la gelée. Le soleil y mit un terme forcé et fonda la première conquête de Bonaparte, qui avait emporté, après toutes les vicissitudes d'un investissement en règle, conduit par lui avec un sang-froid et une instantanéité de combinaisons qui électrisèrent ses camarades et étonnèrent ses maîtres, la place improvisée, disputée énergiquement — jusqu'à mêler des pierres aux boules de neige — à ses efforts par le parti adverse.

En février 1785, Napoléon eut le malheur, qu'il ressentit profondément, de perdre prématurément son père, mort à Montpellier d'un squirre à l'estomac, à l'âge de trente-huit ans. Le légitime chagrin de cette perte irréparable s'aggrava et s'envenima d'autres regrets pour la famille, et surtout pour celui de tous ses membres dont le cœur sentait le plus profondément l'affection et dont l'esprit mesurait le mieux les conséquences d'une telle perte. La décadence complète de la maison eut suivi la chute de son chef, sans la libéralité, l'habileté et le succès avec lesquels l'archidiacre Lucien, devenu l'administrateur de cette fortune compromise par les spéculations de Charles Bonaparte, la perte de son procès contre les jésuites à propos de cette pépinière qui joue un si grand rôle dans l'histoire domestique de ses dernières années, en répara successivement toutes les brèches. Mais avant d'être rassuré sur le salut des biens qui formaient son patrimoine et les ressources de la famille, Napoléon dut passer par toutes les vicissitudes, compliquées par l'absence et la distance, de la crainte d'une pauvreté qui l'eût arrêté dans sa carrière et eût condamné aux humiliations de la protection celui qui se considéra de bonne heure comme le soutien de sa mère et de ses frères, et qui joua, en effet, précocement le rôle que semblait lui avoir destiné la dernière volonté de son père mourant. Dans le délire de l'agonie, qui a parfois de si étranges et de si prophétiques lucidités, Charles Bonaparte, combattant contre des ennemis imaginaires, appelait à son secours le second de ses fils : **Mon fils !... Napoléon !... la grande épée !...** Telles furent les dernières paroles mêlées à ses derniers soupirs. Napoléon, à qui elles durent être rapportées, semble les avoir comprises dans ce qu'elles avaient d'obscur et de

mystérieux pour les autres, Joseph notamment, qui était présent. Il y vit un appel, un vœu, un ordre, la règle de sa conduite, le mandat d'une délégation suprême au fils absent choisi par le père pour le suppléer et le remplacer.

Le 28 mars 1785, la blessure de son cœur à peine cicatrisée, Napoléon écrivait à sa mère une courte, mais noble lettre, qui semble l'acceptation du legs paternel et la notification de ses intentions réparatrices et tutélaires.

MA CHÈRE MÈRE, c'est aujourd'hui, que le temps a un peu calmé les premiers transports de ma douleur, que je m'empresse de vous témoigner la reconnaissance que m'inspirent les bontés que vous avez eues pour nous. Consolez-vous, ma chère mère, les circonstances l'exigent. Nous redoublerons de soins et de reconnaissance, et heureux si nous pouvons, par notre obéissance, vous dédommager un peu de l'incalculable perte de cet époux chéri. Je termine, ma chère mère, ma douleur me l'ordonne, en vous priant de calmer la vôtre. Ma santé est parfaite, et je prie tous les jours que le ciel vous gratifie d'une semblable. Présentez mes respects à Zia Geltrude, Minana Saveria, Minana Fesch, etc. Votre très-affectionné fils, NAPOLEONE DI BUONAPARTE. — P. S. — La reine de France est accouchée d'un prince, nommé le duc de Normandie, à sept heures du soir.

Plus tard, cette mission de protection et de dévouement, reçue de son père mourant, fut confirmée par l'abdication solennelle et touchante entre ses mains du véritable successeur du chef de la famille, l'archidiacre Lucien. Entouré de tous ses petits neveux réunis au chevet de son lit, le vieillard moribond dit à Joseph, désignant Napoléon de son doigt tremblant : *Tu es l'aîné de la famille, mais en voilà le chef, ne l'oublie jamais* (1791).

C'était, disait gaiement l'empereur à Sainte-Hélène, *un vrai déshéritage, la scène de Jacob et d'Ésaü*. Joseph s'inclina sans murmurer devant un choix approuvé de la mère ci ratifié par le cœur de tous ses frères, dont Napoléon, alors, depuis trois ans déjà (1788), avait pris avec lui le plus jeune, Louis, devenu, à Auxonne, le pupille et l'élève du lieutenant d'artillerie, qui partageait avec lui sa chambre et sa pension, dirigeait ses travaux sévères, surveillait ses innocents plaisirs, et lui faisait faire au régiment sa première communion.

A l'école militaire de Paris, plus encore qu'à celle de Bienne, le jeune Bonaparte étonna ses camarades et surtout ses maîtres par la puissance déconcentration de son esprit, ses aptitudes universelles, sa curiosité encyclopédique, son énergie de volonté, son indépendance de caractère, la hardiesse critique de ses idées. Avant de les appliquer au gouvernement du monde il les appliquait à l'administration de l'école elle-même, son petit monde à lui, à ses vices, à ses lacunes, aux inconvénients de l'éducation, sur certains points, selon lui, frivole et superficielle, qu'on y donnait aux jeunes gens destinés à la plus sévère des professions, faite de devoirs et de sacrifices. Sa fierté et sa pauvreté y furent offusquées d'un luxe inutile, et ses susceptibilités presque républicaines de l'inégalité des conditions et de l'influence du nom et de la fortune. Il y rêvait déjà cette fraternelle égalité et cette dignité dans l'obéissance qui n'admettent d'autre supériorité que celle du mérite et d'autre prestige que celui du talent. Ces idées

se retrouvent dans un mémoire où il ne craignit point d'aborder un sujet si délicat, et où l'on voit, en dépit de quelques utopies de circonstance et de jeunesse, combien son génie, sur ce point comme sur tant d'autres, devait se présenter armé de réflexion et d'expérience à l'épreuve de l'action et de la pratique. Tous ces symptômes faisaient dire à M. de l'Équille de son élève :

Corse de nation et de caractère, il ira loin, si les circonstances le favorisent.

Le professeur put assister à la réalisation de ses pronostics et jouir de la renommée qu'il avait prédite. M. de Las Cases, qui avait précédé d'un an à l'École militaire de Paris celui dont il devait être un jour l'immortel compagnon d'adversité, dit à ce propos, dans le *Mémorial* :

M. de l'Équille, notre maître d'histoire, se vantait que, si l'on voulait aller rechercher dans les archives de l'École militaire, on y trouverait qu'il avait prédit une grande carrière à son élève, en exaltant dans ses notes la profondeur de ses réflexions et la sagacité de son jugement. Il me disait que le Premier consul le faisait venir souvent à déjeuner à la Malmaison, et lui parlait toujours de ses anciennes leçons : Celle qui m'a fait le plus d'impression, lui disait-il une fois, était la révolte du connétable de Bourbon, bien que vous ne nous la présentassiez pas avec toute la justesse possible ; à vous entendre, son grand crime était d'avoir combattu son roi ; ce qui en était assurément un bien léger dans ces temps de seigneuries et de souverainetés partagées, vu surtout la scandaleuse injustice dont il avait été victime. Son unique, son grand, son véritable crime, sur lequel vous n'insistiez pas assez, c'était d'être venu avec les étrangers attaquer son sol natal.

M. Domairon, notre professeur de belles-lettres, me disait qu'il avait toujours été frappé de la bizarrerie des amplifications de Napoléon ; il les avait appelées dès lors : *du granit chauffé au volcan*.

Un seul s'y trompa, ce fut le gros et lourd maître d'allemand. Le jeune Napoléon ne faisait rien dans cette langue, ce qui avait inspiré au professeur, qui ne voyait rien au-dessus, le plus profond mépris. Un jour, que l'écolier ne se trouva point à sa place, il s'informa où il pouvait être ; on répondit qu'il subissait en ce moment son examen pour l'artillerie. Mais est-ce qu'il sait quelque chose ? disait-il ironiquement. — Comment, monsieur, mais c'est le plus fort mathématicien de l'école, lui répondit-on. — Eh bien ! je l'ai toujours entendu dire, et je l'avais toujours pensé, que les mathématiques n'allaient qu'aux bêtes. — Il serait curieux, disait l'empereur, de savoir si le professeur a vécu assez longtemps pour jouir de son discernement<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Mémorial*, t. I, p. 66.



Le 1er septembre 1785, après un examen décisif, auquel présidait l'illustre Laplace, Napoléon Bonaparte reçut le brevet de [lieutenant en second dans la compagnie des bombardiers d'Autun du régiment de la Fère](#), et l'ordre de se rendre à son corps, qui tenait garnison à Valence. Son signalement moral demeurerait consigné aux registres de l'école dans cette appréciation vraiment caractéristique :

Réservé et laborieux, il préfère l'étude à toute espèce d'amusement, se plaît à la lecture des bons auteurs ; très-appliqué aux sciences abstraites, peu curieux des autres, connaissant à fond les mathématiques et la géographie ; silencieux, aimant la solitude ; capricieux, hautain, extrêmement porté à l'égoïsme ; parlant peu, énergique dans ses réponses, prompt et sévère dans ses réparties ; ayant beaucoup d'amour-propre ; ambitieux et aspirant à tout ; ce jeune homme est digne qu'on le protège.

Un premier gage de cette protection ainsi invoquée ne se fit pas attendre, et le jeune Bonaparte entra dans l'armée titulaire d'une pension de deux cents livres, en qualité d'[ancien cadet de l'école de Paris](#).

Pendant son séjour à Paris, Bonaparte, recueilli dans ses études et ses pressentiments, effarouché du luxe et de la légèreté d'une société en décadence qui s'en allait en riant à la révolution et semblait avoir pris pour devise de ses dernières insouciances le mol attribué à Louis XV : [Après moi le déluge !](#) n'avait fait qu'entrevoir le monde brillant des salons. Difficile à aborder, n'aimant pas le frivole honneur des présentations banales, fronçant le sourcil aux obligations d'étiquette, le jeune, sérieux et bilieux officier n'avait guère de relations qu'avec quelques familles amies de la sienne, les Pernon, les Marbeuf, les Comnène, chez lesquels il se montrait quelquefois avec sa gravité pensive, sa gaieté mélancolique, sa politesse froide, sa distinction roide, sans mélange de galanterie ni de plaisanterie. Le plus souvent, tandis que ses camarades, ivres de jeunesse, avides de plaisirs, inlassables de faciles succès, couraient les réunions, les représentations, les promenades à la mode, lui consacrait à l'étude indépendante et solitaire ses heures de récréation ou de liberté. Il élargissait le cadre de ses lectures, multipliait les horizons de son esprit. Il songeait à la Corse, rêvait d'une destinée à la Paoli, et de patriotiques triomphes, émules des siens ; il extrayait et annotait César, Salluste, Suétone, Polybe, et des sommets lointains de l'antiquité redescendant aux enseignements de l'histoire moderne, il parcourait les annales de l'Allemagne, de l'Italie et de la France. Parfois aussi, cédant à l'empire de cet attrait que les déclamations de Jean-Jacques ont toujours exercé sur la jeunesse, il lisait ces livres ardents de Rousseau, pleins de feux et de larmes, et il s'enivrait à cette coupe enchantée d'éloquence, de passion, d'enthousiasme et de subtilité, où les générations qui précédèrent la Révolution ont bu la fièvre généreuse qui les dévora.

Napoléon partit en octobre 1785 pour sa destination. Il devait occuper deux ans le modeste logement qu'il loua à Valence, chez M. Bou, dont la fille, mademoiselle Claudine, tenait des appartements garnis, à l'usage à peu près exclusif des officiers de la garnison. Moyennant un prix en rapport avec une bourse de lieutenant, cette demoiselle céda à M. de Bonaparte une chambre assez élégante et commode, avec un mobilier suffisant, en bois de rose, auquel son locataire ajouta une étagère en bois noir chargée de quelques livres

nécessaires ou favoris, et la cassette où il serrait ses finances. Si modestes quelles fussent, elles lui permettaient de tenir son rang, non peut-être aussi brillamment que l'eût désiré son orgueil, mais de façon du moins à ne souffrir d'aucune infériorité, grâce au supplément de douze cents livres que la sollicitude de la famille fournissait à son représentant. S'il n'eut pas toujours le superflu, le jeune officier, qui n'avait point d'ailleurs de besoins frivoles, ne manqua jamais du nécessaire.

Aucune amertume ne se mêle donc à la douceur de ces souvenirs de jeunesse, si fréquemment évoqués par lui au temps de sa disgrâce et de sa déchéance.

Il y avait, dans le corps, des officiers plus ou moins aisés ; Napoléon était au nombre des premiers ; il recevait douze cents francs de sa famille ; c'était alors la grosse pension des officiers. Deux seulement dans le régiment avaient cabriolet ou voiture, et c'étaient de grands seigneurs. Sorbier était l'un de ces deux ; il était fils d'un médecin de Moulins<sup>1</sup>.

Ce nom de Sorbier nous fournit l'occasion et le devoir de faire la liste des camarades les plus intimes, de manœuvre, de table et de promenade, destinés, la plupart, à être, plus tard, ses fonctionnaires et ses serviteurs préférés, que Napoléon trouva à Valence.

C'étaient Montalivet, Collin de Sussy, qui devaient être un jour ses ministres ; La Riboisière, qu'il créa inspecteur général de l'artillerie ; Sorbier lui-même, qui lui succéda dans ce poste ; de Hédouville cadet, ministre plénipotentiaire à Francfort ; Mallet, le frère du héros et de la victime de l'échauffourée de 1812 ; Mabile, qu'au retour de son émigration l'Empereur plaça dans l'administration des postes ; Rolland de Villarceaux, futur préfet de Nîmes ; Desmazis cadet, auquel son compagnon d'école militaire confia plus tard la direction du garde-meuble de la couronne impériale.

Valence n'était point sans ressources de distraction et de société, et le jeune Bonaparte en profita, quoique avec discrétion. L'effervescence de sa jeunesse ne s'était point encore concentrée inflexiblement à l'intérieur, et il n'avait pas encore revêtu son masque précoce d'impassibilité. Parmi les salons qu'il fréquentait d'abord avec un certain abandon, bientôt réprimé, il faut citer celui de madame du Colombier, femme aimable et distinguée, dont le juvénile officier ne vit pas impunément la charmante fille, vers laquelle l'attira une sympathie partagée : sentiment que les circonstances empêchèrent de mûrir en passion destinée au légitime dénouement du mariage, mais dont la courte et pure fleur, pareille à celle de ces renoncules qu'ils se plaisaient à cultiver ensemble, embauma à jamais, pour tous deux, la mémoire de Leur commun séjour à Valence. Plus tard, déjà empereur et roi d'Italie, Napoléon devait rencontrer à Lyon, non sans une mutuelle émotion, celle avec qui il avait mangé, quinze ans auparavant, les cerises de Rousseau, et madame de Bressieux ne fit pas un vain appel à la protection de celui dont jadis elle avait elle-même défendu, contre des railleries superficielles et quelque peu jalouses, les boutades éloquentes, la gravité précoce et la stoïque maigreur.

---

<sup>1</sup> *Mémorial.*

Le *Mémorial* donne encore, sur les relations sociales de Bonaparte à Valence, des détails qu'il ne nous appartient pas de négliger, suivant notre méthode de toujours préférer le témoignage autobiographique ou les renseignements de première source à nos propres inspirations.

A Valence, Napoléon fut admis de bonne heure chez madame du Colombier : c'était une femme de cinquante ans, du plus rare mérite ; elle gouvernait la ville, et s'engoua fort, dès l'instant, du jeune officier d'artillerie. Elle le faisait inviter à toutes les parties de la ville et de la campagne ; elle l'introduisit dans l'intimité d'un abbé de Saint-Ruf, riche, et d'un certain âge, qui réunissait souvent ce qu'il y avait de plus distingué, dans le pays. Napoléon devait sa faveur et la prédilection de madame du Colombier à son extrême instruction, à la facilité, à la force, à la clarté avec laquelle il en faisait usage ; cette dame lui prédisait un grand avenir. A sa mort, la Révolution était commencée ; elle y avait pris beaucoup d'intérêt, et dans un de ses derniers moments, on lui a entendu dire que, s'il n'arrivait pas malheur au jeune Napoléon, il y jouerait infailliblement un grand rôle. L'Empereur n'en parle qu'avec une tendre reconnaissance, n'hésitant pas à croire que les relations distinguées, la situation supérieure dans laquelle cette dame le plaça si jeune dans la société, peuvent avoir grandement influé sur les destinées de sa vie<sup>1</sup>.

Outre l'image de mademoiselle du Colombier, les souvenirs intimes de Napoléon, quand il se reportait vers cette époque d'initiation mondaine, évoquaient encore celle de mesdemoiselles de Laurencin et de Saint-Germain, qui formaient le trio des trois Grâces régnautes à Valence. M. de Montalivet devait épouser la dernière, avant de devenir le ministre de l'intérieur de son ancien camarade.

A peine initié aux devoirs du service et aux plaisirs du monde, Napoléon, sous l'impression d'un chagrin ou d'une déception dont il est difficile de préciser la cause, demeurée mystérieuse — peut-être n'était-ce là que les douleurs imaginaires et les chimériques malheurs de son âge —, se retire brusquement de cette société où il commençait à plaire et à se plaire, et s'enfonce dans une retraite volontaire et farouche, en proie à tous les fantômes du travail et de la solitude. Cette première fièvre, causée par la fermentation des forces, impatientes d'un objet, d'une ardente et ambitieuse jeunesse, prit Napoléon au printemps de l'année 1786, et c'est dans le mois des premières fleurs et des parfums nouveaux qu'il s'enfonça dans l'enfer des exaltations égoïstes et des utopiques desseins, descendant de cercle en cercle, avec l'implacable logique de son esprit, jusqu'à celle sombre impasse du suicide. Nous avons, de la main de Napoléon lui-même, l'analyse et la confession psychologique, pour ainsi dire, d'un malade assez intrépide et assez lucide au milieu même de ses désespoirs, plus spéculatifs que réels, pour observer et noter le délire de ses pensées.

C'est M. Libri qui, le premier, a révélé, en 1842, l'existence de ce trésor manuscrit où, depuis le 26 avril 1786 jusqu'à la fin de 1792, Bonaparte a jeté, au

---

<sup>1</sup> *Mémorial*.

sortir même de la fournaise, ses idées toutes brûlantes. La part faite à l'utopie et aux passagères erreurs d'un esprit encore indompté qui poussait parfois jusqu'à l'absurde les rigueurs de la logique, il demeure dans ces premiers jets de son génie, mêlés de scories, de purs diamants d'intuition, d'invention, d'imagination, de sentiment. C'est comme qui dirait la première épreuve encore souillée, mais déjà frémissante de vie et éblouissante d'étincelles de la personnalité d'écrivain, de général et de législateur qui, en 1805, façonnée par l'expérience, éprouvée par l'action, retouchée par le bonheur et par la gloire, deviendra la plus belle expression et le chef-d'œuvre unique des merveilles du don et des prodiges de l'éducation, des faveurs de la fortune et des puissances de l'esprit humain.

Nous ne résisterons pas au désir ni au devoir d'analyser à notre tour discrètement ces analyses intimes de Bonaparte à dix-sept ans, repliant sur sa propre observation les forces et les finesses oisives de sa précoce virilité, et mêlant, pour l'enseignement de la postérité, les aveux de son orgueil et de son ambition aux éléments de ses études, aux résultats de ses recherches, aux extraits de ses lectures, aux essais et aux ébauches d'une imagination créatrice, malade des exubérances de la fécondité. L'unique remède à cette maladie de la sève aigrie par son abondance et sa force même, et à ces douloureuses pléthores d'un esprit et d'un cœur gonflés de vie inutile, c'est la floraison et la fructification. Aussitôt que Bonaparte rencontrera l'épreuve de l'action après laquelle il soupire, tous ces torrents déchaînés rentreront dans leur lit, toutes ces impatientes verdeurs perdront leur amertume empoisonnée, l'équilibre se fera dans ces forces intellectuelles, longtemps orageuses et désordonnées, et l'esprit de paix et de lumière planera de nouveau sur ces tempêtes intérieures, définitivement apaisées.

Il n'y a donc à apporter, à ces confidences de Bonaparte malade d'esprit, que l'attention que mérite un symptôme, et à leur fixer dans son histoire morale que la place d'une crise passagère. Il y a des degrés dans toute initiation, et toute effervescence a ses périodes. Nous ne saurions négliger, dans l'étude de la formation du caractère et de l'esprit de Napoléon, ces tendances et ces premiers plis du moule incandescent que modifieront si profondément, avant d'arriver à l'image définitive, les refroidissements du temps et les empreintes des événements. Mais nous n'imiterons pas les critiques moroses qui ont conclu de ces premières et vagues formes intellectuelles et morales, mobiles comme les flots sous le vent, à un état d'âme définitif, et qui ont jugé l'Empereur en prenant pour criterium accusateur les engouements momentanés et les hardiesses parfois téméraires d'idées du lieutenant Bonaparte, enfermé dans sa chambre à Valence et y songeant à Paoli.

Certes, ces *ægri somnia*, révélés et analysés pour la première fois par le possesseur même de ce carton précieux, de ce *chosier* de la jeunesse de Napoléon, si intéressant pour l'histoire des années les plus obscures de sa vie, fournissent amplement matière aux réflexions du moraliste, mais ils ne peuvent donner lieu qu'à des observations et non à des reproches. Et se fonder, pour apprécier ou plutôt pour déprécier Napoléon, sur ces confidences du lieutenant Bonaparte, en lui faisant grief, soit d'avoir eu de tels sentiments, soit de ne pas les avoir conservés, c'est méconnaître à la fois le respect mêlé d'indulgence dû à ces premiers élans, qui presque toujours dépassent le but, d'une âme généreuse livrée à elle-même ; c'est offenser leur pudeur, c'est violer le caractère sacré de ces innocentes et inoffensives folies d'un esprit qui s'égare en cherchant sa voie ; c'est abuser de la confiance de son abandon et de la nudité de son ivresse ; c'est méconnaître la série de gradations, de progressions qui modifient l'intelligence et

la volonté humaine, depuis les premières incertitudes et les premiers efforts jusqu'à l'heure définitive de la maturité, de la liberté, de la responsabilité.

Ce n'est pas nous qui chercherons à troubler ces premiers flots de passions et d'idées, coulant, dans les notes de Napoléon., avec la fraîcheur et l'éclat de la source à sa naissance ; ce n'est pas nous qui profanerons l'original parfum de ces éloquences primesautières, de ces sincérités sauvages, pareilles aux âpres et douces fleurs des monts. Ce n'est pas nous, enfin, qui détournerons de son sens vrai et priverons de son charme cet éloquent exemple de Napoléon lui-même, subissant toutes les phases, toutes les vicissitudes de l'initiation, n'arrivant du premier coup ni à la science, ni à la gloire, passant par toutes les épreuves du travail et de la méditation, et honorant de son expérience toutes les erreurs et toutes les douleurs de l'infirmité humaine.

Heureusement pour le jeune Bonaparte, il ne demeura pas tout entier livré en proie à la dévorante ardeur de ses ambitions et de ses curiosités, et le flambeau de son intelligence, qui se fût consumé ou éteint dans ces profondeurs où il se plaisait à descendre, de l'analyse solitaire, n'y demeura pas toujours plongé. Il y eut des éclairs de joie, dans ces orageuses ténèbres d'un misanthropisme factice. Il y eut des élans d'espérance au milieu de ces découragements sans motifs. Cette virilité précoce et inquiète enfin ne fut pas sans fleurs souriantes au milieu de ses fruits amers. D'ailleurs les nécessités du service, les diversions d'une vie un peu nomade, créèrent des intermèdes forcés de loisir et de repos à ces excès de travail, et des occasions d'expansion et de distraction à ce trop-plein d'ennui. Durant les deux premières années de son noviciat militaire, nous voyons le régiment envoyer à Lyon, pour la répression de l'émeute dite *des Deux-Sous*, un détachement de ce deuxième bataillon dont faisait partie la compagnie du jeune lieutenant, arraché ainsi à ses débauches métaphysiques et à ses douleurs imaginaires par l'accomplissement du plus sévère des devoirs de son état (août 1786).

En octobre 1787, Bonaparte suit à Douai le régiment de la Fère, qui va y tenir garnison. Mais il ne fait que passer dans cette résidence, si toutefois il est vrai qu'il l'ait lui-même effleurée, et profite d'un congé de semestre pour aller passer l'hiver en Corse, où l'appellent tant d'intérêts, où l'attirent tant de charmes, où le retiennent tour à tour les défaillances de sa santé et les pressentiments inquiets de cette ambition encore sans but qui s'arme en attendant l'occasion, partagée tour à tour entre les inspirations du patriotisme et les tentations de l'orgueil, et oscille entre l'idéal d'un rôle héroïque et désintéressé à la Paoli et la réalité plus vulgaire, mais toujours honorable, d'une prépondérance acquise au moyen et au profit de l'influence française.

De 1787 à 1790 nous verrons ces tendances contradictoires se partager l'âme inquiète de ce jeune officier aux aspirations utopiques contenues par le plus inflexible bon sens, aux affectations républicaines de son âge et de son temps, mêlées de tous les instincts de la domination et du commandement, émule et défenseur de Paoli en son absence et son adversaire, mais non son ennemi, après son retour. Nous assisterons à ce drame intérieur du sacrifice de ses dernières illusions d'indépendance, des déceptions de son admiration pour Paoli, devenu l'instrument des compétitions anglaises ; enfin nous le suivrons dans ces évolutions loyales et suprêmes qui affermiront, son esprit en déchirant son cœur et le tournèrent définitivement du côté du devoir à la fois et du succès, du côté de la révolution qui réalisait ses rêves de philosophe et du côté de la France qui ne lui prenait son pays que pour en agrandir la patrie.

Tous ces énergiques ferments couvrent successivement dans Famé de Bonaparte de 1786 à 1791, et trouveront dans ses lectures, dans ses relations, dans ses voyages, dont nous allons continuer à esquisser l'itinéraire, surtout dans ses séjours de congé en Corse et le contre-coup des impressions domestiques et locales, l'élément nécessaire à leur entretien et à leur explosion.

Le 2 avril 1787, le lieutenant en second Bonaparte était encore en Corse, y sollicitant du ministre de la guerre, le maréchal de Ségur, une prolongation de congé de cinq mois et demi, fondée sur l'état de sa santé physique, mais qui eût été plus justifiée par l'état de sa santé morale, éprouvée à ce moment par les dévorantes émotions de l'ambition, de l'inquiétude et de l'attente : période de déchirement et d'enfantement, de renonciation progressive au passé et de progressive adhésion à l'avenir dont nous avons essayé d'entr ouvrir les mystères.

Nous reproduisons la lettre de Napoléon, adressée, sous le couvert de son colonel, M. de Lance, au maréchal de Ségur, les moindres témoignages de cette époque ayant l'importance d'un indice et d'un vestige.

Le sieur Napoléon de Buonaparte, lieutenant en second, supplie monseigneur le maréchal de Ségur de vouloir bien lui accorder un congé de cinq mois et demi, à partir du 16 mai prochain, dont il a besoin pour le rétablissement de sa santé, suivant le certificat des médecin et chirurgien suivants. Vu mon peu de fortune et une cure coûteuse, je demande la grâce que le congé me soit accordé avec appointement.

BONAPARTE.

Au mois d'octobre 1787 expira le nouveau délai de six mois de repos qui lui avait été accordé, et qui portait à une durée de près d'un an ce séjour, capital dans la genèse du génie et de la destinée de Bonaparte, au milieu des influences domestiques et locales qui marquent les années 1786-1787. A cette époque, le lieutenant en second, promu, semble-t-il, en septembre, à la première classe de son grade dans le régiment de Grenoble, quittait la Corse, et se rendait, accompagné de son frère Louis, devenu son pupille et son élève, à Auxonne. Ce ne fut pas sans traverser Paris, où nous trouvons, à la date du 22 novembre, les traces de son séjour à l'hôtel de Cherbourg, rue du Four-Saint-Honoré.

Bonaparte retrouva à son nouveau corps ses camarades la Riboisière, Marescot, Laurent — ou Rolland — de Villarceaux et Desmazy. L'école d'artillerie, qui avait son siège dans cette ville, y entretenait un certain mouvement de relations sociales et de plaisirs mondains. Là, encore une fois, Bonaparte paraît avoir cédé un moment au courant, et avoir eu comme un passage, renouveau de gaieté et de jeunesse, bientôt assombri par les études historiques, économiques et théologiques où s'égarait, en se retremant, sa furieuse activité d'esprit, et par les devoirs de cette sorte de paternité exercée sur son jeune frère Louis, dont il maintenait le rôle avec une dignité admirable et une sollicitude touchante. Désireux de faire son chemin et ambitieux partout du premier rang, il poursuivait d'ailleurs sans relâche des études approfondies de mathématiques spéciales sous la direction du célèbre professeur Lombard. Il fut bien vite distingué par ce goût de la solitude ou de la promenade, cette ardeur au travail, cette gravité et cette noblesse de sa vie, et il reçut toutes les avances mondaines que comportait l'originalité de son allure et de sa physionomie, et que justifiaient ses qualités et

ses mérites. Les deux chefs de l'école d'Auxonne, le lieutenant général comte de Rostaing<sup>1</sup> et le général baron Dutheil, se montrèrent pleins de bienveillance pour le jeune officier, secondèrent son désir de vivre à part avec son jeune frère, et lui ouvrirent leurs salons, où on l'entrevit quelquefois, ainsi que chez madame Pillon d'Arquebouville, femme du brigadier, directeur d'artillerie, et dans la famille du marquis d'Authune ; mais ce ne furent là que des apparitions, rares et intermittentes concessions faites aux devoirs de la reconnaissance ou à des nécessités de situation qui, à Auxonne pas plus qu'à Valence, n'efféminent point cette personnalité fière et discrète et n'émoussent point la rudesse de son originalité. Rien de banal dans cette figure marquée de la passion du grand et en pâlisant dans la solitude. Quelques excursions et missions en détachement à Besançon, à Seurre, à Dôle, à Gray, pour y réprimer ces troubles sans cesse renaissants, éclairs avant-coureurs de la révolution, deux séjours de congé en Corse (de janvier à mai 1788 et de septembre 1789 à novembre 1790), dont le second semble avoir dépassé une année, tels sont les épisodes extérieurs d'une existence tout intellectuelle, toute morale, tout intérieure, dont l'intensité dévorante et féconde ne s'apaise que devant les occasions de cette période militante de la révolution, où l'étude est un combat et où les paroles doivent être des actions.

Il nous demeure, avant de suivre à Valence, sa première et sa dernière garnison, le lieutenant Bonaparte, toujours lieutenant en avril 1791, à pénétrer dans les arcanes de ce travail intérieur de sept années, à les parcourir rapidement, et à recueillir les données si intéressantes sur le caractère, l'esprit et l'avenir de Bonaparte qui s'échappent de la révélation de ses recherches, de ses goûts, de ses études en tout sens, dont l'ardeur n'est point stérile et qui s'attestent par des ouvrages qui sont les essais de son génie.

Nous ne saurions songer à donner une analyse détaillée, rédigée avec la méthode et la sécheresse bibliographiques, de ces papiers si précieusement conservés, par suite de ce respect pour les reliques de sa jeunesse obscure, d'un homme auquel rien de l'humanité ne fut étranger, et qui, par une modestie pleine d'un juste orgueil, ne voulut jamais même, parvenu au faite de la puissance et de la gloire effacer les vestiges de ses premiers pas dans la pensée et dans la vie. Nous ne saurions songer qu'à parcourir rapidement, de sommet en sommet, ces témoignages incomplets, mais sincères, de la phase de vie intérieure et spéculative qui précède, dans toutes les grandes natures, comme la pâle et charmante aurore d'un jour radieux, le triomphant éclat de la volonté et la victoire du succès. Le même sentiment de logique inflexible, le même attrait de sincérité et de souvenir qui fit épargner par Napoléon ces traces de ses commencements, ces premiers essors de sa pensée exerçant ses ailes, ces balbutiements de son génie naissant, d'une si mâle jeunesse et d'une si héroïque inexpérience, nous rendent précieux ces rudiments et ces embryons de la future supériorité.

Nous y retrouvons, avec une émotion pieuse, les *Memoranda* de ses cours, notes primesautières où la divination de son esprit palpite et se débat sous les lentes disciplines de l'enseignement, et où, ajoutant du fond de sa propre pensée à l'insuffisance de la tradition, il se montre original jusque dans l'apparis et discute en maître ses devoirs d'élève. Le musée de Sainsbury, à Londres, possède un

---

<sup>1</sup> Aïeul de madame de Montholon, femme de celui qui devait être un des immortels compagnons de Sainte-Hélène.

*Mémoire*, de son cours de minéralogie, où éclate déjà, dans les lignes étroites d'un résumé de ses leçons, l'impatience de cette débordante initiative.

Le *Mémoire sur l'éducation des jeunes Maniotes*, 1785, projet d'une pédagogie hardie, destiné au ministre de la guerre et inspiré par les lacunes de réduction militaire qu'il recevait alors, est plein de cette influence de Rousseau, de ces aspirations stoïques, de ces illusions républicaines, de ce respect de la pauvreté, de ce culte du travail, de cette religion du commandement, qui trouveront dans le *Projet de réforme des écoles militaires* un épanchement nouveau, où le plan de réforme, plus mûrement étudié, se dégage parfois, avec une singulière énergie de perfection pratique, des nuages de l'utopie. Le marquis de Timburne-Valence, directeur de l'école militaire des cadets, dut bondir d'étonnement à la lecture de cette protestation d'un réformateur de seize ans, contre les préjugés frivoles et les abus parfois scandaleux de l'inégalité des conditions au sein des écoles d'officiers, et le relâchement des mœurs militaires, qui devaient être, selon lui, fondées sur la dignité dans l'obéissance, la fraternité dans le devoir et l'habitude du sacrifice. Blâmant les tables trop bien servies, les sorties trop libres et trop fréquentes, le mélange adultère des plaisirs du monde et des devoirs du camp, il s'écriait :

Ne vaudrait-il pas mieux astreindre les élèves à se servir eux-mêmes, c'est-à-dire moins leur petite cuisine qu'ils ne feraient pas, leur faire manger du pain de munition ou d'un autre qui en approcherait, les habituer à battre, broser leurs habits, nettoyer leurs souliers et leurs bottes ? Assujettis à une vie sobre, ils en deviendraient plus robustes, sauraient braver les intempéries des saisons, supporter avec courage les fatigues de la guerre, et inspirer un respect et un dévouement aveugles aux soldats qui seraient sous leurs ordres.

Rien ne devait être perdu plus tard de ces réflexions d'une précoce expérience, auxquelles le marquis de Timburne-Valence, flairant dans cette révolte toute une révolution, ne pouvait s'empêcher d'accorder une sorte d'approbation effrayée. Les lycées, les prytanées, l'organisation des écoles de Saint-Germain, de Fontainebleau et de Saint-Cyr, l'institution des pupilles de la garde, devaient sortir de cet œuf couvé par une pensée de seize ans.

*Le Roman corse* (1786-1787), *le Comte d'Essex* (1786-1787), nouvelle empruntée à la tragédie historique anglaise, *le Masque prophète*, petit conte oriental (1786-1787), témoignent de l'ardeur créatrice d'une imagination robuste et souple, tour à tour attirée par le merveilleux légendaire ou le dramatique traditionnel, portant dans ces sujets de convention je ne sais quelle verve axiomatique et quelle grave fantaisie, rajeunissant enfin ces cadres surannés par la liberté philosophique et la poétique originalité de cette inspiration des temps nouveaux, qui allait mêler les sentiments et les faits, les principes et les couleurs. A peine descendu de ces sommets de l'idéal, où il se dédommageait par les consolations de la fiction des déceptions de la réalité, le jeune écrivain, avec cette souplesse de moyens et cette variété de buts qui sont la marque de la force et donnent à l'esprit l'illusion de l'action, se retrempait dans ces recherches scientifiques et ces méditations morales qui ne lui étaient pas moins familières, et il y passait des jeux de la pensée à ses plus sévères travaux. Il employait ses laborieux loisirs d'Auxonne à la composition d'un *Mémoire sur la manière de disposer les pièces de canon pour*



*le jet des bombes*, destiné et peut-être envoyé au ministre de la guerre (Auxonne 1788), et à des *Recherches sur la cycloïde* (Auxonne 1788), qui firent dire au professeur Lombard que cet artilleur-là irait aussi juste et aussi loin que ses boulets. Enfin il esquissait de la même main et du même coup d'œil hardi et pénétrant, dont il venait de mesurer la portée des foudres de la guerre, une *Dissertation sur l'autorité royale* (Auxonne, 25 octobre 1788), dont il ne reste que le plan et le canevas subitement interrompu.

L'uniformité de l'origine militaire du pouvoir souverain, singulièrement précisée et saluée, et l'ébauche des devoirs et des droits du gouvernement, pleine du dédain du passé, du mépris du présent et de la prescience de l'avenir, y attestent, chez le jeune officier destiné à tenir un jour le sceptre d'un consentement national fait du besoin de l'ordre et de l'enthousiasme de la gloire, l'énergie de ces premiers instincts de liberté et d'autorité, principes rivaux, pour la première fois par lui associés et solidarisés, dont la conciliation formera la base de l'Empire, fondé sur un original et puissant éclectisme de démocratie, d'aristocratie et d'autocratie. Pouvoir inviolable à la fois et responsable au sommet, appuyé sur le développement de la nation et y retremant sans cesse son initiative : tel est déjà l'idéal de ce républicain de la monarchie, de ce révolutionnaire de l'autorité, créateur d'un régime de force modérée et de liberté progressive, le seul compatible avec la solidité inébranlable des institutions et le mouvement des activités sociales, et qui deux fois a donné la gloire et le repos à la France.

Bonaparte n'était pas absorbé par ces problèmes, pourtant si variés, de la spéculation politique ou morale ; il trouvait encore du temps pour les sollicitudes de l'économiste. Ici une inspiration particulière, celle de ce patriotisme local dont il avait encore toutes les exaltations et toutes les partialités, dominait ses efforts. Il pensait à la Corse, à ce pays dont, à ce moment encore, il eût été volontiers le second Paoli, employant, pour défendre et réhabiliter la terre maternelle déchue, les ressources qu'il tenait de la confiance de la France, considérée par lui comme une marâtre. Il voulait aiguillonner et enrichir cette fière et oisive pauvreté de ses compatriotes, traditionnellement esclaves, par le besoin, de maîtres qui ne les valaient pas, et tyrannisés par des marchands. Il voulait introduire dans les populations le goût et la salutaire émulation des travaux agricoles, aguerrir au maniement de la charrue ces chasseurs si habiles au maniement du fusil, et changer en laboureurs les pâtres vagabonds. Il voyait, avec raison, la première des indépendances dans cette rédemption de la misère, la pire des servitudes.

Voilà pourquoi, n'osant pas encore prêcher la pénible exploitation des mines et des forêts à ce peuple de pêcheurs, de chasseurs et de soldats, par qui le travail était regardé comme une humiliation, le salaire comme une déchéance, l'industrie comme une profanation de ces richesses vierges qu'il admirait sans s'en servir, Bonaparte songeait à créer et à encourager dans son pays la culture du mûrier, cet arbre nourricier du luxe, -cet arbre initiateur du progrès, cet arbre signal de la civilisation, et à donner au châtaignier et à l'olivier un rival préféré. S'occuper du présent et surtout de l'avenir de la Corse, de son progrès matériel et social, de son bien-être, de sa défense, ne suffisait pas à cette sollicitude encyclopédique et à cette ambition universelle, et le jeune officier recherchait avidement dans l'histoire les traits véritables de cette figure héroïque de son pays, altérés par le mélange des races, la promiscuité des mœurs, le commerce des intérêts, et il consacrait de longues veilles à ressusciter ce passé glorieux, à évoquer ses sublimes et tragiques fantômes, à exalter ses exemples. Là, comme ailleurs, mais là surtout, il accumulait, pour lui servir plus tard, avec l'inépuisable

fécondité, qui est le trait saillant de son génie, les notions, les vues, les ressources, les moyens, jalons de sa route future, maquettes de toutes ses créations, points d'appui où pourra un jour au besoin s'appuyer le levier avec lequel il soulèvera le monde.

Napoléon ne néglige rien de ce qui peut être utile, et son génie d'organisation ne croit pas déroger en descendant jusqu'à tracer le règlement ou plutôt la constitution de l'association fraternelle et mutuelle entre officiers au-dessous du grade de capitaine, connue dans l'armée, sous le nom de Calotte. Cette plaisanterie, devenue une institution, et qui a traversé tout le dix-huitième siècle, de Louis XIV à Napoléon, mériterait une histoire, et nous espérons la lui consacrer un jour.

Il nous suffira de dire en ce moment qu'une réunion de gais railleurs et de francs buveurs s'affublant, comme uniforme, de l'enseigne du ridicule, pour avoir le droit de se moquer impunément de tout le monde et de toutes choses, s'étant formée dans les propres antichambres de Louis XIV, en 1714, entre officiers subalternes de la maison, présidés par Aymon, portemanteau du roi, se donna pour mission de recruter parmi les fous du jour le régiment dit de la Calotte, et d'envoyer une calotte de plomb à tout homme, sans distinction de rang, qui paraîtrait la mériter. On devine tout le parti que la gaieté et bientôt la malignité française purent tirer de ce privilège couvert de l'inviolabilité de la folie, arraché à un sourire de tolérance de l'autorité royale rassurée sur elle-même, et qui ne pouvait voir une usurpation ni un danger dans cette police officieuse du ridicule, et cette petite guerre de l'épigramme, payant de sa menue monnaie au bruit de grelots les menus plaisirs de l'opinion, et escortant le triomphe des travers ou des scandales du jour de l'inoffensive vengeance de ses sifflets.

C'était mettre en pratique la maxime philosophique de Mazarin. Ils chantent, ils payeront. C'était permettre à la vérité, déguisée en folie, la liberté du rire. C'était lui étendre, comme régulatrice des mœurs, les immunités de la comédie. Enfin, et c'est là le côté politique de cette prévoyante tolérance, c'était ouvrir aux impatiences et aux colères, successivement exaltées par les désastres de la fin du grand règne, les nouveautés et les infamies de la régence, les déceptions de la décadence que personnifie Louis XV, la soupape de sûreté par où l'indignation s'échappe en épigrammes.

C'est grâce à cette indifférence royale, à cette impunité qui ne fut pas d'ailleurs sans vicissitudes, que Aymon 1er et ses successeurs purent publier, de 1714 à 1760, une série de petits pamphlets rimes, sous forme de brevets, et auxquels la collaboration des Rousseau, des Voltaire, des Roy, des Piron, a assuré une valeur littéraire et une historique durée. Sur la fin du dix-huitième siècle, la Calotte se transforma en une sorte de franc-maçonnerie militaire, plus obscure, plus secrète, plus dangereuse, où couvèrent sourdement, sous le voile de la fraternité des armes, des ferments d'indépendance et d'indiscipline qui firent leur explosion en 89, et doivent trouver leur place parmi les petites causes de la Révolution. Chaque régiment eut sa calotte, formée de l'association des officiers inférieurs, ligués contre le despotisme des grades supérieurs, les abus du népotisme et enfin les abus du pouvoir lui-même. Mirabeau, en lutte contre l'autorité paternelle et bientôt contre l'autorité royale, a dû faire partie, dans son orageuse jeunesse, de ces associations dont, dès 1788, Napoléon essayait de se servir comme véhicule des instincts démocratiques qui s'agitaient en lui, et dont il devinait, bien avant l'heure, la puissance et le triomphe. Sa réglementation parut à ses camarades du régiment de la Fère eux-mêmes, à la fois trop sévère et trop

hardie ; leurs railleries décidèrent l'officier législateur à jeter au feu un projet qui avançait trop l'avenir, et nous n'avons plus que le brouillon de l'œuvre gaiement condamnée au feu. Bonaparte, déçu dans ce premier effort pratique, se rejeta dans les régions de l'histoire, où il pouvait grouper à son gré les faits, plus dociles que les hommes, et trouver un aliment à cette passion militante qui frémissait en lui.

C'est ce sentiment de fierté, de dévouement, de prévoyance, dont nous avons analysé les premières expressions écrites, qui a dicté le triple travail historique consacré à la Corse, demeuré, dans ses papiers de jeunesse, comme un triple *ex voto* de ses admirations filiales et de ses patriotiques espérances.

Dans *l'Histoire de la Corse*, œuvre de ses loisirs d'Auxonne, Bonaparte s'était proposé pour but de faire mieux connaître le passé de son pays, travesti par la haine et méprisé par l'ignorance. Le manuscrit, soigneusement recopié et corrigé de sa main, semble avoir été préparé par lui pour l'impression dont, par un suprême sacrifice qu'il ne put peut-être accomplir, il comptait faire les frais. Quelques auteurs pensent même que l'ouvrage sortit des presses de J.-X. Joly, imprimeur-libraire à Dôle, sous la forme de deux petits volumes in-12, que plus tard Napoléon, condamnant avec raison une œuvre trop empreinte des franchises et des illusions de la jeunesse, fit rechercher soigneusement et disparaître de la circulation. Quoi qu'il en soit, il est difficile, en l'absence de tout témoignage authentique et positif, de certifier soit la date, soit même la réalité de l'impression de ce premier ouvrage, soit surtout l'authenticité des deux petits volumes supprimés sous l'Empire, et il ne demeure qu'une trace à demi effacée de ce premier pas de Napoléon dans l'histoire de son pays.

Peut-être ce premier jet de sa verve, excitée par la lecture de ces chroniques nationales dont son imagination s'enivrait alors au point que l'archidiacre Lucien jugea prudent de ne répondre que par le silence aux nombreuses demandes d'envoi de documents qu'il recevait de son neveu ; peut-être ce premier canevas a-t-il seulement servi de thème historique au travail à la fois politique, statistique et économique rédigé par Napoléon sous le titre de Mémoire sur la Corse, C'est cette seconde épreuve de ses études historiques, sortie, sous une forme plus pratique et plus conforme à son but, du moule brisé de la première, dont le P. Dupuy, retiré à Laon, retouchait les imperfections et adoucissait les rudes hardiesses. Ce Mémoire anonyme, que Bonaparte se proposait d'envoyer à Necker, dont la rentrée triomphante au ministère avait tourné vers lui les yeux de tous les rêveurs et de tous les réformateurs, ne fut pas envoyé à sa destination par suite de l'écroulement rapide de sa popularité et du dégonflement subit de ce génie usurpé avortant, dès les premiers essors, dans l'odieuse et le ridicule à une époque où la réalité devenait déjà brutalement maîtresse des idées, et où les événements allaient plus vite que la plume d'un penseur solitaire plaçant dans la bouche d'un patriarche corse le récit véhément des malheurs de son île.

Cette déception ne fit point lâcher prise au tenace jeune homme ; s'opiniâtrant dans cette fière propagande d'admiration et de pitié pour son pays dont le devoir le tourmentait comme un besoin, il remplaçait par un nouveau brûlot l'esquif littéraire aussitôt submergé que lancé, et il parvenait enfin à attirer sur son pavillon corse, si hardiment arboré, l'attention des premiers pilotes de l'opinion, des maîtres passagers de cette mer de pensées et d'idées, dont les tempêtes n'allaient plus bientôt souffrir de frein.

Bonaparte commença sans doute d'écrire à Auxonne, sous la forme familière et populaire des Lettres, alors fort à la mode, ces trois épîtres historiques sur la Corse, adressées à l'abbé Raynal, dont il avait fait la connaissance durant un de ses passages à Marseille, et que le philanthropisme déclamateur de son *Histoire philosophique des deux Indes* avait désigné au choix de la dédicace, comme devant être le plus favorable à la protestation du fils d'un pays déchu, conquis et en apparence opprimé, sollicitant justice au nom de la rédemption universelle.

Nous le trouvons, dans cette période fiévreuse d'incubation, consumé de tous les feux de la pensée, dans la solitude ardente de sa petite chambre de la rue de Vauban, d'où il ne sort guère que tous les huit jours, frappant tous les regards par la pâleur de cire d'un teint jauni par la bile, par la flamme profonde de ses yeux et son ascétique maigreur.

Je n'ai d'autres ressources ici que de travailler, écrit-il en juillet 1789 ; je ne m'habille que tous les huit jours ; je ne dors que très-peu depuis ma maladie ; cela est incroyable ; je me couche à dix heures et je me lève à quatre heures du matin ; je ne fais qu'un repas par jour, à trois heures ; cela me fait très-bien à ma santé.

Peu de temps après cette confiance caractéristique, soit que la puissance de travail dont se glorifiait Bonaparte ait été émoussée par l'abus même qu'il en faisait, soit que le poids de la réclusion volontaire ait fini par sembler trop lourd à cette organisation surexcitée, soit plutôt qu'au moment de la rentrée triomphale de Paoli dans sa patrie, il n'ait pu résister au désir d'en faire les honneurs au chef illustre dont son père avait été le compagnon et dont il était encore l'admirateur, Bonaparte ne tarda pas à secouer son cilice et à partir pour la Corse, où il pressent que la vue de l'ancien libérateur peut soulever quelque-une de ces grandes manifestations nationales où il importait à un tel homme d'être témoin et acteur.

Les *Lettres sur la Corse* forment trois cahiers distincts qui portent le récit jusqu'au pacte de Corse, conclu entre les Corses et les Génois. On peut y admirer, dans des phrases déjà coulées dans le bronze napoléonien, les progrès étonnants qu'a faits l'écrivain dans la science de notre style, sinon dans celle de notre orthographe dont l'habitude d'un idiome étranger et l'inflexible logique d'un esprit mathématique ne permettent pas à Napoléon de comprendre ni toujours d'observer les lois. Mais qu'importent ces légères incorrections, qui ne frappent que les yeux vulgaires, devant des phrases comme celle-ci : [Les triumvirs offraient au monde le hideux spectacle du crime heureux](#), ou cette autre : [La mort n'est qu'un des états de l'âme, mais l'esclavage en est l'avilissement ?](#)

L'épisode de Vannina, l'article des Giovanelli, l'entrevue de Fieschi et de Rinuccio sont des morceaux traités dans ce style volcanique où la phrase courte, saccadée, rigide, brillante et chaude, ressemble à une coulée de lave. [La Corse sentait la peste lui dévorer les chairs, la faim lui ronger les entrailles, et l'esclavage navrait son cœur, effrayait son imagination, anéantissait les ressorts de son âme.](#)

Voilà comment écrivait Bonaparte, échappant aux effervescences d'Ajaccio pour se retirer à l'ombre des oliviers de la campagne patrimoniale des Milelli ou dans la fraîcheur de ses grottes inspiratrices. C'est là qu'il écrivit ces trois premières

lettres sur la Corse, dont une copie, de la main de son frère Lucien, fut apportée par lui à Paris à l'abbé Raynal, avec la lettre suivante :

*Ajaccio, le 24 juin, l'an Ier de la Liberté.* Monsieur, il vous sera difficile de vous ressouvenir, parmi s le grand nombre d'étrangers qui vous importunent de leur admiration, d'une personne à laquelle vous avez bien voulu faire des honnêtetés l'année dernière : vous vous entreteniez avec plaisir de la Corse, daignez donc jeter un coup d'œil sur cette *esquisse* de son histoire. Je vous présente ici les deux premières lettres. Si vous les agréez, je vous en enverrais la fin. Mon frère, à qui j'ai recommandé de ne pas oublier dans sa commission de députés pour reconduire Paoli dans la patrie, de venir recevoir une leçon de vertu et d'humanité, vous les *remetteras*. Je suis avec respect, votre très-humble et obéissant serviteur.

BUONAPARTE, officier d'artillerie<sup>1</sup>.

Lucien remplit fidèlement sa mission, dont il rend compte en ces termes dans ses *Mémoires*<sup>2</sup>.

Napoléon, dans un de ses congés qu'il venait passer à Ajaccio — c'était, je crois, en 1790 — avait composé une *Histoire de Corse* dont j'écrivis deux copies et dont je regrette bien la perte. Un de ces deux manuscrits fut adressé ci à l'abbé Raynal, que mon frère avait connu à son passage à Marseille. Raynal a trouva cet ouvrage tellement remarquable, qu'il voulut le communiquer à Mirabeau. Celui-ci, renvoyant le manuscrit, écrivit à Raynal que cette petite *histoire lui semblait annoncer un génie de premier ordre*. La réponse de Raynal s'accordait avec l'opinion du grand orateur et Napoléon en fut ravi. J'ai fait beaucoup de recherches, vaines pour retrouver ces pièces, qui furent détruites probablement dans l'incendie de notre maison par les troupes de Paoli.

Lucien se trompait, et la découverte par M. Libri des papiers de jeunesse confiés par Napoléon au cardinal Fesch, a fait sortir d'une mystérieuse poussière une copie intacte des trois lettres à l'abbé Raynal.

Napoléon ne devait point achever son ouvrage pour plusieurs causes, et il ne crut pas même devoir s'excuser de cette renonciation vis-à-vis de l'abbé Raynal, qui l'avait si flatteusement encouragé à poursuivre. Il n'eût pu que dissimuler, sous l'apparence d'un découragement de modestie, une résolution qui cache au contraire le sentiment qu'il avait de sa force. En effet, il n'était plus temps de songer à écrire l'histoire du passé. Le moment allait venir de faire celle de l'avenir. L'action emportait tout déjà dans son tourbillon, et la parole allait être aux événements. Nous entrons dans la seconde phase de la préparation de

---

<sup>1</sup> Autographes du fonds Egerton.

<sup>2</sup> *Mémoires*, etc. Paris, 1836, in-8°, p. 92.

Bonaparte à sa mission, la phase militante après la période spéculative. Déjà chaque décret de l'Assemblée nationale constituante a son contre-coup dans sa pensée attentive, et il répond, par une *Lettre sur le serment constitutionnel des prêtres*, aux discussions sur cette question qui passionnait Paris. On l'y sent maître de la matière, avec laquelle l'avaient familiarisé des études théologiques poursuivies avec l'acharnement d'une curiosité particulière, fort naturelle chez le futur auteur du Concordat<sup>1</sup>.

Je passais mes nuits — a dit Napoléon, en songeant à ces veilles d'un jeune officier d'artillerie si singulièrement occupées à débrouiller l'écheveau des querelles soulevées par la bulle *Unigenitus* — je passais mes nuits à méditer, à lire l'histoire de la Sorbonne, et tout ce qui a été écrit sur les querelles de l'Eglise gallicane et de Rome. J'aurais pu me faire recevoir docteur en théologie ; les questions religieuses ont toujours eu beaucoup d'attrait pour moi ; elles sympathisent avec mon âme comme avec ma pensée.

Bonaparte, grâce à une prolongation de congé que nous le voyons solliciter, par une lettre datée d'Ajaccio, 16 avril 1790, sous le prétexte de prendre les eaux d'Orezza, put être témoin du retour triomphal de Paoli dans sa patrie et jouer un rôle actif et bientôt prépondérant dans les mouvements passionnés de patriotisme et de libéralisme, dont l'unanimité fraternelle ne tarda pas à se scinder sous l'empire des rivalités traditionnelles et locales qui partagèrent en partis hostiles et en camps ennemis les principales familles de l'île — les familles *caporales* — et leurs adhérents.

Bonaparte, chargé par la municipalité d'Ajaccio de la rédaction de son *Adresse* à Paoli, fut aussi l'auteur d'un Manifeste du même corps municipal, publié en italien — sur la traduction du comte Ferri-Pisani — et en français, qui respire l'exaltation démocratique du temps et du moment.

Nous arrivons à la première œuvre durable de Napoléon, à celle qu'il a remplie de toutes les ardeurs, de toutes les colères, de toutes les espérances de cette mâle et pure jeunesse vouée au travail, à l'amour de la patrie et de la liberté. Elle est inspirée par l'indignation et le mépris que souleva en Corse l'attitude de ce Matteo Buttafuoco, célèbre dans les fastes des troubles civils de son pays. Après avoir sollicité de Jean-Jacques Rousseau une constitution pour la Corse, il avait accepté et favorisé le joug, qui fut l'ironique réponse de M. de Choiseul à cette demande, et venait, dans le titre de général et le mandat de député, de recevoir la double récompense de ses services. Bonaparte prit contre un tel homme, dont le nom de mauvais augure fut le premier brandon des discordes de l'île pendant la révolution, la défense de Paoli qui, depuis, mais alors il était toujours, aux yeux de Napoléon, le héros et le législateur de son pays et l'exemple de tout Corse digne de ce nom. Même lorsque les illusions les plus chères disparurent devant la connivence de Paoli avec l'Angleterre, dernière et triste faute du désespoir de sa vieillesse proscrite, et qu'il dut combattre celui qu'il avait tant prôné, Bonaparte n'abjura point l'antique admiration et il essaya de protéger cet illustre accusé contre la jalouse vengeance de la Convention, de

---

<sup>1</sup> *Rapport de M. Blanqui sur la Corse*, lu à l'Académie des sciences morales et politiques, en octobre 1838, réimprimé à part avec additions. Paris, Coquebert, 1840.

l'éloquence d'un courageux plaidoyer adressé à la farouche assemblée et qui, par un miracle, ne perdit point son auteur. Les partisans de Paoli devaient être moins fidèles au culte du souvenir et moins généreux dans leurs représailles, qui faillirent coûter à la famille Bonaparte, non-seulement sa fortune, mais sa vie.

Les relations de Bonaparte et de Paoli, leur intimité et l'estime mutuelle, mêlée de réciproques méfiances, de ces deux hommes à la Plutarque, c'est-à-dire émules de vertu et rivaux de pouvoir, peuvent se mesurer et s'apprécier par le pamphlet brûlant qui sortit de l'enthousiasme des premières illusions patriotiques de l'auteur de la lettre à Matteo Buttafuoco mis, surtout comme adversaire de Paoli, au ban de l'opinion et solennellement et implacablement immolé par lui comme la victime expiatoire de cette fête du retour.

Bonaparte écrivit ce factum, s'il faut en croire sa date du 23 janvier 1790, dans la grotte de Melleli près d'Ajaccio, asile de ses méditations farouches, qu'il appelle ironiquement son *cabinet*. Il est plein du souffle rude et de l'âpre harmonie des bises marines, dont la plainte menaçante semble avoir donné la note à ce chef d'œuvre incorrect de colère, de mépris et de douleur, dont la lecture partielle, faite au club d'Ajaccio, par M. Masseria son président, y provoqua des tonnerres d'applaudissements, juste hommage aux beautés réelles du morceau, que ne déparaient point, aux yeux de ses auditeurs, les exagérations déclamatoires et les écarts de mauvais goût, tribut payé aux faiblesses contemporaines. On décida, séance tenante et par acclamation, que Buttafuoco serait, à la mode antique, noté d'infamie, et que celui qui l'avait si énergiquement flétri recevrait les remerciements de l'assemblée et l'invitation de livrer à l'impression un écrit utile au bien public. Bonaparte jugea prudent d'attendre, pour obéir à cette flatteuse injonction, l'expiration de son congé, et c'est de Dôle qu'il lança publiquement, contre le bouc émissaire des rancunes et des regrets de la Corse et de sa famille en particulier, cette flèche du Parthe, dont la publicité allait multiplier et renouveler sans cesse la vengeresse blessure.

La *Lettre à Buttafuoco* fut imprimée en juin 1790, à Dôle, chez M. F. X. Joly, imprimeur-libraire, à cent exemplaires seulement. Bonaparte, le plus souvent accompagné de son frère Louis, partait d'Auxonne dès quatre heures du matin, à pied ; il acceptait chez M. Joly une frugale hospitalité, et repartait, après avoir corrigé ses épreuves et visité un moment son ancien aumônier, le P. Charles, retiré à Dôle, faisant ainsi huit lieues de poste dans sa journée. Les exemplaires de sa brochure furent envoyés par lui au président du club d'Ajaccio, sauf quelques exemplaires de don qu'il se réserva, et eurent en Corse, où ils excitaient si énergiquement la fibre nationale, un retentissement populaire répercuté d'édition en édition, comme d'écho en écho. Le nom du jeune officier, si éloquent interprète des souvenirs, des regrets et des vengeances patriotiques, devint un signal de ralliement et attira les regards de tous ceux qui cherchaient un successeur ou plutôt un rival à opposer à Paoli, vieillissant, dépassé, démodé, que son long exil en Angleterre et ces malheurs qui sont un crime, aux heures où domine le fait et où le succès est nécessaire même à la vertu, rendaient doublement suspect. Par une subite volteface qui est trop dans les habitudes de cet esprit primesautier, avide de nouveauté et poursuivant à travers tous les sujets les aventures de l'idée, pour que nous ayons besoin de lui chercher d'autres causes, c'est le lendemain de ce triomphe de la veine militante et pratique que Bonaparte l'abandonne brusquement pour se replonger dans les considérations d'une thèse philosophique abstraite, quoique la recherche du bonheur, de ses causes, de son but, de ses moyens, soit un sujet toujours de circonstance. On s'étonnerait, si on ne faisait la part du goût de Napoléon pour

les spéculations philosophiques et de la réaction naturelle qui le jetait déjà, après les victoires parfois brutales du fait, dans les bras de l'idée pure, on s'étonnerait du choix de cette thèse. Il ne fut pas complètement spontané d'ailleurs, mais inspiré par la mode du moment, très-portée aux divagations bucoliques, morales et sentimentales, au culte de la nature et à l'amour des hommes, et favorisé par la perspective d'une couronne académique solennellement posée sur un front impatient du laurier. Bonaparte ne résista jamais à ce double aiguillon de l'émulation et de la curiosité. Mécontent de la lenteur de son avancement, fatigué de l'obscurité française d'un nom qui ne s'éclairait que du côté de la Corse et n'avait que pour ses compatriotes des lueurs d'astre naissant, le jeune officier trompait à Valence l'ennui de son attente en briguant toutes les distinctions, en effleurant toutes les supériorités, en arrêtant toutes les occasions au passage, en frappant à toutes les portes. Comme tous les ambitieux de génie, Napoléon n'avait pas qu'une seule ambition, il les avait toutes, ou plutôt son unique ambition, celle d'être grand, était faite de toutes les autres.

De là cette tentative académique, qui d'ailleurs fut infructueuse et n'aboutit qu'à un échec. L'Académie de Lyon avait mis au concours, le 15 décembre 1789, pour l'année 1791, un discours sur cette question, plus grosse qu'elle : Déterminer les vérités et les sentiments qu'il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur. Il y eut quinze mémoires envoyés à temps et un seizième qui arriva en retard. Le mémoire de Napoléon portait le n° 15. La commission d'examen se composait de MM. Campigneules, Jacquet, Matton de la Cour, Savy et Vasselier, célébrités et autorités locales, dont la gloire passagère échappe à l'oubli par le ridicule, et que le hasard d'une piquante bévue associe à l'immortalité du héros, dont ils méconnaissent le génie étincelant sous les gaucheries de la forme et les inexpériences de la pensée. Ce que nous leur reprochons n'est pas de n'avoir pas couronné le discours de l'officier de Valence, c'est de s'être trompés lourdement, sans restriction ni réserve, de n'avoir pas deviné l'avenir dans le présent, et senti, sous la démarche incertaine de l'humble concurrent sollicitant leur hospitalité, l'allure du héros naissant et le furtif rayon du dieu déguisé.

Loin delà, avec une implacable suffisance faite pour décourager tout autre qu'un Bonaparte, le premier rapporteur, M. Campigneules, disait sentencieusement : [Le dernier de ces mémoires n'arrêtera pas longtemps les regards des commissaires ; c'est peut-être l'ouvrage d'un homme sensible, mais il est trop mal ordonné, trop disparate, trop décousu et trop mal écrit pour fixer l'attention.](#) — C'est un [songe très-prolongé](#), ajoutait épigrammatiquement son confrère, M. Vasselier. La vérité est que Napoléon, emprisonné et embarrassé dans les liens étroits de la formule académique, au lieu de ces libres horizons et de ces larges cieux où aimait à se jouer sa pensée, ne semble pas avoir joui, dans ce discours, de la plénitude de ses moyens. L'initiative seule est créatrice et rien ne sort de grand d'une inspiration servile. Napoléon ne fut pas inférieur au concours, il fut inférieur à lui-même, dans une circonstance où il avait à lutter, non-seulement contre la contrainte d'un sujet imposé, mais encore et surtout contre l'inexpérience de la vie. Bonaparte, en effet, qui avait beaucoup vécu par l'esprit et dont la précoce virilité intellectuelle avait tout sondé des problèmes et des mystères de la pensée, était demeuré pur, gardé par le travail au milieu de la corruption universelle, et chaste par fierté, doué enfin, de toutes les naïvetés d'un cœur vierge que n'a point défloré un platonique amour. Ses papiers les plus secrets l'attestent, et les pamphlétaires acharnés à souiller les pures intimités de sa vie de jeunesse, ont été obligés de le reconnaître : toutes les lièvres qui dévorèrent, de 1786 à 1792, la solitude laborieuse d'Auxonne et de Valence,



furent de nobles fièvres, et le feu de l'ambition, du patriotisme et du travail qui brûla dans le cœur de Napoléon, durant ces six années si fécondes pour l'avenir, le préserva ou le purifia de tout autre. Voilà peut-être pourquoi Napoléon échoua au concours de Lyon. Pour parler dignement du bonheur au gré des hommes, il faut l'avoir beaucoup cherché, et pour dire où on peut essayer de le trouver, il faut revenir d'où l'on ne le trouve pas. Pour en revenir à l'histoire de ce concours, qui fournit en vain à l'Académie de Lyon une occasion de faire parler d'elle encore plus que l'Académie de Dijon, il n'avorta pas seulement pour Bonaparte, il fut un échec pour tout le monde. Le prix ne fut pas décerné. La question, remise au concours en 1795, avec un programme modifié, fut traitée par Daunou, qui emporta la récompense promise. Bonaparte ne la lui disputa point et l'obtint encore moins, contrairement à l'assertion de plusieurs ouvrages abusés sur ce point<sup>1</sup>. Il avait alors autre chose à faire, étant au point critique et décisif de sa carrière militaire, aux prises avec les premières faveurs et les premiers caprices de la fortune, et n'écrivant plus qu'avec l'épée.

Il nous reste à reprendre le récit, non plus de la vie spéculative et solitaire, mais de la vie active et publique de Napoléon, depuis son retour de la Corse, en novembre 1790, jusqu'à la nomination, tant attendue, tant différée, tant disputée, à ce grade de capitaine qui clôt sa première jeunesse et forme le premier degré lumineux de cette échelle, aux pieds plongés dans l'ombre, que Napoléon franchira désormais si vite, prenant comme d'assaut la gloire et le pouvoir.

Le brevet de ce grade de capitaine, selon M. Libri, est signé de Louis XVI, à la date du 30 août 1792, pour prendre son effet, par bénéfice rétroactif, à partir du 6 février. **Le roi, dit M. Libri, avant de tomber, semble avoir voulu nommer son successeur.** Evidemment, il y a dans cette assertion ou une erreur typographique ou une méprise. Depuis le 10 août, Louis XVI n'avait plus le pouvoir ni même la liberté, déchu à la fois de l'un et de l'autre. Un brevet, daté du 30 août, ne saurait donc être qu'un brevet en blanc où la signature royale aurait ainsi survécu à la déchéance royale, par une de ces tolérances ou de ces inadvertances qui abondent aux époques révolutionnaires, trop occupées du fond des choses pour faire attention à ces bagatelles. Il faut tenir compte aussi de la force de l'habitude, de la vitesse acquise, en quelque sorte, par la machine qu'on n'avait pu enrayer d'un coup, même par une révolution qui ne laissait plus rien debout de l'ancien système ; enfin de la multiplicité des grades donnés et des brevets jetés à cette époque en proie aux ambitions et aux services du patriotisme.

Quoi qu'il en soit, c'est en avril 1791 que Bonaparte, nommé, le 1er avril, lieutenant en premier au régiment d'artillerie de Grenoble — le 4<sup>me</sup> —, en garnison à Valence, revit les lieux témoins de son noviciat militaire, et reprit, chez madame Bou, sa chambre meublée en bois de rose, et chez le libraire Marc Aurel ses livres préférés ; mais ce qu'il ne retrouva pas dans la société élégante qu'il y avait fréquentée en 1786, dans le salon de l'abbé de Saint-Ruff, de MM. de Laurencin et de Saint-Germain, chez l'excellente madame du Colombier et dans la famille Montalivet ; ce qu'il ne retrouva pas, c'est l'hospitalité souriante et la

---

<sup>1</sup> *Mémorial de Sainte-Hélène*. — *Œuvres complètes du comte Rœderer*, publiées par son fils, t. III, p. 335. L'histoire détaillée du concours, suivie du discours de Napoléon, se trouve au t. II, p. 144-171 de la *Biographie des premières années de Napoléon, etc.*, par le baron de Coston, 1840 (Valence et Paris).

joyeuse sécurité du premier séjour. Partout la révolution semait ses craintes et ses discordes, dépouillait avant de tuer et divisait pour mieux régner. La paix avait disparu des esprits, des cœurs, des consciences.

Mieux valaient la franche liberté et la hardiesse publique du club que ces chuchotements ironiques de gens intéressés à nier le soleil levant, ou ces aigres discours des douairières et des prélats dépossédés, qui contiennent un reproche indirect pour tous ceux qui les écoutent. Bona parte semble donc être allé, dans cette période très-active de sa vie, beaucoup plus au club que dans les salons. Il prend une part remarquée aux conciliabules et aux fêtes patriotiques, rédige des adresses de circonstances, honore dans une cérémonie funèbre la mémoire de Mirabeau, entre en correspondance avec Monnier, Volney, Salicetti, s'occupe de son avancement, surveille d'un œil attentif le bouillonnement du cratère corse, et se dessine énergiquement dans la ville par son civisme, dans le régiment par son opposition à toute insinuation de révolte ou d'émigration, parmi les partisans des idées et des faits nouveaux. Les passages suivants de deux lettres de cette époque, adressées à son ami Naudin, commissaire des guerres à Auxonne, peuvent donner une idée de cette effervescence d'idées, de cette intensité de vie, de cette ambition enthousiaste. Nous ne sommes plus au temps où le jeune rêveur, solitaire et découragé, se laissait aller à *la vivacité de sa mélancolie*, et, avec une amère volupté, *tournait ses pensées du côté de la mort*. Nous ne sommes plus au temps où il lisait six fois *Werther*, et s'enivrait à longs traits de l'éloquence de Rousseau. Le pouvoir de ces philtres est aujourd'hui émoussé, et Napoléon rit aujourd'hui de ce dont il pleurait alors. Le poison de Rousseau, pris à longues et progressives doses, loin de corrompre sa pensée, a exercé sur elle l'effet salutaire du poison de Mithridate. Rien désormais ne pourra déranger l'équilibre de cette raison fortifiée par l'erreur elle-même, et rien ne pourra plus troubler la précision infailible de ce regard un moment aveuglé. Il en est ainsi de tous ces livres trop fameux. *Werther* donne le goût de la vie à ceux auxquels il n'inspire point celui de la mort, et les intelligences qui ont traversé les républiques utopiques et les familles suivant la nature de Rousseau, quand elles ont résisté aux amorces de cet idéal décevant, apportent à la défense de l'autorité et de la civilisation la lucidité, désormais invulnérable à l'erreur, des voyageurs trop hardis, que les dégoûts et la leçon d'un premier naufrage attachent à jamais à la terre.

Écoutez, pour distinguer les deux hommes de 1786 et de 1791, si différents et pourtant si ressemblants — la variété des actes n'enlève rien à l'unité fondamentale du caractère —, ces fragments épistolaires et ces phrases saccadées comme les cris d'un homme qui précipite sa course :

Ce pays-ci (Valence) est plein de zèle et de feu... J'ai porté un toast aux patriotes d'Auxonne... Ce régiment-ci est très-sûr en soldats, sergents et la moitié des officiers... Il y a deux places vacantes de capitaine... Le sang méridional coule dans mes veines avec la rapidité du Rhône<sup>1</sup>.

Dès le mois de février 1791, bien avant cette lettre pleine des ferveurs de juillet, il écrivait à Lucien ou à Fesch : *J'ai vu à Valence un peuple résolu, des soldats*

---

<sup>1</sup> Coston, t. I, p. 175, et t. II, p. 143. — Nasica, *Mémoires sur l'enfance et la jeunesse de Napoléon*, 2e édit., Dupont, p. 128.

patriotes et des officiers aristocrates ; cependant le président du club est un capitaine... Le club est ici composé de deux cents personnes. La société patriotique de Valence a envoyé une députation pour tâcher de concilier Avignon avec Carpentras. Cette députation se joindra aux députations des sociétés de L'Escot, de Rouge, de Montélimar, etc. Une observation caractéristique de cette jeunesse à la romaine, uniquement préoccupée de gloire, d'ambition, de patrie et de liberté, et n'ayant que de mâles amours, c'est celle-ci, empreinte d'un dédain des plus philosophiques pour la frivolité incurable du sexe. Les femmes sont partout royalistes, ce n'est pas étonnant ; la liberté est une femme plus jolie qu'elle, qui les éclipse.

En août 1791, tels étaient les sentiments et les idées de Bonaparte non transformé, mais développé, — et ayant à jamais soulevé sa tête pâle, aux yeux ardents, du sein des ténèbres de la vie solitaire, pour s'épanouir au grand jour de la place publique et du camp — quand la nouvelle d'une maladie mortelle de l'archidiacre Lucien, son grand-oncle, son tuteur, l'appui et le conseil de la famille, lui fournit un douloureux motif pour retourner en Corse, où néanmoins le souci de la chose publique l'appelait plus encore que le soin de ses intérêts particuliers.

C'est au commencement d'août 1791 que Napoléon, préoccupé des nouvelles domestiques, rebuté par les lenteurs de son avancement en France, tourna les yeux vers la Corse, qui l'attirait à la fois par le charme de la patrie et le pressentiment de l'occasion.

Il sollicita vainement un congé, que les préventions inquiètes et jalouses de la plupart de ses chefs et de la plupart de ses camarades, froissés par l'indépendance de son caractère, la hardiesse de ses idées, la supériorité de son esprit et sa popularité locale, lui firent refuser sous le commode prétexte de l'incertitude des événements. On ne put du moins étendre cette résistance malveillante vis-à-vis d'un officier dont le plus grand crime était d'être hostile à l'émigration, qui minait déjà de sa sourde propagande la plupart des corps militaires, à la demande d'une simple permission. Napoléon en profita pour se rendre, par Moras et Beaurepaire, à Pommiers (Isère), résidence du baron Du Teil, maréchal de camp, son protecteur à Auxonne, à qui sa qualité d'inspecteur général de l'artillerie du sixième arrondissement donnait l'influence dont il avait besoin pour éluder la mauvaise volonté de ses chefs. C'est par ce bienveillant et utile intermédiaire que Napoléon devait obtenir du ministre de la guerre un congé limité au 1er janvier 1792, et dont il profita avec d'autant plus de plaisir que cette faveur ressemblait à une victoire.

En attendant l'effet de la demande transmise par le général Du Teil, avec lequel il passa quelques jours à Pommiers, au sein d'une hospitalité dont la présence des deux fils du maître de la maison, ses anciens camarades d'Auxonne, augmentait encore l'attrait, Napoléon alla visiter à Grenoble les officiers des deux compagnies de son régiment qui y étaient détachées. Bien loin d'employer son temps à des divertissements frivoles, il suivait avec eux, d'un œil attentif, les diverses manifestations de l'esprit public, prenait langue dans les clubs des Amis de la constitution, fréquentait les chefs du parti avancé, et, attiré par les bruits de la capitale et les frémissements populaires, avant-coureurs d'événements prochains, il aspirait avec impatience au voyage de Paris, patrie de son intelligence et de son ambition, où il se sentait appelé par le pressentiment de sa destinée, de préférence à l'autre. Là, en effet, il pouvait être servi par son obscurité même, plus sûrement qu'à Ajaccio, où les préjugés locaux et les

rivalités de famille, contrariaient son influence naissante. Ne pouvant faire ce voyage tant désiré, faute de temps et peut-être d'argent, il le réalisait du moins par la pensée, en trompant, par l'envoi au ministre de la guerre d'un mémoire sur l'organisation et l'armement des milices corses, l'ennui d'un ajournement forcé, et en donnant à son ambition, jusque-là inassouvie, d'être utile et d'être distingué, le dédommagement de l'espérance, à défaut de la réalité.

C'est à ce moment que, faisant aux sentiments de sollicitude et de fierté de sa famille un suprême appel, et cherchant à réunir, pour former le viatique désiré, toutes les ressources dont il pouvait disposer, il écrivait à son grand-oncle, l'archidiacre :

J'attends avec impatience les six écus que me doit maman, j'en ai le plus grand besoin.

Envoyez-moi trois cents francs ; cette somme me suffira pour aller à Paris ; là du moins on peut se produire, surmonter les obstacles ; tout me dit que j'y réussirai. Voulez-vous m'en empêcher, faute de cent écus ?

Bonaparte ne put réaliser cet ardent désir à ce moment, qu'il considérait comme si opportun et si décisif pour ses ambitions, et il dut, refoulant cet élan divinateur qui l'entraînait vers la ville des occasions, modérer ses ambitions, ajourner ses desseins, attendre du temps ce qu'il espérait du moment, et se réduire aux prétentions modestes et aux brigues secondaires que lui offrait à Ajaccio le théâtre étroit des compétitions municipales ou des rivalités civiles.

Dans les premiers jours d'octobre 1791, Napoléon, muni de ce congé ministériel qu'il avait emporté à la barbe de ses supérieurs mécontents, dit adieu à son logement de la Grande-Rue, au café Bou, au cabinet de lecture de M. Aurel, à ses compagnons de promenade et de discussion de la place des Clercs, à ses amis de Valence et du voisinage, et il partit pour la Corse avec son frère Louis. Il y arriva à temps pour assister à l'agonie et recevoir le dernier soupir de son grand-oncle, l'archidiacre Lucien, qui, saisi au lit de mort delà même inspiration que Charles Bonaparte, ne parla que de Napoléon ou qu'à lui, salua prophétiquement, dans la personne du jeune officier, l'appui des siens et l'orgueil de la maison, et le désigna solennellement comme le chef de la famille à ses frères réunis autour de son chevet. Pour le suppléer dans les soins de cette tutelle, surtout intellectuelle et morale, et dont l'autorité s'appliquait surtout à l'avenir, Napoléon avait heureusement sa mère qui prit en main, avec sa résolution et sa sagacité habituelles, les rênes de l'administration domestique, abandonnées par celui qui avait su, en quinze ans de prudence et d'économie, rétablir à son point cette fortune surmenée par les entreprises et les prodigalités paternelles.

Une des premières visites de Bonaparte fut naturellement pour Paoli. Il s'empressa d'aller saluer à Rostino celui qui était encore son grand homme de prédilection, dont l'absence et le malheur avaient purifié et ennobli la gloire, et qui venait de trouver dans les manifestations d'un retour triomphal la revanche d'une longue adversité. Paoli reçut, avec des égards particuliers, le fils d'un de ses meilleurs compagnons, et il n'eut pas besoin de voir et d'écouter longtemps le jeune officier, qui, l'un des premiers, lui avait souhaité par lettres une enthousiaste bienvenue, pour deviner la valeur et peut-être le danger d'un disciple qui sentait déjà le maître.

L'illustre président de l'assemblée électorale d'Orezza, devenu bientôt, par l'acclamation de son pays, ratifiée par l'assentiment du gouvernement central, le président de l'administration départementale et le commandant général des gardes nationales de l'île, se plut, dès les premiers temps de son arrivée, à revoir les lieux témoins de ses glorieux succès et de ses revers plus glorieux encore, et à refaire, accompagné d'un cortège de plus de cinq cents cavaliers, en tête desquels était Bonaparte, le pèlerinage du champ de bataille de Ponte Nuovo. C'est là que Paoli put pénétrer dans l'intimité de son aide de camp volontaire, et il ne cacha point autour de lui l'impression d'étonnement, d'admiration et de crainte que lui inspirait un si précoce et déjà un si ambitieux génie, voilé en général de modestie et de taciturnité, mais qui trahissait parfois dans la conversation, par des paroles semblables à des étincelles, son brûlant foyer. Et celui dont la gloire avait fait dire à Rousseau que la Corse étonnerait l'Europe, pronostiqua à son tour que [ce jeune homme à la Plutarque, si on lui en donnait le temps, ferait parler le monde de lui.](#)

Le 1er novembre 1791, les desseins de Bonaparte éclatent par une double démarche. La première, qu'il a inspirée, est une lettre du général Rossi, commandant militaire de l'île, au ministre de la guerre, suggérant instamment le choix de son parent pour les fonctions d'adjudant-major d'un des quatre bataillons de volontaires nationaux corses en cours d'organisation dans l'île. La seconde, c'est un discours prononcé par Bonaparte, le 2 décembre 1791, au club de Calvi, et rempli des sentiments et des opinions qui donnaient alors la popularité, que Bonaparte ne dédaignait que chez ceux qui ne la méritaient pas. Malgré, ou plutôt à cause de cette énergique et sincère démonstration de son attachement de plus en plus marqué à ces idées nouvelles, qui le réconciliaient avec la France, et payant de la liberté l'indépendance corse, le ministre autorisa, le 14 janvier 1792, à nommer, à la place d'adjudant-major du 2e bataillon de volontaires corses, l'éloquent lieutenant, dont Paoli surveillait déjà l'attitude d'un regard ombrageux.

Il résulte d'une lettre de Bonaparte à M. de Sucey, commissaire des guerres à Valence, en date du 17 février 1792, qu'à cette époque il s'occupait, en attendant des nouvelles de la revue du 1er janvier, où son absence pouvait lui être préjudiciable, et le résultat de sa candidature aux fonctions d'adjudant-major des volontaires, cause ou prétexte de cette absence irrégulière, il s'occupait de faire les honneurs de la Corse à un visiteur célèbre, dont les ouvrages et la conversation eurent sur la direction des idées de son hôte une influence incontestable. C'était Volney qui, d'un rôle secondaire dans la république des lettres, venait d'être appelé, par son mandat de député à l'Assemblée constituante, à en jouer un dans la chute de la monarchie. On comprend les liens rapides qui durent s'établir entre un homme qui connaissait la Corse, où il avait résidé jusqu'en 1790 comme directeur de l'agriculture et du commerce, qui l'aimait, qui ne tarda pas à respecter dans Napoléon je ne sais quoi de supérieur et d'inconnu, et qui enfin trouvait en lui un auditeur si avidement, attentif à ses récits, échos vivants et frémissants encore des événements et des hommes, variés de souvenirs non moins intéressants de son voyage en Egypte, et son interlocuteur. Bonaparte se nourrissait de ces anecdotes animées, de ces jugements familiers, de ces révélations piquantes sur le monde des sphinx et des hiéroglyphes, idéal favori de son imagination.

Du 17 au 27 février 1792, Bonaparte fut nommé adjudant-major du 2e bataillon des volontaires nationaux corses d'Ajaccio, et il écrivait de nouveau à cette époque à M. de Sucey, pour lui faire part du changement de ses dispositions,

d'abord tournées vers un prochain départ, aujourd'hui arrêtées par ce qu'il considérait comme un patriotique devoir.

Dans ces circonstances difficiles, le poste d'honneur d'un bon Corse est de se trouver dans son pays ; c'est dans cette idée que les miens ont exigé que je demeure parmi eux ; cependant, comme je ne sais pas transiger avec mon devoir, je me proposais de donner ma démission. Depuis, l'officier général du département m'a offert un mezzo termine qui a tout concilié, il m'a offert une place d'adjudant-major dans les bataillons volontaires ; cette commission retardera le plaisir de renouveler votre connaissance ; mais j'espère pour peu de temps, si les affaires vont bien.

..... Les affaires ici vont bien, et j'espère qu'à l'heure que vous lirez cette lettre les incertitudes politiques auront cessé, au moins pour cette campagne ; nos ennemis seraient bien dupes de hâter le moment des hostilités, ils savent bien que l'état de défensive nous ruine autant qu'une guerre. Dans ce moment-ci, si votre nation perd courage, elle a vécu pour toujours.

La lettre se termine par la martiale et significative commission de l'achat d'une paire de pistolets à Saint-Étienne, dont Bonaparte détermine la longueur et le calibre, et auxquels il consacre tout son superflu, sept à huit louis en assignats de cinq livres.

Les circonstances qui justifiaient la sévère prévoyance de cette acquisition était en effet moins rassurantes que n'affectait de les trouver Bonaparte et à l'horizon troublé de ces luttes municipales et civiques qui se préparaient en Corse et y agitaient partout les brandons de la rivalité, s'amassait un point noir destiné à dégénérer en tempête.

Dans ce premier orage des passions locales, la fortune naissante de Bonaparte faillit être foudroyée à jamais, et pour triompher de la coalition de tous les éléments jaloux, ennemis de sa destinée, il ne lui fallut pas moins de courage que d'habileté, et de bonheur que de courage.

Nous voudrions pouvoir raconter en détail, avec l'énergie de touche et l'éclat de couleur locale qu'il comporte, ce dramatique épisode corse de la vie du héros de la France, première scène de ce prologue étrange et plein des libertés shakespeariennes, qui trouvera en Égypte son dernier tableau. Nous voudrions pouvoir mettre sous les yeux du lecteur, comme nous la voyons et la sentons, et consacrer par le style d'un Saint-Réal et d'un Vertot, nécessaire à la peinture de ces conciliabules, de ces harangues, de ces rencontres de place publique, de ces mêlées, de ces conspirations, de ces proscriptions, l'histoire de l'avènement de Bonaparte au grade de lieutenant-colonel en second du bataillon des volontaires d'Ajaccio, de l'émeute de huit jours qui en fut la suite, de sa lutte contre Paoli, et de cette disgrâce de l'exil, plus heureuse que la victoire, qui jeta à jamais Bonaparte dans les bras de la France, et le remit, par la leçon du malheur, dans la véritable voie, un moment déviée, de son génie et de sa destinée. Dans ces divers incidents, frémit et palpité, avec l'intensité de vie de l'époque et du pays, une sorte d'émulation de sentiments à la romaine, d'assaut de vices et de vertus antiques, qui contraste singulièrement avec les idées et le costume, et donne

l'étrange et saisissante illusion d'un drame moderne joué par des acteurs des temps héroïques, réveillés pour un instant du sommeil de vingt siècles.

Malheureusement, le cadre étroit, déjà débordé par l'abondance des choses, de ces annales familières, ne nous permet que d'esquisser à grands traits, avec la concision Spartiate, ces incidents dignes d'Athènes et de Rome. Renvoyant les lecteurs avides de détails pittoresques et de couleurs locales à un ouvrage puisé aux sources mêmes de la tradition contemporaine, et qui en a reproduit parfois, avec bonheur, les énergies<sup>1</sup>, nous nous bornerons aux faits. Nous montrerons, par exemple, sans initier le lecteur aux curieux secrets de la coulisse, Bonaparte sur le théâtre de son triomphe populaire, conquérant, malgré sa pauvreté relative et de puissantes rivalités, le titre qu'il ambitionnait par ce mélange de souplesse et d'orgueil, de ruse et de force d'un jeune César. Ce succès, où trouve cette ardeur implacable vers le but, et ce peu de scrupule des moyens qui caractérise les luttes antiques, et que détermine, par exemple, en grande partie, l'enlèvement original et hardi, par les partisans de Bonaparte, du commissaire du département, arraché de force à l'hospitalité rivale, faillit coûter cher à celui qui l'avait obtenu sans rien perdre de sa dignité et de sa prudence, dominant la lutte, mais ne s'y mêlant pas, et acceptant la responsabilité mais non la témérité des actes. Les levains de jalousie, de rancune et de vengeance, aigris encore par la déception de ses concurrents, trouvèrent, dans l'émeute de huit jours qui ensanglanta Ajaccio, une explosion dangereuse pour le jeune lieutenant-colonel en second, dont elle mit en lumière le sang-froid inspiré et l'énergie pleine de modération, redoublant ainsi, bien loin de la désarmer, la haine de ses ennemis réduits aux moyens déloyaux, pour triompher d'un homme contre lequel les autres étaient impuissants.

C'est le 7 ou 9 avril 1792, le samedi ou le lundi de Pâques, qu'éclata cette sédition, dite *guerra di Pasqua* (guerre de Pâques), qui mit aux prises le bataillon des volontaires corses et une partie de la population d'Ajaccio, entre lesquels s'interposait en vain une municipalité partielle, divisée elle-même par les passions des deux partis. Si on examine cette affaire, malheureusement ensanglantée par de mutuelles représailles, vengeance du meurtre de l'officier des volontaires qui paya de sa vie le premier choc, avec une impartialité alors bien difficile, on y retrouve sans peine la revanche des concurrents évincés des élections militaires qui venaient d'avoir lieu, et unis dans ce but aux chefs du parti réactionnaire, dont la haine ne recula point devant un criminel appel aux armes jetés à des paysans à demi barbares, prêts à tous les excès, qui se ruèrent sur la ville. L'irruption dans Ajaccio, de ce torrent d'agrestes bravi qui faillirent en faire leur proie, suffirait pour décharger Bonaparte des rares excès de répression qu'il ne put empêcher, et pour flétrir ses ennemis qui, furieux de le voir sortir heureusement de cette terrible épreuve des luttes civiles, où il est si difficile de faire son devoir et même de le connaître, et ne pouvant incriminer ses actes, calomnièrent jusqu'à ses intentions. La difficulté d'entrevoir la vérité à travers ces allégations contraires, la nécessité de conjurer de nouveaux conflits et de donner à l'effervescence populaire incessamment excitée l'apparente satisfaction de l'éloignement des volontaires corses, firent, malgré les protestations de leurs chefs, prendre, au directoire du département, présidé par Paoli, le parti de les envoyer à Corte, où Bonaparte ne les suivit pas. Dès le mois de mai 1792, il fut obligé de partir pour Paris, où l'acharnement de ses adversaires transportait la lutte, espérant le terrasser plus facilement, loin de ce sol natal qu'il lui suffisait

---

<sup>1</sup> Nasica, *Mémoires sur l'enfance et la jeunesse de Napoléon*, Dupont, 1865.

de toucher du pied pour être invincible, au milieu de la popularité de son nom et du prestige de son caractère. Le parti adverse, représenté à Paris par Marius Peraldi, député à la Législative, avait trouvé en lui un intermédiaire influent et complaisant pour ses dénonciations contre le jeune lieutenant-colonel de volontaires, que ses succès de club et de comices rendaient importun à tous, suspect à Paoli, et contre lequel on exploitait, jusqu'à en faire un crime, le malheur, qu'il avait su garder irréprochable, de l'émeute d'Ajaccio. Ces menées semblent avoir trouvé un concours implicite dans les rapports des chefs du 4<sup>e</sup> régiment, peu indulgents pour un officier qui ne partageait pas leurs principes et se moquait des ironiques envois de quenouille qui précipitaient l'émigration de trop galants états-majors. Ils signalèrent la prolongation irrégulière d'un congé obtenu sans leur consentement, comme un scandale exigeant, en ces temps de dissolution et de désorganisation, une exemplaire répression. Le résultat de ces efforts communs, peut-être concertés, fut l'obligation impérieuse pour Bonaparte d'aller défendre à Paris son honneur accusé et sa position menacée, peut-être même déjà atteinte par la révocation.

Napoléon passa à Valence où il ne s'arrêta qu'une heure, et dans les premiers jours de juin nous le trouvons installé rue du Mail, près de la place des Victoires, allant voir, avec son ami Bourrienne, sa sœur Marie-Anne (Élisa), à Saint-Cyr, et dînant avec eux à Trianon. Bonaparte ne consacrait à ces devoirs et à ces plaisirs intimes que le superflu d'un temps dévoré par la rédaction de mémoires au ministre prévenu contre lui, et à l'Assemblée législative elle-même, par des démarches et des visites stratégiquement combinées pour obtenir à la fois sa réhabilitation et son avancement, enfin et surtout par de longues et solitaires promenades d'observation au milieu des fièvres de l'opinion et de cette atmosphère, chargée de menaces, des faubourgs. Déjà, chaque soir, du club des Jacobins partaient des signaux anticipés ; et l'orage révolutionnaire qui se préparait, se trahissait par toutes sortes d'éclairs, avant-coureurs de la foudre du 10 août.

Bonaparte assista à tous ces mouvements populaires, et il puisa, dans ce spectacle humiliant des faiblesses de la royauté aux prises avec ces insolences de l'insurrection, une expérience faite de mépris, dont le héros de vendémiaire et de brumaire devait utiliser les leçons. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* atteste que Napoléon avait gardé une ineffaçable impression de ces scènes sanguinaires où il avait vu l'exemple de toutes les brutalités de la force et de toutes les lâchetés du droit ; et dès ce jour-là, sans doute, il fit, dans son cœur indigné, le serment de ne jamais céder à ce hideux pouvoir de l'anarchie, dont le courage est fait de la pusillanimité de la défense, qui n'avance que lorsqu'on recule, et ne triomphe que des princes déjà vaincus par le remords ou par la peur. Ce n'est pas que Bonaparte, pas plus alors que plus tard, ne vît dans Louis XVI qu'un prince malheureux ; il ne pouvait se dissimuler les fautes résultant des contradictions d'un caractère faible et d'une situation équivoque ; et irréprochable et inviolable comme homme, il lui paraissait, comme roi, avoir provoqué sinon mérité son sort. Mais la violence des moyens et l'excès des représailles eussent justifié, à ses yeux, dans sa résistance, un prince bien plus répréhensible, assiégé, jusque dans son palais, par cette populace sacrilège, qui, depuis octobre, avait souillé une à une les dernières majestés de la monarchie et les premières grandeurs de la liberté. L'instinct puissant d'ordre et d'autorité, qui était en Bonaparte, frémissait et se révoltait à l'idée de cette tyrannie de la multitude, mille fois pire que le despotisme d'un seul.



Le 20 juin sonna. Bonaparte, sortant avec Bourrienne de chez un restaurateur, rue Saint-Honoré, près le Palais-Royal, vit venir cinq ou six mille déguenillés qui poussaient des hurlements et marchaient contre les Tuileries ; il dit à Bourrienne : *Suivons ces gueux-là*, et il alla s'établir sur la terrasse du bord de l'eau. Lorsque le roi, dont la demeure était envahie, parut à l'une des fenêtres, coiffé du bonnet rouge, Bonaparte s'écria, avec indignation : *Ché c... ! comment a-t-on laissé entrer cette canaille ? Il fallait en balayer quatre ou cinq cents avec du canon, et le reste courrait encore*<sup>1</sup>.

Bonaparte assista, de chez Fauvelet, frère de Bourrienne, qui tenait un magasin de meubles au Carrousel, à l'insurrection du 10 août, avec des impressions encore plus énergiques d'indignation contre une telle attaque, de mépris pour une si imprévoyante et si pusillanime défense, qu'elle donnerait presque raison à ceux qui pensent que les rois comme les peuples n'ont que le sort qu'ils méritent. Cependant le pressentiment d'un mystérieux mais prochain avenir tressaillait en lui et mêlait, à ses colères et à ses dégoûts, la consolation d'une irrésistible espérance, et tout en déplorant la chute de l'ancienne monarchie et de l'ancienne société française, consommée au 10 août, Napoléon ne laissait pas que d'applaudir intérieurement au dessein providentiel dont il se sentait vaguement l'exécuteur futur, et qui ne pouvait placer le monde nouveau, dont il devinait le plan, que sur les ruines de l'ancien.

Plus que jamais le jeune officier, réduit alors à une pauvreté qui toucha à la misère, obligé d'engager sa montre et de laisser en souffrance les plus modestes obligations, avait besoin de ces encouragements de la fortune, dont beaucoup à sa place eussent désespéré. Lui, au contraire, déjà éclairé par cette vue supérieure des hommes et des choses, qui donna parfois plus tard à certaines divinations de son génie les apparences d'une espèce de sortilège, il pesait méthodiquement et prophétiquement la durée d'un régime qui devait périr par les excès nécessaires à sa marche, quand bien même il n'eût pas été condamné par le vice de son origine. Ce régime, il fallait le traverser, en servant non le gouvernement mais la patrie, et en se préservant des dangers réservés à la vertu et au talent, jusqu'au jour où le désespoir d'une nation décimée et déshonorée aurait besoin d'un sauveur et d'un vengeur.

En attendant, il fallait profiter des circonstances, et c'est ce que Bonaparte fit. On avait besoin d'hommes énergiques, de citoyens populaires dans leur pays, que la guerre déclarée rendait en quelque sorte sacrés. Les services d'un bon officier d'artillerie. Bonaparte, grâce à quelques puissantes recommandations, parties de ce groupe de la Gironde qui venait de triompher au 10 août, et avec lequel il lui fut facile d'avoir des accointances, grâce surtout à la persévérance de ses démarches, à la dignité de son attitude, à ce charme mâle et doux de sa physionomie pensive, gagna enfin doublement sa cause. Dans les premiers jours de septembre 1792, Napoléon Bonaparte, accompagné de sa sœur Élisabeth, chassée de Saint-Cyr par le décret de suppression du 15 août 1792, quittait Paris ensanglanté par les premières férocités de la Terreur, et revenait en Corse, acquitté des accusations calomnieuses qui avaient pesé à la fois sur l'officier

---

<sup>1</sup> *Mémoires d'outre-tombe.*

illégalement absent et le commandant de volontaires prétendus séditionnaires, et solennellement réhabilité par ce retour au milieu de ses concitoyens. De plus, confirmé d'ailleurs dans son grade civique, il emportait, en attendant une destination prochaine, le brevet de capitaine<sup>1</sup>, qu'il avait attendu pendant sept années, attendu jusqu'au découragement. Ce premier degré de l'échelle une fois franchi, il se sentait, en présence de circonstances si favorables aux : hommes de sa trempe, débarrassé de la sorte de fatalité qui avait pesé sur son obscure et militante jeunesse ; il se sentait maître de l'avenir, et il écrivait à son oncle Paravicini, le 11 août, cette phrase pleine des joies de la délivrance : **Ne soyez pas inquiet de vos neveux, ils sauront se faire place.**

Avant de suivre, dans l'élan déjà acquis de sa destinée, le capitaine qui deviendra si vite le général Bonaparte, nous aimons, comme il l'aimait lui-même, à jeter un dernier regard en arrière sur cette route de débuts obscurs, de commencements entravés, si péniblement et si courageusement parcourue, et dont les obstacles doivent servir à jamais de leçon et d'exemple aux impatiences de l'ambition et aux défaillances de la vertu. Cette moralité de nos recherches minutieuses sur les années obscures de la jeunesse de Bonaparte, d'autres l'ont sentie et justifiée avant nous, et nous nous plaçons à nous placer sous l'autorité de l'écrivain révélateur qui a si bien expliqué, en dehors de leur charme profond, l'utilité de ces études sur les premiers travaux et les premiers efforts de Napoléon, sans lesquelles on ne pénétrera jamais dans l'intimité de ce génie qui se déroule progressivement et qu'il faut prendre à ses origines, pour le comprendre à son milieu et à sa fin.

Nous avons suivi feuille à feuille, après lui, dans ses révélations, le précieux carton Fesch, parce que, comme lui, nous pensons que **le grand problème est là.**

Excepté quelques anecdotes de collège et quelques assertions vagues, nous avons été jusqu'ici dans une complète ignorance à l'égard de ce qui précéda son élévation, et de ce qui peut l'expliquer.

Et cependant le grand problème est là : Comment Napoléon s'est-il formé ? Comment a-t-il employé les années où il est resté lieutenant d'artillerie ? Quels sont les travaux par lesquels il se prépara à ses brillantes destinées ? Par quels moyens, en un mot, se sont développés ce caractère si extraordinaire, a cette intelligence si prodigieuse ? Est-ce le hasard seul qui s'est plu à l'élever si haut ? Son génie s'est-il formé sans aucun secours, ou bien ce talent a-t-il été dirigé chez lui par une volonté de fer, et, suivant la condition ordinaire de l'humanité, a-t-il été fortifié par un travail opiniâtre ? C'est là ce qu'il nous importe surtout de connaître

---

<sup>1</sup> Ce brevet de capitaine en second, au 4<sup>me</sup> régiment d'artillerie selon les uns, selon d'autres (Nasica, p. 209) à l'armée de la Moselle, commandée par Dumouriez, est signé de Louis XVI, comme nous l'avons dit ; mais la date du 30 août n'est pas celle de la signature, mais du contreseing de Servan, ministre de la guerre, du 10 août au 5 octobre. Napoléon semble, dès juillet, avoir été reconnu capitaine. Ce titre résulte d'une lettre du 12 juillet, à lui adressée par Lajard, ministre du 18 juillet au 25 juillet. La décision pouvait être prise déjà sans que le brevet fût expédié. La lenteur de cette formalité ne s'explique que trop par une époque qui dévorait si rapidement les hommes, que six ministres se succèdent en six mois au poste de la guerre. Le brevet porte qu'il produira son effet à partir du 16 février précédent.

dans le jeune officier, dans le futur empereur, c'est de là surtout que doivent surgir de grands et utiles enseignements.

Nous ne pouvons que nous associer à la conclusion du même écrivain qui, grâce à l'entière connaissance qu'il a pu prendre, dans la primeur de leur saveur et de leur parfum, de ces précieux papiers de jeunesse de Napoléon, entrevus et à peine effleurés après lui, est le plus compétent pour en porter un jugement définitif.

On voit d'abord que Napoléon, comme Michel-Ange, comme Newton, comme tous les plus sublimes génies, a dû obéir à cette loi de l'humanité, qui veut qu'on ne puisse rien faire de grand sans de grands efforts. Malgré sa supériorité, il a dû longuement étudier les matières dans lesquelles il se montra maître plus tard. Personne n'a plus travaillé que lui, et, pendant plusieurs années, il n'a cessé de lire et de méditer les ouvrages les plus profonds. S'il a eu des idées si nettes sur la législation, sur les finances, sur l'organisation de la société, ces idées ne sont pas sorties spontanément de son cerveau. Il a recueilli sur le trône les fruits des longs travaux du pauvre lieutenant d'artillerie. Il s'est formé par les moyens les plus propres au développement des hommes supérieurs, par le travail, par la solitude, par la méditation et par le malheur ; nourriture des âmes fortes et des grands esprits. L'exemple de Paoli a jeté dans son cœur le germe d'une noble émulation ; plus tard, la révolution lui a offert un champ vaste et brillant ; mais sans cette révolution Napoléon se serait toujours distingué, car les caractères comme le sien saisissent la fortune, et n'en sont pas les esclaves. Son esprit peu cultivé et le manque d'éducation auraient pu l'arrêter si le caractère, qui supplée à tout, ne l'avait soutenu. On ne pourra plus dire que c'est le hasard qui l'a élevé. Lorsque, après sept ans de retraite, Napoléon parut pour la première fois sur la scène du monde, il renfermait déjà tous les germes de sa future grandeur. Rien n'a été fortuit chez lui ; il a dû toujours lutter, et le succès n'a pas toujours couronné ses efforts. Ce n'est pas le hasard qui l'a porté à Toulon, car Napoléon ne laissait échapper aucune occasion de se faire connaître. Un ministre célèbre était-il rappelé au pouvoir, le jeune officier lui adressait un mémoire sur les affaires de son île. Le gouvernement voulait-il changer l'organisation militaire de la Corse, Napoléon accourait, au risque de perdre sa place. Partout il donnait une haute idée de son caractère ; et lorsque ses tentatives demeuraient inutiles, il retournait, à Seurre ou à Valence, méditer dans la retraite. Désormais, on ne pourra plus, comme on l'a fait jusqu'ici, retrancher ces sept années de la vie de Napoléon. Elles devront compter, au contraire, parmi les plus belles et les plus fortes de cette vie de

prodiges. Il ne sera plus permis d'attribuer à la fatalité son élévation<sup>1</sup>.

Napoléon lui-même confirme, de sa souveraine autorité, cette moralité de l'histoire de sa jeunesse. Il aimait à se rappeler ces jours de labeur et d'attente où il avait pénétré jusqu'au fond des angoisses de la pauvreté fière et des mystères du travail fécond. Il y voyait avec raison un enseignement pour tous les incompris et pour tous les ambitieux ; car qui fut plus digne que lui d'être apprécié, et quelle ambition fut plus légitime que la sienne ? Cependant, il passa sept années, quoique des favorisés par le talent et la naissance sinon par la fortune, à franchir cet âpre défilé de son premier avancement. Il est vrai qu'il fut dédommagé par la perspective qui se déroula, au sortir de cette gorge étroite, devant ses yeux rafraîchis. Cependant, avant de parvenir à la conquête de sa glorieuse destinée, il eut encore plus d'un obstacle à franchir, et plus d'une fois il dut défendre son honneur et sa vie menacés. Quel exemple mémorable, quelle leçon éloquente de patience, de résignation et d'espérance ! Que fût-il advenu si, croyant n'étouffer qu'une vie inutile, il avait, cédant aux découragements dont il puisait le fonds dans ses chagrins réels et la forme dans les malheurs imaginaires de *Werther*, il eût, un soir de travail aigri ou de méditation désespérée, appuyé sur sa tempe le pistolet prétendu libérateur ? Quelle magnifique destinée jetée dans le néant ! Quel chef-d'œuvre de génie, de gloire et de malheur manquant à l'histoire des grandeurs de la France et des grandeurs de l'humanité ! Mais non, Napoléon n'était point de ceux qui meurent ainsi, et il ne céda pas longtemps aux transports d'une fièvre passagère. Il ne semble l'avoir éprouvée que pour mieux montrer comment on en guérit. Le remède au mal, il l'a dit et il l'a prouvé, il est dans la ténacité héroïque, dans la sublime confiance que tôt ou tard récompensent les joies du succès, mais auxquelles — n'y en eût-il point d'autres — doivent suffire les félicitations de la conscience et le mâle bonheur du devoir accompli.

Ceux-là seuls qui, même encouragés, ne fussent point parvenus au but, se tuent de désespoir de n'y point arriver. Le suicide est une marque d'impuissance, un aveu d'indignité, et la médiocrité se rend justice par cet appel aveugle au néant. C'était là l'opinion de Napoléon, et on conviendra qu'il avait le droit de l'appuyer de sa propre expérience et de son propre exemple. Il n'en manquait jamais l'occasion, et c'était le flatter, de façon à lui plaire, que de la faire naître. Une partie de sa popularité tient peut-être à cela, à son habitude de traiter en camarades les soldats dont le métier n'avait point de si humbles misères qu'il n'eût connues et qu'il n'eût ennoblies à jamais en les partageant.

Pour la première fois, la France militaire saluait dans Bonaparte un général nourri et vêtu comme le soldat, mangeant de son pain, et couché à ses bivouacs. Et c'est par un hommage délicat et rude à la fois, commémoratif des difficultés de ses débuts, et peut-être légèrement satirique des rapidités vertigineuses de ces sauts inouïs de capitaine à général et de général à empereur, que les soldats de Napoléon, malins comme ceux de César, lui discernèrent successivement, le soir de ses plus grandes victoires, les insignes de caporal et de sergent. Napoléon, qui comprenait à demi-mot, riposte en plaçant la Légion d'honneur sur la poitrine des généraux et des simples grenadiers, et en favorisant partout autour

---

<sup>1</sup> *Souvenirs de la jeunesse de Napoléon*, article de M. Guillaume Libri. *Revue des Deux Mondes*, du 1er mars 1842 (p. 784 à 809).

de lui la jeunesse intelligente, le travail obscur et le mérite méconnu, et en se vengeant, par les récompenses les plus précoces, et les avancements les plus rapides, des lenteurs de ses débuts ; enfin, en glorifiant, par des formules frappées à ce coin proverbial qui les rend à jamais populaires, le respect de la vie, le mépris de la mort, la religion du travail, le culte de l'espérance. C'est lui qui a mis en circulation ces belles et justes images qui comparent la vie au drapeau et font du suicide une désertion. C'est lui qui a appris et prouvé que le découragement est une folie, et qu'il n'est pas de simple soldat qui n'ait le bâton de maréchal dans sa giberne. C'est lui enfin qui se plaisait parfois, dans ses revues solennelles, à provoquer, en permettant aux mécontents de sortir des rangs, et en ne s'offensant pas de la franchise de leurs plaintes et même de l'amertume de leurs reproches ces scènes familières, dont l'effet moral était immense. Plus d'une fois, il arriva qu'un soldat ou un officier froissés, prétendaient-ils dans leurs droits, se portèrent en avant, et, invités à parler, exposèrent les griefs dont ils croyaient devoir faire appel au jugement suprême de l'Empereur. Jamais il n'en rentra dans les rangs un seul qui ne fût consolé, même n'ayant rien obtenu, et plus fier que du succès d'une de ces réprimandes goguenardes et bienveillantes, dont la sévérité même promettait justice, et transformait à jamais le mécontent en enthousiaste.

Un jour, à une revue, un jeune sous-lieutenant sort des rangs et vient se placer devant l'empereur Napoléon, qui lui dit : *Que voulez-vous ? — Sire, il y a quatre ans que je suis sous-lieutenant, et depuis lors, je n'ai pas eu d'avancement.* — Après un moment de silence Napoléon, lui répondit : *Moi, monsieur, je l'ai été pendant sept ans, et vous voyez que cela ne m'a pas empêché de faire mon chemin.*

L'officier, qui ne s'attendait pas à cette réponse, se tira néanmoins d'affaire en homme d'esprit. — *Sire, répondit-il, cela est vrai, mais Votre Majesté a bien su rattraper le temps perdu ; j'attendrai.*

Napoléon sourit et poussa son cheval en avant, non sans prendre note, dans son infailible mémoire, de la figure et du nom du jeune mécontent, dans la personne duquel il venait de donner, à toutes les impatiences et à tous les découragements, une leçon vivante<sup>1</sup>.

C'est cette leçon que nous avons cru de notre devoir de rappeler à nos jeunes lecteurs. Sans doute, nous répondra peut-être l'un d'eux, mais l'exemple que vous avez choisi, pour nous préserver à jamais du découragement, n'est-il pas de nature à décourager ? — Pourquoi donc ? — Napoléon est demeuré sans doute sept ans lieutenant, mais il n'en a mis que quatorze à devenir empereur.

A cela, nous répondons : Tout le monde ne peut pas faire le chemin d'un Napoléon ; mais tout le monde peut faire le chemin d'un honnête homme.

---

<sup>1</sup> *Mémorial de Sainte-Hélène.*

## CHAPITRE IV

# LE CAPITAINE BONAPARTE

Départ de Paris, en septembre 1792, de Napoléon Bonaparte et de sa sœur. — Passage à Valence. — Retour à Ajaccio. — Influence morale sur Napoléon des premiers spectacles de la Terreur. — Son plan est arrêté pour l'avenir. — Énergie de ses tendances vers l'action. — Bonaparte capitaine d'artillerie et lieutenant-colonel des volontaires d'Ajaccio. — Attitude équivoque de Paoli. — Études spéciales et préventives de Napoléon. — Expédition de Sardaigne. — Ses préparatifs. — Commencement du schisme entre la Corse et la France, entre Bonaparte et Paoli. — Décret de la Convention du 2 avril. — Bonaparte défend Paoli devant l'Assemblée. — Bonaparte à Bonifacio. — Avortement de l'expédition de Sardaigne. — Cause de cet échec. — Premiers dangers que court Napoléon. — Dévouement de Marinaro. — Bonaparte quitte Bonifacio. — Dans quel esprit et dans quel but. — Sa promotion au grade de capitaine-commandant d'artillerie. — Événements de mai 1795 en Corse. — Paoli, destitué, se retire à Rostino, accompagné de Lucien Bonaparte. — La consulte de Corte. — La famille Bonaparte rompt définitivement avec Paoli. — Courage civique et audacieux efforts de Joseph et de Napoléon. — Aventureuse odyssée de Napoléon poursuivi par la haine de Paoli. — Il échappe par miracle à la prison et peut-être à la mort. — Lucien Bonaparte envoyé à Marseille. — Insurrection de la Corse contre la République française. — Décrets de la Convention du 13 et du 17 juillet. — Paoli hors la loi, — Héroïsme de madame Bonaparte. — Sa fuite d'Ajaccio. — Costa de Bastelica. — Pillage et incendie de la maison patrimoniale de Bonaparte. — Mot sublime de Letizia Bonaparte. — Napoléon rejoint sa famille errante et proscrite et la conduit à Calvi. — La tour de Capitulo. — Napoléon s'embarque pour Marseille.

Le capitaine Bonaparte, accompagné de sa sœur Elisa, chassée de l'asile tutélaire fondé par madame de Maintenon et associée désormais aux vicissitudes de l'odyssée de sa famille, se retrouva à Ajaccio à la fin de septembre ou au commencement d'octobre 1792, Il y reprit ses patriotiques devoirs de lieutenant-colonel du bataillon des volontaires, rendus plus difficiles encore par la démission de M. Quenza, dont l'éloignement laissait retomber sur lui tout le poids du commandement.

Il n'avait eu garde, dans ce voyage de retour, de manquer à une courte station à Valence, où il reçut des marques du bon souvenir de ses amis, et où son hôtesse, mademoiselle Bou, lui apporta le rustique présent et le cordial hommage d'un panier de raisins. On espérait le revoir bientôt dans cette garnison de prédilection, qu'illustra le séjour de sa jeunesse. Mais qui pouvait alors hasarder, sur une destinée devenue, comme toutes les autres, le jouet du hasard sanglant qui gouvernait la France, les plus légitimes prévisions ? Tout salut, à cette époque, était un adieu. Et c'est peut-être sans espoir d'y revenir que Bonaparte, naturellement destiné, en sa qualité de Corse, à participer aux opérations de la guerre de Sardaigne, reçut à son passage, dans la personne de mademoiselle Bou, les avances de l'hospitalité de Valence.

Bonaparte revenait en Corse dans des dispositions qu'il est bon de faire connaître, pour aider à comprendre des actes qui désormais s'enchaîneront avec toute la rigueur de la logique. Durant son séjour à Paris, il avait épuisé ce que l'expérience des hommes et des choses a de plus amer ; il avait assisté à ces fortunes inouïes nées dans un jour, et à cette ruine de la royauté, encore plus étonnante, que quelques minutes suffirent à consommer. Il avait deviné que, sur cette pente irrésistible de la destruction à outrance, la révolution ne s'arrêterait pas et finirait par se détruire elle-même. Et il avait admiré aussi la puissance de vie d'une nation destinée à survivre à de tels excès, et à sortir plus jeune et plus forte que jamais de cette orgie de sang de la Terreur. Il voyait la victoire accompagner partout les drapeaux de la liberté, et la France tenir tête à l'Europe, malgré la double blessure de la guerre civile et de la guerre étrangère. Désormais sa conviction était faite, le plan de sa vie arrêté. Pour peindre en deux mots le résultat de ses réflexions durant ce séjour décisif à Paris, si triste et si salutaire, et nous borner, sans autres détails sur le travail douloureux de sa pensée et les vicissitudes de son esprit au dénouement même du drame intérieur, Napoléon partit de Paris plein de mépris pour les hommes et d'espérance en lui-même, résolu à demeurer fidèle à la cause de la Révolution malgré ses fautes, et à la cause de la France, devenue à ses yeux celle de la Corse elle-même.

Désormais plus d'hésitations, plus de doutes, le sacrifice de ses illusions juvéniles est consommé. Nous avons affaire désormais, dans ce jeune capitaine encore imberbe, à un philosophe pratique, élevé à l'école de la nécessité, inflexible comme elle, et appliquant au maniement des hommes une sorte d'infailibilité mathématique ; professant, comme la Révolution qu'il va servir avant de l'arrêter, la haine de l'obstacle qui fait les forts, mais tempérant cette énergie vers le but par ce choix des moyens et cette prévoyance des résultats sans lesquels il n'est pas de victoire durable. Dans cette voie, avec son caractère, son génie et l'aide des circonstances, Bonaparte devait faire le rapide chemin de la science au milieu de l'ignorance, de la logique au milieu des contradictions, de la volonté au milieu de l'incertitude, de la lumière dans les ténèbres et de tordre dans l'anarchie. La supériorité de son génie se peint d'un mot. A une époque où il était encore plus difficile de connaître son devoir que de l'accomplir, il vit

clairement ce qu'il y avait à faire, et il le fit énergiquement. Il fut le seul, au milieu de tout un peuple égaré, à savoir où il allait. Voilà le secret de son génie et de son bonheur.

Le 17 novembre 1792 Bonaparte était le troisième capitaine en second du 4e régiment d'artillerie. Il avait été autorisé, comme la plupart de ses collègues, à commander un de ces bataillons de volontaires, véritable peuple armé, qui fournissait au succès et à la victoire l'élément de l'enthousiasme, de l'abnégation et du patriotisme, mais dont il avait fallu contenir l'élan par la disciplina et refréner l'impétuosité par la direction énergique d'officiers d'élite empruntant à l'élection une autorité qu'ils devaient maintenir par l'exemple. C'est ce mélange du peuple et des soldats, c'est cette émulation de l'élection, c'est cette nouveauté du drapeau de la patrie substitué au drapeau du roi, qui ont fait la force irrésistible de la France républicaine et napoléonienne. Le bataillon volontaire corse, organisé par Bonaparte dans cet esprit et avec ce rare équilibre des forces de l'enthousiasme et de celles de la règle, peut être considéré comme un des types les plus heureux de ces corps de troupes citoyennes qui ont donné au grand élan de la patrie en danger, en 92, son véritable caractère, et ont lavé dans le sang de leurs pures victoires les crimes de la liberté. L'antagonisme permanent de ces bataillons d'honnêtes soldats avec les hordes de sans-culottes marseillais, lie et écume de ce mouvement national dont les volontaires furent la fleur, suffirait à établir la différence de ces deux troupes, qu'il ne faut ni confondre ni solidariser dans notre histoire, pas plus qu'on ne doit confondre la nation avec la canaille.

Le 11 septembre 1792, Paoli avait joint à ses titres de président de l'administration départementale de Corse et de commandant général des gardes nationales de l'île, celui de lieutenant général des armées et celui de commandant de la 23e division militaire, dont le quartier général était à Bastia. Par cette concentration de pouvoirs s'expliquent les pensées d'indépendance et de séparation que les circonstances et la possession tentatrice de ce qu'il en croyait les moyens firent naître dans l'âme de Paoli, indigné des excès de la Révolution au point d'en répudier le principe, et s'expliquent aussi les visites de Napoléon et de son frère Lucien à l'homme, toujours objet de leur admiration, mais déjà aussi objet de leur méfiance, qui les observait à son tour avec ce mélange de sympathie et d'hostilité dont on regarde des amis prêts à devenir des adversaires. Si Bonaparte ne négligeait point Paoli, il ne négligeait point non plus le contre-amiral Truguet, qui commandait la flotte française destinée aux opérations projetées contre l'île de Sardaigne et qui trouva dans son auxiliaire le plus habile et le plus imprévu des aides de camp. Car Bonaparte, incapable d'oisiveté, et dont tout travail avait un but utile, ajoutait au *Plan d'organisation des milices corses* par lequel il avait voulu justifier, en la méritant, la confiance du ministre et celle de ses concitoyens, et se rendre digne des fonctions qu'il ambitionnait, un *Projet pour la défense militaire du golfe d'Ajaccio*, pour la *défense de Mortella, de Saint-Florent*, etc. et un *Rapport sur la nécessité de s'emparer des îles de la Madeleine*. Toutes ces études, qui attestaient une connaissance approfondie du pays, que Bonaparte avait parcouru et fouillé dans ses moindres replis, et un véritable génie stratégique, firent, aux yeux de l'amiral, le plus grand honneur au jeune capitaine, lui valurent sa confiance et eussent sans doute procuré à celui-ci le succès de son entreprise sans l'indécision de son caractère et l'indiscipline de ses troupes.

En février 1795 étaient consommés les deux événements, l'un intime, l'autre public, qui devaient exercer sur la destinée de Napoléon une si grande influence.



Il avait rompu avec Paoli, et la Corse, rendue à son rêve de séparation et d'indépendance par la crainte et l'horreur de l'anarchie française, cherchait à secouer le joug de la tyrannie révolutionnaire, affichait comme une protestation le deuil de la mort de Louis XVI, que ses députés n'avaient pas votée, et se pressait de nouveau autour de son héros menacé.

L'histoire de cette rupture de Napoléon avec Paoli, rupture qui eut ses phases et ses vicissitudes et ne fut complète que lorsque Paoli ne laissa plus d'illusions à ses anciens admirateurs, et, par son alliance avec l'Angleterre, autorisa, en s'abandonnant ainsi lui-même, l'abandon universel, et l'histoire de l'expédition avortée contre la Sardaigne, où Napoléon ne put faire cette preuve décisive de sa valeur dont il poursuivait l'occasion et courut plus de périls par l'indiscipline d'indignes auxiliaires que par le feu ennemi, forment le double épisode essentiel du séjour de Bonaparte en Corse de 1792 à 1795, et nous allons le raconter avec quelques détails.

La mort de Louis XVI, comme nous l'avons dit, fut dans l'île le signal funèbre de l'anarchie. Ce coup de hache fatal trancha, pour tout le parti conservateur et catholique, dont Paoli était le chef, et dont une révolution pacifique et modérée réalisait le prudent idéal, les derniers liens qui l'attachaient à la France. Paoli, dont les aspirations étaient dépassées et en quelque sorte déshonorées, se rejeta, par une réaction quelque peu égoïste, en deçà de ce mouvement auquel il avait d'abord patriotiquement coopéré, et bientôt d'inévitables conflits aigrirent ces griefs réciproques et envenimèrent le différend entre le chef municipal de la Corse et les représentants du pouvoir central, c'est-à-dire les délégués de la Convention. Cette lutte, d'abord sourde, puis ouverte, pour la prépondérance et la suprématie, où nul ne pouvait céder de ses droits sans manquer à ses devoirs, et où la rigueur des principes ne comportait point les concessions de personnes, dégénéra bientôt en une sorte de duel entre deux autorités également jalouses, également implacables, derrière lesquelles se groupèrent en partis contraires toutes les forces vives du pays, les uns tenant pour Paoli et l'indépendance, les autres pour la France et la Révolution ; les uns tout entiers au passé, les autres oubliant le présent pour ne voir que l'avenir et préférant aux regrets pusillanimes de courageuses espérances. On devine, avec les ardeurs du climat et du tempérament corses, dans cette population agitée depuis si longtemps de toutes les fièvres de la liberté et de la discorde, l'énergie de l'explosion de 1795, où des passions extrêmes ont naturellement recours aux partis extrêmes, où l'accusation de trahison, banale en ces temps funestes des luttes civiles, exerce l'habituel empire, mais où du moins on lutte à armes égales, et avec une sorte de farouche loyauté. On se tua sans s'assommer et on se fit la guerre du fusil et du couteau, mais non celle de la guillotine. Le résultat de cette Terreur corse et de cette Vendée paoliste devait être pour l'île, la victoire momentanée de l'indépendance et de l'alliance anglaise, dégénérée bientôt en annexion, et pour la famille Bonaparte, la calomnie, la persécution, la ruine, un noble exil, une héroïque pauvreté, bientôt réparés et récompensés par les gloires de Toulon.

Dès les premiers jours du schisme et alors que les futurs adversaires se comptaient avant de se combattre, Napoléon et ses deux frères, Joseph et Lucien, s'étaient nettement prononcés pour le parti français et pour les idées, mais non les excès révolutionnaires. Et ils résistèrent également aux avances et aux menaces de Paoli, pour qui la perte d'une telle famille équivalait à une première défaite, et qui ne cachait pas son dépit de ce qu'il considérait comme une défection.

Paoli, des mains duquel la nouvelle organisation avait fait tomber les pouvoirs locaux et municipaux, et qu'on avait nommé général pour pouvoir lui donner des ordres, refusa l'offre, qui semblait un piège, du commandement en chef de l'armée d'Italie, redoutant avec raison de quitter cette terre sacrée dont le contact faisait sa force, et de chercher le sort tragique réservé à ses prédécesseurs, les Anselme, les Brunet, les Biron. La Convention ou plutôt ses délégués répondirent au refus de commander l'armée d'Italie et de résider à Bastia, par la révocation et la mise en accusation. Paoli riposta en convoquant, comme au temps des luttes de la patrie en danger, la consulte insurrectionnelle de Corte, et la lutte devint flagrante, armée, acharnée entre les villes et les campagnes, les troupes françaises et les guérilleros séparatistes, revenus à leur corps de garde des grottes et à leurs bivouacs des maquis.

Le 2 avril, Paoli était mandé, par un décret de la Convention, à la barre de cette assemblée.

Le 29 mai, la Convention recevait une pétition en sa faveur, aussi éloquente que courageuse, qui fut renvoyée à l'examen du Comité de salut public, où cet écrit, qui eût pu attirer sur la tête de son auteur une attention dangereuse, se perdit dans l'obscurité des cartons. L'auteur de cette adresse, dernier appel à la concorde, à la pitié, au respect des services rendus, au pardon des illusions et des erreurs d'un patriotisme illustre, n'était autre que Napoléon, Napoléon lui-même, dont les papiers de jeunesse renferment le brouillon de cette protestation héroïque en faveur de celui qui était déjà son adversaire et qui allait être son persécuteur. Sublime effort qui ne pouvait point sauver Paoli, et qui pouvait perdre celui qui, dans un accès de généreux délire, avait pris la défense de son accusateur, ne songeant qu'à l'ancien Paoli et conseillant à la Convention de le punir de même en l'épargnant et d'écraser sa rébellion récente sous le poids de son ancienne gloire.

Voilà comment se vengeait celui qui, depuis plusieurs mois, avait dû rompre avec Paoli, devenu son adversaire et, dès le 2 avril, proclamé l'ennemi de la République. Plaider devant la Convention la cause d'un accusé mis hors la loi, c'était commettre un de ces crimes de modération et de pitié que la Révolution, encore implacable, ne pardonnait pas. Et Napoléon le commettait d'une façon d'autant plus héroïque qu'elle était plus désintéressée ; car Paoli ignore toujours ce service obscur et sublime, et l'eût-il connu qu'il n'aurait pu peut-être, à ce moment de lutte flagrante, en imiter l'exemple.

Acculé, en effet, aux représailles par des vengeances sans merci, il fit à Napoléon et aux siens, comme nous l'allons voir, dans cette année funeste de 1795, tout le mal qu'il put, regrettant tout bas peut-être d'avoir pour adversaire un homme dont il eût ambitionné l'amitié, mais regrettant tout haut, non moins sincèrement, de ne pouvoir détruire celui qu'il n'avait pu gagner. Il employa dans ce but tout ce que le génie corse peut avoir d'astucieuses ressources, et le premier témoignage de sa disgrâce encore sourde, le premier coup de sa haine encore muette fut l'insuccès, attribué par la plupart des historiens à ses manœuvres, de cette expédition contre la Sardaigne, dans laquelle la France combattait une ennemie, mais dans laquelle Paoli, prêt à jeter le masque et à lever le drapeau de l'indépendance, ménageait une alliée.

Ce n'est que plus tard, les passions s'étant calmées et les colères refroidies, que Napoléon et Paoli, au lieu de se voir dans le trouble de la mêlée, à travers la poussière et la fumée, se virent avec les yeux de la postérité et avec leur visage pour ainsi dire historique. C'est alors que Paoli se réjouit publiquement à Londres

des succès du Premier consul qui vengeait, en commandant la France, la servitude corse, et éclipsait sa gloire d'une renommée qui illustrait à jamais la patrie. C'est alors aussi que l'Empereur regretta, aux jours de revers, de n'avoir point eu le temps, aux jours de puissance, de rendre à son pays Paoli exilé et de s'honorer d'une telle vengeance.

Mais, en 1795, les circonstances ne permettaient ni de telles courtoisies ni de tels pardons. Le combat n'a pas le droit des clémences de la victoire. Et Paoli et Napoléon ne s'épargnèrent pas. Toutefois le rôle actif de cette vendetta, où Napoléon ne fit que se défendre, revient à Paoli. C'est lui qui, après avoir essayé, en soulevant des obstacles d'incompatibilité, de faire déclarer inconciliable la double qualité du capitaine Bonaparte et d'étouffer son pouvoir dans la garde nationale sous son titre dans l'armée, l'empêcha, sous le prétexte de ses devoirs de lieutenant-colonel de volontaires, de remplir la mission, que lui avait confiée le ministre de la guerre, de dresser un plan de fortifications pour Saint-Florent. Enfin, il essaya d'entretenir et d'allumer, par des précautions humiliantes ou un systématique éloignement d'Ajaccio, les derniers feux, couvant toujours sous la cendre, de cette guerre de Pâques qui, durant huit jours, l'année précédente, avait fait un camp d'Ajaccio. En même temps ses émissaires ou ses amis essayaient de fomenter la discorde entre la troupe de ligne et les volontaires, et même de diviser ceux-ci entre eux.

Toutes ces mesures hostiles devaient aboutir au manque d'unité dans le commandement, au défaut d'harmonie dans le mouvement, c'est-à-dire à l'insuccès fatal de toute entreprise qui éparpille ses forces et néglige l'occasion.

Quelques détails sont maintenant nécessaires, après ces considérations d'ensemble et ces vues préliminaires, pour préciser la part qui revient à Napoléon dans ces premiers événements, longtemps obscurs, longtemps mystérieux, mais où, maintenant, grâce à des recherches et à des découvertes définitives, sa personnalité s'accuse avec tout le relief de son héroïque jeunesse, et avec la poésie particulière que le cadre du ciel italien donne aux acteurs de ce prologue du drame napoléonien, celui dont la scène est en Corse.

L'expédition à laquelle Napoléon, en sa double qualité de lieutenant-colonel des volontaires d'Ajaccio et de capitaine d'artillerie, fut appelé à participer et dont, s'il eût été le maître, il eût fait son premier triomphe militaire, avait une grande portée politique. Elle était pour la France à la fois une représaille vengeresse de l'affront fait à la république dans la personne de son envoyé, M. de Sémonville, renvoyé de Turin sans les satisfactions auxquelles il avait droit, et une mesure de précaution contre d'imminents dangers. La conquête de la Sardaigne, devenue avec la Corse la sentinelle avancée de la France, avait le triple but et le triple résultat de porter un coup funeste au Piémont hostile et de paralyser une cour devenue l'asile de toutes les intrigues de l'émigration, de fermer aux Anglais la mer de Provence et de faciliter la surveillance des ports espagnols. En attendant que les victoires de Belgique permissent le retour offensif de nos armées vers les Alpes et une guerre d'invasion terrestre, le gouvernement de la République avait décidé de frapper au cœur, dans son importance maritime, une puissance dont l'hostilité était d'autant plus dangereuse et plus coupable aux yeux de la France, que sa neutralité, à défaut d'une impossible alliance, lui eût été plus favorable. A la suite de l'expédition d'Oneille, le contre-amiral Truguet et le général Casabianca, déjà employé en Corse, furent chargés de concert d'opérer une descente en Sardaigne.

L'escadre du contre-amiral Truguet, qui avait paru en octobre dans les eaux d'Ajaccio, y mouilla pour la seconde fois le 30 octobre 1792, à son retour de Gênes, où il s'était concerté avec son collègue La Touche-Tréville, chargé d'aller à Naples intimider et réduire à l'inaction le cabinet indécis. Elle était composée de quatre vaisseaux de ligne, cinq frégates et deux bombardes, auxquels devaient se joindre la Junon, montée par l'ambassadeur Sémonville, et la flottille du contre-amiral La Touche, un moment détachée à Naples, où sa mission avait été aussi rapide qu'efficace, et à qui le port de Cagliari avait été assigné comme rendez-vous. L'amiral embarqua deux mille hommes de troupe de ligne que le lieutenant général Paoli, commandant la 25<sup>e</sup> division militaire, mit à sa disposition, et qui renforcèrent la phalange marseillaise qu'il portait à son bord, au nombre de près de cinq mille hommes, que devaient renforcer les volontaires corses.

Malheureusement les opérations préliminaires de l'embarquement, qui auraient dû être conduites avec la célérité et le secret indispensables à une entreprise dont la plus grande chance de succès était dans la surprise foudroyante d'une descente inopinée furent retardées, entravées, ébruitées par les conflits sanglants que provoqua dès le premier jour l'indiscipline de ces soldats révolutionnaires, plus dignes du nom de brigands, qui avaient fait de chaque vaisseau un club, et portaient chacun dans leur poche une corde, sordide et hideux instrument de leur justice sommaire. Ces envahisseurs farouches, dont le premier soin en débarquant avait été d'aller danser, autour de l'arbre de la liberté, une cynique carmagnole, et dont le *Ça ira* était le chant de bienvenue, ne tardèrent pas à s'abandonner à leurs féroces instincts, et ils inaugurèrent, par un guet-apens, suivi du massacre sans motifs de trois volontaires, coupables seulement de leur déplaire, une sorte de terreur militaire contre laquelle se révolta la population honnête et cordiale, mais susceptible et fière, dont ils avaient ensanglanté et déshonoré l'hospitalité. Les volontaires prirent naturellement fait et cause pour leurs camarades victimes d'un attentat d'autant plus insultant qu'il demeura impuni, et il fallut tous les efforts intrépides de Bonaparte et l'énergique modération du général Casabianca pour conjurer l'horrible scandale d'une lutte fratricide entre ces soldats si différents, il est vrai, du même drapeau.

À la suite d'incidents trop longs pour être racontés, et où se manifestèrent avec un dramatique éclat les qualités corses et les vices révolutionnaires, il fallut renoncer à l'idée de faire combattre ensemble des hommes prêts à s'entre-égorgier et dont le temps, loin de les calmer, envenimait les griefs. On destina donc les volontaires corses à une contre-attaque ou diversion, dirigée sur les îles de la Madeleine, et qui pouvait avoir l'avantage de diviser la résistance, mais qui eut celui, plus réel, de paralyser l'attaque, privée par ce sacrifice nécessaire de dix-huit cents hommes, déterminés marins autant que soldats, et connaissant les lieux, et du concours plus regrettable encore de Bonaparte.

Le contre-amiral Truguet, parti, malgré l'avis de Napoléon, pour une expédition que contrariaient à la fois les vents et les hommes et dont le jeune officier avait pressenti et prophétisé l'avortement inévitable, échoua piteusement dans son coup de main sur Cagliari, où il jeta inutilement dix mille bombes, et dut, après six heures de siège, abandonner la plage de Quartù, et aller à Toulon rédiger un rapport à la Convention, dans lequel il expliquait son échec par les causes que nous avons énoncées, oubliant d'y ajouter ses propres fautes.

Napoléon ne fut pas plus heureux quant au résultat de la contre-attaque des îles de la Madeleine, mais il échoua par suite seulement des circonstances, après avoir déployé dans les préparatifs de l'entreprise et dans les dispositions de la retraite un génie fait pour vaincre la fortune à la condition d'être libre de la combattre. Or, il n'avait aucune direction dans cette entreprise dont le choix partial et jaloux de Paoli avait fait chef Colonna Cesari, son parent, contrairement au suffrage universel qui désignait dans Bonaparte le seul homme capable de réussir. Mais c'était là précisément ce que ne voulait point Paoli, dont l'ambition et la crainte couvaient déjà la révolte et pressentaient dans Bonaparte un adversaire assez redoutable par lui-même pour ne pas le grandir par le succès. Napoléon, du moins, durant les deux mois de séjour qu'il fit à Bonifacio, put faire impunément preuve, en bravant les fureurs de l'émeute, du courage qu'il ne lui fut par permis de déployer contre l'ennemi ; et la justesse merveilleuse du tir qu'il voulut diriger lui-même contre l'église de l'île de la Madeleine, commence le renom légendaire de l'officier d'artillerie qui allait illustrer à jamais sous les murs de Toulon son arme et son génie.

C'est durant la sédition de Bonifacio, à laquelle nous venons de faire allusion, que Bonaparte, qui avait mis l'épée à la main contre les matelots mutinés de *la Fauvette*, dignes émules des Marseillais, ne dut son salut qu'à l'intervention d'un de ces serviteurs courageux jusqu'à l'héroïsme et dévoués jusqu'au fanatisme, dont, depuis les premiers dangers de sa carrière jusqu'aux suprêmes douleurs de son exil, l'irrésistible prestige de l'homme providentiel fera surgir sans cesse autour de lui le décisif secours ou la consolatrice fidélité.

Le premier de ces séides de dévouements, de ces émules de sacrifice, dont le souvenir reconnaissant du testament de Sainte-Hélène gravera les noms pour l'immortalité, sera un certain Marinaro, natif de Bastelica, pêcheur ou chasseur corse, incorporé dans les volontaires. Il prend place en défendant, au péril de la sienne, la vie du capitaine Bonaparte, en tête de cette liste nombreuse des sauveurs du combat et des compagnons de l'exil, qui se continuera par Muiron, tué à Arcole du coup que sa poitrine n'évita qu'en le recevant à celle du général Bonaparte, jusqu'aux Las Cases, Montholon, Gourgaud, Bertrand.

Rentré à Bonifacio à la fin de février 1795, maigri, hâlé, brisé par les fatigues d'une expédition où il avait fait preuve à la fois, en dépit de tous les obstacles, du sang-froid du capitaine et de l'entrain du soldat, Bonaparte y reçut des lettres et des nouvelles qui ne lui permirent guère le repos, s'il eût été capable d'y aspirer en des circonstances si critiques, et qui le trouvèrent à point à jamais trempé par le baptême du premier feu pour toutes les épreuves de la lutte qui allait être sa vie. Certes, c'étaient de rudes avances de la fortune, et faites pour décourager plus que pour exalter les espérances d'un homme autre que lui, que l'annonce simultanée de la catastrophe du 21 janvier, de l'attitude réactionnaire de Paoli, des mouvements insurrectionnels de la Corse, de la mission du conventionnel Lacombe Saint-Michel, chargé de la première enquête et des mesures préliminaires de la résistance ; enfin de la création de quatre bataillons d'infanterie légère, destinés à remplacer les bataillons de garde nationale dont Bonaparte était encore lieutenant-colonel. On devine, à ce flux d'orageuses nouvelles, l'émotion mêlée d'horreur, de pitié, de crainte, d'espérance qui agita l'âme du jeune Corse, soulevée de tous les frémissements d'une inquiétude

patriotique et d'une généreuse ambition<sup>1</sup>. Il ne fut pas longtemps à prendre son parti et à choisir son devoir. Et il n'eut pas besoin, pour trancher le nœud gordien de cette situation compliquée, aux alternatives si dangereuses et si embarrassantes, des excitations et des conseils de ses correspondants de Corse et de Paris, Joseph, Fauvelet, Salicetti, Volney, qui devinant son avenir, l'appelaient, en quelque sorte, à la rescousse de sa destinée. Il s'empessa de rejoindre son bataillon de volontaires nationaux à Corte, où il reçut de la famille Arrighi, parente de la sienne, une cordiale hospitalité, dont les événements abrégèrent la durée.

Le 8 mars 1795, Napoléon Bonaparte reçut son brevet de capitaine-commandant au 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie ; mais, en dépit de cette destination, il demeura en Corse au poste qu'il s'était fixé au milieu même de l'explosion des passions nationales et contrerévolutionnaires dont le feu, attisé sourdement par Paoli et ses adhérents, venait d'éclater. La Corse était divisée en trois partis : les républicains ou les Français ; les Paolistes ou les Anglais ; les Gafforistes ou les Espagnols ; mais la lutte se concentra surtout entre les deux premiers, dont les aspirations correspondaient seules aux forces vives du peuple soulevé. Le premier éclat eut lieu en avril. Le 2, la société républicaine de Toulon, gardienne ombrageuse et sentinelle avancée des intérêts de la révolution, fit dénoncer par Escudier, à la Convention, les tendances de plus en plus suspectes et menaçantes pour la sécurité des patriotes et l'avenir même de l'île, affichées par Paoli, secondé par Pozzo di Borgo et quelques autres partisans de l'indépendance et de la trahison. Les conclusions de la protestation et de la dénonciation du député du Midi, appuyées par La Source, Cambon, Barère, Marat, furent, séance tenante, formulées en un décret, enjoignant à Paoli et à son procureur-syndic de se démettre de leurs fonctions et de venir se justifier à la barre de l'assemblée. Ce décret fut expédié par un courrier extraordinaire, et peu de jours après, Delcher et Salicelli partaient pour la Corse, munis de pleins pouvoirs civils et militaires. En même temps, l'escadre de la Méditerranée recevait l'ordre d'aller prêter main-forte à l'autorité des délégués de la Convention.

Le foudroyant décret trouva Paoli à Calvi et l'étonna sans l'ébranler ; cet ultimatum ne lui arracha même d'abord qu'une assez timide protestation (26 avril) de la pureté de ses sentiments et de la loyauté de ses intentions. Mais il était sur une pente où l'on ne s'arrête plus. L'obéissance c'était la prison, peut-être la mort ; car être accusé de lèse-nation, c'était être déjà condamné. La résistance, c'était peut-être le succès, la gloire, en tout cas le salut. Paoli opta pour ce dernier parti, et quand Napoléon, à son insu, avait l'obscur et héroïque courage de le défendre par la pétition que nous avons mentionnée, Paoli était déjà coupable. La consulte de Corte avait appelé aux armes le peuple corse et arboré l'étendard d'une seconde Vendée, encouragée, comme la première, par les décevantes promesses de l'Angleterre.

Napoléon, cruellement désabusé d'une illusion que Joseph avait cessé de partager le premier, et que Lucien, fidèle compagnon de Paoli, tant qu'il parut fidèle à lui-même, n'abandonna que le dernier, Napoléon dut briser sa plume de

---

<sup>1</sup> Dans un de ces premiers moments qui électrisent les âmes ardentes et font sentir le besoin de s'épancher, il dit à Ortoli, un de ses capitaines : *Si tu pouvais lire au fond de mon cœur, et voir de quoi s'enivre mon âme, tu me traiterais de téméraire ou d'insensé ; je m'abstiens de te le dire, parce que j'ose à peine me l'avouer à moi-même.* (Nasica, p. 245.)

malencontreux défenseur d'un homme que tout accusait désormais, et tirer l'épée du fourreau.

C'est de mai à juin 1795 que se placent les dramatiques épisodes de cette lutte entre Napoléon et Paoli, la France et la Corse, la révolution et la réaction, que terminera, pour Napoléon et les siens, l'odyssée d'un heureux exil, car le bâtiment qui porta en France la famille proscrite et fugitive, devait s'arrêter à Toulon, au premier rendez-vous de la fortune à celui qui devait être longtemps son plus illustre favori.

C'est le 15 mai 1795 que les trois commissaires de la Convention, Lacombe Saint-Michel, Delcher et Salicetti, qui n'avançaient dans la voie dangereuse de la répression qu'un pied après l'autre, et n'osaient dépouiller que successivement et avec précaution l'homme encore national et sacré, revêtu de tant de pouvoirs et de tant de prestiges, cassèrent le directoire départemental, sans toucher encore à l'autorité militaire de Paoli ; car essayer de lui retirer son épée, c'était la lui mettre à la main. Le directoire protesta, lit appel de la sentence des triumvirs au suffrage des assemblées primaires, et, pour retremper à sa source son pouvoir contesté, convoqua pour le 26 mai une consulte générale à Corte, tandis que Paoli qui ne voulait point être juge dans ce procès où il était partie, donnait, en se retirant à Rostino, l'exemple d'un désintéressement plus apparent peut-être que sincère. Car il était déjà trop tard pour reculer. Paoli avait trop l'habitude, pour garder la moindre illusion pacifique, de ces réunions corses dont l'exaltation du sentiment national, la contagion de l'exemple, l'électricité du contact font de véritables embrasements d'opinions et d'idées, où s'allument traditionnellement les torches des luttes civiles. Les commissaires de la Convention ne se trompèrent pas à ces apparences et ils ne virent dans la retraite solennelle de Rostino qu'un alibi destiné à couvrir la participation inévitable, fatale, que, par son nom seul et sa présence en Corse, Paoli prenait à l'insurrection, que la consulte avait pour but de légaliser et d'organiser. Pendant que la maison de Paoli, encore inviolable, abritait les conciliabules et les préparatifs de la réaction, pendant que Lucien, le plus jeune des Bonaparte, entraîné sur les pas de l'ancien dictateur par les restes de l'ancienne admiration et l'attrait d'un prestige encore irrésistible, le suivait à Rostino dans l'espoir d'un de ces actes héroïques faits pour justifier l'aveuglement de sa confiance et le courage de sa fidélité, la famille Bonaparte et les familles alliées qui partageaient la conviction et le danger de son dévouement à la révolution et à la France, se réunissaient, se concertaient avec les délégués de la Convention, se multipliaient enfin pour la résistance et la défense contre les attaques prochaines. La signora Letizia, digne mère de tels fils, saisie de nouveau de l'enthousiasme de la lutte, s'y préparait de nouveau avec une virile et martiale résolution ; et l'ancienne amazone, compagne fidèle de Paoli dans la cause sacrée de l'indépendance, désertait avec une sorte d'indignation inspirée, ce drapeau adultère de l'infidélité à la France et de l'union avec l'Angleterre. Épouse, elle avait vu avec raison aux côtés de son mari, armé pour une guerre sacrée, l'honneur et le devoir. Mère, elle voyait avec non moins de raison le chemin à suivre à côté de ses fils. Elle allait, aux deux extrémités de sa jeunesse, illustrer, après sa résistance à la France conquérante et oppressive, son dévouement et sa fidélité à la France devenue la patrie et la liberté.

Dans un conseil de famille présidé par elle, Letizia Ramolino opta nettement pour le parti qu'elle considérait comme seul légitime, et après avoir fixé à chacun son rôle, elle rompit, par le rappel de Lucien, le dernier lien qui rattachait encore à Paoli une famille pour la conquête de laquelle il n'avait négligé aucune prière ni aucune menace, et dont la perte équivalait pour lui à celle d'une armée. Aussi

mit-il tous ses soins, fit-il tous ses efforts, dans ce prologue de ruse qui précède toujours le drame de la force, pour neutraliser les ennemis qu'il ne pouvait avoir pour amis, et la première période de la lutte qui devait aboutir à une séparation momentanée semble se concentrer exclusivement entre les Bonaparte, les Giubega, les Gentili, les Casabianca, champions et héros de la révolution et de la France, et les Paoli, les Pozzo di Borgo, les Peraldi, les Colonna di Leca, chefs et représentants du parti contraire.

Dans ce pays, à la fois démocratique et féodal, qui est la Corse, toutes les guerres sont des guerres de clan, et la troupe des paysans et des citadins, serviteurs de la glèbe ou clients de la maison, se range derrière les patrons, comparses obscurs, intrépides fidèles, de la scène qui ne se joue qu'entre acteurs principaux, C'est là ce qui explique le rôle individuel, original, prépondérant des trois frères Bonaparte dans ces manœuvres et ces menées qui précéderont la lutte flagrante, leur influence sur les résolutions des commissaires de la Convention dont ils dirigent la foudre, et l'acharnement de Paoli contre ces trois messagers, orateurs, soldats de la résistance.

Joseph, l'aîné de la famille, avec un zèle, une raison et un succès qui fortifient l'autorité qu'il y exerce et qui ne s'incline que devant les oracles de Napoléon, — proclamé non son chef, mais son futur honneur par la voix mourante de l'archidiacre Lucien, et salué grand homme durant cette prophétique agonie<sup>1</sup>, — Joseph, membre du Directoire départemental, puis élu juge à Ajaccio, est à Bastia, où l'appelle Salicetti et où le retiendra Lacombe Saint-Michel, dont il sera le conseil et l'auxiliaire.

Napoléon, délivré, dès le mois de mars, par le licenciement de son bataillon de volontaires, justement suspect à Paoli, des devoirs de ce commandement, se consacre tout entier à préparer la résistance et à lui assurer des places et des munitions. Il se multiplie avec cette sorte d'ubiquité fantastique dont il gardera le secret. Il est tour à tour, et comme en même temps, infatigable, insaisissable et imperturbable, à Corte, à Calvi, à Ajaccio, luttant par l'éloquence de la place publique contre la propagande séparatiste, tentant sur la citadelle d'Ajaccio un audacieux coup de main, parcourant les lieux propres au combat et en gravant la topographie dans son infaillible mémoire, errant dans les îles et les maquis.

Toujours poursuivi en vain par les sicaires de Paoli, et toujours protégé par la Providence qui veille sur lui, il trouve toujours à propos des guides comme le pâtre Bagalino, des amis comme le maire d'Ajaccio, Jérôme Levie, des messagers comme Costa de Bastelica ; tels sont les noms modestes associés à jamais, dans la pensée de Napoléon, à la gloire de ces premiers jours héroïques, dont le souvenir, mêlé à celui de la patrie, faisait palpiter son cœur à Sainte-Hélène et lui dictait ces codicilles, où sa reconnaissance donna l'immortalité aux fidélités propices, aux dévouements courageux, auxquels il dut, dans ces critiques épreuves de mai et de juin 1795, la liberté et peut-être la vie. Car la haine en Corse ne pardonne pas, et à plusieurs reprises Bonaparte se trouva exposé à des dangers plus redoutables que celui de tomber entre les mains des gendarmes de Paoli. Paoli ne voulait qu'un otage, mais il fallait une victime à ce délire de patriotisme qu'il avait déchaîné, et ce n'est que par miracle que

---

<sup>1</sup> Telle est la version qui semble plausible, — quoique contrariant un peu les termes sans restriction du récit du Mémorial, qui n'admet ni partage ni réserve, — des *Mémoires* de Joseph. § Ier, p. 17 et p. 117.



Bonaparte errant, poursuivi, proscrit, put échapper aux balles de l'embuscade et au stylet du guet-apens<sup>1</sup>.

Pendant ce temps, Lucien, trop jeune pour seconder ses frères dans le conseil ou dans le combat, concourait du moins à la société populaire, dont le jeune élève d'Autun, de Brienne et d'Aix, arraché à la rhétorique par la révolution, était le plus brillant orateur, à leur faire des partisans, et, dès la fin de mai, il partait pour Marseille à la tête d'une députation de ses auditeurs pour chercher à ceux qui lui étaient chers des défenseurs ou des vengeurs. Car il n'y avait plus d'illusions à se faire sur leur sort. Il n'était plus permis de part et d'autre, dans la Corse en armes, que de vaincre ou de mourir. La consulte, convoquée et réunie au couvent de Saint-François, à Corte, avait, après avoir élu Paoli pour président, Leonardo pour vice-président et Pozzo di Borgo pour secrétaire, reconnu en principe l'autorité de la France, mais en repoussant, pour ainsi dire, celle de la république, dont elle proscrivait les prêtres constitutionnels et refusait les assignats. Elle créa d'office Paoli généralissime, maintint le Directoire, décida la réorganisation immédiate des quatre bataillons de milice nationale corse, et usant des armes de ses adversaires, déclara suspects et mit au ban du pays les Salicetti, les Bonaparte, les Arena, désignés aux patriotes comme otages ou comme victimes morts ou vifs.

C'était une déclaration de guerre, et pour qu'on ne s'y trompât point, le 3 juin, deux mille insurgés, commandés par Leonetti, neveu de Paoli, attaquèrent Calvi, d'où Arena et le colonel Sinetti parvinrent à les repousser. Partout retentit le cri : *Aux armes !* Partout les rochers, les défilés, les forêts fournirent à des postes d'insurgés leur forteresse imprenable et leur inaccessible abri, partout les anciens soldats de l'indépendance, ralliés au nom magique de Paoli, reprirent, avec les anciennes armes, l'ancien fanatisme, disant, dans leur langage énergique et naïf : Viva Paoli !

— *Che il solo Paoli ci governi ! — Noi vogliamo tutto cio che vuole ! — Guai a suoi nemici !*<sup>2</sup>

Le lendemain de la consulte du 26 mai, Joseph dit à Napoléon : *C'est chose faite, Paoli pense, agit comme un factieux, nous devons rompre avec lui, car dans quelques jours il le deviendra sans doute.*

Napoléon approuvait silencieusement, pâle et absorbé par la douleur de ce déchirement et la pensée de l'avenir. C'est alors que Lucien, affranchi de toute illusion, émancipé de toute tutelle, venait se joindre à ses trois frères.

L'ancien chef de notre pays, l'ami de notre père, l'homme que nous admirions, que nous aimions le plus, était d'un côté, *la France était de l'autre*. Nous nous séparâmes de Paoli<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Nous n'avons pu que résumer rapidement le récit de ces vicissitudes et de ces pérégrinations dont on trouvera les détails dans Bégin, *Histoire de Napoléon, de sa famille et de son époque*, t. I, p. 307 à 325 ; dans Coston, p. 257 et suivantes, mais surtout dans Nasica, p. 246 à 255. Les *Mémoires* de Lucien et de Jérôme sont peu abondants et peu précis sur ce point.

<sup>2</sup> *Vive Paoli ! Que le seul Paoli gouverne ! Nous voulons tout ce qu'il veut ! Malheur à ses ennemis !*

<sup>3</sup> *Mémoires de Lucien*, t. I, p. 27.

Le 21 juin, Delcher et Salicetti, laissant l'autorité aux mains de Lacombe Saint-Michel, s'embarquèrent pour aller rendre compte à la Convention, demander un nouveau mandat et surtout des moyens de l'exécuter.

La vengeance de la république, plus lente que sa justice, se fit quelque peu attendre. Ce n'est qu'à la fin de juillet que Delcher et Salicetti revinrent montés sur une escadre, accompagnés de troupes assez nombreuses, armés enfin des foudroyants décrets du 1er et du 17 juillet, rendus sur le rapport de Barère, organe du Comité de salut public. Mais il était déjà trop tard. L'insurrection était armée, soudoyée, soutenue par la présence d'une escadre étrangère. Paoli échappait à la France, mais ce n'était qu'au prix d'une défection et d'une alliance avec l'Angleterre, de tutélaire bientôt devenue oppressive. Les Corses n'avaient fait que changer de maîtres sans changer de sort. Mais du moins ils avaient pu proscrire les partisans de ceux qu'ils considéraient comme des ennemis. La maison de la famille Bonaparte brûlait encore, et ses membres dispersés, errants, se retrouvaient à grand'peine, sans autres biens désormais que l'honneur, la vie et la liberté, emportés à Toulon sur le vaisseau libérateur de Lacombe Saint-Michel. Il nous reste à raconter cet exode, accepté par madame Bonaparte avec un courage à la romaine, et, clos par un de ces mots héroïques dignes de Plutarque.

Pendant que Lucien, de sa juvénile éloquence, enflammait, à la société populaire de Marseille, les passions généreuses dont devait sortir la délivrance ou la vengeance des siens ; pendant que Joseph, à Bastia, secondait de son concours le plus actif et le plus dévoué les efforts de Lacombe Saint-Michel et y provoquait le ralliement des amis de la France ; pendant enfin que Napoléon poursuivait, à travers les dangers les plus critiques, au milieu de la haine des nobles et des bourgeois réactionnaires, de la sympathie des pâtres et de la protection des bandits, attirés à cette cause hardie par une sorte de fascination naïve, une aventureuse odyssee, Letizia Bonaparte demeurait à Ajaccio.

Là, entourée du fidèle Fesch, de Marianne et de ses sœurs, et de ses deux plus jeunes fils Louis et Jérôme, inquiète de cœur et sereine de visage, suspecte mais respectée, domptant de son intrépide sourire les menaces d'une populace égarée, elle représentait, pour ainsi dire, à elle seule, au milieu de la désertion de ses amis, qu'elle n'avait pas voulu suivre, et de la multitude croissante de ses ennemis, qu'elle n'avait pas voulu craindre, la cause de la France. Une sorte de vénération universelle protégeait, plus efficacement que tous les gardiens, cette femme rendue sacrée par le courage, la vertu, la charité, et devant les colères encore généreuses de la multitude enivrée des anciennes passions de l'indépendance, forte par sa faiblesse même. Idole de la population d'Ajaccio, où il était peu d'hommes et surtout de femmes qui ne lui dussent un exemple ou un service, elle maintenait par cette attitude calme et grave et retrepait parfois par ces témérités dont la sublime folie plaît à la foule, qu'il faut savoir braver à propos, un prestige irrésistible, rival de celui de Paoli lui-même, et contre lequel il ne luttait qu'avec ménagement, aimant mieux, pour sa propre popularité, éloigner une telle femme que la combattre. Mais, sourde aux insinuations de ce genre, aveugle aux dangers croissants de sa situation, madame Bonaparte, oubliant le présent, le cœur au passé, l'esprit à l'avenir, attendait le signal de ses fils, le seul auquel elle voulût obéir, et les laissait sans nouvelles, ne voulant pas mêler les craintes domestiques aux patriotiques sollicitudes qui les absorbaient. Elle regardait d'ailleurs comme un devoir de maintenir à Ajaccio la résistance du groupe d'amis fidèles que son exemple avait électrisés, et de garder intacte l'occasion d'un retour triomphant des siens. Inspirée par cette mâle pensée, elle

faisait du fond de son asile de quotidiennes sorties au milieu de la place publique, et un jour on la vit haranguer la multitude et défendre victorieusement par son éloquence et ses reproches le drapeau français, qu'une troupe hostile allait renverser du faite de l'hôtel municipal d'Ajaccio. Cependant, malgré tout, ce n'était là que gagner du temps, et Paoli, qui n'en voulait point perdre, fomentait dans la ville un soulèvement de ses partisans, avec lequel eût concordé une invasion de ces paysans fanatisés dont se composait surtout son armée. Poussé, d'ailleurs, par des amis moins généreux que lui, qu'alarmait et qu'exaspérait cette neutralité d'Ajaccio, maintenue par une femme assistée de quelques serviteurs courageux comme elle, il venait de donner l'ordre de la faire cesser, de s'emparer, dans madame Bonaparte et sa famille, d'otages précieux, et de les empêcher à jamais de rentrer dans leur maison, en désignant aux torches incendiaires cet asile, plus gênant pour lui qu'une forteresse.

Le lendemain du jour fatal de l'ordre donné par Paoli, dans le but de faire un exemple capable d'intimider à jamais toute résistance à ses projets, la veille du jour plus fatal encore de l'exécution de cet ordre, madame Bonaparte en fut informée par la fidélité qui veillait autour d'elle en même temps que la trahison. Costa, de Bastelica, le plus intrépide et le plus sagace des clients de sa famille et des courtisans de son adversité, se présenta chez elle furtivement, à la brune, accompagné d'une troupe de gardes du corps improvisés, choisis parmi les gars les plus robustes et les plus déterminés de cette population de chasseurs et de bergers de Bocognano et de Bastelica, toujours errante dans les âpres gorges et les sombres forêts de châtaigniers du Mont-d'Or. Il ne faisait que devancer de quelques instants Tartaroli et Ugo Peretti, chefs de la bande ennemie chargée de faire la famille prisonnière et de saccager sa maison. Madame Bonaparte, après une courte hésitation-entre des devoirs qui lui semblèrent un moment également impérieux, se décida à donner la préférence à celui du salut et elle se retira, moins pour fuir le danger que pour éviter un crime à ses ennemis et une douleur à ses fils.

Accompagnée de Fesch, entourée de Louis, Marie-Anne et Pauline, elle va chercher à son domaine de Milelli une retraite provisoire. Jérôme et Caroline demeurent à Ajaccio, mais cachés sous le toit de leur aïeule maternelle. Les clefs sont remises à l'intendant Braccini, chargé de procéder au sauvetage des effets les plus précieux et des archives domestiques.

La maison venait à peine d'être évacuée, qu'un détachement de troupes sorti de la citadelle fond sur elle comme sur une proie et se retire en maugréant, après avoir constaté le départ.

Le lendemain, c'était au mois de juin 1795, Tartaroli et Peretti faisaient leur entrée à Ajaccio et trouvaient manqué le but principal de leur expédition. Le soir, l'abbé Coti, procureur-syndic du district, court à Milelli jeter l'alarme et déjouer une surprise déjà concertée entre les chefs de la troupe réactionnaire. La villa ne peut soutenir un siège ; il est trop facile de la tourner ou de la forcer. Le résultat d'une rapide délibération, présidée par madame Bonaparte, est l'abandon de cet asile précaire. Et voilà la famille errant, sous la protection de son escorte, au milieu des ravins de la côte, cherchant à l'horizon la voile libératrice. Après des détours pénibles et plus d'un faux pas dans les fondrières, plus d'un accroc aux broussailles, la troupe fugitive arrête sur les hauteurs d'Aspreto sa course nocturne et installe, sous la garde des paysans fidèles, le fusil au poing, le stylet prêt à sortir de sa gaine, un bivouac passager, au son mélancolique des horloges lointaines frappant les douze coups de minuit, tristes comme des adieux. A une

heure, après un court repos sur l'herbe, on reprend la marche haletante à travers les blés de la plaine de Campodiloro, et l'on traverse à gué, sur un cheval de hasard, le torrent de Capitello. Enfin l'on prend pied dans les maquis encore vierges, où la hache fraye un sentier étroit à ces pieds délicats. On allume du feu et l'on s'endort d'un sommeil sans cesse interrompu par des bruits suspects, parfois même par le passage d'une troupe hostile conspirant tout haut, en marchant, la vengeance du lendemain.

Le lendemain, en effet, dimanche, la maison Bonaparte fut livrée au pillage, et les futurs géôliers de la famille Bonaparte, déçus dans leur attente, se vengèrent sur les meubles de la fuite des habitants. On emporta jusqu'aux gonds des portes et des fenêtres. On finit par y mettre le feu, que fit bientôt éteindre la seule crainte d'endommager les maisons patriotes du voisinage.

À ce moment, de l'observatoire de la montagne voisine, la famille Bonaparte, prête à jeter un dernier regard et un dernier adieu à la ville natale et à la maison paternelle, considérait tristement, sur un signe ému de Costa, une haute colonne de flamme et de fumée surgissant du groupe des bâtiments familiaux.

— *Ecco la vostra casa che abbruccia, signora Letizia*, disait ce fidèle ami les larmes aux yeux. *Voilà, signora Letizia, voire maison qui brûle.*

— *Eh ! che importa ? La redifichiamo più bella.* Eh ! qu'importe ? Nous la rebâtirons plus belle, répondait stoïquement la courageuse mère. Et elle levait les mains au ciel en criant : *Viva la Francia ! Vive la France !*

C'est avec ce cri que quelques jours après, la famille vagabonde et proscriée, toujours guidée par le fidèle Costa, faisait à une flottille française, partie de Bastia et arrivant dans les eaux d'Ajaccio, des signaux enfin aperçus. Napoléon, inquiet du sort des siens, avait devancé, dans un chebeck bon voilier, le gros de l'escadre et s'avançant en éclaireur, avait poussé jusqu'à Provenzale, rendez-vous des bergers de sa famille, une pointe de reconnaissance. Là, il avait appris en quelques mots les sinistres nouvelles. Par ses ordres, un messager courant à Bastelica en rapportait le lendemain l'assurance de l'heureuse fuite des siens. Mais en l'attendant Napoléon veillait, sans se douter que la haine de ses ennemis lui préparait, à Provenzale même, un dernier guet-apens auquel il n'échappa qu'en se jetant à la mer, et en essayant une fusillade dont la mitraille du chebeck punit l'agression.

Recueilli à bord, Napoléon fait mettre la voile au vent du côté du golfe d'Ajaccio, où il entre grelottant, mais oubliant, pour ne songer qu'aux siens, le danger qu'il vient de courir. La Providence lui ménageait, en échange de tant de traverses, la compensation d'une agréable surprise. Sur la côte, un point noir qui se divise s'agite, grossit. Le cœur de Napoléon palpite. Il fait signe de stopper. Plus de doute ! On hèle le canot. On s'approche. Ce sont des voix amies ; bien plus, des voix les plus chères de toutes. Napoléon a distingué celle de sa mère, qui l'a reconnu de loin et qui, insensible au malheur, s'évanouit presque de joie entre les bras de Costa. Napoléon impatient se jette à la mer. On s'embrasse, on pleure, on rit à la fois. Tout est oublié. Un dernier regret au passé : *Adieu, Corse !* Et maintenant à la grâce de Dieu qui fait l'avenir. *Vive la France !*

La famille une fois recueillie à bord du chebeck qui la conduisit à Calvi, chez les Giubega, où devaient la rejoindre Jérôme et Caroline, Costa remercié comme il devait l'être, Coti embarqué à bord de la frégate du commissaire de la Convention, Napoléon, qui ne voulait pas partir sans avoir essayé de reprendre Ajaccio, concerta une attaque par terre, combinée avec une attaque par mer.

Mais les frégates françaises, dispersées par le gros temps, menacées par la flotte anglaise, signalée à l'horizon, purent à peine s'emboîser sous le feu trop bien nourri de la citadelle. Napoléon se trouva deux jours dans la position la plus critique, abandonné dans la tour de Capitello qu'il avait voulu occuper avec une poignée de soldats et une pièce de canon, à court de munitions et de vivres, et attendant bravement des renforts, tout en tenant en respect, par des volées intermittentes de mitraille, les assiégeants intimidés. A peine une embarcation put-elle fendre la houle et s'approcher de la côte, qu'il en reçut, non l'avis du débarquement attendu, mais l'ordre de se replier immédiatement sur l'escadre, que le représentant du peuple Lacombe Saint-Michel tenait à mettre à l'abri des boulets rouges de la citadelle. Napoléon obéit et évacua la tour, qu'il fit sauter, et dont la ruine éventrée est demeurée la dernière trace de son passage dans cette Corse qu'il ne devait plus revoir qu'en passant une fois, au retour d'Égypte.

**LIVRE DEUXIÈME**

**LE GÉNÉRAL BONAPARTE**

**1793-1800**

## CHAPITRE PREMIER

# LE SIÈGE DE TOULON

1793

Jérôme Bonaparte demeure à Calvi. — la famille Bonaparte à La Valette et à Marseille. Le futur cardinal Fesch est employé dans les vivres. — Joseph Bonaparte revient de Paris, chef de bataillon et commissaire des guerres. — Il épouse mademoiselle Clary. — Lucien Bonaparte, garde-magasin des vivres à Saint-Maximin. — Louis Bonaparte demeure auprès de sa mère. - Napoléon Bonaparte à Nice. — Souper à Nice, en mars 1793, avec Desgenettes. — Extrait des Souvenirs de ce dernier. — Bonaparte est envoyé en mission à Vonges. — Il est arrêté au passage et employé par le général Carteaux. — Il prend part à l'expédition de la colonne chargée de réprimer l'insurrection du Midi. Le souper de Beaucaire. — Révolte et trahison de Toulon. — Bonaparte en reçoit la nouvelle à Auxonne. — Il court à Paris et en revient chargé du commandement provisoire de l'artillerie du siège de Toulon. — Entrevue avec le général Carteaux. — Coup d'œil rétrospectif sur les événements. — Impéritie et imprévoyance de Carteaux. — Détails sur les dispositions de défense et d'attaque. — La batterie du général Carteaux. — Bévues et conflits. - Sortie du 14 octobre. — Le Petit-Gibraltar. — Le plan du général le fait disgracier. - Bonaparte essaye d'exécuter le sien sous son successeur le général Doppet. — Nouveaux obstacles et nouveaux déboires. — Le général en chef Dugommier. — Le chef de bataillon Bonaparte est fait colonel à la suite du succès du 30 novembre, où le général en chef anglais, O'Hara, est fait prisonnier. — Assaut du 16 décembre. — Le Petit-Gibraltar est pris. — La flotte anglaise évacue et incendie Toulon. — Entrée des troupes républicaines. — Sanglantes représailles. — Examen et réfutation d'une calomnie historique. — Bonaparte sauve la ville qu'il a prise. — Premiers compagnons de gloire. — Bonaparte général de brigade d'artillerie. — Résultats, pour la France et pour Napoléon, du siège de Toulon.

Nous avons esquissé avec quelque détail, sous l'influence d'un attrait que nous ne dissimulons pas, en souhaitant qu'il soit partagé par le lecteur, l'histoire intime et domestique de la jeunesse de Napoléon durant cette longue attente de l'occasion, et cette lente préparation au rôle providentiel qui doit servir de leçon à toutes les impatiences. Nous avons développé, avec quelque complaisance, les enseignements résultant de ces sept années d'épreuves, et de cette halte au grade le plus modeste, d'une ambition et d'une destinée qui vont s'élancer au but avec les ailes de la gloire, parce que nous trouvions là le plus décisif des exemples, le plus saisissant des contrastes et, en même temps, la nouveauté de révélations piquantes, dont l'originalité a été à peine, jusqu'à ce jour, déflorée par l'histoire. Aujourd'hui nous sortons de cette mystérieuse pénombre de la jeunesse laborieuse et pauvre, pour entrer dans la triomphante lumière de la virilité publique et glorieuse. Rien désormais de caché, d'intime, de modeste dans cette existence vouée à la gloire et condamnée au char de triomphe. Aux fleurs naissantes ont succédé les fruits épanouis. Les violettes timides sont éclipsées et étouffées, désormais, par le laurier. Le héros a remplacé l'homme, et dans quelques années l'Empereur remplacera le général. De là, pour nous, l'obligation étroite de conformer notre ton à la grandeur des choses, et de donner au récit quelque chose de la vivacité, du mouvement, du feu de ces événements clairs, rapides et pressés comme le défilé d'une armée de vainqueurs. Désormais cette histoire n'est plus qu'une succession de tableaux. Trop heureux si nous pouvons en proportionner dignement au sujet le nombre et la valeur ! Trop heureux si nous parvenions à réaliser ce tour de force qui nous est imposé, de suivre, d'un pas égal au sien, cette vie marchant désormais au pas de charge de la victoire ; et si, comme notre héros, nous pouvions mettre une pensée sous chaque mot et une action dans chaque phrase !

C'est dans les premiers jours de juin que la famille Bonaparte, à la suite des circonstances dramatiques que nous avons racontées au chapitre précédent, se trouva réunie à Calvi, au milieu de la sympathie hospitalière de la ville demeurée fidèle. Les Paravicini, les Giubega, les Casablanca luttèrent de soins et de dévouement pour alléger l'infortune imméritée qui ajoutait un nouveau lustre aux anciennes gloires de la maison, rajeunies par la popularité de ces héroïques malheurs. Après quelques jours de repos, il fallut partir et monter sur cette escadre qui représentait la France, la patrie, la liberté, auxquelles la famille Bonaparte venait de faire le sacrifice de sa fortune, de sa sécurité, de l'abri paternel et du séjour natal. Jérôme, trop jeune pour n'être pas gênant dans cette première campagne d'exil et de pauvreté, où les trois frères aînés avaient besoin de toute la liberté de leurs mouvements pour corriger le sort et dompter la fortune, demeura auprès du général Casabianca, qui ne tarda pas à donner pour premier exemple à un pupille déjà digne de le comprendre, l'intrépide et heureuse défense de Calvi et le maintien de ce boulevard de la république au milieu de la Corse soulevée.

Madame Bonaparte, accompagnée de Fesch et de ses trois filles, débarqua, en juin 1793, à Marseille<sup>1</sup>, où la protection des commissaires de la Convention assura immédiatement aux réfugiés patriotes corses, légèrement déçus dans leurs espérances par un accueil sympathique, sans doute, mais qui n'eut rien de triomphal, un asile et des secours dont la parcimonie se ressentait peut-être un

---

<sup>1</sup> Les *Mémoires* de Joseph fixent pour point d'arrivée en France à la famille proscrite, Toulon, et la Valette pour son premier séjour, t. I, p. 55. Marseille n'aurait donc été que le second.



peu trop de l'égalité, de la fraternité et de la pauvreté du temps. Pour ajouter à ces ressources précaires, Napoléon, Joseph et Lucien, les trois aînés, associèrent immédiatement, dans la triple direction où les jetèrent les vicissitudes d'une carrière aux débuts orageux comme l'époque elle-même, les étions de leur activité et de leur dévouement. Ces efforts furent bénis, et la mère de famille reçut, dans le concours de ses fils, la première récompense de ses efforts pour les bien élever et, rassurée sur l'avenir, put borner ses sollicitudes à celles de l'affection, et ses regrets à ceux d'une séparation inévitable. Devant la nécessité commune, jointe à l'obligation de pourvoir à son sort particulier, le futur cardinal Fesch, abandonnant pour le moment ses fonctions de tuteur, d'intendant, de secrétaire de madame Letizia, avait accepté un poste dans l'administration des subsistances militaires et avait été attaché, en cette qualité, à l'état-major du général Montesquiou, dont l'armée était destinée à occuper la Savoie et à opérer jusqu'aux Alpes liguriennes. C'est de cette façon modeste, mais honorable, que le futur prince de l'Eglise préludait à la brillante métamorphose qui devait le rendre à sa véritable destinée, et en attendant qu'il pût réaliser l'appel, des plus inopportuns alors, de sa vocation religieuse, profitait des devoirs de son état pour apprendre les affaires, et de ses occasions pour choisir, dans les collections vendues à bas prix, les premiers tableaux de sa future et célèbre galerie, avec le goût d'un Italien et la pratique habileté du Suisse.

Quant à ses trois neveux, à peine la mère et les sœurs installées à l'hôtel Cypières, rue Lafont, dans un asile provisoire auquel devait succéder l'appartement de la rue et du faubourg de Rome, ils suivirent chacun leur destinée particulière, gardant pour lien de ralliement de leur absence la commune affection et le commun respect pour leur virile mère.

Joseph partit pour Paris, où la recommandation de Salicetti, et le chaud appui des six députés de la Corse lui valurent bientôt une première récompense de ses services. Désigné pour accompagner la commission des représentants du peuple envoyés dans le Midi soulevé par le mouvement fédéraliste et royaliste, dont le coup d'Etat montagnard du 31 mai avait été le signal, Joseph traversa avec eux le siège de Lyon et celui d'Avignon. Bientôt la nécessité d'investir Toulon révolté et d'incorporer à l'armée de siège les six mille hommes destinés à l'expédition en Corse, ajournée, l'arrêta sur le théâtre que son frère allait illustrer à jamais par la première scène du drame napoléonien.

L'ancien membre du directoire de Bastia, l'ancien juge au tribunal d'Ajaccio, l'ancien commandant des volontaires corses, employé à l'état-major général comme chef de bataillon, par décision des représentants du peuple, paya bravement sa dette à ses nouveaux devoirs et fut blessé à l'attaque du cap Brun. Mais d'un génie plus administratif que militaire, il ne tarda pas à recevoir, de la confiance des délégués de la Convention et de la faveur de la fortune, une mission selon ses goûts, et bientôt selon son cœur, qui attira fréquemment à Marseille le commissaire des guerres Bonaparte. Bientôt, l'amour l'y retint et le mariage l'y fixa. Par ce mariage, justifié par sa figure et ses qualités, et par ces faveurs de la nature qui rachetaient amplement les disgrâces du sort, le descendant d'une des plus anciennes familles de Corse entra dans une des plus riches familles de Marseille, les Clary, sorte de dynastie bourgeoise et marchande où la probité, l'habileté et le succès étaient héréditaires, et qui tenait la tête de la notabilité locale. Joseph Bonaparte épousa, le 1er août 1794, Marie-Julie Clary, sœur aînée de cette Eugénie-Bernardine-Désirée, d'abord future de l'infortuné général Duphot et enfin femme de Berna dotée, et reine comme sa sœur.

Lucien Bonaparte, placé dans l'administration des subsistances militaires, alla, dès la fin d'août, prendre possession, à Saint-Maximin (Provence), de l'emploi de garde-magasin des vivres, vacant par la promotion du titulaire au grade d'inspecteur. Le jeune et bouillant orateur des sociétés populaires d'Ajaccio et de Marseille n'eut pas de peine à renouveler sur ce théâtre inférieur du club de Saint-Maximin, des succès qui, à cette époque où la parole était l'arme la plus redoutable et fournissait à ses adeptes tous les moyens de l'action, firent bientôt de l'éloquent réfugié patriote, président de la société populaire, le chef du comité révolutionnaire, c'est-à-dire le chef du gouvernement local.

Hâtons-nous de dire que Lucien, aussi généreux de cœur qu'exalté d'esprit, eut assez d'empire sur lui-même, à l'âge des passions, pour ne pas abuser de son empire sur les autres. Il n'en profita, au contraire, que pour épargner à la petite ville, dont il eût pu être le tyran et dont il fut la Providence, les bienfaits de la Révolution en lui épargnant les désastres de la Terreur. Si le club de Saint-Maximin ne cessa pas d'être plein, les prisons y demeurèrent non vides, car malheureusement, en ce temps où la vertu était un crime et la modération une trahison, il fallait protéger le bien des apparences du mal, et feindre de persécuter ceux qu'on voulait sauver, les prisons y demeurèrent non vides, mais respectées ; et Lucien refusa intrépidement de laisser recruter par les pourvoyeurs de la commission d'Orange des victimes dans ses cachots, asiles plus sûrs pour leurs habitants que leur maison. Demeuré honnête, et malgré cela populaire, en un temps si propice aux fautes et aux déchéances, Lucien demeura également pauvre et, en avril 1793, il avait si peu songé à sa fortune et à son avancement, qu'il n'était encore que simple inspecteur dans l'administration militaire, et quittait Saint-Maximin qu'il avait gouverné et sauvé pendant deux ans — sans autre récompense de son courage civique, plus d'une fois téméraire, et de ces services qui ne l'avaient pas empêché d'être menacé par la réaction royaliste du Midi, ingrate et aveugle comme toutes les réactions, dans sa liberté et dans sa vie — que l'amour d'une jeune fille, d'une famille honorable et pauvre, qu'il épousa en 1795.

Louis Bonaparte, à peine âgé de quinze ans, suivit sa famille à la Valette, près de Toulon, lieu de son débarquement et de son premier et passager séjour, puis de là à Marseille. Il y demeura, après un court voyage interrompu par la nouvelle, fautive d'ailleurs, de la suppression de l'école de Châlons, où il allait subir un examen préparatoire pour l'artillerie, à laquelle il se destinait, jusqu'au moment où il reçut de son frère, déjà le tout-puissant général Bonaparte, le grade de sous-lieutenant, premier degré d'une carrière militaire qui ne fut pas sans honneur.

Nous arrivons enfin à Napoléon, à qui nous allons laisser, non-seulement la place d'honneur, mais toute la place dans cette histoire qu'il remplit désormais tout entière, où sa gloire règne sans partage, et où l'éclat de tout ce qui l'entoure n'est plus que le reflet de ses rayons. Bonaparte avait rejoint, à Nice, le 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie où, depuis le 8 mars 1793, il était capitaine commandant. C'est là qu'impatient de l'occasion, sondant l'avenir, mystérieux pour tous et déjà lucide pour lui, et tout frémissant de l'indignation d'un repos sans gloire, il retrouva Desgenettes, son futur compagnon, avec lequel il avait fait connaissance à Fréjus, à la fin de mars 1793, dans des circonstances qui avaient vivement frappé l'auteur de ces *Souvenirs intimes*, auxquels nous devons un croquis précieux de la physionomie du jeune capitaine commandant à cette époque.

Assis à une table, autour de laquelle soupèrent une trentaine d'officiers, revenus presque tous de l'inutile expédition de Sardaigne, je remarquai deux chefs de bataillon des milices corses, qui se traitaient de frères, et qui m'adressèrent sur Paris plusieurs questions auxquelles je répondis avec empressement, pour lier la conversation avec eux.

L'intérêt toujours croissant que m'inspirèrent ces deux inconnus, me fit désirer, avant de nous séparer, de savoir leurs noms. Un sous-officier corse, qui les servait avec déférence et respect, et auquel je m'adressai à cet effet, me répondit : Ils se nomment Bonaparte. Celui qui paraît le plus jeune est pourtant le plus vieux ; c'est le comte ou Joseph ; l'autre, le canonnier, est un fier militaire ; s'il nous avait commandés, il y a quelques jours, nous ne serions pas ici, et la République tiendrait un bon morceau de plus du royaume des marmottes. Mais on se reverra, et vous entendrez parler, un de ces matins, du cadet des Bonaparte. L'aîné, beau comme Antinoüs, était aussi aimable qu'enjoué ; tandis que le canonnier, hâve et décharné, avait les traits sévères, et quelque chose du second des Brutus. Joseph caressait son second frère, et celui-ci avait visiblement pour le premier les égards et les prévenances dont, parmi les nobles, les chefs de la famille ont toujours été l'objet. Napoléon causait beaucoup, mangeait et buvait fort peu.

Les deux convives de mars à Fréjus se retrouvèrent à Nice en juin, et Napoléon, de nouveau curieusement sondé sur ses projets par l'observateur et sagace Desgenettes, manifesta un profond dégoût de l'oisiveté et la ferme volonté de tout faire pour changer de théâtre : **Je vais m'éloigner le plus promptement possible de cette Capoue qui ne mérite plus le nom de ville de guerre depuis que le maréchal de Berwick en a fait sauter le château**, lui dit le jeune et pensif ambitieux, devant lequel on s'inclinait déjà sans savoir pourquoi.

Vers la fin de juin, il reçut du chef de brigade Dujard, commandant l'artillerie de l'armée d'Italie, l'ordre de partir immédiatement en poste, pour accélérer l'arrivée des poudres de guerre qui étaient annoncées de Vonges<sup>1</sup>, que l'armée attendait, et que l'insurrection fédéraliste, alors flagrante dans tout le Midi, menaçait d'intercepter. Bonaparte partit aussitôt, muni de son ordre écrit, de ses instructions verbales et de 12.000 francs d'assignats, viatique de cet aventureux voyage, dans un cabriolet de poste loué chez un sellier de Nice.

Dans les premiers jours de juillet 1793, nous le voyons s'arrêter non loin de Valence, auprès du général de brigade Carteaux qui, fier d'un premier succès, dirigeait vers le Midi une colonne expéditionnaire destinée à s'opposer, en longeant les deux rives du Rhône, à la jonction des fédérés de Marseille et de Nîmes. Bonaparte reçut-il du représentant Al bitte, délégué par ses collègues Dubois-Crancé et Gauthier, auprès du général Carteaux, l'ordre de s'associer à ses opérations, et d'interrompre une mission évidemment paralysée par le

---

<sup>1</sup> Poudrerie dans le département de la Côte-d'Or, sur la rive franche de la Saône, entre Auxonne et Gray.

soulèvement de Lyon et l'insurrection du Midi, qu'on ne pouvait songer à faire traverser impunément à un convoi de poudre ? C'est possible. Il est encore plus probable que Bonaparte n'eut pas de peine à se dégoûter d'une mission honorable mais stérile pour son ambition et, saisi d'une sorte de pressentiment de sa destinée, s'attacha de lui-même à cette occasion d'action et de gloire qui passait, sous la forme d'une colonne formée des éléments les plus disparates, et commandée par un de ces généraux improvisés, capables parfois de vaincre, mais incapables de profiter de la victoire. Spontanés ou demandés, ses services furent bien accueillis, et, dès le 9 juillet, nous trouvons le capitaine Bonaparte attaché à l'artillerie de l'armée de Carteaux, commandée nominale, en vertu du privilège d'ancienneté, par le capitaine Dommartin.

Le 12 juillet, il est au camp de la Palud, et le 14 il entre avec le général Carteaux, le représentant Albitte et une partie de l'armée expéditionnaire, dans la ville et la citadelle du Pont-Saint-Esprit, évacuée, sur simple sommation, par les douze cents gardes nationaux du Gard qui en avaient pris possession.

Le 25 juillet, Bonaparte est à Orange, et le 24 il arrive à Bagnols, où l'état-major de la section de l'armée dite colonne de la rive droite du Rhône, dont il commande l'artillerie, est fêté par la garde nationale dans un banquet patriotique.

Le 25 juillet, Bonaparte, entré sans résistance à Villeneuve-lès-Avignon, qui n'est séparé d'Avignon que par le fleuve, bat en brèche la plate-forme du rocher et éteint le feu des insurgés d'Avignon qui y ont établi leur batterie. Il coopéra ainsi, efficacement, à la réduction de la ville, où le général Carteaux put faire son entrée, tandis que le capitaine d'artillerie recevait l'ordre de poursuivre son succès et de couper aux bandes sectionnaires en fuite la retraite sur Tarascon. Le 29 juillet, Bonaparte, dont cette première marche, rapide comme l'éclair et prompt comme la foudre, eût décelé le génie stratégique à tout autre qu'à un ignorant bravache comme Carteaux, entra à Beaucaire, où la seule présence de cet énergique officier, au teint pâle et aux lèvres minces, suffisait pour contenir la fermentation populaire.

C'est là que, le 29 juillet au soir, Bonaparte, soupant dans une auberge avec des négociants de Montpellier, de Nîmes et de Marseille, mécontents de la foire déserte et volontiers entraînés, comme tous les marchands méridionaux, à parler de leurs affaires et à se plaindre du temps, fit tourner cette conversation au profit de la cause qu'il défendait et qu'il allait servir par la plume après l'avoir servie par l'épée, c'est-à-dire la cause du seul gouvernement logique, légal, possible, celui de la Convention.

L'Assemblée, en effet, représentait la France, tandis que le mouvement fédéraliste ou royaliste du Midi, suspect par ses auteurs, criminel par ses moyens, funeste par ses résultats, impuissant d'ailleurs et destiné à subir le sort impitoyable des luttes inégales, ne représentait qu'une opinion, qu'une faction, qu'un parti, déshonoré par ses fautes, et qui tout d'abord avait commis la plus grande de toutes, celle d'appeler ou de recevoir l'appui de l'étranger. Telle est la thèse, marquée du caractère énergique d'un temps sans pitié pour les longues phrases et les longs raisonnements, que Bonaparte soutint et développa contre les trois interlocuteurs, avec la triple supériorité et la triple éloquence de son génie, de ses souvenirs et de ses espérances. C'était la thèse de Saint-Just et de Robespierre avec la raison en plus et la terreur en moins. Bonaparte demandait à la persuasion ce que ces extrêmes dictateurs ne savaient demander qu'à la force. Il sentait qu'il y a des erreurs qui ne sont pas des crimes et qu'il faut combattre

par la parole et non par le glaive. Il sentait que la conquête de l'opinion est la seule légitime et durable, et que l'empire de la raison est plus fort, quoique plus doux, que celui de la mort.

Du souvenir de cette conversation caractéristique, à table, entre les quatre murs d'une salle d'auberge, est certainement né, chez le jeune officier, la pensée de se rendre utile et peut-être célèbre en multipliant, par la publicité, et en étendant à l'opinion elle-même, cette facile victoire de sa discussion du 29 juillet, sur les préjugés qui avaient mis à tout le Midi les armes à la main. Il eut l'art de faire partager son opinion aux représentants et au général Carteaux, et c'est ainsi que parut la fameuse brochure intitulée le *Souper de Beaucaire*<sup>1</sup>, apologie raisonnée, sous forme de dialogue, du gouvernement de la Convention ou plutôt de son autorité et de celle de ses comités. Que ceux qui seraient tentés de reprocher à cet opuscule sa vivacité passionnée et ses partialités de circonstance, veuillent ne pas oublier qu'en défendant la Convention, Bonaparte tenu, en sa qualité de militaire, à donner l'exemple de la soumission à l'ordre établi, faisait non-seulement son devoir, mais faisait celui de tout homme logique et sensé. Défendre la Convention c'était, en somme, prendre parti pour la majorité du peuple souverain, représentée par ses délégués, contre la minorité rebelle, instrument de l'émigration et dupe de l'étranger. C'était prendre parti pour l'unité et l'intégrité de la France, compromise par une résistance illégale, anarchique, antifrançaise autant que contre-révolutionnaire, qui avait ensanglanté et déshonoré, par les mêmes excès que la Montagne, ses passagers succès, et qui, nourrissant le dessein de schismes funestes et de vengeances fatales, avait livré à l'étranger les trois clefs de la patrie, Lyon, Marseille, Toulon, où la flotte anglaise et la flotte espagnole combinées débarquaient, le 27 août, dix mille soldats porteurs de l'uniforme ennemi. De tels appuis souillent à jamais une cause, de tels amis ne méritent que le nom de complices, et, sans la part atténuante faite à l'erreur des uns, à l'aveuglement des autres, surtout au délire du temps, on aurait peine, en se reportant aux impressions d'alors, au danger flagrant de toutes parts, à la juste indignation que devait exciter partout la nouvelle des événements de Marseille, de Lyon, de Toulon, on aurait peine, non pas à excuser l'énergie menaçante de certains passages, mais à comprendre la pensée de modération, de clémence, de raison qui a présidé à la composition de cet écrit qui est, en somme et surtout, un appel à la concorde et aux sacrifices du patriotisme.

Perdu dans le bruit et la fumée de cette mêlée, déjà implacable, devenue le duel de la révolution et de la réaction, cet ouvrage n'eut aucun succès, et c'est tout au plus s'il attira quelque attention et quelque faveur sur un officier capable de manier, non moins bien que l'autre, l'artillerie du raisonnement. Mais s'il fut à peu près inutile à l'avancement de Bonaparte, réservé aux faits plus qu'aux paroles et aux événements plus qu'aux hommes, il ne l'est pas aujourd'hui à la ressemblance de cette physionomie, trop souvent dénaturée, de Bonaparte en 1793. Les traits caractéristiques napoléoniens sont déjà tout entiers dans cette religion de l'ordre, ce culte du devoir, ce mépris de l'anarchie, cette haine de l'étranger, cet inflexible bon sens, cette prophétique prévoyance, cette raison décisive, ce style concis où le mot est le vêtement exact, non la parure de l'idée, où la simplicité touche à la poésie, et où l'éloquence résulte de la clarté.

---

<sup>1</sup> Imprimée, en août 1793, aux frais du trésor public, par les presses de Sabin Tournal, imprimeur et rédacteur du Courrier d'Avignon, éditée par Marc-Aurel fils. Réimprimée plusieurs fois, notamment en 1821.

La garde nationale de Beaucaire une fois épurée et organisée, Bonaparte poursuivit son voyage d'exploration indépendante, semé de rencontres et de jonctions avec Carteaux, qui marchait en avant, secondé, sur les ailes, par cet éclaireur-observateur. A Arles, il visite le parc d'artillerie de passage à Trinquetaille et rejoint, à cheval, Carteaux à Saint-Martin de Crau, du 1 au 8 août 1793.

A ce moment, il tombe malade assez gravement pour être obligé de rebrousser chemin vers Avignon, où l'attend un repos nécessaire, dont il consacra le superflu à écrire le souper de Beaucaire et à en corriger les épreuves.

Vers le 22 août 1793, Napoléon partit en poste, toujours dans le fameux cabriolet devenu légendaire, d'Avignon pour Valence, accompagné du sieur Aurel, père de l'imprimeur en chef, institué par le représentant Albitte ; et laissant à Valence son compagnon de route, il passa sous Lyon, où il put servir quelque temps au siège, sous les généraux de son arme, Vau bois et Du Teil. Mais cette coopération hypothétique est demeurée sans preuves, aussi bien que sa présence aux combats de Cadenet et de Solon (11 et 19 août 1793) attestée par quelques historiens, et fondée surtout sur des traditions locales.

Le 28 août, Bonaparte, dont l'itinéraire, à ce moment, prend l'intérêt historique qui justifie ces détails, était à Auxonne, soit qu'il ait essayé d'accomplir sa mission principale en faisant filer sous les murs de Lyon, déjà investi, les poudres de Vonges, soit qu'il ait dû accomplir un autre ordre reçu des chefs de l'armée de Lyon, soit plutôt qu'il ait voulu continuer et épuiser, tout en se rafraîchissant à la source de ses souvenirs de jeunesse, sa campagne d'exploration et d'évaluation des ressources du Midi, en fait d'artillerie et de matériel de siège, et achever de recueillir les renseignements spéciaux qui allaient lui être si utiles. Quoiqu'il en soit, à cette date nous le trouvons dînant à Auxonne chez son ancien professeur de mathématiques, M. Lombard, avec quelques camarades, parmi lesquels un disgracié, et dont cette rencontre relèvera la fortune.

C'est à Auxonne ou à Vonges que Napoléon apprit la catastrophe du 27 août, c'est-à-dire la défection des autorités de Toulon et l'introduction dans le port et dans la place des flottes et des troupes de la coalition anglo-sardo-espagnole. Des circonstances si critiques lui offraient l'occasion d'un rôle décisif, à la condition d'être devinée et saisie sans hésitation. Bonaparte, attentif à cette première avance, encore discrète, de la fortune, courut à Paris, exposa ses vues au comité de Salut public, sous les auspices des représentants qui l'avaient remarqué, obtint l'assentiment de ceux dont tout dépendait alors et luttant de célérité avec les événements, partit en poste de la capitale, arriva à Lyon, s'y embarqua dans un bateau de poste, ne fit à Avignon qu'une courte halte, et le 1er vendémiaire an II (22 septembre 1793) se trouva au quartier général de l'armée de siège à Ollioules, prêt à entrer dans l'exercice de ses délicates fonctions de commandant provisoire de l'artillerie du siège de Toulon, artillerie encore à créer, comme on va le voir.

Le 22 septembre 1793 ou 1er vendémiaire an II, paraissait devant Carteaux, général improvisé, ignorant et fanfaron, dont de faciles succès et un avancement ridiculement rapide avaient exalté la jactance, le capitaine-commandant, en vertu de lettres de service qu'il tenait à la main, de l'artillerie du siège de Toulon, resserré d'un côté par le général Lapoype et de l'autre par le général Carteaux lui-même. Celui-ci, à qui le renouvellement d'une connaissance importune semblait sourire médiocrement, reçut du haut de sa grandeur récente, en mirant à la glace ses dorures et ses panaches avec une complaisance d'héritier qu'eût

assombrie pour tout autre la terrible leçon de la disgrâce de son prédécesseur, le général Brunet, guillotiné un mois plus tard pour n'avoir pas su vaincre, le grave et pâle nouveau venu qui venait lui gâter sa gloire et partager ses lauriers. Bonaparte à laissé le méprisant croquis de cet imbécile gâté par la fortune, et qui coquetait avec la fatalité.

Napoléon arrive au quartier général ; il aborde le général Carreaux, homme superbe, doré, dit-il, depuis les pieds jusques à la tête, qui lui demande ce qu'il y a pour son service. Le jeune officier présente modestement sa lettre, qui le chargeait de venir, sous ses ordres, diriger les opérations de l'artillerie. C'était bien inutile, dit le bel homme en caressant sa moustache ; nous n'avons plus besoin de rien pour reprendre Toulon. Néanmoins, soyez le bienvenu ; vous partagez la gloire de le brûler demain, sans en avoir pris la fatigue<sup>1</sup>.

Et il le fit rester à souper, pour la forme, il est vrai. On s'assied trente à table ; le général seul est servi en prince, tout le monde meurt de faim.

Si le souper du général Carreaux ne valait pas grand'chose, son siège valait encore moins. Et les dispositions prises par lui étaient le chef-d'œuvre de l'impéritie et de l'imprévoyance. On peut en juger par ce seul fait qu'il avait laissé la montagne inaccessible du Faron entre le général Lapoype, son coopérateur, et lui, et ainsi, sans s'en douter, exposait son collègue et s'exposait lui-même à tous les dangers de l'isolement. Il eût payé cher cette première faute si les maîtres de Toulon n'eussent été exclusivement préoccupés alors des soins et des préparatifs de la défense.

Mais il n'est pas sans intérêt, avec Napoléon lui-même pour guide<sup>2</sup>, de faire quelque pas en arrière, pour mieux embrasser l'ensemble des opérations d'un général pire pour la cause qu'il prétendait défendre que l'ennemi, et contre lequel dut tout d'abord lutter son collaborateur.

Carreaux, poursuivant le cours de ses faciles succès sur des troupes insurrectionnelles, indisciplinées et déjà démoralisées, avait chassé devant lui, au sortir d'Avignon occupé, l'armée marseillaise, qui repassa la Durance en désordre. Le 20 août 1793, il s'empara d'Aix, attaqua le camp des fédérés, retranché et armé de vingt pièces de gros canons, le força et entra dans Marseille où la déroute des fuyards du camp de Septèmes et la panique qu'ils semaient partout sur leur passage, l'avaient précédé. Ce fut un sauve-qui-peut général de tous les insurgés sectionnaires, qui se réfugièrent à Toulon, où ils portèrent avec leurs alarmes le signal de l'insurrection, unique chance de salut pour les coupables, que l'infidélité précipitait ainsi dans la rébellion.

Ne pouvant se passer d'appui, cette rébellion les trouva dans la trahison et c'est ainsi qu'on put voir des Français soulevés enfermer au fort La Malgue les représentants du peuple, Bayle et Beauvais, qui y étaient en mission, et menacer du même sort les représentants Fréron et Barras et le général Lapoype qui, plus heureux, purent se sauver à Nice, quartier général de l'armée d'Italie ; c'est ainsi

---

<sup>1</sup> *Mémorial*, t. I, p. 75, 76.

<sup>2</sup> *Commentaires de Napoléon Ier*, publiés à l'imprimerie impériale par les soins de M. Anselme Peletin, t. I, p. 1 à 38.

qu'on put voir, chose plus odieuse encore, un amiral français, Trogoff de Kerlessy, et ses officiers livrer aux ennemis de la France, le port, l'arsenal, la ville, les forts, et l'escadre elle-même. Leurs matelots indignés firent à ce marché conclu sans eux, une héroïque et inutile résistance ; mais abandonnés par terre, menacés par ces mêmes batteries de côte qui devaient les protéger, les vingt vaisseaux de ligne ou frégates français bloqués par les flottes anglaise et espagnole, durent céder à la honte et suivre la fortune déshonorée de leur chef.

Les amiraux anglais et espagnols occupèrent d'abord Toulon avec cinq mille hommes qu'ils détachèrent de leurs équipages ; ils y arborèrent le pavillon blanc, et en prirent possession au nom de Bourbons. Ils furent bientôt renforcés de troupes venues à leur réquisition d'Espagne, de Naples, de Piémont, de Gibraltar. A la fin de septembre, la garnison était de quatorze mille hommes : trois mille Anglais, quatre mille Napolitains, deux mille Sardes et cinq mille Espagnols. Une fois maîtres de la possession et de la défense, les étrangers à la jalousie desquels tout concours de leurs complices était suspect, rendirent hommage à la loyauté des équipages français en les licenciant et en rapatriant cinq mille matelots bretons ou normands qu'ils aimaient mieux savoir chez eux que près d'eux ; en même temps, rendant justice à des auxiliaires déshonorés à leurs propres yeux, et que le remords ou la peur pouvaient pousser à des extrémités dangereuses, ils désarmèrent la garde nationale de Toulon, et ne s'en rapportèrent qu'à eux du sort d'une ville qui n'avait ainsi échappé au joug de la patrie que pour tomber sous la domination étrangère, la pire des servitudes.

Pour assurer son mouillage dans la rade, l'amiral Hood fortifia solidement la hauteur du cap Brun qui domine la batterie de côte de ce nom, et la sommité du promontoire du Caire, qui commande les batteries de l'Eguillette et de Balaguiet, lesquelles maîtrisent la grande et la petite rade. La garnison s'étendit d'un côté jusqu'à Saint-Nazaire et au delà des gorges d'Ollioules ; de l'autre, jusqu'à la Valette et Hyères. Les îles de ce nom, bien entendu, furent occupées.

A la première nouvelle des événements de Toulon, le général Carteaux porta son quartier général à Cuges et son avant-garde au Beausset. Malgré l'appui qu'il reçut du patriotisme local, exalté par une juste indignation, il ne se trouva pas assez fort pour pénétrer avec une division de douze mille hommes que la nécessité de maintenir Marseille et de couvrir certains points de la côte, avait réduite à huit mille, dans les gorges d'Ollioules, qu'il se contenta de cerner.

A peine arrivé à Nice, les représentants Barras et Fréron, de leur côté, avaient préparé le châtimement et la vengeance dus à la République, et sur leur réquisition au général en chef Brunet, six mille hommes détachés de l'armée d'Italie furent dirigés contre Toulon, sous le commandement du général Lapoye, qui plaça son quartier général à Solliès et ses avant-postes à la Valette.

Une fois soutenu, Carteaux se porta en avant et après un combat de quelques heures, le 8 septembre, il franchissait les gorges d'Ollioules et poussa son quartier général au Beausset et son avant-garde au delà des gorges d'Ollioules. Ce premier et facile succès, continuant d'aveugler sur sa valeur, fit nommer Carteaux général en chef de l'armée de siège, et acheva de faire perdre la tête à ce fantastique directeur d'opérations spéciales qu'il ne connaissait pas, même de nom ; mais un peintre médiocre, promu en trois mois du grade de colonel à celui de général en chef est fait pour ne douter de rien. Aussi, tout en recevant comme un juste hommage la marque, qui eût fait trembler tout autre, d'une confiance que la Convention plaçait à tort et à travers, mais dont elle reconnaissait vite l'erreur, et faisait payer cher les déceptions, Carteaux lie



songea-t-il pas même sans doute à donner un regret à l'absence du commandant Dommartin, officier d'artillerie distingué, qu'une grave blessure écartait d'un champ d'opérations où il était indispensable.

Comme s'il eût conçu le projet d'attendre l'inévitable succès de sa fascination, Carreaux prit des positions à peine défensives, loin de préparer une attaque, que chaque jour de retard rendait à la fois plus nécessaire et plus difficile contre des assiégés auxquels on laissait le temps de se pourvoir et de se fortifier à loisir. Les deux divisions Lapoye et Carreaux, détachées de deux armées indépendantes, celle des Alpes et celle d'Italie, conservèrent entre elles la séparation des montagnes du Faron, dont l'obstacle pouvait être fatal. Lapoye avec sa droite observait le fort et la montagne du Faron, avec son centre couvrait la chaussée de la Valette, et avec sa gauche observait les hauteurs du cap Brun. Il réarma le fort Brégançon et les batteries de la rade d'Hyères. Carreaux avec sa gauche bloqua le fort des Pomets, avec son centre les redoutes Rouge et Blanche, avec sa droite le fort Malbousquet ; sa réserve occupa Ollioules et un détachement les Six-Fours ; il fit réarmer les batteries de Saint-Nazaire et de Bandol. L'ennemi resta maître de toute la montagne du Faron jusqu'au fort Malbousquet, de toute la presqu'île des Sablettes et du promontoire du Caire jusqu'au village de la Seyne<sup>1</sup>.

Après quoi Carreaux attendit le succès. De qui ? Du hasard qui l'avait si bien servi jusque-là ? Raison de plus pour craindre.

Heureusement pour cet homme, vraiment né coiffé pour avoir pu garder sa tête, ce que Carreaux attendait sans le savoir et ce qui vint en effet le 12 septembre au Beausset dans la personne d'un jeune commandant investi de la direction provisoire de l'artillerie, c'était son salut et la victoire elle-même.

Dès le lendemain, 15 septembre, un autre génie plane sur l'armée assiégeante, et la vérité, plus forte que la discipline, inspire au jeune commandant étonné, indigné et dont la grave colère ne peut, par moment, s'empêcher de rire, des reproches que le général reçoit avec un curieux mélange d'humilité et de jactance. Heureusement pour Bonaparte, il fut soutenu, dès le premier jour, par les représentants du peuple, notamment Gasparin, homme d'esprit, qui avait servi, et qui devina, dans ce jeune officier, qui commandait déjà en général, l'homme qui devait prendre Toulon. Qui n'eût pas donné raison d'ailleurs à la surprise, même un peu trop énergique, d'un homme du métier, trouvant au bout de vingt-quatre jours tous les préparatifs d'un siège de cette importance, bornés à une batterie de huit pièces de 24, placée hors de portée ? Le *Mémorial* raconte cette scène en termes familiers, tels que les permet la liberté de la conversation. Réduit, dans son récit, à la concision et à la gravité de la narration historique, Napoléon n'a pu éteindre complètement l'ironie indignée qui se dégage de ces quelques lignes :

Le 15 septembre, à la pointe du jour, le général en chef conduisit Napoléon à une batterie qu'il avait fait établir pour brûler l'escadre anglaise. Cette batterie était placée au débouché des gorges d'Ollioules, un peu à droite de la chaussée, sur une petite hauteur, à deux mille toises du rivage de la mer ; elle était composée de huit pièces de 24,

---

<sup>1</sup> On devine facilement à ces détails la plume de Napoléon, dont nous suivons religieusement le récit.

qu'il supposait devoir brûler l'escadre, mouillée à quatre cents toises du rivage, c'est-à-dire à une grande lieue de la batterie. Les grenadiers de Bourgogne et du premier bataillon de la Côte-d'Or, disséminés dans les bastides voisines, étaient occupés à chauffer des boulets avec des soufflets de cuisine ; il est difficile de s'imaginer rien de plus ridicule.

Nous avons rempli, en faisant comprendre au lecteur les obstacles, insurmontables pour tout autre, dont Napoléon eut à triompher à ce début de sa carrière, à cette première épreuve de son génie, notre but essentiel. Nous n'avons pas à insister sur les bévues dont le *Mémorial* multiplie, avec une malicieuse complaisance, la piquante énumération ; il était du caractère d'un homme comme Napoléon d'être moins gêné de l'absence de moyens que de la privation du droit d'en trouver à son aise et de s'en servir. Ce fut là son unique grief contre Carteaux, dont l'opiniâtreté et la vanité lui donnèrent bien plus de mal que des erreurs toutes réparables, mais dont la réparation agréait peu à un homme qui se croyait infailible. Avec le mélange de gravité et d'ironie, de souplesse et d'énergie qui le caractérise à ses débuts, Bonaparte sut triompher de toutes les difficultés qu'on ne lui épargna pas, et même, subissant parfois volontiers un conflit utile, faire servir à propos à son crédit et à son prestige la facile défaite d'un contradicteur tel que Carteaux.

En moins de six semaines, l'artillerie fut réorganisée, et cent pièces de gros calibre, des mortiers en-grande partie, des pièces de 24 abondamment approvisionnées purent battre la place. Des ateliers furent établis pour remédier aux avaries, et par la nomination du chef de bataillon Gassendi, son camarade de Valence qu'il mit à la tête de l'arsenal de Marseille, Napoléon entretint la sûreté de ses relations de munitionnement. Il voyait tout, était partout, faisait tout, inspirant aux officiers et aux soldats la confiance que donne la popularité. A la fois, dans ces derniers temps, commandant du génie et de l'artillerie, directeur du parc ? il allait tous les jours aux batteries et n'en revenait guère sans un progrès ou un succès. C'est ainsi que dès la fin de septembre, les deux batteries de la *Montagne* et des *Sans-Culottes*, placées sur le bord de la mer, délogeaient la flotte ennemie de la petite rade.

A la sortie tentée par l'ennemi le 14 octobre, Napoléon reçut le baptême du feu et de l'acclamation militaire. Les assaillants furent repoussés dans la place et les batteries qu'ils avaient essayé d'éteindre redoublaient d'activité et de précision. A cette époque, le général Lapoye ayant emporté, après un chaud engagement, la hauteur du cap Brun (15 octobre), on entra dans la période étroite de l'investissement et la phase décisive du siège. Là, Napoléon faillit encore être arrêté par les jalouses rancunes et la présomptueuse opiniâtreté du général en chef, médiocre dans l'action, mais plus médiocre encore dans le conseil. Les délibérations tenues sur la direction à donner au siège n'avaient abouti, à la fin de septembre, qu'à un échange, sans résultat, d'opinions contraires, quoique des le surlendemain de son arrivée, Napoléon, avec son coup d'œil aquilin, eût déjà, dans une rapide inspection topographique, trouvé le champ décisif des opérations du siège, et deviné à la position du Caire, non encore occupée par l'ennemi, le point où il allait établir sa clef de défense, et où l'on eût pu établir, avant lui, la clef de l'attaque. Ses prévisions ne furent que trop vérifiées, et le fort Murgrave, où l'on avait entassé les obstacles et multiplié les feux au point de

lui mériter le surnom de *Petit-Gibraltar*, fit sentir depuis chaque jour cruellement à l'armée assiégeante la faute d'avoir laissé passer l'occasion. Cette faute n'était pas cependant irréparable ; mais il n'y avait pas de temps à perdre, sous peine de voir les assiégés devenir assiégeants, prendre l'offensive avec le renfort attendu et envahir la Provence ; et, au conseil tenu le 15 octobre, Napoléon opposa énergiquement au plan envoyé de Paris, rédigé par le général d' Arçon et approuvé par le comité du génie, un autre plan, émané de son initiative, et où il voyait, avec l'éloquence d'une sorte d'inspiration prophétique, l'unique ressource pour la victoire et même pour le salut. Un illustre historien a parfaitement expliqué le nœud de cette intrigue stratégique ; mais il est un homme auquel il cède naturellement le pas, et qui a mieux réussi encore à faire comprendre la combinaison : c'est son auteur, c'est Napoléon lui-même.

Il posa en principe que, si l'on pouvait bloquer Toulon par mer, comme il l'était par terre, cette place tomberait d'elle-même, parce que les ennemis préféreraient emmener les trente et un vaisseaux de guerre français, mettre le feu aux magasins, détruire l'arsenal, faire sauter les jetées du bassin et évacuer la ville, plutôt que d'y abandonner en garnison 15.000 hommes, qui, une fois bloqués, seraient obligés de capituler tôt ou tard, et qui, alors, pour obtenir une capitulation honorable, seraient forcés de remettre l'escadre, l'arsenal, les magasins, les fortifications intactes. Or, il était facile de bloquer Toulon par mer, en obligeant l'escadre d'évacuer les grandes et petites rades ; il suffisait pour cela de placer deux batteries de trente pièces de 24 ou 36, quatre de 16 à boulets rouges, et dix mortiers à la Gomer, l'une à l'extrémité du promontoire de l'Éguillette, l'autre au promontoire de Balaguier ; ces deux batteries ne seraient éloignées que de sept cents toises de la grosse tour, et elles jetteraient des bombes, des obus, des boulets sur toute l'étendue de la petite et de la grande rade.

Ce plan saisissant de logique et de simplicité obtint l'appui du commandant du génie, le futur général Marescot, et emporta l'approbation générale, à laquelle le général en chef fut bien obligé de se rallier, tout en se réservant d'en contrarier l'effet par des ordres tellement ineptes qu'ils ne laissèrent d'autres ressources à Bonaparte que de désobéir. Fatigué de ces conflits perpétuels, qui usaient ses forces et paralysaient l'élan du siège, Napoléon se décida à prendre le Comité de Salut public pour juge suprême entre le général Carreaux et lui. Secondé par le représentant Gasparin, qui se fit son avocat, il n'eut pas de peine à gagner sa cause et le courrier extraordinaire chargé d'apporter à Paris, placés en regard, le plan de Bonaparte et celui de Carreaux, qui consistait à **chauffer Toulon pendant trois jours, après quoi il le ferait attaquer par trois colonnes**, en rapporta l'ordre à ce singulier général, qu'un rire unanime du comité sauva peut-être de la destitution, de quitter sur-le-champ l'armée de siège et de se rendre à l'armée des Alpes.

Débarrassé, par une disgrâce nécessaire, de ce fâcheux contradicteur, Bonaparte en rencontra un autre, plus sérieux, mais moins honnête encore dans la personne du général Doppet, commandant de l'armée qui venait de prendre

Lyon, et, en raison de ce succès, qui ne lui était certes pas dû, chargé de la direction du siège de Toulon.

Le général en chef Doppet arriva au siège le 10 novembre. II ne tarda pas à se signaler, en faisant battre intempestivement et pusillaniment la retraite au moment où une attaque spontanée d'un bataillon de la Côte-d'Or, de tranchée au fort Mulgrave, bientôt suivi du régiment de Bourgogne et de toute la division Brûlé, entraînés à cet assaut d'inspiration, allait aboutir à un succès décisif. Napoléon, en voyant avorter cet héroïque et heureux effort qui allait ouvrir à l'armée la porte de Toulon, ne put retenir l'expression énergiquement militaire d'un mécontentement partagé jusqu'à l'indignation par tous les soldats. **Quand donc, s'écriaient-ils, cessera-t-on de nous envoyer des peintres et des médecins pour nous commander ?**

Huit jours après, Doppet fut envoyé à l'armée des Pyrénées orientales, où, brave surtout contre ses rivaux, il assouvit sa mauvaise humeur sur un certain nombre de généraux qu'il fit envoyer à la guillotine.

**Le vœu du soldat fut enfin exaucé.** Le 20 novembre, le commandement de l'armée de siège fut enfin donné à un général qui en était digne, le brave et bon Dugommier. Napoléon trouva en lui un chef capable de le comprendre, et bientôt un ami tout prêt à l'admirer. L'unité et l'harmonie présidaient enfin à ces opérations jusque-là contradictoires d'un siège devenu un prétexte à déclamation, que n'abrégeaient pas les six cents projets envoyés par les sociétés populaires. Les stratégestes de club et les généraux d'estaminet ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'on n'avait plus besoin d'eux. Nous allons maintenant de succès en succès, et les événements se précipitent comme au pas de charge. L'armée du siège de Toulon, portée par des renforts détachés de l'armée de Lyon à trente mille hommes, fait face à un ennemi encore exalté par l'espoir de recevoir douze mille hommes de renfort et deux mille chevaux, de faire lever le siège, de s'emparer du parc d'Ollioules, de tourner l'armée française d'Italie, de se joindre avec l'armée piémontaise et d'établir ses quartiers d'hiver sur la Durance, en s'emparant de la Provence épuisée et menacée de famine. Mais le sort de cette lutte jusqu'alors incertaine ne tarde pas à se décider et le découragement qui commençait à gagner, après les autorités de Marseille, les représentants eux-mêmes de la Convention, à se changer en espérance.

Le 30 novembre 1793, une sortie des assiégés, au nombre de sept mille hommes, commandée par le général en chef ennemi O'Hara, en personne, et d'abord couronnée de succès, fut déjouée par le courage de Dugommier et le sang-froid de Napoléon, auquel le général d'artillerie Du Teil, frère de son vieux projecteur d'Auxonne, victime malgré lui des ombrages révolutionnaires et guillotiné à Lyon, laissait tout faire avec la résignation philosophique d'un homme qui aime mieux l'effacement que la responsabilité. Tandis que Dugommier ralliait les troupes de la voix, du geste, de l'exemple, Napoléon, pénétrant invisiblement avec un bataillon par un boyau souterrain qui conduisait à la batterie de la Convention prise et enclouée par l'ennemi, le surprenait en pleine sécurité du succès, et profitait de la panique des troupes anglaises et napolitaines qui tirèrent les unes sur les autres pour enlever le général O'Hara lui-même. Celui-ci, accouru pour observer la cause de ce subit désordre, et blessé du fond du boyau d'un coup de fusil qui lui cassa le bras, tomba au pied du talus, et fait prisonnier, disparut au milieu des siens, sans qu'ils pussent s'expliquer son absence. On devine le triomphe complet qui suivit cet audacieux coup de main et l'immense effet moral de la capture du général ennemi. Le chef de bataillon d'artillerie

Bonaparte (depuis le 19 octobre) fut promu au grade de chef de brigade ou colonel à la suite de cette brillante journée.

Il importait de profiter de l'enthousiasme des troupes et de la démoralisation de l'ennemi. Les députés de la Convention en Provence se rendirent à Ollioules le 14 décembre, et il fut résolu qu'on donnerait l'assaut au fort Mulgrave ou Petit-Gibraltar, avec l'aide d'un corps d'élite de deux mille cinq cents chasseurs et grenadiers appelé, à cet effet, par Dugommier, de l'armée d'Italie.

Le 16 décembre, à minuit, malgré la pluie et les obstacles, quatre colonnes s'avançaient ; l'une marchait droit au Petit-Gibraltar, les deux autres observaient les deux redoutes de Balaguier et de l'Éguillette ; la quatrième resta en réserve. Dugommier, qui s'était réservé l'avant-garde, allait échouer, quand Napoléon, qui commandait la colonne de réserve, le fit soutenir par un bataillon dirigé par le capitaine d'artillerie Muiron, qui étant de Toulon, connaissait parfaitement les localités. A trois heures du matin, Muiron escaladait le fort à une embrasure par laquelle entrèrent après lui Dugommier et Napoléon. A six heures du matin, le jour éclairait la victoire complète des assiégeants et la déroute de l'ennemi, battu par le canon de son propre fort, et repoussé dans ses efforts désespérés pour le reprendre. C'est alors [que les représentants vinrent, le sabre à la main, d'un air décidé et luron, complimenter les soldats](#)<sup>1</sup>. A midi, le promontoire était entièrement nettoyé d'ennemis et occupé par les Français, qui se voyaient déjà maîtres de la ville, tandis que les vaincus songeaient déjà à la quitter. La nuit du 16 et la matinée du 17 avaient coûté mille braves, tués ou blessés, à l'armée républicaine ; les pertes de l'ennemi en tués, blessés ou prisonniers s'élevaient, à deux mille cinq cents hommes. Mais sa plus grande perle, ce fut celle de la confiance et de l'espérance, désormais passées aux Français. [Demain ou après, au plus tard](#), dit Napoléon aux généraux, [vous souperez dans Toulon](#). Cet oracle ne fut pas accueilli sans commentaires et sans discussion. Cependant l'amiral anglais Hood, reconnaissant l'évacuation de Toulon nécessaire en présence des progrès des assiégeants et des menaces du vent qui tournait au sud-ouest et pouvait enchaîner dans la rade l'escadre immobile, y préludait par l'évacuation et la destruction des forts qui, le 18, furent occupés par les Français. A ce moment, de toute cette ceinture formidable de feux, il ne demeurait plus à l'ennemi, de non éteint, que le fort La Malgue.

Dans la soirée du 18, une épouvantable explosion annonça la destruction du magasin général ; au même moment le feu se manifesta à quatre ou cinq endroits de l'arsenal, et une demi-heure après la rade se couvrit de flammes ; c'était l'incendie de neuf vaisseaux de haut bord et de quatre frégates françaises ; l'horizon, à plusieurs lieues, en était en feu ; on y voyait comme en plein jour. Ce spectacle était sublime, mais déchirant. On s'attendait à chaque instant à l'explosion du fort La Malgue ; mais la garnison, craignant de se trouver coupée de la ville, ne se donna pas le temps de charger les mines ; dans la nuit même, les tirailleurs français y entrèrent. La terreur était dans Toulon. La plus grande partie des habitants s'était embarquée en toute hâte ; ce qui restait s'était barricadé dans les maisons, par la crainte des

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. I, p. 29.

traînants. L'armée assiégeante était rangée en bataille sur les glaces.

Le 18 décembre 1793, à dix heures du soir, le colonel Cervoni entra impunément, en enfonçant une porte, accompagné de deux cents hommes, dans la ville morne et silencieuse, dont la population coupable, fugitive, assiégeait les chaloupes, demandant en vain à l'escadre anglaise et recevant seulement de la compassion de l'amiral espagnol Longara asile et protection. Cette émigration a été évaluée jusqu'au chiffre de quatorze mille individus, dont la plupart n'achetèrent le salut qu'au prix de la perte de leurs effets, pillés sur les quais par des troupes de brigands déguisés en gardiens. Les galériens furent plus honnêtes, et les forçats se réhabilitèrent en éteignant l'incendie de l'arsenal qu'ils avaient été chargés d'allumer, dans cette ville où les classes élevées s'étaient déshonorées par la trahison.

Napoléon fut l'âme et le chef de cette œuvre immense et féconde de préservation, de réparation, de sauvetage. Tandis que les représentants du peuple vengeaient leur expulsion par de féroces représailles, et lavaient dans le sang de troupes d'employés et de citoyens innocents — car les innocents seuls étaient restés — fusillés — et non mitraillés —, à la suite de jugements dérisoires, l'injure de la république ; tandis que les faiseurs de décrets donnaient à Toulon le nom de Port-la-Montagne et prescrivaient, pour assouvir leur fureur jusque sur les pierres, après l'avoir exercée contre les hommes, la destruction expiatoire de tous les édifices publics, Napoléon, gardant pur de ces éclaboussures de sang et de boue, l'honneur de son nom et celui de l'arme qu'il devait illustrer, se tenait à l'écart de ces inutiles massacres, qu'il ne pouvait que désapprouver et dont il ne fut jamais ni l'exécuteur, ni l'auxiliaire, ni l'apologiste. C'est là, en dépit de calomnieux efforts, le cri de l'histoire et de la vérité. La prise de Toulon est l'œuvre de l'armée régulière, courageuse au combat, humaine après la victoire. Les fusillades de Toulon, dont on a fort exagéré les victimes, sont l'œuvre des sans-culottes, usurpateurs du nom de soldats, courageux surtout contre l'ennemi désarmé, nombreux surtout au moment du butin. Ce sont ceux-là surtout qui, regardant le pillage comme un droit, y procédaient de façon à dépouiller Toulon à jamais, si la République ne leur eût enlevé leur proie en convertissant leur part en une année de solde ou gratification accordée à chaque officier ou soldat. C'est l'ennemi qui fit les frais de cette libéralité, Dugommier, par une ruse de guerre, ayant pendant un mois maintenu le pavillon blanc sur tous les forts ou bastions de la rade. Il ne se passa pas de jour sans que quelque vaisseau ennemi chargé d'or, de marchandises ou de munitions, ne vînt se prendre au piège et rendre ainsi à la république ce que les vaisseaux anglais avaient emporté de Toulon, où les circonstances, la mollesse de Sydney Smith et le noble dévouement des galériens neutralisèrent l'œuvre de destruction maritime, qui faisait partie alors des instructions de tout amiral britannique.

Le 20 décembre 1793 ou 30 frimaire an II, les représentants du peuple délégués près l'armée victorieuse de Toulon — c'est-à-dire Barras, Ricord, Fréron et Robespierre jeune —, nomment provisoirement le chef de brigade ou colonel Bonaparte au grade de général de brigade d'artillerie. Bonaparte avait payé à la fois de son génie et de son sang ce légitime avancement ; car à l'entrée du village de la Seyne, le matin du 18, au moment de l'assaut, eu escaladant par une embrasure, il avait reçu d'un canonier anglais un coup de lance qui le

blessa légèrement au mollet<sup>1</sup>. Le capitaine Muiron, blessé en même temps, mêla son sang à celui pour lequel il devait mourir à Arcole, le lui donnant ainsi tout entier.

Bonaparte avait distingué pendant le siège et avait déjà attirés à son génie et attachés à sa fortune, — outre Muiron, — Suchet, Marmont, Charbonnel et Junot, son adjudant à la fameuse batterie des *Hommes sans peur*, Junot, le premier aide de camp d'un général qu'il avait séduit par sa bravoure à la française, c'est-à-dire spirituelle avec le danger. Il faut ajouter à ces premiers compagnons de gloire Duroc, quoique l'assertion du *Mémorial* sur ce point ait été contestée<sup>2</sup>. Quant aux résultats généraux, pour la France et pour lui-même, de cette victoire de Toulon, c'est à Napoléon lui-même qu'il appartient de les énumérer et de les caractériser.

La nouvelle de la prise de Toulon, au moment où on s'y attendait le moins, fit un effet prodigieux dans toute la France et dans toute l'Europe. Le 25 décembre, la Convention ordonna une fête nationale. La prise de Toulon fut le signal des succès qui ont illustré la campagne de 1794. Peu de temps après, l'armée du Rhin reprit les ligues de Weissembourg, et débloqua Landau. Dugommier, avec une partie de l'armée, partit pour les Pyrénées orientales, où Doppet ne faisait que des sottises. Une autre partie de cette armée fut envoyée dans la Vendée ; beaucoup de bataillons retournèrent à l'armée d'Italie. Dugommier donna l'ordre à Napoléon de le suivre ; mais il arriva d'autres ordres de Paris qui le chargèrent de réarmer d'abord les côtes de la Méditerranée, spécialement Toulon, et de se rendre ensuite à l'armée d'Italie, pour y commander l'arme de l'artillerie.

A ce siège a commencé la réputation de Napoléon. Tous les généraux, représentants et soldats, qui avaient entendu les avis qu'il avait donnés dans les différents conseils, trois mois avant la prise<sup>1</sup>, ceux qui avaient été témoins de son activité, présagèrent la carrière militaire qu'il a depuis remplie. Dès ce moment, la confiance de tous les soldats d'Italie lui fut acquise. Dugommier écrivit au Comité du Salut public, en demandant pour lui le grade de général de brigade, ces propres mots : *Récompensez et avancez ce jeune homme, car si on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul*. A l'armée des Pyrénées, Dugommier parlait sans cesse de son commandant d'artillerie de Toulon, et en avait inculqué une haute opinion dans l'esprit des généraux et officiers qui, depuis, de l'armée d'Espagne, se rendaient en Italie. De Perpignan, il lui envoyait des courriers à Nice, lorsqu'il remportait des succès<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> C'est Napoléon qui le dit lui-même, rectifiant aussi l'assertion de Las Cases, qui parle d'un coup de baïonnette et d'une profonde blessure à la cuisse.

<sup>2</sup> De Coston, t. I, p. 209.

<sup>3</sup> Justifiés par le témoignage des ennemis eux-mêmes. Les procès-verbaux de leur conseil de guerre, saisis par Dugommier, vérifiaient, point par point, les prévisions de Napoléon, qui les avait devinés comme s'il les eût lus.

# CHAPITRE II

# VENDÉMAIRE

1795

Bonaparte organise la défense des côtes de la Provence. — Il est confirmé dans son grade de général d'artillerie. — Première disgrâce. — Bonaparte dénoncé pour avoir voulu réarmer les forts de Marseille. — Bonaparte à l'armée d'Italie. — Précis des opérations militaires depuis 1792. — Le général Dumberbion. — Plan de Bonaparte. — Il est adopté et victorieusement réalisé. — Occupation du col de Tende. — Position critique de l'armée d'Italie. — Bonaparte et Robespierre le jeune. — Le château de Sallé. — Conversation caractéristique. — Le 9 thermidor. — Bonaparte en butte aux machinations jalouses de Salicetti. — Mission secrète à Gênes. — Bonaparte est accusé de trahison, suspendu de ses fonctions, arrêté. — Réfutation des nombreuses erreurs accréditées à propos de cette affaire. — Campagne de septembre 1794. — *Italiam ! Italiam !* — Démonstration maritime dans la Méditerranée. — Bonaparte à Toulon. — Il s'oppose au projet prématuré et inopportun d'une expédition dans les États pontificaux. — Bonaparte sauve des émigrés et apaise une émeute. — Voyage de Bonaparte à Paris. — Il attend à Châtillon l'issue des événements de prairial. — Le représentant Aubry veut l'envoyer comme général de brigade d'infanterie à l'armée de l'Ouest. — Scène avec Aubry. — Bonaparte se décide à attendre justice à Paris, sous prétexte de maladie. — Habitations diverses et relations du général Bonaparte à Paris. — Correspondance avec Joseph. — Physionomie morale de Bonaparte, d'après ces lettres. — Portrait du général Bonaparte par madame d'Abrantès. — Nouveaux extraits de la correspondance avec Joseph. — Détails sur Louis et Lucien. — Bonaparte chargé de la direction du cabinet stratégique du Comité de salut public. — Entrevue avec Doulcet de Pontécoulant. — Plan de Bonaparte pour la campagne d'Italie. — Son appréciation par les généraux Kellermann et Scherer. — Projet de mission militaire à Constantinople. — Réfutation des erreurs commises sur ce point. — Fin des extraits de la correspondance avec Joseph. — Symptômes avant-coureurs de l'insurrection de vendémiaire. — Dispositions de Bonaparte. — Vellétés matrimoniales. — Événements de vendémiaire. — Bonaparte général en chef de l'armée de l'intérieur. — Bonaparte épouse madame veuve de Beauharnais. — La Cape et l'Épée. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie.



Nul ne connaissait mieux que le général Bonaparte, qui avait pris Toulon, les ressources défensives et offensives que pouvaient offrir les côtes de la Provence et les îles d'Hyères. C'est cette conviction légitime de sa supériorité qui retarda son départ pour l'armée d'Italie, et lui valut la mission plus difficile encore que flatteuse de conserver ce qu'il avait sauvé, de préserver les bords provençaux, aux trop sympathiques attraits, des visites indiscrettes de l'ennemi, et de tenir en respect, par le canon, les prétentions trop empressées de l'Espagne, de la Sardaigne, et surtout de l'Angleterre, dont l'échec de Toulon avait, loin de les éteindre, excité les feux.

Napoléon a rendu compte lui-même, avec sa simplicité et sa netteté magistrales, de l'accomplissement de cette mission, des principes qui l'y dirigèrent et du système qui fut le chef-d'œuvre de ses combinaisons. On peut dire que sur ce point comme sur tant d'autres, ses prévisions n'ont été ni dépassées ni égalées, et que sa Notice sur cet armement des côtes, qu'il considérait avec raison comme un de ses premiers titres de gloire et un grand service rendu à la France, demeure classique sur la matière, et pleine d'exemples utiles et de précieux enseignements<sup>1</sup>.

Bonaparte reçut en même temps, le 7 janvier 1794, la confirmation de son grade de général de brigade d'artillerie, le commandement en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie, et la mission de procéder à l'armement des côtes de la Méditerranée, depuis l'embouchure du Rhône jusqu'à celle du Var.

Gardant pour centre de ralliement et rendez-vous de repos Marseille, devenue, en quelque sorte, le quartier général de sa famille, Bonaparte accompagné de Junot, son aide de camp, paraît avoir employé les premiers mois de 1794 à l'accomplissement d'un mandat qu'une sorte de pressentiment lui rendait particulièrement cher. On comprend la curiosité de ses investigations, la conscience de ses recherches, quand on songe à la part réservée, dans la destinée de Napoléon et dans sa fortune, à tous ces lieux alors obscurs, depuis historiques, qu'illustrèrent le souvenir du retour d'Égypte et du retour de l'île d'Elbe ; et l'on admire cette sagacité pénétrante, cette divination prophétique qui permettaient ainsi à Napoléon de disposer son théâtre futur et d'y étudier d'avance son rôle.

C'est à ce moment de confiante espérance que la fortune semble, par un caprice de cette féroce coquetterie, perpétuel aiguillon de l'ambition et du génie, abandonner son jeune favori, et que passent sur l'étoile naissante de Bonaparte quelques nuages fâcheux.

Les représentants Maignet et Salicetti seront tour à tour les auteurs de ces disgrâces et les complices de ces échecs d'une destinée heureusement plus forte que la haine et la jalousie de la médiocrité. On a essayé de justifier ces vicissitudes de la faveur de Bonaparte auprès des délégués de la Convention par son orgueil, et on lui a cherché des fautes pour disculper ses ennemis. La grande, l'unique faute du général Bonaparte, ce fut son génie. Il osa y ajouter l'injure d'être honnête et le crime de réussir. En faut-il davantage pour expliquer la double éclipse de son astre devenu suspect, et la double tempête qui menaça de submerger sa fortune et faillit lui faire connaître le naufrage le plus cruel de tous, le naufrage au port et l'échec en plein succès ? En faut-il davantage pour

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon Ier. Armement des côtes de la Provence et des îles d'Hyères*, t. I, p. 41 à 49.

expliquer la haine d'un Mignet, le Vandale du Var, le brûleur de Bédouin 5 contre un général victorieux et clément, ou la jalousie d'un Salicetti contre le rival trop heureux de toutes ses prétentions ? En faut-il davantage pour expliquer la dénonciation du premier, transformant en complot liberticide et en attentat contre le peuple souverain la proposition faite par Bonaparte, conformément à son mandat et à son devoir, de rétablir, dans l'intérêt de la sécurité extérieure et de l'ordre intérieur, les forts de Louis XIV, rempart contre l'ennemi, barrière aux soulèvements populaires ? ou le mandat d'arrestation signé par le second, sous prétexte de trahison, à propos d'une mission secrète, mais officielle, confiée à Bonaparte, à Gênes, par Ricord, son collègue, mais en réalité pour recouvrer des papiers compromettants ou pour arracher à un homme capable d'en profiter, l'occasion et l'honneur de la victoire ?

Tels furent, incontestablement, les ferments impurs dont se composait ce double orage qui faillit être fatal à Bonaparte et à sa fortune. Le premier avorta en une explosion stérile. Le second lui fit toucher jusqu'au fond les abîmes de la pauvreté et lui fit endurer, à l'heure la plus douloureuse, le supplice de l'obscurité injuste et de la frémissante inaction. Nous ne ferons qu'effleurer, comme Napoléon lui-même, un accident dédaigné, n'accordant quelques détails qu'au second déboire, crime d'un homme plus habile et peut-être plus méchant que Mignet, dont Napoléon pardonna mais ne put jamais oublier l'offense. Il y a dans le silence même que Napoléon a affecté de garder sur ce duel d'influence où Salicetti le combattit avec des armes si déloyales, de crainte d'associer à sa gloire, en le nommant, celui qui voulut en arrêter l'essor, le pire des châtiments.

C'est en février et mars 1794 que les représentants des Bouches-du-Rhône, Mignet et Granet, dénoncèrent au Comité de salut public, qui en rendit compte à la Convention par l'organe de Barère, dans la séance du 15 mars, la proposition et le projet du général d'artillerie Bonaparte, de relever les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas.

L'ordre fut alors adressé au général d'artillerie de l'armée d'Italie de se rendre à la barre de la Convention, pour y rendre compte de sa conduite. Dans ce temps de terreur, une accusation équivalait à un jugement. Napoléon eut beaucoup de peine à s'y soustraire et à faire révoquer le décret. Il y parvint toutefois, parce que, l'ennemi faisant des mouvements, les représentants du peuple écrivirent que sa présence était nécessaire, et décidèrent les députés des Bouches-du-Rhône à se désister de leur dénonciation<sup>1</sup>.

Napoléon était, en effet, à Nice dans les premiers jours de mars 1794, et il y était assez nécessaire pour que toute autre considération s'effaçât devant celle de son utilité.

Le général Dumerbion venait d'hériter du commandement du général Brunet, puni, par l'échafaud, de l'insuccès de ses opérations. C'est à lui qu'incombait le devoir difficile et dangereux de maintenir la fortune militaire de la France en Italie au point où l'avaient mise, depuis 92, les efforts successifs des généraux Montesquiou, Anselme, Biron et Brunet lui-même. Le résultat de ces efforts avait été l'occupation de la Savoie et le refoulement de l'armée piémontaise de sa

---

<sup>1</sup> *Commentaires, etc.*, t. Ier, p. 67.

première ligne de défense, celle du Var, à la seconde, celle établie au revers des Alpes maritimes, que les progrès de l'expédition française, gravissant les hauteurs jusqu'à Belvedere, reculaient peu à peu, et cherchaient à rejeter jusqu'au delà du col de Tende. C'est ce problème de l'occupation complète des Alpes maritimes dans la solution duquel Brunet avait échoué, tout en rendant plus facile à ses successeurs la voie baptisée du sang de ses plus braves grenadiers.

A l'ouverture de la campagne de 1794, l'objectif était le même : c'est-à-dire chasser les Piémontais de leurs positions et tomber sur les plaines de toute la vitesse irrésistible d'un élan pris à la hauteur des nids de l'aigle, et qui donne à l'armée descendante la force foudroyante de l'orage. Pour cela, il fallait passer de la position défensive, dont l'effort et le triomphe avaient été, pendant toute la durée du siège de Toulon, d'arrêter l'irruption, en Provence, des renforts austro-piémontais, à une de ces offensives dangereuses, parce qu'elles sont décisives et qu'on y perd tout le terrain qu'on n'y gagne pas.

Le général, chargé de réaliser ce plan hardi, avait besoin du secours du génie d'un Bonaparte, que sa réputation avait précédé auprès de lui et qu'il reçut à bras ouverts, avec la bienveillance rude et la brusquerie cordiale d'un Dugommier.

Ce général, vieux capitaine de grenadiers, avait obtenu les grades de colonel, de général de brigade et de division dans les campagnes de 1792 à 1795, à l'armée d'Italie ; il en connaissait toutes les positions et avait commandé une attaque sous Brunet, au mois de juin. C'était un homme de soixante ans, d'un esprit droit, brave de sa personne, assez instruit, mais rongé de goutte et constamment au lit ; il était des mois entiers sans pouvoir bouger.

Le quartier général était à Nice depuis deux ans, où rien ne se ressentait de la guerre, étant éloigné de dix lieues des avant-postes<sup>1</sup>.

Napoléon passa une partie de mars à visiter la position qu'occupait l'armée et le théâtre des derniers et malheureux combats de juin 95, et à étudier les bases d'un plan nouveau, calculé sur le génie spécial de la guerre de montagnes, qui consiste, selon lui, à éviter le désavantage assuré à l'attaque, à occuper des camps ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi, ne lui laissant ainsi d'autre alternative que la retraite ou l'offensive ; enfin à n'avoir que des combats défensifs.

Les investigations de Bonaparte lui ayant révélé, sur la gauche de l'ennemi, le point faible, propice à ses opérations, il fonda, sur cette découverte, un système stratégique qui, sans engager l'armée dans des affaires difficiles, devait la rendre maîtresse des chaînes supérieures des Alpes, et obliger l'ennemi à abandonner lui-même les camps si redoutables de Rauch et de Fourches.

Il consistait à tourner la gauche de l'ennemi, en passant la Roya, la Nervia et la Taggia, à occuper le mont Tanardo, Rocca-Barbena, Tanarello, et à intercepter la

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. I, p. 50.

chaussée de Saorgio, ligne de communication de l'ennemi, derrière le mamelon de Marta.

Ce plan, qui offrait le triple avantage de placer la défensive du comté de Nice dans sa position naturelle, sur la crête supérieure des Alpes, de porter la droite dans un pays de montagnes inférieures, par conséquent plus favorable, enfin de garantir des corsaires ennemis les communications entre Gênes et l'armée de Marseille, fut adopté sans conteste dans un conseil de guerre composé des deux représentants en mission à l'armée, des généraux Dumerbion, Masséna, Vial et Rusca, qui s'inclinèrent unanimement devant le précoce ascendant de l'auteur des combinaisons victorieuses à Toulon.

Le 6 avril, une division de 14.000 hommes passa la Roya et s'empara du château de Vintimille ; une brigade, sous les ordres de Masséna, prit position sur le mont Tanardo ; une seconde s'établit à Monte Grande. Enfin Napoléon, à la tête de trois brigades, culbuta une division autrichienne du haut des sommets de Sant'Agata et entra dans Oneille. Le 17, après une série d'engagements heureux, l'armée entra dans Ormea, et le 18, prenait possession de Garessio et étendait ses communications, par les monts San Bernardo et Rocca Barbena, jusqu'à la ville de Loano, située au bord de la mer.

L'ennemi alarmé se hâta d'évacuer les revers des Alpes, abandonnant son artillerie, acculé à la fois et coupé par Masséna devant lequel capitula, le 29 avril, le fort important et bien approvisionné de Saorgio. Le 8 mai, Masséna, secondé par le général Macquart, attaqua le col de Tende et occupait définitivement toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes.

L'exécution du plan de Napoléon valut ainsi à l'armée trois ou quatre mille prisonniers, soixante ou soixante-dix pièces de canon, deux places fortes et la possession de toutes les hautes Alpes, jusqu'aux premiers mamelons des Apennins. La perte de l'armée fut légère. La chute de Saorgio et de toutes ces grandes positions, pour lesquelles on avait fait tant de projets et versé beaucoup de sang, accrut dans l'armée la réputation de Napoléon, et déjà l'opinion l'appelait au commandement en chef<sup>1</sup>.

Après l'occupation du col de Tende, il y a, entre les deux parties belligérantes, sinon un armistice régulier, du moins une halte de repos et un intermède de neutralité tacite, consacré à s'établir de part et d'autre, à se préparer, à se réparer, à reprendre haleine, en quelque sorte, dans cette rude guerre de montagnes. L'ennemi, d'ailleurs, croit avoir pénétré le secret de cet étonnant succès d'un général, qui a accompli en deux mois ce que ses prédécesseurs avaient vainement tenté depuis deux ans. Ce secret, si simple qu'on a presque honte de le deviner, c'est de garder la stricte défensive. Et les Autrichiens et les Piémontais de se réfugier inflexiblement dans ce système si commode à des troupes battues. Mais ils ont compté sans leur hôte, c'est-à-dire sans Napoléon, dont le génie a des inspirations, des souplesses, des volte-face incompatibles avec le cerveau d'un tacticien autrichien.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, p. 62.

Pendant que les Austro-Sardes, confiants dans leurs positions, laissaient faire, à leur place, la guerre à la nature, à l'air âpre et à l'eau crue des sommets, et attendaient, dans l'abondance et la salubrité des plaines, l'occasion propice pour achever une armée affaiblie, épuisée, décimée par l'hôpital sinon par le combat, et aspirant en vain à la délivrance et au salut d'une bataille décisive, le général Bonaparte méditait la surprise d'un changement subit de système, et témoin des ravages silencieux exercés par les privations et les maladies sur une armée étendue à l'excès sur une demi-circonférence de soixante lieues et réduite à la pire des inerties, il se préparait à lui rendre à la fois la santé et l'activité et à la guérir par la victoire. Il perfectionnait, avec le concours du lieutenant-colonel Faultrier, l'équipage de campagne, devenu capable de résister aux ascensions les plus abruptes et aux pentes les plus déclives. Il cherchait enfin à ménager, avec l'armée des Alpes, les bases d'une action commune nécessaire à l'invasion du Piémont, dont il étudiait les ressources et préparait les moyens.

Ce qui était plus nécessaire encore que l'entente avec l'armée des Alpes, c'était l'unité du commandement. Napoléon ne devait pas encore l'obtenir, et ce n'est pas sans peine et sans traverses qu'il allait conquérir le droit de vaincre à une de ces époques terribles où le talent est à la fois nécessaire et inutile, recherché et méconnu, et où la défaite et la victoire sont également suspectes. Séparer les pouvoirs est une idée d'ordre ; les réunir et les confondre est un principe essentiellement révolutionnaire. De là cette concentration vraiment effrayante de puissance entre les mains des commissaires dictatoriaux de la Convention ; de là aussi l'inertie systématique de beaucoup de généraux, qui préféraient la vie à la gloire, et ne se battaient pas de peur d'être battus ; de là le relâchement funeste de la discipline, les exactions et les vexations d'une administration ignorante ou malhonnête, faite de dupes ou de fripons ; de là, enfin, ce mélange adultère de la politique et de la guerre, ce contre-coup fatal des événements de l'intérieur qui paralysait les mouvements des armées ou leur enfiévrant les veines d'une sorte d'électricité révolutionnaire qui les rendait indomptables. Le 51 mai et le 9 thermidor durèrent, on le comprend, exercer une grande et fâcheuse influence sur les destins de l'armée d'Italie, et sur la rupture des conférences stériles tenues à Colmar entre les chefs des deux armées pour arriver à un concert nécessaire à l'offensive. Ils exercèrent une influence plus fâcheuse encore sur la destinée de Bonaparte qu'ils faillirent briser à son premier essor, quand par un de ces caprices brutaux qui lui sont habituels, la Révolution qui changeait de maîtres se prit à souffleter celui qu'elle avait d'abord caressé.

Robespierre le jeune, que Bonaparte avait rencontré à Toulon et puis connu plus intimement à Nice, avait deviné sa valeur et admiré sa stricte probité, et, rempli pour lui d'estime et de sympathie, il avait songé à attacher à la fortune de l'incorruptible dictateur celle de l'incorruptible général. Que serait-il advenu d'une telle alliance, si elle eût été possible, entre le chef de la révolution légale et le chef de la révolution armée ! Une fusion qui les eût neutralisés, ou un choc qui les eût dissous. Bonaparte avait à la fois le génie, la parole et l'épée. Robespierre n'avait que du talent et le courage passif des orateurs ; il eût été vaincu dans ce duel inégal d'un Cicéron dégénéré contre un César plus grand que le premier ; et sans doute destiné, par la fatalité expiatoire de son sort, à sceller de sa chute la fin de la Terreur, il eût payé, de la honte sinon du sang de sa défaite, sous un vainqueur plus clément que Tallien, la dette de son origine et de ses fautes. Mais, néanmoins, un pareil problème donne le vertige de l'abîme, et Napoléon lui-même n'a fait qu'en effleurer l'examen.

Quoi qu'il en soit, les avances de Robespierre le jeune peuvent n'avoir point été si secrètes qu'elles aient excité les ombrages jaloux de ses collègues ou de ses successeurs, quand, rentré, pour n'en plus sortir que pour l'échafaud, dans le sein de la Convention nationale, il ne put plus défendre celui qu'il avait compromis. Lorsque survint la réaction, de thermidor, non moins menaçante d'abord que les autres, les députés terroristes, les proconsuls, tremblaient à l'idée des comptes à rendre et des représailles à subir. Ils se souvinrent alors des propositions de Robespierre le jeune à Bonaparte, et quoiqu'ils ne pussent ignorer le refus presque méprisant qui les avait repoussées, ils trouvèrent là un prétexte d'arrestation, bon à employer contre un général dont ils soutenaient avec peine le pénétrant regard, dont le génie éclipsait leur médiocrité et dont la parole faisait rougir leur fortune. Le moyen servait à la fois leur curiosité, leur sûreté et leur vengeance ; il leur permettait de faire sentir leur pouvoir à celui qui, plus d'une fois, l'avait dédaigné, de retremper leur popularité parlementaire dans la renommée d'un acte énergique, de s'assurer que les papiers incriminés ne gardaient rien de contraire à leur propre orthodoxie ; enfin et au pis aller, de détourner de leur tête la foudre réactionnaire, en lui désignant, dans la personne du prétendu ami de Robespierre, du prétendu compétiteur d'Henriot dans les fonctions de général de la tyrannie, une victime vraiment expiatoire.

Tels sont, n'en doutons pas, les mobiles de cette mystérieuse affaire ; les ressorts de la conspiration égoïste ou jalouse des trois représentants en mission à l'armée d'Italie se touchent, tels que nous les avons révélés, quand on examine de près les détails. Nous en épargnerons l'ennui à nos lecteurs, nous bornant à esquisser les deux scènes caractéristiques qui les résument.

Le général Bonaparte, pendant l'intervalle d'inaction dont nous avons parlé et qui sépare les deux campagnes d'avril et de septembre, profita du voisinage de Nice, son quartier général, et de sa mission d'exploration et d'armement des côtes, pour faire au château de Sallé, près d'Antibes, où il avait installé sa famille en villégiature, de courtes mais fréquentes apparitions. Il était accompagné, à ces rendez-vous de l'hospitalité domestique, si doux à l'homme des camps, de son frère Louis, son imberbe aide de camp, dont le courageux dévouement avait noblement inauguré la précoce carrière militaire, et que les représentants témoins de son intrépidité eussent fait capitaine s'il ne s'y fût opposé ; son autre aide de camp Junot, joyeux et fidèle compagnon de ces premières années de gloire et de misère, dont le souvenir est si flatteur plus tard, suivait son général avec un empressement que redoublait l'attrait d'une passion naissante pour Pauline Bonaparte ou, comme on disait alors, Paulette. Le représentant Fréron, pâle encore du deuil secret de Lucile Desmoulins, était son rival, et paraissait destiné, par sa situation, à la préférence. Un troisième soupirant, si discret qu'il attendit quatre ans avant de se déclarer, et que son triomphe apprit seul sa prétention, mais qui, cependant, favorisé par les circonstances, devait être le troisième larron de cette charmante conquête, c'était le jeune adjudant général Leclerc d'Ostein, fils d'un riche négociant de Pontoise. Son collègue Duphot pensait tout bas à Désirée Clary, que Joseph Bonaparte, grâce au mariage, résolu et réalisé en août 1794, allait pouvoir appeler sa sœur, et Lucien, qui n'avait pas encore fixé son choix, égarait sa rêverie à travers les images tour à tour préférées des belles républicaines de Saint-Maximin ; telle était la société du château de Sallé, durant le printemps et l'été de 1794. La voix mâle de Suchet, de Muiron et le fausset de l'aimable ordonnateur Chauvet s'y mêlaient également, aux jours de réunion, dans les jardins et dans les salons, au tendre accent et au rire folâtre des jeunes filles, les trois Grâces de Sallé : Élisa, au

visage grave et fier ; Pauline, au galbe pur et au fin profil d'une Hélène ; Caroline, plus vive, plus animée, plus gracieuse, d'une beauté toute en physionomie.

Un jour du mois de juin, le général Bonaparte arriva de Nice au château de Sallé, le front soucieux et le sourcil froncé, et se promenant aussitôt entre ses deux frères Lucien et Joseph, accourus pour l'embrasser, et inquiets de sa préoccupation, il leur en confia le sujet en ces termes, après leur avoir laissé pressentir, dans un court exorde, qu'il s'agissait d'une communication grave intéressant leur avenir à tous les trois et méritant une délibération à laquelle il était de son devoir de les associer.

— On m'offre la place de Henriot<sup>1</sup> ; je dois donner une réponse ce soir ; eh bien ! qu'en dites-vous ?

Ses frères, à cette nouvelle imprévue, hésitèrent un moment. Devançant leur réponse, le général reprit avec cette véhémence ironique qui lui était, dans les moments critiques, particulière :

— Eh ! eh ! cela vaut bien la peine d'y penser ; il ne s'agirait pas de faire l'enthousiaste ; il n'est pas si facile de sauver sa tête à Paris qu'à Saint-Maximin — et il jetait à Lucien un sourire goguenard —. Robespierre jeune est honnête, mais son frère ne badine pas. Il faudrait le servir, moi ! soutenir cet homme ! Non, jamais. Je sais combien je lui serais utile en remplaçant son imbécile commandant de Paris ; mais c'est ce que je ne veux pas être ; *il n'est pas temps aujourd'hui ; il n'y a déplacé honorable pour moi qu'à l'armée. Prenez patience, je commanderai Paris plus tard.*

Et donnant une forme badine à ces conclusions sévères comme un arrêt, saisissantes comme une prophétie, où il témoignait si énergiquement du sentiment de son devoir et du pressentiment de son avenir, le général Bonaparte se prit à répéter plusieurs fois sur divers tons, comme une sorte de refrain, le mot proverbial : *Qu'irais-je faire dans cette maudite galère ?*<sup>2</sup>

Robespierre le jeune, découragé par l'ultimatum qui suivit ce colloque, partit pour Paris, où l'attendait la mort, accompagné de sa sœur Charlotte, qu'y attendait une misère soulagée, dès le Consulat, par une généreuse pension de trois mille six cents francs, dont Louis XVIII et Charles X reconnurent la justice, et acceptèrent la charge, tout en diminuant le taux de cette libéralité, réparant envers une femme inoffensive et innocente l'injure de la malédiction attachée à son nom.

Bonaparte, lui, repartit pour Nice ; l'épreuve la plus imprévue, l'affront le plus immérité, allaient y mettre en relief la haine et la crainte de ses envieux, l'énergie de son caractère, le dévouement de ses amis et la popularité croissante de son nom.

Par une aberration qui, sincère ou simulée, n'en peint pas moins d'un trait flétrissant la dépravation des mœurs politiques révolutionnaires, Bonaparte, à

---

<sup>1</sup> Nommé commandant de la force armée de Paris dans la nuit du 30 au 31 mai 1795. — Mis hors la loi et guillotiné à la suite du 9 thermidor.

<sup>2</sup> *Mémoires de Lucien Bonaparte*, t. I, p. 57.

peine de retour d'une mission secrète, mais officielle, à lui confiée par les représentants du peuple près l'armée d'Italie, en exécution d'instructions qui ont été récemment publiées, fut arrêté, par ordre des conventionnels Albitte, Salicetti et Laporte. Les auteurs de cet affront abusaient, pour frapper ce coup inspiré par des mobiles que nous avons expliqués, de l'absence de leur collègue Ricord, signataire des instructions en date, à Loano, du 15 juillet 1794 (25 messidor an II).

Il est à remarquer tout d'abord que deux des auteurs de la lettre du 6 août 1794 (Barcelonnette, 19 thermidor an II) au Comité de salut public, annonçant qu'ils vont s'assurer de la personne et des papiers du général Bonaparte, et les envoyer ensemble à Paris, et de l'arrêté, des mêmes, à la même date, qui suspend de ses fonctions le général, et ordonne son arrestation et l'apposition des scellés sur ses papiers ; que deux de ces auteurs, disons-nous, étrangers jusque-là aux opérations de l'armée d'Italie, où ils venaient d'arriver de celle des Alpes, n'ont pu agir que sous l'empire des suggestions de Salicetti, unique instigateur de cette affaire. Il est à remarquer encore que Salicetti était le plus compromis dans les excès terroristes, qu'il avait été obligé de quitter l'armée, à la suite de dissentiments et de conflits violents avec Robespierre jeune, et qu'il y était revenu, décidé à se décharger de toute solidarité avec le parti vaincu et proscrit, en poursuivant sans merci, contre tout ce qui était coupable ou seulement suspect de relations avec Robespierre jeune, la vengeance de la réaction et sa propre vengeance. Ajoutons enfin que Salicetti était Corse, d'abord favorable à Bonaparte, mais ensuite rallié à un parti et à des vues contraires, et qu'il avait été piqué au vif des progrès de la renommée de son compatriote, autrefois son protégé, de son indépendance de caractère, de ses contradictions impérieuses, et de cette initiative hardie qui dépassait souvent de toute la portée d'un esprit devinateur la lettre de ses instructions.

Ces instructions avaient pour vague objet une sorte de reconnaissance stratégique et surtout politique destinée à édifier les représentants de la Convention sur les dispositions réelles des Génois, et leur attitude probable si le développement de la guerre étendait jusqu'en pleine Italie le théâtre de la lutte. Bonaparte avait, bien avant l'auteur obscur de ces instructions qu'il a évidemment inspirées, peut-être dictées, pénétré l'importance maritime, commerciale et militaire de Gênes, et la nécessité de chercher là et non ailleurs le point d'appui d'une expédition offensive qui devenait de plus en plus nécessaire, et dont le général Dumerbion devait esquiver la responsabilité pour en laisser tout l'honneur à celui qui l'avait conçue et qui était seul capable de l'exécuter.

Bonaparte sentait que la neutralité apparente de Gênes dissimulait une hostilité occulte, et annonçait une trahison prochaine ; il lui importait de juger, l'occasion étant donnée, et il était facile de la trouver dans les violations flagrantes de neutralité dont la république de Gènes s'était déjà rendue coupable impunément, la république française ayant dû dissimuler et paraître ignorer une injure qu'elle n'était pas à ce moment en mesure de venger ; il lui importait de juger des chances de succès d'un coup de main tenté sur Gênes, où bouillonnait sourdement l'agitation propice des réfugiés patriotes corses, à l'affût de la délivrance de la patrie. Tels furent, à n'en pas douter, le but et le résultat de cette investigation, voilée du prétexte de hâter l'envoi des approvisionnements vendus à l'armée par la république génoise, payés et non livrés ; le court délai de cette mission, qui ne dura que du 15 au 28 juillet, et où Bonaparte fut accompagné par Junot et Marmont, ses aides de camp, ne permet pas de mettre



raisonnablement à sa charge le grief d'initiatives indiscrètes ou de négociations personnelles suspectes, arme bientôt émoussée de la calomnie. C'est elle-même, en effet, qui dut avouer son impuissance. Après une arrestation dont Bonaparte subit l'affront avec une soumission pleine de dignité, après une incarcération dont il supporta l'ennui sans plainte et sans révolte, imposant le silence à ses amis, à ses frères, et l'inaction au bouillant Junot, qui voulait tantôt délivrer son général malgré lui, tantôt provoquer son accusateur ; enfin, après une enquête minutieuse faite par l'ordonnateur Denniée, et qui ne livra, à des yeux hostiles ou prévenus, rien de ce qu'ils cherchaient, Albitte et Salicetti, desquels s'était éloigné, dès le commencement de cette procédure inique, leur collègue Laporte, revenu à l'armée des Alpes, cédèrent à l'évidence, aux murmures de l'armée, peut-être à ceux de leur conscience, signèrent un ordre d'élargissement qui révoquait l'ordre d'incarcération, et le 24 août 1794 (7 fructidor an II), informèrent de Nice le Comité de salut public qu'ils avaient remis en liberté le général Bonaparte, à la charge duquel l'instruction n'avait rien trouvé, *sans cependant l'avoir réintégré*.

C'était là une dernière réserve de leur confusion ou de leur hostilité, à laquelle évidemment le Comité de salut public ne dut point s'arrêter, d'autant plus qu'elle était contraire aux conclusions d'un rapport où on convient de l'utilité dont peuvent être les talents de ce militaire, qui devient très-nécessaire dans une armée dont il a, mieux que personne, la connaissance, et où les hommes de ce genre sont extrêmement difficiles à trouver.

On était déjà à une époque meilleure où on n'était plus coupable uniquement parce qu'on était soupçonné. L'arbitraire, jadis tout-puissant, des représentants en mission, trouvait des contradicteurs impunis ; et la liberté des généraux, surtout en présence de l'ennemi, s'élargissait de la juste crainte que de récents exemples imposaient à quiconque assumait des responsabilités usurpées. La disgrâce et la retraite de Bonaparte, inconciliables avec son acquittement, avec le besoin urgent qu'on reconnaissait avoir de lui, avec l'adoucissement des mœurs qui cessaient d'être implacables, enfin et surtout démenties par l'existence d'ordres signés de lui en une qualité que l'*Almanach national*, en novembre, constate officiellement, sont donc de pure fantaisie et de pure invention. Ces fictions, destinées à raviver l'intérêt de leurs récits, dont la plume étourdie de madame d'Abrantès et la plume plus coupable de Bourrienne, ces deux funestes romanciers de l'histoire de Napoléon, ont témérairement brodé un canevas qui n'en avait pas besoin, ne résistent pas à l'examen de la critique. Et son arrêt doit faire justice de ces fragiles échafaudages ou de ces trames calomnieuses de deux écrivains inspirés, l'un par son imagination, l'autre par sa rancune.

La vérité définitive, c'est que le général Bonaparte ne fut, en complète disgrâce et en disponibilité précaire, ni en 1794, puisqu'il prit part à la campagne de septembre et d'octobre en Italie, ni en 1795, époque à laquelle il refusa de quitter son arme pour l'infanterie, et ne se rendit jamais, sous prétexte de santé, et bientôt, en vertu d'une mission spéciale à la direction des armées, à ce poste imposé de général à l'armée de l'Ouest. La vérité définitive, par conséquent aussi, c'est qu'il toucha toujours, il est vrai avec l'irrégularité de finances prêtes à la banqueroute, ses appointements réglementaires, et que s'il ne fut pas à l'abri de l'ennui d'une attente impatiente et d'une injuste inaction, il ne connut jamais la misère, en dépit de la dureté d'un temps où tout le monde était pauvre. La situation de son frère Joseph, mari d'une des plus riches héritières de Marseille, et son dévouement ne lui eussent pas permis de subir les humiliantes extrémités

dans lesquelles Bourrienne et madame d'Abrantès ne l'ont placé que pour se vanter d'une familiarité flatteuse ou de services prétendus.

La vérité ainsi dégagée de ces erreurs dont les historiens récents, et M. Thiers lui-même, ne se sont pas suffisamment garantis, nous reprenons le rapide récit des événements qui se pressent, dont l'abondance ne permet plus les oiseux détails et dont la beauté sacrée repousse les profanations de la fantaisie.

Le 19 septembre 1794, l'armée d'Italie, conduite par Dumerbion, que dirigeait Bonaparte, accomplit le mouvement qui prolongeait sa droite sur Gênes par l'occupation des positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, dont la rade avait remplacé celle d'Oneglia et servait de repaire aux croiseurs et aux corsaires ennemis. Le 5 octobre, cette initiative hardie, qui n'était pas encore l'offensive proprement dite, mais qui la préparait, était victorieusement accomplie, et l'armée française, harcelant les derrières de l'armée autrichienne en retraite sur Cairo et Dego, arrêtait son élan et, satisfaite d'un résultat qui la rapprochait d'un degré de son but, se repliait par Montenotte sur Savone et prenait position sur les hauteurs de Vado.

Les résultats matériels de cette courte campagne, toute stratégique, étaient bien supérieurs aux apparences. Les conséquences de cette simple affaire de Cairo, qui ne coûta guère qu'un millier d'hommes à l'armée autrichienne, étaient, conformément aux prévisions de Bonaparte, qui en ce moment sont tellement infaillibles qu'elles semblent inspirées : l'interception des communications entre l'armée austro-sarde et les flottes anglaises, la liberté et la sécurité rendues aux relations entre Marseille et Gênes, et la certitude de la neutralité de la république, délivrée de la pression ennemie, ou de sa punition si elle l'enfreignait. Car nos avant-postes se trouvaient ainsi à dix lieues de Gênes, et quelquefois les reconnaissances et les coureurs s'en approchaient jusqu'à trois lieues. Napoléon employa le reste de l'automne à faire armer, de bonnes batteries de côte, les promontoires, depuis Vado jusqu'au Var, afin de protéger la navigation de Gênes à Nice. En janvier (1795), il passa une nuit sur le col de Tende, d'où, au soleil levant, il découvrit les belles plaines qui déjà étaient l'objet de ses méditations. *Italiam ! Italiam !*<sup>1</sup>

Cette campagne d'Italie, dont Bonaparte couvrait l'ambitieux et généreux dessein, et qui demeura son chef-d'œuvre militaire, par la puissance et la souplesse des combinaisons, et aussi sans doute par cette poésie de son théâtre et ce charme attendrissant que la jeunesse prête à la gloire, cette campagne d'Italie, que Bonaparte préparait de longue main, amoureusement en quelque sorte, et dont il préservait le germe avec un soin jaloux, faillit être gâtée dans l'œuf par le zèle aveugle du représentant Le Tourneur. Celui-ci, impatient de rendre à notre marine l'empire prépondérant qu'elle avait exercé avant le siège de Toulon sur la Méditerranée et de relever son prestige, éclipsé par la coalition anglo-espagnole, impatient surtout d'attacher son nom à quelque grande entreprise, avait résolu l'occupation de Rome par une armée vengeresse du meurtre de Basseville et de l'injure d'une longue connivence de la cour pontificale avec tous nos ennemis. Bonaparte n'eut pas de peine à démontrer les inconvénients de ce dessein prématuré, et séparant en tout cas les deux opérations que l'on confondait à tort, et que l'on compromettait ainsi l'une par l'autre, il fit adopter, au grand désappointement du conventionnel, la nécessité de procéder à une expédition

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, p. 66.

purement maritime, et de nettoyer la route avant toute tentative de débarquement.

Le 1er mars, le contre-amiral Martin appareilla pour donner la chasse à la flotte anglaise. Le 8, les deux flottes se trouvèrent en présence dans le canal de Livourne ; mais le représentant Le Tourneur, effrayé de la supériorité de nombre et d'armement de l'ennemi, ordonna la retraite, et ce fut au tour des Français de recevoir la chasse. Un engagement partiel ne put être évité, qui coûta deux vaisseaux à chaque escadre. C'était déjà un succès qu'une démonstration sans défaite. Le seul but possible, à ce moment d'une rencontre navale, fut atteint par cet engagement dont le résultat honorable mais non brillant suffit à relever sur les côtes d'Italie le prestige humilié du pavillon tricolore, et surtout empêcha une expédition intempestive qui prenait les choses à rebours et commençait par où il fallait finir. Les dix mille hommes, rendus disponibles par l'ajournement de l'expédition contre Rome, furent incorporés à l'armée d'Italie, où deux mois après ils furent fort utiles à la défense de la frontière de Nice. D'ailleurs, les frais de cet armement extraordinaire ne furent pas perdus, et l'effet de la menace qu'il contenait ne fut pas seulement moral. Le grand-duc de Toscane reconnut la république et envoya, comme ambassadeur à Paris, le comte Cartelli (14 mars 1795).

Le même jour, la république de Venise, de son côté, fit la même démarche dans la personne du noble Quirini. Quant à Gênes, sa prétendue neutralité, vraiment impossible, tourna du moins à notre profit ses duplicités, et elle servit, sous l'inviolabilité de sa situation, d'asile aux patriotes corses préparant la rédemption de leur île protégée, c'est-à-dire opprimée par l'Angleterre, et de rendez-vous aux agents secrets et aux négociateurs inavoués, missionnaires de l'idée française et précurseurs de nos soldats.

Bonaparte ne tarda pas à quitter Toulon, où l'avortement de l'expédition destinée à agir contre Rome et où sa mise en disponibilité ne lui laissaient plus aucun devoir. Son goût pour le théâtre de ses premiers succès, toujours déshonoré par les passions révolutionnaires, et où fermentait encore sourdement un esprit de désordre et de révolte, qui ne tarda pas à faire une seconde explosion, heureusement plus tôt étouffée que la première, avait dû céder à l'éloignement de sa famille, rentrée à Marseille depuis le récent mariage de Joseph, et surtout à la déception de ces scènes populaires souvent ensanglantées, qui perpétuaient à Toulon la Terreur terminée à Paris. Avant de partir toutefois, Bonaparte qui ne recherchait pas les occasions, mais qui n'était pas homme à les fuir, ne put s'empêcher d'essayer, au risque de le compromettre dans une sorte de duel avec la populace irritée, l'ascendant de sa gloire naissante et celui, moins connu, de son éloquence. C'est ainsi qu'il arracha, aux ouvriers de l'arsenal, aux marins et aux canonnières de la flotte mutinés, une vingtaine d'émigrés, au nombre desquels plusieurs membres de la famille de Chabrillan, pris par un corsaire français sur un vaisseau espagnol, c'est-à-dire en terre espagnole. L'émeute dura deux jours, pendant lesquels Bonaparte lutta pour arracher à leurs bourreaux ces malheureuses victimes qu'il ne déroba à la mort qu'en les cachant au fond de caissons expédiés à l'armée d'Italie.

Le conflit dont cette malheureuse proie humaine n'était que le prétexte, s'envenima entre la multitude et les représentants, considérés par elle comme complices de la réaction et traîtres à la république, qui devait être, surtout à Toulon, jalouse et implacable. Le 30 mai, [la canaille se déclara en insurrection, arrêta ou mit en fuite les représentants qui se trouvaient dans la ville. Mais ceux-](#)

ci prirent le dessus à Marseille et marchèrent contre Toulon. Les Toulonnais sortirent avec 3.000 hommes et deux pièces de canon à leur rencontre. Le combat eut lieu sur les hauteurs de Cuges. La victoire se déclarait pour les Toulonnais, lorsque le général Pauthod arriva avec un corps de troupes de ligne. Quelques jours après, Toulon fut soumis. Lors de cet événement, Napoléon avait quitté la Provence depuis un mois<sup>1</sup>.

Les motifs longtemps controversés de ce voyage sont maintenant au-dessus de toute discussion. Il résulte, en effet, de l'ensemble des témoignages les plus autorisés et de la logique même de la situation que le général Bonaparte quitta Toulon et bientôt Marseille, vers le 22 avril 1795 (5 floréal an III), sur la nouvelle de sa mise en disponibilité et de son inscription provisoire au tableau des généraux d'infanterie, pour être réintégré dans l'artillerie, au fur et à mesure des vacances.

En même temps le général Kellermann était choisi pour remplacer le général Dumerbion à la tête de l'armée d'Italie. C'est pour protester contre cette mesure, dont le caractère à la fois politique et militaire mettait en suspicion ses talents et ses opinions, et brisait entre ses mains, peut-être pour un long avenir, le laurier des premiers succès d'Italie, que le général disgracié partit pour Paris, accompagné de ses aides de camp Junot et Louis, après avoir conféré à Marseille avec le nouveau chef de l'armée qu'il quittait non sans regrets, et lui avoir donné tous les renseignements qu'il pouvait désirer. Bonaparte ne doutait point d'ailleurs de la justice de sa cause et du retour de sa fortune. La preuve en est dans la lenteur de ce voyage de protestation, prolongé à travers tout le Midi comme une excursion d'agrément, avec des haltes successives à Avignon, Montélimar, Valence, Lyon, où la nature de ses questions et de ses démarches témoigne de la plus grande liberté d'esprit et de cœur, et de préoccupations, en tout cas, fort anodines.

De Châlons, il se dirigea sur Châtillon-sur-Seine, où la nouvelle des événements du 12 prairial (20 mai 1795) le surprit sans l'étonner, en pleine et cordiale hospitalité du père du capitaine Marmont, son adjoint et alors son ami.

Le général Bonaparte, après avoir attendu sagement à Châtillon les premiers résultats de la journée de prairial, dont il ne fut pas le témoin, contrairement aux assertions d'historiens qui ont ajouté plus de foi qu'ils n'en méritent aux commérages de Bourrienne et de madame d'Abrantès, commença à Paris ses démarches par une entrevue avec le représentant Aubry, dont les jalousies personnelles et les rancunes girondines semblent s'être exercées avec prédilection sur un général que des rapports calomnieux, favorisés par un rapide avancement et des débuts heureux, désignaient naturellement comme une victime expiatoire digne d'elle à la réaction triomphante. Aubry, ne l'oublions pas, était, avant son entrée à la Convention, ancien capitaine d'artillerie, et s'il avait cru bon de profiter de sa qualité de membre du comité de salut public et de directeur des opérations militaires pour s'improviser général de division inspecteur d'artillerie, il lui semblait encore meilleur de venger, en exilant Napoléon dans une arme qu'il considérait comme subalterne, le dépit d'une carrière ingrate, aigri encore par les déceptions de son parti.

Son unique et aveugle objection contre le général Bonaparte était cet argument terrible et ridicule, que tant d'exemples fameux n'ont pas émoussé : — **Vous êtes**

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, p. 75.

trop jeune, répétait-il imperturbablement à Bonaparte, et vous pouvez attendre. — Je suis jeune, il est vrai, répondit celui-ci avec une fierté qui n'était pas exempte d'ironie, s'adressant à un homme qui n'avait vu que le feu du cabinet ; mais j'arrive du champ de bataille et on y vieillit vite.

La raison ne sembla pas péremptoire à Aubry, qui, confirmé dans sa mauvaise volonté par cette indépendance épigrammatique, se hâta d'écarter de ses bureaux ce reproche vivant, en provoquant l'ordre donné au général Bonaparte de se rendre à l'armée de Vendée pour y commander une brigade d'infanterie. Bonaparte ne donna pas sa démission, ni ne fut pas destitué en punition d'un refus d'obéir, qui n'était point dans les habitudes d'un homme qui avait trop la religion du commandement pour n'avoir pas celle de l'obéissance. Une telle conduite est inconciliable avec la patience obstinée dont il avait fait preuve dans cette longue attente de sept années, subie dans un grade inférieur ; elle l'est encore plus avec le sentiment exact que Napoléon a toujours eu des situations et son flair des événements. Briser volontairement, par un acte injustifiable, en présence des nécessités de la discipline et des besoins de la patrie, une carrière momentanément entravée, n'eût pas été digne d'un homme qui, doué d'autant de souplesse que d'énergie, savait attendre l'occasion et tourner les obstacles qu'il ne pouvait surmonter. Incapable de commettre la faute de s'engager par une acceptation qui eût à jamais ratifié l'injustice, Bonaparte ne l'était pas moins de donner des armes contre lui à un adversaire qui en manquait, et de rendre irréparable un passe-droit qui pouvait n'être que passager. En vertu de l'organisation toute vénitienne du comité de salut public et des périodiques renouvellements qui faisaient changer de mains les pouvoirs directoriaux des comités, la haine d'un Aubry était condamnée à la durée même de ses fonctions. De même qu'il avait succédé à Carnot, un autre député, aussi bienveillant qu'il l'avait été peu, pouvait lui succéder.

Le terme moyen, le juste milieu de sagesse et de prévoyance tant vanté par Pascal comme le dernier mot de la sagesse humaine, Bonaparte le trouva dans une abstention et un délai fondés sur un état de maladie toujours légitimement invoqué. Il dissimula son mécontentement et sa ferme volonté d'attendre sous ce commode prétexte, et tout en faisant solliciter sa réintégration dans l'artillerie, il fit partir ses chevaux et ses bagages et ceux de son aide de camp pour la Vendée, où ils furent d'ailleurs pris presque à leur arrivée, à l'affaire de Bressuire. Et il ne fut remplacé plus tard à l'armée de l'Ouest, dans les cadres de laquelle il gardait son rang, que sur l'avis de la mission que lui donna le comité de salut public, et qui justifia ses prévisions en favorisant non-seulement sa réintégration, mais sa fortune. C'est alors, et alors seulement, que le général Hoche le remplaça par le général Dutol. Telle est la vérité, formellement attestée par Joseph, et corroborée par la correspondance authentique que nous allons parcourir.

Napoléon était en réclamation pour rentrer dans l'artillerie ; il n'est pas vrai qu'il ait été destitué et sans place à Paris ; il conserva toujours son grade et son traitement d'activité : il était porté sur l'état de l'armée de la Vendée, et resta par permission à Paris jusqu'à sa réintégration dans son arme. Ainsi tombent toutes les fables du pain blanc dont le nourrissait Bourrienne, et les autres historiettes fondées sur son dénuement à Paris. Il ne tarda pas à être attaché aux

comités de la Convention et à rentrer dans l'artillerie, comme il le désirait<sup>1</sup>.

Bonaparte logeait alors à Paris, rue des Fossés-Montmartre, selon les uns, hôtel *de la Liberté*, et suivant d'autres, rue du Mail, près de la place des Victoires. A la fin d'août 1795, il occupait certainement un modeste appartement au n° 19 de la rue de la Michodière, et songeait à louer un hôtel rue des Marais, 19, pour y habiter en société avec son oncle Fesch, alors sans emploi à Paris, et le P. Patrault, son professeur à l'école militaire de Brienne, qu'il y avait également retrouvé.

Sa société habituelle, outre ces deux personnages, se composait, à cette époque, de la famille Permon, dont le chef ne devait pas tarder à mourir, après avoir reçu de Bonaparte les soins les plus dévoués, en reconnaissance de ceux dont son père avait été, à Montpellier, l'objet dans cette hospitalière maison ; de la famille de Sémonville, du couple Bourrienne, chez lequel il dînait quelquefois, de son aide de camp et ami Junot, de Jams, de Chauvet, de Muiron, de Casabianca. Il entra successivement en relations avec le général Tilly, compagnon de disgrâce, le jeune de Rey, l'orientaliste Langlès, Ozun, Talma, vers lequel l'attira le goût du théâtre et l'instinct de cette grandeur dont le célèbre acteur semblait sur la scène réaliser l'idéal. Ajoutons à ces liaisons intimes un commerce plus politique avec Fréron et Barras, qu'il avait connus à Toulon, Mariette, qu'il avait vu à l'armée d'Italie, et La Réveillère-Lépeaux, auquel le présenta Volney. Son délassement habituel, après un modeste et silencieux repas aux *Frères Provençaux*, alors fort loin de leur vogue future, était une promenade mélancolique et contemplative au Jardin des Plantes, coupée de fiévreux monologues, et animée par les saillies de Junot, le récit toujours gai de ses pertes au jeu, ou l'aveu plus sérieux de son inclination naissante pour Paulette. Son plaisir favori était le spectacle. Mais le plus cher de tous, c'était encore le travail, consolateur et vengeur de toute injustice, le travail solitaire et idéal, aux libres horizons, aux mâles voluptés, aux fécondes espérances. De ces longues et fiévreuses spéculations, Bonaparte se reposait en écrivant à son frère Joseph, alors à Gênes, où il épiait l'occasion d'un mouvement favorable sur la Corse, et où il préparait officieusement à la république et à son frère un noyau d'adhérents. C'est à ce confident et à cet auxiliaire intelligent et dévoué de ses plus secrètes pensées, que Napoléon s'adressait lorsqu'il avait besoin de l'air du cœur, et que, dans sa chambre embrasée, il appelait le rafraîchissement des émotions de l'amitié, des attendrissements du souvenir, et évoquait autour de lui les images fraternelles et domestiques.

Je conserve encore, a dit Joseph, quelques-unes de ces lettres, qui prouvent à quel point son âme était bonne et aimante ; c'est bien de lui que l'on peut dire que ses grandes pensées venaient de son cœur.

Nous ne résistons pas au devoir et au plaisir de feuilleter, un moment, cette correspondance où Napoléon n'étant pas encore contraint de céder à des exigences gouvernementales, son véritable caractère, la bonté de son cœur, sa tendresse pour ses frères, se révèlent à chaque ligne, et qui est certainement a

---

<sup>1</sup> *Mémoires et correspondances du roi Joseph*, t. I, p. 57. — L'assertion de M. Thiers (t. VII, p. 560 de *l'Histoire de la Révolution*), que Bonaparte destitué par Aubry, était, au 15 vendémiaire, en non-activité, et réduit presque à l'indigence, est donc également erronée.

la meilleure histoire intime que l'on puisse donner de ce que nous pourrions appeler la seconde période de sa vie, c'est-à-dire de la période intermédiaire entre celle où il n'était rien et celle où il fut tout<sup>1</sup>.

Napoléon écrit à son frère, le 23 juin 1795 :

J'ai reçu ta lettre, numérotée 16 ; la lettre de Chiape m'a fait plaisir ; il a le plus grand crédit ; s'il était ici, il ferait ce qu'il voudrait ; je ferai ce que je pourrai pour placer Lucien.

Je suis employé comme général de brigade dans l'armée de l'Ouest, mais non pas dans l'artillerie ; je suis malade, ce qui m'oblige à prendre un congé de deux ou trois mois ; quand ma santé sera rétablie, je verrai ce que je ferai.

Aujourd'hui, on fait la lecture de la constitution à la Convention ; l'on attend le bonheur et la tranquillité de cette constitution ; je te l'enverrai du moment qu'il sera possible de l'avoir, et qu'elle sera imprimée.

Jérôme m'écrit pour qu'on lui trouve une pension ; il n'y en a pas encore pour le moment.....

Le 24 juin, car Bonaparte écrit presque chaque jour à son frère aîné, alors son meilleur ami, nous avons des nouvelles de Louis, qui avait partagé la disgrâce de son frère :

Je n'ai pu obtenir une place pour Louis dans un régiment d'artillerie ; considérant d'ailleurs qu'il n'a que seize ans, je le fais aller à l'examen à Châlons, où il passera son examen et sera officier dans un an.

Le 25 juin, c'est une lettre, écrite sous l'empire d'une émotion communicative, et qui nous montre dans tout le naïf élan de la tendresse et du dévouement cet homme que ses calomniateurs ont prétendu avoir de si bonne heure fait le sacrifice de son cœur, et s'être systématiquement pétrifié dans l'égoïsme.

Je vais me presser d'envoyer à ta femme les commissions qu'elle désire. Désirée me demande mon portrait, je vais le faire faire ; tu le lui donneras, si elle le désire encore, sans quoi tu le garderas pour toi. Dans quelques événements que la fortune te place, tu sais bien, mon ami, que tu ne peux pas avoir de meilleur ami, qui te soit plus cher, et qui désire plus sincèrement ton bonheur. La vie est un songe léger qui se dissipe. Si tu pars, et que tu penses que ce puisse être pour quelque temps, envoie-moi ton portrait ; nous avons vécu tant d'années ensemble, si étroitement unis, que nos cœurs se sont confondus, et tu sais mieux que personne combien le mien est entièrement à toi. Je sens, en traçant ces lignes, une émotion dont j'ai eu peu d'exemples dans ma vie ; je sens bien que nous tarderons à nous voir, et je ne puis plus continuer ma lettre.

---

<sup>1</sup> *Mémoires et correspondances de Joseph*, t. I, p. 59 et 129.

La correspondance avec Joseph, pleine en général de l'activité de son auteur, du mouvement de son esprit attentif et observateur, n'est pas souvent de ce ton mélancolique. Ces rares attendrissements sont courts comme une pluie d'été. Car il ne faut pas prendre pour un rêveur le général Bonaparte. Il n'y a rien de moins nébuleux que ces lettres vives, claires, brèves, précises, où il marque d'un trait rapide et sûr le changement des idées et la transformation des mœurs, et où il se montre tel qu'il est, d'une gravité enjouée, d'une philosophie sans amertume, comptant sur l'avenir de la France et le sien, portant légèrement le poids d'une passagère disgrâce, interrogeant les hommes, prévoyant les événements, le doigt constamment fixé au pouls de l'opinion, préparant son heure tout en ayant l'air de seulement l'attendre, cherchant le secret des autres et gardant le sien, traversant le monde, assistant de loin à la résurrection de la mode et du plaisir, et vivant pur au milieu de la corruption, sage au milieu de la folie, sérieux en pleine frivolité et actif en pleine insouciance.

Rien de plus intéressant que ces épîtres familières, où le fait du jour, l'impression du moment, se gravent d'un coup, où l'on sent peu à peu monter le flot qui portera si haut tout à l'heure cette obscurité soulevée en pleine lumière, qui nous donnent enfin sur les sentiments de Napoléon, à cette heure décisive, sur ses opinions, sur ses relations, sur le sort de chaque membre de sa famille et sur le sien propre, des renseignements irrécusables, dont chacun fait tomber quelque erreur historique accréditée.

La question de sa radiation prétendue en l'an III, non moins imaginaire que celle de l'an II, de ses relations avec le Comité de salut public, de son projet de mission en Turquie, est éclairée, à chaque pas, par cette correspondance si opportunément publiée, d'une nouvelle lumière ; et nous n'aurons, après avoir recueilli ces traits épars, qu'à les réunir pour rendre enfin leur physionomie véritable à ce séjour de Bonaparte à Paris et à sa situation matérielle et morale avant vendémiaire.

Nous ne le ferons pas sans faire précéder d'une esquisse du portrait physique de Bonaparte à cette époque, sa figure morale, demandée aux confidences primesautières de sa correspondance. Nous emprunterons ce portrait à un témoin oculaire et féminin. Toutes réserves faites sur certaines négligences d'improvisation et certains excès de touche qu'expliquent l'époque de la publication des souvenirs de madame d'Abrantès, et les exigences d'une œuvre mercenaire, condamnée à caresser l'opinion dans ses préjugés du moment, et de flatter ce goût des débuts contrariés et des contrastes piquants qui appartient de tout temps au public, il est impossible de ne pas accorder un grand air de vérité, de vie et de ressemblance à cet ébauche du portrait du général Bonaparte en l'an III.

A cette époque de sa vie, Napoléon était laid. Depuis, il s'est fait en lui un changement total. Je ne parle pas de l'auréole prestigieuse de sa gloire ; je n'entends que le changement physique qui s'est opéré graduellement dans l'espace de sept mois. Ses traits, qui étaient presque tous anguleux et pointus, ont pris de la rondeur, parce qu'ils se sont revêtus de chair, dont il y avait presque absence. Son regard et son sourire demeurèrent toujours admirables ; sa personne tout entière subit aussi du changement. Sa coiffure, si singulière pour nous aujourd'hui, dans les gravures du passage du pont



d'Arcole, était alors toute simple, parce que ces mêmes muscadins, après lesquels il criait tant, en avaient encore de bien plus longues ; mais son teint était si jaune à cette époque, et puis, il se soignait si peu, que ses cheveux, mal peignes, mal poudrés, lui donnaient un aspect désagréable. Ses petites mains ont aussi subi la métamorphose ; alors elles étaient maigres, longues et noires. On sait à quel point il en était devenu vain, avec juste raison, depuis ce temps-là. Enfin, lorsque je me représente Napoléon entrant, en 1795, dans la cour de l'hôtel de la Tranquillité, rue des Filles-Saint-Thomas, la traversant d'un pas gauche et incertain, ayant un mauvais chapeau rond enfoncé sur ses yeux, et laissant échapper ses deux oreilles de chien mal poudrées et tombant sur le collet de cette redingote gris de fer, devenue depuis bannière glorieuse, tout autant pour le moins que le panache blanc d'Henri IV ; sans gants, parce que, disait-il, c'était une dépense inutile ; porte tant des bottes mal faites, mal cirées, et puis, tout cet ensemble maladif résultant de sa maigreur, de son teint jaune ; enfin quand j'évoque son souvenir de cette époque, et que je le revois plus tard, je ne puis voir le même homme dans ces deux portraits.

Après ce portrait donné par une femme qui, comme la plupart des physionomistes de son sexe, avait besoin que la gloire éclairât à ses yeux la beauté du génie, nous revenons à ce portrait de Napoléon, se peignant lui-même, dans des lettres qui n'étaient pas destinées à la postérité, avec une ressemblance plus flatteuse et plus vraie à la fois.

7 juillet 1795. — Les Anglais ont opéré un débarquement de douze mille hommes, en grande partie émigrés, en Bretagne ; cela ne donne pas ici une grande inquiétude ; l'on est si sûr de la supériorité de notre infanterie, que l'on se moque de ces menaces anglaises.

Les armées d'Italie et des Pyrénées paraissent vivement attaquées. L'on décrète tous les jours quelques articles de la constitution ; on est fort tranquille. Le pain continue à manquer ; le temps est un peu froid et humide pour la saison, ce qui retarde la récolte. Les louis sont ici à 750 francs.

Et malgré tout cela, malgré le froid, l'incertitude de la récolte, le pain qui continue à manquer, les louis à 750 francs, le discrédit dérisoire de la monnaie révolutionnaire, l'assignat, auquel on ne croit plus, la population parisienne, au lendemain de la Terreur, se livre à une sorte de délire de joie, et célèbre, avec tout l'entrain de la frivolité française, la renaissance des arts, du luxe, du plaisir. Toute cette génération échappée aux batailles et à l'échafaud se livre au bonheur de vivre avec la furie d'allégresse et l'enthousiaste égoïste des lendemains de peste, de naufrage, de prison. Et pendant que la France populaire, patriote, soldat, la France sortie pleine de force et de vie des entrailles de la Révolution, se bat à la frontière sans pain et sans souliers, combat, meurt et triomphe au

chant de la *Marseillaise*, la France élégante, lettrée, riche, réactionnaire, rêvant dans l'avenir le retour d'un passé qui lui est cher, jette ce qui lui reste d'argent par les fenêtres, et sa cocarde par-dessus les moulins, et la jeunesse dorée, narguant les austérités et les brutalités jacobines, commence par la fronde de l'épigramme, de l'habit, de l'épée, de la poudre, la restauration encore inoffensive, bientôt menaçante et agressive, de l'ancien régime. Le Paris muscadin se presse aux théâtres, aux promenades, aux cours publics. Et les petits journaux de recommencer à rire et à médire, tourbillonnant à ce renouveau de liberté et de licence comme des moucherons dans le rayon de soleil. Et les femmes si longtemps dédaignées, que la Révolution a tuées comme les hommes, de reprendre l'empire de la mode, du goût, de l'opinion, d'étaler leurs charmes trop longtemps condamnés au deuil, et d'afficher, non sans un certain ragoût de scandale, leur royauté, la dernière abolie et la première restaurée.

Bonaparte, tout entier à d'autres idées, à d'autres principes, à d'autres espérances, traverse pur cette folie de corruption, et fier ; cette émulation d'avilissement. Mais attentif à tous les symptômes, et en voyant avec raison un très-grave dans ce réveil de tous les bons et de tous les mauvais instincts de la civilisation, il ne le néglige pas, et parfois même semble se laisser gagner par le courant qu'il remonte. A certains passages de ses lettres, il semble que lui aussi soit touché de cette fièvre, la plus contagieuse de toutes, d'une nation qui s'amuse à périr après s'être ennuyée de même. Mais bientôt, abandonnant ce poulx de l'opinion dont la fièvre se gagne, il revient à cet horizon sévère et sanglant de la France militaire aux prises avec l'Europe sur les Pyrénées, les Alpes et le Rhin, et la mâle ivresse de l'ambition de la gloire et du devoir ne laisse plus de place aux autres. Et cet observateur intrépide, qui a dit de bonne heure que la curiosité est la mère de là vie, et qui vit en effet en observant, garde jalousement les forces et le sang-froid dont il aura besoin à l'heure de l'action qui va venir.

18 juillet 1795. — Les Anglais seront obligés de s'embarquer sous peu de jours. Pichegru prépare le passage du Rhin. — La Vendée proprement dite est tranquille ; les chouans ne commencent qu'au bord de la Loire. — L'on dit la paix avec l'Europe imminente. Les Hollandais paraissent chauds amis de leur révolution ; il est probable que le stathouder n'y rentrera plus ; son parti est absolument nul.

Le Nord se brouille et la Pologne conçoit des espérances. L'Italie s'enrichit toujours des dépouilles et des malheurs de la France.

19 juillet 1795. — L'on est ici assez tranquille. Il y a eu quelque bruit au spectacle, pour des airs qui chantent le Réveil du peuple et la Marseillaise. La jeunesse paraît ne pas vouloir de cet hymne. La constitution se décrète tous les jours. Au lieu d'être nommé directement par les assemblées primaires, comme c'était le projet de la commission des Onze, il y aura des assemblées électorales, comme en 1790.

Je m'imagine que tu profites de ton séjour à Gènes pour faire venir notre argenterie et les objets les plus précieux.

Et maintenant, voici des nouvelles de toutes nos connaissances. Louis est à Châlons-sur-Marne depuis cinq à six jours ; il achèvera dans cette ville de se faire un homme ; il a bonne volonté ; il y apprend les mathématiques, les fortifications, les armes.

Richard, domestique de Junot, qui était parti avec mes chevaux, a été pris par les chouans à cinq lieues de Nantes.

Junot est ici, vivant en bon diable, et dépensant à son père le plus qu'il peut. Marmont, qui m'avait accompagné de Marseille, est au siège de Mayence. Il paraît que l'armée d'Italie a été battue et que nous avons évacué Vado et Loano.

25 juillet 1795. — Je suis général employé à l'armée de l'Ouest ; ma maladie me retient ici.

Tout va bien ici ; le Midi seul est agité ; il y a eu quelques scènes produites par la jeunesse ; c'est un enfantillage.

Le 15, l'on va renouveler une partie du Comité de salut public ; j'espère que les choix seront bons. L'on fait passer des forces à l'armée d'Italie ; désirerais-tu que j'y allasse ?..... Je t'ai envoyé des lettres de Mariette, Fréron, Barras, qui te recommandent au chargé d'affaires de la République. Permont est ici ; il te salue, ainsi que Muiron et Casabianca.

Arrivent à la fois la nouvelle du triomphe de Quiberon, sur lequel Bonaparte ne porte que le jugement du soldat, ignorant les représailles toutes politiques, et dont l'armée n'a point la responsabilité, qui ont ensanglanté la victoire ; et celle, sans regrets et sans remords, de la paix avec l'Espagne et Naples ; Bonaparte apprend aussi en même temps à Joseph la mésaventure de leur frère Lucien, incarcéré par la réaction, et, grâce à lui, bientôt délivré.

30 juillet 1795. — Lucien s'est fait arrêter ; un courrier, qui part demain, porte l'ordre du Comité de sûreté générale de le mettre en liberté.

La paix avec l'Espagne rend la guerre offensive en Piémont infaillible. L'on discute le plan que j'ai proposé, qui sera infailliblement adopté.

Je vais écrire à madame Isoard qu'elle donne de l'argent à Lucien ; je le placerai à Paris avant de partir.

Tout est tranquille ; la paix conclue avec l'Espagne et Naples, que nous avons apprise hier, nous a comblés de joie. Les fonds publics montent, les assignats y gagnent. Il n'a pas encore fait chaud ici ; mais les moissons sont aussi belles qu'il est possible de se l'imaginer. Tout va bien. Ce grand peuple se donne au plaisir. Les danses, les spectacles, les femmes, qui sont ici les plus belles du monde, deviennent la grande affaire. L'aisance, le luxe, le bon ton,

tout a repris ; l'on ne se souvient plus de la Terreur que comme d'un rêve.

17 août 1795. — Louis est à Châlons, où il travaille beaucoup ; je suis très-content de lui. — Demain on renouvelle quatre membres du Comité de salut public ; je t'apprendrai leurs noms.

La paix est faite avec l'Espagne, Naples et Parme. Quarante mille hommes sont en marche de l'armée des Pyrénées pour se rendre à Nice. L'on adopte mes plans offensifs. Nous ne tarderons pas à avoir des scènes sérieuses en Lombardie ; le roi de Sardaigne pensera sans doute à faire la paix ; il ne tiendrait qu'à nous de la faire avec l'Empereur ; mais nous exigeons des conditions très-avantageuses, que nous obtiendrons de force. L'on est généralement très-satisfait de la nouvelle constitution, qui promet bonheur, tranquillité et long avenir à la France. Nul doute que peu à peu tout ne se rétablisse ; il faut à ce pays-ci bien peu d'années pour cela.

Les réfugiés, qui ont de quoi vivre, ont tort de rentrer. Sous peu, il est à croire que la Corse nous appartiendra, ils rentreront alors avec plus d'honneur ; je ne parle pas de ceux qui n'ont pas de quoi vivre.

Tout est ici horriblement cher ; mais cela ne continuera pas. Je voudrais faire venir Jérôme à Paris ; il n'en coûterait que 1.200 francs par an.

Enfin, le 9 août, Bonaparte écrit :

Je suis toujours dans la même position ; il ne serait point impossible que je retournasse, comme autrefois, à Nice.

Mariette s'est intéressé pour Lucien, et prend un grand intérêt à moi. Moi, je suis satisfait ; il ne me manque que de pouvoir me trouver à quelque combat ; il faut que le guerrier arrache des lauriers ou meure au lit de gloire.

Les vœux de Napoléon, déjà mêlés d'espérances dont on sent l'influence au ton allègre de ces lettres primesautières, n'allaient plus attendre longtemps. Et c'est ici que se place l'épisode, travesti jusqu'à ce jour, mais que ses lettres et le témoignage de Doulcet de Pontécoulant rétablissent dans sa vérité, des relations de Napoléon avec le Comité de salut public renouvelé, de son choix comme inspirateur stratégique, précédant celui d'exécuteur des plans qu'il a fait triompher ; enfin, dans une heure de dégoût plus encore que de découragement, de son projet, demeuré à l'état de velléité, d'expatriation et de mission militaire en Turquie.

Le mouvement périodique de renouvellement par mois et par quart du Comité de salut public y avait fait entrer, dès le 15 floréal an III, Doulcet de Pontécoulant, le député girondin, longtemps proscrit, alors du parti tout-puissant, et y

exerçant, par les lumières, le caractère et le patriotique dévouement, une croissante autorité. Le 15 thermidor, il passa de la présidence de la section de la marine à la présidence de la section de la guerre, où il remplaça l'esprit intrigant et taquin des Dubois-Crancé et des Aubry, par la plus bienveillante impartialité, et où rentrèrent avec lui la probité sinon le génie d'un Carnot. C'est au moment même où le nouveau directeur du théâtre de la guerre y jetait les yeux, que la nécessité de concentrer tous les efforts de la République sur l'Italie, où était le point fort et jusque-là invulnérable de la puissance autrichienne, apparut plus impérieuse que jamais, et éclairée, non de la lumière encourageante du succès, mais du sinistre éclat d'inquiétants revers. L'armée des Alpes et l'armée d'Italie, sans unité de direction et sans harmonie de mouvements, n'étaient d'aucun appui l'une à l'autre. À Dumerbion, médiocre, mais docile aux conseils de Bonaparte, avait succédé Kellermann, brave général, illustré par l'heureuse canonnade de Valmy, mais mauvais tacticien, ignorant dans l'art de conduire l'infanterie et de se servir de l'artillerie, d'ailleurs esprit étroit et opiniâtre, qui regimbait sous l'inutile aiguillon du comité et persistait à garder, tout en la perdant, la position défensive qui lui semblait nécessaire parce qu'elle lui était commode. A Kellermann devait succéder Schérer, comme lui excellent au second plan et mauvais au premier. En présence de ces faits, le premier devoir d'un homme comme Doulcet de Pontécoulant, qui joignait à des lumières spéciales, en sa qualité d'ancien officier, le goût des avis et le respect des conseils, était de s'entourer de tous les concours qui pouvaient diminuer en la partageant son effrayante responsabilité. Il ne manqua point de faire part de son embarras pour concerter un plan de commandement et de campagne, à la hauteur des circonstances, à ses collègues, et c'est l'heureux hasard d'une de ces conversations fréquentes avec Carnot, avec les représentants, que leur mission à l'armée d'Italie ou des Alpes rendait plus compétents, et avec les membres du comité, que le général Bonaparte dut d'être tiré, par un mot de Boissy d'Anglas, de l'attente inquiète et peu à peu mécontente où il languissait.

Dès le lendemain (3 fructidor an III), M. de Pontécoulant s'empressa de mander au comité le jeune officier qu'on lui avait indiqué ; on l'avait trouvé logé dans une maison de fort chétive apparence, rue des Fossés-Montmartre, hôtel de la Liberté. Il avait répondu qu'il allait se rendre sur-le-champ à l'invitation du président du comité de la guerre, et bientôt, en effet, celui-ci voit paraître devant lui, dans un costume plus que modeste, un jeune homme au teint hâve et livide, à la taille voûtée, à l'extérieur frêle et maladif, mais dont le regard d'aigle s'anime à mesure qu'il parle, et semble jaillir en éclairs aux mots d'armée, de bataille et de victoire. Ce jeune homme, c'était Bonaparte ; et sous cette chétive enveloppe, sous ces vêtements négligés, M. de Pontécoulant a reconnu l'homme de génie. Bonaparte, au lieu d'un juge envieux et prévenu, trouvait un auditeur bienveillant autant qu'éclairé ; aussi, se laissa-t-il bientôt entraîner à toute la fougue de son imagination méridionale, et, franchissant le cercle que lui traçaient les questions qui lui étaient soumises, il étala, aux yeux de son interlocuteur étonné, tout un plan merveilleux de conquête et d'invasion, qui semblait depuis longtemps fermenter dans son esprit et qui

en jaillissait comme la lave s'élançant du volcan qui la comprime.

M. de Pontécoulant, se défiant d'une séduction irrésistible, essaye de lutter contre l'entraînement de cette lumière éblouissante, et veut imposer, tout en en profitant lui-même, à son interlocuteur l'épreuve de la réflexion. Il demande un rapport écrit, qui exigera sans doute quelque temps. Du temps ! on n'en a que trop perdu, et Bonaparte n'en a pas besoin. Et déjà, à l'instant même, à peine assis, aiguillonné par cette sorte de défi, il trace sur le coin de la table du comité, d'une écriture fiévreuse et à peine déchiffrable, *tout le plan de cette magnifique campagne d'Italie, qu'il exécuta lui-même une année plus tard, et qui transporta, par une série non interrompue de victoires, les armées françaises des bords du Var et de la Durance jusqu'aux rives de l'Adige et du Tagliamento.*

Ce précieux document, qui est peut-être l'un des plus beaux monuments du génie de Bonaparte, existe encore aujourd'hui dans les cartons du dépôt de la guerre ; il est impossible, en le lisant, de ne pas éprouver le même sentiment d'admiration et d'enthousiasme qui saisit M. de Pontécoulant, lorsque l'auteur, pour la première fois, le développa devant lui, avec toute la verve de la jeunesse et de l'improvisation.

Il voulut, sur-le-champ, en préparer l'exécution et ouvrir à ses successeurs une route glorieuse qu'ils n'auraient plus qu'à parcourir. Il chargea donc Bonaparte de rédiger des instructions, conformes à ses idées, sur les opérations préliminaires que l'armée des Alpes et d'Italie, avant de prendre ses quartiers d'hiver, devrait exécuter, aussitôt qu'elle aurait reçu les renforts qui lui étaient annoncés, et qu'elle serait en état de reprendre l'offensive. Ces instructions furent, en effet, recopiées dans la nuit, de la main de Junot, et dès le 4 fructidor, c'est-à-dire le lendemain même du jour où avait eu lieu sa première entrevue avec Bonaparte, M. de Pontécoulant, après les avoir soumises à l'approbation du comité réuni, ce qui n'était, nous l'avons dit, qu'une simple formalité, s'empressa d'en adresser une copie au général Kellermann, commandant en chef l'armée des Alpes et d'Italie, et aux représentants du peuple en mission auprès de cette armée. On voit même, par sa correspondance, qu'il y attachait tant d'importance, qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires pour que le général Schérer, qui devait remplacer, dans le commandement de l'armée d'Italie, le général Kellermann, que des raisons de santé obligeaient à prendre du repos, les trouvât à Nice au *moment même de son arrivée.*

Ces instructions, qui offrent un admirable résumé du plan de campagne adopté pour l'Italie, contiennent, non-seulement le germe de toutes les brillantes victoires qui immortalisèrent l'armée des Alpes, mais on y trouve encore les grandes vues politiques qui dirigèrent la mémorable

campagne de 1796, affranchirent du joug étranger les plaines de la Lombardie, et amenèrent les armées des Alpes et du Rhin, parties de deux points opposés de nos frontières, à venir se donner la main sur le sommet des Alpes noriques, et à forcer enfin la fière maison d'Autriche à signer une paix glorieuse pour la République, presque sous les murs de sa capitale, menacée de voir ses portes assiégées par ces deux armées réunies<sup>1</sup>.

A l'envoi de ces instructions, sur lesquelles on leur demandait un avis, savez-vous quelle fut la réponse de Kellermann et de Schérer, qui n'étaient pas encore fascinés par le génie qu'ils devaient reconnaître et saluer plus tard, ni domptés par la fortune qui a toujours raison plus que la raison ? Kellermann répondit que le plan de campagne qu'on lui avait envoyé ne pouvait être que l'ouvrage d'un fou, qu'il fallait au plus vite reconduire aux Petites-Maisons. On sait que tel fut aussi à peu près l'avis du général Schérer<sup>2</sup>. Pendant que Bonaparte prenait en quelque sorte pied à l'étrier et attendait, sous des auspices plus favorables, l'occasion décisive, il continuait d'écrire à Joseph des lettres qui ont pour nous l'avantage inappréciable d'être à la fois le miroir fidèle de son âme et de la situation.

12 août 1795. — L'on a épuré la Convention, et l'on a arrêté six à sept députés ; il n'y en a aucun de ta connaissance. Tout est ici parfaitement tranquille ; la constitution s'avance et est le principal objet des espérances de tout le monde. Gémonville va rentrer ; il sera changé ; j'ai dîné, il y a deux jours, avec sa femme ; chacun nomme les siens pour le Directoire exécutif ; il serait possible que Servan, l'ex-ministre de la guerre, en fût membre.

..... La Vendée existe toujours ; Richard et mes chevaux ont été pris par ces messieurs.

Les mouvements d'Ajaccio sont singuliers ; il paraît qu'ils se déchirent toujours dans ce malheureux pays. Quelle sera la fin de Paoli ?

La fin de la lettre témoigne, non d'un sentiment de défaillance et de découragement que rien n'eût justifié, mais d'une certaine atteinte de cette insouciance fataliste dont la contagion dut parfois, dans ce pays et cette ville habitués, par les jours sans lendemain de la Révolution, à vivre au jour le jour, effleurer jusqu'à Bonaparte lui-même, à qui rien d'humain n'a été étranger.

Fesch paraît vouloir retourner en Corse à la paix ; il est toujours le même, existant dans l'avenir, m'écrivant six pages fondées sur la pointe d'une aiguille ; le présent n'est pas plus pour lui que le passé, mais l'avenir est tout. Moi, très-peu attaché à la vie, la voyant sans grande sollicitude, me trouvant constamment dans la situation d'âme où l'on se

---

<sup>1</sup> *Souvenirs du comte de Pontécoulant*, t. I, p. 325 à 329.

<sup>2</sup> *Souvenirs du comte de Pontécoulant*, t. I, p. 335.

trouve la veille d'une bataille, convaincu par sentiment que, lorsque la mort se trouve au milieu, pour tout terminer, s'inquiéter est folie. Tout me fait braver le sort et le destin, et si cela continue, mon ami, je finirai par ne plus me détourner lorsque passe une voiture. Ma raison en est quelquefois étonnée ; mais c'est la pente que le spectacle moral de ce pays et l'habitude des hasards ont produite sur moi.

Le 20 août 1795, Napoléon écrit à Joseph :

Je suis attaché dans ce moment-ci au bureau topographique du Comité de salut public, pour la direction des armées, à la place de Carnot. Si je demande, j'obtiendrai d'aller en Turquie, comme général d'artillerie, envoyé par le gouvernement pour organiser l'artillerie du Grand Seigneur, avec un bon traitement et un titre d'envoyé très-flatteur ; je te ferai nommer consul et ferai nommer Villeneuve ingénieur pour y aller avec moi ; tu m'as dit que M. d'Antoine y était déjà ; ainsi, avant un mois, je viendrai à Gênes ; nous irons à Livourne d'où nous partirions.

L'on est ici tranquille ; mais les orages se préparent peut-être. Les assemblées primaires vont se réunir dans quelques jours. Je mènerai avec moi cinq ou six officiers. Je t'écrirai plus de détails après-demain.

La commission et l'arrêté du Comité de salut public qui m'emploie pour être chargé de la direction des armées et plans de campagne, étant très-flatteurs pour moi, je crains qu'ils ne veuillent plus me laisser aller en Turquie ; nous verrons ; je t'embrasse ; écris-moi toujours dans l'hypothèse que j'allasse en Turquie.

Cette lettre ne peut se passer d'un commentaire, car elle contient autant de choses que de mots. Elle établit d'abord que ce projet de mission en Turquie n'est pas un mythe, ainsi que Napoléon lui-même, au témoignage du Mémorial, guide toujours sûr pour les faits intimes, plus sujet à caution pour les faits historiques, a affecté de le faire croire dans une boutade inspirée par la mauvaise humeur que lui causaient les travestissements ridicules dont l'ignorance ou la mauvaise foi avaient affublé cet épisode de sa jeunesse. Napoléon, pour couper court, a opposé une dénégation à des articulations de fantaisie. La vérité vraie est que ce projet de mission en Turquie a un moment passionné Napoléon, indécis sur la direction à donner à ses facultés parfois méconnues, et à l'imagination duquel ont souri de bonne heure les routes de l'Orient. Mais bien loin d'être, comme on l'a dit, le résultat d'un caprice ou le rêve d'un esprit découragé, ce projet des plus sérieux, des mieux raisonnés, qui devait être réalisé plus tard par l'envoi d'Aubert Du Bayet à Constantinople, n'offrit jamais rien de chimérique ni de hasardeux. Ce ne fut pas le va-tout d'un moment de défaillance et de désespoir, ce fut le pis-aller d'un homme plein du sentiment de sa valeur, du pressentiment de sa destinée, et le premier averti par cette prescience même du rôle capital réservé à l'Orient dans les mouvements



prochains de la politique européenne. Dès le premier jour, d'ailleurs, Napoléon ne se fit pas illusion sur les chances de succès d'un projet, qui exigeait la faveur des circonstances, un concours d'argent bien difficile dans la pénurie proverbiale du Trésor, et l'oubli du besoin qu'on pouvait avoir de lui.

Peut-être ne fut-ce là qu'une feinte, qu'une habileté, qu'une coquetterie de sa faveur, bien loin d'être un expédient de sa disgrâce. En offrant de s'éloigner, Napoléon voulut peut-être tout simplement mesurer le cas qu'on faisait de lui, le désir qu'on avait de ses services, la crainte qu'on pouvait avoir de ses talents. Du reste, avec la précision pratique qu'il mettait en toutes choses, il avait préparé de sa main tout le travail du Comité relatif à cette mission auprès du Grand Seigneur. Considérants, arrêtés, tout était prêt en minute, et bon à la signature qui donnait à la spéculation la force et la vie de la réalité. Mais cette signature, Napoléon ne désirait pas qu'on la donnât et espérait qu'on ne la donnerait pas et qu'on remplacerait l'autorisation demandée par des recommandations flatteuses. C'est ce que firent en effet Pontécoulant et Jean Debry, au bas du projet minuté par Bonaparte, et qui semble n'avoir pas d'autre but que de se faire retenir. Comment en eût-il été autrement ? Napoléon prenait trop de part et avait trop de goût aux opérations de nos armées, pour briguer sérieusement un poste sacrifié auprès d'un gouvernement de sérail. Il prévoyait les événements prochains et les troubles prêts à sortir de cette constitution de l'an III, véritable outre des tempêtes. A l'intérieur, à l'extérieur, pouvaient se présenter une occasion décisive pour un homme comme lui ; et c'est au moment de mettre la main sur le gouvernail du vaisseau en dérive qu'il eut abandonné la manœuvre !

Certains historiens ont senti ce qu'une telle démission aurait d'inconciliable avec le témoignage de cette correspondance avec Joseph si pleine d'activité, de résolution, de confiance et d'espérance. Et ils ont rejeté les démarches de Napoléon à l'époque d'une prétendue radiation dont Le Tourneur, successeur de Pontécoulant, aurait été l'auteur, sous prétexte d'un refus de se rendre à l'armée de l'Ouest. Les contradictions sont les mêmes. Il est impossible que Napoléon ait été envoyé à l'armée de l'Ouest, où il était déjà remplacé, par un homme qui avait la conscience de sa valeur, qui lui rendait justice, dont le concours dévoué, à travers de légères dissidences, fut récompensé plus tard par l'Empereur, comme la protection de Pontécoulant, d'un siège au Sénat, et le lendemain du jour où les apostilles de Pontécoulant et de Jean Debry attestent le crédit acquis par le jeune tacticien, et non leur désir, mais leur crainte d'être privés de ses services.

Nous revenons à cette source de vérité et d'intimité de la correspondance avec Joseph, dont le flot plus pressé atteste que nous approchons des heures décisives. C'est le moment où, au dire de Pontécoulant<sup>1</sup>, confirmé par Napoléon lui-même, il travaillait *quinze heures* par jour, à ses fonctions de stratéliste en chef de la République.

25 août 1795. — J'espère que tu auras un consulat dans le royaume de Naples, à la paix avec cette puissance.

L'on est ici fort tranquille ; l'on va renouveler le tiers de la Convention ; je suis accablé d'affaires depuis une heure après midi. A cinq heures, au comité, et depuis onze heures du soir jusqu'à trois heures du matin.

---

<sup>1</sup> *Souvenirs*, t. I, p. 338 à 339.

Le 20 du mois, l'on va réunir les assemblées primaires et procéder à l'élection du tiers de la Législative ; après quoi, l'on organisera le pouvoir exécutif, et nous nous trouverons gouvernés par la nouvelle constitution.

29 août 1795. — L'armée de l'intérieur a accepté la constitution ; plusieurs sections de Paris ont demandé l'éloignement de la force armée, et la révocation du décret qui restreint le renouvellement de la Convention au tiers ; elles ont été très-mal reçues. Tout est d'ailleurs assez tranquille. Le peuple de Paris en masse est bon ; quelques jeunes gens voudraient pousser à la réaction ; mais cela n'est pas dangereux.

30 août 1795. — Je voudrais avoir mon portefeuille avec tous mes papiers. Donne-moi des nouvelles de la situation politique de la Corse.

Cependant les symptômes s'accusent, les nuages s'amassent à l'horizon. Napoléon, l'œil sur l'opinion comme le médecin au chevet du malade, en calcule minutieusement les variations, avec le sang-froid d'un homme qui a pris son parti. Le sien n'est pas douteux. Ce n'est pas aux factions, c'est à l'ordre qu'il donnera la main.

1er septembre 1795. — Il y a ici, comme partout, un peu de mouvement dans les têtes, à cause du renouvellement de la Convention. Les royalistes s'agitent ; nous verrons comme cela tournera.

Schérer passe à l'armée d'Italie, Kellermann à celle des Alpes. Hoche passe à la Vendée. Je continue auprès du Comité de salut public.

5 septembre 1795. — Le comité a pensé qu'il était impossible que je sortisse de France tant que durera la guerre ; je vais être rétabli dans l'artillerie, et probablement je continuerai à rester au comité.....

Si je reste ici, il ne serait pas impossible que la folie de me marier me prit ; je voudrais à cet effet un petit mot de ta part là-dessus ; il serait peut-être bon d'en parler au frère d'Eugénie 5 lais-moi savoir le résultat et tout est dit.

Ce passage a toute la valeur proverbiale d'un post-scriptum ; il nous ouvre une perspective sur l'état moral de Napoléon à cette époque tant calomniée, où on a voulu le représenter comme cherchant dans ses relations des moyens de parvenir, et pratiquant la politique de la galanterie, fort à la mode en ce temps corrompu. On s'est trompé. A ce moment du 5 septembre, Bonaparte ne fréquentait point Barras, qu'il connaissait peu, mais déjà assez pour ne le point estimer. Barras, d'ailleurs, ne faisait point partie du pouvoir ; et bien loin de songer à faire sa cour au crédit naissant de madame de Beauharnais, justifié par ce que le nom, la grâce, la bonté, le malheur ont de plus séduisant, Bonaparte songeait à réaliser le vœu de son frère, en épousant bourgeoisement

mademoiselle Désirée-Eugénie Clary, la jolie silencieuse, qui lui préférait Duphot, et devait épouser Bernadotte. Les pensées de Napoléon, à ce chaud moment de septembre, funeste aux têtes parisiennes, sont donc des plus graves, des plus droites, des plus calmes. C'est avec le sang-froid de la raison qu'il rêve pour lui-même cette sécurité et cette stabilité qu'il va être appelé par le doigt de la nécessité à rendre à la France. Joseph commence à deviner le rôle énergique réservé à son frère, qui rassure en ces termes de justes alarmes :

6 septembre 1795. — Tu ne dois avoir, quelque chose qui arrive, rien à craindre pour moi ; j'ai pour amis tous les gens de bien, de quelque parti et opinion qu'ils soient.

Je suis très-content de Louis ; il répond à mes espérances et à l'attente que j'avais conçue de lui ; c'est un bon sujet, mais aussi c'est de ma façon ; chaleur, esprit, santé, talent, commerce exact, bonté, il réunit tout.

Cette lettre, toute intime, toute domestique, pleine de l'éloge, peut-être un peu égoïste<sup>5</sup> de Louis, et du désir de réaliser des projets d'établissement envisagés sans illusion et avec une précision toute militaire et pratique, est suivie, le 8 septembre, d'un billet plus vif, plus chaud, et où commence à frémir la fièvre politique de cet homme que la lutte attire, et qui oublie bien vite son cabriolet, sa folie d'avoir une maison, tous les rêves du général aspirant à la vie civile.

Quelques sections de Paris sont agitées par l'esprit insurrectionniste ; ce sont quelques aristocrates qui voudraient profiter de l'état d'affaiblissement où l'on a tenu les patriotes pour les expulser et arborer la contre-révolution ; mais les vrais patriotes, la Convention en masse, les armées, sont là pour défendre la patrie et la liberté ; cela n'aura aucune suite.

Les lettres du 11 septembre, du 15, sont pleines, quant aux événements, des mêmes bruits et des mêmes éclairs précurseurs de l'orage, et, quant aux sentiments, de la même stoïque confiance dans le triomphe de la cause de l'ordre et de la liberté, du même superbe mépris d'indignes ennemis. Bonaparte, attentif au mouvement de la publicité, y note avec une complaisante satisfaction chaque ligne où il est fait mention de lui. De tout cela résulte la preuve que, bien avant vendémiaire, Bonaparte était l'homme de la cause qu'il fit triompher, et que, loin de s'exagérer son mérite et ses dangers, il ne parle jamais d'un mouvement réactionnaire que comme d'une échauffourée, d'un feu de paille. En quoi il se trompait, avec une bonne foi qui l'honore ; car ce feu de paille faillit dégénérer en un immense et fatal incendie ; mais il faut convenir que tout le monde se trompait comme Bonaparte, et que la grandeur du péril, subitement dévoilé, fut pour tout le monde une surprise. Mais les surprises de Napoléon duraient peu, et on délibérait encore que déjà la République était sauvée. Voilà comment fut réparée l'erreur de ces illusions plus généreuses encore que dédaigneuses par un homme qui, on n'en peut douter, les partagea jusqu'au dernier moment. Il est vrai que l'insurrection de vendémiaire, longtemps cachée, éclata comme une conspiration. Seulement, c'était une conspiration de **quarante mille hommes armés**.

Le 26 septembre, Napoléon songe toujours à son voyage d'Orient, tout en reconnaissant, enfin, qu'il y a dans l'opinion une fermentation qui arrive au bouillonnement, et qui justifie la surséance sur son projet. Sa confiance, du reste, n'est pas ébranlée, car elle repose sur un sentiment inébranlable, et **si le moment paraît critique, le génie de la liberté n'abandonne jamais ses défenseurs.**

Le 5 octobre, en effet, c'est un bulletin de victoire, encore tout plein des frémissements de l'action, qui arrive à Joseph :

Enfin, tout est terminé ; mon premier mouvement est de te donner de mes nouvelles.

Et ces nouvelles sont brèves et claires, comme celles qu'on écrit sur l'affût d'un canon ou la peau d'un tambour. Elle finit par ce P. S., cri du cœur, salut à la destinée enfin conquise. **Le bonheur est pour moi ; ma cour à Eugénie et à Julie.**

Que s'était-il donc passé entre le 26 septembre et le 5 octobre ? Il faut le demander, non plus aux lettres de Napoléon, mais à ses commentaires, où il a buriné pour la postérité, en quelques traits ineffaçables, l'épisode de vendémiaire. Un rapide coup d'œil aux causes et aux résultats de cette journée fameuse et calomniée par le même esprit de parti dont elle stigmatisa les moyens et consacra la défaite.

La constitution dite *de l'an III* avait été décrétée le 21 juin 1795 par la Convention, au milieu de la lassitude et de l'inquiétude universelles, tristes fruits de la liberté dégénérée en licence et de la force dégénérée en violence. Cette constitution, qui confiait le pouvoir ou plutôt les fonctions exécutives à cinq personnes, sous le nom de Directoire, et partageait entre deux assemblées, dites des Cinq-Cents et des Anciens, les prérogatives de la législature, avait été soumise à l'acceptation du peuple réuni en assemblées primaires. Le besoin de stabilité et de sécurité l'eût fait facilement triompher de cette épreuve, sans le discrédit dans lequel était tombée la Convention, et qu'elle augmenta encore en prescrivant, pour éviter la faute de la Constituante, que les deux tiers de la législature nouvelle seraient composés de ses membres. C'était limiter le droit électoral à une représentation d'un tiers seulement. C'était décevoir les espérances d'une minorité ambitieuse et remuante qui espérait voir sortir des comices populaires le triomphe de la réaction. De là un conflit aisément provoqué et envenimé par les meneurs des quarante-huit sections de Paris, entre la Convention, usurpatrice selon eux, des droits du peuple, et les nombreux partisans d'un changement qui ne pouvait s'opérer que par des hommes nouveaux. La capitale, sous les excitations d'orateurs ardents, comme La Harpe, Serizy, Lacretelle jeune, Vaublanc, ne tarda pas à entrer en fermentation, et les sections se disposèrent à appuyer, au besoin, par la force, leur refus de ratifier les deux lois additionnelles si funestes aux prétentions de leurs chefs, et à transformer en un coup d'État populaire le coup d'État parlementaire, dont les moyens leur échappaient.

Les circonstances étaient aussi défavorables à la résistance que propices à l'attaque. Les sections réunissaient un effectif de quarante mille hommes armés, contre lequel il était chanceux d'engager des troupes peu nombreuses, et que pouvait seul entraîner le prestige d'un chef capable de les électriser. Pour comble de malheur, on perdit à délibérer l'heure précieuse de l'occasion. La Convention reculait devant la conscience de cette impopularité qui ne lui laissait de fidèle que la section des Quinze-Vingts. On alla jusqu'à parlementer, comme si, en pareille

occurrence, où le succès est moins au nombre qu'à la décision, ce n'était pas perdre du temps que de chercher à en gagner.

Le 23 septembre, la Convention, essayant de dédaigner les protestations quotidiennes des sections de Paris, proclama l'acceptation par la majorité des assemblées primaires de la république de la constitution de l'an ITI et des deux lois additionnelles qui limitaient, pour la prochaine assemblée, l'exercice du droit électoral. Le lendemain, la minorité, exaspérée, cherchait à l'aire triompher son opposition par les armes ; car il ne pouvait sortir que la guerre civile de l'assemblée centrale d'électeurs députés par chaque section, et convoquée à l'Odéon.

La Convention sentit le danger, et le 10 vendémiaire, la force armée, sur l'ordre de ses comités, se transporta sur le théâtre de celle assemblée déclarée illégale, et en ferma les portes sans résistance. Cette mesure énergique fut relevée comme un défi par les sections les plus passionnées, notamment celle de Le Pelletier, dont le chef-lieu était au couvent des Filles-Saint-Thomas. Un décret de la Convention ordonna que le lieu des séances fût fermé, l'assemblée dissoute et la section désarmée ; C'est à ce moment décisif surtout que la Convention, qui avait jusque-là, en apparence du moins, fait preuve de l'ancienne énergie, faiblit subitement et fatalement dans la voie d'exécution ; succédant à des démonstrations plus faciles. Les représentants du peuple, commissaires près de l'armée de l'intérieur, accompagnés du général Menou, se trouvèrent en présence d'une organisation et d'une résolution de résistance sur lesquelles ils n'avaient pas compté, et après une heure d'inutiles pourparlers, ils battirent en retraite, avec leur infanterie, leur cavalerie et leur artillerie, ramenant au plus vite leur petite armée menacée d'être enveloppée par les sectionnaires. Ceux-ci, demeurés maîtres de la place, se constituèrent en permanence, envoyèrent des députations à toutes les autres sections, et exaltée par ce premier succès, l'insurrection se prépara à la lutte.

Napoléon, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la République, était au spectacle au théâtre Feydeau, lorsque, instruit de la scène singulière qui se passait si près de lui, il fut curieux d'en observer les circonstances. Voyant les troupes conventionnelles repoussées, il courut aux tribunes de la Convention, pour juger de l'effet de cette nouvelle, et suivre les développements et la couleur qu'on lui donnerait. La Convention était dans la plus grande agitation. Les représentants auprès de l'armée, voulant se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou. Ils attribuèrent à la trahison ce qui n'était dû qu'à la malhabileté : Menou fut décrété d'arrestation. Alors divers représentants se montrèrent successivement à la tribune ; ils peignirent l'étendue du danger ; les nouvelles qui, à chaque instant, arrivaient des sections, ne faisaient voir que trop combien il était grand. Chacun proposa le général qui avait sa confiance pour remplacer Menou. Les Thermidoriens proposaient Barras, mais il était peu agréable aux autres partis ; ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du Comité de salut public, qui avaient des relations journalières avec Napoléon, le proposèrent, comme plus capable que personne de les tirer de ce pas dangereux, par la

promptitude de son coup d'œil, l'énergie et la modération de son caractère. Mariette, qui était du parti des modérés et un des membres les plus influents du comité des Quarante, approuva ce choix. Napoléon, qui entendait tout du milieu de la foule où il se trouvait, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire.

Au bout de cette demi-heure de délibération intérieure, dont les hésitations se comprennent en présence de la gravité de la situation, de l'imprévu des circonstances, de la responsabilité la plus terrible qui fût jamais, Napoléon accepta, décidé à faire, au besoin, à la grande cause de la révolution, de la liberté et de la patrie, le sacrifice de sa gloire et de sa vie<sup>1</sup>. Ce qui a été considéré comme un acte d'ambition fut, en réalité, un acte d'abnégation héroïque. Napoléon se mêlait à la lutte, dont il pouvait demeurer spectateur, et il risquait tout sur les chances d'une de ces avances douteuses de la destinée qui ressemblent parfois à des trahisons.

Dès ce moment, et avant même l'issue de la lutte imminente, la Convention respira et put se croire sauvée, à la prévoyance, à l'énergie, à l'habileté qui présidèrent à l'organisation de la résistance. Bonaparte, seul responsable, pose d'abord en principe l'unité du commandement ; il écarte les commissaires de la Convention, dont il nie la compétence militaire, et la toge cède aux armes. Barras est nommé commandant en chef pour sauver les principes, mais c'est le général en second qui ordonne tout. Et déjà le voilà dans le cabinet des Tuileries, prison provisoire de Menou, lui demandant des renseignements. L'armée n'était que de cinq mille hommes de toutes armes ; le parc était de quarante pièces de canon, alors parquées aux Sablons, sous la garde de vingt-cinq hommes. Sur un signe de Napoléon — il était une heure du matin —, le chef d'escadron, Murât, vole, avec trois cents chasseurs, et ramène, dans le jardin des Tuileries, cette artillerie conquise à la barbe d'une colonne de la section Le Pelletier, devancée sur les lieux.

Le 13 vendémiaire, de six heures à neuf heures, Napoléon plaça son artillerie à la tête du pont Louis XVI, du pont Royal et de la rue de Rohan, au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant ; puis il distribua sa petite armée aux différents postes ou en réserve au jardin des Tuileries et au Carrousel.

Pour bien indiquer la pensée conservatrice qui présidait à la résistance, et pour y renforcer l'élément militaire par l'élément civil et patriotique, Napoléon fit donner des armes à quinze cents individus dits les Patriotes de 89, disgraciés depuis le 9 thermidor par la réaction, jaloux de venger l'injure faite à leur dévouement, à la liberté, et pleins de l'enthousiasme et de l'élan dont il importe de propager la contagion en pareille circonstance. Ce corps d'élite, habilement enlevé aux tentatives de l'insurrection qui cherchait à débaucher ses membres avant leur réunion sous les ordres du général Berruyer, contribua heureusement, suivant les prévisions de Napoléon, au succès de la journée.

Ce succès fut complet, grâce à la décision qui présidait à toutes les opérations du général Bonaparte, et donnait à ses mouvements la rapidité foudroyante de ses canons. Il ne fallut pas moins que cette énergie implacable pour triompher d'un

---

<sup>1</sup> *Mémorial*.

ennemi plus redoutable que les sectionnaires, malgré leur nombre ; je veux dire l'incertitude, la contradiction, la peur qui paralysèrent le concours de la commission des Quarante, composée des Comités de salut public et de sûreté générale réunis, et celui de la Convention elle-même. Pour faire taire ces délibérations confuses, sur les trois heures, Napoléon fit distribuer, dans la salle de l'assemblée, huit cents fusils, des gibernes et des cartouches destinés à armer ses membres eux-mêmes comme corps de réserve. Ils réfléchirent alors davantage et parlèrent moins. Bonaparte n'avait besoin que de leur passivité, et il l'obtint ainsi en les associant jusqu'au bout à la résistance et en leur montrant, sans déguisement, la grandeur du danger et la nécessité de la liberté et de l'unité du commandement. Sur les quatre heures un quart les sectionnaires, réunis depuis le matin par les coups pressés de leurs tambours, qui venaient jusque sur la place du Carrousel et la place Louis XV, battre un appel provocateur, s'ébranlèrent aux premières mousquetades, parties de l'hôtel de Noailles.

Depuis le matin, Napoléon tenait ses canonniers à leurs pièces, immobiles mais prêts à faire feu au signal propice. Depuis le matin, l'artillerie assistait au spectacle de la concentration des deux colonnes d'attaque dont l'une, dirigée par un nommé Lafond, parti de la section Le Pelletier, avait débouché dès deux heures sur le Pont-Neuf et avait opéré sa jonction place Dauphine avec une autre colonne venant de l'Odéon. Le général Carteaux, chargé de défendre les deux côtés du Pont-Neuf, avait mollement fait son devoir et s'était replié sur les guichets du Louvre. La situation était critique et on n'en pouvait sortir que par un coup décisif, car d'un côté les colonnes sectionnaires enveloppaient les Tuileries, de l'autre l'asile de la Convention était menacé par les gardes nationales qui occupaient en force Saint-Roch, le Théâtre-Français et l'hôtel de Noailles.

Les insurgés doutaient si peu de leur succès qu'à trois heures, Danican, leur général, avait osé envoyer un parlementaire à la Convention pour la sommer de faire déposer les armes à ses défenseurs. C'est sous l'impression de cette dernière insulte que Napoléon, jaloux d'éviter les surprises de la nuit, donna le signal du feu, au moment même où la colonne de Lafond débouchait par le quai Voltaire, marchant sur le pont Royal en battant la charge. Alors les batteries tirèrent ; une pièce de huit, au cul-de-sac Dauphin, commença à semer dans les rangs insurgés la mitraille et la débandade, que ne tardèrent pas à achever la déroute des défenseurs de Saint-Roch, foudroyés sur les marches de l'église Saint-Roch, bientôt prise d'assaut à la baïonnette.

La colonne Lafond, prise en tête et en écharpe par l'artillerie placée sur le quai, à la hauteur du guichet du Louvre et à la tête du pont Royal, fut mise en déroute : la rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin et les lieux adjacents furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister au théâtre de la République ; quelques obus les délogèrent. A six heures du soir, tout était fini. Si l'on entendit de loin en loin quelques coups de canon pendant la nuit, ce fut pour empêcher les barricades que quelques habitants avaient cherché à établir avec des tonneaux.

Il y eut environ deux cents tués ou blessés du côté des sectionnaires, et presque autant du côté des conventionnels ; la plus grande partie de ceux-ci aux portes de Saint-Roch.

Trois représentants, Fréron, Louvet et Sieyès, montrèrent de la résolution.

Il existait encore des rassemblements dans la section Le Pelletier. Le 14 au matin, des colonnes débouchèrent contre eux par les boulevards, la rue Richelieu et le Palais-Royal ; des canons avaient été placés aux principales avenues. Les sectionnaires furent promptement délogés, et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de section, à ramasser les armes et lire des proclamations<sup>1</sup>.

Le soir, tout était rentré dans l'ordre, et Paris se trouvait parfaitement tranquille.

Énergique dans le combat, le général Bonaparte fut généreux après la victoire, et il profita de son ascendant pour sauver Menou, dont les comités voulaient faire la victime expiatoire de leurs propres faiblesses et dont ses ennemis demandaient la tête. Il eut voulu étendre la même clémence à ses adversaires eux-mêmes, dont l'entraînement et le courage palliaient le crime à ses yeux. Grâce à cette influence tutélaire, les repréailles des vainqueurs, qui pouvaient être si sanglantes, se bornèrent à quelques condamnations par contumace, notamment contre Vaublanc, et à une seule exécution, rendue inévitable par l'imprudence obstinée des réponses de Lafond, émigré, et qui ne voulait pas survivre à sa défaite.

Napoléon nous révèle encore un trait de sa modération dans cette journée<sup>2</sup> sans reproche et sans remords pour lui, où il avait combattu contre des concitoyens, mais pour la cause de la patrie. C'est qu'à partir du moment où l'issue de la lutte ne fut plus douteuse, on ne tira, par son ordre, qu'à poudre, pour éviter de verser un sang inutile.

Le 9 octobre 1795, Napoléon écrivait à Joseph :

Tu auras appris par les feuilles publiques tout ce qui me concerne ; j'ai été nommé, par décret, général en second de l'armée de l'intérieur ; Barras a été nommé commandant en chef ; nous avons vaincu, et tout est oublié.

Bonaparte, dans sa légitime impatience de la justice due à ses services, se trompait. La Convention ne pouvait être ingrate pour celui qui l'avait sauvée, et dont elle avait encore besoin.

A la séance du 10 octobre (18 vendémiaire an IV) le général Bonaparte, sur les élogieuses instances de Fréron et de Barras, fut confirmé définitivement dans ses fonctions provisoires de général en second de l'armée de l'intérieur.

Le 16 octobre 1795 (24 vendémiaire an IV), il fut promu au grade de général de division.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. I, p. 97.

<sup>2</sup> 13 et 14 vendémiaire an IV (5 et 6 octobre 1795).



Le 26 octobre 1795 (4 brumaire an IV), un arrêté du Comité de salut public nomme le général de division Bonaparte aux fonctions de général en chef de l'armée de l'intérieur, en remplacement du général Barras, dont la démission est acceptée, et qui va devenir membre du Directoire exécutif (17 novembre 1795-10 brumaire an IV).

C'est à partir de ce moment triomphant que Bonaparte quitte son modeste logement, établi en dernier lieu rue d'Antin, pour installer, rue Neuve-des-Capucines<sup>1</sup>, un fastueux quartier général, avec le train de représentation civile et militaire que comporte sa qualité. Et c'est dans cet hôtel qu'avec une sollicitude qui descend des plus grandes choses aux plus petites, il fait à la fois les affaires de la France, de sa famille et de ses amis, et trouve encore des loisirs pour l'affection naissante qui va s'emparer de son cœur et réjouir sa grave jeunesse.

Nous allons l'examiner rapidement et successivement dans ce triple rôle d'organisateur, de tuteur et d'amant, bientôt époux, de la belle veuve Joséphine de Beauharnais.

C'est à Napoléon lui-même que nous demanderons des détails sur ses préoccupations et ses services de pacificateur.

Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à réorganiser la garde nationale qui était un objet de la plus haute importance, comptant alors cent quatre bataillons. Il forma en même temps la garde du Directoire, et réorganisa celle du Corps législatif.

Ces mêmes éléments se trouvèrent précisément, dans la suite, une des causes de son succès, à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Egypte, bien que le Directoire eût recommandé à sa garde de ne point lui rendre d'honneurs militaires, il ne put l'obtenir et empêcher de battre aux champs dès qu'il paraissait.

Le peu de mois que Napoléon commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras attachés à l'installation d'un gouvernement nouveau, dont les membres étaient divisés entre eux, et souvent en opposition avec les conseils : une fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires, qui étaient encore puissants dans Paris ; la turbulence active des Jacobins, qui s'étaient réunis en assemblée patriotique sous le nom de *Société du Panthéon* ; les agents des étrangers, qui fomentaient partout la discorde ; le discrédit des finances et du papier-monnaie, qui mécontentait les troupes à l'extrême ; mais, plus que tout cela encore, l'horrible famine qui, à cette époque, désola la capitale. Dix ou douze fois, les faibles distributions journalières que le gouvernement faisait manquèrent ; il fallait une activité, une dextérité peu communes pour surmonter tant d'obstacles, et maintenir le calme dans la capitale, en dépit de circonstances si fâcheuses et si graves. La société du Panthéon donnait chaque jour plus

---

<sup>1</sup> Dans un hôtel où étaient, en 1829, les archives du ministère des affaires étrangères.

d'inquiétudes au gouvernement ; la police n'osait aborder cette société de front : le général en chef fit mettre le scellé sur le lieu où elle tenait ses séances ; les membres ne bougèrent plus tant qu'il demeura présent ; ce ne fut qu'après son départ qu'ils reparurent, sous l'influence de Babeuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle. Il eut souvent à haranguer à la Halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs, et une remarque curieuse, c'est que, de tous les points de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison et à recevoir des impulsions généreuses.

L'esprit de vive et prompte répartie ne nuisait pas à ces succès populaires, et venait souvent aider à propos le courage chez le général Bonaparte. Le Mémorial a consacré le souvenir d'une de ces scènes impromptu, où, se trouvant aux prises avec une grosse et rouge commère qui criait sus à ces épauletiers engraisés, prétendait-elle, de la maigreur du peuple, il triompha en lui montrant, avec un sourire, aux applaudissements de la foule, son visage pâle et son corps diaphane. *J'étais alors*, dit-il de lui-même avec enjouement, *un véritable parchemin*.

En ce qui touche sa famille, le dévouement sincère et généreux de Napoléon pour les siens éclate à chaque ligne de sa correspondance avec Joseph ; il s'occupe de Chauvet, qu'il fait nommer commissaire-ordonnateur en chef ; il surveille les intérêts de M. de Villeneuve, parent de Joseph, pour lequel il négocie l'épaulette de chef de bataillon du génie ; il fait nommer Ramolino, son parent maternel, directeur des vivres. Lucien accompagne Fréron, envoyé en mission à Marseille, et est bientôt désigné comme commissaire des guerres employé à l'armée du Nord. Louis revient de Châlons pour recevoir le grade de capitaine et d'aide de camp du général en chef, son frère. Junot, Marmont, Muiron sont aides de camp chefs de bataillon. Murat va être promu chef de brigade. Jérôme, ramené par le général Augereau, est placé dans un collège où il apprend le latin, les mathématiques, le dessin, la musique. Fesch aura un emploi lucratif. Salicetti à qui, sans oublier, Bonaparte a noblement pardonné, est commissaire du gouvernement à l'armée. Joseph aura un consulat. Pour la famille, elle ne manque de rien et elle est heureuse comme son chef, qui lui a envoyé cinquante à soixante mille francs, argent, assignats, chiffons.

Voilà Napoléon nettement marqué du caractère de sollicitude domestique et de généreuse tutelle, qui compensera toujours, aux yeux des siens, les rudesses impérieuses de sa domination. Il protégera toujours, mais toujours aussi, et quelquefois au prix de plus d'un déchirement, il voudra être obéi.

Les dernières lettres de Napoléon à Joseph contiennent une omission évidemment volontaire, et qui correspond à l'effacement subit, dans son cœur, d'une image longtemps favorite, à jamais détrônée, depuis la fin de vendémiaire, par la toute-puissance d'un visage nouveau, qui ne souffre point de rivalité et domine désormais sa vie intime. Le raisonnable ami de Désirée Clary, la *Silencieuse*, est devenu l'amant passionné de l'attrayante Joséphine et c'est là l'épisode romanesque et charmant qui clôt dignement la période militante, déjà illuminée de gloire, de la vie de Bonaparte.

Ce fut pendant qu'il commandait à Paris que Napoléon fit la connaissance de madame de Beauharnais. On avait exécuté le désarmement général ; il se présenta à l'état-major un jeune homme de dix ou douze ans, qui vint supplier le général en chef de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la république. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait. Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée de son père ; le général en fut touché, et lui témoigna tant de bienveillance, que madame de Beauharnais se crut obligée de se rendre chez lui le lendemain, pour lui en faire des remerciements. Chacun connaît la grâce extrême de l'impératrice Joséphine, ses manières douces et attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et tendre, et ils ne tardèrent pas à se marier<sup>1</sup>.

Ainsi commença ce roman qui appartient à l'histoire. Et telle fut la première scène, racontée jusqu'à trois fois, dans les mêmes termes, par l'empereur à Sainte-Hélène, avec l'inaltérable précision des souvenirs favoris, de cette comédie charmante du mariage de Napoléon, qui aura ses dramatiques péripéties et un mélancolique dénouement. Mais qui l'eût dit alors n'eût pas moins étonné Napoléon que Joséphine : Napoléon, goûtant pour la première fois le bonheur, si doux aux grandes âmes, de mettre aux pieds d'une femme adorée l'hommage d'une gloire naissante et qui grandira pour elle ; Joséphine, attirée par le génie, retenue par la bonté, heureuse de jouir des prémices d'une âme plus jeune que la sienne et de commander d'un sourire à celui auquel l'univers allait obéir. Quelle conquête pour son précoce veuvage, et quelle revanche des déceptions d'une première union ! La devineresse des îles n'avait donc pas trompé sa rêveuse enfance, cherchant à lire dans l'avenir. Tu régneras, lui avait-elle dit. N'était-ce pas déjà régner que gouverner Bonaparte, et un tel homme ne valait-il pas un royaume ?

Dans cet échange, du reste, nul ne devait perdre et Napoléon pouvait aussi se féliciter de sa part. Il épousait, dans madame de Beauharnais, une créature d'élite, pétrie de la grâce créole et de l'élégance parisienne, une femme meilleure encore que belle, à qui le cœur donnait de l'esprit, amie de la nature et des arts, faite pour trôner également au jardin et au salon, faite pour plaire également aux humbles et aux superbes, dont l'irrésistible sourire et l'enivrant regard semblaient avoir encore été aiguisés par l'adversité, qui enfin avait charmé jusqu'à la Terreur qui tua, avec une sorte de jalousie, le général coupable surtout d'être son mari.

Telle était Joséphine de Beauharnais en 1796, une des grâces les plus accomplies et comme le vivant symbole de cette société ancienne qui par sa main donnait la main au chef futur du monde nouveau. Napoléon, par sa naissance et par son éducation, était fait pour sentir le charme de ces aristocraties encore suspectes, la grâce décente du maintien, l'art de dire ou de dissimuler sa pensée, l'éloquence du regard et même du silence, tous ces fruits, si longtemps défendus, de la conversation et de la société, surtout de celle qu'anime la

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, p. 100.

présence inspiratrice des femmes à la mode. Dans cet homme des camps, il y avait l'étoffe d'un homme de salon, causeur primesautier, conteur des plus séduisants, qui avait déjà beaucoup vu et beaucoup retenu, et n'avait rien oublié des leçons et des exemples de ses premières institutrices, madame du Colombier, madame de Permon. Le vainqueur de vendémiaire goûtait fort ces plaisirs encore royalistes, et il se rendait avec délices dans le premier des salons entrouverts, véritable oasis de sociabilité au milieu du désert de la rusticité républicaine. Écoutez le *Mémorial* :

A peine l'eut-il connue, qu'il passait chez elle toutes ses soirées. C'était la réunion la plus agréable de Paris. Lorsque la société courante se retirait, restaient alors d'ordinaire M. de Montesquiou, le père du grand chambellan, le duc de Nivernais, si connu par les grâces de son esprit, et quelques autres. On regardait si les portes étaient bien fermées, et l'on se disait : [Causons de l'ancienne cour, faisons un tour à Versailles.](#)

Voulez-vous avoir, à cette époque de triomphe intime et d'encore doux rayonnement, une idée physique des deux personnages vraiment typiques dont une mutuelle séduction et une réciproque conquête vont unir les destinées ? Pour le Bonaparte héroïque, prenez le portrait de Gros — *Bonaparte à Lodi* —, un peu sec d'expression, mais tout en action. Pour le Bonaparte familier, prenez l'esquisse au crayon d'Isabey, avec la Malmaison dans le fond. Vous aurez le profil sibyllin, la maigreur romaine, la pâleur grecque, la grâce antique, le charme mystérieux de cet homme de pensée et d'action qui va séduire tout le monde avant de commander à tout le monde.

Pour Joséphine, prenez cette admirable ébauche de Prud'hon encore jeune, inconnue, misérable, couvant d'un regard déjà magistral ce type exquis de la beauté française, c'est-à-dire de la grâce plus belle encore que la beauté, où elle est représentée vêtue, par une coquetterie mélancolique, du deuil de la Terreur. La voilà. C'est bien elle, dans la fleur piquante d'une maturité plus fraîche que la jeunesse. Elle est encore pâle, et ses yeux sont humides comme la rose que la tempête a touchée. Elle aussi a connu le vent de l'adversité, et de ce passage à travers les orages, elle a gardé ce sourire charmant de celles qui ont souffert. Et que n'a-t-elle pas souffert, elle, la vicomtesse de Beauharnais, longtemps éloignée d'un mari d'abord indigne, et puis brutalement séparée par la guillotine de l'époux qui se reprenait à l'aimer et à mériter d'être aimé ! Le 5 thermidor an II (23 juillet 1794), cinq jours seulement avant la délivrance de thermidor et ce coup d'État de la vengeance et de la pitié, dont le poignard fut mis par une femme aux mains de Tallien, Alexandre de Beauharnais montait sur l'échafaud — à trente-quatre ans ! — après avoir présidé l'Assemblée législative et commandé une armée, victime de son nom et de son honnêteté. Peu de jours après, sa veuve, arrêtée le 20 avril, sortait enfin de cette sombre prison des Carmes, où elle avait égayé de son doux enjouement et consolé de son opiniâtre espérance le séjour de ses compagnes de captivité. Elle revenait à ses deux enfants, Eugène, âgé de douze ans, Hortense, de onze, longtemps cachés sous la livrée de la pauvreté et du travail, et élevés de bonne heure à cette dure et saine éducation de l'adversité, avec la démarche alanguie et encore légère d'une alouette blessée par la faucille, qui rentre au nid.

C'est en 1796, alors que les temps d'épreuves étaient passés, qu'elle avait recouvré une partie de sa fortune, reconstitué sa société d'amis, pleine de vides qu'on effaçait en se serrant, et que l'éclat naissant d'un nouvel amour embellissait son veuvage et illuminait son deuil, que Prud'hon a peint cette ébauche, plus achevée peut-être qu'un tableau, connue dans l'admiration universelle sous le nom de la *Belle Veuve*<sup>1</sup>. On dirait une sœur des dames du Décaméron après la peste. Comme elles, Joséphine se reprend et se réveille à la vie après le rêve de la mort. Comme elles, elle semble écouter la voix d'un oiseau intérieur. C'est le cœur longtemps endormi qui reprend sa chanson. C'est le printemps qui va commencer de la gloire et des amours d'Italie, A cette idée, voyez se redresser cette taille frêle et souple comme celle du roseau, qui a plié sous tous les malheurs et n'a rompu sous aucun ; voyez la douce fièvre du sang ému par l'espérance qui colore ces joues pâlies, empourpre sur l'opale des épaules le transparent réseau des veines, soulève le sein, met à ces prunelles de velours une vive étincelle, agite la narine d'un imperceptible frémissement, et autour de cette chevelure de Bérénice, ondoyant sur la nuque aux nerveuses blancheurs, fait chatoyer dans l'air électrisé comme une auréole de sympathie. Voilà le portrait de Prud'hon, et voilà Joséphine, coquette à la fois et pudique, charmante et touchante encore, attendant le bonheur qui va venir, se surprenant peu à peu à aimer ce général Bonaparte qui l'aime, embrassant sa destinée avec l'élan contenu de sa nature, et souriant au dieu qu'on devine à l'horizon avec l'ardeur décente et la joie mélancolique de la seconde jeunesse.

Le 19 ventôse an V, le sieur Leclercq, officier de l'état civil du deuxième arrondissement, déclarait unis en légitime mariage, en présence du directeur Barras et du capitaine Lemarois, aide de camp, témoins de l'époux, et des citoyens Tallien et Calmelet, homme de loi, témoins de l'épousée, *Napolione Buonaparte*, domicilié rue d'Antin, encore qualifié de général en chef de l'armée de l'intérieur, et Marie-Joséphine-Rose de Tascher, veuve Beauharnais, domiciliée rue Chantereine.

Contrairement aux énonciations erronées d'un acte rédigé avec la hâte négligence du temps, et qui rajeunit un époux et vieillit l'autre, Napoléon était âgé alors de vingt-six ans sept mois, et Joséphine de trente-deux ans et demi. Il y avait peut-être dans cette disproportion d'âge un germe amer d'incompatibilité que nous verrons éclater plus tard ; mais on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que nul ne s'en aperçut le 9 mars 1796, et que jamais union ne fut conclue sous de plus favorables auspices. Joséphine épousait le vainqueur de Toulon et de vendémiaire, appelé, par la nomination du 22 février, aux fonctions de général en chef de l'armée d'Italie, titre plein de victoires prochaines. Deux jours après<sup>2</sup>, son époux, heureux comme elle, volait à son poste et ne tardait pas à faire honte aux scrupules d'Eugène et Hortense, qui, justement fiers de leur nom, ne virent pas d'abord sans peine leur mère le quitter, et à donner un démenti aux appréhensions du bon M. Raguideau, notaire de madame de Beauharnais, qui, tout en admirant le général Bonaparte, regrettait *qu'il n'eût que la cape et l'épée*. Avec cette épée, le général allait se tailler un manteau

---

<sup>1</sup> Elle appartient à M. le marquis d'Hertford et fait partie des nombreux objets composant l'exposition rétrospective et la restauration passagère de la Malmaison, dues à une pieuse pensée de l'impératrice.

<sup>2</sup> Le 11 mars 1796 ou 24 ventôse an IV, suivant M. de Coston ; le 21 mars, suivant M. Aubenas, qui, nous le croyons, s'est trompé.

d'empereur, et des restes tailler pour tous les siens des manteaux de princes et de rois.

## CHAPITRE III

# CAMPAGNES D'ITALIE

1796-1797

Bonaparte, après avoir fermé l'ère des émeutes, rouvre celle des victoires. — Sort critique de nos armes en Italie. — Kellermann. — Scherer. — Bonaparte arrive à Nice et mesure l'étendue du mal. — Son allocution à l'armée annonce l'homme nouveau, depuis si longtemps attendu. — La guerre d'Italie de défensive devient offensive. — Le général Beaulieu. — Duel d'un médiocre général et d'un grand capitaine. — Les noms glorieux commencent. — Millésimo. — Montenotte. — La bataille de Mondovi ouvre la Lombardie aux Français. — Ordre du jour de Cherasco. — Armistice avec le Piémont. — Murat, Junot et Joseph à Paris. — Armistice avec Parme. — Rançon de chefs-d'œuvre. — Premier chef-d'œuvre stratégique. — Lodi. — Napoléon a enfin la conscience de son génie, de son ambition et de sa destinée. — Rencontre de bivouac. — Bonaparte à Milan. — Projet funeste du Directoire. — Bonaparte offre sa démission. — Les Français à Brescia. — Combats de Borghetto et de Valeggio. — Bonaparte en danger. — Institution des Guides. — Investissement et blocus de Mantoue. — Würmser succède à Beaulieu disgracié. — Bonaparte intimide Gênes, menace Rome, prépare Bologne à son avenir, organise la Lombardie, prend Livourne, chasse les Anglais de la Corse. — Sa conduite à Florence. — Plan de la lutte contre Würmser. — Le génie doit suppléer à l'infériorité du nombre. — Bonaparte déjoue les calculs de Würmser. — Levée du siège de Mantoue et feinte retraite. — Bataille de Lonato. — Bataille de Castiglione. — Déroute de Würmser, qui se retire dans le Tyrol. — Second blocus de Mantoue. — Bataille de Roveredo. — Proclamation au Tyrol. — Le bivouac de Cismone. — Combat de Bassano. — Position critique de Würmser. — Les revers suivent les succès. — Bonaparte manque d'être pris. — Würmser s'enferme dans Mantoue. — Bilan victorieux de l'armée française au 18 septembre. — Cinquième campagne. — L'armée française est fatiguée et découragée. — Insuccès de nos armes en Allemagne. — Le maréchal Alvinzi. — Son plan. — Harangue de Bonaparte à la division Vaubois. — Échec de Caldiero. — Bonaparte se résout à tourner la position qu'il ne peut prendre. — Les trois journées d'Arcole. — Héroïsme de Lannes et de Muiron. — Déroute d'Alvinzi. — Retour triomphal à Vérone. — Tableau des négociations de 1796. — État de l'Italie à la fin de l'année 1796 et au commencement de 1797. — Sixième campagne. — Suprême effort de l'Autriche. —

Les volontaires de Vienne. — Plan d'Alvinzi. — Bataille de Rivoli. — Bataille de la Favorite. — Capitulation de Mantoue. — Bonaparte se dérobe à son triomphe. — Conduite énergique et modérée à la fois du général Bonaparte vis-à-vis du Saint-Siège. — Traité de Tolentino. — Bonaparte reçoit enfin les renforts attendus pour prendre l'offensive en Allemagne et marcher sur Vienne. — Septième campagne. — L'archiduc Charles. — Proclamation de Bassano. — Bataille du Tagliamento. — Combats de Tarvis et de Klagenfurt. — Succès de Joubert. — Jonction des deux armées victorieuses. — Bonaparte prend l'initiative de la paix. — Préliminaires de Léoben. — Hoche et Moreau sont arrêtés dans le cours de leurs tardifs succès. — Politique de Bonaparte vis-à-vis de Venise et de Gênes. — La cour de Montebello. — Campo-Formio. — Bonaparte à Rastadt.



Après avoir fermé pour longtemps l'ère des émeutes, le général Bonaparte arriva, en Italie pour y rouvrir l'ère des victoires. Le sort des armes françaises n'avait pas tardé à se ressentir du malheur de son absence. L'armée autrichienne, sous les ordres du général Dewins, n'avait pas rempli, dans la campagne de 1795, l'espérance de sa cour ; mais cependant elle avait eu des succès importants ; elle s'était emparée de la position de Saint-Jacques et de Vado, interceptait Gênes, et était en communication avec l'escadre anglaise.

En septembre 1795, Kellermann quitta, pour celui de l'armée des Alpes, un commandement au-dessus de ses forces, et le gouvernement plaça à la tête de l'armée d'Italie le général Scherer, chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, que la paix avec l'Espagne rendait inutile, et dont l'élite vint renforcer nos cadres d'Italie. Mais la campagne d'automne dut se borner au soin de préparer celle du printemps suivant et d'assurer les quartiers d'hiver. Scherer se décida à risquer une bataille qui remplît ce but et rétablît la communication avec Gênes, en obligeant l'ennemi à hiverner au delà des montagnes.

Ce résultat fut brillamment atteint par une série d'opérations victorieuses qui, du 21 au 24 novembre, rejetèrent l'armée piémontaise dans le camp retranché de Ceva, et refoulèrent l'armée autrichienne au delà de l'Apennin. Au commencement de l'année 1796, ces succès semblaient compromis par la lenteur systématique et la boudeuse mollesse de Scherer, qui passait son temps à réclamer impérativement de l'argent, des chevaux et des souliers, et ne voulait vaincre qu'à cette condition. Le Directoire profita avec empressement de l'occasion de remplacer un général si exigeant par un autre qui ne demandait qu'à agir, et dont l'ambition et la popularité devenaient à Paris importunes. Napoléon, nommé général en chef de l'armée d'Italie, laissa son tranquille commandement de l'intérieur au vieux général Hatry, et, le 11 mars 1796, il quitta Paris pour aller remplacer le général Scherer, qui menaçait de compliquer par l'évacuation de la rivière de Gênes la faute de son irrésolution après la victoire de Loano.

Napoléon arriva à Nice le 27 mars, et put mesurer l'étendue du mal à réparer. Tout autre que lui eût pâli de terreur à une telle tâche. Il s'agissait de tirer tout de rien. La pénurie des finances était telle qu'il avait dû partir emportant pour toute ressource deux mille louis en espèces et un million de traites, qui furent en partie protestées. Tel était l'actif dérisoire du trésor de l'armée. Cette armée, elle manquait de tout, et souvent de pain. Quant à la viande, c'était depuis longtemps pour elle un luxe impossible. Il n'y avait que cinq cents mulets pour les transports, de quoi conduire piteusement trente pièces de canon. Trente pièces de canon, trente mille hommes d'effectif réel, tel était l'instrument avec lequel Napoléon devait conquérir l'Italie, en en chassant quatre-vingt mille hommes, sains, valides, bien nourris, armés de deux cents pièces de canon. Mais l'inégalité du nombre et de la force était compensée par la supériorité morale de soldats patriotes, exaltés par la confiance en leur chef, que la lutte et la misère avaient formés à l'héroïsme et au sacrifice, et qui n'avaient d'autre chance de salut que la victoire. Napoléon excellait à profiter de ces occasions suprêmes et à lancer à son but ces troupes de héros déguenillés. Il leur parla tout d'abord un langage qui leur était inconnu : celui de la vérité. Ils applaudirent avec un mâle enthousiasme ce mâle salut :

Soldats, vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers, sont

admirables ; mais ils ne vous procurent aucune gloire ; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie, manquerez-vous découragé ou de constance ?

C'est en ces termes que Napoléon donna le signal et l'élan de cette offensive, à la fois prudente et hardie, qui tournait les Alpes, ne pouvant les forcer, et trouvait si subtilement la route de son invasion au point où cessent les Alpes et où les Apennins commencent. C'est par ce discours qu'il inaugura cette campagne, où il se proposait de **surprendre l'ennemi dès le début, de l'étourdir par des succès éclatants et décisifs**, et de dissimuler ainsi, sous les apparences de la force, sa faiblesse réelle, **suppléant au nombre par la rapidité des marches ; au manque d'artillerie par la nature des manœuvres ; à l'infériorité de sa cavalerie par le choix des positions.**

L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, **officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord.** Elle se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains. Elle était double en nombre de l'armée française, et devait s'accroître successivement des contingents du pape, de Modène et de Parme. La partie sarde de l'armée était sous les ordres du général autrichien Colli et des généraux Provera et La Tour. L'armée française, vers la fin de mars, passa de l'ordre défensif à l'ordre offensif, opération des plus dangereuses, heureusement favorisée par l'abondance des neiges obstruant les débouchés des Alpes, et se rassembla sur son extrême droite, pour pénétrer en Italie par Savone, Cadibone, Carcare et la Bormida, séparant par l'intersection de cette ligne d'invasion les deux armées sardes et autrichiennes, et menaçant également la Lombardie et le Piémont, Milan comme Turin. Gênes devenait, dans un cas comme dans l'autre, la base d'opérations à s'assurer, et sa neutralité, tant de fois violée par elle-même, n'était pas de nature à arrêter Napoléon.

A la première nouvelle de cette pointe offensive, Beaulieu, alarmé, accourut au secours de Gênes, menacé par le général La Harpe, tandis que Sérurier observait les camps de Colli, près de Ceva. Les dispositions de Beaulieu, prises en vue trop absolue de couvrir Gênes, le découvriraient fatalement et l'obligeaient à diviser ses forces, qui demeurèrent sans autre communication possible que le derrière des montagnes, tandis que l'armée française pouvait se concentrer rapidement et entrer comme un coin dans l'un ou l'autre des corps ennemis isolés.

Le général Argenteau, commandant le centre de l'armée autrichienne, avait pour but de couper l'armée française pendant sa marche sur Gênes, en tombant sur son flanc gauche, et de lui intercepter, à Savone, la route de la Corniche, tandis que Colli défendrait la Stura et le Tanaro, et que Beaulieu protégerait Gênes. Le 11 avril, Argenteau marchait sur Montelegino pour déboucher par la Madone sur Savone ; mais il fut repoussé à trois reprises par le colonel Rampon, qui garda intactes les redoutes de Montelegino, devant lesquelles il dut s'arrêter, et derrière lesquelles accoururent Cervoni et La Harpe qui, après avoir résisté et échappé à l'attaque de Beaulieu sur Voltri, venaient renforcer Montelegino. De son côté, Napoléon, dans la nuit, marcha avec les divisions Augereau et Masséna ; celle-ci, par le col de Cadibone et par Castellazo, déboucha par derrière Montenotte. A la pointe du jour, le 12, Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et La Harpe, en queue et en flanc par la division

Masséna ; la déroute fut complète ; tout fut tué, pris ou se débanda. Quatre drapeaux, cinq pièces de canon, deux mille prisonniers furent les trophées de cette journée, dont la nouvelle força Beaulieu à abandonner un inutile colloque avec l'amiral Nelson à Voltri et à replier en toute hâte ses troupes sur elles-mêmes. Le 12, le quartier général de l'armée était à Carcare. C'était la seconde étape de l'invasion du Piémont. Une défense désespérée attendait 1rs Français dans deux positions décisives.

Les Piémontais s'étaient retirés sur Millesimo et les Autrichiens sur Dego. A Millesimo, les Piémontais étaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont ; ils furent rejoints par Collé, avec tout ce qu'il put tirer de la droite. A Dego, les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais ; ils y furent rejoints par Beaulieu, avec tout ce qu'il put ramener de Voltri. Dans cette position, ce général se trouvait en mesure de recevoir tous les renforts que pouvait lui fournir la Lombardie. Ainsi, les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts ; l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retrancher. Quelque avantageuse qu'eût été la bataille de Montenotte pour les Français, il avait trouvé dans la supériorité du nombre de quoi réparer ses pertes. Mais le surlendemain 14, la bataille de Millesimo ouvrit les deux routes de Turin et de Milan.

Le 13, en effet, Masséna et La Harpe enlevèrent Dego ; Menard et Joubert les hauteurs de Biestro. Provera, coupé et cerné, fut obligé de se rendre. Colli, venu inutilement à son secours, fut trop heureux de son propre salut. L'ennemi fut poussé sur la route d'Acqui et la séparation des deux armées en déroute, autrichienne et sardes, fut consommée. Beaulieu se porta à Acqui pour couvrir Milan, et Colli à Ceva pour garantir Turin.

Ces brillants résultats faillirent être compromis en plein succès par une subite et imprévue attaque des grenadiers de Wukassowich, arrivant le 15 avril de Voltri à Dego. Ces retardataires inopinés faillirent, grâce au nombre, être vainqueurs. Leur défaite, due surtout à l'héroïque entrain de Lanusse et au courage de Lannes, qui y commença son nom et sa fortune militaires, coûta à l'armée les deux généraux Causse et Banel.

Après le combat de Dego et la séparation des deux armées alliées, il s'agissait de les battre séparément. On commença par les Piémontais, tandis qu'une simple observation tenait en échec les tronçons de l'armée autrichienne cherchant à se reformer. L'armée française reprit sa marche en avant, et le 17, Sérurier forçait le camp retranché de Ceva qu'évacuait Colli, pendant qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezzemolo. C'est de là que l'armée d'Italie put jouir du premier spectacle de la terre d'abondance et de repos promise à ses efforts. Napoléon a fixé, en quelques traits admirables, le souvenir de cet éblouissement :

Ce fut un spectacle sublime, que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de a Montezzemolo : de là, elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont. Le Pô, le Tanaro, une foule d'autres rivières serpentaient au loin. Une ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation,

cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissaient les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement. [Annibal a forcé les Alpes](#), dit Napoléon en fixant ses regards sur ces montagnes, [nous, nous les avons tournées !](#) Phrase heureuse, qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne<sup>1</sup>.

Désormais, cette campagne se précipite à son but avec la précision d'une opération mathématique. Le succès de la bataille de Mondovi, décidé par Sérurier, et dont le deuil de la perte du général Stengel attrista les lauriers, laissa sans obstacle, jusqu'à Cherasco, la marche triomphante des Français. C'est dans le quartier général de Cherasco, appuyé par les deux colonnes, Sérurier sur Fossano, et Augereau sur Alba, que l'armée goûta la première fois à la coupe de la conquête et qu'elle put en même temps compléter son armement, trouver des chevaux, manger enfin du pain frais et de la viande, boire du vin, et commencer le petit pécule, ressource des marches et bivouacs. Un seul détail peindra le contraste de cette abondance et de l'ancienne misère. Quand l'armée arriva à Cherasco, les soldats, qui avaient été sans distribution durant les dix jours de cette campagne, en reçurent de régulières, et l'abondance fit cesser la maraude et rétablit la discipline. Pour les officiers qui depuis plusieurs années, ne recevaient que huit francs par mois de solde, ils furent enfin payés ; l'état-major, qui marchait à pied, put monter à cheval, et les généraux de division, qui avaient reçu [trois louis de gratification](#) à Albenga, furent mieux partagés.

A Cherasco, à dix lieues de Turin, l'armée victorieuse, étonnée de succès si imprévus qu'ils paraissaient un piège de la fortune, s'arrêta un instant hésitante, tandis que la cour piémontaise cherchait, pour s'y jeter, le meilleur des partis extrêmes dont lui demeurait l'alternative. Bonaparte, toujours l'œil sur les symptômes, encourage alors ses soldats, tout en menaçant ses ennemis par une de ces proclamations, belles comme ses victoires :

Soldats, vous avez remporté en quinze jours six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et du Rhin.

Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain.

Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seules capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâce vous en soient rendues, soldats ! La patrie reconnaissante

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. I, p, 148.

vous devra sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1794, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

Les deux armées qui naguère vous attaquèrent avec audace furent épouvantées devant vous ; les hommes pervers qui riaient de votre misère et se réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis sont confondus et tremblants.

Mais, soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous. Les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville !... On dit qu'il en est parmi vous dont le courage mollit, qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes ! Non, je ne puis le croire. Les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, brûlent de porter au loin la gloire du nom français<sup>1</sup>.

Napoléon ne se bornait pas à parler. Tandis qu'il aiguillonnait l'élan de son armée frémissante, il offrait au gouvernement Pie montais un ultimatum à la fois pacifique et menaçant. Des conférences s'ouvraient à son quartier général, entre le général piémontais La Tour et le colonel Costa et lui, d'où sortaient les bases d'un arrangement, formulées sous la forme préparatoire de l'armistice.

Les conditions furent que le roi quitterait la coalition et enverrait un plénipotentiaire à Paris pour y traiter de la paix définitive, que Ceva, Coni, Tortone, ou, à son défaut, Alexandrie, seraient remises sur le champ à l'armée française, avec toute l'artillerie et les magasins ; que l'armée continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment en sa possession ; que les routes militaires, dans toutes les directions, permettraient sa libre communication avec la France, et de la France avec l'armée ; que Valenza serait immédiatement évacuée par les Napolitains et remise au général français jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô.

Ces conditions furent exécutées, et Napoléon attendit dans une position comminatoire, la main à l'épée, la réponse du Directoire à ses propositions de général à la fois victorieux et pacificateur. Le colonel Murat, premier aide de camp, fut expédié pour Paris, avec vingt et un drapeaux et le traité d'armistice de Cherasco, tandis que Joseph, qui avait rejoint son frère depuis peu, et qui attribue, dans ses Mémoires, la mission de Murat à Junot, parlait de son côté avec lui en chaise de poste pour défendre, au milieu de l'enthousiasme des populations et de l'accueil triomphal du Directoire lui-même contraint à l'admiration, les projets auxquels son frère l'avait initié. Conformément à ses impérieux désirs, la paix fut conclue et signée le 15 mai 1796. Alors Bonaparte,

---

<sup>1</sup> Le texte complet de cette proclamation se trouve au t. I, p. 218, de la *Correspondance de Napoléon Ier*.

libre de tout souci du côté delà Sardaigne enlevée à la coalition, se porta, aussi prompt à profiter de la victoire qu'à la saisir, sur la ligne de l'Adige, avec une armée électrisée par cinq décrets successifs déclarant qu'elle avait bien mérité de la patrie et impatiente, comme lui, de provoquer, sur un théâtre militaire et politique élargi, l'Autriche aux combats décisifs et l'Italie à l'indépendance.

Beaulieu, consterné de cette marche irrésistible vers les lieux où le souvenir des échecs des maréchaux de Villars et de Coigny excitait l'émulation vengeresse des Français, s'était retiré au delà du Pô, pour couvrir Milan, reculant devant l'armée conquérante qui, habilement couverte par une feinte sur Valenza, venait de surprendre à Plaisance le passage du Pô. La division autrichienne de Liptay essaya en vain d'intercepter le passage et de refouler l'armée française avec le fleuve à dos. Le village de Fombio, où il s'était embusqué, fut enlevé le 8 mai, et la division Liptay culbutée dans Pizzighettone où elle put se retrancher. Ce succès, qui nous coûta le général La Harpe, fatalement tué dans une alerte par ses propres soldats, décida le duc de Parme à négocier et le 9 au matin, un armistice, signé à Plaisance, assurait à Napoléon deux millions en argent, une grande quantité de blé, d'avoine, de fourrages, seize cents chevaux d'artillerie ou de cavalerie, et une contribution des plus originales, émanée de l'initiative hardie d'un général artiste. Parme dut ouvrir aux commissaires français ses galeries, ses palais, ses églises, et enrichir le Musée de Paris de la dîme de vingt de leurs plus beaux tableaux, dont le fameux Saint Jérôme du Corrège. Le dilettantisme désespéré, du prince, déshonoré par ce tribut qui honorait la France, offrit en vain une rançon de deux millions, fièrement refusée par Bonaparte, au grand étonnement des agents de l'armée, moins amateurs que lui.

Le 10 mai, l'armée victorieuse marcha sur Lodi, où elle entra pêle-mêle avec l'ennemi, poursuivi la baïonnette aux reins, et deux batteries de trente pièces de canon ouvrirent de chaque côté un feu destiné à ouvrir d'un côté, à fermer de l'autre le passage du pont sur l'Adda, sur la rive gauche de laquelle Beaulieu avait établi sa ligne de défense. Le jour même, à cinq heures du soir, le passage du pont de Lodi était forcé par une manœuvre des plus prudentes à la fois et des plus hardies, et nos grenadiers, que cette belle opération avait électrisés, tout en les rendant presque invulnérables au feu de l'ennemi, enlevaient ses canons au pas de charge, et enfonçaient la ligne ennemie, la refoulant jusque sur Crema dans le plus grand désordre. L'enthousiasme de cette belle affaire, un chef-d'œuvre de combinaison stratégique, acheva de gagner à Napoléon son armée, et de le gagner lui-même à sa destinée. Il a avoué lui-même à plusieurs reprises qu'il ne se connut bien lui-même que le soir de Lodi. C'est à la lueur de ce combat heureux qu'il eut pour la première fois la conscience entière de son ambition et de son génie, et la révélation de son glorieux avenir.

Vendémiaire et même Montenotte, disait-il plus tard, ne me portèrent pas encore à me croire un homme supérieur. Ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir, après tout, un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit la première étincelle de la haute ambition<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. I. — *Récits de la captivité de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène*, par le général Montholon, 2 vol. in-8°. Paris, 1847, t. II, p. 424.

A mesure que Napoléon y voyait plus clair, l'ennemi, dont cette stratégie nouvelle déroutait complètement la classique et traditionnelle tactique, y voyait plus trouble, et les officiers prisonniers exprimaient leur surprise et leur mécontentement en termes qui étaient pour leur vainqueur le plus précieux des éloges.

Napoléon, dans sa ronde de nuit, rencontra un bivouac de prisonniers où était un vieil officier hongrois bavard ; il lui demanda comment allaient les affaires. Le vieux capitaine ne pouvait disconvenir que cela n'allât très-mal : Mais, ajouta-t-il, il n'y a plus moyen d'y rien comprendre ; nous avons affaire à un jeune général qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs ; on ne sait jamais comment il faut se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable et viole tous les usages.

Dans son élan en avant, l'armée française avait dépassé Milan et établi ses derrières à Crémone. Bonaparte, demeuré à Lodi, y reçut une députation de la municipalité de Milan et des États de Lombardie, conduite par Melzi. Elle venait faire acte de soumission et appel à la clémence du vainqueur, que les administrations autrichiennes, réfugiées à Mantoue, n'avaient pas attendu, et qui n'avait affaire qu'à d'inoffensifs Italiens.

Le 15 mai, Napoléon fit, dans cette capitale de la Lombardie, où il apportait non le joug delà servitude, mais les palmes de la délivrance, et à qui il venait annoncer non le pardon, mais le salut, une entrée triomphale, au milieu d'une double haie de garde nationale habillée aux couleurs de l'indépendance, vert, rouge et blanc, et commandée par le duc de Serbelloni.

Beaulieu, en évacuant la ville de Milan, avait laissé la citadelle bien armée et bien approvisionnée à la garde de deux mille cinq cents hommes de garnison. Le général français Despinoy fut chargé du commandement de Milan et du blocus de la citadelle, tandis que Napoléon s'occupait de l'organisation du pays et des négociations ouvertes avec le duc de Modène, sous l'influence d'une crainte qui le rendit docile à toutes nos demandes. Le 20 mai, un armistice fut conclu entre ce prince et la République française, aux termes duquel il paya dix millions, donna des chevaux, des subsistances de toute espèce et un certain nombre de chefs-d'œuvre d'art.

Ici se place un conflit entre le Directoire et son général, qui fut résolu à l'honneur de ce dernier.

Les nouvelles successives du passage du Pô, de la bataille de Lodi, de l'occupation de la Lombardie, des armistices des ducs de Parme et de Modène enivrèrent le Directoire, qui adopta le plan funeste de diviser l'armée d'Italie en deux armées. Napoléon, avec vingt mille hommes, devait passer le Pô, marcher sur Rome et Naples ; et Kellermann, avec vingt mille hommes, commanderait sur la rive gauche du Pô, et couvrirait le siège de Mantoue. Napoléon, indigné d'une telle ingratitude, envoya sa démission, se refusant à être l'instrument de la perte de l'armée d'Italie et de ses frères d'armes. Il dit que tous les hommes qui s'enfonceraient dans le fond de la presque île seraient perdus ; que l'armée

principale, confiée à Kellermann, serait insuffisante pour se maintenir, et serait obligée de repasser les Alpes en peu de semaines. **Un mauvais général, disait-il, vaut mieux que deux bons.** Le gouvernement ouvrit les yeux et rapporta ses mesures. Il ne s'occupa plus de l'armée d'Italie que pour approuver ce que Napoléon avait jugé ou projeté.

Et c'était ce qu'il avait de mieux à faire avec un homme qui déployait à la fois tous les génies, bien loin de s'endormir dans les délices de Milan, arrachait, dès le 22 mai, par une proclamation éloquente, ses troupes à cette Capoue, et leur montrait, à l'horizon seulement, le but encore lointain de leurs efforts, les détournant des molleses du repos et des trahisons de la sécurité. Dès le 24, l'insurrection de Pavie, coïncidant avec une sortie de la citadelle de Milan, justifiait ses prévisions et ne compromettait un moment l'occupation française en Lombardie que pour mieux l'assurer, grâce à la terreur d'un châtement exemplaire.

Pendant que Bonaparte affermissait la domination française par l'exemple des ruines fumantes de Binasco, l'armée avait continué de marcher sur l'Oglio, sous les ordres de Berthier. Son chef la rejoignit à Soncino et le 28, il entra avec elle à Brescia, et par une proclamation habile, rassurait la République de Venise sur le respect de sa neutralité et les intentions de sa puissante sœur la République française.

Il est vrai que les nécessités de la guerre, qui obligeaient au même moment les Autrichiens de forcer les portes de la forteresse de Peschiera, n'allèrent pas tarder à contraindre Napoléon à les imiter et à contredire quelque peu son langage en occupant Vérone et Porto-Legnano.

Cependant Beaulieu avait reçu, sur le Mincio, beaucoup de renforts. Et il avait porté son quartier général derrière le fleuve qu'il voulait défendre, pour empêcher l'investissement de Mantoue, dernier boulevard de la puissance autrichienne en Italie. Le 29 mai, l'armée française occupant, par une feinte sur Peschiera, la réserve du général Melas, en observation sur ce point, laissa Mantoue sur la droite et se porta sur Borghetto et Valeggio où, après un combat qui renouvela les dangers et le bonheur de Lodi, le pont fut rétabli et le Mincio passé. A Valeggio, Bonaparte courut risque d'être surpris et pris. De là, l'institution des Guides, corps d'élite composé de héros, sous le commandement de Bessières, le rival de Murat, et avec lui le meilleur officier de cavalerie du temps.

Le 3 juin, l'occupation de Vérone par Masséna complétait la prise de possession de la ligne de l'Adige et consommait l'investissement de Mantoue.

On avait atteint le but. Le drapeau tricolore flottait sur les débouchés du Tyrol. Il fallait actuellement forcer Mantoue et enlever ce boulevard à l'Autriche. On se flattait de réussir avant l'arrivée de la nouvelle armée autrichienne ; mais que de combats, que d'événements, que de dangers on devait surmonter !

Mantoue, située au milieu de trois lacs, communiquait à la terre ferme par cinq digues ou chaussées, dont une seule, celle de la Favorite, était défendue par une



citadelle. L'assiégé, qui sentait toute l'importance de se maintenir à la tête des cinq chaussées, travaillait avec une très-grande activité à y élever des retranchements. Les Français mirent une égale ardeur à l'en empêcher, et le 4 juin une vive attaque, dirigée par Bonaparte, le rendit maître du faubourg de Saint-Georges, et faillit compromettre le salut de la place. Le résultat de la journée fut l'occupation, par les troupes assiégeantes, de la tête des quatre digues, celle de la Favorite demeurait seule libre. Sérurier fut chargé du blocus, qui n'eût pu être rendu étroit et décisif, comme devaient le prouver deux échecs, que par des lignes de circonvallation. Mais on espérait prendre Mantoue avant l'arrivée des renforts autrichiens, et la défection du roi de Naples, détaché de la coalition par l'armistice du 5 juillet 1796, devenu bientôt une paix définitive, redoublait cette espérance, tandis que l'Autriche aux abois, disgraciant à son tour un général disgracié par la fortune, congédiait Beaulieu, et envoyait, du commandement de l'armée du Haut-Rhin au commandement de l'armée d'Italie, le maréchal Würmser.

Bonaparte, toujours aussi occupé à conserver qu'à acquérir, employa l'intervalle de trente ou quarante jours qui devait s'écouler avant l'arrivée de Würmser à resserrer sa ligne d'opérations devant Mantoue, et surtout à pousser le siège de la citadelle de Milan, à intimider les Génois, toujours douteux, à jeter au delà de l'Apennin les troupes pontificales qui pouvaient gêner ses succès par une diversion importune, à occuper Livourne, à donner enfin, par une tentative des réfugiés Corses, de la besogne aux Anglais. Bonaparte réalisa heureusement ce programme. Il fit ouvrir la tranchée devant la citadelle de Milan, et de là se rendit à Tortone d'où il lança une colonne commandée par le colonel Lannes, qui entra de vive force dans Arquata, fit passer par les armes les brigands qui avaient égorgé un détachement de cent cinquante Français, et fit raser le château du marquis de Spinola, sénateur génois, chef de la réaction. En même temps, l'aide de camp Murat entra au Sénat effrayé et y demandait et obtenait la destitution du gouverneur de Novi, l'expulsion des agents autrichiens et de leur chef le ministre Girola, et des mesures destinées à assurer la protection des convois et la liberté des routes. Le général Augereau, avec sa division, passa le Pô le 14 juin, à Borgoforte, se rendit en quatre marches à Bologne et à Ferrare et s'empara de ces deux Légations comme gage de la neutralité pontificale.

Napoléon, continuant sa revue, traversa Plaisance, Parme, Reggio, Modène, fit occuper le fort Urbano, appartenant au pape, qui commande la chaussée de Modène à Bologne, et fit dans cette dernière ville, où sa famille avait figuré au livre d'or du Patriciat, et laissé des souvenirs traditionnels, une entrée triomphale, animée des sentiments patriotiques d'une population qui était, avec celle de Brescia, la plus impatiente de l'indépendance de l'Italie. Caprara, Marescalchi et Aldini, députés du Sénat, qui vinrent au-devant du chef de l'armée française, leur illustre compatriote, ne devaient plus quitter le char de cette fortune libératrice de leur pays. Bonaparte, toujours modéré ou inflexible à propos, écouta, tout en organisant les milices nationales, les paroles de paix du Saint-Père. Un armistice signé le 25 juin, avec Azzara, ministre du roi d'Espagne, plénipotentiaire du pape, le rassura sur les conséquences de son hostilité, tout en lui imposant la réparation, c'est-à-dire l'occupation des Légations et une contribution d'argent, chevaux, provisions et objets d'art. Tout en encourageant ses amis et en terrifiant ses ennemis en Italie, Bonaparte ne négligeait pas les Anglais. L'occupation de Livourne, et la destruction de sa factorerie, bientôt suivie de la rédemption de la Corse du joug britannique, et du retour dans le giron de la République française de cette île prodigue, portèrent un double et

sensible coup à cette prépondérance maritime dont Bonaparte rêvait déjà de frapper le jaloux orgueil d'une nouvelle, plus lointaine et plus douloureuse atteinte.

C'est en octobre que le général Gentili et une poignée de réfugiés corses, partis de Gênes et soutenus par le prestige des exploits d'Italie, chassèrent le vice-roi Elliott, et reprirent leur patrie qu'ils rendirent à la France et à la liberté.

Après cette expédition si rapide et si féconde, à laquelle ne manqua aucun succès, ni aucun hommage, Bonaparte, ayant conjuré tous les périls qu'il pouvait redouter, laissa à Livourne une garnison de précaution, fit repasser l'Apennin et le Pô à son armée, et, la suivant de loin, s'arrêta à Florence dont le grand-duc, grâce aux conseils de son ministre Manfredini, avait eu le tact de garder une sage neutralité.

C'est à Florence, en dînant chez le grand-duc, que Napoléon reçut la nouvelle de la prise du château de Milan, qui avait capitulé le 29 juin. La garnison demeura prisonnière de guerre et ses cent bouches à feu allèrent compléter l'équipage du siège de Mantoue, ainsi fourni par l'ennemi. Après un court séjour à Bologne, où sa popularité lui facilita l'œuvre d'organisation et de pacification, Napoléon se consacra tout entier au siège et au duel stratégique avec Würmser qu'il allait amener. Napoléon trouva les opérations peu avancées, compromises un moment par une tentative de surprise heureusement déjouée, et relevées enfin par l'ouverture d'une tranchée régulière et déjà à cinquante toises du chemin couvert. Il repartit pour Milan où il poursuivit l'organisation intérieure de la Lombardie, nécessaire à la sécurité d'une armée qui allait avoir à subir le choc de trente mille hommes de troupes fraîches et aguerries, qui portaient à quatre-vingt mille hommes d'élite les derniers champions de la puissance autrichienne en Italie.

Contre de tels efforts, ce n'était pas trop de tout le génie de Napoléon, réduit à maintenir, avec quarante mille hommes, une conquête comme celle de l'Italie, et à la défendre contre un ennemi sans cesse renforcé par le Tyrol, centre de ses approvisionnements, asile de ses retraites. L'inaction fatale des armées du Rhin, qui ne cessa que tardivement, en juin, lui permettait la concentration de ses forces sur un seul point, et laissait impunie la diversion de Würmser. L'armée d'observation de l'Adige était à peine égale en nombre au seul renfort de trente mille hommes qu'il amenait. Bonaparte, ne laissant qu'un bataillon à Ferrare, deux à Livourne et seulement des dépôts à Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighettone, plaça la division Sauret à Salò, couvrant le pays entre les lacs d'Idro et de Garda, interceptant la route de Trente à Brescia par la vallée de la Chiese.

Masséna, placé à Bussolengo, occupait la Corona, et par la brigade Joubert, Montebaldo ; le reste de sa division campait sur le plateau de Rivoli. Des deux brigades de la division d'Espinoy, l'une gardait les ponts de Vérone, l'autre l'Adige jusqu'à Porto-Legnago ; la division Augereau, Porto-Legnago et le bas Adige. Le général Guillaume était à Peschiera, où une flottille de galères maîtrisait le lac de Garda. Sérurier dirigeait le siège de Mantoue ; Kilmaine commandait la cavalerie ; Dommartin, l'artillerie de l'armée. Telles étaient les positions de nos troupes et de leur état-major, au moment de l'ouverture de l'offensive de Würmser.

En face de notre quartier général, posté à Castelnovo, à portée de l'Adige, de la Chiese et de Mantoue, le Nestor de l'armée autrichienne divisait en trois corps

son armée, massée dans le Tyrol italien. Le premier, avec Davidowich, fort de douze mille hommes, devait déboucher par la vallée de l'Adige, pénétrer dans Vérone et se porter sur Tessari. Pendant ce temps, le centre, fort de trente mille hommes, conduit par Würmser, devait s'avancer par Montebaldo et le pays entre l'Adige et le lac de Garde. La droite, de vingt mille hommes, sous Quasdanowich, devait s'engager par la Chiese, se porter sur Brescia et tourner toute l'armée française, qui, séparée de Milan, aurait sa retraite coupée. Tel était le plan du savant maréchal, plan plus habile encore s'il n'eût été, dès ses premiers mouvements, deviné par un joueur dont il ne soupçonnait pas la pénétration et l'énergie, qui respirent dans les lignes suivantes :

Le plan de Würmser se trouva dévoilé ; il avait pris et comptait garder l'initiative. Il supposait l'armée fixée autour de Mantoue ; et que, en cernant ce point fixe, il cernerait l'armée française. Pour déconcerter ses projets, il fallait soi-même reprendre cette initiative, rendre l'armée mobile en levant le siège de Mantoue, sacrifiant les tranchées et l'équipage du siège, pour se porter rapidement, avec toute l'armée réunie sur un des corps de l'ennemi, et successivement contre les deux autres. Les Autrichiens étaient deux et demi contre un ; mais si les trois corps étaient attaqués séparément par toute l'armée française, celle-ci aurait sur le champ de bataille l'avantage du nombre.

Ainsi fut fait, et tandis que Würmser manœuvrait pour se rapprocher de Mantoue, arrivait étonné devant les affûts brûlés, les canons encloués, les poudres noyées, les projectiles enterrés qui semblaient le témoignage d'un abandon précipité, et tirait de cette panique des inductions téméraires, deux combats heureux, à Salò et à Lonato, arrêtaient l'effort des deux colonnes ennemies de Quasdanowich et d'Oeskey, et Napoléon marchait sur Brescia, occupé par les Autrichiens dès le début de la campagne, avec les deux divisions Masséna et Augereau. A peine de nouveau maître de Brescia, le prodigieux général, par une contre-marche prestigieuse qui changeait les arrière-gardes en avant-gardes, retourna du côté du Mincio sur la Chiese d'où il était parti (1er août).

Le 5 août, la bataille de Lonato mettait en présence, grâce à cette manœuvre, vingt à vingt-trois mille Français contre trente mille Autrichiens. Le succès ne fut pas douteux un seul moment, surtout après le combat de Castiglione, qui décida du sort de la journée, et où la division Augereau et son chef se couvrirent de gloire. Le but était atteint. L'armée autrichienne était coupée en trois tronçons, qui passèrent toute la journée du 4 à se reconnaître et à chercher à se rejoindre, Würmser accourant de Mantoue, et Quasdanowich, intimidé par cette armée française qui se multipliait et s'étendait fantastiquement autour de lui, précipitant sa retraite. Napoléon concentra de son côté toutes ses troupes autour de la position rectifiée d'Augereau à Castiglione, qui allait devenir l'objectif de l'offensive prochaine, profitant avec un tel sang-froid de la confusion et du désordre des troupes autrichiennes coupées de leur centre et de leur droite, qu'il fit poser les armes, par un ultimatum hardi, à près de cinquante mille Autrichiens, qui, éperdus, acceptèrent pour prison Lonato, où ils eussent pu surprendre et envelopper, mieux conduits et mieux informés, Napoléon et la poignée de troupes qui l'accompagnait.

La perte de la bataille de Castiglione, où la gauche et les derrières de Würmser furent surpris par la division Sérurier, tandis que le gros de l'armée, descendant des positions de Castiglione, la prenait en face, Masséna à droite, Augereau au centre, n'était pas faite pour relever le moral de troupes battues ainsi chaque jour. La fatigue excessive des vainqueurs, surmenés par les marches et les contre-marches, put seule sauver l'armée de Würmser, qui gagna, en désordre, la rive gauche du Mincio. Elle n'eut pas le temps de s'y maintenir, poursuivie par Augereau sur Borghetto, par Masséna sur Peschiera, et par le général en chef avec la division Sérurier, sur Vérone. Le 12, la Rocca d'Anfo et Montebaldo, les deux extrêmes positions du système de Würmser étaient enlevées, et il se retirait par le Tyrol à Roveredo et à Trente avec la moitié de l'armée qui en était sortie quinze jours auparavant, tandis que les Français se reposaient un moment sur leurs lauriers pour revenir bientôt devant Mantoue.

La garnison avait employé les loisirs de la levée du siège à défaire les ouvrages des assiégeants, à recueillir les pièces et les munitions abandonnées. Ils achevaient à peine cette besogne, quand les Français reparurent, non pour assiéger de nouveau, faute d'un équipage et de crainte de la fièvre paludéenne, mais pour bloquer de nouveau la ville. Le 24 août, le général Sahuguet, directeur du siège, était maître de tout le Serraglio, sorte d'île nourricière de Mantoue, avait rejeté l'ennemi dans la place et resserré étroitement le blocus. Pendant ce temps, Napoléon félicitait la Lombardie de sa fidélité, la récompensait en donnant des armes aux Milanais, et punissait l'hostilité du cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, par une sévère réprimande et, plus tard, l'échec de sa candidature au trône pontifical, sur lequel, malgré les influences autrichiennes, Chiaramonti, évêque d'Imola, remplaça Pie VI.

En septembre 1796, les deux armées de Sambre-et-Meuse et celle du Rhin-et-Moselle avaient enfin commencé leurs opérations et s'avançaient rapidement au cœur de l'Allemagne. Würmser était à son poste du Tyrol ; il en laissait bientôt la garde à son lieutenant Davidowich, pour se porter avec trente mille hommes au secours de Mantoue.

Napoléon sentait l'importance d'occuper l'armée autrichienne, afin de l'empêcher de faire aucun détachement contre l'armée du Rhin, qui s'approchait des plaines de Bavière. Aussitôt qu'il eut pénétré le projet de Würmser, il résolut de prendre l'offensive, de battre Würmser en détail, en le surprenant en flagrant délit, et d'achever la destruction de cette armée qui lui avait donné tant de soucis, qu'elle n'avait pas suffisamment expiés par ses désastres de Lonato et de Castiglione<sup>1</sup>.

Tandis que le général Kilmaine, avec un faible détachement, gardait l'Adige et couvrait le blocus de Mantoue, armé surtout d'instructions dont l'admirable prévoyance avait tout devancé et fut de point en point confirmée par l'événement, l'armée française se dirigeait sur le Trentin, et, après quelques engagements heureux, se trouvait, le 4 septembre, à la pointe du jour, en présence du corps autrichien de Davidowich, chargé de la garde du Tyrol. Le

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. I, p. 225.

résultat de cette rencontre fut la bataille secondaire de Roveredo, qui livra le Tyrol italien et Trente, sa capitale, aux Français victorieux.

Le général Bonaparte, abandonnant alors les débris du corps de Davidowich à la division Vaubois, chargée de garder le Tyrol, résolut de profiter de l'erreur de Würmser, qui lui supposait l'intention de se joindre à Insprück à l'armée du Rhin, pour lui couper sa ligne d'opération sur le Frioul, comme il lui avait fermé sa retraite sur le Tyrol, et de l'enfermer entre la Brenta et l'Adige, de façon à lui enlever au moins la division Mezaros, compromise par sa marche sur Mantoue.

Le 6 septembre, après avoir organisé en une nuit l'administration du Tyrol et avoir rassuré l'indépendance et le patriotisme incorruptibles des habitants, par une proclamation habile, où il flattait, loin de les froisser, ces nobles sentiments, et où il abjurait toute pensée de conquête, Napoléon se mit en marche avec les divisions Augereau et Masséna, par les gorges de la Brenta, pour se porter à tire d'aile à Bassano. Il fallait faire, en deux jours au plus, ces vingt lieues de pénible chemin. Le 7, son avant-garde rencontra celle de Würmser en position derrière Primolano. Ce choc, que la valeur française rendit irrésistible, coûta à l'ennemi, enfoncé sur sa double ligne, quatre mille deux cents prisonniers, douze pièces de canon, des parcs de caissons, cinq drapeaux, et ajouta un nom de plus aux fastes de notre gloire en Italie.

A la nuit, l'armée française bivouaqua au village de Cismone. Napoléon y prit son quartier général, sans suite, sans bagages, mourant de faim et de lassitude ; il y passa la nuit. Un soldat, qui l'en fit ressouvenir au camp de Boulogne, en 1805, lorsqu'il était empereur, partagea avec lui sa ration de pain.

Cependant le plan de Napoléon continuait à se dérouler imperturbablement. La division Mezaros s'obstinait à une attaque infructueuse sur Vérone et, rappelée en toute hâte par Würmser, qui voulait arrêter l'armée française à Bassano, n'arrivait le 8 à Montebello que pour y apprendre la défaite de son chef. Le 8 septembre, à trois heures, après un nouveau passage de pont, toujours heureux comme à Lodi, l'armée française, qui se battait depuis six heures du matin, entra à Bassano et y trouvait, comme trophées de sa victoire, six mille prisonniers, huit drapeaux, deux équipages de pont, deux cents voitures de bagages, trente-deux pièces de canon, etc.

Würmser se retira en désordre sur Vicence, ne pouvant plus se retourner sur la Piave ; il y rallia la division Mezaros. Il se trouvait ainsi coupé des États héréditaires et de ses communications avec l'Autriche. Jamais position ne fut plus critique que celle de ce général demeuré, après quatre combats malheureux, à la tête de seize mille hommes, reste découragé d'une armée de soixante mille. Il désespérait lui-même de son salut, quand la faute d'un chef de bataillon qui évacua Legnago, sans rompre le pont, faillit changer fatalement pour nous la face des choses, et retarda la perte de l'armée autrichienne, qui semblait inévitable. Würmser entra dans Legnago et y passa l'Adige. Il put ainsi, car, en stratégie, les succès se tiennent comme les revers, et un plan entamé est comme un réseau dont la maille se dénoue, il put éviter l'étreinte de Napoléon qui, accouru d'Arcole, espérait encore le cerner à la Molinella, et échapper, à Cerea, à la cavalerie de Murat, qui menaçait de le couper avec des forces malheureusement insuffisantes.

Ô caprices de la fortune, ô instabilité des prospérités humaines ! Il s'en fallut de peu que Napoléon ne fût pris à cette échauffourée de Cerea, où le général en chef, arrivant au galop dans le village au moment où son avant-garde était mise en déroute, n'eut que le temps de tourner bride, et de se sauver en toute hâte. L'honneur d'une telle capture échappa à Würmser, mais les deux engagements heureux de Villimpenta et de Due-Castelli lui livrèrent la route de Mantoue. Là, après une bataille vive et disputée, celle de Saint-Georges, dont Masséna décida le succès, le vieux maréchal, adversaire malheureux, mais honorable de Bonaparte, dut donner à son armée un repos dont la nôtre avait également besoin, et considéra comme un succès suffisant le ravitaillement de Mantoue, qu'il parvint à opérer avant que le général Kilmaine, troisième commandant du siège, eût pu entrer dans le Serraglio et bloquer entièrement la place (1er octobre).

Du 17 juin au 18 septembre, au moment de cette quatrième pause dans la lutte qui mettra sept fois aux prises deux champions acharnés, l'ennemi avait perdu vingt-sept mille hommes, dont dix-huit mille prisonniers, trois mille tués, six mille blessés, soixante-quinze pièces de canon, vingt-deux drapeaux — que Marmont porta à Paris —, trente généraux, six mille chevaux. Le maréchal demeurait enfermé dans Mantoue avec seize mille hommes, tandis que les débris des corps de Davidowich et de Quasdanowich, s'élevant à une dizaine de mille hommes, s'étaient réfugiés dans le Tyrol et le Frioul. Tel était le résultat de cette quatrième partie, qui eût été décisive, sans un caprice du hasard, surtout sans l'affaiblissement d'une armée épuisée par la victoire même, et dont les pertes étaient de sept mille cinq cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Tandis que l'armée assiégeante attendait de la disette et de la fièvre dont elle souffrait elle-même la fin de l'opiniâtre résistance de Mantoue, Würmser, qui voyait là le dernier boulevard de la puissance autrichienne et la dernière ressource de sa fortune militaire, la prolongeait en faisant saler la plus grande partie des chevaux de sa cavalerie.

Contre toute probabilité, contre la croyance de toute l'Italie, l'armée française était encore destinée à remporter des victoires plus sanglantes et plus glorieuses, et l'Autriche devait lever encore et perdre deux armées nouvelles, avant que les destinées de ce boulevard de l'Italie fussent accomplies.

Cette cinquième campagne (du 1er au 18 novembre 1796), que couronne le nom immortel d'Arcole, est peut-être la plus belle de toutes, et la plus dramatique de ces sept sœurs glorieuses. Rien ne manque à l'intérêt du drame qui va se nouant. La conscience des obstacles à vaincre par le héros de cette pièce épique fait palpiter le cœur. Nous ne sommes plus aux premiers jours de la descente en Italie, à cette délicieuse nouveauté des bivouacs fleuris, à cette charmante surprise de l'abondance des villes lombardes. Après la Lombardie aux larges mamelles, nous voici dans le rude Tyrol, nourricier à peine à ses fils soulevés contre nous ; l'enthousiasme, l'ardeur, la confiance, ont disparu. Nos soldats se comptent et murmurent ; ils parlent de revenir au repos des Alpes, et d'abandonner leur conquête trop difficile à garder, ou de confier ce soin à leurs camarades de Sambre-et-Meuse et du Rhin, qui, tandis qu'ils s'illustraient chaque jour par une victoire nouvelle, ont mis leur gloire à reculer sagement et à faire devant le prince Charles ce que le général Bonaparte appelle avec raison

une retraite de sergent. Certes, celui-là est un autre homme que Moreau et Jourdan. Il y aurait du plaisir à vaincre avec lui, s'il n'était pas insatiable de victoire. L'héroïsme est un état de l'âme sublime, mais passager ; avec lui, il faut être héroïque sans discontinuer. Il épuise, par des marches et des contremarches dont la subtilité est éblouissante, cette petite armée de trente mille hommes, qui trouve sans cesse devant elle les masses renouvelées de l'inépuisable recrutement autrichien. Après Beaulieu, Würmser, après Würmser enfermé dans Mantoue, voici venir le maréchal Alvinzi, un général tout frais avec une armée toute fraîche. N'est-ce pas tenter la fortune et abuser de son bonheur que de prétendre à la perpétuité du succès ? Déjà, des échecs significatifs semblent annoncer un changement, et la victoire menace de passer à l'ennemi.

Ainsi raisonnaient et bougonnaient, aux feux des rares bivouacs, les soldats de Bonaparte, braves, mais frondeurs comme ceux de César, et les premiers événements de cette campagne pleine de péripéties décisives, où le sort de la guerre semble en effet hésiter entre des adversaires tour à tour favorisés, donnent raison à leurs plaintes et à leurs inquiétudes.

Le projet d'Alvinzi était d'opérer dans Vérone sa jonction avec Davidowich, et de là marcher sur Mantoue. Napoléon résolut de l'en empêcher ; et, le 6 novembre, la bataille de la Brenta, dont le succès fut compromis par un retard inévitable, et surtout par les échecs postérieurs de la division Vaubois, accusa plus qu'elle ne justifia cette intention. Le général Vaubois, forcé dans sa position de Lavis, et forcé d'évacuer Trente, était dans une position critique, dont le danger menaçait le salut de toute l'armée, quand il fut dégagé par Joubert, et put repasser sur la rive droite de l'Adige et revenir occuper en force la position importante de la Corona et de Rivoli. Là, Napoléon harangua les soldats, qui, les premiers, avaient manqué à la gloire, jusque-là intacte, de l'armée d'Italie, et les électrisa par d'éloquents reproches. Puis il se porta à la tête de l'armée, qui fila toute la journée du 7 au travers de la ville de Vicence pour couvrir Vérone et empêcher la jonction d'Alvinzi avec Davidowich, qui pouvait être fatale aux assiégeants de Mantoue. Le 11 novembre, la défense de Montebaldo assurée, Napoléon résolut d'occuper Caldiero, [comme donnant plus de chances à la défensive et plus d'énergie à son attitude.](#)

L'entreprise ne manquait pas de difficultés, car Alvinzi était établi solidement sur ces belles positions convoitées par nous, appuyant sa gauche aux marais d'Arcole, et sa droite au mont Olivetto et au village de Colognola. Le feu dura toute la journée du 11 et les efforts intrépides de nos attaques, contrariés par la pluie et la boue, demeurèrent infructueux. [Les pertes, dans cette affaire, furent égales. L'ennemi s'attribua, avec raison, la victoire. Ses avant-postes s'approchèrent de Saint-Michel et la situation des Français devint vraiment critique.](#)

C'est cette déception de Caldiero qui provoqua cette explosion de mauvaise humeur dont nous avons résumé les griefs, parmi ces soldats si justement baptisés plus tard du sobriquet de *grognards*. C'est aussi ce premier revers qui inspira à Bonaparte, dont les obstacles, en le provoquant, secondaient le génie, le décisif et hardi mouvement qui devait lui assurer le plus imprévu des triomphes.

Le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prend les armes en silence et l'armée française s'engage sourdement en trois colonnes sur une route qui ne peut être que celle de la retraite. Tandis que l'ennemi se confirme dans cette illusion, espérance des uns qui croient voir fuir leurs adversaires, effroi des

autres qui voient partir leur défenseur, la direction est subitement et invisiblement changée.

Cependant l'armée, au lieu de suivre la route de Peschiera, prend tout à coup la gauche, longe l'Adige, et arrive avant le jour à Ronco ; Andréossi achevait d'y jeter un pont. Aux premiers rayons du soleil, elle se voit avec étonnement, par un simple à-gauche, sur l'autre rive. Alors, les officiers et les soldats, qui, du temps qu'ils poursuivaient Würmser, avaient traversé ces lieux, commencèrent à deviner l'intention de leur général : **Il veut tourner Caldiero, qu'il n'a pu enlever de front, avec treize mille hommes ; ne pouvant lutter en plaine contre quarante mille, il porte son champ de bataille sur des chaussées entourées de vastes marais, où le nombre ne pourra rien, mais où le courage des têtes de colonne décidera de tout.** L'espérance de la victoire ranime alors tous les cœurs, et chacun promet de se surpasser pour seconder un plan si beau et si hardi.

Trois chaussées partent du pont de Ronco, jeté sur la droite et non sur la gauche de l'Alpone par une prévoyance que l'évènement justifia. Sur ces trois chaussées, trois colonnes s'engagèrent le 15 novembre ; celle de gauche remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais au village de Porcile où elle couvrait la route de Vérone ; la colonne du centre se porta sur Arcole et arriva jusqu'au pont où, prise en flanc par les Croates qui y bivouaquaient, elle recula, malgré les efforts d'Augereau, accouru à son secours.

Alvinzi, étonné et inquiet de cette attaque à travers les marais de l'Adige, qui ne lui semblait possible qu'à l'état de feinte destinée à masquer une offensive plus raisonnable par la chaussée de Vérone, se décida néanmoins à se débarrasser de ce mouvement importun. Deux divisions envoyées par lui, vers neuf heures du matin, furent énergiquement et victorieusement repoussées, avec grande perte, par Augereau et Masséna. **Les marais furent couverts de cadavres.**

Arcole devenait le point essentiel du plan de Bonaparte et le but indispensable au succès de la combinaison qui était de déboucher sur les derrières de l'ennemi, et de lui couper son unique voie de retraite en s'emparant du pont de Villanova sur l'Alpone. Mais l'ennemi, sentant le prix de la position, la défendit à outrance et Napoléon y courut à la fois danger de la défaite et de la vie.

Arcole résista à plusieurs attaques. Napoléon voulut essayer un dernier effort de sa personne ; il saisit un drapeau, s'élance sur le pont et l'y place. La colonne qu'il commandait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc et l'arrivée d'une division ennemie firent manquer l'attaque ; les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitèrent ; mais, entraînés par la fuite, ils ne voulurent pas se dessaisir de leur général, le prirent par les bras, les habits, et l'entraînèrent avec eux au milieu des morts, des mourants et de la fumée ; il fut précipité dans un marais, il y enfonça jusqu'à moitié du corps ; il était au milieu des ennemis. Les grenadiers s'aperçurent que leur général était en danger, un cri se fit entendre : **Soldats ! en avant pour sauver le**



général ! Ces braves revinrent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussèrent jusqu'au delà du pont, et Napoléon fut sauvé.

D'autres scènes, non moins belles que celle que Napoléon a si bien racontée, avec l'inimitable émotion de ceux qui se souviennent, illustrent cet admirable épisode d'Arcole, justement, appelé par celui qui en fut le héros *un chant de l'Iliade*. Rien d'homérique, en effet, comme ces vieux soldats emportant leur général délivré, et surtout comme ces aides de camp se faisant tuer à sa place et lui faisant un bouclier de leur poitrine sanglante, pour tomber à côté des généraux mourant comme de simples soldats. Napoléon ne parla jamais sans émotion de ces dévouements héroïques et simples, auxquels il dut la victoire et la vie, et ces lauriers mêlés de crêpes funèbres, tant des pertes sensibles y affligèrent son cœur. A Lodi, il n'était encore qu'admiré. Arcole est cette phase attendrissante de sa carrière glorieuse, cette heure la plus douce du triomphe, où il se sentit aimé.

Cette journée fut celle du dévouement militaire. Lannes était accouru de Milan ; blessé à Governolo, il était encore souffrant ; il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps, et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide de camp du général en chef, fut tué, couvrant de son corps son général. Mort héroïque et touchante ! Belliard, Vignolle, furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert fut tué ; c'était un soldat solide au feu.

Napoléon n'oublia jamais ce qu'il devait à Lannes et à Muiron ; Lannes composera, avec Desaix et Duroc, le triumvirat de prédilection des compagnons de Bonaparte. Et tous trois morts au champ d'honneur, tous trois il les pleurera.

Pour Muiron, il ne perdra aucune occasion d'immortaliser ce nom modeste. C'est d'abord une lettre du 19 novembre, le premier jour du repos après la triple bataille d'Arcole, écrite à sa veuve. Quelle simple et noble oraison funèbre !

Muiron est mort sur le champ de bataille. Vous avez perdu un mari qui vous était cher, et moi un ami auquel j'étais depuis longtemps attaché ; mais la patrie perd plus que nous deux par la mort d'un officier distingué autant par ses talents que par son courage. Si je puis vous être bon à quelque chose, à vous, à son enfant, je vous prie de compter entièrement sur moi.

Quelles admirables douleurs que ces deux douleurs qui se consolent par la pensée du deuil de la patrie et qui s'immolent à elle !

Le 28 décembre (8 nivôse an VI), à la prière sans doute de la veuve de Muiron, le général en chef demanda et obtint du Directoire la radiation de la liste des émigrés de la belle-mère et du beau-frère — M. et madame Bérault de Courville —, de son compagnon du siège de Toulon, de son auxiliaire de Vendémiaire, du martyr de son salut à Arcole. Il eût sans doute étendu de nouveaux bienfaits sur

cette famille privilégiée, sans la mort prématurée de la veuve et du fils de Muiron, qui rejoignirent bientôt leur père et leur époux dans la tombe. Ainsi, la fleur blessée par la faux tombe, tige et rameaux, et sème à terre un à un jusqu'aux derniers pétales.

Bonaparte, ne pouvant plus rien faire que pour la mémoire de Muiron, ne perdit pas une occasion de l'honorer. Une frégate vénitienne reçut son nom. Échappée au combat naval d'Aboukir, elle ramena Napoléon d'Égypte en France, et depuis lors jusqu'à la Restauration, elle commanda le port de Toulon.

En 1815, c'est sous le nom de colonel Muiron, qu'il pensait devoir lui porter bonheur, que Napoléon se fia à la déloyauté anglaise.

A Sainte-Hélène, son testament porte les héritiers de Muiron parmi ses légataires.

Si Muiron est mort pour Bonaparte, il est doux et vrai de dire qu'il n'est pas mort pour un ingrat.

La prise d'Arcole, si chèrement achetée, ne fut pas plutôt consommée qu'elle devint inutile. L'abandon de la position de Caldicro par Alvinzi, justement effrayé du danger de sa situation, changeait complètement l'intérêt de sa possession et, de principale pièce de l'échiquier sanglant, ce petit clocher retombait pour un moment au rang subalterne par suite de la retraite d'Alvinzi.

Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper, et ce fut à la vue des mouvements précipités de l'ennemi qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du dessein de Napoléon. Chacun vit quels pouvaient être les résultats d'une combinaison si profonde et si hardie. L'armée ennemie, par sa retraite précipitée, échappait à la destruction.

En même temps, elle menaçait la sécurité de nos troupes, dont la ligne de retraite pouvait être coupée par un échec de Vaubois, rejeté sur Mantoue par Davidowich. Dans cette hypothèse, Napoléon résolut d'évacuer Arcole pour se porter au secours de Vaubois, et au moment où il apprenait que ce général n'avait pas besoin d'appui et occupait les hauteurs de Bussolengo, en face de Davidowich immobile, il fut surpris lui-même, si on peut dire qu'un tel général le fut jamais, par un retour offensif d'Alvinzi, qui fit occuper Arcole et Porcile, et attaqua, sans autre résultat qu'une nouvelle défaite ajoutée à celle de la veille.

Le lendemain 17 éclaira la troisième phase de cette lutte de trois jours qui illustre à jamais le nom d'Arcole. Après un combat sanglant dans la matinée, où une seule manœuvre de Bonaparte coûta à l'ennemi trois mille hommes ensevelis dans la fange de ces marais arrosés de sang, eut lieu, non plus sur ce théâtre hasardeux des chaussées et des digues, mais en plaine, entre l'armée autrichienne, affaiblie en trois jours de vingt-cinq mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et l'armée française, qui ne lui était plus inférieure en nombre que d'un tiers, l'engagement décisif de ce duel obstiné. Il fut encore fatal à l'ennemi, qui battit en retraite sur Vicence, tandis que l'armée française, après cette trilogie de combats où Napoléon avait goûté et fait goûter à ses soldats ce que le génie a déplus puissant, le succès de plus enivrant, et où il avait épuisé pour la première fois les émotions les plus sublimes et les plus terribles de la guerre,

rentra triomphante à Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan.

Au milieu de l'enthousiasme de ses amis, de l'admiration de ses ennemis eux-mêmes, Napoléon, poursuivant sa victoire, vengea, à Rivoli l'échec de Vaubois à Bussolengo, et, le 18, il accorda à ses troupes fatiguées une nouvelle halte de repos, dans l'attente de la prise de l'opiniâtre Mantoue, dont la chute devait consommer la victoire et terminer la lutte.

Napoléon, grand à la guerre, ne l'était pas moins dans la diplomatie, et, la plume à la main, il n'était pas inférieur à lui-même. Il manœuvrait aussi habilement et aussi heureusement sur le terrain des négociations que sur le champ de bataille, et ses triomphes sous ce rapport ne sont pas indignes de ses victoires. Là aussi, il apportait la supériorité de principes nouveaux, d'aperçus originaux, et cette hardiesse inspirée de son génie, mêlée à propos de toutes les souplesses de son esprit. Là aussi, il déroutait toutes les anciennes tactiques et déjouait tous les artifices traditionnels ; là aussi, il inaugurait victorieusement et éloquemment la politique de l'avenir, qui triomphait en sa personne de la politique du passé, opposant dans un équilibre nouveau les intérêts des peuples à ceux des gouvernements, et, au besoin, jetant à propos son épée dans la balance de délibérations égoïstes, et faisant servir pour la première fois la force au droit. Nous ne pouvons que le peindre d'un trait rapide, assis, à chaque intermède de la guerre, devant ce tapis vert des conférences qu'il dominait bien vite de l'ascendant de son génie, de son bonheur et de sa vertu, infaillible, incorruptible et irrésistible, avec sa belle tête pâle courbée sous le poids des grandes pensées, ces yeux ardents dont rien ne peut exprimer le magnétique empire, ce sourire qui, au besoin, achevait la conquête de la raison, et ce geste armé d'une foudre invisible qui, au besoin aussi, imposait le silence à l'obstination ou à la mauvaise foi.

Sa conduite vis-à-vis de Gênes est un chef-d'œuvre de patience habile et d'opportune fermeté. Grâce à ses ménagements, parfois suivis de foudroyants châtiments, la douteuse république demeura dans les liens de notre tutelle, et, le 6 octobre 1796, une convention, confirmée en 1797 par le traité de Montebello, effaça tous les griefs, liquida tous les comptes et fournit à notre Trésor un subside de quatre millions, à notre influence le concours des bannis rappelés, à nos armées la sécurité des communications et des approvisionnements. Plus sage et plus prévoyant que ceux qui prétendaient l'inspirer, Bonaparte résista aux efforts faits pour l'entraîner dans cette politique révolutionnaire qui avait si longtemps compromis le fruit des victoires de nos armées depuis 1792. Bien loin de renverser le roi de Sardaigne, dont la chute n'eût créé que des embarras à la République, il conclut avec lui un traité d'alliance offensive et défensive, dont les avantages le lièrent à la France par des liens plus solides que ceux de la conquête. Ce traité, longtemps compromis par la mauvaise volonté du Directoire et les imprudences de nos négociateurs, ne fut signé que le 1er mars 1797 à Bologne, et l'exécution en demeura, par suite des mêmes raisons, suspendue pendant l'année 1797.

Les négociations avec le duc de Parme et le duc de Modène s'inspirèrent, les premières, d'égards nécessaires pour l'Espagne, que Bonaparte voulait attirer, par l'appât offert à ses prétentions, à une utile coopération, surtout maritime, au lieu d'un traité d'alliance demeuré platonique ; et les secondes, de la vengeance nécessaire à tirer d'une violation d'armistice que Bonaparte punit, le 8 octobre 1796, par une déclaration d'indépendance conforme au vœu du pays.

Les exigences excessives du Directoire avaient effarouché, puis exaspéré les susceptibilités du Saint-Siège, devenu le centre d'une hostilité dangereuse, en raison de ses prestiges et de ses mystères. Bonaparte, justement inquiet des brutalités et des maladresses des négociateurs qui avaient embrouillé une trame qui exigeait une grande délicatesse de tact, reprit leur œuvre interrompue avec l'autorité de son caractère et l'insinuant attrait d'une déférence inespérée. Mais il fallait à l'opiniâtreté de la diplomatie romaine, pour la contraindre à s'incliner, plus que le prestige d'Arcole et les menaces de Bologne, en janvier 1797. Et c'est seulement de la double et suprême déception de la victoire de Rivoli et de la prise de Mantoue que date la résipiscence d'une cour réduite à ne plus pouvoir compter sur les chances de la guerre, et trop heureuse de ce doux châtement qu'on appelle le traité de Tolentino.

Le grand-duc de Toscane avait le premier reconnu la République, et le 11 janvier 1797, l'évacuation de Livourne, gage temporaire d'une neutralité exactement observée, rendit hommage à la loyauté du prince et à la modération de Napoléon. Le roi de Naples, moins heureusement conseillé, éluda, par toutes sortes de faux fuyants, la transformation en traité définitif de l'armistice du 5 juin 1796. Une paix dilatoire, signée le 8 octobre, ne devait durer que le temps nécessaire pour permettre à la France de punir une insolente mauvaise foi.

Forte des succès en Allemagne du prince Charles, adversaire heureux de Jourdan et de Moreau, la diplomatie autrichienne, impérieusement sommée par le Directoire de consentir à la paix, éludait habilement la mission donnée à cet effet au général Clarke, dans laquelle Bonaparte intervint à temps pour empêcher la surprise d'une conclusion aussi désavantageuse qu'une défaite en Italie, puisqu'elle impliquait la renonciation aux bénéfices de nos victoires. Napoléon, qui ne voulait traiter que sur les bases des limites du Rhin et d'un État prépondérant en Italie, qui fit tomber à jamais, pour les idées françaises, la barrière des Alpes, refusa d'approuver des préliminaires, qu'il devait remplacer, trois mois plus tard, par ceux de Léoben. Ceux-ci assuraient à la France Mayence, en Allemagne, et en Italie, l'appui de la filiale République cispadane, contrepoids à la fois à l'influence de la réaction romaine et des impatiences lombardes.

Tel était l'état de l'Italie à la fin de l'année 1796 et au printemps de 1797, lorsque l'armée française, à la suite des exploits qui nous demeurent à raconter, se résolut à traverser les Alpes Juliennes et à marcher sur Vienne.

La sixième campagne d'Italie (janvier-février 1797), a tout l'intérêt rapide et saisissant d'un quatrième acte de drame. On sent que le dénouement tant disputé approche. Pour cette dernière épreuve, l'Autriche n'a rien négligé afin de se concilier la fortune, et de transporter à l'Italie ses bonheurs d'Allemagne. Tandis que de sourds ferments d'irritation à Rome, à Naples, à Venise menacent la sécurité française et n'attendent que le signal d'un échec pour envelopper notre armée de représailles vengeresses, suspendues par la crainte, Alvinzi reçoit d'un recrutement volontaire, suppléant à l'épuisement d'une longue guerre, d'enthousiastes et de patriotiques renforts. Vienne seule envoie quatre mille jeunes gens, le plus cher de ses entrailles, Ce bataillon sacré marche avec des drapeaux que l'impératrice a brodés de sa main. En y comprenant les vingt-quatre mille hommes de la garnison de Mantoue, Alvinzi dispose de quatre-vingt-seize à cent mille hommes.

Contre tant d'ennemis sur quoi peut compter Bonaparte ? Sur lui ; sur lui, et c'est assez, quand pour instruments de son génie on a des généraux comme

Masséna, Augereau, Joubert et des soldats comme ces soldats qui, en six mois, ont vu dix victoires. Les pertes d'Arcole et de Mantoue ayant été comblées par quelques renforts péniblement arrachés à la jalouse parcimonie du Directoire, avide de rétrécir un théâtre qui grandissait trop les acteurs, l'armée française comptait environ quarante-trois mille hommes.

Le plan de l'Autriche comportait deux attaques, l'une par Montebaldo, l'autre par le bas Adige et le Padouan. Le rendez-vous des deux corps d'opération était Mantoue et, on l'espérait bien, Mantoue délivré. Le but de cette dualité d'attaque était de forcer l'armée française à se partager elle-même, et de lui appliquer, à son tour, cette méthode de division dont Würmser avait été la victime.

Le 12 janvier 1797, l'exécution de ce plan encore mystérieux était commencée sur tous les points. Une dépêche interceptée en révéla une partie à Bonaparte, que les rapports de Joubert devaient éclaircir sur le surplus. Le 15 au soir, son parti était pris, et Bonaparte, confiant à la division Augereau le soin de disputer le passage du bas Adige aux vingt mille hommes du général Provera, se porta au fort du danger, c'est-à-dire du côté de Montebaldo, autour de ce plateau de Rivoli où, en devançant l'ennemi, on pouvait l'obliger à combattre isolé de sa cavalerie et de son artillerie. Le 14, à deux heures du matin, le mouvement était accompli. Quelques heures après, la bataille de Rivoli, gloire de Masséna, justifiait une fois de plus les prévisions du général en chef qui y paya de sa personne, fut plusieurs fois entouré et eut plusieurs chevaux blessés. Cette défaite, d'un effet moral supérieur à ses résultats matériels, coûtait à l'ennemi douze pièces de canon, sept drapeaux et sept mille prisonniers.

Pendant ce temps, Provera échappait à Augereau, débordé, et marchait sur Mantoue, volant, à son insu, au-devant de sa perte, car il était suivi par l'infatigable Bonaparte, qui, aussitôt la victoire de Rivoli assurée, accourait à marches forcées pour couvrir le siège de Mantoue et l'armée de blocus, que la diversion de Provera allait placer entre deux feux. Devancé, malgré tout, par le général ennemi, sous les murs de Mantoue, l'intrépide défense de Miollis permit à Bonaparte d'arriver à temps, et le lendemain 16 janvier, le duel était de deux contre deux et non de deux contre un, ainsi que l'avait espéré la ruse autrichienne. Le 16 janvier (27 nivôse) la bataille s'engage à la pointe du jour. En voici l'énergique croquis, tracé par un illustre historien<sup>1</sup> :

Bonaparte, arrivé dans la soirée, dispose Augereau sur les derrières de Provera, Victor et Masséna sur les flancs, de manière à le séparer de la citadelle, par laquelle Würmser doit essayer de déboucher. Il oppose Sérurier à Würmser. Le lendemain, Würmser débouche de la place, et attaque Sérurier avec furie ; celui-ci lui résiste avec une bravoure égale, et le contient le long des lignes de circonvallation. Victor, à la tête de la cinquante-septième, qui, dans ce jour, reçut le nom de la Terrible, s'élance sur Provera, et renverse tout ce qui se présente devant lui. Après un combat opiniâtre, Würmser est rejeté dans Mantoue. Provera, traqué comme un cerf, enveloppé par Victor, Masséna, Augereau, et inquiété par une sortie de Miollis, met bas les armes avec six mille hommes. Les jeunes volontaires de Vienne en font

---

<sup>1</sup> Thiers, *Histoire de la Révolution*, t. VIII, p. 424.

partie. Après une défense honorable, ils rendent leurs armes et le drapeau brodé par les mains de l'impératrice.

La bataille de la Favorite était un de ces désastres irréparables qui ne permettent plus l'espérance. Würmser dut songer à faire cesser le supplice, désormais inutile, de cette héroïque défense qui coûtait déjà la vie à vingt-sept mille cinq cents soldats, victimes de la fièvre, de la disette ou du fer et du feu des assiégeants. Il avait assez fait pour sa gloire, que cette défaite si longtemps disputée, illustre comme une victoire. Il ne devait plus songer qu'au salut de ses compagnons, compromis par les revers successifs qui, complétant l'avantage de la bataille de la Favorite et faisant épuiser à l'Autriche jusqu'à la lie la coupe de l'adversité, avaient refoulé au delà du Tyrol, occupé de nouveau par Joubert, les débris désespérés de l'armée d'Alvinzi. On peut se faire une idée de l'amertume des délibérations du vieux maréchal, lorsque pour se décider au sacrifice nécessaire et se résigner à mettre son sort à la merci du vainqueur, il dut récapituler les pertes de cette courte et fatale campagne faite par Bonaparte, pour ainsi dire, à coups de foudre. Dans ces quelques jours de janvier, l'armée autrichienne, dissoute et comme fondue en quelques chocs, avait laissé entre nos mains vingt-cinq mille prisonniers, vingt-quatre drapeaux, que Bessières, à son tour, apporta à Paris, et sur le champ de bataille trente-cinq mille morts au moins.

Réduit à courber devant la fatalité, acharnée sur son pays, son front blanchi, Würmser demanda capitulation au général Bonaparte, qu'il trouva digne de sa fortune, c'est-à-dire, généreux et modéré dans la victoire. Plein de respect pour cette réputation déchue, cette vieillesse héroïque, ce courage si malheureux, Bonaparte, laissant à Würmser le temps de prolonger sa résistance jusqu'aux dernières limites des exigences de l'honneur, lui accorda spontanément les conditions les plus consolantes. Et lorsqu'elles furent acceptées avec une reconnaissance dont Würmser attesta la sincérité par un avis qui ne fut pas inutile et qui sauva peut-être la vie à celui qui lui sauvait l'honneur, Bonaparte, avec une modestie touchante, se déroba à l'admiration du vaincu, préférant se priver du plus flatteur des hommages que d'exposer le vétéran à rougir en remettant son épée à un jeune homme. Il y a là un scrupule de générosité plus sincère et plus habile à la fois que tous les calculs de l'orgueil. Ce n'est pas la faute de Napoléon, si cette renonciation au triomphe lui fit encore plus d'honneur que le triomphe même, et si, lorsqu'il céda au général Sérurier le droit de voir défiler devant lui le vieux maréchal et tout l'état-major de cette garnison de vingt mille hommes qui se rendait à la fois, l'absence volontaire, à cette fête de la victoire, de son auteur, fut plus remarquée que ne l'eût été sa présence.

Bonaparte, tout entier à des desseins auxquels la rapidité de l'exécution assurait souvent le succès autant que l'habileté de la conception, poursuivait, vis-à-vis de Rome et de Naples, l'œuvre de précaution et d'intimidation nécessaire pour lui rendre la liberté et la sécurité de cette marche sur Vienne, chef-d'œuvre de ses combinaisons, couronnement de son édifice de victoires.

Le pape Pie VI, sous l'influence des manœuvres du cardinal Dusca, prélat fanatique, gagné aux illusions autrichiennes et aux rancunes napolitaines, était sorti de la neutralité qui seule comporte l'inviolabilité, et en enfreignant les conditions de l'armistice de Bologne, ratifié par lui le 27 juin, s'était placé, en face d'un vainqueur justement irrité, dans la position d'un belligérant provocateur. Mais Bonaparte, modéré jusque dans ses colères, volontiers incliné

au pardon pour les erreurs d'une puissance, respectable jusque dans ses erreurs et contre laquelle il n'avait rien des préventions, des aveuglements et des acharnements révolutionnaires, ne prétendait donner à une leçon, infligée plutôt aux conseillers du souverain pontife qu'à lui-même, que la rigueur exigée par la nécessité d'un exemple et le soin de sa sécurité. Il protesta donc, par une proclamation fort inattendue de la part d'un général de la République, de son intention de respecter les droits du Saint-Siège et l'indépendance de ses sujets, justifiant péremptoirement son entrée sur le territoire pontifical par la correspondance, interceptée par lui, du cardinal Busca avec Mgr Albani, chargé d'affaires à Vienne et dont il insérait, dans son manifeste, des extraits accablants pour la bonne foi d'un gouvernement qui, à la faveur d'un armistice, conspirait avec l'ennemi. Notre envoyé à Rome, M. de Cacault, rappelé, l'armistice déclaré rompu, le général Bonaparte, le 2 février 1797, établit son quartier général à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonti, depuis le pape Pie VII. Le 3, l'armée de six à sept mille hommes, mercenaires, moines ou paysans fanatisés, réunis par le cardinal Busca au tocsin d'une nouvelle guerre sainte, fut en un clin d'œil, battue et mise en déroute devant Faenza ; et ainsi s'évanouit, dans le ridicule, le fantôme de cette Vendée romagnole à qui le cardinal-général ne sut indiquer que le chemin de la fuite. Fidèle à la loi de modération qu'il s'était imposée, le vainqueur refusa à ses soldats, irrités de la résistance de Faenza à ouvrir ses portes, de renouveler les représailles vengeresses de Pavie. Il rendit la liberté aux prisonniers du combat, se contentant, pour tout châtement, d'une réprimande et de reproches qui, sanctionnés par le pardon, étaient d'un effet assuré ; et ayant ainsi répondu à la calomnie et gagné l'opinion, il se vit accueilli avec un hospitalier empressement, succédant à la terreur et à la haine, à Forli, Césène, Rimini, Pesaro, Sinigaglia, et il trouva des moines pour prêcher en sa faveur.

Le digne général de l'armée pontificale, réduite à trois mille hommes par le désastre peu sanglant de Faenza, Colli, essaya d'un simulacre de résistance destinée à couvrir Ancône. Malgré la supériorité de sa position, il fut attaqué, débordé, enveloppé par le général Victor, et ses trois mille hommes furent pris comme d'un seul coup de filet. Suivant son habitude, Bonaparte les renvoya, après les avoir sermonnés comme des écoliers rebelles, et cette clémence, malgré ce qu'elle avait d'ironique, continua de lui faire des partisans qu'il augmenta à Ancône par un habile mélange de fermeté et de tolérance. Le 10 février, l'armée campa à Notre-Dame de Lorette, dont les émissaires pontificaux, devançant notre armée, avaient emporté les trésors et oublié la madone, qui fut envoyée à Paris, pour être restituée au Concordat. Habile dans sa conduite vis-à-vis des habitants et du clergé indigène, Bonaparte ne le fut pas moins dans la générosité tutélaire avec laquelle il, accueillit et proclama inviolables des milliers de malheureux prêtres français émigrés, partout repoussés et chassés de leur asile par l'égoïsme napolitain ou la pusillanimité romaine, que nos soldats nourrissent et protégèrent, et qui virent dans Bonaparte l'image pour la première fois souriante de la patrie. Ces débris reconnaissants, rentrés plus tard en France, contribuèrent à y populariser le nom de leur sauveur, dont le prestige n'était pas moins fait de la modération avec laquelle il usait de ses victoires que de ces victoires elles-mêmes, et des louanges de ses ennemis que de celles de ses amis.

C'est grâce à cette modération si habile et si prévoyante que Bonaparte put se faire demander la paix qu'on n'osait espérer, et qu'il voulait accorder au souverain pontife prêt à se réfugier à Naples. Parti extrême qui eût contrarié son

projet de marcher sur Vienne, en l'obligeant de diviser ses forces, d'occuper Rome et de résister à l'hostilité encore sourde, mais bientôt déclarée, de la cour de Naples. Le 15 février, Bonaparte reçut à Tolentino, à trois journées de Rome, le cardinal Mattei, monsignor Galuppi, le duc de Braschi et le marquis Massimi, plénipotentiaires du pape, rassuré et débarrassé du ridicule Busca. Au bout de cinq jours de discussions ou plutôt d'*homélie*s, comme le dit, avec une malice fort légitime, Napoléon lui-même, fut signé un traité de paix, d'amitié et de bonne intelligence entre la République française et Sa Sainteté le pape Pie VI, qui nous assurait la possession d'Avignon et du comtat Venaissin, des légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, l'occupation d'Ancône, donnait à nos finances le secours fort opportun d'une rançon de trente millions, et à notre cavalerie un appoint de mille six cents chevaux. L'assassinat de Basseville était désavoué et sa famille indemnisée.

Cet incident, heureusement et rapidement vidé, à la satisfaction des susceptibilités romaines, plus qu'à celle des prétentions du Directoire, encore pleines de l'exagération républicaine, et auxquelles Bonaparte imposa, non sans peine, le frein de la raison et de la nécessité, il revint à Mantoue, couronnant la courtoisie de son attitude par l'envoi de Junot à Rome, porteur d'une lettre dont les termes respectueux contrastaient fort avec le langage du temps. De Mantoue, dont les plus beaux tableaux allèrent enrichir notre Musée, devenu le sanctuaire du butin artistique de l'Italie, et dont les fortifications restaurées se ressentirent de l'expérience du siège et de la supériorité du génie français, Bonaparte passa à Milan. Là il put reconnaître les progrès de son organisation et passa en revue les vingt mille hommes de renfort conduits par Bernadotte et Delmas, que le Directoire, cédant enfin à ses prières, avait détachés des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, jetant ainsi dans l'armée d'Italie, exaltée et peut-être aussi un peu corrompue par la victoire, un heureux et nouveau courant de patriotisme, de désintéressement et de vertu militaire. Désormais Bonaparte pouvait réaliser son dessein, jusque-là presque chimérique et encore téméraire, de dicter à l'Autriche, sous les murs de Vienne, la paix et l'abandon de l'Angleterre, abandonnée à elle-même par cette coalition qui avait un moment enveloppé l'Europe dans sa conspiration.

A l'ambition de cette paix glorieuse, qui lui serait due tout entière, se joignait l'aiguillon d'une certaine impatience de se mesurer, pour la lui imposer, avec cet archiduc Charles, jeune comme lui, révélé d'un coup, comme lui, par des combinaisons qui annonçaient le génie, et de faire expier au chef victorieux de la résistance allemande, les échecs de Moreau et de Jourdan causés par cette dualité et cet isolement dont il avait préservé les opérations d'Italie, et demeurés encore sans vengeance.

A la fin d'octobre 1796, il ne demeurait plus aux armées françaises, un moment maîtresses de l'Allemagne et qui venaient de repasser le Rhin, sur la rive droite de ce fleuve, que la place de Dusseldorf, la tête de pont de Kehl et celle de Huningue. Le 19 janvier 1797, il ne leur restait plus rien, et l'archiduc Charles pouvait concentrer ses forces sur la défense du Tyrol, et se porter au-devant du jeune général, mis, pour la première fois, en face d'un adversaire digne de lui, mais moins libre de ses plans, soumis au contrôle souvent absurde du conseil aulique, que Bonaparte, affranchi, en ce qui touche le militaire, de la tutelle du Directoire.

A la fin de février, le conseil aulique détacha six divisions de ses meilleures troupes du Rhin, quarante mille hommes,



quatre sur le Frioul, deux sur le Tyrol. Le prince Charles, tout resplendissant de la gloire qu'il venait d'acquérir en Allemagne, prit le commandement des armées autrichiennes d'Italie, et porta son quartier général, le 6 février, à Insprück, et peu après à Villach et à Gorizia.

Dans le courant de février, ses ingénieurs parcoururent les débouchés des Alpes Juliennes et Noriques ; ils projetaient les fortifications qu'ils devaient élever sitôt que les neiges seraient fondues.

Napoléon brûlait d'impatience de les prévenir, d'attaquer et de chasser l'archiduc Charles de l'Italie, avant l'arrivée des puissants renforts qui traversaient l'Allemagne.

Cette impatience, dont on a fait un calcul ambitieux et jaloux, et qui n'était que le sentiment de la situation, sans lequel il n'est pas de succès, obligea Napoléon lui-même à se passer du contingent sarde, arrêté par le refus du Directoire de ratifier le traité de Bologne, et du contingent promis, puis éludé par la duplicité traditionnelle du sénat vénitien, qui allait perdre la République après l'avoir sauvée, enfin et surtout, du concours des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin maintenues séparées, en dépit des leçons récentes et si bien faites pour démontrer les avantages de leur fusion. Bien loin donc de profiter de ces circonstances favorables, paralysées par l'aveuglement du Directoire ou la perfidie vénitienne, Napoléon, obligé de diminuer son effectif d'un corps de surveillance et de réserve de dix mille hommes destinés à garder ses derrières et à contenir Venise, entra en campagne avec une armée de cinquante mille hommes, dont cinq mille de cavalerie et deux mille cinq cents d'artillerie.

Dans les premiers jours de mars, l'armée de l'archiduc était forte d'un nombre à peu près égal de soldats, dont quinze mille se tenaient dans le Tyrol et dont le surplus couvrait le Frioul. Il semblait devoir se concentrer dans le Tyrol, tendant la main aux renforts d'Allemagne, qui, à la distance du Frioul, étaient séparés de lui par vingt marches de plus. Contrairement à ces prévisions, c'est le Frioul que le prince autrichien avait choisi pour son théâtre d'opérations, en vue sans doute, en cas de succès, d'arrêter à la fois l'invasion de l'armée française en Allemagne et de s'avancer, en la poursuivant, jusqu'au cœur de l'Italie. Napoléon, profitant de cette erreur d'un ennemi heureusement aveuglé, porta, le 9 mars, son quartier général à Bassano, d'où il s'adressa en ces termes, à ses troupes :

Soldats ! la prise de Mantoue vient de terminer la guerre d'Italie, qui vous donne des titres éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez été victorieux dans quatorze batailles rangées et dans soixante et dix combats. Vous avez fait cent mille prisonniers, pris cinq cents pièces de canon de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont. Les contributions mises sur le pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée ; vous avez, en outre, envoyé 30 millions au ministre des finances pour le service du Trésor public. Vous avez enrichi le Muséum de Paris de trois cents chefs d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez conquis à la République les plus belles

contrées de l'Europe. Les républiques Transpadane et Cispadane vous doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de la patrie d'Alexandre. Les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, sont détachés de la coalition. Vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse. Et cependant, de plus hautes destinées vous attendent ! Vous en serez dignes !

De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'empereur seul reste devant nous. Il n'a plus de politique, de volonté, que celle de ce cabinet perfide qui, étranger aux malheurs de la guerre, sourit avec plaisir aux maux du continent. Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe ; la modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armes. Il n'a pas été écouté à Vienne. Il n'est donc plus d'espérance d'avoir la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires.

Vous y trouverez un brave peuple : vous respecterez sa religion et ses mœurs, vous protégerez ses propriétés.

C'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise<sup>1</sup>.

Du 16 mars au 2 avril 1797, la bataille de Tagliamento, perdue par l'archiduc, le combat de Tarvis, le passage de l'Isonzo et la prise de Gradisca ouvraient à l'armée française la route de l'Allemagne à travers une étape de victoires, et le combat de Klagenfurth, fatal à deux des premières divisions de renfort venant de l'armée autrichienne du Rhin, lui permettait d'attendre, maîtresse des châteaux de Goritzia, de Trieste et de Laybach, sa jonction avec le corps de Joubert, qui ne tardait pas à arriver, suivant des drapeaux illustrés par les journées de San-Michele, de Tramin et de Klausen, avec douze mille hommes emmenant sept mille prisonniers.

Ainsi, en dix-sept à vingt jours, l'armée de l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats ; elle était rejetée au delà du Brenner, des Alpes Juliennes et de l'Isonzo. Trieste et Fiume, les deux seuls ports de la monarchie, étaient pris ; la province de Goritzia, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie, obéissaient au gouvernement français ; vingt mille prisonniers, vingt drapeaux, cinquante pièces de campagne attelées, prises sur le champ de bataille, étaient les trophées qui attestaient la supériorité du soldat français. Des six divisions que l'archiduc attendait du Rhin, deux avaient été entamées. Le quartier général français était en Allemagne, et au plus à soixante lieues de Vienne. Tout portait à penser que dans le courant de mai, les armées françaises victorieuses seraient maîtresses de cette capitale, car il ne restait à l'Autriche sur

---

<sup>1</sup> Voir le texte complet de cette proclamation au t. II, p. 482 de la *Correspondance*.

le Rhin, au commencement de mars, que quatre-vingt mille hommes, et l'armée française de Sambre-et-Meuse et du Rhin en comptaient plus de cent trente mille<sup>1</sup>.

C'est à ce moment suprême que Napoléon, qu'on a voulu représenter comme ayant précipité, avec une jalouse et ambitieuse impatience, sa marche indépendante, préférant les dangers de l'isolement au partage du triomphe, fit au contraire un dernier appel au concours attendu, promis, indispensable des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, toujours immobiles, faute d'équipages de pont, selon les uns, faute d'ordres, selon les autres, attachées au rivage par l'équivoque inertie du Directoire. Quels mobiles prêter à cette systématique surdité, demeurée une énigme pour l'histoire ? Faut-il croire ceux qui prétendent que la pusillanimité des chefs du pouvoir exécutif en France recula devant la responsabilité de succès trop rapides pour n'être pas éphémères, ou ceux qui soutiennent, avec plus de raison peut-être, que leur orgueil et leur ambition tremblèrent à l'idée de tant de renommée et de tant de pouvoir accumulés sur la tête et entre les mains d'un seul homme ; et que plus d'un sentit alors sa sécurité menacée par le cauchemar du retour triomphal, à Paris, d'un général, chef de trois armées, auquel la victoire pouvait tout inspirer et la gloire tout permettre ?

Quoi qu'il en soit, il est certain que le Directoire éluda, avec des compliments et des promesses, le dernier appel de Bonaparte, et, par cette attitude équivoque, qui ne lui permettait de compter que sur lui-même, l'obligea de s'arrêter au milieu de sa victoire, de peur d'en compromettre les fruits, et de se venger, par la paix, de ceux qui l'empêchaient d'achever la guerre.

Le 31 mars, par une de ces initiatives dont la hardiesse étonne et subjugué, le général Bonaparte, vainqueur, offrait dans une lettre mémorable, qui fait honneur à celui qui l'a écrite et à celui qui l'a reçue, la paix au vaincu, et, remettant l'épée au fourreau, prenait la plume du négociateur. La réponse du prince, le 5 avril, respire l'étonnement, l'admiration, l'impuissance. Il ne peut croire à la sincérité d'une telle magnanimité, et allègue, pour différer un arrangement, l'absence de pouvoirs et la nécessité d'instructions.

Bonaparte, réduit à suivre sa destinée et confiant dans sa fortune, continue la guerre tout en continuant d'offrir la paix, et ajoute à ses arguments antérieurs la victoire de Neumarkt, où l'émulation fait de la deuxième demi-brigade légère, arrivée du Rhin, une légion de héros, salués pour dignes frères par les acclamations des vétérans d'Italie. Le 7 avril, l'avant-garde de l'armée française, de nouveau victorieuse à Unzmarkt, arrivait à Léoben, et y trouva enfin des parlementaires sollicitant une suspension d'armes de dix jours, réduite à cinq par le général en chef, que la générosité n'empêchait pas d'être prudent, et que des ouvertures sérieuses et sincères pouvaient seules arrêter définitivement. En vertu de cette suspension d'armes, que l'adjudant-général Leclerc fut chargé de porter à Paris et de justifier auprès du Directoire, tout le pays, jusqu'au Semring, fut occupé par l'armée française. Sa concentration, opérée avec une rapidité prestigieuse, provoqua chez les généraux ennemis un étonnement voisin de la stupéfaction, et Gratz, une des plus grandes villes de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. I, p. 394.

Le 13 avril, à neuf heures du matin, l'arrivée du comte de Merveld et du marquis de Gallo, munis de pleins pouvoirs pour négocier et signer des préliminaires de paix, fit prolonger jusqu'au 20 avril le délai de la suspension d'armes. Les préliminaires de paix furent signés le 18 avril, au matin, à Léoben, par Napoléon, qui, en l'absence du général Clarke, alors à Turin, ne se fit aucun scrupule de prendre la plume pour mettre son nom au bas de ce qu'avait réalisé son épée.

Par ces préliminaires, où Napoléon s'opposa avec une modestie ironique à la reconnaissance de la république française par l'empereur d'Allemagne, inutile, disait-il, comme celle du soleil, et qui devaient être convertis en un traité définitif délibéré en congrès, les limites du Rhin étaient garanties à la France. L'Oglio était la limite des États de la maison d'Autriche en Italie ; et de la République cisalpine, que composaient la Lombardie, le Modénais, le Bergamasque, le Crémisque. La ville de Venise devait recevoir les Légations de Ferrare et de Bologne, la Romagne, en compensation de ses États de terre ferme. Par ces bases de négociations définitives, l'empereur avait Mantoue, mais la République cisalpine acquérait Venise, avec faculté, si elles se mettaient d'accord, de ne former ensemble qu'une seule république. Ces dispositions se ressentaient déjà du mécontentement de Bonaparte, que l'irritation de griefs imprudemment envenimés par l'ambition et la duplicité vénitienne, bientôt dégénérées en hostilité déclarée, devaient conduire jusqu'au sacrifice expiatoire, qu'on lui a injustement reproché depuis, d'une indépendance toute factice. Elle était, en effet, d'un côté sans cesse troublée par l'anarchie des provinces de terre ferme, ennemies d'une métropole abusive, et de l'autre, dominée par l'influence anglaise.

Le 27 avril, le marquis de Gallo présentait à Gratz les préliminaires, ratifiés par l'empereur, au général en chef, qui avait envoyé à Paris l'adjudant-général Dessolle porter la nouvelle de l'ouverture des négociations. Il le fit suivre aussitôt par le général Masséna, des mains duquel le Directoire reçut en audience solennelle, le 9 mai, le traité lui-même.

Le 18 et le 20 avril, Hoche et Moreau, à la tête de deux armées exaltées par une généreuse émulation, commençaient enfin les hostilités si intempestivement retardées. Hoche arrivait le 22 avril devant Francfort, tandis que Moreau passait victorieusement le Rhin et maître de Kehl, poussait son avant-garde au delà d'Offenbourg, lorsque la nouvelle de la signature des préliminaires de Léoben contraignit au repos les deux armées frémissantes, et enleva aux deux ambitieux généraux l'espoir d'égaliser et peut-être de surpasser Bonaparte. Les héritiers de leurs griefs en ont fait un crime à celui-ci. Ils oublient que les hostilités sur le Rhin ne commencèrent que huit heures après que le traité de Léoben fut signé, et que Napoléon n'en reçut la nouvelle que sept jours après. Peut-on lui faire un juste reproche de n'avoir pas attendu un secours qu'il n'espérait pas, et d'avoir abandonné à des rivaux, qui l'eussent peut-être compromise, une gloire qu'il avait payée de toutes les angoisses de l'incertitude, et qu'il n'avait conservée qu'en exposant jusqu'à son salut ?

A peine libre des inquiétudes d'une responsabilité dont lui seul a pu mesurer le poids, Bonaparte court à d'autres devoirs et à d'autres dangers. Venise, de douteuse, est devenue hostile, elle n'est plus suspecte, elle est coupable. Le sang des Français, massacrés aux Pâques véronaises, qui ont failli renouveler les horreurs des Vêpres siciliennes, crie impérieusement vengeance ; il n'est plus temps de gourmander, il faut punir. Après l'éclair, c'est le tonnerre. La France ne peut continuer les bénéfices de la neutralité à une puissance qui l'a laissée violer

vingt fois par nos ennemis et qui est devenue elle-même notre ennemie. La République ne peut reconnaître pour sœur cette oligarchie despotique et oppressive et ce sénat de tyrans contre lesquels protestent des peuples réduits au servage des pires des maîtres. Venise subira donc la loi de la guerre et le châtement de la liberté. Ses provinces de terre ferme seront affranchies de son joug, et, punie par où elle a péché, la métropole qui s'est montrée si amie de l'Autriche lui sera incorporée, et deviendra, en notre faveur, un gage de la paix après avoir été contre nous un instrument de la guerre.

Le 3 mai, Napoléon publia, de Palma-Nova, sa déclaration de guerre à la République, fondée sur des griefs longuement énumérés dans son manifeste et qui eussent justifié des représailles bien autrement sévères que celles qu'il en tira. Le 16 mai, Baraguey-d'Hilliers entra dans Venise, appelé par les habitants, que menaçaient les Esclavons, dignes mercenaires d'un pouvoir suranné, qui, au premier choc énergique, au premier rayon de lumière, tomba de lui-même en dissolution et s'évanouit sans résistance. La constitution démocratique de 1200 fut proclamée, la tyrannie aristocratique à jamais détruite et Dandolo fut mis à la tête d'une municipalité patriote.

Le lion de Saint-Marc et les chevaux de Corinthe furent transportés à Paris. Et l'arsenal de Toulon hérita de douze vaisseaux de soixante-quatre, et d'autant de frégates et corvettes, nécessaires à la tyrannie, inutiles à la liberté. Cette double dépouille artistique et navale fut l'unique et bien modique rançon de la peine encourue par le crime de la trahison de la France et de l'assassinat de ses soldats. Et la sévérité tant calomniée de Napoléon envers un gouvernement et une population également déçus, indignes à ce moment des bienfaits de l'indépendance, et qui avaient besoin d'être retremés dans les leçons de la servitude, semble modérée, quand on pense aux considérations politiques et morales qui dominaient alors ses résolutions, et à cette fatalité de vengeance et d'intérêt qu'il ne domptait souvent qu'à la condition de lui obéir quelquefois. Venise paya la dette de ses fautes. La paya-t-elle avec excès ? Fut-elle non-seulement punie mais sacrifiée ? Il est sage de ne se livrer à une si délicate appréciation qu'en se plaçant sous l'empire des principes et des circonstances, tels qu'ils s'imposèrent en 1797 à Napoléon, et d'écarter de soi, si l'on veut juger sainement, les impressions et les préventions inséparables du souvenir des événements de 1859 à 1867. S'il y a eu excès, ce que nous ne pensons pas, l'Empire a réparé la faute de la République, et Napoléon III a achevé en délivrant, par le prestige de ses conseils, après celui de ses armes, la Vénétie, ce que Napoléon Ier avait commencé en délivrant Milan. Et en comparant la conduite de la Lombardie et celle de la Vénétie en 1796 et en 1797, on doit trouver juste l'arrêt du sort qui a rendu la liberté la dernière à Venise, qui l'avait mérité la dernière.

Bonaparte n'était pas homme à oublier l'Archipel, et ce diadème maritime des îles Ioniennes, ne fut enlevé au front de Venise que pour être mis sur celui de la république française. Par son ordre, le général Gentili, celui qui avait repris la Corse, prit possession de Corfou, véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des quatre sœurs : Zante, Cerigo, Céphalonie, Sainte-Maure.

Le général Bernadotte fut envoyé à Paris, porteur des drapeaux pris sur l'archiduc Charles pendant la dernière campagne, et les trophées vénitiens. Le général Bonaparte aimait ces missions, récompense heureuse, qui associait ses compagnons à son triomphe, frappait l'imagination de ceux qui en étaient l'objet, et surtout de ceux qui en étaient les témoins, entretenait dans les cœurs, par ces

images vivantes et saisissantes de la victoire, et ces fêtes de l'honneur, la flamme sacrée du patriotisme, et popularisait son nom.

A part le châtiment de Venise, tout le reste de l'année 1797 fut consacré par le général Bonaparte, libre des travaux de la guerre, aux plus nobles travaux de la paix. Il séjourna, pendant les mois de mai et de juin, au château de Montebello où la présence du vainqueur de l'Autriche, du réorganisateur et du pacificateur de l'Italie, et celle de Joséphine, qu'il avait appelée auprès de lui, avaient attiré une sorte de cour. Bonaparte recevait avec une modestie qui les redoublait les hommages d'une admiration à laquelle il ne lui était pas possible de se dérober tout à fait. Et Joséphine retenait par sa grâce et sa bonté, et l'irrésistible charme de ses yeux, de son sourire, de sa voix, les admirateurs de son mari, heureux de devenir ses courtisans et de flatter la fortune tout en ne paraissant que chercher à plaire à la beauté. La simplicité républicaine et la rudesse militaire, peu à peu adoucies par l'appriivoisement des élégances et des générosités féminines, et par l'influence des arts, commensaux de Montebello dans la personne de leurs plus illustres représentants, présidèrent d'abord à ces réunions, dont le cercle tout intime et domestique dégénéra en assemblée, et dont les exigences de l'hospitalité et d'une indispensable représentation, changèrent les repas en festins. Le général Bonaparte, qui réunissait le prestige moral au prestige militaire, y donnait l'exemple des qualités et même des vertus privées, qui avaient procuré au vainqueur de l'Italie, demeuré honnête et pur, fidèle à la pauvreté et fidèle à sa femme, une gloire sans tache et un ascendant sans égal. Bien qu'il fût encore à l'âge des passions, Bonaparte ne semblait vivre que pour ses devoirs, et insoucieux des bénéfices de sa situation présente, il ne songeait qu'à l'avenir et qu'à la postérité, cherchant plus à être grand qu'à le paraître. C'est ainsi qu'on le vit à Montebello toujours sobre, grave et simple, ne chercher de plaisir que dans la conversation des généraux et des savants, abandonner en souriant à Joséphine tous les sceptres frivoles, occuper utilement jusqu'à ses moindres loisirs, et ne se reposer des fatigues de l'épée que par les travaux de la plume, et des combats que par les affaires. S'il donne à son cœur, maîtrisé par son esprit, une heure de liberté, ce sera pour s'occuper non de lui, à qui suffit le calme bonheur, animé de rares orages, d'une affection partagée, mais pour s'occuper des siens.

Tandis que le mariage d'Elisa, sa sœur aînée, avec le comte Félix Bacciocchi, à ce moment simple chef de brigade d'infanterie, se célébrait à Marseille (5 mai 1797), celui de Pauline avec l'adjudant général Leclerc, rival heureux de Fréron, préféré par Bonaparte encore plus que par elle, se préparait à Milan, et bientôt il animait de ses fêtes et de ses danses la résidence de Montebello, où cette solennité domestique attirait à un passager rendez-vous Fesch, Lucien, Louis, Joseph, Julie sa femme et sa belle-sœur Désirée, fiancée de l'infortuné général Duphot, dont une mort tragique devait la séparer. Caroline était demeurée auprès de sa mère, pour aller plus tard compléter son éducation, à peine ébauchée, au pensionnat de madame Campan ; Jérôme était à Jully.

Avec cette sollicitude qui passait d'un pas toujours léger et d'un coup d'œil égal des plus modestes aux plus sublimes soucis, Bonaparte alternait entre les préoccupations du père de famille, car il était pour les siens un vrai père et tuteur, et celles du fondateur de républiques et du pacificateur de l'Europe.

C'était là surtout ce qui donnait un caractère si original à ce que les Italiens appelaient *la cour de Montebello*.

La réunion des principales dames de Milan, qui s'y rendaient journellement pour faire leur cour à Joséphine, la présence des ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gènes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses, -de plusieurs princes d'Allemagne ; le concours de tous les généraux, des autorités de la république cisalpine, des députés des villes ; le grand nombre de courriers de Paris, de Rome, de Naples, de Vienne, de Florence, de Venise, de Turin, de Gènes, qui arrivaient et partaient à toute heure ; le train de vie, enfin, de ce grand château, le fit appeler par les Italiens la cour de Montebello ; c'était en effet une cour brillante. Les négociations de la paix avec l'empereur, les affaires politiques d'Allemagne, le sort du roi de Sardaigne, de la Suisse, de Venise, de Gènes, s'y réglaient. La cour de Montebello fit plusieurs voyages au lac Majeur, aux îles Borromées, au lac de Côme ; elle séjourna dans les différentes maisons de campagne qui environnent ces lacs. Chaque ville, chaque village voulait se distinguer et donner une marque d'hommage et de respect au libérateur de l'Italie. Le corps diplomatique était frappé de tout ce qu'il voyait<sup>1</sup>.

L'opinion publique n'était pas moins frappée à Paris, où chaque apparition de généraux envoyés par Bonaparte, toujours porteurs de drapeaux ou de traités, Sérurier après Bernadotte, Augereau après Sérurier, renouvelait par leur présence et par les éloges que leur arrachait l'admiration, la popularité de ce général toujours absent, qui se dérobaît au triomphe en organisant la victoire.

Tout entier à d'autres soucis qu'à ceux d'une vanité ou d'une ambition vulgaires, aimant le pouvoir pour lui-même, et jouissant au delà des monts du plaisir, si doux aux grandes âmes, de faire librement de grandes choses, Bonaparte un jour interrogeait le comte d'Entraigues, un des chefs de l'émigration, arrêté sur la Brenta et épargné par lui en échange d'aveux plus précieux que sa mort, et pénétrait ainsi le mystère de ces intrigues royalistes et réactionnaires, où le général Pichegru déshonorait sa gloire par la pire des complicités, celle de la trahison. Un autre jour, peu à peu maître des fils qui de Londres, de Rome, de Vienne, agitaient l'opinion de Paris et manœuvraient les partis au profit de prétentions qui avaient reculé devant les champs de batailles de la Vendée, il détournait ses regards de cette étude affligeante pour donner à la République de Gènes qu'il aimait, qui l'avait servi malgré elle, il est vrai, mais qui l'avait servi, un châtement plus doux que celui de Venise, se bornant à y punir l'aristocratie, et la punissant par le triomphe du parti populaire et l'organisation d'un gouvernement libéral et allié de la France. Le 11 novembre 1797, avant de partir de Milan pour Rastadt, le plénipotentiaire de Campo-Formio adressait à ses amis de Gènes des reproches et des conseils qui retombaient sur la république française elle-même, et où le Directoire eût pu voir une leçon et même un présage, s'il eût été moins aveugle.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 35.

A peine libre de cette tâche délicate, Bonaparte, volant à d'autres soins, imposait au Directoire, au nom de la bonne foi et de la raison, l'acceptation et la confirmation de ses préliminaires d'alliance avec la Sardaigne, où il applaudissait à l'essai triomphant que la république Cisalpine, fondée par lui, et bientôt fortifiée par la fusion dans son sein des républiques Cispadane et Transpadane, et l'annexion, sur sa demande, à la suite d'un arbitrage mémorable, de la Valteline, venait de faire, contre les provocations de Rome, de ses forces naissantes. Il constituait ainsi au milieu de l'Italie un groupe indépendant et ami de la France, école de liberté, de patriotisme et d'esprit national, première incarnation de la future unité italienne, qui servait de contrepoids aux rancunes romaines, aux ambitions de Naples et aux influences autrichiennes.

Toutes ces œuvres si prévoyantes et si compliquées, toutes ces grandes affaires, qui eussent absorbé un autre génie que celui de Napoléon, n'étaient que la diversion, la distraction, l'intermède de ces laborieuses négociations, issues des préliminaires de Léoben, et qui devaient se prolonger jusqu'au traité de Campo-Formio (17 octobre 1797), avec des vicissitudes qui séparent par quatre mois de délibérations, le prologue et le dénouement de ce drame de la paix, aussi actif que celui de la guerre.

C'est le 24 mai, à Montebello, qu'eut lieu, entre le général Bonaparte et le marquis de Gallo, l'échange des ratifications des préliminaires de Léoben. On se mit d'accord sur les bases, savoir : les limites du Rhin pour la France ; Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur ; Mantoue et les limites de l'Adige pour la république Cisalpine ; et la conclusion d'un traité définitif semblait assurée. Elle demeura cependant suspendue, tantôt par la faute de l'Autriche qui, avant de se résigner à une paix qu'elle considérait comme humiliante, attendait un revirement favorable à ses intérêts, non plus de la force des armes, mais des dissensions civiles qui, encouragées par elle, déchiraient le sein de la France victorieuse, en proie aux factions, tantôt par la faute du nouveau Directoire, exalté par le succès du coup d'État de fructidor. Peut-être aussi, désireux d'affermir sa popularité par de nouvelles conquêtes, s'efforçait-il de créer à l'activité de Bonaparte et à son ambition de nouvelles occasions de gloire, et d'éloigner du théâtre des affaires publiques un général aussi bon administrateur et diplomate que bon militaire, qui ne paraissait pas homme à rentrer dans la vie privée, et à obéir à des chefs indignes de lui commander. C'est en vertu de ces délais successifs, dont les motifs véritables s'enveloppaient des plus légitimes prétextes, qu'après des conférences où le général Clarke et Bonaparte représentèrent tour à tour la France en face de l'Autriche, représentée tour à tour par le marquis de Gallo et par le comte de Cobenzl, et dont les délibérations, successivement transportées de Montebello à Udine et d'Udine à Posseriano, faillirent plus d'une fois s'envenimer, le traité de Campo-Formio ne fut signé que le 17 octobre.

Les deux armées étaient de nouveau en mouvement, et Bonaparte se voyait obligé, malgré lui, de pousser à outrance des plans qu'il ne sentait pas mûrs encore, l'indépendance entière de l'Italie et l'entière destruction de la monarchie autrichienne, quand, sur une démonstration de colère, admirablement jouée par Bonaparte, Cobenzl, réellement effrayé, dut jeter le masque de sa propre comédie, et signer, un peu malgré l'empereur, la pièce que lui tendait Bonaparte, désobéissant au Directoire dans l'intérêt de la France.

Mais si le Directoire, que le coup d'État de fructidor, et les représailles excessives qui l'avaient suivi, avaient discrédité, était de ces gouvernements de décadence,



aux ordres desquels un général comme Bonaparte peut préférer l'intérêt de la patrie, Bonaparte n'était pas un de ces généraux que l'on peut offenser impunément, et qui laissent briser entre leurs mains le chef d'œuvre pacifique d'une année de victoires. Le Directoire dut donc dissimuler son désappointement, et mériter, pour la première fois, en recevant des mains de Monge et de Berthier le traité de Campo-Formio, et en le ratifiant sans réserve, les applaudissements de l'opinion. C'était là un hommage qu'il n'eût pu refuser sans danger au général qui l'avait sauvé des factions en fructidor en jetant dans la balance son épée victorieuse, et qui, de toute cette élite éclaircie par la trahison de Pichegru, l'éloignement et bientôt la défection de Moreau, la mort subite et fatale de Hoche, demeurait seul, en ces nouveaux dangers, que le discrédit de ce gouvernement indigne de la république française permettait de redouter, capable de le sauver encore, et, au besoin, de le remplacer.

Napoléon prévoyait-il l'avenir, lorsque, dans le courant des négociations ; il résistait à des offres captieuses en refusant de se laisser amoindrir par ce titre de prince, même souverain, déclarant ne vouloir rien tenir jamais que du peuple français, et lorsqu'il faisait biffer par le rédacteur du traité la déclaration de reconnaissance par l'empereur d'Autriche de la république française, en s'écriant : *La république française est comme le soleil ; est aveugle celui qui ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui : il a fait une république, peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie ; c'est son droit imprescriptible ?*<sup>1</sup>

Par le traité de Campo-Formio, l'empereur reconnut à la République ses limites naturelles : le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan ; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole ; des trois Légations de Bologne, de Ferrare, de la Romagne, de la Valteline, et de la partie des États vénitiens sur la rive droite de l'Adige, le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, la Polésine. L'empereur céda le Brisgaw ; ce qui éloignait les États héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobenzl se donnèrent rendez-vous. Tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés sur la rive droite par la sécularisation des princes ecclésiastiques. La paix de l'Europe devait se traiter à Rastadt ; le cabinet du Luxembourg et celui de Vienne marcheraient de concert. Le territoire prussien sur la rive gauche était réservé ; et il était convenu qu'il serait cédé à la république par le traité de Rastadt, mais avec un équivalent en Allemagne pour l'Autriche. Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo, furent cédées à la France, qui, de son côté, consentit à ce que l'empereur s'emparât des États vénitiens situés sur la rive gauche de l'Adige, ce

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 121.

qui accroîtrait la population de son empire de plus de deux millions d'âmes<sup>1</sup>.

Aussitôt après la signature de ce traité fameux, conclu des deux côtés, sous l'empire de la nécessité, et qui conservait entre deux ennemis réconciliés seulement en apparence, tant de ferments de discordes nouvelles, Bonaparte, laissant couvrir sous la cendre les charbons qu'il y avait, avec une prévoyance quelque peu machiavélique, oubliés<sup>2</sup>, fit à la république cisalpine de solennels et paternels adieux, et partit pour Rastadt, destiné à devenir bientôt célèbre par un attentat qui ne justifiait que trop ses prévisions. Il traversa Turin (17 novembre), se déroband aux empressements de la cour de Sardaigne, goûta l'enthousiasme plus grave et plus sincère de Genève, passa le Rhin à Bâle, et arriva enfin au commun rendez-vous des plénipotentiaires allemands et des plénipotentiaires français. Les comtes de Metternich, de Lehrbach et de Cobenzl y représentaient le triple intérêt germanique, fédéral et autrichien.

Contre ces habiles Nestors de la politique traditionnelle, la nouvelle politique avait envoyé Treillard et Bonnier. Le concours de Bonaparte et son rapide ascendant, rétablirent nettement les places et les rôles un peu intervertis, faute d'un homme assez autorisé pour fixer les rangs. Il fut cet homme et chacun le reconnut à la souveraine ironie avec laquelle il éconduisit les prétentions du comte de Fersen, fâcheux ambassadeur d'une puissance qui couvrait son intrusion du titre un peu ambitieux de médiatrice. Une fois la direction des débats établie, Bonaparte, mécontent des instructions du Directoire, et de cette nécessité de dénouer laborieusement, là où il fallait **trancher pour en finir**, abandonna ce tapis vert, au solennel ennui, aux plénipotentiaires français, renforcés de nouveaux partenaires, et il quitta ce jeu équivoque **qui nécessairement devait tourner mal**.

D'ailleurs, la situation intérieure de la France lui présageait le prochain triomphe des démagogues ; et dès lors, les mêmes motifs qui l'avaient porté à éviter l'accueil de la cour de Sardaigne le déterminèrent à se dérober aux témoignages d'admiration que les princes allemands lui prodiguaient. Il jugea convenable de terminer ce premier acte de sa vie politique par la paix de Campo-Formio, et d'aller vivre à Paris comme un simple particulier, ***aussi longtemps que les circonstances le lui permettraient***<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 121, 122.

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. II, p. 115-116.

<sup>3</sup> *Commentaires*, t. II, p. 130.

## CHAPITRE IV

# L'ÉPOPÉE D'ÉGYPTE

1798-1799

Bonaparte à Paris. — L'hôtel de la rue de la Victoire. — Pauvreté du vainqueur de l'Italie — Sa popularité. — La fête du 10 décembre. — Réponse de Bonaparte à une question indiscreète de madame de Staël. — Bonaparte membre de l'Institut. — Préparatifs de la campagne contre l'Angleterre. — Expéditions de Suisse et de Rome. — Incartade de Bernadotte à Vienne. — Inquiétudes de l'Angleterre. — Dénombrement de l'expédition d'Égypte. — Bonaparte et Joséphine à Toulon. — Louis Bonaparte et Eugène de Beauharnais font partie de l'expédition. — Joseph et Lucien au conseil des Cinq-Cents. — Hortense chez madame Campan. — Ses grâces et ses succès. — Etat-major de la flotte. — Le groupe des aides de camp. — Chassé-croisé de la flotte anglaise et de la flotte française. — Prise de Malte. — Débarquement à Alexandrie. — Proclamation de Bonaparte à l'armée. — Récit, par Napoléon, de l'occupation d'Alexandrie. — Politique habile et modérée. — Expédition vers le Caire. — Surprise et mécontentement de l'armée. — Première marche dans le désert. — L'armée salue le Nil avec enthousiasme. — Première rencontre avec les Mameluks. — La tactique française et la tactique arabe. — Bataille de Chôbrakhyt. — Bataille des Pyramides. — Entrée au Caire. — Le sultan El-Kébir. — Combat d'El-Qobbet. — Désastre naval d'Aboukir. — Fatales conséquences. — Desaix est envoyé à la conquête de la Haute-Égypte. — Tableau de la conduite politique et religieuse de Bonaparte au Caire. — Visite à Suez et à la mer Rouge. — Exploration solennelle de la grande Pyramide. — L'Institut d'Égypte. — Révolte du Caire. — Expédition de Syrie. — Prise de Jaffa. — Siège de Saint-Jean-d'Acre. — Retraite sur l'Égypte. — Victoire d'Aboukir. — Retour de Bonaparte en Europe.

Bonaparte partit de Rastadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter et descendit à sa modeste maison de la chaussée d'Antin, rue Chantereine. C'était le petit hôtel déjà célèbre par les scènes dont avait été le théâtre le salon où la renommée de Talma et la grâce de sa femme avaient attiré, de 1792 à 1797, la plupart des illustrations littéraires, artistiques et politiques du temps. Madame de Beauharnais, sortie de prison, et rentrée en possession des débris de la fortune de son mari et de sa dot, bientôt augmentés par les subsides de la maternelle Martinique, avait acquis du ménage Talma, qui préludait par la liquidation au prochain divorce, cette demeure qu'elle embellit de son charme et que son mari illustra de sa gloire. Elle était encore absente, lorsque Bonaparte vint essayer de s'y dérober à sa renommée et de s'y reposer de ses fatigues. Elle ne l'y rejoignit que huit jours après son arrivée, toute rayonnante des hommages de Rome, après les fêtes de Gênes, de Bologne, de Venise, de Milan, et d'une beauté rajeunie par l'éclat de ce séjour triomphal de dix-huit mois<sup>1</sup>, au milieu des enivres de la popularité italienne, durant lequel elle avait goûté, aux côtés d'un époux victorieux et qui ne semblait vaincre que pour elle, ce que la gloire a de plus grand et ce que l'amour a de plus doux.

De cette brillante campagne d'Italie, qui avait nourri deux armées, sauvé nos finances en détresse, rempli Paris de trophées d'art et de victoire d'un prix inestimable, et qui avait aussi, il faut le dire, fondé, de son butin et de ses profits, plus d'une opulence subite, Bonaparte et sa femme, également généreux et désintéressés, revenaient, presque seuls, les mains vides et pures. Bonaparte, qui avait repoussé avec indignation les rançons dont, plus d'une fois on prétendit payer son indulgence, Bonaparte, qui avait refusé les quatre millions du duc de Modène et les sept millions de Venise, Bonaparte, enfin, que les séductions de la beauté n'avaient pas trouvé moins incorruptible que les tentations de l'or, ne possédait pas trois cent mille francs en propre, après avoir disposé sans contrôle, de la fortune d'une nation. Et madame Bonaparte ne rapportait des dépouilles de la terre classique des arts et du luxe, dont la France entière allait se parer, que les quelques présents, d'usage diplomatique, que la qualité qui les lui avait fait offrir ne lui permettait point de refuser.

Mais si Bonaparte revenait d'Italie sans fortune, et sans autres conquêtes que celles qu'il y avait faites pour la République, il revenait aussi couronné d'une sorte de gloire souveraine, de popularité nationale, auxquelles le journal officiel du Directoire ne pouvait s'empêcher de rendre hommage et dont il saluait en ces termes, qui ne croyaient pas être si prophétiques, l'éclat importun.

Un caractère particulier de ces conférences — de Campo-Formio — a été le secret qui a été observé. Les espérances, les craintes, les doutes, rien n'a été encouragé ni démenti ; et c'était un jeune homme de vingt-huit ans qui, placé au milieu de si grands intérêts et se trouvant pour ainsi dire la clef de la voûte politique de l'Europe, gardait ce secret impénétrable au milieu des efforts de tous les genres pour le lui arracher ! Il est vrai que ce jeune homme avait déjà fait des choses bien plus étonnantes encore, et que — si nous en croyons nos pressentiments et les conseils de la fortune —

---

<sup>1</sup> Du 15 juin 1796 à la fin de 1797.

sa carrière, déjà si glorieuse et si bien remplie, n'est encore qu'à son commencement<sup>1</sup>.

Mais il n'était ni au pouvoir du Directoire, ni au pouvoir de Bonaparte lui-même d'enchaîner l'irrésistible élan de l'admiration et de la reconnaissance de toute une capitale, également fière de la guerre heureuse, de la paix opportune, et qui en savait l'auteur dans son sein. On ne fait pas plus violence aux faveurs de la popularité pour les repousser que pour les obtenir. On n'évite pas l'embrassement de tout un pays. C'est donc en vain que Bonaparte eût prétendu garder cet incognito de la modestie, que le Directoire trouvait de si bon goût. Caché, on le cherchait et on le voyait partout, et son absence habituelle faisait, malgré lui, des triomphes de ses moindres apparitions. Le corps municipal, l'administration du département, les Conseils, qui n'étaient point asservis aux mêmes préventions que le gouvernement, et ne partageaient point ses ombrages, cherchèrent à l'envi à donner au général Bonaparte, des marques de la reconnaissance nationale. Un comité du Conseil des Anciens proposa de récompenser, par le don du château de Chambord et d'un hôtel à Paris, cette glorieuse pauvreté du vainqueur de l'Autriche et du pacificateur de l'Italie. Les manœuvres du Directoire firent éluder cette proposition, qui eût été votée d'acclamation, et que Bonaparte n'eût pas refusée. On ne put empêcher du moins l'indépendante initiative de la municipalité de Paris de donner à la rue Chantereine le nom de *rue de la Victoire*, qu'elle porte encore.

Dès le 10 décembre, Bonaparte, arrivé le 5, dut faire violence à la réserve qu'il s'était imposée et subir l'épreuve toujours délicate, sous une république, pour un général victorieux, d'une cérémonie solennelle, dont la présentation au Directoire des ratifications du traité de Campo-Formio fut le prétexte.

Cette fête, qui avait surtout pour but et pour avantage, aux yeux du gouvernement, de constater publiquement la subordination d'un homme qu'il tenait à représenter comme le simple exécuteur de ses ordres, tourna contre son gré, car elle attesta une fois de plus la popularité de ce général, partout acclamé comme l'unique auteur des grandes choses qu'il avait faites. Sa conduite, dans ces jours dangereux du triomphe où la faveur publique elle-même cache tant de pièges, fut conforme à ce plan d'habile discrétion et de superbe modestie par lequel Bonaparte achevait la conquête de l'opinion ; et son prestige s'augmenta de l'heureux empressement avec lequel il accepta l'honneur du choix spontané qui le plaça, dans la section de mécanique, au fauteuil vacant par l'exclusion de Carnot, et de l'hommage, flatteur pour les susceptibilités civiles, de son affectation à ne se montrer en public que revêtu du modeste costume de l'Institut, et comme qui dirait de la livrée des sciences, des lettres et des arts. En vertu du même principe, favorisé par son propre goût personnel, ceux que le général d'Italie honorait du titre de confrères composèrent en grande partie le cercle de ses visiteurs habituels et de ses commensaux privilégiés, et l'on ne vit guère chez lui que Monge, Berthollet, Borda, La Place, Prony, Lagrange, quelques gens de lettres, Arnault, Bernardin de Saint-Pierre, Bouilly, quelques généraux, Berthier, Desaix, Lefebvre, Caffarelli du Falga, Kléber, et un groupe encore plus rare de députés, On comprend l'impression profonde que dut faire sur l'imagé nation de la population parisienne, qui a tant de part à ses affections, la vue de ce jeune homme qui, si petit, avait fait de si grandes choses, si frêle, avait

---

<sup>1</sup> *Moniteur* du 9 novembre 1797.

supporté de si héroïques fatigués ; de ce jeune homme dont la gravité pensive, la sérénité mélancolique, la fatidique pâleur, les yeux sibyllins, le mystérieux sourire, l'accent étrange, faisaient ce personnage à la fois historique et légendaire, héroïque et romanesque, qui a traditionnellement inspiré les passions de la France et régné sur son cœur.

Les deux discours de Talleyrand, d'émigré déjà devenu ministre, — ce qui suffit à caractériser les tours de force de sa souplesse et les prodiges de son industrie ; — de Talleyrand officiant sans rougir, le sabre au côté, coiffé d'un chapeau à plumes, devant cet autel païen de la liberté, de l'égalité et de la paix, à six années de la messe de la Fédération au Champ de Mars ; de Barras haranguant, en costume antique, au milieu de ses collègues du Directoire, sous un dais de drapeaux, le général victorieux ; enfin, le discours de Bonaparte lui-même, simplement vêtu de l'habit de Lodi et d'Arcole, sont trois monuments caractéristiques de l'esprit et des mœurs du temps. Tous trois se ressemblent, en ce que tous trois trahissent, par le soin même qu'ils prennent à la cacher, la pensée secrète qui les inspire, et sont surtout éloquents par ce qu'ils ne disent pas. Mais tous trois diffèrent en ce que Talleyrand se sauve du ridicule où tombe lourdement Barras, et que Bonaparte, victorieux de tous les dangers, domine de toute sa hauteur, par je ne sais quelle secrète ironie, privilège toujours, et grâce quelquefois de sa féline nature. Talleyrand voit le triomphe de l'égalité dans une journée où éclate celui de la supériorité, et plaint le héros stoïque qui se dérobe à la gloire dans une obscurité volontaire, d'où l'appel de la patrie pourra seul le tirer. Barras, qui ne sait pas feindre la confiance, montre l'Angleterre à vaincre à une ambition qu'il croit impatiente et à une activité qu'il sait insatiable. Bonaparte parle moins de ce qu'il a fait que de ce qui reste à faire, et, oubliant le passé pour l'avenir, jette à l'opinion, avec la formule du jour, le mot d'ordre du lendemain. Fête qui semble exclusivement militaire, cette cérémonie où Joubert et Andréossy plient sous le poids du drapeau symbolique chargé des inscriptions de nos victoires, est surtout une journée politique, et les fautes et les craintes d'un gouvernement déjà déchu y apparaissent nettement pour la première fois, à la lueur même d'une gloire qu'il cherche à s'approprier et qui lui demeure étrangère.

Dès le lendemain, à travers la caresse des fêtes offerte à l'envi par le Directoire, le Corps législatif et les ministres à un homme qu'on ne semble vouloir enivrer d'hommages que pour lui mieux dérober le pouvoir, on sent percer la pensée du gouvernement, qui a rompu les conférences de Lille, et ajourne la paix avec l'Angleterre pour laisser à Bonaparte une occasion de s'éloigner et peut-être de disparaître, et celle de Bonaparte, qui acceptera le défi, avide d'un théâtre plus sublime encore que celui d'Italie, heureux d'ajouter le merveilleux à la réalité et un poème à son histoire, et d'achever, par l'absence et le lointain, de grandir dans cette popularité qui fait les empires.

En attendant, toujours rare et presque toujours silencieux, il continue, si parfois il rompt le silence, à masquer son jeu par des mots d'une brutalité Spartiate, répondant, par exemple, à une question de madame de Staël, qui lui demande indiscrètement quelle est, à ses yeux, la première femme du monde : **Celle qui fait le plus d'enfants**. Il dérouté la curiosité en l'excitant, et échappe, sans lui guérir, aux soupçons qu'il inspire par les préparatifs mystérieux de cette expédition contre l'Angleterre, dont il a accepté le commandement. Il quitte Paris, où, à l'Opéra même, il se dérobait en n'assistant au spectacle qu'en loge grillée, aux manifestations triomphales dont le maréchal de Saxe, Lowendal et Dumouriez y ont reçu l'hommage, et toujours incognito, excepté pour ses

soldats, il inspecte les troupes destinées à l'expédition d'Angleterre, et cantonnées en Normandie, en Picardie, en Belgique. Il visite Anvers, déjà destiné dans sa pensée, aux améliorations futures. Il projette à Saint-Quentin le canal creusé sous le Consulat, et il marque à Boulogne, préféré à Calais, le point de départ de toute entreprise réellement et directement tentée contre l'Angleterre.

Mais en ce moment, c'est dans ses influences lointaines, c'est dans son protectorat oppressif, c'est dans sa prépondérance maritime et son empire des Indes, qu'il veut frapper le colosse d'airain sondé par lui de toutes parts, eu dont il a senti les pieds d'argile. Depuis longtemps, depuis ses conversations avec Volney en 1791, depuis ses entretiens à Campo-Formio avec Monge et Poussielgue, qu'il voulait envoyer en avant-coureur à Malte, il nourrissait le dessein de réaliser cette expédition d'Égypte et des Indes, projet traditionnel de la monarchie depuis Louis XIV, et il réservait à la république l'honneur de planter jusqu'aux dernières limites de la barbarie et du fanatisme son drapeau régénérateur, pour faire tourner au profit de la civilisation la vengeance des désastres et la revanche des déceptions de notre politique coloniale, si humiliée sous Louis XV. Une fois maître de l'Égypte, proie toujours convoitée des ambitions antiques, de cette Égypte aux symboliques mamelles, mère de la civilisation grecque, nourrice du monde romain, le général Bonaparte, après avoir marché dans les traces d'Alexandre et de César, suivait celles du premier jusqu'aux bords du Gange, et, reprenant l'Europe à revers, il revenait comme eux, non plus homme, mais dieu, de ce troisième voyage de régénération du monde, dont il marquait les étapes et plaçait les postes avancés dans ces lignes prophétiques écrites au Directoire :

Les îles de Corfou, de Zante, de Céphalonie, sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie à l'empereur et garder pour nous les quatre îles. Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte.

L'Égypte semblait un peu lointaine aux courtes vues du Directoire, qui voulait, au besoin, garder Bonaparte sous la main. La peur d'un ennemi pire que lui retenait, dans leur désir d'écarter Bonaparte, ces hommes en proie à tous les fantômes de l'impuissance, et qui oscillaient entre la crainte du danger et celle du sauveur.

Un prétexte de rupture avec l'Autriche, que le Directoire saisit comme une occasion, et que Bonaparte repoussa comme un piège, se présenta de le conserver à portée et à discrétion, réduit aux répétitions et aux horizons étroits d'une nouvelle campagne d'Italie ou d'une guerre en Allemagne. Mais le bon sens prévoyant de M. de Cobenzl, qu'eût appuyé au besoin l'énergique raison de Bonaparte, neutralisa ce germe fâcheux. Et les satisfactions exigibles ayant été données à l'occasion du conflit populaire provoqué par l'attitude peut-être téméraire de Bernadotte, notre ambassadeur à Vienne, les ferments réciproques qui menaçaient d'éclater entre la France et l'Empire, également mécontents d'une paix précipitée, continuèrent de couvrir sourdement pour une prochaine explosion. Bonaparte ne se faisait pas d'illusions à cet égard, et ne comptait guère sur la durée de sentiments qui, chez les uns, n'avaient pas reçu une vengeance, et chez les autres une leçon satisfaisante. Mais il lui suffisait de pouvoir quitter, sans y être retenu par un danger pressant, [la taupinière européenne](#). Il lisait dans l'avenir qu'il reviendrait toujours à temps pour le salut

et avant l'irréparable, recueillir le fruit, enfin mûr, des fautes qu'il ne pouvait encore que prévoir.

Les conférences de Selz rendirent à la France, du côté de l'Autriche, une passagère sécurité, et lui permirent de pousser à bout deux affaires encore maladroitement engagées, et dont Bonaparte désapprouvait l'inopportunité, l'expédition de Suisse et l'expédition de Rome, l'une destinée à châtier l'aristocratie helvétique et à garantir nos frontières, l'autre à venger l'assassinat du général Duphot et à punir les provocations romaines ; deux erreurs nouvelles, en somme, de cette politique d'expédients et d'incidents par laquelle le Directoire compromettait l'œuvre de Campo-Formio, fondée sur les principes, et ajoutait deux griefs de plus aux rancunes de l'Autriche.

Ces deux expéditions venaient d'arriver à un succès illusoire, mais apparent, et rendaient sa liberté à l' impatient conquérant de l'Égypte, quand survint le nouvel obstacle de l'échauffourée de Bernadotte, heureusement conjurée dans ses conséquences. Et après un retard inquiet de quinze jours, funeste à l'effet d'une expédition combinée comme un coup de théâtre, et dont l'éclair et le coup devaient frapper en même temps l'Angleterre, Bonaparte put enfin mettre à la voile pour le but mystérieux qui tenait l'Europe entière dans l'attente. Il laissait un gouvernement sans idées et sans moralité se détruire lui-même par des excès révolutionnaires que Bonaparte désapprouvait sans pouvoir les empêcher, et où il ne voulait pas souiller la pureté de sa gloire. Il partait accompagné de l'élite de ses compagnons d'armes, suspects comme lui au Directoire, que la médiocrité pouvait seule rassurer, et d'un groupe choisi de ses confrères de l'Institut, heureux d'échapper à l'atmosphère anarchique de Paris, et de participer à une entreprise civilisatrice autant que politique, destinée, non à conquérir, mais à régénérer l'Orient, et qui promettait toutes les gloires.

Le 15 avril, le plan du général Bonaparte, dont il dirigeait lui-même tous les préparatifs, correspondant avec les généraux Caffarelli à Toulon, Regnier à Marseille, Baraguay-d'Hilliers à Gênes, Desaix à Civita-Vecchia, Vaubois en Corse, entra dans la phase d'exécution. Le 9 mai, tandis que l'Angleterre, menacée à la fois sur ses côtes, où l'escadre de Brest allait jeter une armée de trente mille hommes, attendus par une insurrection de cent mille Irlandais, et sur tout le reste de son vaste empire par cette autre armée dont la destination, encore inconnue, permettait toutes les craintes, tandis que l'Angleterre, éperdue, envoyait Nelson à la recherche d'un ennemi grandi par le mystère, le général de l'expédition d'Égypte adressait à ses soldats le signal du départ, et saluait la France d'un adieu déjà triomphal<sup>1</sup>.

C'est le 16 mai que l'amirauté anglaise fit partir une escadre de la Tamise pour la Méditerranée. Elle arriva le 12 juin devant Toulon, d'où la flotte française l'avait dépassée d'une avance de vingt-cinq jours, qui eût pu être de quarante-cinq sans l'imprévoyante incartade de Bernadotte.

Le 19 mai 1798, le général Bonaparte appareilla de Toulon, monté sur le vaisseau amiral *l'Orient*, de cent vingt canons, que suivaient douze vaisseaux de ligne, tête de ce gigantesque convoi de neuf frégates, onze corvettes et avisos, deux cent trente-deux flûtes, portant trente-deux mille trois cents hommes, des vivres pour cent jours et de l'eau pour quarante.

---

<sup>1</sup> *Correspondance de Napoléon Ier*, t. IV, p. 128.



C'est à Napoléon lui-même qu'il faut demander le dénombrement de cette expédition, avec laquelle il allait ébranler les établissements anglais aux Indes, donner à Tippoo-Sahib, aux Mahrattes, aux Sicks, le signal de la délivrance, réveiller l'empire turc du sommeil de sa décrépitude ou en précipiter la chute, montrer enfin à l'Égypte, à la Syrie, à l'Arabie, l'homme attendu. Cette entreprise, dont le cours dépendait des circonstances, et pour laquelle le Directoire, heureux de se débarrasser à si bon marché d'un censeur incommode ou d'un compétiteur dangereux, lui avait délégué le pouvoir souverain, et donné carte blanche, avait tous les buts, et pouvait avoir toutes les conséquences<sup>1</sup> que comportaient le génie et la fortune de son chef.

Tandis que Nelson court jusqu'à Alexandrie, où il ne trouve aucune nouvelle de ses insaisissables adversaires, et va les attendre sur la côte de Syrie ; tandis que la Porte écoute tranquillement l'ambassadeur envoyé pour la rassurer, et qui réduit le projet en voie d'exécution au châtement des mameluks, rebelles à sa propre autorité, et que doit punir la même juridiction européenne qui a déjà foudroyé les repaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli, écoutons l'énumération, d'un caractère tout homérique, que fait des forces dont il disposait un homme habitué à dire les grandes choses aussi simplement qu'il les faisait<sup>2</sup> :

L'armée de terre était composée de quinze demi-brigades d'infanterie, de sept régiments de cavalerie et de vingt-huit compagnies d'artillerie, d'ouvriers, de sapeurs, de mineurs. La cavalerie avait ses selles et ses brides, et seulement trois cents chevaux. L'artillerie avait triple approvisionnement, beaucoup de boulets, de poudre, d'outils, un équipage, de siège et tout ce qui est propre à l'armement d'une grande côte ; douze mille fusils de rechange, des équipements, des harnais pour six mille chevaux.

Mais ce n'était pas tout ; dans le matériel de cette armée de civilisation plus que de conquête, destinée à inaugurer glorieusement l'ère des guerres faites pour une idée, figuraient l'arsenal pacifique et les munitions bienfaisantes de la commission des sciences et arts.

La commission des sciences et arts avait des ouvriers, des bibliothèques, des imprimeries française, arabe, turque, grecque, et des interprètes de toutes ces langues.

Le général Berthier était chef de l'état-major de l'armée. Le général Caffarelli du Falga commandait le génie et avait sous ses ordres un bon nombre d'officiers les plus distingués de cette arme. Le général Dommartin commandait l'artillerie ; sous lui, les généraux Songis et Faultrier. Les généraux Desaix, Kléber, Menou, Regnier, Bon, Dugua, étaient les lieutenants généraux. Parmi les maréchaux de camp, on citait les généraux Murat, Lannes, Lanusse, Vial, Vaux,

---

<sup>1</sup> Même de [couper l'isthme de Suez](#). Ce projet, aujourd'hui réalisé par l'initiative glorieuse d'un Français, M, de Lesseps, faisait partie des instructions du Directoire dictées par Bonaparte (12 avril 1798).

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. II, p. 186-189.

Rampon, Junot, Marmont, Davoust, Friant, Belliard, Leclerc, Verdier, Andréossy.

Après un portrait de Desaix, auquel il a déjà consacré quelques lignes émues à propos de sa visite en Italie, après Leoben, et de Kléber, dont la disgrâce s'est attachée à sa fortune, le chef de l'expédition d'Égypte passe à son état-major scientifique et artistique, en commençant par le général Caffarelli, digne par sa verve, sa gaieté, son stoïcisme, d'être à la tête de cette troupe philosophique.

Le général Caffarelli était d'une activité qui ne permettait pas de s'apercevoir qu'il eût une jambe de moins. Il entendait parfaitement les détails de son arme ; mais il excellait par les qualités morales et par l'étendue de ses connaissances dans toutes les parties de l'administration publique. C'était un homme de bien, brave soldat, fidèle ami, bon citoyen. Il périt glorieusement au siège de Saint-Jean-d'Acre, en prononçant à son lit de mort un très-éloquent discours sur l'instruction publique. Il était chargé de la direction de la commission des savants et artistes qui étaient à la suite de l'armée. Il était plus propre que personne à les contenir, diriger, utiliser et à les faire concourir au but du chef. Cette commission était composée des académiciens Monge et Berthollet, Dolomieu, Denon ; des ingénieurs en chef des ponts et chaussées, Le Père (J.-M.) Girard ; des mathématiciens Fourier, Costaz, Corancez ; des astronomes Nouet, Beauchamp et Méchin ; des naturalistes Geoffroy Saint-Hilaire, Savigny ; des chimistes Descotils, Champy et Delile ; des dessinateurs Dutertre, Redouté ; du musicien Villoteau ; du poète Parsoval ; des architectes Le Père, Protain, Norry ; enfin, de Conté, qui était à la tête des aéronautes, homme universel, ayant le goût, la connaissance et le génie des arts, précieux dans un pays éloigné, bon à tout, capable de créer les arts de la France au milieu des déserts de l'Arabie. A la suite de cette commission étaient une vingtaine d'élèves de l'École polytechnique ou de celle des mines, parmi lesquels se sont fait remarquer Jomard, Dubois aîné, Lancret, Chabrol, Rozières, Gordier, Reynaud, etc.<sup>1</sup>

Le général Bonaparte se mit en route pour Toulon, le 5 mai 1798, accompagné de Joséphine, qui devait s'y arrêter, malgré son vif et sincère désir de partager jusqu'au bout le roman de cette expédition. Mais son mari redoutait, avec raison, pour elle, les hasards d'un tel voyage, et se délivra d'ailleurs de ses instances par la promesse de l'appeler aussitôt qu'il serait sûr de la fortune. D'ailleurs, n'était-elle pas représentée au près de lui par son fils ? Eugène de Beauharnais, en effet, continuait en Égypte ce rôle d'aide de camp commencé en Italie, auquel ses dix-sept ans, ses joues imberbes, ses yeux d'éphèbe, prêtaient une grâce si originale et si nouvelle. On n'en riait pas, car Chérubin était brave, et la poudre

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 189.

et le soleil avaient déjà hâlé son visage, à la fois délicat et martial. En ce temps-là d'ailleurs, on ne méprisait point la jeunesse, partout victorieuse, et triomphant à la fois dans la personne du général et de l'aide de camp. C'étaient des jeunes gens, Hoche, Joubert, Marceau qui, avec Bonaparte, avaient sauvé la république. Louis Bonaparte devait rejoindre à Toulon, mandé de Lyon par ordre de son illustre et inflexible frère, et l'exil d'Égypte devait punir ou plutôt guérir une passion profonde, conçue par cet ardent élève de Jean-Jacques pour mademoiselle Émilie de Beauharnais, une des plus charmantes pensionnaires de madame Campan. Bonaparte, et peut-être déjà sa femme, avaient d'autres desseins sur Louis, que cette union eût contrariés. On l'éloignait donc de l'objet de son amour, légitimement jeté par son mariage quelque peu hâtif, et pourtant destiné à fournir un des plus purs et des plus touchants exemples de la vertu conjugale, dans les bras de La Valette, un des aides de camp favoris de Bonaparte. Et, pour achever les restes d'une passion combattue avec une énergie qui semble un peu brutale, c'est à côté de ce rival heureux que Louis allait faire cette campagne d'Égypte, pleine pour cette nature sensible et mélancolique, qui vit ainsi deux fois la gloire de trop près, des déceptions et des tristesses de la campagne d'Italie.

Pour continuer cette revue domestique si légitime, au moment solennel du départ et des adieux, disons qu'au moment de la campagne d'Égypte, Lucien, délivré par la paix de ces fonctions de commissaire des guerres, dont le dégoûtait plus d'une incompatibilité de caractère et d'esprit, profitait de sa popularité corse pour ouvrir à son ambition des voies plus dignes d'elle, et sollicitait de ses concitoyens le mandat électif qu'il allait en effet recevoir et partager avec Joseph. Celui-ci, rentré à Paris avec sa famille, éplorée de la mort du général Duphot, assassiné à Rome, à quelques pas de sa fiancée, renonçait, pour quelque temps, à la carrière diplomatique où ses premiers succès étaient ainsi marqués d'un deuil tragique, refusait l'ambassade de Berlin et allait s'asseoir au conseil des Cinq-Cents. Là, sa douceur, sa probité, son sens droit et généreux lui conciliaient l'estime et l'affection de tous ses collègues, et lui créaient une influence modeste, bientôt éclipsée par l'activité passionnée, les succès oratoires et l'autorité politique précoce de Lucien, qui avait trouvé dans la direction des assemblées la vraie voie de son caractère militant et de son orageuse destinée. Pauline et l'oncle Fesch étaient demeurés en Italie, et Caroline était à Saint-Germain, achevant son éducation sous l'émulation de l'exemple d'Hortense. Celle-ci était devenue une jeune fille accomplie, la plus brillante élève de madame Campan, la virtuose de son pensionnat modèle, douée de tous les talents et de toutes les grâces. Et à la représentation d'Esther, au mois de mars 1798, elle avait remporté, en l'honneur de Racine, sur un auditoire de généraux et de savants, présidé par Bonaparte lui-même, la même victoire que jadis à Saint-Cyr mademoiselle de Villette sur Louis XIV et sa cour.

Bonaparte, arrivé le 9 mai à Toulon, y séjourna jusqu'au 19. Ce jour-là, après avoir embrassé sa femme, moins aguerrie que lui à cette épreuve des adieux, et qui alla à Plombières se remettre de la secousse de cette nouvelle séparation, le général en chef de cette expédition, encore mystérieuse pour ses propres compagnons, monta solennellement sur l'Orient, superbe vaisseau de cent vingt canons, au nom d'heureux augure, qui portait le pavillon de son double commandement. Car le vice-amiral Brueys, qui avait été choisi pour diriger la flotte, était placé lui-même sous les ordres du chef, dans les mains duquel la nécessité de concentration, qui domine toutes les expéditions lointaines, et l'expérience de sa multiple supériorité, avaient fait réunir tous les pouvoirs. Plût

au ciel que Brueys eût toujours obéi, et se fût toujours abrité, contre les dangers d'une responsabilité supérieure à ses moyens, sous cette obéissance ! Nos annales maritimes n'eussent inscrit qu'à un seul titre ce nom d'Aboukir, à la fois faste et néfaste, qui ne figure à la colonne de nos victoires qu'après avoir passé à celle de nos défaites.

Dans l'état-major du général en chef, outre les officiers que nous avons déjà cités, il faut signaler encore les contre-amiraux Villeneuve, Blanquet du Chayla, Decrès, et le chef de division Gantheaume, l'ordonnateur en chef Sucy, le payeur général Estève, les chefs du service de santé Desgenettes et Larrey, le docteur Fieri Assilini, médecin particulier du général, et ce groupe brillant des aides de camp, Louis Bonaparte, Eugène Beauharnais, Duroc, Croizier, Julien, La Valette, Merlin (fils du directeur) et Sulkowski, tout heureux de participer à cette héroïque et poétique aventure, et de fouler, à l'heure de la jeunesse, les traces de l'antiquité.

L'escadre appareilla le 19 mai, suivie du convoi de Marseille, arrivé le 15, et successivement ralliée, le 22 et le 26, par le convoi de Gênes et celui de Corse ; celui de Civita-Vecchia ne devait la rejoindre que le 9 juin, en vue du Gozzo. Cette heureuse réunion de tous les membres de ce grand corps dispersés à travers les mers, conjurait le danger de l'éparpillement, de l'isolement et de la perte des forces ; mais il n'était pas le seul. Dès la sortie du port commençait, pour la flotte française, la menace inquiétante de cette flotte anglaise, non moins mystérieuse qu'elle, qui, partie, le 16 mai, pour la Méditerranée, avec la difficile mission de préserver à la fois tous les points importants d'une domination maritime universelle, errait au hasard, à la poursuite de sa rivale, s'évertuant en vain à réparer, par de brusques raccourcis, le désavantage d'une avance de vingt-cinq jours, et, dans ce steeple-chase aveugle, arrivant toujours trop tôt ou trop tard. Ce n'est pas un des moindres signes de la faveur de la fortune, désormais gagnée à Bonaparte, que cette absence de renseignements ou cette erreur de conjecture qui le préservèrent si heureusement de toute rencontre avec un ennemi redoutable, dans un conflit sur son domaine et dans des conditions de supériorité matérielle incontestable. Aussi est-ce à la fortune, au destin, formules antiques de cette providence chrétienne qui a remplacé l'aveugle Fatum du paganisme, que Bonaparte, en mettant le pied sur le rivage d'Alexandrie, adressera une dernière invocation, un suprême appel, dans une de ces circonstances où il sent bien que le bonheur est encore plus nécessaire que le génie. C'est à ce bonheur qu'il dut d'éviter constamment cette flotte de Nelson, signalée, dès le 18, au moment même de son départ, à la Croix des Sablottes, et d'échapper à un combat dangereux, le 2 juin, près de Cagliari, plus tard devant Candie, et enfin devant Alexandrie, où Nelson ne nous précéda que pour aller nous attendre en Syrie.

Le même bonheur exceptionnel, qui écarte tout obstacle de cette inviolable traversée, présidera à toutes ses opérations.

Le 9 juin, à midi, la flotte française se présenta devant Malte, à portée de cette position capitale, située à égale distance entre Toulon et Alexandrie, et dont les canons, s'ils eussent été servis par des mains libres ou dévouées, eussent pu fermer inexorablement à l'expédition, au moins pour le temps d'une belle défense, la route de l'Égypte. Mais les temps n'étaient plus de l'antique héroïsme, et avant que la force s'en mêlât, la crainte devait suffire à [dénicher la](#)

vieille chevalerie<sup>1</sup>, représentée, dans ce dernier asile de sa décadence, par des sinécuristes ennuyés et efféminés. Par les intelligences qu'il s'était ménagées dans l'île, Napoléon s'assura qu'il pouvait oser, et il osa<sup>2</sup> et après un simulacre de résistance, qui ne semble avoir eu pour but que de retarder déceimment une capitulation, dont celle de Mantoue garantissait la générosité, le dernier des grands maîtres, le comte de Hompesch, une fois rassuré sur sa pension, céda au droit de guerre, et ouvrit, au vengeur des injures faites à la république française, ces portes inhospitalières et cette citadelle toujours menaçante pour notre pavillon. Et, suivant le mot ironique de Caffarelli, qui peint à merveille la mollesse de la résistance et la facilité de la conquête, les héritiers dégénérés des héros de Malte ne semblèrent s'être trouvés derrière ces fortifications formidables que pour nous tirer le verrou de cette barrière dont ils n'étaient plus que les concierges.

Le 13 juin, à la pointe du jour, l'escadre entra. Ce fut un superbe coup d'œil. Ces trois cents voiles se placèrent sans confusion. Les magasins de la Valette étaient abondamment fournis. L'Ordre avait un vaisseau de guerre de soixante-quatre sur la rade, un sur le chantier. L'amiral prit, pour augmenter les bâtiments légers de la flotte, deux demi-galères et deux chebecs. Il fit embarquer à bord de ses vaisseaux les matelots qui étaient au service de l'Ordre. Huit cents Turcs, qui étaient esclaves au bagne, furent habillés et répartis entre les vaisseaux de ligne. Une légion des bataillons dits maltais suivit l'armée ; elle fut formée par les soldats qui étaient au service de l'Ordre. Les grenadiers de la garde du grand-maître, plusieurs chevaliers prirent du service. Des habitants parlant arabe s'attachèrent aux généraux et aux administrations. Trois compagnies de vétérans, composées de tous les vieux soldats de l'Ordre, furent envoyées à Corfou et en Corse. Il y avait dans la place douze cents pièces de canon, quarante mille fusils, un million de poudre. L'artillerie fit embarquer de ces objets tout ce qu'elle jugea lui être nécessaire pour compléter ou augmenter son matériel. L'escadre fit son eau et ses vivres. Les magasins de blé étaient très-considérables ; il y en avait pour nourrir la ville pendant trois ans. Un million d'argenterie trouvé dans le trésor servit plus tard à alimenter la Monnaie du Caire. La frégate la Sensible porta en France les trophées et plusieurs objets rares que le général en chef envoya au gouvernement. Le général Baraguay-d'Hilliers, ayant désiré retourner à Paris, en reçut la permission, et fut chargé de porter le grand drapeau de l'Ordre<sup>3</sup>.

Le commandement militaire de l'île fut laissé au général Vaubois, avec quatre mille hommes. Un renfort de six mille hommes, mandés des dépôts de l'armée

---

<sup>1</sup> Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*.

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. II, p. 196.

<sup>3</sup> *Commentaires*, t. II, p. 207.

de Toulon, devait compléter la garnison nécessaire. Regnault de Saint-Jean-d'Angély et Lucien Arnault, en qualité de commissaires civils du Directoire, reçurent l'administration de ce nouveau et imprévu département, et le 19 juin, Napoléon, encouragé par ce rapide et opportun succès, qui ne diminuait matériellement ses forces que de deux mille hommes, et les augmentait de l'effet moral incalculable qu'une nouvelle comme celle de l'occupation de Malte allait produire sur l'opinion de l'Europe, reprit sa route, sans révéler encore son but, qui semblait être Candie. Silence habile, qui devait faire de son aveu un vrai coup de théâtre, et en attendant, achever les incertitudes de Nelson, en leur donnant pour complices les incertitudes de notre armée elle-même.

Le 30 juin, on signala la tour des Arabes ; le 1er juillet, la colonne de Pompée et Alexandrie. Le consul de France fit connaître que Nelson, avec treize vaisseaux de 74 et une frégate avait paru, le 28 juin, devant Alexandrie, annonçant qu'il était à la recherche d'une armée française ; qu'il avait continué sa navigation pour se porter sur les côtes de Caramanie ; que les Turcs, fort alarmés, travaillaient, jour et nuit, à réparer les brèches de leurs murailles ; que les chrétiens étaient sous le couteau.

La crainte d'une surprise en plein débarquement, le péril imminent de nos nationaux et de nos coreligionnaires, le désir de prévenir l'achèvement des travaux de la défense, aiguillonnèrent et précipitèrent les opérations de la descente dans les chaloupes et de l'abordage de la plage. C'est au milieu du désordre, inséparable de mouvements aussi compliqués, et qui ne causa que quelques naufrages partiels, que l'armée lut, avec un étonnement mêlé d'enthousiasme, l'ordre du jour qui fixait ses incertitudes et dévoilait le théâtre grandiose où les vétérans de l'armée d'Italie allaient jouer, aux applaudissements du monde, une nouvelle scène du drame dont Bonaparte était à la fois le héros et l'auteur. Cette proclamation faisait appel, en même temps qu'elle précisait le but et encourageait les plus flatteuses espérances, aux sentiments de modération, de tolérance, de respect des personnes et des propriétés qui, dans un pays étranger, sous un ciel propice au fanatisme, peuvent seuls assurer au soldat l'impunité de la victoire et la sécurité de la conquête. Pour bien indiquer la portée civilisatrice et régénératrice de l'expédition, Bonaparte, dans sa proclamation, faisait précéder son titre de général de celui de membre de l'Institut.

Soldats, vous portez à l'Angleterre le coup le plus sensible, en attendant que vous lui donniez le coup de mort. Vous réussirez dans toutes vos entreprises. Les destinées vous sont favorables. Dans quelques jours, les mameluks qui ont outragé la France n'existeront plus. Les peuples, au milieu desquels vous allez vivre, tiennent pour premier article de foi qu'il n'y a pas d'autre dieu que Dieu, et que Mahomet est son prophète : ne les contredisez pas. Les légions romaines aimaient toutes les religions. Le pillage déshonore les armées et ne profite qu'à un petit nombre. La ville qui est devant vous et où vous serez demain a été bâtie par Alexandre.

C'est sous l'empire et le prestige de tous ces grands souvenirs que Napoléon donna le signal, et que l'armée commença à mettre le pied sur cette terre si hardiment et si éloquemment saluée.

Le général Menou débarqua le premier, à neuf heures du soir, au Marabout. Il était conduit par un pilote provençal qui avait la pratique de ces parages. Le général en chef, après quelques fatigues et des risques, mit pied à terre, une heure après minuit, près du santon Sidi-el-Palabri. A trois heures, il fit battre au ralliement et passa la revue de ce qui était débarqué ; il y avait quatre mille cinq cents hommes de tous les régiments. La lune brillait de tout son éclat ; on voyait comme en plein jour le sol blanchâtre de l'aride Afrique<sup>1</sup>.

C'est à la tête de cette poignée d'hommes que Bonaparte, après avoir repoussé le premier choc, irrésistible pour d'autres soldats que les nôtres, de cette cavalerie ailée des mameluks, et, après avoir semé sur le sable ardent et sanglant quelques-uns de ses compagnons, parvint, à six heures du matin, le 2 juillet, au pied de la colonne de Pompée.

A six heures, Napoléon découvrit la colonne de Pompée ; peu après, la muraille dentelée de l'enceinte des Arabes, et successivement les minarets de la ville, les mâts de la caravelle turque qui était mouillée dans le port. A huit heures, se trouvant à la portée du canon, il monta sur le piédestal de la colonne de Pompée pour reconnaître la place. Les murailles étaient hautes et fort épaisses ; il aurait fallu du vingt-quatre pour les ouvrir ; mais il existait beaucoup de brèches réparées à la hâte. Ces murailles étaient couvertes de peuple, qui paraissait dans une grande agitation ; c'étaient des cavaliers, des fantassins armés de fusils et de lances, des femmes, des enfants, des vieillards, etc. Napoléon donna ses ordres. Menou attaqua la droite de l'enceinte, près du fort triangulaire ; Kléber le centre ; Bon se porta sur le chemin d'Aboukir pour pénétrer par la porte de Rosette. La fusillade s'engagea. Quoique mal servi, le canon des assiégés fit quelque impression sur les assiégeants, qui n'en avaient pas. Les tirailleurs français, avec cette intelligence qui leur est propre, se logèrent sur les monticules de sable. Les trois attaques réussirent ; la muraille fut franchie. Les généraux Kléber et Menou furent blessés, comme ils montaient à l'assaut, à la tête de leurs grenadiers. La division Bon éprouva moins d'obstacles et, quoique la plus éloignée, arriva la première sur la seconde enceinte, celle qui ferme l'isthme où est la ville actuelle ; elle l'enleva au pas de charge. Les tirailleurs pénétrèrent à la tête des rues ; les maisons étaient crénelées ; une vive fusillade s'engagea. Le général en chef se porta sur la hauteur du fort Caffarelli. Il envoya le capitaine de la caravelle turque, qui l'avait joint, faire des propositions d'accommodement. Cet officier fit comprendre aux cheiks,

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 289.

aux ulémas et aux notables que la ville courait le danger d'une entière destruction ; ils se soumirent<sup>1</sup>.

Napoléon fit son entrée dans la ville, entouré de ces représentants de l'influence religieuse et civile, et après avoir échappé providentiellement à la balle d'un Turc fanatique, aussitôt puni que coupable, il ne tarda pas à recevoir, par la soumission et le concours du gouverneur Koraim, rallié à la destinée avec la résignation du fatalisme oriental, la consécration et comme l'investiture de sa nouvelle domination. Appuyé d'un côté sur le gouverneur Koraim, de l'autre sur le cheik El-Messiri, le général Bonaparte, ayant apprivoisé et gagné au dévouement et à la fidélité, les forces même les plus hostiles à son autorité, procéda, avec son énergie et sa perspicacité habituelles, aux mesures d'organisation et de pacification destinées à assurer la route du Caire, dont Desaix était allé, dès le soir de l'entrée à Alexandrie, reconnaître et marquer la première étape. C'est au Caire en effet, seulement, que la tyrannie des mameluks pouvait être atteinte et frappée au cœur. Le maître d'Alexandrie ne dominait que la côte ; le maître du Caire était le maître de l'Égypte. Après avoir rendu les honneurs funèbres aux trois cents victimes de son premier combat d'Égypte, qui coûta un millier de morts aux défenseurs d'Alexandrie, et fait inscrire leurs noms obscurs sur le fût de la colonne même de Pompée, aux pieds de laquelle il fit ensevelir leurs restes, le général en chef, par plusieurs mesures dont l'habileté pénétrante devait produire les plus heureux résultats de conciliation et de popularité, chercha à préparer à ses colonnes les voies du désert.

Une proclamation, affichée en arabe et en turc, et répandue à profusion dans la ville, rassura les habitants sur leurs intérêts matériels et religieux, en termes qui constituaient déjà le plus imprévu des progrès. Une lettre, écrite au pacha du Caire et portée par le commandant de la caravelle turque, opportun intermédiaire, transmit, au représentant de la suzeraineté de la Porte, le salut quelque peu impérieux d'un conquérant qui affectait de se montrer l'allié du Grand-Seigneur et le vengeur de ses griefs. Les sept cents esclaves turcs délivrés à Malte, bien nourris, bien habillés, bien traités, furent renvoyés dans leur patrie, et semèrent, sur toutes les routes de l'empire turc, l'éloge enthousiaste de leur sauveur victorieux. Un traité, négocié avec les Arabes du Bahyret, sous les auspices de leur protecteur Koraim, pourvut aux besoins les plus pressants de la cavalerie et des transports. Enfin, un ordre plus prévoyant, fatalement mal compris ou mal suivi, bien loin d'enchaîner à l'ancre de la rade la liberté de l'amiral Brueys, lui prescrivait d'entrer dans le port, opération délicate dont les pilotes turcs repoussaient la responsabilité, mais que les sondages d'un officier expérimenté démontraient praticable, ou d'aller croiser devant Corfou. L'amiral s'obstina, sous divers prétextes, à ne pas quitter son dangereux mouillage d'Aboukir, où devait bientôt le surprendre, dans tout le désordre de la sécurité, le retour offensif de la flotte anglaise.

Bien loin de s'abandonner aux pressentiments qui semblaient par moments assombrir les espérances de l'amiral, se séparant à regret de celui qu'il appelait son bon génie, et dont il redoutait, en son absence, de ne plus partager le bonheur, Bonaparte, tout entier aux faveurs de la fortune, poursuivit, sous les

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 292.



plus heureux auspices, son expédition vers le Caire, laissant Kléber, avec une garnison de huit ou neuf mille hommes, à la garde de sa première conquête.

L'armée d'expédition se composait de vingt et un mille hommes de toutes armes sous les ordres des généraux divisionnaires Desaix, Regnier, Bon, Dugua et Vial, et des généraux de brigade Murat, Zayonchek et Andréosy ; ces deux derniers commandant trois mille hommes de cavalerie... à pied, en attendant la monture à acheter ou à conquérir. Les approvisionnements étaient portés à dos de mulet, l'artillerie, composée de quarante-deux bouches à feu, ayant épuisé les chevaux.

Le chef de division Perrée, bientôt promu contre-amiral pour ses services, dirigeait la flottille du Nil, composée de quinze bâtiments légers montés par six cents marins d'élite, et destinée à approvisionner l'armée et à tenir libre la voie de l'eau, concurremment à la voie de sable. Du 5 au 10 juillet, la division Dugua et la flottille du Nil opérèrent de concert, se prêtant un mutuel appui, occupèrent Rosette, laissèrent dans le chef-lieu de cette nouvelle province, gagnée à l'influence sinon à l'autorité française, le général Menou, à qui ses blessures imposaient les loisirs de l'administrateur, et remontèrent le Nil parallèlement.

Pendant ce temps, la colonne principale, formée de quatre divisions et de la réserve, traversait lentement et péniblement, sous l'aiguillon d'un soleil de juillet, sans le moindre rafraîchissement de source, sans le moindre repos d'oasis, la plaine de quinze lieues, fertile et ombragée à l'époque du débordement du Nil, à ce moment torride, qui sépare Alexandrie de Damanhour. Le soldat, qui jusque-là s'était vengé par des chansons ou des bons mots des surprises du climat, des nouveautés de cette guerre aventureuse, des déceptions du séjour d'Alexandrie, commençait à murmurer.

Les vétérans d'Italie, gâtés par les Capoues victorieuses, se trouvaient un peu dépaysés au milieu de ces horizons d'un implacable azur, luttant d'éclat avec les réverbérations éblouissantes du sable, sans avoir même la distraction d'un coup de fusil pour décharger leur mauvaise humeur. Ils marchaient donc traînant le pied, tordant leur moustache imbibée de sueur, le visage échauffé par la piqûre des moustiques, harcelés à tout moment par des nuées de Bédouins, un moment amis, rendus subitement hostiles par un fefta ou bref des ulémas du Caire, et qui remplaçaient par des escarmouches funestes aux traînards le concours promis. Les quolibets pleuvaient dru comme grêle sur ceux qu'on appelait les Francs, négociants et résidents européens, qui avaient encouragé l'expédition, qui s'en étaient fait les guides et les spéculateurs, et qui baissaient la tête devant les épigrammes farouches du troupiér comparant la réalité morne, stérile, altérée, affamée, et la poudreuse Égypte aux mamelles tarries, à ces descriptions du départ tracées avec les couleurs des *Mille et une Nuits*.

Tout en se gaussant des sept arpents de terre promis par le général en chef et en se moquant des exhortations du général Caffarelli à la jambe de bois, [qui était toujours sûr d'avoir un pied en France](#), nos soldats subirent avec une gaieté qui s'aigrissait peu à peu l'épreuve de cette première odyssee. Après une marche de seize heures (du 7 au 8), on joignit enfin Damanhour avec son mirage coquet de palmiers et de minarets. Il y eut du mécompte quand, dans une sorte de grange sans portes et sans fenêtres, l'état-major dut, après avoir écouté les flagorneries orientales des autorités, se contenter d'un festin composé de tasses de lait de chameau et de galettes cuites sous la cendre. Cependant on eut du moins l'ombrage d'un bois d'acacias, de l'eau, de la viande, des légumes.

On séjourna le 9, et enfin, le 10, à neuf heures du matin, l'armée entière, attristée par le deuil de la perte du général Mireur, assassiné la veille par des maraudeurs arabes, rencontra le Nil à El-Rahmanyeh. Elle salua le fleuve par une explosion de cris de joie, et se donna toute entière et toute habillée la volupté d'un bain à discrétion.

Il ne manquait plus que quelques bonnes aubaines de victoire pour remonter le moral de cette armée d'héroïques mécontents que l'exemple de la constance, de la patience et de la frugalité d'un général, qui partageait toutes ses fatigues, toutes ses privations, regagna bientôt, en dépit des déceptions, à l'ancienne confiance et à l'ancienne admiration.

Mais le premier coup de surprise et d'ennui avait été sensible. Les premières correspondances d'Égypte, interceptées par les Anglais et publiées par eux, respirent une sorte d'émulation de découragement. On y trouve toutes les injustices du spleen, toutes les erreurs de la nostalgie. Il ne faut pas, comme ont affecté de le faire quelques historiens partiels, juger l'expédition d'Égypte sur ces premières impressions, superficielles à la fois et passionnées, sur ces reproches qui sont surtout des regrets, et punir, jusqu'au point d'en accepter le témoignage sans réserve, ces récriminations hyperboliques, dictées par une exaltation passagère, sous l'empire de laquelle des compagnons de mauvaise humeur calomnient leur général, calomnient l'Égypte et se calomnient eux-mêmes. Celle inévitable explosion de murmures de soldats à la fois braves et ignorants, dévoués et frondeurs, suffit à la satisfaction des premiers griefs, à la vengeance des premiers mécomptes, et les liens de la discipline et de la confiance, à peine relâchés un moment, se resserrèrent de plus belle entre l'armée et un général qui pouvait sourire impunément des boutades de soldats capables du dévouement et du courage, dont le Mémorial, confidant des souvenirs favoris de l'Empereur à Sainte-Hélène, a enregistré les témoignages en même temps que leurs épigrammes.

Cependant l'invisible ennemi se concentrait et s'exaltait au Caire, et dès le 10 juillet, la division Desaix fut attaquée, au moment où elle quittait ses bivouacs, par un essaim de mameluks et de Bédouins, avant-garde impatiente du corps que Mourad-Bey achevait de réunir, et dont il tâtait la tactique. Cette tactique, irrésistible avec les lourds et gauches bataillons turcs, sur lesquels le cimenter ailé des centaures du désert se promenait, suivant leur féroce image, comme à travers un champ de pastèques, cette tactique héréditaire et proverbiale, dont une présomptueuse illumination, à la nouvelle que les infidèles n'avaient pas de cavalerie, célébra le prochain triomphe, fut déjouée comme une manœuvre de cirque par l'agilité de nos fantassins, leur sang-froid goguenard, et cette prestigieuse évolution du carré qui a joué un si grand rôle dans les victoires d'Égypte. Au cri de Desaix : **Par peloton, à droite et à gauche en bataille, feu de deux rangs !** la colonne, que l'admirable cavalerie des mameluks chargeait pour l'entamer, la cerner, l'envelopper et enserrer de ses voltes prestigieuses, s'arrêtait, offrant à cette circulaire attaque une quadruple muraille de fer et de feu. Et lorsque le nuage de poussière et de fumée était dissipé, les brillants cadavres des chevaux et des cavaliers chargés d'or, atteints par la mitraille et la mousqueterie, jonchaient le sol, et le sang des plus intrépides et des plus téméraires, couchés devant la ligne sombre des soldats barbus, fumait encore au bout de leurs baïonnettes.

L'armée séjourna le 10, le 11 et le 12 juillet 1798 à El-Rahmanyeh, où elle fut rejointe, le 12 au matin, par la division Dugua et la flottille, dont le concours était

nécessaire pour pouvoir manœuvrer sur les deux rives et combattre celle des mameluks, composée d'une soixantaine de bâtiments, dont vingt-cinq armés. Cette flottille était partie le 6 juillet du Caire pour seconder l'effort décisif que Mourad-Bey et Ibrahim-Bey voulaient tenter sur l'armée campée à Damanhour. Mourad-Bey apprit à Terraneh l'événement d'El-Rahmanyeh, et, loin de profiter de l'avantage supposé de son avant-garde, il eut à songer à réparer les conséquences de son incompréhensible déroute.

Ce nouveau duel de l'infanterie française contre la cavalerie orientale, ce nouveau triomphe de la supériorité stratégique sur les supériorités du nombre ou de la position, qui eut pour double et simultanément théâtre la plaine et le Nil, emprunte au village de Chobrâkhyt son titre glorieux. Il faut lire dans les *Commentaires de Napoléon*<sup>1</sup> le récit vivant et le tableau pittoresque de cette victoire de la sombre et modeste armée de la civilisation contre ces champions étincelants d'une théâtrale barbarie. C'est un sujet digne de l'épopée que le contraste de ces cinq carrés immobiles, inébranlables, invulnérables, véritables forteresses humaines, vomissant imperturbablement sur ces hordes chevaleresques, dont d'inutiles assauts sèment de tous côtés les cadavres aux cottes de mailles dorées et les chevaux richement caparaçonnés, le double foudroiement de la mousqueterie des rangs et de l'artillerie des positions d'appui, [dix-huit pièces battant sur un même point](#).

Ce fut un superbe carnage et un magnifique butin, car tous ces petits tyrans de la féodalité musulmane portaient leur fortune sur eux, et leur ceinture était un trésor. Cette émouvante bataille, faite d'une seule charge, comme un drame en un acte, eut pour dénouement la destruction de la flotte turque, un moment victorieuse par le nombre, mais bientôt dispersée, brûlée, coulée par l'intrépide contre-amiral Perrée, décisivement secondé par l'armée de terre, et surtout les combinaisons inspirées de Bonaparte, luttant de moyens avec les dangers. Le général Bonaparte, qui ne savait pas seulement vaincre, mais profiter de la victoire, poussa, le 14 juillet, après un jour de repos nécessaire, sa marche en avant.

Précédé du prestige d'un double avantage sur des populations nourries dans le respect de la force et la superstition du succès, et toujours secondé par la flottille, heureusement sauvée, il se dirigea vers le Caire, où l'armée était impatiente de trouver le repos de la victoire et la sécurité de l'avenir. Ce double encouragement qui, avec l'enthousiasme d'une mission libératrice, avait été le perpétuel aiguillon d'émulation de la campagne d'Italie, manquait complètement à cette pérégrination dans le désert, où le plaisir de la curiosité, bientôt suivi de la satiété de la monotonie, ne soutenait plus le soldat, errant sous un agaçant danger d'insolation, à travers les fantômes de l'étrange et les mirages de l'inconnu. Cette déception universelle, de plus en plus aigrie, provoquait des murmures dont les généraux donnaient l'exemple, et des désespoirs démoralisateurs. Ce fut là une difficile épreuve, dont les contagions funèbres eussent gagné tout autre général que Bonaparte, et dont tout autre que lui n'eût pas traversé impunément les dangers. Infatigable, impassible, image vivante de la patrie, de la victoire et du salut, il écoutait les doléances et gourmandait les faiblesses, avec des conseils pleins de bonté ou des reproches d'une irrésistible ironie. A ces soldats de la république qui regrettaient les délices italiennes, il opposait l'exemple de sa frugalité, et il montrait la grandeur du but prochain,

---

<sup>1</sup> T. II, p. 304-305.

avec la patience sublime et l'opiniâtre espérance du chef des Hébreux, regrettant, au milieu des privations où les compagnons de Moïse avaient devancé les compagnons de Bonaparte, les oignons et les lentilles d'Égypte. Et grâce à son imperturbable mélange de souplesse et d'énergie, les séditions naissantes étaient apaisées, les bivouacs redevenaient joyeux, et une étape de plus était franchie ; l'ascendant de sa popularité triomphait peu à peu des mauvais conseils de la soif, des irritations de la fatigue, du funeste exemple des désertions aveugles et des stupides suicides. Lorsque, le 19, l'armée arriva à Omm-Dynâr, vis-à-vis de la pointe du Delta et à cinq lieues du Caire, dont la prise équivalait à la conquête de l'Égypte, cette armée énervée et grondeuse, qui se plaignait d'avoir été **déportée** par le Directoire, était à jamais conquise elle-même et ne menaçait plus que l'ennemi !

Elle aperçut pour la première fois les Pyramides. Toutes les lunettes furent braquées sur ces plus grands et ces plus anciens monuments qui soient sortis de la main des hommes. Les trois Pyramides bordaient l'horizon du désert. Elles paraissaient comme trois énormes rochers ; mais, en les regardant avec attention, la régularité des arêtes décelait la main des hommes. On apercevait aussi la mosquée du Moqattam. Au pied était le Caire. L'armée séjourna le 20, et reçut l'ordre de se préparer à la bataille<sup>1</sup>.

Le 21, à deux heures du matin, l'armée se mit en marche. À huit heures, **les soldais poussèrent mille cris de joie à la vue des quatre cents minarets du Caire**. A neuf heures, ils se trouvèrent en face de cette immense ligne-de bataille, développée sur un front de 5 lieues et de cinquante mille hommes, suprême rempart delà chevalerie barbare et du fanatisme oriental, appuyé d'un côté au camp retranché d'Embâbeh, et de l'autre aux Pyramides. Toute la population du Caire, fourmillant sur la rive droite du Nil, derrière la forêt de mâts de la flottille ennemie, encourageait de ses acclamations et de ses prières les douze mille Mameluks, à la victoire desquels était enchaîné le salut de cette multitude, qui se considérait, suivant le fatal usage du pays, comme condamnée aux horreurs du sac et à l'infamie de l'esclavage. L'armée française se déploya parallèlement au Nil, dans cet ordre de bataille éprouvé par le succès de Chobrâkhyt, et dont le résultat de la journée devait consacrer une fois de plus l'avantage. Cet avantage allait triompher de façon à attester à jamais la supériorité irrésistible de la discipline, de l'ordre, de la tactique, multipliant les forces par l'équilibre, au lieu de les affaiblir par l'éparpillement.

Le soir de ce jour mémorable où Bonaparte avait donné à ses soldats le signal du combat par un discours de quatre mots : **Quarante siècles vous regardent**, qui fit d'eux autant de héros, la barbarie musulmane avait reçu la leçon d'un de ces désastres dont elle ne se relèvera jamais. La tyrannie des Mameluks était détruite, malgré tout ce que le fanatisme peut donner de courage, et couchée sous le linceul de sable du désert ou le linceul du Nil, dont les flots portèrent à Damiette, à Rosette et dans tous les villages de la haute Égypte des milliers de cadavres, muets et éloquents messagers de notre victoire. De cette cohorte de douze mille cavaliers d'élite, trois mille seulement, sous les ordres de Mourad-Bey désespéré, se retirèrent dans la haute Égypte, à la lueur du gigantesque

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 313.

incendie de la flottille, allumé par leurs mains. Ils arrachèrent ainsi cette proie à la flottille française, retenue en arrière faute d'un tirant d'eau suffisant, et dont l'absence empêcha ce sauvetage opulent de figurer aux résultats de la journée.

Le quartier général arriva à Gyzeh a neuf heures du soir. Il n'était resté aucun esclave à la belle maison de campagne de Mourad-Bey, Rien de sa distribution intérieure ne ressemblait aux palais d'Europe. Cependant les officiers virent avec plaisir une maison bien meublée, des divans des plus belles soieries de Lyon ornés de franges d'or, des vestiges du luxe et des arts d'Europe. Le jardin était rempli des plus beaux arbres, mais il n'était percé d'aucune allée. Un grand berceau couvert de vignes et chargé des plus excellents raisins fut une ressource précieuse. Le bruit s'en répandit dans le camp, qui accourut en masse ; la vendange fut bientôt faite.

Les divisions qui avaient pris le camp d'Embàbeh étaient dans l'abondance ; elles y avaient trouvé les bagages des beys et des kâchefs, des cantines pleines de confitures et de sucreries. Les tapis, les porcelaines, l'argenterie étaient en grande abondance. Pendant toute la nuit, au travers des tourbillons de flammes des trois cents bâtiments égyptiens en feu, se dessinaient les minarets du Caire. La lueur se réfléchissait jusque sur les parois des Pyramides. Pendant les jours qui suivirent la bataille, les soldats furent occupés à pêcher les cadavres ; beaucoup avaient deux ou trois cents pièces d'or sur eux.

La perte de l'armée française fut de trois cents hommes tués ou blessés ; celle de l'ennemi, en tués, blessés, noyés ou prisonniers, se monta à dix mille Mameluks, Arabes, janissaires, Azabs, etc.<sup>1</sup>

La victoire des Pyramides ouvrait les portes du Caire à une armée composée de soldats qui paraissaient **plus que des hommes** à l'imagination effrayée des habitants témoins de leur triomphe.

Le 25, le général en chef, décoré par l'admiration musulmane du titre, demeuré légendaire, de sultan *El-Kebir* — sultan *le grand* —, fit son entrée dans la capitale de l'Égypte, complètement rassurée et même gagnée à une domination qui, se contentant des droits de l'hospitalité, respectait les autorités établies, protégeait les femmes et les enfants, châtiât sévèrement la moindre atteinte portée à la propriété ou à la pudeur, et par la bouche de l'interprète Venture, heureux intermédiaire des discours de Bonaparte, saluait d'une éloquente bienvenue les chefs d'une religion pénétrée et honorée par le général, accompagné de savants, et savant lui-même, dans ses plus secrètes profondeurs, dans ses plus délicates susceptibilités<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. II, p. 318.

<sup>2</sup> Voir la lettre au pacha du Caire, *Commentaires*, t. II, p. 294 ; et la proclamation, *Correspondance de Napoléon Ier*, t. IV, p. 341.

Après un séjour de dix jours au Caire, durant lequel le plaisir de voir les communications rétablies et assurées avec Rosette et Alexandrie fut troublé, pour le général en chef, par les trop légitimes appréhensions, que lui causa la nouvelle de l'obstination de l'amiral Brueys à garder le fatal mouillage d'Aboukir, Bonaparte résolut de se porter en avant, dans le double but de consommer l'expulsion d'Ibrahim-Bey de la basse Égypte, où il entretenait la résistance, et de détruire, avec le corps qu'il réunissait dans la haute Égypte, les dernières espérances de Mourad-Bey fugitif.

Il partit donc, laissant l'administration intérieure à un divan de grands cheiks et d'ulémas gagnés, il le croyait du moins, à ses intérêts, et surveillés d'ailleurs par Desaix, demeuré au commandement et à la garde du Caire, où il devait activer les préparatifs de l'expédition dont la direction lui était réservée.

Ce départ du Caire en pleine canicule, par une marche dans le désert destinée à renouveler les souffrances déjà endurées, ne se fit pas sans quelques frémissements irrités et quelques grincements de dents. Bonaparte se présenta devant les mutins, les intimida d'un regard, et châtia la 9<sup>e</sup> de ligne, qui refusait d'ouvrir la marche, en lui donnant l'ordre dédaigneux de rentrer au Caire. Cette punition si simple produisit son effet accoutumé sur des soldats boudeurs, mais pleins de l'amour-propre militaire. Ils protestèrent à grands cris contre un congé qui les déshonorait. Le général les mit à la queue de l'armée, et, debout devant la 32<sup>e</sup> de ligne, il lui commanda de marcher. Et elle marcha. Le 10 août, après trois journées passées à côtoyer plus qu'à traverser le désert, l'expédition surprit dans le bois de palmiers de Sâlleyeh les restes du corps d'Ibrahim-Bey, déjà mis en déroute au combat d'El-Qobbet (20 août). Ibrahim-Bey, après avoir éprouvé à ses dépens la valeur et l'adresse d'une cavalerie dirigée par les La Salle et les Murat, put cependant continuer sa retraite, se réfugier en Syrie et aller joindre ses ressentiments aux inquiétudes du farouche Djezzar-Pacha.

Sâlheyeh, situé à 30 lieues du Caire et à 76 lieues de Gaza, est le terme de l'inondation du Nil. Bonaparte, acceptant pour le moment les mêmes limites que le fleuve vivifiant dont il ne voulait pas s'écarter, rétrograda, une fois arrivé à ces palmiers au delà desquels commence le désert aride qui sépare l'Afrique de l'Asie. Il y établit un fort et une garnison d'avant-garde, destinés à protéger les jalons de la route future, et satisfait de l'occupation de Damiette par le général Dugua, qui consommait la possession de la basse Égypte, il revint vers le Caire, tout entier aux heureux présages qu'allait assombrir le deuil du fatal désastre d'Aboukir.

A mi-chemin de Korâyem à Belbeys, un courrier d'Alexandrie apporta à la fois des nouvelles de France et d'Alexandrie. En France, le Directoire continuait d'irriter l'opinion, et, violent comme tous les gouvernements faibles, prolongeait son existence par des petits coups d'Etat despotiques, créant sous un ordre factice une anarchie réelle et ajoutant à l'impopularité des hommes le discrédit des institutions.

A Alexandrie, l'escadre avait été attaquée dans une position désavantageuse, dans une sécurité désarmée, par la flotte de Nelson, tournée, divisée, brûlée, coulée, capturée, sous les yeux de Kléber, impuissant témoin de la catastrophe, et de Louis Bonaparte, qui en a laissé un émouvant récit. C'est cette rade d'Aboukir, objet des pressentiments inquiets de Bonaparte, qui avait été le théâtre de cette défaite glorieuse encore pour notre pavillon, mais fatale pour notre armée, dont la perte de la flotte supprimait toute communication avec la France, fermant la voie du retour, effaçant de l'horizon rétréci l'image lointaine

de la patrie, emprisonnant l'expédition dans le désert, et faisant d'une perpétuelle victoire la condition d'un pénible salut. Bonaparte ne tarda pas à communiquer à ses officiers et à ses soldats d'abord consternés, bientôt électrisés par ses paroles, les espérances hardies qui le dédommageaient du présent par l'avenir, et lui faisaient envisager le revers d'Aboukir plutôt comme un encouragement que comme une trahison de la fortune. Désormais, ils étaient réduits à faire les grandes choses devant lesquelles reculait d'abord l'audace même de son esprit. Ils étaient condamnés à suivre jusqu'au bout et à pousser plus loin encore les traces héroïques d'Alexandre. Aucune mer qu'une mer de sable ne les séparait ni de l'Afrique ni de l'Asie. C'est là que les attendaient les occasions sublimes et les récompenses épiques qui avaient fait des rois des généraux vainqueurs de Porus, et des princes de ses soldats. Par l'habile mélange de merveilleux dont l'imagination de Bonaparte savait embellir l'attrait de plans très-positifs et très-pratiques sous ce chimérique voile de régénération de l'Orient et de conquête de l'Inde, il séduisait irrésistiblement ceux même qu'il n'avait pas convaincus. Et un premier tribut payé à la surprise, à la douleur, à la honte de cette défaite funeste à notre prestige naval, si péniblement reconquis, où la mort héroïque de Brueys et de la plupart de ses capitaines ne rachète pas complètement l'ineptie de Villeneuve et la lâcheté de plusieurs officiers qui préférèrent trop visiblement la vie à la gloire, l'armée revint à la confiance intrépide qui animait son chef.

Le désastre d'Aboukir (1<sup>er</sup> et 2 août 1798) devait la mettre à de rudes épreuves, par suite de ses conséquences, rapides et multipliées. L'écho de cet immense foudroiement, répercuté dans le monde entier, réveilla peut-être en Europe les espérances hostiles d'où sortit la nouvelle coalition (mars 1799). Et le berceau de la jeune liberté française, comme celui d'Hercule enfant, fut de nouveau, à ce signal funèbre, environné de serpents. Quant à l'effet moral de cette défaite sur la mobile imagination de ces peuples d'Orient, toujours prêts à se venger par l'infidélité du culte abrutissant de la force, il fut déplorable, et Bonaparte ne tarda point à éprouver les effets de ce revirement. A peine achevait-il, séparé de Desaix, envoyé avec une petite armée et une flottille à la poursuite de Mourad-Bey et à la conquête de la haute Égypte, de présider à l'œuvre multiple et compliquée d'organisation et de pondération qui devait consolider la domination française, qu'il vit ce délicat équilibre ébranlé par le contre-coup de la secousse d'Aboukir. Et bientôt il eut à défendre, non seulement son pouvoir, mais son existence, non-seulement son prestige, mais son salut contre la menaçante ingratitude de cette population du Caire, dont la fidélité n'aura jamais pour un maître étranger que la durée du succès. C'est ainsi que, par suite de la contagion et de la propagation du mal, le sort de l'escadre faillit compromettre à jamais celui de l'armée, et que notre établissement au Caire faillit être englouti dans le gouffre de révolte et d'impopularité provoqué en quelque sorte par les ondulations de ce gigantesque naufrage d'Alexandrie. Par suite de la duplicité de caractères orageux comme le vent et perfides comme le sable du désert, les négociations entamées avec Ibrahim-Bey et Mourad-Bey, qui touchaient à leur succès, furent étouffées dans leur germe.

Des agents anglais débarquèrent à Gaza, communiquèrent avec Ibrahim-Bey, Djézzar-Pacha et les Arabes du désert de Suez. D'autres débarquèrent du côté de la tour des Arabes, agitèrent les tribus du Bahyreh, du désert de la grande et de la petite Oasis, correspondirent avec Mourad-Bey, fournirent de l'argent, des munitions et des armes aux Arabes. Dans le

courant de novembre, un régiment de cavalerie française fut surpris de se trouver au milieu d'Arabes armés de fusils anglais avec des baïonnettes.

Mais, pour l'expédition d'Égypte, la suite la plus fâcheuse de la politique ambiguë et révolutionnaire du Directoire, d'un côté, et de la défaite d'Aboukir, de l'autre, ce fut l'échec des efforts si habiles et si persévérants de Bonaparte pour rassurer les craintes de la Porte et ménager ses susceptibilités, et la déclaration de guerre que les intrigues de l'Angleterre et les menaces de la Russie arrachèrent à la sympathique patience de Sélim, enfin poussé à bout par l'incertitude et obligé de préférer un ennemi déclaré à un ennemi douteux. Grâce à cette conspiration de toutes les jalousies et de toutes les rancunes européennes, la France allait trouver en Égypte dans la Turquie un adversaire de plus, et le fanatisme arabe, que Bonaparte avait si laborieusement pacifié, allait se réveiller au contact du fanatisme ottoman. Mais ces épreuves et ces leçons, ces gloires et ces malheurs, étaient réservés à l'année 1799, et nous nous plaisons à terminer le récit, forcément abrégé, des événements de l'année 1798 par ce curieux tableau, plein du mouvement et des contrastes d'un spectacle, des relations de Bonaparte, réformateur à la fois hardi et patient avec les représentants gagnés par son exemple et surtout par l'admiration, à la tolérance du fanatisme musulman, et de ce duel courtois de la civilisation chrétienne et de la barbarie mahométane.

Tandis que Desaix, accompagné de Denon, fait à travers la haute Égypte (à partir du 25 août) cette expédition triomphale de cinq mois qui se prolongera jusqu'en février 1799, et qu'illustreront les batailles de Sediman, les combats de Saouâqy, de Tahtah, de Sahmoud, de Coptos, Bonaparte, laissant à son plus digne et plus cher lieutenant sa part d'une gloire militaire dont il n'est pas jaloux, applique à son paradoxal apostolat de tolérance et d'équilibre religieux, à sa propagande civilisatrice, à l'exploration de la mer Rouge et de Suez, aux courses à travers le désert, [aux douces mélancolies](#), aux visites solennelles à la grande pyramide, aux réunions de son institut d'Égypte, à ces travaux politiques et organisateurs dont les études religieuses et les spéculations philosophiques sont le délassement, la curiosité d'un esprit insatiable d'inconnu, et les ressources inépuisables d'une activité qui ne se repose que par de nouvelles fatigues.

Nous ne disposons pas de l'espace nécessaire pour entrer dans les détails de cette lente et habile insinuation par laquelle le général Bonaparte essaya de se concilier des dogmes implacables et de faire vivre sur un pied d'égalité fraternelle, ne pouvant, faute des forces nécessaires, engager une lutte d'ailleurs inutile, l'Évangile et le Koran, la croix et le turban. Nous ne pouvons que le montrer comme à la lueur d'un éclair, dans ses loisirs civilisateurs et pacificateurs trop tôt interrompus, essayant de régulariser la propriété, l'impôt, la viabilité ; tantôt s'asseyant au sein du Divan, parmi les cheiks à barbe blanche ; tantôt tenant un conseil scientifique et philosophique, au milieu des ténèbres sacrées de la grande pyramide, violées pour la première fois par la lumière des flambeaux ; présidant tour à tour les séances de son institut d'Égypte et les délibérations de l'école de Gâma-el-Azhar, étonnant les uns par son érudition, les autres par sa sagesse ; s'associant aux fêtes religieuses de la grande cité musulmane et lui apprenant à partager nos solennités nationales ; puis, arraché par l'insurrection du Caire et les menaces de la Syrie à ces travaux de la paix, relevant le défi du fanatisme ravivé et allant conquérir jusqu'aux sources de notre foi, sur le théâtre des croisades, de nouveaux trophées de victoire pour



remplacer ceux que son frère Louis, envoyé par lui au Directoire, fut forcé, poursuivi par une frégate anglaise, de jeter à la mer (février 1799).

Napoléon a exposé lui-même les projets qui présidèrent à son expédition de Syrie. Il a démontré, en présence de la révolution opérée dans notre ancien système colonial par l'émancipation des noirs et l'accroissement des possessions anglaises, la nécessité de chercher et la possibilité de trouver dans l'Égypte le point d'appui d'une expédition destinée à anéantir la puissance maritime de l'éternelle rivale, et à créer sur ses ruines un établissement indo-français capable, suivant le succès, de balancer la prépondérance britannique ou même de la supplanter. Les plans de Napoléon, fondés sur des connaissances géographiques et des moyens pratiques qui manquèrent à Alexandre, sont détaillés et justifiés par lui avec une autorité qui, si elle ne supplée point à celle du succès, nécessaire à l'appréciation de si longues et si vastes vues, atteste du moins une fécondité de combinaison et une force de prévoyance vraiment uniques, faites pour dominer les obstacles de l'espace et du temps, et pour rayer, suivant son ambition, le mot inconnu et le mot impossible de la langue française. Il nous suffira, pour l'étude de plans qui supportent difficilement l'analyse, de renvoyer le lecteur désireux d'une appréciation raisonnée aux *Commentaires*<sup>1</sup>. Nous nous bornerons à saisir et à suivre au passage l'armée française et son chef, déçu dans ses prévisions par l'hostilité de la Turquie, et, par une de ces offensives hardies dont il a le secret si souvent heureux, essayant de racheter le temps perdu, de suppléer à la force par l'audace, d'étouffer dans son asile favori la résistance de l'islamisme tout entier soulevé contre lui, de retremper enfin, aux eaux sacrées du Jourdain, les forces des héros de la liberté, devenus les vengeurs de la foi, et des soldats de la République victorieux aux lieux qui virent la défaite de saint Louis.

Dans les premiers jours de janvier 1799, Bonaparte apprit que la Porte se disposait à mettre en campagne deux armées qui, réunies simultanément à Rhodes et en Syrie, devaient agir dans le courant du mois de juin 1799. La première devait débarquer à Damiette ou à Aboukir ; la seconde, traverser le désert de Gaza à Sâhleyeh et marcher sur le Caire. Les Mameluks, les Arabes et leurs partisans, devaient s'ébranler au même moment. Des nouvelles plus inquiétantes encore furent un aiguillon décisif pour Bonaparte.

On apprit que quarante pièces de canon et deux cents caissons de campagne étaient arrivés de Constantinople à Jaffa. Ces pièces étaient servies par mille cinq cents canonniers qui avaient été dressés par des officiers français. Des magasins considérables de biscuits, de poudre, d'outrés, pour passer le désert, étaient réunis à Jaffa, à Ramleh, à Gaza, l'avant-garde de Djézzar-Pacha, au nombre de quatre mille hommes, était arrivée à El-Arych. Abdallah, son général, était à Gaza avec huit autres mille hommes ; il attendait dix mille hommes de Damas, huit mille de Jérusalem, dix mille d'Alep, et autant de la province de l'Irak. Il y avait déjà huit mille hommes réunis à Rhodes. On attendait dix mille Albanais, neuf mille janissaires de Constantinople, quinze mille de l'Asie Mineure, huit mille de

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 19 à 22.

la Grèce ; une escadre turque et des transports se préparaient à Constantinople.

Dans la crainte de cette invasion, l'esprit public de l'Égypte rétrogradait ; il n'était plus possible de rien faire. Si une division anglaise se joignait à l'armée de Rhodes, cette invasion deviendrait bien dangereuse. Napoléon résolut de prendre l'offensive, de passer lui-même le désert, de battre l'armée de Syrie, à mesure que les diverses divisions se réuniraient, de s'emparer de tous ses magasins, et des places d'El-Arych, de Gaza, de Jaffa, d'Acre, d'armer les chrétiens de la Syrie, de soulever les Druses et les Maronites, et de prendre ensuite conseil des circonstances.

Il espérait qu'à la nouvelle de la prise de Saint-Jean-d'Acre, les Mameluks, les Arabes d'Égypte, les portions de la maison de Dâher se joindraient à lui ; qu'il serait, en juin, maître de Damas et d'Alep ; que ses avant-postes seraient sur le mont Taurus, ayant sous ses ordres immédiats vingt-six mille Français, six mille Mameluks et Arabes à cheval d'Égypte, dix-huit mille Druses, Maronites et autres troupes de Syrie ; que Desaix serait en Égypte prêt à le seconder, à la tête de vingt mille hommes, dont dix mille Français et dix mille noirs, encadrés. Dans cette situation, il serait en état d'imposer à la Porte, de l'obliger à la paix et de lui faire agréer sa marche sur l'Inde. Si la fortune se plaisait à favoriser ses projets, il pouvait encore arriver sur l'Indus, au mois de mars 1800, avec plus de quarante mille hommes, en dépit de la perte de la flotte. Il avait des intelligences en Perse, il était assuré que le shah ne s'opposerait pas au passage de l'armée par Bassora, Chyraz et de Mékran. Les événements ont déjoué ces calculs. Toutefois la guerre de Syrie a rempli un de ses buts, la destruction des armées turques, elle a sauvé l'Égypte des horreurs de la guerre et a consolidé cette brillante conquête. Le second but eût encore été effectué, en 1801, après le traité de Lunéville, si Kléber eût vécu<sup>1</sup>...

La Syrie est séparée de l'Égypte, de Sâlheyeh à Gaza, par un désert de 70 lieues. Le général Bonaparte avait employé le milieu de l'hiver à faire les préparatifs qui lui permettraient de franchir sans obstacle cette route ardente, sans ombre et sans eau, dont les obstacles avaient coûté si cher à Alexandre et à Cambyse. Au 1er janvier 1799, l'armée d'Égypte, miraculeusement intacte après tant d'épreuves meurtrières, comptait encore vingt-neuf mille sept cents hommes d'effectif. Les généraux Desaix, Friant, Belliard, Davoust, Lasalle, commandaient

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 24. Hâtons-nous d'ajouter que la grandeur de cette expédition d'Égypte et de Syrie, malgré ses revers, arrache à la sincérité d'un homme souvent injuste pour Bonaparte dont il était jaloux, cet aveu sur le résultat définitif : *Les Français semèrent en Égypte ces germes de civilisation que Mehemet a cultivés ; la gloire de Bonaparte s'accrut ; un rayon de lumière se glissa dans les ténèbres de l'islamisme et une brèche fut faite à la barbarie.* (Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, t. I, p. 436.)

dans la haute Égypte ; les généraux Dugua, Lanusse, Marmont, Alméras, dans la basse. L'expédition destinée à opérer en Syrie avait à sa tête les généraux Kléber, Bon, Regnier, Lannes, Murat, Dommartin, Caffarelli Du Falga, Vial, Vaux, Junot, Verdier, Lagrange. Le général en chef, après avoir rétabli le divan, consolidé son autorité au Caire par d'habiles et populaires mesures, assuré le double service de l'artillerie et des transports, embarqué à Damiette et à Alexandrie, sur deux flottilles dont l'une au moins devait lui arriver, l'équipage de siège nécessaire pour emporter des places comme Jaffa et Acre, enfin chargé les vivres et les outres sur les trois mille chameaux et les trois mille ânes réunis par ses soins, donna le signal du départ et se porta au secours de Régnier, menacé à El-Arych par l'armée d'Abdallah, général d'avant-garde de Djeddar. Le 15 février 1799, Bonaparte arrivait à El-Arych, à point pour féliciter le général Regnier des succès qui avaient neutralisé les efforts d'Abdallah et tenu ouverte et libre la porte d'invasion de la Syrie, et le 20 février, rejoint par toute l'armée expéditionnaire, il commençait les opérations du siège d'une place dont la prise découvrait tout le pays jusqu'à la Palestine. Après une résistance désespérée, la garnison, malgré son fanatisme oriental, battit la chamade à l'européenne ; elle fut congédiée sous serment de ne point porter les armes contre les Français durant la présente guerre, et de ne rentrer avant un an ni en Égypte ni en Syrie. Les prisonniers, les drapeaux, les canons, trophées de la victoire, furent envoyés à la députation du divan du Caire, à Salheyeh, et entretenrent une fidélité fondée surtout sur le respect du succès. Le fort fut remis en état, réservé comme clef du retour ou de la retraite, et l'avant-garde de l'expédition, sous les ordres de Kléber, se dirigea vers Khân-Younès, à une distance de 14 lieues en avant (22 février). Le général en chef, qui la suivait à un jour de distance, ne parvint qu'après avoir échappé au danger d'une rencontre imprévue avec les Mameluks d'Ibrahim-Bey, à rejoindre la colonne égarée, exténuée, découragée, qui salua de cris de joie la vue de la redingote grise déjà légendaire.

On avait passé les limites de l'Afrique, on était en Asie. Khân-Younès est le premier village de Syrie. On allait traverser la terre sainte. Les soldats se livrèrent à toutes sortes de conjectures. Tous se faisaient une fête d'aller à Jérusalem ; cette fameuse Sion parlait à toutes les imaginations et réveillait toute espèce de sentiments. Les chrétiens leur avaient montré dans le désert un puits où la Vierge, venant de Syrie, s'était reposée avec l'Enfant Jésus. Les généraux avaient, comme drogman ; intendants ou secrétaires, un grand nombre de catholiques qui parlaient un peu la langue franque, jargon italien ; ils expliquaient aux soldats toutes les traditions de leurs légendes chargées de superstitions<sup>1</sup>.

Le 25 février, le succès du combat de Gaza, qui mit en déroule l'armée d'Abdallah, ouvrit à l'armée les portes que Samson, l'hercule biblique, avait arrachées de leurs gonds et chargées sur son dos, et devant lesquelles Alexandre avait été dangereusement blessé. Berthier profita d'une halte sur le mont Hébron, au milieu de la surprise rafraîchissante d'une pluie bénie du soldat et des souvenirs héroïques qui exaltaient son imagination, pour imprimer sur les

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 35.

presses qui suivaient l'armée et expédier à Jérusalem, à Nazareth et au Liban, le salut de bienvenue aux populations opprimées et l'appel à la nouvelle guerre sainte, libératrice du joug du croissant.

Jérusalem était sur la droite de la route ; on espérait y recruter bon nombre de chrétiens, et y trouver pour l'armée des ressources importantes ; mais l'agha avait pris des mesures pour défendre cette ville. Toute l'armée se faisait une fête d'entrer dans cette Jérusalem si renommée ; quelques vieux soldats, qui avaient été élevés dans les séminaires chantaient les cantiques et les complaintes de Jérémie que l'on entend pendant la semaine sainte dans les églises d'Europe<sup>1</sup>.

Le 1er mars, l'armée foula avec un enthousiasme à la fois religieux et profane le théâtre que l'Écriture sainte et la Jérusalem délivrée ont tour à tour illustré.

Le 1er mars, après une journée de 7 lieues, l'armée campa à Esdoud ; elle passa à gué le torrent qui descend de Jérusalem et se jette dans la mer à Ascalon. Cette dernière ville est célèbre par les sièges et batailles qui l'ont illustrée dans les guerres des croisades. Elle est aujourd'hui ruinée et le port comblé. Napoléon employa trois heures à parcourir le champ de bataille d'Ascalon, où Godefroy battit l'armée du Soudan d'Égypte et les Maures d'Éthiopie. Cette bataille valut à la chrétienté la possession de Jérusalem pendant cent ans. Le Tasse l'a chantée dans ses beaux vers du Saint-Sépulcre. Esdoud était redoutée pour ses scorpions<sup>2</sup>.

Bonaparte ne campait jamais sur ces ruines, aux émouvants vestiges, sans comparer dans l'Écriture sainte [qu'on lisait tous les soirs sous sa tente à haute voix](#) le signalement, si exact qu'il demeurerait encore caractéristique, donné par la Bible de ces lieux sacrés avec leur physionomie actuelle, et sans s'émerveiller de la ressemblance frappante, survivant, après trois mille ans, au portrait d'un peintre inspiré. Et, de même qu'en Italie il commentait Virgile et l'Arioste à la lueur des veilles de ses victorieuses pérégrinations, de même, en foulant les traces immortelles d'Alexandre et de César, de Jésus-Christ et de saint Louis, il se plaisait à étaler devant ses généraux émerveillés les trésors d'une mémoire pleine des versets de l'Évangile et des tercets du Tasse.

Le 2 mars, l'armée campa à Ramleh, à 2 lieues de Jérusalem, et, à son grand regret, dut se détourner à gauche sur Jaffa, dont il était important d'occuper la rade et de chasser la garnison, composée de toute l'infanterie d'Abdallah, renforcée de troupes d'artillerie turque. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 4 au 5 et les trois batteries de vingt pièces de canon battirent à plein fouet et en brèche les murailles de la place. La conduite féroce de son gouverneur, qui répondit aux sommations du général Berthier en lui faisant jeter par-dessus les murailles les corps mutilés de l'officier et du trompette parlementaires, dont la

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 39.

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. III, p. 41.

tête surmonta deux piques plantées sur les deux plus grandes tours ; l'acharnement de la résistance qui faillit coûter à l'armée le général en chef lui-même, sauvé seulement par sa petite taille du coup dont fut frappé mortellement à ses côtés le colonel Lejeune ; le parjure des défenseurs épargnés d'El-Arych qui se retrouvèrent en grand nombre parmi les prisonniers de Jaffa ; enfin la nécessité d'un exemple salutaire, capable d'intimider des fanatiques incorrigibles, et accessibles seulement aux nécessités de la peur : tels sont les circonstances et les motifs qui expliquent et justifient, au point de vue étroit du droit de la guerre, ici forcément rendu implacable par l'intérêt du salut supérieur à toutes les pitiés, les repréailles sanglantes exercées à Jaffa.

L'exagération était inutile à l'éloquence de regrets que Napoléon a exprimés le premier, et que l'hyperbolique indignation de quelques historiens de parti essaierait en vain de changer en remords. Le sac de Jaffa donna lieu à toutes les scènes que comporte un mot qui peint l'excès sous toutes ses formes à sa proie attaché. Le massacre et le pillage furent déchaînés jusqu'à minuit, heure où la première fureur vengeresse du soldat assouvie, le pardon put lui disputer ses victimes. Tout ce qui était inoffensif et innocent n'invoqua pas en vain le tutélaire abri des mosquées. Mais pouvait-on étendre le privilège de l'inviolabilité aux soldats relaps de la garnison d'El-Arych, et s'exposer à les retrouver une troisième fois à Saint-Jean-d'Acre, se riant de la bonne foi et insultant au pardon ? Le général en chef ne le pensa pas, et des déclamateurs avides des bonnes fortunes de l'anathème ont pu seuls essayer de flétrir une rigueur nécessaire. Sur les deux mille cinq cents prisonniers de Jaffa, seuls les neuf cents récidivistes d'El-Arych furent passés au fil de l'épée. Le reste de la garnison et la population échappèrent, sauf quelques inévitables exceptions, aux armes d'un vainqueur généreux jusque dans ses colères, et qui épargna jusqu'à Abdallah, le chef des assiégés. Les profits du pillage, le prix des rançons, les trophées du butin grossirent le pécule des soldats, ajoutèrent à leur ordinaire et modifièrent leur costume, dont le fond resté européen avait pris un mélange oriental. Les officiers n'échappèrent pas à cette contagion de couleur locale, et l'affichèrent dans le luxe de leurs selles et les armes de leurs ceintures.

Malheureusement les conséquences funestes, sous ce climat si rapidement corrompue, des privations du siège, des excès de la victoire, du changement de régime et surtout du changement de température, précipitèrent les progrès, bientôt effrayants, de ces maux mystérieux et putrides, résultat des fermentations malsaines que multiplie le contact des armées, et dont leur choc détermine souvent l'explosion. Le hideux spectre de la peste se dressa bientôt dans l'hôpital de Jaffa aux yeux de Larrey inquiet, des Pères de la Terre-Sainte éperdus, de l'armée désespérée ; seul Bonaparte l'envisagea avec calme, et pratiquant hardiment la grande médecine de l'effet moral, il donna l'exemple à tous les dévouements et encouragea toutes les espérances en visitant solennellement les malades, abandonnés par la pusillanimité de moines dégénérés, en les faisant opérer devant lui, en touchant les plus infectés pour démontrer que leur mal n'était pas la peste ou du moins qu'il n'était pas contagieux<sup>1</sup>. C'est le trait de politique autant que de générosité, dramatisé d'une façon immortelle par le pinceau de Gros. On a voulu y voir une fiction. Bonaparte, tout en réduisant le fait à ses justes proportions, raconte lui-même l'épisode dont un tableau célèbre a consacré la popularité, et ce témoignage d'un homme à qui l'héroïsme était familier, et dont la gloire n'a pas besoin d'usurper

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 47.

l'éloge, porte tous les caractères de modestie et de simplicité particuliers à l'expression de la vérité. L'armée fit à Jaffa un séjour de huit jours, dont le général en chef interrompit le 8 mars la pernicieuse influence en donnant le signal de la marche en avant, non dans la direction désirée de Jérusalem, mais dans celle de Saint-Jean-d'Acre. Là le succès d'opérations décisives devait entraîner, avec la défaite et la capture ou la retraite de Djezzar, la soumission des Naplousiens — anciens Samaritains — et celle de l'aga de Jérusalem.

Mais là aussi Bonaparte devait avoir à lutter contre la plus imprévue et la plus fatale des défections de la fortune. Son génie prévoyant n'avait cependant rien négligé pour se ménager la continuation de ses faveurs. Le contre-amiral Gantheaume avait expédié l'ordre à la flottille mouillée à Damiette de se rendre dans le port de Jaffa. Elle y arriva le 12 mars ; elle portait l'équipage de siège nécessaire pour Acre. Le contre-amiral Perrée avait également été invité, par un messenger monté sur un dromadaire et envoyé à Alexandrie, à appareiller pour le même rendez-vous avec trois frégates de renfort. Rassurée du côté du matériel du siège et delà coopération navale, l'armée s'avança le 8 mars, miraculeusement guérie par les saines fatigues de la marche et la nouveauté des aspects, et son avant-garde, commandée par Kléber, lui fraya la route à travers la forêt de Meski, la plus grande de la Syrie, illustrée par une bataille sanglante entre Saladin et Richard Cœur de Lion, et où le Tasse a placé le théâtre de ces enchantements, qui forment le merveilleux de son poème. Le 16 mars, le général en chef, laissant derrière lui le mont Carmel, complétait par la prise de Hayfà le succès du combat de Qâqoun et se voyait déjà maître de Saint-Jean-d'Acre. La surprise désagréable de deux vaisseaux anglais de quatre-vingt, le Tigre et le Thésée, mouillés dans la rade de Saint-Jean-d'Acre, ne troubla pas trop d'abord cette espérance. Il se borna à faire prévenir la flottille chargée de l'équipage de siège de se tenir sur ses gardes. A peine avertie, celle-ci, loin de suivre l'exemple des huit bateaux chargés de vivres qu'elle convoyait, et qui s'empressèrent de rentrer à l'abri du port de Jaffa, hésita, vira de bord, se laissa donner la chasse par l'escadre anglaise, et poursuivie, disparut à l'horizon pour être bientôt fatalement capturée.

Le général Bonaparte, malgré l'absence de cet indispensable équipage de siège, dont la perte, encore ignorée, allait porter à ses projets un coup si funeste, prit ses dispositions pour l'investissement de la place, de façon à profiter de l'expérience de ses prédécesseurs, et à éviter, autant que possible, les fautes des croisés, dont le siège (1191) avait duré trois ans.

En même temps, il cherchait à se ménager des intelligences et à nouer des relations parmi les Motouàly et les divers chefs du pays, notamment le cheik Dâher. Pour les populations chrétiennes, il n'est pas besoin de peindre leur surprise, leur admiration, leur enthousiasme, à la vue de celui qu'elles considéraient comme l'envoyé de Dieu, devant lequel elles levaient, en pleurant de joie, leurs mains au ciel, et qu'elles charmaient de leur aspect patriarcal et de leur conversation imagée, nourrie de la moelle biblique. L'armée, attirée par ces spectacles pittoresques et ces mœurs hospitalières, partageait la confiance de son chef et se félicitait, comme lui, de trouver des hommes encore pleins des traditions pastorales, sous un ciel plus tempéré que celui de l'Égypte, à l'implacable azur, bien fait pour abriter le despotisme hiératique et l'avilissement populaire.

Le 22 mars 1799, il fallut renoncer à l'espoir de revoir la flotte française, dont une moitié avait pu s'échapper vers les côtes de France, et dont les deux

vaisseaux anglais ramenaient triomphalement la seconde moitié prisonnière. Le chargement de ces six vaisseaux capturés, plus précieux que l'or, faisait partie des trophées du commodore victorieux, et l'armée se trouvait livrée aux difficultés d'un siège contrarié d'un côté par l'intervention impunie d'alliés redoutables, et de l'autre, par l'absence de canons capables de faire brèche à ces murailles, dont de perpétuels renforts multipliaient et renouvelaient les défenseurs.

Cette perte, par elle-même, était de peu de valeur ; mais les conséquences en furent des plus fâcheuses. Si ces bâtiments fussent entrés le 19 mars, comme ils le devaient et le pouvaient, à Hayfà, Acre eût été pris avant le 1er avril, Damas avant le 15, Alep avant le 1er mai ; toutes les ressources de la Syrie auraient mises été en activité pendant six mois, et à l'automne, l'armée se serait trouvée en état de tout entreprendre<sup>1</sup>.

Il fallut demander à un combat heureux, près de Hayfà, dont le commodore Sydney-Smith convoitait le mouillage, les canons qui manquaient, et deux caronades anglaises, l'une de trente-deux, l'autre de vingt-quatre, ouvrirent enfin le feu de brèche sur l'obstacle si malencontreux des remparts de Saint-Jean-d'Acre.

Il ne saurait entrer dans notre plan de faire passer le lecteur par toutes les péripéties de ce siège de soixante-deux jours de tranchée ouverte (du 19 mars au 21 mai 1799), où cinq mines et trois grands assauts ne parvinrent pas à triompher de l'opiniâtreté d'une résistance que n'épuisèrent point dix-huit sorties. Il nous suffira de rappeler les quelques traits caractéristiques qui ont donné une physionomie si originale à cet épisode militaire.

Signalons d'abord le contraste de cette petite armée française battant en brèche avec des canons anglais une place défendue par des canons français, pris par un capitaine anglais, et dont un officier du génie français, émigré, ancien camarade de Bonaparte à l'Ecole militaire, Phéliepeaux, dirige le feu. Les hasards ironiques de la destinée mettaient ainsi aux prises sur ce théâtre lointain, déjà consacré par le sang des héros croisés, d'un côté, un fils de la Révolution qui allait en devenir le maître, et dont cet obstacle heureux rejeta l'ambition et la gloire sur l'Occident, et de l'autre, un ami d'enfance et d'étude, devenu l'ennemi de la France, et s'épuisant, jusqu'à en mourir lui-même, à envoyer la mort à des Français. Dans ce duel imprévu figurait aussi le digne champion, récemment échappé de la prison du Temple, de cette haine et de cette jalousie anglaises, ainsi représentées en face de celui qui en sera un jour la victime, dès le début de sa carrière et le premier éclat de sa fortune. Le fanatisme oriental, aiguillonné par de tels auxiliaires, déploie dans la lutte acharnée où il s'est engagé malgré lui, des héroïsmes inattendus. Les Turcs se font tuer comme des Français. Des deux côtés, on sent que de la victoire si chèrement disputée dépendent non-seulement le présent, mais tout un avenir. Bonaparte, à chaque nouvel obstacle, redouble d'audace et de génie, et il dépense, pour la prise de cette bicoque devant laquelle échouera la gigantesque grandeur de ses desseins, plus de ressources qu'il ne lui en eût fallu pour aller jusqu'au Gange. Pour donner une

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 59.

idée des difficultés qu'il doit vaincre seulement pour combattre, il suffit de montrer nos canonniers remplaçant, par toutes sortes de stratagèmes, les munitions qui manquent avec des boulets anglais, que l'escadre de Sydney habilement provoquée, prodigue aux troupiers spéculateurs, et la chasse aux boulets, payés cinq sous pièce au parc d'artillerie, devenue le passe-temps de la tranchée. Pour donner une idée du degré d'exaspération auquel arrive la lutte, il suffit de mentionner cette provocation en duel envoyée par Sydney-Smith à Bonaparte, qui d'un mot couvre de ridicule cet adversaire enragé.

Enfin, après un suprême effort, qui eût pu être décisif, si déjà Bonaparte ne se fût arrangé de façon à se passer du succès, l'armée française recule, après avoir remporté au pied du Thabor, contre l'armée de renfort du pacha de Damas, une victoire qui sauve Kléber, terrifie l'ennemi, et fait de cette superbe retraite un nouveau triomphe de son génie. L'armée française recule, non devant les Turcs, mais devant ce mystérieux et gigantesque allié qui les délivre et les décime : la peste, la peste qui plus longtemps défiée, encombrerait les chemins de ces agonisants désespérés dont l'imagination des romanciers et des pamphlétaires de l'histoire a multiplié le fantôme accusateur armé de ce flacon d'opium, prétendu poison versé, ont dit les calomnies anglaises, par l'ordre d'un général égoïste et qui n'aime pas les cris des mourants.

La lumière s'est aujourd'hui faite sur cette mélodramatique absurdité, et les auteurs de cette invention infâme ayant reculé d'horreur devant leur propre témoignage au moment de l'affirmer devant la postérité, il ne demeure plus que la réalité de quelques soldats condamnés par le médecin, menacés par le coupeur de têtes, dont il a fallu se séparer en détournant les yeux, laissant à côté d'eux l'aumône d'une goutte d'opium destinée, s'ils le veulent, à soulager ou à terminer leurs maux, et à leur ouvrir l'unique salut qui leur reste en présence de l'inévitable et horrible trépas, celui de la mort volontaire, dernière ressource du héros.

La crainte de la peste ne fut pas le seul motif qui dicta impérieusement à Bonaparte une résolution imprévue, car les efforts de l'armée de Rhodes, pas plus que le nuage noir des troupes de Damas, dissipées par les foudroyants carrés du mont Thabor, ne l'eussent empêché de prendre Saint-Jean-d'Acre, en sacrifiant encore un millier d'hommes au combat et un autre millier au fléau. Ce que l'armée ignorait, c'est que Bonaparte avait été informé, dès le 15 mai, d'événements demeurés mystérieux pour tous, flèche partie des pourparlers de la tranchée, dernier trait empoisonné de la vengeance de Phéliepeaux, et qui avait atteint son adversaire au cœur de ses espérances et de ses ambitions. Une nouvelle coalition menaçait la France, l'Italie peut-être était déjà perdue, et au milieu de l'impopularité croissante d'un gouvernement énervé, le pays attendait un maître et un sauveur. Et Bonaparte n'était pas là ! Et la mer de sable du désert, et les flots de la Méditerranée encore rougis du sang et noircis des charbons du désastre d'Aboukir invengé, le séparaient de la France et de l'Italie à reconquérir par la victoire, et que l'absence rendait encore plus belles à ses yeux ! On devine, à cette pensée, quelle cuisante blessure et quel impatient aiguillon ! Bonaparte n'hésita plus. Il donna le signal du départ, masquant par un redoublement de feu et par une proclamation triomphale cette retraite subite, inspirée en réalité par les pensées ardentes qui le dévoraient, dont il a fait l'aveu à la postérité, et dont les flammes qui signalèrent partout son retour irrité, ajoutant entre ses ennemis et lui la barrière de la désolation à celle du désert, semblent être l'image. N'oublions pas, pour donner une idée de ce supplice intérieur, que Bonaparte, qui n'avait pas encore reçu une seule lettre du



Directoire, apprenait ainsi toute la vérité à la fois, devinant tout ce qu'on lui laissait ignorer, et se trouvait, pour ainsi dire, passant de l'indigence absolue de renseignements à une satisfaction insuffisante, sous le coup de cette sorte d'ébriété que connaissent ceux qui ont enduré le tourment de l'absence, de ses curiosités inextinguibles, de ses fièvres et de ses fantômes.

Il n'est pas sans intérêt, pour la dignité et la moralité de cette histoire, de livrer le secret des motifs qui décidèrent la levée du siège de Saint-Jean-d'Acre et la fin de [cette guerre de chicane](#), par la propre bouche de celui qui le premier a levé les voiles qui obscurcissaient cette importante résolution.

Dès le mois d'avril, le colonel Phéliepeaux, dans les pourparlers qui avaient souvent lieu à la tranchée, avait fait connaître qu'une deuxième coalition, plus redoutable que la première, s'était formée contre la France ; le contre-amiral Perrée avait raisonné avec des bâtiments sortant de Naples, ils l'avaient instruit que les Français étaient entrés dans cette ville, qu'ils en avaient chassé le roi et établi une république. Enfin il fut constant, par la déposition des prisonniers de l'armée de Rhodes et des prisonniers anglais que la guerre était déclarée en Europe, et que l'armée française était entrée à Naples. Il était facile de prévoir que le résultat de cette marche dans la basse Italie serait funeste et que les trente ou quarante mille Français qui se trouvaient sur le Vésuve feraient faute sur l'Adige. Un nouvel état de choses se présentait aux yeux du général en chef : le Directoire, peu considéré de la nation, était peut-être renversé ; si les armées avaient éprouvé des échecs, les opérations de l'armée d'Orient étaient devenues secondaires. Le général en chef ne pensa plus qu'aux moyens de repasser en France. La Syrie, la Galilée, la Palestine n'étaient plus d'aucune importance ; il fallait ramener l'armée en Égypte, où elle était invincible ; il pourrait alors la quitter et se jeter dans cet océan d'événements qui se présentait à sa pensée<sup>1</sup>.

C'est en couvant ces grandes pensées que Napoléon, le 21 à huit heures du matin, prit à Césarée la première position du retour, après avoir pris congé, dans les termes suivants, de ces lieux sacrés et funestes, où il laissait quinze cents de ses meilleurs soldats, et où une tombe hâtive, sous un ciel étranger, avait englouti plus d'un de ses compagnons d'élite. Habile à dompter ses émotions et à tourner en sa faveur jusqu'aux trahisons de la fortune, il dit un adieu triomphal à cette terre fatale, où sont ensevelis les généraux de division Bon, exécuteur des terribles représailles de Jaffa, Caffarelli du Falga, à l'agonie socratique, le général de brigade Rambeaud, l'aide de camp Croizier, et une hécatombe d'officiers ; et c'est en conquérant qu'il s'éloigne de cette ville maudite qu'il n'avait pu conquérir. Rien ne perce de ses orgueilleux regrets et de ses patriotiques angoisses dans ces lignes dictées stoïquement peu de jours après celui (4 mai) où il ne fut protégé des éclats d'une bombe tombée à ses pieds que par l'héroïque dévouement de deux brigadiers de sa garde, Daumesnil — le futur général

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 88, 89.

défenseur de Vincennes — et Carbonel, qui échappèrent tous deux miraculeusement à la mort, dont ils préservèrent, en le couvrant de leur corps, leur général ; dans ces lignes dictées stoïquement à ce quartier général aux sombres rêveries, où les déceptions de son esprit avaient eu leur contrecoup dans son cœur, où il avait vu en pâlisant passer tour à tour sur la civière ensanglantée des blessés, le général Lannes, le colonel aide de camp Duroc et le capitaine Eugène Beauharnais. C'est à peine si l'on sent passer dans cette mâle éloquence comme un vague soupir de tristesse, et si ces fiers éloges ont quelque chose de la mélancolie des regrets. Le destin a trouvé un homme à sa taille, et le hasard un beau joueur.

Soldats ! Vous avez traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité qu'une armée d'Arabes. L'armée qui était en marche pour envahir l'Égypte est détruite : vous avez son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outres, ses chameaux.

Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent le puits du désert. Vous avez dispersé, au champ du mont Thabor, cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie dans l'espoir de piller l'Égypte.

Les trente vaisseaux que vous avez vus arriver devant Acre, il y a douze jours, portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie, mais obligée d'accourir à Acre, elle y a fini ses destins ; une partie de ses drapeaux ornera votre entrée en Égypte.

Enfin, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois ans dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne, cinquante drapeaux, fait six mille prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, Jaffa, Hayfà, Acre, nous allons rentrer en Égypte ; la saison des débarquements m'y rappelle.

Encore quelques jours et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais. Mais, dans cette saison, la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours. Les braves que je devrais, d'ailleurs, y perdre me sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations plus essentielles.

Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous pendant cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident.

Vous trouverez une nouvelle occasion de gloire ; et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment, et prennent rang à leur tour parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la victoire.

Ainsi parlait, portant fièrement le deuil de ses espérances et défiant la fatalité, ce général aux saisissants contrastes, qui mêlait le sentiment moderne au stoïcisme

antique, mettait les blessés sur les selles brodées de son état-major, et n'abandonnait à Jaffa onze pestiférés incurables qu'après avoir commis Murat à la garde de leur agonie. Le chirurgien exécuta-t-il l'ordre reçu de mettre auprès d'eux, s'ils n'étaient point morts, cet opium, préservateur des cruautés des Turcs, que Bonaparte n'eût pas hésité, en pareil cas, à donner à son propre fils ? On l'ignore, Sydney-Smith n'ayant pu prendre sur lui de l'affirmer. De toute cette calomnie d'implacable égoïsme et de froide inhumanité, à laquelle Chateaubriand n'a pas dédaigné de croire, il ne demeure plus qu'un bruit de pamphlet, dont M. Lanfrey lui-même a refusé de se faire l'écho<sup>1</sup>.

Après une route de neuf jours sous les flèches d'un soleil ardent, l'armée de Syrie arriva, le 7 juin, dans la forêt de palmiers de Sâlleyeh, où elle eut enfin de l'ombre et de l'eau à discrétion. Enfin, le 14 juin, diminué de la division Kléber, détournée sur Damiette où elle devait prendre ses cantonnements, le corps d'expédition fit au Caire, dont nos soldats saluaient les minarets avec la même émotion qu'ils eussent éprouvée à la vue des clochers de la patrie, une entrée triomphale, au milieu d'une population dont l'enthousiasme était si bien joué qu'il paraissait sincère, et qu'il l'était peut-être. Le sultan El-Kébir s'avancait à sa tête, sur une route littéralement encombrée de ces présents que la décevante fidélité orientale excelle à prodiguer au retour du maître. Bonaparte, tout entier à d'autres pensées, ne fut pas enivré de cet encens de circonstance, mais il sut profiter habilement de ces félicitations et de ces démonstrations utiles à sa politique. Déjà prêt au départ, il semblait tout préparer pour consolider son séjour, et tout en paraissant uniquement préoccupé de garder sa conquête, il poursuivait fiévreusement l'occasion de la quitter. Cette occasion ne pouvait être que glorieuse. Il ne pouvait sortir de l'Égypte que comme il y était entré, par une victoire. Une diversion de l'escadre française, commandée par l'amiral Bruix, eût merveilleusement servi ce noble dessein. On ne sait même jusqu'à quel point l'intervention opportune de cet officier, qui demeura inutilement, pendant les trois mois de mai, juin, juillet, maître de la mer, eût pu changer le cours des événements. Parvenu à échapper heureusement à la croisière anglaise qui, sous les ordres de l'amiral Bridport, bloquait Brest, Bruix, soit ignorance, soit pusillanimité, soit ordres secrets d'inaction paralysant des velléités contraires, gaspilla ce temps précieux d'une intervention facile et décisive, par suite de l'aveugle acharnement des flottes anglaises à couvrir l'Irlande en découvrant l'Égypte, en manœuvres contradictoires et en démonstrations de parade. Si seulement le 27 mai, jour où, après avoir perdu un mois en fioritures navales, il sortit de Toulon, il eût navigué sur Alexandrie, il y aurait été à la mi-juin ; il eût détruit tous les préparatifs de l'expédition d'Aboukir ; il eût débloqué et ravitaillé Malte. Il ne fit aucune de ces opérations, et une troisième fois les desseins du général Bonaparte furent contrariés par ces retards, ces maladresses, ces fautes d'auxiliaires dont l'absence ou l'inertie ont été la vraie fatalité de l'expédition d'Égypte, qui avaient à Aboukir compromis son honneur et jusqu'à son salut, qui s'étaient laissé prendre à Tantourah les canons nécessaires au siège de Saint-Jean-d'Acre, et enfin perdaient trois mois à louvoyer stérilement sur les côtes d'Italie et d'Espagne, laissant Malte sans secours et Alexandrie sans nouvelles.

Pendant l'intervalle d'un mois qui s'écoula, du 14 juin au 15 juillet, le général Bonaparte se fortifia pour le choc suprême qu'il attendait du côté de la Syrie, dont l'apparence tranquille ne disait rien de bon. Il était évident que le commodore anglais, le pacha turc et les chefs des débris mameluks concertaient,

---

<sup>1</sup> Lanfrey, *Histoire de Napoléon Ier*, t. I, p. 407. — *Commentaires*, t. III, p. 94.

à la lueur d'une décevante inertie, un mouvement suprême, destiné, dans leur pensée, à réparer en un jour les échecs de tant de mois, et à frapper subitement au cœur la conquête désarmée. Ils se trompaient, car Bonaparte veillait et interrogeait d'un œil sûr l'horizon mystérieux d'où devait fondre un décisif orage. Cependant sa sollicitude ne pouvait protéger également tous les points de cette vaste conquête ; et l'absence si regrettable d'une coopération navale le laissait forcément aux prises avec les hasards d'une attaque maritime. Mais il comptait sur la vigueur de la résistance d'Alexandrie ; il espérait toujours voir arriver l'estafette porteur de l'heureuse nouvelle de l'apparition, dans le port d'accès de l'Égypte, d'une flotte française. Et tout entier aux derniers soucis de son administration, aux instructions par lesquelles il voulait laisser à son successeur, après son départ, les bénéfiques de sa prévoyance et comme le testament de son génie, Bonaparte, rassuré par les rapports de ses postes avancés d'El-Arych, et par la soumission, en apparence consommée, de la haute Égypte, merveilleusement domptée par Desaix, et de la basse Égypte, contenue par Dugua, ne s'inquiétait que médiocrement des efforts du sérasquier Mustafa, vi sir à trois queues, pour réunir et renforcer les débris de son armée de Rhodes, décimée en Syrie.

Il était, le 15 juillet à deux heures de l'après-midi, au pied des Pyramides, où l'avait attiré la présence obstinée de Mourad-Bey, qui, monté sur la grande, pendant toute la journée du 13, semblait y avoir épié quelque signal lointain d'une prochaine vengeance, mais il y était en s'avant plus qu'en général, entouré d'un groupe de membres de son Institut d'Égypte, lorsqu'une nouvelle, qui confirmait et devançait à la fois ses prévisions, vint l'y surprendre, sans trop l'inquiéter, tout en lui expliquant le secret de la conduite de Mourad-Bey, et la fonction principale des Pyramides, observatoires autant que tombeaux. Ce que Mourad-Bey, chef des contingents de cavalerie indispensables à l'invasion, attendait si obstinément, c'était le signal de l'arrivée devant Alexandrie de l'expédition anglo-turque, dont l'influence de Sydney-Smith taisait inaugurer par un coup de main sur Alexandrie, porte de l'Égypte, le programme quelque peu téméraire.

C'est dans ce camp des Pyramides que, le 15 juillet à deux heures après-midi, Napoléon reçut la nouvelle que treize vaisseaux de quatre-vingts et de soixante-quatorze, neuf frégates, trente chaloupes canonnières et quatre-vingt-dix bâtiments de transport chargés de troupes turques, avaient mouille, le 10 au soir, dans la rade d'Aboukir ; le fort d'Aboukir devait donc être déjà cerné. On calculait qu'il pouvait se défendre quinze jours ; il ne fallait pas perdre de temps pour marcher à son secours, car la position des Ottomans dans l'isthme resterait critique tant qu'ils ne seraient pas maîtres de ce fort. Le quartier général se rendit à Giseh, et à deux heures du soir, Berthier avait expédié tous les ordres pour mettre l'armée en mouvement, depuis Syène jusqu'à Damiette, depuis El-Arych jusqu'à Alexandrie. Des commissaires étaient partis pour préparer les vivres sur la route. Le quartier général se mit en marche avant le jour sans entrer au Caire<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 109.

A peine arrivé (trente-six lieues en trois jours) à El-Rahmânyeh, le 19 juillet, avec ces troupes, les meilleures du monde, **et capables de faire tout ce qui était au pouvoir des hommes**, Bonaparte apprit que Mustafa avait débarqué le 14 juillet, et s'était emparé, le 16, du fort d'Aboukir, mal défendu par la faute de Marmont. Événement inattendu et de fâcheux augure, heureusement conjuré, comme on va le voir.

Le 29 juillet, l'armée française s'approcha à une distance d'une lieue de l'armée turque, campée dans la presqu'île d'Aboukir, où elle attendait l'arrivée de sa cavalerie, de ses attelages et d'une division de janissaires de renfort partie des Dardanelles. Elle était si loin de s'attendre à une attaque, que les Français l'eussent surprise en pleine sécurité, sans un accident qui trahit leur présence.

Les deux armées se trouvèrent, le 25 juillet, en face, prêtes à un duel que leur position rendait des plus dramatiques, des plus décisifs. Car l'armée turque, sans cavalerie, acculée dans la presqu'île d'Aboukir, sans communication avec l'intérieur de l'Égypte, était enfermée dans un champ de bataille formidable avec la victoire, mais où la défaite n'offrait pas d'issue au salut ; et, de son côté, l'armée française, en reculant, livrait Alexandrie et perdait à jamais cet horizon de la mer, si nécessaire aux expéditions étrangères.

Le plan de cette seconde bataille d'Aboukir, si impitoyablement expiatoire et vengeresse des fautes et des malheurs de la première, est saisissant par l'énergique matérialisation qu'il offre aux yeux de cette marche de l'armée française, s'avançant par quatre stations victorieuses sur cette langue de terre couverte de sang et enveloppée de fumée, pour culbuter à la fois, de chaque côté du promontoire, toute une armée vaincue dans la mer, où les chaloupes inutiles à la défense ne servent plus qu'à un gigantesque sauvetage. Tel est, en effet, le système, et tel fut le résultat, si contraire à l'espoir des rodomonts anglais et des fanfarons turcs, de cette glorieuse journée où la tactique et l'élan triomphèrent de la position et du nombre. Victoire pleine de contrastes, gagnée en grande partie par Murat, où la cavalerie emporta des redoutes, et où un combat terrestre, mêlé d'épisodes d'assaut, se trouva, par suite de la configuration d'un champ de bataille en promontoire, ceint des feux d'une série d'engagements navals entre la côte et les vaisseaux turcs, la bataille d'Aboukir coûta à l'ennemi, décimé par la mer plus encore que par le canon, des pertes énormes.

On n'aperçut bientôt plus sur les flots que plusieurs milliers de turbans et de châles que la mer jeta sur le rivage ; c'était tout ce qui restait de ces braves janissaires, car ils méritaient le nom de braves ! Mais que peut l'infanterie sans ordre, sans discipline, sans tactique ? La bataille était commencée depuis une heure, et huit mille hommes avaient disparu : cinq mille quatre cents étaient noyés, quatorze cents étaient morts ou blessés sur le champ de bataille, douze cents s'étaient rendus prisonniers ; dix-huit pièces de canon, trente caissons, cinquante drapeaux, étaient entre les mains du vainqueur<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 117.

Quelques heures après, la seconde ligne de l'ennemi était attaquée, malgré sa position formidable, débordée, enfoncée, et jetée, comme la première, à la mer, où de nouveaux milliers de Turcs trouvèrent une mort désespérée. Sydney-Smith put juger de l'effet de ses conseils, en traversant, dans sa fuite précipitée vers sa frégate, ces flots chargés de cadavres. Le pacha fut fait prisonnier avec mille des siens, après une héroïque résistance, signalée par un combat singulier avec Murat, d'où tous deux sortirent blessés, après avoir fait, par cette scène épique, l'admiration de l'armée.

La joie de cette victoire si imprévue, si complète, qu'elle épuisa d'un seul coup toutes les forces, toutes les provisions et toutes les munitions d'un ennemi à jamais abattu, fut empoisonnée, dans l'âme généreuse de Napoléon, par quelques pertes regrettables, la mort des colonels Créatin et Duvivier, du jeune aide de camp Guibert, dont à Sainte-Hélène l'Empereur voyait encore passer dans ses souvenirs le pâle et charmant visage, et l'horrible agonie ; enfin, du colonel Fugère, qui salua les derniers adieux de son général par ces paroles prophétiques : **Vous perdez un de vos soldats les plus dévoués ; un jour, vous regretterez de ne pas mourir comme moi au champ des braves**<sup>1</sup>.

Le 2 août, le vizir Mustapha, traité au camp français avec des égards qui achevèrent de le subjuguier, obtint de son fils et de son kiâya, retirés dans le fort d'Aboukir, la cessation d'une résistance que ces fanatiques héroïques avaient juré de prolonger jusqu'à la mort. Une capitulation honorable récompensa leur valeur, et leurs blessés furent immédiatement rendus à la flotte, ce qui établit des pourparlers entre les états-majors.

C'est à ce moment que les dernières hésitations de Bonaparte, délivré par la victoire des scrupules qui l'attachaient encore à l'Égypte, cédèrent à la triple communication qui lui mit enfin sous les yeux le tableau véridique des événements dont l'Europe était le théâtre, et qui réclamaient impérieusement son retour. Presque en même temps et comme par une sorte d'entente, à coup sur bien involontaire, le général victorieux reçut, au milieu de son triomphe, une lettre pressante de son frère Joseph, apportée par le Grec Bourbaki, dont les deux fils étaient élevés aux frais de la France, devenue sa seconde patrie, une lettre du Directoire, la première depuis son arrivée en Égypte, et un paquet des gazettes anglaises et de Francfort, contenant les nouvelles des mois d'avril, de mai et de juin. Le but de cette dernière communication, faite par les soins du commodore Sydney-Smith, est demeuré mystérieux. Bonaparte mentionne cette complaisance avec un dédain qui montre que son ironie ne lui a pas échappé. Était-ce, en effet, une vengeance d'un homme enragé de haine et de dépit, et qui voulait opposer immédiatement, pour troubler la joie de son vainqueur, les cyprès d'Italie aux palmes d'Égypte ? Était-ce une sorte de défi, destiné à l'attirer dans les hasards d'une traversée dangereuse sur une mer sillonnée par les croisières anglaises ? Sydney-Smith voulait-il enfin retenir en Égypte un adversaire importun en Europe, ou l'en faire sortir à tout prix pour prendre sur les lieutenants de ce nouvel Alexandre la revanche des mécomptes qui lui valaient tant de reproches de la part de ces alliés, attirés par lui à leur perte, et dont l'indignation désespérée des matelots de Patrona-Bey avait puni par sa mort la crédulité ?

Quoi qu'il en soit, calcul intéressé, ironique vengeance ou imprévoyante indiscretion, Bonaparte, sans s'inquiéter du sentiment qui inspirait à Sydney-

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 120.

Smith son présent de journaux, lut avec l'avidité d'une longue indigence ces nouvelles qui semblaient l'appel désespéré de la patrie en danger ; il les fit lire à son état-major, préparant ainsi à sa résolution ceux qu'il n'y associait pas, et, docile à la voix de sa destinée, fort de sa conscience, il affronta, avec son mélange heureux d'énergie et d'adresse, ce que la résolution d'un départ si imprévu, et, malgré tout, semblable à un abandon, pouvait avoir de momentanément fâcheux pour sa réputation, s'en rapportant, avec une confiance qui n'a pas été trompée, au jugement impartial de l'histoire et de la postérité.

Il laissait à Kléber, auquel il délégua le commandement, un triple mémoire sur les questions militaires, administratives et religieuses, que son départ laissait en suspens, dans lequel il abordait et résolvait avec une prévoyance infailible tous les problèmes soulevés par la conquête. Que ne laissa-t-il en même temps son génie à un général plus capable de comprendre de tels ordres que de leur obéir, et déjà fatalement dégoûté de l'Égypte et de la guerre elle-même ! L'Égypte, après deux ans d'une occupation qui se transformait peu à peu en une véritable conquête, dans le sens civilisateur et régénérateur du mot, ne fût pas devenue, tombée des mains du brave Kléber à celles de l'inepte Menou, la proie de l'Angleterre, et le premier consul victorieux, reprenant la trame interrompue de ses grands projets sur l'Orient, eût pu conserver définitivement à la France cette admirable colonie stratégique et nourricière et ces clefs du commerce de l'Inde à jamais perdues. En admettant le pire, Bonaparte pouvait-il aller, dans ses prévisions les plus pessimistes, jusqu'à la crainte de cette occupation stérile et de cette honteuse évacuation, dernière faute d'un général à la mémoire équivoque, qui osa sortir de l'Égypte, sous prétexte de l'impossibilité de la garder, avec le même nombre d'hommes qui avaient pu la conquérir<sup>1</sup> ?

Joseph suppliait son frère de revenir. La lettre du Directoire, partagé entre la crainte de revers prêts à achever sa décadence et à le renverser dans le mépris, et la crainte d'un sauveur capable de lui demander des comptes, et enfin dominé par ces deux dangers, permettait le retour au héros qui semblait avoir emporté avec lui le secret de la victoire<sup>2</sup>.

Mais n'eût-il pas été sollicité par cet appel fraternel, et autorisé par cette permission formelle du gouvernement, que Bonaparte n'eut pu demeurer sourd à cette voix suppliante de la patrie qu'il entendait dans son cœur.

Les journaux que le commodore anglais eut la complaisance de remettre firent connaître tous les maux qui affligeaient la république. La seconde coalition était victorieuse. Les armées de Russie et d'Autriche avaient battu le général Jourdan sur le Danube, Scherer sur l'Adige, Moreau sur l'Adda. La république cisalpine était détruite, Mantoue assiégée. Les cosaques étaient arrivés sur les frontières des Alpes. Masséna se soutenait avec peine sur les rochers de la Suisse.

---

<sup>1</sup> Les *Commentaires*, t. III, p. 122, 123, et le *Mémorial*, t. I, établissent péremptoirement, par des chiffres irréfutables, l'inanité du prétexte d'épuisement et d'infériorité numérique allégué par Kléber et ensuite par Menou.

<sup>2</sup> Cette lettre, citée par Bégin, t. II, p. 541, est signée de Treilhارد, La Réveillère-Lépeaux et Barras. Elle est du 7 prairial (26 mai 1799).

Une troisième atteinte avait été portée à la constitution. Les jacobins du Manège avaient levé la tête, et, à leur aspect, la Vendée avait couru aux armes. De la tribune nationale, on appelait à grands cris le général d'Italie au secours de la patrie. Un barbare, dégouttant du sang des infortunés Polonais, menaçait avec insolence le peuple français. Il n'y avait plus un moment à perdre : Napoléon résolut de se rendre en France, de sauver la patrie de la fureur des étrangers et de celle de ses propres enfants. Il ne lui échappa point que le désastre des armées françaises était le résultat des mauvais plans de campagne adoptés à Paris. Si les armées du Danube, d'Helvétie et du Bas-Rhin n'eussent formé qu'une seule masse ; si l'armée de Naples et celle d'Italie eussent été réunies en mars, sur l'Adige, la république n'eût essuyé aucun revers.

Napoléon comprit qu'à son aspect tout changerait ; les trois journées du 18 fructidor, du 22 floréal et du 30 prairial avaient détruit la constitution de 1795, qui, désormais, n'offrait plus de garanties à personne ; il lui serait facile de se mettre à la tête de la république ; il était résolu, à son arrivée à Paris, de lui donner une nouvelle face et de satisfaire l'opinion nationale, qui, dès 1798, l'avait appelé à la tête du gouvernement. La loi du 22 floréal 1798 avait dissipé, chez lui, tout prestige républicain<sup>1</sup>.

Le 19 août 1799, le général en chef, rentré au Caire pour y faire ses derniers préparatifs, reçut de l'amiral Ganteaume, auquel il avait confié son projet et qu'il avait chargé d'en assurer l'exécution, l'avis que les deux frégates *la Muiron* et la *Cancre* et les deux petits chebecs *la Revanche* et *la Fortune* étaient prêts, que l'occasion était favorable, peut-être unique, et qu'il fallait profiter de l'éloignement de la croisière anglaise pour appareiller dès le 24 avant midi. Cet avis, sous lequel Bonaparte sentit comme un ordre du destin, ne permettait pas le moindre délai, et il dut se résoudre à brusquer quelque peu ce départ qu'il voulait ménager. Il acheva rapidement ses trois mémoires sur *l'administration intérieure, la défense de l'Égypte et les affaires politiques*, et fit expédier par Berthier aux généraux Desaix, Kléber, Menou, Mural, Marmont, Bessières, aux membres de l'Institut Monge, Berthollet, Denon, Perceval et à la compagnie des guides l'ordre de se rendre en toute diligence à Alexandrie. Le quartier général s'embarqua le soir sur le Nil, arriva le 25 à El-Rahmânyeh et y débarqua. Les chevaux remplacèrent les barques, et le 24, à quatre heures après midi, on était au bivouac sur le camp des Romains, près d'Alexandrie, au bord de la mer.

La Bonaparte eût attendu sans doute Kléber pour lui faire ses adieux et Desaix, pour emmener avec lui ce compagnon modeste, dévoué et fidèle, capable du premier rang, mais incapable de l'usurper, sans l'insistance de l'amiral Ganteaume, justifiée par la nécessité de profiter de la faveur exceptionnelle en août d'une brise du sud-ouest, et d'échapper à la croisière anglaise que le brick d'observation à Alexandrie avait volé prévenir à Chypre.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. III, p. 123, 124.



Napoléon dut donc se résoudre à partir sans voir Kléber et sans emmener Desaix. Il entra dans sa tente au bord de la mer, remit au général Menou, qui l'avait accompagné et devant lequel il ne put contenir le secret de ses ambitions et de ses espérances, les instructions pour le général Kléber et l'ordre pour Desaix de le rejoindre à l'hiver, et y ajouta deux papiers dictés à la hâte à son secrétaire Bourrienne. Le premier était un ordre du jour d'adieu, court et ému, dans lequel il présentait à l'armée son successeur. Le second était cette lettre par laquelle le général Kléber a voulu se croire plus tard autorisé à traiter et à capituler, et qu'on s'étonne de ne pas trouver dans ses *Mémoires*<sup>1</sup>, car, de l'aveu d'un écrivain ennemi qui la cite, elle est de toute excellence, réunit la raison, l'expérience et l'autorité, et finit par une péroraison qui s'élève à un pathétique sérieux et pénétrant<sup>2</sup>.

A sept heures du soir, Bonaparte partit ostensiblement, et non furtivement et frauduleusement, comme l'ont prétendu des historiens intéressés à calomnier le mystère nécessaire à sa sécurité vis-à-vis de la croisière anglaise, ou l'annonce de son prochain retour, destiné à ménager, pendant une transition délicate, la fidélité du Divan du Caire.

L'embarquement eut lieu à sept heures du soir. Les généraux Lannes, Murat, fait général de division sur le champ de bataille d'Aboukir, Marmont ; les sieurs Perceval et Denon et la moitié des guides s'embarquèrent sur la Carrère ; le capitaine Dumanoir la commandait. Le général en chef, Berthier, Monge, Berthollet, Bourrienne et l'autre moitié des guides s'embarquèrent sur *la Muiron*. Cette frégate avait été ainsi appelée en l'honneur de l'aide de camp de ce nom tué à Arcole, couvrant de son corps son général. Carrère était le nom d'un général d'artillerie tué à Neumarkt, en Carinthie, dans la campagne de 1797. Ces deux frégates étaient belles, grandes et bien armées, capables de soutenir un combat ; mais comme elles tiraient deux pieds de moins que les frégates françaises, quoique plus longues et plus larges, elles tenaient mal le vent, et chassées par des forces supérieures, elles ne pouvaient échapper. Les deux petits chebecs avaient été doublés en cuivre. Ils étaient bons marcheurs ; on comptait s'en servir pendant que les frégates attireraient l'attention des bâtiments ennemis, si l'on était poursuivi par des forces supérieures<sup>3</sup>.

Le 30 septembre, à deux heures après midi, la petite division, après une traversée hasardeuse, contrariée pendant vingt jours par un vent de nord-ouest qui la faisait chasser sur place, mais heureusement ensuite favorisée par les vents d'équinoxe, jeta l'ancre dans la rade d'Ajaccio. Les mauvais temps forcèrent Napoléon et ses compagnons à séjourner sept jours dans ces lieux qui lui étaient si chers et si familiers. Il y employa heureusement son loisir forcé à se mettre au courant du détail des nouvelles pour les mois de juillet, d'août et de

---

<sup>1</sup> On la trouve au t. V, p. 734, 738, de la *Correspondance de Napoléon Ier*.

<sup>2</sup> Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, édit. en 2 vol. Bruxelles, 1852, t. I, p. 447.

<sup>3</sup> *Commentaires*, t. III, p. 148.

septembre, et à recevoir et à exhorter à la concorde les chefs des pièves de l'île, accourus dans la maison qui portait encore les noires cicatrices de la vengeance de Paoli.

Le 7 octobre, un coup de vent du libeccio des plus furieux assaillit la petite escadre, qui venait d'affronter de nouveau la pleine mer. Le danger qui avait menacé une première fois, au delà du cap Deris, les bâtiments luttant contre la dérive sous le vent du nord-ouest, reparut le soir du 8, à huit lieues de Toulon, et poussa au milieu de la croisière ennemie, dérobée par une brume épaisse, le vaisseau qui portait la fortune de la France. Une seconde fois Bonaparte, toujours maître de lui, échappa, en le bravant, au péril que l'amiral voulait éviter par un retour sur la Corse qui l'eût trahi. Et le parti le plus hardi se trouva, comme il arrive souvent, le plus sûr. Les coups de canon des signaux s'éloignèrent ; l'escadre ennemie paraissait se diriger sur la Corse.

Le 9, à la pointe du jour, la division jeta l'ancre vis-à-vis de Saint-Raphaël, dans le golfe de Fréjus. On était en France après quarante-cinq jours de navigation ; on avait surmonté beaucoup de périls<sup>1</sup>.

On allait en surmonter encore beaucoup, mais sur une autre mer plus dangereuse encore que la Méditerranée ou l'Océan, avant de guider au port de salut la barque de la république, livrée au vent furieux des factions. C'est cette autre courte, mais orageuse traversée de l'anarchie à l'ordre, de la licence à l'autorité, de l'humiliation à la gloire nationale qui nous reste à raconter.

---

<sup>1</sup> Le *Mémorial*, t. II, p. 169, contient sur ce retour en Europe et ses divers épisodes une relation dont les détails animés sont empruntés aux souvenirs de l'amiral Ganteaume lui-même.

**LIVRE TROISIÈME**

**LE PREMIER CONSUL**

**1799-1804**

## CHAPITRE PREMIER

# LE 18 BRUMAIRE

9 novembre 1799

Extrait des Commentaires de Napoléon Ier. — Situation de la France et état de l'opinion. — Débarquement triomphal à Fréjus. — Bonaparte annonce d'Aix son arrivée au Directoire. — Attitude du gouvernement. — Nobles aveux de Napoléon. — Sa conversation avec Joseph en 1798. — Arrivée à Paris. — Vues et moyens du coup d'État réclamé par tout le monde. — Habile conduite de Bonaparte. — Composition du Directoire. — Dispositions de Sieyès. — Le ministère : Talleyrand, Fouché. — Habile et heureux manège de Joséphine. L'armée, les conseils : partisans et ennemis de Bonaparte. — Route qu'il choisit. — La révolution projetée est fixée au 18 brumaire. — Son plan. — Avantages et inconvénients de ce plan. — La journée du 18 brumaire. — Le drame se noue sans incidents fâcheux. — Bonaparte rue Chantereine. — Bonaparte aux Tuileries. — Translation du Corps législatif à Saint-Cloud. — Démission de Barras. — Résistance de Moulins et de Gohier. — Préparatifs de la journée décisive. — Le 19 brumaire. — Bonaparte à Saint-Cloud. — Attitude de Bernadotte, de Jourdan et d'Augereau. — Bonaparte au conseil des Anciens. — Bonaparte au conseil des Cinq-Cents. — Intrépide attitude de Lucien. — La nécessité du salut exige l'emploi de la force. — Dissolution du conseil des Cinq-Cents. — Loi du 19 brumaire. — Ses dispositions. — Bonaparte, Sieyès, Roger-Ducos, consuls provisoires. — Accueil fait par Paris et la France au coup d'état de brumaire, — Modération de la victoire.

Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir ; lorsque, cédant tour à tour à l'influence de partis contraires, et vivant au jour le jour, sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés de convenir que l'État n'est plus gouverné ; lorsque enfin, à sa nullité au dedans, l'administration joint le tort le plus grave qu'elle puisse avoir aux yeux d'un peuple fier, je veux dire l'avilissement au dehors, alors une inquiétude vague se répand dans la société, le besoin de sa conservation l'agite, et promenant sur elle-même ses regards, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver.

Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours dans son sein ; mais quelquefois il tarde à paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu, il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque-là, toutes les tentatives sont vaines, toutes les menées impuissantes ; l'inertie du grand nombre protège le gouvernement nominal, et, malgré son impéritie et sa faiblesse, les efforts de ses ennemis ne prévalent point contre lui. Mais que ce sauveur impatientement attendu donne tout à coup un signe d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle, les obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peuple, volant sur son passage, semble dire : Le voilà !<sup>1</sup>

Telle était incontestablement la situation en France de tous les esprits généreux, prévoyants et sages, lorsque la faveur de la fortune, qui, ici, n'était que l'incognito de la Providence, conduisit à Fréjus, le 9 octobre 1799 (16 vendémiaire an VIII), le Messie attendu par le peuple et l'armée sous la figure du victorieux général, qui semblait n'avoir disparu un moment à l'horizon lointain de l'Égypte que pour échapper aux souillures du temps, ajouter à l'unique gloire contemporaine demeurée pure le prestige de la distance et faire mieux sentir sa valeur par son absence.

L'opinion exaltée par ses bulletins modestes et superbes, qui peignaient la victoire en la racontant, et qui, lus à la tribune législative et commentés dans les groupes des rues et les cercles des chaumières, faisaient un si saisissant contraste avec d'autres nouvelles constatant l'unanimité de nos désastres et la profondeur de notre abaissement, l'opinion, forçant tous les obstacles, violant toutes les consignes, jusqu'à celles de la Santé, accourut, dans la personne de toute la population de Fréjus, les bras ouverts et les yeux pleins de larmes de joie, au-devant de Napoléon. La commotion électrique communiquée au cœur de toute la nation par l'annonce de ce retour miraculeux fut telle que quelques-uns succombèrent à l'excès du bonheur. Baudin, député des Ardennes, tomba, à la nouvelle de l'approche de l'homme dans lequel sa dernière espérance avait incarné le salut de la patrie, foudroyé par la joie.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 3 et 4.

Sur les six heures du soir, Napoléon, après avoir en vain essayé de se dérober à cette ovation spontanée, à laquelle les circonstances donnaient un si solennel caractère, monta en voiture avec Berthier, au milieu des flots pressés d'une population affolée de curiosité et d'allégresse, suspendue à ces miraculeuses nouvelles d'Égypte, sonnant les cloches, allumant des feux de fête et poussant le cri de : *Vive Bonaparte !* qui allait se répercuter d'écho en écho sur cette route triomphale.

L'émotion de Napoléon, en présence de ce triomphe imprévu, animé des scènes les plus touchantes, et auxquelles on vit contribuer des soldats blessés, échappés aux gardes des hôpitaux, et venant jeter leur béquille en l'air devant leur ancien général, l'émotion de Napoléon fut telle qu'il fut obligé de s'arrêter six heures à Aix, pour se reposer des rudes fatigues de la traversée et de celles, plus douces, de l'arrivée.

Tous les habitants de la ville et des villages voisins accoururent en foule et témoignaient du bonheur qu'ils éprouvaient de le revoir. Partout la joie était extrême ; ceux qui des campagnes n'avaient pas le temps d'arriver sur la route sonnaient les cloches et plaçaient des drapeaux sur les clochers ; la nuit, ils les couvraient de feux. Ce n'était pas un citoyen qui rentrait dans sa patrie, ce n'était pas un général qui revenait d'une armée victorieuse. C'était déjà un souverain qui revenait dans ses États.

C'est d'Aix, le 18 vendémiaire an VIII (10 octobre 1799), que le général Bonaparte annonça sa prochaine arrivée au Directoire exécutif en termes qui respiraient la fière modestie d'un homme qui se sent nécessaire. Il ne croit pas même devoir mentionner dans sa lettre, parce qu'il ne veut pas l'excuser, l'irrégularité d'un retour dicté par le souci de l'intérêt public, qui n'a pas besoin d'ordre, et que les consignes de la Santé n'ont pu retarder, la population ayant, par un irrésistible élan, bravé, pour voir de plus près et plus tôt le général, des précautions superflues. Bonaparte, laissant au rédacteur de la relation officielle du 15 octobre le soin de mettre son retour d'accord avec les convenances, et de justifier par l'empressement de la population l'infraction dont elle seule est coupable, se borne à expliquer en bref au gouvernement les motifs de sa détermination prise devant Acre, à la réception de l'unique lettre qui lui soit parvenue du Directoire<sup>1</sup>, et confirmée par la lecture des nouvelles déplorables que les gazettes anglaises lui avaient apportées à Aboukir. Ces nouvelles ne lui ont pas permis de songer, sans s'inquiéter du danger, à un autre devoir qu'à celui de se trouver où sa présence pouvait être le plus utile. *Animé de ces sentiments, je me serais enveloppé dans un manteau et serais parti sur une barque, si je n'eusse pas eu de frégates.*

On ne chicane pas une résolution appuyée de tels motifs et prise par un homme d'un tel caractère, avec une absence d'ordres ou la violation de règlements sanitaires. Le salut moral d'un pays prime celui de sa santé, et on n'oppose pas des difficultés d'étiquette à un sauveur. Le Directoire, témoin de la triple salve d'applaudissements qui avait salué au conseil des Cinq-Cents la lecture solennelle du bulletin de la victoire d'Aboukir, et de la curiosité passionnée avec

---

<sup>1</sup> Le 5 germinal. Ces dépêches étaient datées des 14 brumaire et 5 nivôse.

laquelle le public dévorait, au *Moniteur*, devenu le plus intéressant des romans, les rapports de Berthier, dont l'effet prestigieux effaçait celui des succès récents de Masséna et de Brune, trop obscurcis par le deuil des revers d'Italie ; le Directoire, où Sieyès interrogeait déjà de son œil de sphinx le prochain avenir, et, consolé de la mort de Joubert. et des refus de Moreau, voyait venir dans Bonaparte l'homme le plus capable de trancher le nœud gordien de la situation avec cette épée consacrée aux bords qui virent Alexandre ; le Directoire ne répondit à son triomphant correspondant de Fréjus que par le plus éloquent des silences. Il ne pouvait en effet accuser en parlant une situation délicate à laquelle il ne restait plus que la dignité du mystère et qu'eussent également compromise les éloges et les reproches.

Attendant avec la patience des pouvoirs déchus l'arrivée de ce héros que grandissait encore l'inconnu de ses desseins, il profita de sa popularité pour s'en faire une en laissant toute carrière à l'enthousiasme expansif des Parisiens, applaudissant au spectacle la nouvelle du débarquement de Fréjus, et prêts à applaudir de même la pièce qui allait se jouer sur un autre théâtre. Car comment eût-on douté d'une révolution inévitable, nécessaire, désirée de tous, plus encore que de celui qu'elle allait porter au pouvoir, et pour le succès de laquelle l'opinion publique, dont l'empressement indiscret de la population de Fréjus donne à peine une idée, allait prodiguer à Bonaparte les occasions et les avances ? La France était affamée d'un maître et prête à prendre, à défaut de Bonaparte, un de ses généraux, et à se payer, plutôt que de souffrir une tyrannie humiliante, de la monnaie du génie à défaut du génie lui-même. Il est impossible d'en douter, en présence de l'unanimité brutale des témoignages contemporains désintéressés. Bonaparte eût en vain cherché à se dérober à cette vérité. Elle lui eût crevé les yeux comme elle crève les nôtres. Mais il n'avait pas besoin de cet encouragement des circonstances. Il avait depuis longtemps le sentiment de sa mission, et de même qu'il avait su, en résistant aux suggestions et aux tentatives peut-être décevantes de 1798, attendre son heure, de même il était incapable de résister plus longtemps, l'heure sonnée, à l'appel de tout un peuple, et de préférer, sous prétexte de lâches modesties ou d'hypocrites respects, la sécurité du repos au danger du devoir. Ceux qui blâment aujourd'hui Napoléon d'avoir accepté le pouvoir que la nation lui tendait, et dont seul il était capable et digne, le lui eussent alors offert les premiers, parce qu'ils eussent raisonné avec les besoins de leur temps, au lieu de le faire avec les passions du nôtre.

Qu'importe que Napoléon soit venu en France avec la pensée arrêtée de la sauver ? Une ambition justifiée par de tels mobiles est-elle un crime ? Et peut-on regarder comme une usurpation un gouvernement comme celui du Consulat succédant à un gouvernement comme celui du Directoire ? Napoléon, à l'heure des témoignages désintéressés de la conscience livrée à elle-même, à l'heure où la solitude, le malheur et l'exil disent incorruptiblement la vérité, n'a pas trouvé un reproche à se faire, et, fort du souvenir des manifestations enthousiastes qui marquèrent chaque étape de son passage, fort de cette vocation irrésistible qui s'appelle le cri de la patrie en danger, il n'a point fait mystère de ses desseins ; il a, bien loin de le dissimuler, étalé noblement l'aveu de ses intentions. Quand on a une nation pour garant, on n'a point à avoir peur de la postérité. Et la postérité, sans étonnement et sans indignation, avec le sentiment serein de la France elle-même, impatiente d'un chef qui lui rendît l'honneur et prête à abdiquer en faveur d'un ordre fécond une stérile licence, la postérité a écouté et approuvé cette confiance :

La nature des événements passés instruisait Napoléon de la situation de la France, et les renseignements qu'il s'était procurés sur sa route l'avaient mis au fait de tout. Sa résolution était prise. Ce qu'il n'avait pas voulu tenter à son retour d'Italie, il était déterminé à le faire aujourd'hui. Son mépris pour le gouvernement du Directoire et pour les meneurs des Conseils était extrême. Résolu de s'emparer de l'autorité, de rendre à la France ses jours de gloire, en donnant une direction forte aux affaires publiques, c'était pour l'exécution de ce projet qu'il était parti d'Égypte, et tout ce qu'il venait de voir dans l'intérieur de la France avait accru ce sentiment et fortifié sa résolution.

On le voit, Napoléon n'a pas recouru aux vains subterfuges des ambitions vulgaires, et il n'a pas recherché les circonstances atténuantes qu'exclut l'aveu de la préméditation. Depuis longtemps la vue d'un abaissement auquel seul il pouvait mettre un terme avait fait germer dans son âme le projet que mûrit le soleil de l'Égypte. On le sentait si bien prédestiné à ce rôle libérateur, réorganisateur, régénérateur, que, dès 1798, quelques amis, précurseurs du vœu de l'opinion publique, avaient jeté les yeux sur lui. Il avait écarté ces suggestions précoces avec la juste réserve d'un homme pour qui l'heure de l'occasion devait être en même temps celle du devoir, qui voulait être nécessaire afin d'être légitime, et se refusait à un parti pour mieux appartenir à la France. L'honnête et sincère Joseph, qui parle avec l'autorité d'un témoin et non celle d'un avocat, ayant réuni ses souvenirs à une époque où la complaisance eût été inutile et où la vérité était la meilleure défense de la mémoire sacrée, Joseph nous a confié, dans ses précieux Mémoires, le secret des plus intimes pensées de Napoléon, se refusant, à l'aurore de sa fortune, à des avances prématurées. La meilleure préface d'un récit exact et juste du 18 brumaire est dans cette conversation de Napoléon, qui lève tous les doutes, résout tous les problèmes et dévoile tous les mystères sur les événements qui devaient s'accomplir deux années plus tard.

Au moment de partir pour l'expédition d'Égypte, Bonaparte disait à son frère :

Le Directoire me voit ici avec peine, malgré tous mes efforts pour m'effacer. Ni lui ni moi ne pouvons rien contre la tendance qui paraît se manifester pour un gouvernement plus centralisé. Nos rêves de république ont été des illusions de jeunesse. Depuis le 9 thermidor, l'instinct républicain s'est affaibli tous les jours ; le travail des Bourbons, des étrangers, soutenu par le souvenir de 95, a réuni contre le système républicain une majorité imposante. Sans le 15 vendémiaire, sans le 18 fructidor, elle eût triomphé depuis longtemps ; la faiblesse, les dissensions du Directoire ont fait le reste. Aujourd'hui, c'est sur moi qu'on a les yeux ; demain ce sera sur un autre. En attendant que cet autre arrive, s'il doit arriver, mon intérêt me dit qu'il ne faut pas violenter la fortune ; laissons-lui le champ ouvert. Beaucoup de personnes espèrent encore dans la république ; peut-être ont-elles raison. Je pars pour l'Orient avec tous les moyens de succès. Si mon pays a besoin de moi, si le nombre de



ceux qui pensent comme Talleyrand, comme Sieyès, comme Rœderer s'accroît, que la guerre se rallume, qu'elle ne soit pas heureuse pour la France<sup>1</sup>, je reviens plus sûr de l'opinion de la nation. Si, au contraire, la guerre est heureuse pour la république, si un guerrier civil, comme moi, s'élève et réunit autour de lui les vœux populaires, eh bien ! je rendrai peut-être plus de services au monde en Orient que lui ! Je ruinerai probablement la domination anglaise et arriverai plus sûrement à la paix maritime que par les démonstrations que fait le Directoire sur les côtes de la Manche.

Le système de la France doit devenir celui de l'Europe pour être durable. Voyons bien évidemment ce qu'elle veut. Tu sais que je fais toujours mon thème en divers modes. Je veux ce que veut la nation ; je ne sais pas en conscience ce qu'elle veut aujourd'hui ; nous en saurons davantage un jour ; jusque-là étudions sa volonté et ses besoins ; je ne veux pas m'exposer à rien usurper, je trouverai au pis aller de la gloire en Orient, et si elle peut être utile à mon pays, je reviendrai avec elle. Alors je tâcherai d'assurer la stabilité du bonheur de la France, en assurant, s'il est possible, celui de l'Europe par la paix maritime, et en répandant nos principes libéraux dans les États qui nous avoisinent, et dont notre exemple pourrait finir par faire des amis, s'ils profitaient de l'expérience de nos malheurs<sup>2</sup>.

Veut-on, maintenant que l'on connaît le fond intime de la pensée de Napoléon, et qu'on est convaincu, comme Joseph, qu'il ne mettait pas son bonheur dans le pouvoir, qu'il voulait mériter beaucoup de son pays et de la postérité par ses actions, et conformer sa vie à ses devoirs ; veut-on avoir une preuve de la sincérité de son désintéressement, en même temps que de la justesse de ses prévisions ? Pénétrons un moment dans la coulisse du théâtre sur lequel va se jouer cette tragédie sans larmes, d'un coup d'État préparé et voulu par la nation tout entière. Aux premiers jours de son arrivée, assisterons-nous, avec le privilège de l'historien, à des conciliabules secrets, à une conspiration occulte où s'ourdit dans le mystère une usurpation coupable ? Point. Nous verrons le général Bonaparte, jaloux de réflexion et de repos, défendre en vain sa porte contre la foule des clients qui l'assiège, et nous assisterons à cet unique spectacle d'un avènement sollicité, favorisé, presque imposé par tout le monde, même par ceux qu'il doit détrôner. Si on veut faire un complot de cette entente qui réunit tous ceux que préoccupe le salut public, il faut compter d'abord, parmi les complices de Bonaparte, les Directeurs, ceux mêmes qu'il allait supplanter. Par crainte du danger, par conscience de leur indignité ou par conviction de sa valeur, Bernadotte, Moreau, Barras, Sieyès, sont les alliés du dictateur qui va venir, et leur choix spontané, accepté ou subi, précède ou confirme le vœu de

---

<sup>1</sup> On a vu là un calcul machiavélique. On a oublié qu'il n'y a aucun mérite à sauver une nation heureuse et victorieuse. Napoléon ne pouvait prévoir légitimement que le cas où on aurait besoin de lui.

<sup>2</sup> *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 71, 72.

l'opinion. C'est même à ce concours impérieux, qui précipite un dénouement inévitable, que Bonaparte devra l'unique danger de cette situation si favorable, dont l'unique obstacle sera cette fatalité à laquelle l'accule l'impatience universelle, de brusquer une transition que, plus libre, il eût su ménager.

Napoléon avait déjà passé Lyon, lorsque son débarquement fut annoncé à Paris. Par une précaution bien convenable à sa situation, il avait indiqué à ses courriers une route différente de celle qu'il prit, de sorte que sa femme, sa famille, ses amis se trompèrent en voulant aller à sa rencontre ; ce qui retarda de plusieurs jours le moment où il put les revoir. Arrivé ainsi à Paris, tout à fait inattendu, il était dans sa maison, rue Chantereine, qu'on ignorait encore son arrivée dans la capitale. Deux heures après, il se présenta au Directoire ; reconnu par les soldats de garde, des cris d'allégresse l'annoncèrent. Chacun des membres du Directoire semblait partager la joie publique ; il n'eut qu'à se louer de l'accueil qu'il reçut<sup>1</sup>.

Dès le lendemain de cette journée du 24 vendémiaire (16 octobre) commença, entre Bonaparte, le gouvernement, les partis, ce jeu d'observations mutuelles, de tâtonnements réciproques, qui précède, comme les reconnaissances et les parlementaires, toutes les grandes batailles politiques. Celle qui allait se livrer était décisive. La France y hasardait son sort, Bonaparte y risquait sa tête. De pareilles opérations veulent être étudiées et ne s'improvisent pas. On ne peut se mettre seul à la tête d'une nation, même avide d'obéissance et ivre d'admiration. Il faut l'occasion, la préparation, les amis, les alliés, les intermédiaires, les négociateurs. Il faut ne rien négliger, ne rien oublier. Tel homme obscur peut devenir demain un moyen, et après-demain un obstacle. Il faut choisir le terrain, le jour, l'heure, ne rien livrer à l'imprévu. Ces grands jours sont les jours de débauche du hasard. Jamais plus souvent les petites causes n'ont produit de grands effets. C'est dans ces circonstances que les riens se vengent, parfois cruellement, de leur nullité. C'est dans ces circonstances qu'un grain de sable peut faire tomber un colosse, et que la gravelle de Cromwell ou le nez de Cléopâtre décident du sort d'un empire. Le Capitole et la roche Tarpéienne sont sur la même route. Il y a donc mille précautions à prendre en pareille occurrence. Il ne suffit pas d'avoir raison ; il faut encore ne point paraître avoir tort. Et le succès est encore le meilleur argument du droit. Il fallait donc à Bonaparte un plan net, sûr, heureux, qui lui conciliât tous les amis qui honorent et qui servent, et ne lui laissât que des adversaires indignes à combattre et à épargner. La révolution qui se préparait devait être de celles qui se font dans les esprits avant de se réaliser dans les faits, de celles auxquelles l'intérêt général fait immédiatement une légitimité, que leur but consacre, que leurs moyens défendent et qu'une lutte loyale, légale, sans injure, sans représailles, rend douce, même à ceux qu'elles chassent. Bref, il fallait conformer ses vues aux maximes suivantes, sorties des entrailles même de l'expérience politique, et que nul aspirant au pouvoir n'a contredites impunément :

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 7.

*Toute révolution qui échoue est ridicule. — Toute révolution qui réussit trop est odieuse. — Une révolution ne doit durer qu'une heure. — Il n'y a de révolutions heureuses que celles qui ne surprennent personne.*

C'est dans ces convictions et ces sentiments que Bonaparte, loin de se prodiguer à sa popularité, s'y déroba le plus possible et usa modestement et discrètement d'une force dont il ne faut se servir que rarement et à propos, qu'un indiscret usage épuise quelquefois du premier coup, mais que grandit et multiplie une sage économie. C'est dans ces convictions et ces sentiments que, condamnant à la patience une opinion qui n'aime pas à attendre, Bonaparte voulut tout préparer, tout étudier, tout disposer, de façon à mettre en sa faveur toutes les apparences, toutes les chances, à choisir ses alliés et même à choisir ses ennemis, de façon à arrivera l'idéal, au chef-d'œuvre en matière de mouvement politique, suivant un historien qui s'y connaît.

Ce plan était parfaitement conçu ; car il faut toujours, quand on veut faire une révolution, déguiser l'illégal autant qu'on le peut, se servir des termes d'une constitution pour la détruire et des membres d'un gouvernement pour le renverser<sup>1</sup>.

Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que Bonaparte ait asservi à la formule naïve de ce machiavélisme raffiné de nos jours, la bonté de sa cause et la liberté de son génie. Mais ce qu'il y a de certain, et ce dont il faut le louer, c'est que, dans le but d'éviter surtout, non le danger, mais l'odieux d'une lutte civile, et d'arriver par les voies pacifiques à une victoire sans deuil, il se condamna à une méthodique et minutieuse étude des moyens et des circonstances, et à une revue successive de tous les hommes en état de le combattre ou de l'aider. Il n'est pas sans intérêt de jeter avec lui, sur ce personnel d'hommes anciens et d'hommes nouveaux qu'un coup d'Etat allait mettre en lumière ou faire rentrer dans l'ombre, un sommaire mais instructif coup d'œil, en parcourant successivement les sphères du gouvernement, des conseils, de l'armée.

Le gouvernement, concentré entre les mains de cinq directeurs et voué aux oscillations de la majorité, si défavorables à la décision et à l'unité qui doivent présider aux actes du pouvoir exécutif, était alors composé, suivant la fatalité des oligarchies républicaines, d'hommes inégaux, disparates, médiocres, choisis par suite des ambitions de parti et des jalousies populaires, qui préfèrent la médiocrité à la supériorité et l'honnêteté au talent. Sans doute, il ne faut pas faire fi du caractère et de la vertu. Mais l'art de gouverner ne se devine pas. Et il n'y a jamais eu de pire gouvernement que celui de ce dernier Directoire, où la probité et le patriotisme avaient cependant la majorité, mais la probité sans énergie et le patriotisme sans idées.

Il comprenait Gohier, avocat probe et dévoué à la République, mais sans expérience et sans influence politiques, très-inférieur au rôle de directeur et encore plus à son titre de président, dont le choix de ses collègues avait récompensé sa débonnairété. Moulin, son collègue, était un général obscur,

---

<sup>1</sup> Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. X, p. 557.

intègre et sincère, mais sans vues, digne associé de Roger-Ducos, ancien girondin, honnête, incapable et faible créature de Sieyès, qui représentait, dans le cénacle exécutif, l'austérité révolutionnaire, à côté de Barras, qui en personnifiait la corruption ; l'un silencieux et dogmatique, prêt à toutes les évolutions des esprits spéculatifs, et à toutes les contradictions de l'absolu ; l'autre usé, gangrené, sans moralité et sans doctrine, bizarre mélange d'énergie factice et d'insouciance réelle, auquel le rôle de la vie publique faisait une apparence de dignité, qui ne voyait dans le pouvoir que ses jouissances, capable d'intriguer encore, mais non plus de lutter pour le conserver, ou de se ménager, par un sacrifice accepté à temps, une retraite honorable. Tel est le jugement, non-seulement de Napoléon, qui n'a pas intérêt à diminuer ses adversaires, mais de tous les historiens qui l'ont suivi, sans avoir intérêt à l'accuser<sup>1</sup>.

Le chef nominal de ce gouvernement caduc, qui en personnifiait, à l'extérieur du moins, la majesté théâtrale, par sa prestance, sa faconde, ses vices, c'était Barras, directeur de la création, dépositaire de la tradition, et qui semblait encore capable de devenir le bras de cette autorité, dont Sieyès était le cerveau, l'oracle, la boussole. Mais Sieyès, devenu modéré, et qui savait par expérience combien, en temps de révolution, est dur à accomplir, même le simple tour de force de vivre, Sieyès, qui avait, dès le 30 prairial, avoué l'instabilité de la constitution, le danger de la république et la nécessité d'une tête et d'une épée, Sieyès, qui avait en vain cherché à placer les bénéfices de son abdication sur le talent et la fortune d'un Joubert et d'un Moreau, Sieyès reconnaissait intérieurement dans Bonaparte une supériorité rivale de la sienne, et admirait, sans l'aimer, un homme plus nécessaire que lui, dont le séparaient seulement les fausses pudeurs de son orgueil et les répugnances d'une instinctive antipathie.

Avec un gouvernement ainsi composé, servi par un Dubois Crancé, successeur, au ministère de la guerre, de Bernadotte, et qui avait à faire oublier bien des choses ; par un Fouché, instrument de Barras, prêt à se retourner contre lui ; par un Talleyrand, souple et séduisant tant qu'il n'avait pas intérêt à être raide et perfide, Bonaparte ne tarda pas, après une série d'avances habilement calculées, à être maître de Barras par le mépris, de Sieyès par la nécessité, de Talleyrand par l'intérêt, de Fouché par l'ambition. Gohier, gagné par sa femme, gagnée elle-même par madame Bonaparte, — dont le charme pénétrant, aiguë par le dévouement, retenait à Bonaparte les conquêtes qu'il avait faites ou lui en attirait de nouvelles, et dont la naissance et les relations protégeaient cet illustre parvenu contre les rancunes et les préjugés de l'ancienne société, — Gohier neutralisé par l'admiration et la confiance<sup>2</sup>, le sort du gouvernement était entre les mains de Sieyès, inspirateur obéi de Roger-Ducos, prêt à remettre, à qui lui en laisserait sa part, l'autorité qu'il ne pouvait conserver toute entière. Moulins, également incapable de transiger et de combattre, demeurait livré à toutes les impuissances de l'isolement.

Le 15 brumaire, quand Bonaparte, à la suite du banquet solennel que lui avaient offert, dans l'église Saint-Sulpice, les deux Conseils, se rendit chez Sieyès afin de triompher de ses derniers et égoïstes scrupules, toujours faciles à vaincre pour un homme aussi séduisant qu'impérieux, et afin de concerter avec lui les

---

<sup>1</sup> Thiers, *Révolution*, t. X, p. 251 et 259. — Lanfrey, *Histoire de Napoléon*, 1807, t. I, p. 421. — *Commentaires de Napoléon*, t. IV, p. 7 et 8.

<sup>2</sup> Joseph atteste sa tolérance, sinon sa complicité, et proteste contre les assertions de *Mémoires* dont la date explique les mensonges (t. I, p. 74).

dernières dispositions de la lutte et s'entendre sur le partage de la victoire, il était déjà maître de l'opinion, que fascinaient ses épiques succès d'Italie et d'Égypte, son fatidique visage, bronzé par le soleil des Pyramides, sa redingote grise et son sabre turc attaché à un cordon de soie ; maître des conseils, où ses frères, Joseph et Lucien, avaient entretenu son prestige et garanti ses intentions ; maître de l'Institut, dont les membres lui faisaient une cour ; de l'ancienne société, où Joséphine lui ménageait des intelligences, et laissait espérer un Monck, auquel elle croyait peut-être elle-même ; enfin, maître de l'armée de Paris, composée de ses anciens soldats, commandée par un général sans initiative, et où ses rivaux, les Bernadotte, les Moreau, incapables de la dictature, étaient prêts à l'accepter pour maître, s'il osait vouloir et pouvait réussir. Jourdan, Augereau, Macdonald, Sérurier, hostiles à divers degrés, mais également impuissants à former ou à gouverner un parti, se réservaient pour l'événement, résignés à suivre la fortune, même dans un camp non préféré. A côté de Bonaparte, avec toutes les nuances diverses de l'admiration, du dévouement, de la sympathie, de la prévoyance, de l'ambition, se groupaient les notabilités anciennes de l'ordre civil et du droit régulier, si longtemps sacrifiées aux factions, Rœderer, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, Gandin, Le Couteux, Volney, Réal, Regnier, Boulay, Cabanis, l'amiral Bruix, état-major d'auxiliaires et de conseillers, que Talleyrand, de son esprit ailé, conduisait, en ayant l'air de les suivre de son pied boiteux, accompagné du légiste Cambacérès, ministre de la justice, fait pour l'être et jaloux de le demeurer, et de Fouché, suspect à tous, utile à tous, qui, à force de chercher à savoir le secret de Bonaparte, paraissait le connaître et le servir. Ses généraux intimes et familiers, aides de camp d'Italie ou d'Égypte, favoris, en même temps que Bonaparte, de la victoire et de la fortune, Lannes, Murat, Berthier, Marmont, La Valette, Andréossi, lui ménageaient, par une active et heureuse propagande, le concours de Lefebvre, la passivité de Bernadotte et d'Augereau.

Tout étant ainsi ménagé, concerté, préparé, Bonaparte convint, le 6 novembre (15 brumaire), dans une entrevue décisive avec Sieyès, du jour, de l'heure, des moyens et des résultats de la lutte et du succès.

Le parti de Bonaparte était pris et sa route tracée. Il ne voulait marcher ni avec les patriotes ou soi-disant tels, couvrant du masque d'un dévouement fanatique à la république et d'un désintéressement Spartiate, le goût du désordre, la jalousie du talent et des cupidités d'autant plus ardentes qu'elles étaient plus secrètes ; ni avec les corrompus ou pourris, séides de Barras, satellites de toute grandeur facile, amis des pouvoirs équivoques et des bonnes fortunes de l'eau trouble ; ni avec le Manège, mi-parti de royalistes hypocrites et de généraux ambitieux et boudeurs, qui frondaient d'avance un gouvernement fortement concentré et énergiquement civil, fatal à la prépondérance militaire et aux anarchies coalisées, dernier espoir des prétendants. Le parti de Bonaparte se composait de l'immense majorité des citoyens honnêtes, des soldats patriotes, des modérés en un mot. Le 18 brumaire a été le coup d'État de la modération et la révolution de la stabilité<sup>1</sup>.

Pour bien indiquer le but et la portée d'un mouvement non militaire mais civil, fait par un général que Sieyès, malgré les pressentiments de sa subordination prochaine, préférait à tous parce qu'il était le plus *civil*<sup>2</sup>, c'est-à-dire le plus

---

<sup>1</sup> Thiers, t. X, p. 341.

<sup>2</sup> *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 77.

capable d'organisation et d'administration, le terrain choisi fut celui de la constitution elle-même.

Il fut résolu qu'on frapperait le coup décisif le 18 brumaire (9 novembre 1799), et qu'on emploierait les voies légales, de façon à garder le plus possible, à la réaction qui se préparait, son caractère civil, pacifique, à lui assurer les adhésions qu'un mouvement militaire eût effarouchées, enfin et surtout à prévenir un conflit armé et à préserver de toute tache de sang une révolution qui devait demeurer immaculée. Bonaparte n'oubliait pas la promesse solennelle qu'il avait faite, à son retour, de ne tirer l'épée que pour la défense de la République et de son gouvernement, et l'intérêt même de sa conservation personnelle ne devait pas l'y faire manquer.

Il s'agissait donc d'opérer, sans trop d'irritantes secousses, une transformation toujours dangereuse, même avec les éléments de popularité et de succès dont il disposait, et pour cela de rallier à ses desseins et à ses combinaisons tout ce qui, dans les conseils, dans l'armée, dans le gouvernement lui-même, n'était pas irrémédiablement hostile ou irrévocablement indigne. Bonaparte, un moment, avait, dit-on, songé, ou plutôt on avait songé pour lui — ce fut le dernier rêve et le dernier effort de l'influence expirante de Barras, essayant d'éluder ce qu'il n'osait combattre —, on avait songé à borner le changement imminent à l'accession pure et simple de Bonaparte au pouvoir, avec le titre de directeur, en remplacement d'un des cinq, dont on espérait obtenir facilement la démission.

Mais les scrupules de la dignité, à défaut des calculs de l'ambition, eussent suffi pour empêcher le général d'Italie et d'Égypte d'accepter un accommodement aussi mesquin, de déshonorer au contact d'un Barras la pureté de sa gloire, l'honnêteté de sa vie et l'intégrité de son caractère, d'éteindre son crédit dans une solidarité équivoque avec un gouvernement méprisé, qui n'avait plus que des ennemis ou des complices ; enfin d'entrer au pouvoir par cette petite porte et en courbant la tête. Ceci eût été d'un ambitieux vulgaire et indigne du commandement. L'autorité ne se partage qu'avec des égaux. Bonaparte ne pouvait, à moins de se compromettre, traiter qu'avec le génie d'un Sieyès ou la probité d'un Roger-Ducos. Tout autre concession le diminuait même à ses yeux.

Le premier projet qu'on lui a prêté, sans vraisemblance et sans autorité, et qui ne doit être qu'un artifice des premiers jours, un moyen de conversation, un prétexte pour éluder des demandes ou des questions indiscrètes, ou dérouter le malveillance, ce premier projet, s'il exista jamais, n'eut d'autre but que de cacher le second, de couvrir la mine et de permettre le travail secret imposé, surtout en politique, à tout ce qui veut réussir. Les répugnances de l'opinion pour tout ce qui eût ressemblé à l'ancien système, son impatience de nouveautés hardies ne s'opposaient pas moins que son caractère à une transaction décevante, qui n'eût fait que pallier le mal pour quelques jours, qui eût opposé Bonaparte au danger d'un conflit permanent avec ses collègues, ou à l'impopularité de l'impuissance, et eût rendu bientôt nécessaire une révolution entreprise alors dans des conditions moins favorables. Un gouvernement réchauffé ne valut jamais rien. Bonaparte avait trop raison pour tergiverser en homme qui a tort, et il ne devait pas craindre d'imposer trop de sacrifices à la fois à une nation avide de sacrifices.

Il fallait donc agir à fond, et trancher dans le vif, sans s'inquiéter outre mesure d'une nouvelle atteinte portée à des principes vingt fois déjà solennellement violés, d'un dernier coup donné à une constitution qui tombait d'elle-même, de l'accomplissement intégral d'une révolution aux trois quarts faite, et que sa seule

arrivée avait commencée, enfin de l'expulsion d'un gouvernement où tout ce qui était honnête abdiquait, et où tout ce qui pouvait résister avait donné l'exemple, au 18 fructidor, de l'abus de la force, et ne méritait pas les égards dus au droit. Le plan auquel s'arrêtèrent, d'un commun accord, Sieyès et Bonaparte, tout en prévoyant au besoin la nécessité d'une exécution ou plutôt d'une démonstration militaire, témoigne de la pensée de conciliation, de modération qui inspira un coup d'Etat, dont le succès ne put être un moment compromis que par la faute de cette modération même. La division fâcheuse, en deux actes, de cette pièce politique, l'éparpillement d'hommes et de forces qu'imposèrent le nombre des auxiliaires et les efforts de deux journées, les délais occasionnés par des égards excessifs pour des directeurs, opiniâtres par calcul et intéressés à marchander une démission dont on eût pu se passer, tels sont les seuls obstacles et les vulgaires pierres d'achoppement que rencontra dans sa marche, hors cela triomphale, vers le pouvoir, la glorieuse et populaire fortune de Bonaparte.

Pour nous expliquer maintenant en bref, car le temps presse et la force secrète des événements pousse au but désormais l'historien frémissant, voici le plan convenu entre Bonaparte et Sieyès qui prépara les éléments de cette dernière et courte tempête, de cette suprême *journée* de la révolution, trop féconde en journées plus sanglantes, avec la décision calme d'un esprit altéré d'ordre et affamé de paix, prêt à payer de tous les sacrifices la joie d'un gouvernement solide et s'effaçant d'avance au second rang, avec un dévouement sans illusions, devant un collègue dans lequel il pressentait un maître.

Le conseil des Anciens, profitant de l'article 102 de la constitution, qui lui réservait le droit, en cas de conviction ou même de suspicion d'un danger quelconque pour l'indépendance ou la sûreté du Corps législatif, de transférer où il jugerait convenable les délibérations des représentants de la nation et des auteurs des lois, devait prononcer cette translation à Saint-Cloud, en concentrant entre les mains du général Bonaparte les pouvoirs militaires nécessaires à la protection de cette mesure d'ordre public. Une fois investi d'un mandat qui lui assurait la sanction de la majorité des Conseils, éloignés des excitations de la capitale, et devenu le chef légal de ces troupes dont il était l'idole, Bonaparte, maître de la situation, la gouvernait à son gré, de façon à paralyser où à vaincre ses adversaires, à profiter des circonstances, à expliquer ses intentions et à venir recevoir à Saint-Cloud la délibération qui le justifiait. Pour le surplus des mesures à prendre on avait tout le temps. Sieyès se flattait de l'espoir de voir la constitution idéale qu'il tenait toujours en poche, mise en action, en scène pour ainsi dire, par un glorieux interprète, un sublime acteur. Bonaparte n'était pas fâché d'être, par cette réserve, dispensé d'approuver ce chimérique chef-d'œuvre qu'il se réservait de briser. On se borna donc, sur ce point délicat des personnes, à stipuler que Sieyès et Roger-Ducos recevraient, en partageant le gouvernement nouveau, le prix de leur concours et la compensation de leur sacrifice. On essaierait de décider Gohier à une démission qui dissolvait la majorité, dernière force du Directoire, qui tombait alors de lui-même. Moulins, incapable, et Barras, indigne de transaction, devaient être, l'un neutralisé par force, en attendant un sort honorable, et l'autre congédié avec le dédain que Bonaparte n'était pas fâché de rendre en sa personne à tout le parti des *pourris*.

Le 17 brumaire, Bonaparte, maître enfin de tous les fils de la combinaison qui devait, le lendemain 18, étaler, aux yeux des Parisiens étonnés et ravis, son rapide coup de théâtre et son facile succès, disposa la scène et prépara les acteurs. Il fit prévenir de son intention de le recevoir, le lendemain 18, à l'heure matinale de six heures, justifiée par le prétexte de son départ pour un voyage, le

corps des officiers de la garnison, ayant à sa tête le général Morand, commandant la place de Paris ; il fit parvenir la même invitation aux quarante adjudants de la garde nationale de Paris ; enfin il convoqua pour la revue qui comblait leur désir, aux Champs-Élysées, à sept heures du matin, les 8<sup>me</sup> et 9<sup>me</sup> régiments de dragons, composés en grande partie de vétérans d'Italie, et le 21<sup>e</sup> régiments de chasseurs à cheval que Murat commandait au 13 vendémiaire. Les généraux, présents à Paris, qui se pressaient volontiers aux réceptions du plus célèbre d'entre eux, que le ministre de la guerre, Dubois-Crancé, affectait de consulter sur tous les choix et mouvements militaires, reçurent séparément l'avis tout officieux que le général Bonaparte les verrait avec plaisir se joindre à son cortège pour jouir avec lui d'une solennité dont il aimait à partager l'honneur avec ses compagnons d'armes. Il n'excepta de cette avance que Bernadotte et Augereau, que leurs relations avec la société du Manège et les affectations républicaines, sous lesquelles ils dissimulaient une ambition prête à se ranger du côté du succès, lui rendaient justement suspects. Le général Lefebvre, commandant la 17<sup>me</sup> division militaire, était un brave soldat que Bonaparte était sûr de gagner avec un seul mot ; il le fit également prier à minuit, par un aide de camp, de passer chez lui à six heures.

Le même soin et les mêmes prévoyances qui dictèrent la précaution de cet appareil militaire imposant présidèrent, comme on le verra, aux dispositions à prendre du côté des Conseils, dont les commissions d'inspecteurs étaient gagnées au mouvement, et dont les membres étaient travaillés par Joseph, Lucien, Rœderer, Réal et leur groupe. La commission d'inspecteurs du conseil des Anciens passa la nuit dans son bureau, volets et rideaux fermés, à préparer le décret de translation, son exposé des motifs et l'adresse aux Français, qui devait justifier cette mesure solennelle de précaution. Les convocations, distribuées par ses ordres, appelèrent pour sept heures les Anciens et pour onze heures les Cinq-Cents, au lieu de leurs séances. On prit des mesures pour que les lettres adressées aux plus exaltés de cette dernière assemblée arrivassent avec un retard calculé, de façon à les mettre eux-mêmes dans l'impossibilité d'intervenir utilement dans un débat écourté.

Quant aux membres du gouvernement, Talleyrand et Cambacérès étaient acquis, et Fouché, trahissant son protecteur Barras, se mettait de la conspiration pour être du succès, et offrait sans cesse des services qu'on acceptait par le fait seul qu'on n'osait pas les refuser. Talleyrand se tenait prêt à porter à Barras un modèle de démission, rédigé par Rœderer, qui lui ménageait, sous des apparences flatteuses, une retraite humiliante. Gohier, que madame Bonaparte enveloppait de l'ascendant, habilement gagné à ses intérêts, d'une femme vertueuse et médiocre, ne résisterait pas sans doute à ce qu'on allait lui dire à sa table, où le général Bonaparte s'était invité sans façon pour le soir du 18, ou le lendemain, rue Chantereine, au déjeuner préparatoire du voyage de Saint-Cloud. Le général Moulins, abandonné de ses collègues, ne résisterait plus ou serait gardé à vue dans son appartement. Le *Journal de Paris*, de Rœderer et Maret, et le *Moniteur* étaient prêts à donner le ton à l'opinion et le change aux partis. Tels étaient les dispositions, les moyens, les ressources, le programme préparé d'avance de la journée du 18 brumaire. Disons-en rapidement les résultats, qui devaient être le lendemain un moment compromis par des résistances que le génie de Bonaparte avait pu prévoir mais non pas prévenir, et que, comptant sur l'ascendant de sa cause et de son éloquence, il eut le tort de braver sans être prêt à les réprimer.



Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) à six heures du matin, la commission des inspecteurs des Anciens, qui avait veillé toute la nuit, feignait de s'assembler sous la présidence de Cornet, du Loiret. A sept heures, le conseil, convoqué extraordinairement, entendait un emphatique, mais par cela même excellent rapport de Cornet, qui, fidèle à sa consigne et au goût du temps, enflait sa voix à la façon d'une trompette d'alarme. La majorité, convaincue d'avance de dangers de pression, d'intimidation et même d'oppression jacobine, moins imaginaires qu'il ne semble, et résolue à confier sa protection à une glorieuse épée pour échapper aux autres, votait, avec un empressement sans contradiction, le décret de translation et d'exécution, base légale des opérations de salut concertées.

Ce décret, fondé sur les droits d'initiative absolue et sans appel, réservés au conseil des Anciens, par les art. 102, 105 et 104 de la constitution de l'an III, prescrivait la translation immédiate du Corps législatif à Saint-Cloud, y fixait la première séance des deux Conseils qui le composaient au lendemain, 19 brumaire, à midi, et chargeait le général Bonaparte de l'exécution de la mesure et de la sûreté de la représentation nationale. En conséquence, le général commandant la 17e division militaire — Lefebvre —, la garde du Corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne, se trouvant dans la commune de Paris et dans l'arrondissement constitutionnel, et dans toute l'étendue de la 17e division militaire, étaient placés sous ses ordres et tenus de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens devaient lui prêter main forte à la première réquisition. Par le dispositif final du décret, le général investi de cette suprême marque de confiance et d'estime était mandé au sein du conseil des Anciens, pour en recevoir le titre des mains du président, prêter serment et se concerter pour les mesures d'ordre et d'exécution avec les commissions des deux Conseils.

Tandis que s'accomplissait cette première scène du drame, que des messagers d'Etat, volant dans toutes les directions, portaient les ampliations réglementaires du décret au Directoire exécutif, au conseil des Cinq-Cents, convoqué extraordinairement pour onze heures, et à l'imprimerie du gouvernement, d'où il devait sortir imprimé pour être affiché, promulgué et expédié, par des courriers extraordinaires, dans toute l'étendue de la république, la rue Chantier, l'allée et le perron de l'étroit logis de celui pour qui le monde allait être bientôt trop petit, étaient encombrés du nombreux et brillant état-major de l'armée et de la garde nationale, doublement attiré par l'attrait d'une fête militaire et d'une visite dont le rendez-vous avait quelque chose de mystérieux à la fois et de solennel. Derrière cette foule d'élite qui regorgeait presque dans la rue du Mont-Blanc, les boulevards étaient occupés par une partie de la cavalerie que le général Bonaparte devait passer en revue, et au bruit des armes et des chevaux, Paris s'éveillait avec l'animation des journées extraordinaires. Le temps était superbe, et le soleil semblait, lui aussi, se mettre du parti de ce victorieux, de ce conquérant favori, sacré du double hâle de l'Italie et de l'Égypte.

A huit heures, quand le député Cornet arriva, tenant à la main ce décret auquel il avait pris tant de part, Bonaparte, sortant de son salon, déjà trop étroit pour contenir tant d'amis, s'avança sur le perron, et lisant l'acte législatif qui l'investissait du commandement à la foule qui l'entourait, il en essaya l'effet, et le trouva, non sans satisfaction, conforme à ses espérances et à ses désirs. Ce fut un de ces frémissements spontanés d'enthousiasme et de dévouement, où le cliquetis des épées dont la garde est saisie et le bruissement des éperons du pied qui s'élance se mêlent aux hourras sortis de mâles poitrines, qui ne trompent pas un observateur aussi sagace que Bonaparte. Il sentit qu'il pouvait compter sur

l'armée, et accueillit avec une insouciance ironique la nouvelle du départ subit de Bernadotte, qui, au premier coup d'œil jeté sur une assemblée de cette physionomie, avait échappé à Joseph et s'était esquivé du côté du Manège, et avec une bonhomie pleine de coquetterie et de séduction, l'arrivée du général Lefebvre qui, d'assez mauvaise humeur, et agacé encore davantage par les réponses évasives du colonel Sébastiani, venait brusquement s'informer de ce qui se passait.

A un général comme Bernadotte, partagé entre ses souvenirs et ses espérances, indécis entre son dévouement et son ambition, ses relations d'amitié et de parenté, et ses obligations de parti, prêt d'ailleurs à protéger la défaite ou à se rallier au succès, il n'y avait rien à dire. C'eût été trop long. Mais la conquête d'un brave, mais ignorant soldat comme Lefebvre, fut bientôt faite. Avec un mot qui rappela au vétéran sa haine des avocats, avec une accolade flatteuse accompagnant le don public du sabre des Pyramides, le général, dont l'opposition pouvait créer un embarras, en troublant l'unité et en compromettant l'exemple si nécessaires au commandement militaire, ne sut plus que balbutier, s'attendrir, obéir. Gohier, rebelle à de tels entraînements, seul manquait au rendez-vous, et son absence, indice de l'opiniâtreté étroite d'un honnête homme, fidèle par amour-propre, par méfiance, par crainte, plus encore que par devoir, à une cause condamnée à ses propres yeux, n'arrêta pas Bonaparte, décidé à se passer de son concours, et à attendre la fin de scrupules aveugles ou intéressés.

Bonaparte monta donc à cheval pour se rendre aux Tuileries et prêter serment à la barre du conseil des Anciens, et traversa les boulevards, au milieu des acclamations des quinze cents hommes qui y étaient massés en bataille et de la sympathie de la foule pour les pompes militaires, animée par les sentiments qui lui faisaient une fête de la vue de son général favori. Un peu avant dix heures, Bonaparte, accompagné des généraux Moreau, Macdonald, Berthier, Lannes, Murat, Leclerc, entra dans la cour des Tuileries, haranguait rapidement le 9<sup>e</sup> dragons, qui s'y trouvait réuni comme tête de file des troupes de la garnison, qu'on vit bientôt venir prendre dans le jardin et la place Louis XV ses postes de revue, et se présentait, accompagné de vivats enthousiastes, à la barre du conseil des Anciens, entouré de son état-major de généraux.

Il n'eut pas de peine à triompher de l'épreuve, favorisée par l'admiration dont il était l'objet, de cette présentation solennelle et de ce début oratoire. Il était naturellement éloquent et avait dans les yeux ce je ne sais quoi qui donne l'empire des hommes. Il ne lui manquait que l'habitude des contradictions et des interruptions, dont la journée du lendemain allait être pour lui une rude, mais utile école. Il n'en essuya pas aux Anciens, où il prononça un bref discours, conforme aux circonstances, qui répondait aux idées de désintéressement et de dévouement patriotiques que lui prêtait la brochure dialoguée de Rœderer, préparée d'avance et distribuée dès neuf heures dans Paris, qui réservait seulement le respect des principes, n'entraînait pas forcément celui des formes, et affirmatif sur le maintien de la république, l'était moins sur celui de la constitution. Bonaparte obéissait, par ces restrictions nécessaires, à la nécessité politique de ne pas s'engager d'avance, par des promesses imprévoyantes, de ne pas flatter d'opinions excessives, et de garder intacte, avec ses auxiliaires législatifs comme avec Sieyès lui-même, une liberté soumise seulement à l'empire des circonstances et aux vœux de la nation. Il éluda, par une paraphrase jugée suffisante par le président, qui coupa court au débat soulevé par un formaliste important, le serment légal à la constitution, et sortit au milieu de la confiance donnée aux siens par ce discours énergique, dont ses

compagnons répétèrent comme un écho la vibrante péroraison, discours dont les versions varient de façon à déconcerter un peu l'appréciation, mais dont on peut dire que la gloire et la nécessité firent surtout le succès<sup>1</sup>.

Bonaparte l'acheva en descendant pour la revue des troupes, dont le dévouement sans subtilité et l'enthousiasme sans réserve, acclamèrent nettement et personnellement leur général, tandis que les Cinq-Cents se séparaient, protestant par le cri, sans écho, de : *Vive la constitution de l'an III*, contre la mesure de la translation et contre l'intervention du président Lucien, qui avait brusquement mis sur une délibération orageuse le sceau du silence imposé par cette constitution elle-même.

Tandis que les députés hostiles au nouvel état de choses et surtout aux changements, dont la translation ne pouvait être que la préface, réunissaient leurs forces dispersées, cherchaient partout des partisans à leur exaspération, et dans des conciliabules secrets, excitaient les ferments et préparaient les moyens de l'opposition et au besoin de la résistance du lendemain, Bonaparte siégeait en permanence aux Tuileries, à l'assemblée des inspecteurs des deux Conseils. Ln, Lucien, Joseph, Talleyrand, Cambacérès, Fouché, et bientôt Sieyès et Roger-Ducos, arrivés à cheval et remettant leur démission de Directeur pour carte d'entrée, composaient le cénacle inspirateur et organisateur, le comité d'initiative.

C'est de là que partirent successivement l'ordre au général Murat d'aller, avec une nombreuse cavalerie et un corps de grenadiers, occuper Saint-Cloud, tandis que Sérurier garderait le Point-du-Jour avec une réserve. C'est là que Lannes reçut le commandement des Tuileries, Macdonald celui de Versailles, Marmont celui de l'École militaire et Moreau la commission moins honorable de surveiller et de bloquer, avec cinq cents hommes, au Luxembourg, le triumvirat, encore dangereux, du Directoire récalcitrant. On n'espérait plus gagner Gohier ni convaincre Moulins. Quant à Barras, plus facile aux accommodements, on lui dépêcha le souple Talleyrand et l'ingénieur Bruix, meilleur négociateur qu'amiral. Pendant ce temps, pour neutraliser la fermentation populaire excitée aux faubourgs où régnait encore Santerre, et pour empêcher cette opposition de trouver un centre et des intermédiaires dans les communes, un arrêté de Fouché arrêta le mouvement municipal et électoral par la suspension de douze municipalités de Paris<sup>2</sup>, et il tranquillisa les esprits par des placards rassurants et menaçants à la fois. Le soir, la partie du jour était entièrement gagnée. Paris, dans une attente sans inquiétude du dénouement, assistait aux préliminaires et aux préparatifs comme à un spectacle. Barras, après avoir disputé sa démission, la marchandait, finissait par la donner sans condition, et partait pour Grosbois, escorté d'un peloton de dragons. Gohier et Moulins, abandonnés du seul homme dont le concours pût donner quelque force à leur obstination, essayaient de prolonger en venant dans cette même assemblée, que gardaient leurs propres gardes mandés aux Tuileries et placés sous les ordres de Lannes, une agonie désespérée, et y plaidaient en vain devant Sieyès et Roger-Ducos, et Bonaparte lui-même, la cause de ce gouvernement qui ne voulait pas achever de mourir.

---

<sup>1</sup> La meilleure version semble celle du *Journal de Paris*, un peu trop correcte et paraphrasée pourtant (*Œuvres du comte Rœderer*, t. III, p. 507). C'est le texte adopté par Thiers (X, 565) et Lanfrey (t. I, p. 455). Les *Commentaires* (t. II, p. 21) et la *Correspondance de Napoléon* (t. IV, p. 1) donnent une leçon quelque peu modifiée.

<sup>2</sup> Réduites à trois commissaires sous la présidence et la surveillance de Réal, procureur syndic.

Malgré les prières et les menaces, ils s'obstinèrent dans ce rôle honorable et ridicule de l'entêtement et retournèrent au Luxembourg, ou on se contenta de garder à vue ces deux incorruptibles et invulnérables honnêtetés<sup>1</sup>.

A sept heures du soir se tint un dernier conseil. Là, rassuré par la démission de Barras, qui dissolvait le Directoire et réduisait ses deux membres survivants à l'impuissance de la bouderie, satisfait de l'excellent effet produit par une double proclamation aux citoyens et à l'armée<sup>2</sup> et les placards de la police et du département, Bonaparte cédant, au préjudice de sa propre sécurité, à la modération et à la générosité dont son caractère lui donnait le goût et dont le succès semblait lui faire un devoir, résista fatalement au conseil unanime, appuyé par Sieyès, de faire arrêter les quarante principaux meneurs opposants. Il reconnaît dans ses Commentaires qu'il eut tort, et les vicissitudes du 19 brumaire faillirent le lui prouver à ses dépens. Il ne faut rien négliger. Il n'y a pas de petits ennemis. La rigueur de la veille épargne le sang du lendemain. Telles sont les maximes que devaient garder, dans la mémoire du général Bonaparte, les expériences et les leçons d'une journée où la fortune et la victoire semblèrent un moment abandonner leur héros.

C'est dans cette réunion du soir du 18 brumaire, qui se prolongea fort avant dans la nuit, que Bonaparte fit triompher, non sans quelques dernières résistances d'habitude, la nécessité de changer la forme du gouvernement et prévaloir l'adoption, en principe, d'un consulat provisoire, investi d'une dictature de réorganisation et de conciliation, favorisée par l'absence du Corps législatif, ajourné à trois mois. Enfin Bonaparte cédant, non à sa fatigue mais à l'épuisement général, se décida à prendre quelque repos, tranquille sur les résultats d'une épreuve délicate, celle de la légitimation, au grand jour et en public, de sa dictature par un Corps législatif divisé en deux moitiés, l'une hostile, l'autre gagnée. Les meneurs du conseil des Anciens, Régnier, Lemercier, Cornudet, Fargues, et les meneurs des Cinq-Cents, Lucien, Boulay, Émile Gaudin, Chazal, Cabanis, garantissaient, ceux-ci la constance de leur majorité, ceux-là la soumission de la leur. Le parti militaire patriote se désagrégeait peu à peu. Augereau et Jourdan avaient assisté à la revue des Tuileries et le premier s'était plaint qu'on se fût passé de lui. Quant aux députés, les plus hardis et les plus énergiques des Cinq-Cents, Salicetti n'avait donné asile à un conciliabule où ils avaient agité le projet d'opposer Bernadotte à Bonaparte, que pour se faire un mérite et un titre de faveur et de pardon d'une dénonciation qui mit Bonaparte sur ses gardes, et permit à Fouché de prendre des moyens pour fermer l'accès de la salle des Cinq-Cents à ces dangereux ardélions.

Le lendemain, 19 brumaire an VIII (10 novembre 1799), le général Bonaparte arriva dans la matinée à Saint-Cloud, devenu le but de promenade des curieux et observateurs parisiens, et le rendez-vous des nombreux amis et des quelques ennemis du nouveau régime, prêts à faire de la solennité d'inauguration et de ses incidents, l'occasion d'une lutte décisive. Bonaparte, qui n'avait pas de chevaux de main, avait accepté de monter un cheval d'Espagne noir, que lui prêta Bruix, d'une beauté remarquable, mais qui fit beaucoup de façons dans la cour de Saint-Cloud. Dans une maison de Saint-Cloud, à proximité des événements, se tenaient Talleyrand, Rœderer et leur groupe, Duquesnoy,

---

<sup>1</sup> Thiers, t. X, p. 370, 371. Lanfrey, t. I, p. 460. — Napoléon dans ses *Commentaires*, t. IV, p. 23, affirme que Moulins, à l'entrevue des Tuileries, donna sa démission.

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 24, 25.

Montrond, etc. Sieyès et Roger-Ducos, qui ne pouvaient paraître, stationnaient en observation dans une voiture, à la grille du château.

Nous emprunterons à Napoléon lui-même la description de ce champ de bataille parlementaire, distribué à la hâte, dans ce palais, prochain théâtre de sa fortune et séjour de sa grandeur. Cette installation hâtive, sur laquelle il n'avait pu être consulté, et qui, au conseil des Cinq-Cents surtout, se compliquait d'une disposition des lieux des plus défavorables à une lutte, faillit, aggravée par un retard fâcheux, qui permit aux hostilités de se reconnaître, de se compter, de se concerter, compromettre le succès de la restauration de l'ordre et du pouvoir. Ces inconvénients stratégiques devaient obliger à menacer celui qui eût voulu séduire tout le monde et donnèrent une apparence de violence et une teinte d'usurpation à un avènement populaire avant d'être, par sa ratification, national.

On travaillait avec activité pour préparer les salles du palais de Saint-Cloud. L'Orangerie fut destinée au conseil des Cinq-Cents et la galerie de Mars à celui des Anciens ; les appartements, devenus depuis le salon des princes et le cabinet de l'Empereur, furent préparés pour Napoléon et son état-major. Les inspecteurs de la salle occupèrent les appartements de l'impératrice. Il était deux heures après-midi, et le local destiné au conseil des Cinq-Cents n'était pas encore prêt. Ce retard de quelques heures devint funeste. Les députés, arrivés depuis midi, se formèrent en groupes dans les jardins ; les esprits s'échauffèrent.

De cet échange d'électricités contraires entre les députés des deux conseils naquirent des chocs irritants, et aussi des neutralisations subites. Quelques amis prirent peur. Quelques ennemis reprirent courage. Les uns se trouvèrent des raisons et de la force, les autres des scrupules et des répugnances. On s'accordait sur la nécessité d'un changement ; mais à deux heures il semblait, tel qu'il avait été projeté, bien radical à des gens qui l'eussent voté à midi, mais qu'avait refroidis l'indiscrétion fâcheuse du projet d'améliorer la constitution et d'ajourner les Conseils.

La séance s'ouvrit enfin au conseil des Cinq-Cents. Émile Gaudin mit le feu aux poudres en peignant les dangers de la patrie, en proposant de remercier le conseil des Anciens de prévoyantes et salutaires mesures, de lui demander par un messenger de faire connaître sa pensée tout entière, enfin de nommer une commission de sept membres pour faire un rapport sur la situation de la République. *Les vents renfermés dans les outres d'Éole s'en échappant avec furie n'excitèrent jamais une plus grande tempête. L'orateur fut précipité avec fureur au bas de la tribune. L'agitation devint extrême*<sup>1</sup>. C'est aux cris menaçants de : *Point de dictature ! à bas le dictateur ! Vive la constitution !* poussés par les plus exaltés, Delbreil notamment, que s'ouvrit un débat où chaque mot poussait à l'action, et où les partis divers se provoquaient l'un l'autre par une animation croissante. Lucien tenait tête à l'orage avec sa véhémence énergique et répondait par un rappel à l'ordre à des protestations qui prenaient un caractère agressif et personnel et cherchaient à atteindre son frère à travers lui. C'est à ce moment que le député Grandmaison, pour gagner du temps, dans un intérêt ou dans

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 27.

l'autre, et permettre aux opinions de se compter, fit la motion maladroite et heureuse à la fois, dangereuse en même temps et opportune, de renouveler le serment à la constitution de l'an III, formalité solennelle qui comportait l'appel nominal et exigeait deux heures. Lucien fut obligé de céder au torrent et de prêter serment comme les autres.

Au conseil des Anciens, la séance était moins chaude, quoique troublée par les récriminations des membres écartés de la délibération par un défaut de notification couvert de prétextes évasifs, et par cela même suspects. A la vivacité de ces réclamations déconcertantes répondait l'attiédissement progressif des timides, des incertains, des inquiets, prêts à désertir une attitude trop menacée. Les deux Conseils tendaient à se mettre en communication et à détruire ainsi l'avantage précieux de leur isolement, de leur pondération, de leur réciproque équilibre. Bonaparte, informé de ces mouvements équivoques, sentit que le moment était venu d'agir et de se livrer tout entier à son sort et au hasard qui l'avait souvent mieux servi que le calcul. Jourdan, Augereau, Bernadotte venaient d'arriver à Saint-Cloud, où ils attendaient à l'écart leur rôle des circonstances. Messagers de mauvais augure, les deux premiers étaient venus tourner autour de Bonaparte pour observer son visage, ses paroles, et jouir les premiers de sa défaite. — **Eh bien !** dit Augereau, à son général en chef, **vous voici dans une jolie position !** — Augereau, reprit Napoléon, **souviens-toi d'Arcole ; les affaires paraissent bien plus désespérées. Crois-moi, reste tranquille, si tu ne veux pas en être la victime. Dans une demi-heure tu verras comme les choses tourneront**<sup>1</sup>. Suivant Joseph, témoin de la scène, Napoléon pénétra bien vite le secret de la démarche équivoque du général républicain. Il aurait dit à voix basse à son frère : **C'est bien là Augereau, il vient me sonder**, et aurait ajouté, en jetant un regard sévère sur son interlocuteur interdit : **Augereau, nous nous connaissons depuis longtemps, va dire à tes amis : Le vin est tiré, il faut le boire**<sup>2</sup>. Et il s'élança, suivi de Joseph, vers la porte du conseil des Anciens.

Quand il entra dans la salle, il put voir, dès le premier coup d'œil, combien la partie était compromise et combien il avait besoin, pour rassurer ses partisans et confondre ses ennemis, déjà insolents, de tout l'ascendant de sa gloire, de son éloquence et de son énergie. Alors, debout, en face du président, la tête découverte, de cette voix vibrante et de ce geste hardi qui grandissaient sa taille et donnaient un prestige si étrange et si saisissant à l'incorrection de ses paroles.

Citoyens représentants, vous êtes sur un volcan : la république n'a plus de gouvernement ; le Directoire est dissous les factions s'agitent ; l'heure de prendre un parti est arrivée. Vous avez appelé mon bras et celui de mes compagnons d'armes au secours de votre sagesse ; mais les instants sont précieux ; il faut se prononcer. Je sais que l'on parle de César, de Cromwell ! comme si l'époque actuelle pouvait se comparer aux temps passés. Non, je ne veux que le salut de la république et appuyer la décision que vous allez prendre.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 27.

<sup>2</sup> *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 79.

Alors, par un beau mouvement, invoquant le témoignage de ses soldats, qu'il n'a jamais trompés quand il leur a promis la victoire et le salut de la République, il provoque la confirmation émue de ses compagnons d'armes déjà électrisés, qui agitent sur le seuil, où les a arrêtés une respectueuse consigne, leurs bonnets de grenadiers.

L'effet de cet exorde frémissant et du tableau pathétique, qui le suivit, des revers et des dangers accumulés par un gouvernement indigne de la France, fut arrêté par l'exclamation de Linglet, qui rallia une dernière fois les mécontents et les indécis autour de ce devoir du respect de la constitution, imposé au Corps législatif et au général Bonaparte plus qu'à tout autre.

Mais lui, sans se déconcerter de cette interruption, relevant le défi et désavouant héroïquement ce que sa situation avait gardé de contradictoire et d'équivoque, s'écria :

La constitution, vous n'en avez plus ! Vous l'avez violée, au 18 fructidor, quand le gouvernement a attenté à l'indépendance du Corps législatif ; vous l'avez violée au 30 prairial an VII, quand le Corps législatif a attenté à l'indépendance du gouvernement ; vous l'avez violée au 22 floréal, quand, par, un décret sacrilège, le gouvernement et le Corps législatif ont attenté à la souveraineté du peuple, en cassant les élections faites par lui. La constitution violée, il faut un nouveau pacte, de nouvelles garanties.

Le coup était-rude, mais il était habile. Et à des griefs dangereux Bonaparte avait raison de répondre par des reproches mérités. Tout autre que lui n'eût pas sans doute impunément fait entendre à l'assemblée un tel langage. Mais aussi quelle assemblée peut se draper dans l'inviolabilité d'une constitution qu'elle-même a déchirée dix fois ? Et était-ce bien aux complices de fructidor à se poser en adversaires de brumaire ? Il n'appartient qu'aux intègres de se montrer implacables, et la corruption n'a pas droit aux plaintes de la vertu. Le conseil des Anciens sentit ce vice irrémédiable de ses antécédents, et, cessant de se prêter à un débat qui menaçait de faire rougir plusieurs de ses membres, la majorité étouffa, par son approbation bruyante, une discussion qui des principes passait aux personnes, s'aigrissait par la nécessité où Bonaparte se trouvait acculé de dénoncer pour se justifier et d'accuser pour se défendre, et, comme toutes les plaies vives, s'envenimait rapidement. Déjà Bonaparte, réduit à des moyens auxquels il avait répugné, s'était emporté jusqu'à une menace qui, dirigée contre une autre opposition, retombait sur toute résistance.

Et si quelque orateur, poussé par l'étranger, menaçait de me mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même ! J'en appellerai à vous, mes braves compagnons d'armes. Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la fortune et du dieu de la guerre !

Cette péroraison coupait court à toute réplique, et Bonaparte sortit, certain de ne plus rencontrer aucune contradiction dans le conseil des Anciens, qui avait salué ses paroles d'un vote d'honneur et consacré, par une telle marque de confiance, la loyauté de ses intentions.

Une épreuve plus courte, mais plus pénible, attendait le réformateur demi-victorieux, au conseil des Cinq-Cents, où, à l'appel nominal, venaient de succéder une discussion irritante et furieuse, soulevée par la lecture de la démission de Barras, et la motion d'adresser un message au conseil des Anciens, pour lui demander des explications sur la mesure de la translation, qu'aucun motif sérieux ne semblait justifier aux yeux d'hommes auxquels on n'avait pas encore dit en face qu'ils étaient les vrais conspirateurs dont il fallait paralyser les projets, et les vrais auteurs des dangers de la République. La tournure que leur exaspération impatiente donna, dès les premiers pas de Bonaparte dans leur enceinte, au conflit que soulevèrent sa présence et surtout la vue de l'appareil militaire qui l'avait accompagné jusqu'au seuil dispensa le général d'explications dangereuses. C'est à peine si on laissa arriver jusqu'au tiers de sa route, cet homme à la gloire importune ; à l'habit odieux, dont la probité était un reproche pour plus d'un et l'énergie, une crainte pour tous. L'entrevue prit immédiatement, par les interpellations, les apostrophes, les vociférations, les murmures, les menaces, et enfin les gestes directs et passionnés, précurseurs des voies de fait, le caractère d'une sorte de délirante émeute. On ne laisse pas à Bonaparte le temps de s'arrêter, de parler, et oscillant déjà au milieu des flots de cette tempête injurieuse, il est saisi par ses grenadiers, dégagé, emporté dans leurs bras<sup>1</sup> et la querelle, arrêtée à temps, finit par quelques horions et quelques déchirures, anodine conséquence d'une lutte qui pouvait entrechoquer les baïonnettes et les poignards, et ensanglanter d'un attentat tragique une délibération heureusement réduite, par l'intervention spontanée des grenadiers de Bonaparte, à la violence des paroles.

Le départ de la victime manquée et l'attente de rigoureuses représailles portent à son comble la fureur des exaltés, qui tournent contre Lucien leurs invectives et leurs menaces. Tandis que le président, insulté, cède son fauteuil à Chazal, se présente à la barre pour prendre la défense du sauveur déguisé en tyran par d'aveugles envies et d'impitoyables rancunes, et enfin, à bout de forces et de voix, donne à la fois sa démission d'orateur et de député, et se dépouille de ses insignes profanés, Bonaparte ne perd pas de temps, et rendu à tout son sang-froid et à tous ses moyens, vole, le visage enflammé, les yeux étincelants d'une indignation trop longtemps contenue, à la commission des inspecteurs, pour y préparer le dernier épisode d'une lutte désormais implacable. C'est là que vint le trouver la nouvelle, apportée par Montrond et Duquesnoy<sup>2</sup>, des vains efforts de Lucien pour arrêter le vote de cette mise hors la loi, dernière et fatale ressource des assemblées exaspérées. **Puisqu'ils vous mettent hors la loi, dit énergiquement Sieyès, ce sont eux qui y sont.**

Bonaparte bondit vers la fenêtre, tire son épée et l'agite, puis, descendant rapidement, il paraît dans la cour, monte à cheval, harangue les troupes et donne le signal de l'exécution militaire, si longtemps suspendue par des scrupules qui ont failli tout perdre. Il montre ses habits froissés par une indigne lutte, aux conséquences de laquelle il n'a échappé que par suite du dévouement de ses grenadiers, menacés, heurtés et même frappés comme lui !

---

<sup>1</sup> M. Lanfrey lui prête un évanouissement qui peut être dramatique, mais qui n'était pas dans les habitudes de Bonaparte en face du danger. Lombard de Langres, qui le vit passer entouré par les grenadiers, lui prête avec raison une toute autre contenance. (*Mémoires*, t. II.)

<sup>2</sup> Selon Rœderer.



Car il n'est pas impossible que sous l'empire d'une exaltation passagère ou tout simplement de la nécessité d'électriser ses troupes par l'exagération du danger couru, ou même d'une erreur permise à la suite d'un désordre qui a suffi pour produire quelques-uns des effets d'une collision armée, il n'est pas impossible que Bonaparte ait parlé de menaces réalisées et de poignards levés ! Il ne faut jamais parler à demi avec des troupes qu'on veut enlever. Des acclamations unanimes répondent à la question qui résumait ce discours dramatique : **Soldats, puis-je compter sur vous ?** Bonaparte, alors, donne l'ordre à un capitaine d'entrer avec dix hommes dans la salle des Cinq-Cents et de délivrer le président des atteintes des factieux, en évitant soigneusement toute collision.

Il est ponctuellement obéi. Lucien, dégagé fort opportunément, au moment où il venait de déposer sa toge et de s'élaner à la tribune pour y défendre son frère, est dispensé de ce pénible devoir par l'apparition de l'officier et des soldats, qui exécutent leur mission au milieu de l'attitude morne et passive d'une assemblée dont l'exaltation épuisée est retombée comme un feu de paille, et ne s'exhale plus que par quelques vains et rares protestations. L'intrépide et militant président, qui rendit ce jour-là à son frère un service dont la dette, par suite de regrettables dissentiments, ne devait être qu'imparfaitement payée, monte à cheval, et, d'une voix de stentor, proclame la dissolution du conseil des Cinq-Cents, que les violences auxquelles il vient d'échapper avec tant de peine ont rendu indigne de son mandat, et il requiert la force armée d'achever son œuvre en mettant un terme à des délibérations qui sont un scandale et un danger, et de fermer le temple souillé de la loi, devenu un club d'énergumènes et un repaire de factieux.

Le général Murat ne se le fait pas dire deux fois, et parvenu à la porte, à la tête de sa colonne, somme le Conseil de se séparer et d'évacuer la salle. Une dernière pudeur empêche ceux auxquels elle est adressée d'obéir immédiatement à cette injonction. Ceux-ci parlementent et ceux-là essayent de résister. D'autres commencent à fuir. L'attitude résolue et inflexible des grenadiers, qui s'élancent au pas de charge et au bruit du tambour dans la salle, ne permet plus d'autre voie de salut. Jonchant le parquet et les allées du jardin des robes et des toques, insignes d'une représentation théâtrale, les derniers des Spartiates et les derniers des Romains s'esquivent furtivement, et la République, longtemps déshonorée par la Terreur, maintenant achevée par la démagogie, saute piteusement par la fenêtre, dans la personne des successeurs dégénérés des députés du Jeu de paume, et des déclamateurs parfois héroïques de la Convention.

Tel fut le dernier épisode d'une révolution nécessaire, salutaire, pacifique, juste revanche des droits de l'action sur les abus de la parole, légitime vengeance de l'ordre compromis par la licence, leçon énergique et modérée donnée par l'armée victorieuse de l'ennemi et libératrice des factions à de stériles bavards, et à d'intrigants sophistes. Faire du grief de la minorité des Cinq-Cents un grief de l'histoire et déplorer la violation des droits de mandataires infidèles à leurs devoirs, c'est faire porter à la liberté le deuil de l'anarchie et sacrifier la cause de la nation aux rancunes d'un parti.

La révolution faite, il ne demeurait plus qu'à la régulariser.

La déroute panique du conseil des Cinq-Cents, dispersé, au commandement du colonel Moulins et à la lueur des baïonnettes, se borna bientôt aux plus exaltés et aux plus compromis. Une centaine de membres, ralliés au bureau et aux inspecteurs de la salle, se rendirent en corps au conseil des Anciens, où les

explications de Lucien, qui déchargea habilement son frère de toute initiative, et accepta, pour ménager les susceptibilités législatives, la responsabilité de l'expulsion, par mesure d'ordre, de représentants séditieux, fournirent aux modérés ou aux convertis l'occasion d'un retour honorable.

A onze heures du soir, les deux Conseils se réunirent de nouveau. Ils étaient en très-grande majorité<sup>1</sup>, et nommèrent deux commissions chargées de faire leur rapport sur la situation de la République. On décréta, sur la motion de Béranger, des remerciements à Napoléon et aux troupes, qui, en effet, avaient bien mérité de la patrie, par leur patience dans la lutte et leur modération après cette victoire de l'autorité remportée sans verser une goutte de sang. Boulay de la Meurthe aux Cinq-Cents, Villetard aux Anciens, présentèrent le rapport des deux commissions instituées pour rechercher les bases de la réorganisation de la république.

La loi du 19 brumaire fut décrétée ; elle ajournait les Conseils, dont une mesure de précaution, plus que de rigueur, expulsait soixante membres opposants, que cette retraite honorable dispensait d'approuver et préservait de combattre, au 1er ventôse suivant. Elle créait deux commissions de vacation, de vingt-cinq membres chacune, pour suppléer à cet interrègne législatif. Une commission consulaire provisoire, composée de Sieyès, Roger Ducos et Bonaparte, fut chargée de l'intérim du pouvoir exécutif.

Le 20, à deux heures du matin, les consuls se rendirent dans la salle de l'Orangerie, où s'étaient réunis les deux Conseils, sous la présidence de Lucien, qui prononça le serment, répété par l'assemblée et par les nouveaux chefs du gouvernement, **de fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République française une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif.**

L'assemblée se sépara, et les trois consuls prirent possession du palais du Luxembourg, où le premier soin de Bonaparte, en qualité de chef du mouvement, d'où était sorti le nouveau gouvernement, fut d'exposer, dans une proclamation lue aux flambeaux, les motifs qui l'avaient inspiré, les dangers qu'il avait courus et les principes qui allaient le diriger. Puis dès le même jour, faisant succéder le règne des faits à celui des phrases, il se mit au gouvernail de cette France en dérive qui, depuis Louis XIV, n'avait pas de pilote.

---

<sup>1</sup> Fait contesté par M. Lanfrey, t. I, p. 475 ; mais il résulte des pièces officielles.

# CHAPITRE II

## LE CONSULAT DÉCENNAL

### 1799-1800

L'armée mère du siècle. — Bonaparte veut tout faire, sait tout faire, et peut tout faire. — Fouché et Talleyrand. — M. de la Place. — M. Gaudin. — Le général Moreau. — Paroles caractéristiques de Bonaparte à son frère Joseph. — L'administration de la guerre et celle des finances avant le 18 brumaire. — Travaux de Berthier. — Succès de Gaudin. — L'École polytechnique. — Mesures libératrices, conciliatrices, réparatrices. — La Fayette et Washington. — Mission d'Hyde de Neuville. — Bonaparte ne sera pas un Monk. — Pacification de la Vendée. — La constitution de l'an VIII. — Plébiscite qui la sanctionne. — La Révolution vogue vers le port. — Assentiment universel. — Joubert et Armand Carrel. — Installation au Luxembourg des consuls provisoires. — Lucien ministre de l'intérieur. — Joseph au conseil d'État. — La grande nation. — Bonaparte écrit à l'empereur d'Allemagne et au-roi d'Angleterre pour leur offrir la paix. — Accueil évasif fait à ses avances. — La lutte recommence en Italie. - Adieux mélancoliques de Bonaparte au Sénat. — Ulm, Gênes. — Masséna bloqué dans Gênes. — Héroïque défense. — Passage du mont Saint-Bernard. — Le guide du Premier consul. — Succès de Lannes. — Montebello. — Capitulation de Gênes. — Desaix. — Bataille de Marengo. — Mort de Desaix. — Convention d'Alexandrie. — Négociations avec l'Autriche et le Saint-Siège. — Jourdan. — Retour triomphal de Masséna à Gênes. — Retour triomphal de Bonaparte à Paris. — Succès de Moreau. — Avortement des négociations avec l'Autriche. — Elle recule d'armistice en armistice. — Fête du 1er vendémiaire. - Translation des cendres de Turenne aux Invalides. — Progrès de la prospérité publique. - Traité avec les États-Unis. — Reprise des hostilités. — Victoires de Hohenlinden et de Pozzolo. — Armistices de Steyer et de Trévis. — Traité de Florence. — Paix d'Amiens. — Attentat de nivôse. — Préliminaires du Concordat. — Tableau des deux premières années du Consulat par Rœderer.

Chaque siècle a son année mère — qui n'est pas toujours la première —, l'année féconde, l'année créatrice, dont le robuste flanc, prodigue d'enfantements, semble avoir engendré tout ce qui suit, et donne une aînée à des sœurs éclipsées. Cette année, reine du siècle, c'est 1800, 1800 grand par la paix et par la guerre, par la diplomatie et, l'administration, 1800 dont chaque jour est une nouvelle et, heureuse surprise pour la France, devenue la *grande nation*, 1800 qui met pour la première fois au service du gouvernement les forces disciplinées de la Révolution, et la liberté française au service de la liberté du monde, 1800 enfin, année grosse de faits et chargée de résultats autant qu'une année peut en porter, et plus que n'en ont porté plusieurs siècles.

Un peu de la gloire de cette année 1800, dont nous allons donner l'historique bilan, rejaillit d'ailleurs jusque sur l'avant-dernière année du siècle, marquée par les premières mesures d'un gouvernement réparateur et régénérateur. Napoléon se rendait d'avance la justice de la postérité, quand il s'écriait devant les Anciens, le 19 brumaire : *Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle ; rien dans la fin du dix-huitième siècle ne ressemble au moment actuel.* Pour donner une idée au lecteur de ce moment unique et sublime de notre histoire, il suffit de citer les faits, plus éloquents que les mots et plus flatteurs que les éloges, puisque l'immensité de ce que fit Napoléon, en mettant l'ordre à la place du chaos et la prospérité à la place de la ruine, permet de mesurer l'immensité de ce qu'il avait à faire.

Dès le premier jour, dès la première réunion des consuls, il fut facile de prévoir que la France allait avoir enfin un gouvernement. Sans discuter, sans trancher, sans remercier, en homme qui prend naturellement son rang, Bonaparte se plaça au fauteuil de la présidence que lui montrait Roger-Ducos, plus avisé que Sieyès, qui y aspirait. Avec la même sereine initiative, Bonaparte désigna pour secrétaire, à la place de La Garde, auquel il réservait la retraite honorable d'une préfecture, Maret, qu'il avait deviné, éprouvé, et dont les immenses et modestes services, l'activité infatigable et le fidèle dévouement devaient mériter son estime et justifier son choix. Au sortir de cette première délibération, où Napoléon avait parlé de tout en homme supérieur en tout, et révélé, dans ce génie dont Sieyès n'avait vu que les superficies militaires, et qu'il n'avait cru que militaire, d'étonnantes profondeurs civiles et politiques, Sieyès, relégué de l'action à l'abstraction, réduit aux conseils par des ordres qui n'attendaient pas les siens, Sieyès déçu, mais résigné, donnait, avec ce laconisme axiomatique qui lui était familier, le signal et l'exemple de la soumission à ceux qui eussent été tentés de partager plutôt son mécontentement d'avoir au delà de ce qu'on eût désiré. *Messieurs*, dit-il à Chazal, Talleyrand, Boulay, Rœderer, Cabanis, etc. **1**, *vous avez un maître. Napoléon veut tout faire, sait tout faire et peut tout faire. Dans la position déplorable où nous nous trouvons, il vaut mieux nous soumettre que d'exciter des divisions qui amèneraient une perte certaine.*

Tandis que rendu à son ancien rôle d'oracle, Sieyès, retranché dans la métaphysique, représentait le gouvernement spéculatif, Bonaparte, l'âme et le bras, le cerveau et la main de cette dictature courte, féconde, s'occupait, avec une activité sereine et un coup d'œil infaillible, de satisfaire aux besoins et de résoudre les problèmes du gouvernement pratique. Il consacra les premiers jours à faire le choix de ses auxiliaires et à remettre en mouvement la machine administrative arrêtée.

---

**1** *Commentaires*, t. IV, p. 41.

Fouché et Talleyrand, dont les noms et les services symbolisaient si énergiquement l'éclectisme impartial qui allait servir de base aux nouvelles institutions, et encourageait les fusions nécessaires d'hommes et de partis, d'opinions et d'idées d'où sortira l'Empire, furent, l'un maintenu à son poste ; l'autre ne tarda pas à remplacer Reinhart à la direction des relations extérieures, où il était plus apte que personne à faire accepter des anciens gouvernements d'Europe cette parvenue triomphante : la Révolution. M. de la Place, savant illustre, mais administrateur médiocre, succéda à l'intérieur à M. Quinette, après avoir posé le temps suffisant pour attester l'hommage rendu dans sa personne à l'Institut, et pour constater son incapacité. L'ingénieur Forfait remplaça M. Bourdon de Vatry à la marine. Le portefeuille de la guerre fut repris à Dubois-Crancé, dont la conduite, au 18 brumaire, n'avait pas différé de celle qu'il avait tenue pendant la Révolution, et qui s'était montré tour à tour, suivant les alternatives de succès ou de revers, jacobin implacable ou courtisan résigné, et son mandat fut confié à Berthier, le chef d'état-major typique de l'Empire. M. Gaudin, financier sage et probe, méthodique et exacte, dont l'honnêteté et la capacité offraient toutes garanties, assumait la tâche difficile de réorganisation du chaos de nos finances et, pendant quinze années, y contribua avec un succès qui devait honorer d'une gloire modeste, mais sûre, le nom du futur duc de Gaète. Le général Lefebvre fut récompensé de ses services par le commandement de la 17e division militaire et le gouvernement de Paris. Enfin, Moreau, abaissé par un rôle secondaire et même humiliant au 18 brumaire, fut relevé et réhabilité par la concentration entre ses mains du commandement de l'armée d'Helvétie et du Rhin réunies ; ce choix, qui remettait à sa place un général éminent, avait encore l'avantage de neutraliser, à la tête d'une armée dévouée, sur un théâtre plein de la gloire de Bonaparte, les jaloux ombrages de Masséna.

En quelques jours, par ces nominations qui indiquèrent sa marche et son but, répondirent de ses intentions, et permirent le ralliement à toutes les opinions et à tous les antécédents, sous l'unique réserve de la sagesse et de la fidélité, Bonaparte eut constitué non-seulement un gouvernement, mais, ce qui est bien plus difficile, c'est-à-dire un corps gouvernable et gouverné, une majorité d'opinion capable de lutter contre les vents et les courants contraires, de lui donner la force et de lui laisser le temps d'assurer la discipline à bord du vaisseau de l'Etat, de lui assurer les ressources de la paix et celles de la guerre, de réorganiser le crédit et l'armée.

Cette majorité d'opinion, qui répondit aussitôt dans les départements aux députés et, dans les camps, aux aides de camp envoyés en mission, par la plus entière et la plus dévouée confiance, elle avait sa voie tracée dans cette grande route ouverte par Bonaparte à tous les fatigués du désordre, à tous les déserteurs des chemins de traverse de l'anarchie. Un gouvernement, dont Talleyrand et Fouché faisaient partie, devait être large, tolérant et hospitalier, et ne décourageait que les incurables ou les incorrigibles. C'est ce que Bonaparte avait voulu et avait prévu quand il disait à Joseph :

Quel est le révolutionnaire qui n'aura pas confiance dans un ordre de choses où Fouché sera ministre ? Quel est le gentilhomme, s'il est resté Français, qui n'espérera pas trouver à vivre dans un pays où un Périgord sera au pouvoir ? L'un garde ma gauche et l'autre garde ma droite. J'entends que mon gouvernement réunisse tous les Français. C'est une grande route où tous peuvent aboutir ; la fin de la Révolution ne peut résulter que du concours de tous, et ces

divers partis ne peuvent être contenus et devenir inoffensifs les uns aux autres *que par une clef de voûte assez forte pour ne céder à aucun effort.*

Je l'ai dit, il y a bien des années, avant 95. La Révolution ne finira que par le retour des émigrés, des prêtres, tous assujettis, contenus par un bras de fer, né dans la révolution, nourri dans les opinions du siècle et fort par l'assentiment national qu'il aura su deviner<sup>1</sup>.

Il fallait de telles idées et de tels moyens, il fallait ce mélange de tolérance et de rigueur, de souplesse et d'énergie, pour arriver à réaliser en quelques jours le tour de force de la réorganisation des finances et de la victoire. Qu'on juge de l'état de l'administration militaire et du crédit par ces deux tableaux :

Dubois-Crancé était un homme de parti, peu estimé, et qui n'avait aucune habitude du travail et de l'ordre. Ses bureaux étaient occupés par des gens de la faction, qui, au lieu de faire leur besogne, passaient le temps en délibérations ; c'était un vrai chaos. On aura peine à croire que Dubois-Crancé ne put fournir au consul un seul état de situation de l'armée. Berthier fut nommé ministre de la guerre. Il fut obligé d'envoyer aussitôt une douzaine d'officiers dans les divisions militaires et aux corps d'armée pour obtenir les états de situation des corps, leur emplacement, l'état de leur administration. Le bureau de l'artillerie était le seul où l'on eût des renseignements ; un grand nombre de corps avaient été créés, tant par les généraux que par les administrations départementales ; ils existaient sans qu'on le sut au ministère. On disait à Dubois-Crancé : *Vous payez l'armée, vous pouvez du moins nous donner les états de la solde. — Nous ne la payons pas. — Vous nourrissez l'armée, donnez-nous les états du bureau des vivres ? — Nous ne la nourrissons pas. — Vous habillez l'armée, donnez-nous les états du bureau de l'habillement. — Nous ne l'habillons pas*<sup>2</sup>.

Qui faisait tout cela ? A l'intérieur, les violations de caisse et les réquisitions. A l'extérieur, les contributions de guerre, le pillage, la maraude, le butin.

Voulez-vous avoir maintenant le tableau du Trésor ?

Le trésor était vide, il ne s'y trouvait pas de quoi expédier un courrier. Toutes les rentrées se faisaient en bons de réquisitions, cédules, rescriptions, papiers de toute espèce, avec lesquels on avait dévoré d'avance toutes les recettes de l'année. Les fournisseurs, payés avec des délégations, puisaient eux-mêmes directement dans la caisse des receveurs, au fur et à mesure des rentrées ; et cependant ils ne faisaient aucun service. La rente était à 6 francs. Toutes

---

<sup>1</sup> *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 82.

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 42.

les sources étaient taries, le crédit anéanti ; tout était désordre ; dilapidation ; gaspillage. Les payeurs, qui faisaient en même temps les fonctions de receveurs, s'enrichissaient par un agiotage d'autant plus difficile à réprimer que tous les papiers avaient des valeurs réelles différentes.

Tandis que Berthier réorganisait l'administration de l'armée et assurait les ressources nécessaires pour raffermir la discipline, ébranlée par l'indigence en Hollande, sur les monts de l'Helvétie, les bords du Rhin et dans les plaines de la Rivière de Gênes, où le soldat se battait pour manger, Gaudin mettait un frein aux abus, rétablissait la confiance, recevait douze millions de prêt du commerce de Paris, gagné à ses efforts, tirait vingt-quatre millions de la vente des domaines de la maison d'Orange, créait pour cent cinquante millions de bons de rescription de rentes, supprimait l'emprunt forcé et progressif, fondait la Caisse d'amortissement, assurait la perception régulière des contributions directes par la confection des rôles, confiée à cent directeurs généraux, réorganisait le corps des receveurs généraux des finances, instituait l'administration des forêts, reconstituait le domaine, rendait enfin la vie et le mouvement à ce grand corps de la prospérité publique, longtemps paralysé.

Pendant ce temps, Monge était chargé de rédiger l'organisation définitive, depuis sanctionnée par l'expérience, de l'Ecole polytechnique, qui n'était qu'ébauchée.

Cette école est devenue la plus célèbre du monde. Elle a fourni une foule d'officiers, de mécaniciens, de chimistes, qui ont recruté les corps savants de l'armée ou qui, répandus dans les manufactures, ont porté si haut la perfection des arts, et donné à l'industrie française sa haute supériorité<sup>1</sup>.

Mais ce n'était pas tout que de subvenir aux besoins du gouvernement, de réaliser partout des réformes et des progrès dans le mécanisme administratif. La sécurité de l'État, le maintien de l'ordre public, sans cesse menacé par les coalitions de mécontents et les attentats de rebelles, voués à l'anarchie ou vendus à l'étranger, exigeait des mesures où la rigueur et la faiblesse risquaient d'être également impolitiques et même également impopulaires. Pour tout concilier, un décret, dont l'effet comminatoire suffisait à une sévérité sans rancune, et qui n'était pas volontiers implacable, écarta les boute-feux de centres trop inflammables, et prononça la déportation de trente-sept meneurs d'intrigue et de sédition à la Guyane, de vingt-deux à l'île d'Oléron. En même temps que cette rigueur, plus apparente que réelle, frappait les esprits, convaincus d'une exécution qui ne fut jamais réalisée, et bientôt convertie en une simple surveillance, bientôt supprimée elle-même, d'une terreur salutaire, la pitié, la clémence, faisant violence aux derniers préjugés et entrant pour la première fois dans les moyens de gouvernement, inspiraient à Bonaparte l'abrogation de la loi inique des otages, le conduisaient en libérateur aux prisons du Temple, lui dictaient la décision qui rendit inviolables les émigrés naufragés de Calais, enfin, lui faisaient rouvrir à tous les exilés volontaires dignes de pardon, et à tous les déportés de fructidor dignes de retour, les portes de la patrie.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 43.

Ainsi, la Révolution, légalisée et humanisée, ne prétendit plus à la domination du for intérieur et ne demanda que l'obéissance, et non plus la foi, à ses ennemis et à ses victimes. C'est grâce à ces mesures généreuses et prévoyantes que les prêtres déportés à l'île de Ré, à Oléron, à la Guyane, à Sinnamari, purent rentrer, sous l'unique condition de la fidélité au gouvernement, et que vingt mille vieillards, proscrits de la foi, vagabonds de l'autel, revirent leur clocher et leurs ouailles, bientôt poussées à l'église rouverte par ce sentiment de reconnaissance qui pousse, plus sûrement encore que la crainte, les peuples aux pieds de Dieu. Pour honorer, dans la personne de son chef, la religion elle-même, dont la philosophie et le gouvernement, cette philosophie en action, lui avaient démontré la nécessité politique et l'utilité sociale, Bonaparte éleva un tombeau aux restes humiliés de Pie VI, à Valence, et fit, aux douleurs et aux fidélités royalistes respectables, l'hommage de la suppression de la fête du 21 janvier, tandis qu'il flattait la garde nationale par le retour de la Fayette, les susceptibilités républicaines par l'éloge de Washington.

Bonaparte montrait en toutes ses mesures un tel esprit de conciliation, de pacification, que le parti royaliste, séduit, encouragé, et dupe de ses illusions et de ses espérances, se berça un moment de l'idée d'une restauration de la monarchie par la Révolution et du plagiat de Monk par Bonaparte. Mais il dut bientôt reconnaître qu'il s'était trompé, et que le héros d'Italie, d'Égypte et de brumaire était incapable d'une abdication qui, dans les circonstances présentes, eût été une ingratitude envers la nation, une lâcheté vis-à-vis du devoir, une trahison vis-à-vis de la grande cause de liberté et d'égalité pour laquelle tant d'hommes étaient morts, tant d'armées avaient vaincu, tant de sang et de larmes avaient coulé, et contre laquelle avaient tout fait l'émigration et ses prétendants. Bonaparte se vengea noblement de cette injurieuse confiance de préjugés et d'illusions incorrigibles, en faisant tout pour rendre à la grande famille nationale ces populations égarées, mais intrépides, de la Vendée et du Midi, et pour rallier au drapeau de la gloire ces paysans soldats qui, eux du moins, s'étaient battus pour des princes qui ne se battaient pas. Tandis que la mission téméraire de Hyde de Neuville échouait dans le ridicule et le dédain, les négociations du général Hédouville aboutissaient heureusement au traité de Montluçon (17 janvier 1800), qui enlevait à l'insurrection Châtillon, Suzannet, d'Autichamp, l'abbé Bernier.

Avant d'achever la pacification de la Vendée, consommée par l'exécution de Frotté, la fuite de Georges, et l'amnistie donnée aux Vendéens le 4 mars 1800, et aux Chouans le 21 avril, et de porter son attention aux affaires extérieures, qu'une habile mission de Du roc à Berlin préserva de toute complication par la neutralité sympathique de la Prusse, il demeurait à régler la grande question de l'organisation intérieure, de la future constitution, du gouvernement nouveau, et à précipiter sa solution pour l'arracher aux incertitudes d'un trop long délai, aux manœuvres des partis, à l'ambition du Corps législatif, impatient de reprendre ce rôle prépondérant, si funeste à l'autorité et à la liberté.

Ce travail spéculatif, où des discussions animées et stériles, et des transactions irritantes compromettaient sans cesse le succès, mériterait une histoire et une sorte de journal, car il souleva les plus hautes questions de la science politique, et mit en lumière les tendances caractéristiques d'une époque initiale, et les principes et les talents d'hommes destinés, pour la plupart, à un rôle. Nous ne pouvons que renvoyer le lecteur avide de détails à des historiens moins pressés et à des sources plus abondantes. Il nous suffira de dire que Sieyès, naturellement investi de la mission, si conforme à ses antécédents, à son talent,



à son caractère, de préparer, tandis que Bonaparte gouvernait réellement, le plan et les moyens d'un nouveau régime, avait cherché à prendre, dans le projet qu'il présenta, la revanche des justes dédains de la pratique pour la théorie, à en faire du moins la vengeance de sa supériorité méconnue et de son ambition effacée. Son système d'élection par la notabilité, qui créait des catégories, des degrés, des privilèges et des aristocraties dans l'exercice du droit essentiel de l'égalité, le droit de suffrage, et sa création ingénieuse, mais bizarre, mécanique, inerte du Grand-Électeur, sorte de Grand-Lama abstrait fantôme de pouvoir drapé dans une ombre d'autorité, ne résistèrent pas aux arguments pressés et aux coups de boutoir ironiques de Bonaparte. Bientôt l'auteur de cette œuvre sublime, avortée dans une sorte de ridicule, profita pour s'abstenir dans une retraite boudeuse, honorée du titre de président du Sénat conservateur et enrichie du don national de la terre de Crosne, de l'échec de ses combinaisons. La constitution de l'an VIII, rédigée par Daunou, délibérée par les commissions législatives de vacation, que présidèrent tour à tour Lucien, Boulay de la Meurthe, Jacqueminot, Lemer cier, Le Brun, Regnier, fut un compromis entre les traditions républicaines et les nécessités nouvelles révélées par les circonstances, ou imposées par le double ascendant de la gloire et du génie.

Le Sénat, le Corps législatif, le conseil d'État, le Tribunat, y partagèrent, dans un équilibre plus apparent que réel et plus idéal que pratique, les fonctions législatives ; le conseil d'État élaborateur intermédiaire, le Tribunat, héritier du rôle de l'opposition, tenant le marteau et le Sénat figurant l'enclume. Au-dessus de cette quadruplicité législative fâcheuse, où la pondération ne pouvait naître que de la stérilité, régnait l'unité exécutive, représentée par une Trinité gouvernementale où l'activité et la volonté résidaient, comme dans l'autre, dans le Père, Bonaparte décidant seul entre deux conseillers qui partageaient la délibération. Le nouveau pouvoir des trois Consuls définitifs, qui mit fin à l'interrègne de quarante-trois jours des Consuls provisoires, entra en fonctions, composé de Bonaparte, premier consul, Cambacérés, deuxième consul, Le Brun, troisième consul, en vertu de la sanction éclatante, par 3.011.007 oui contre 1.562 non, de l'acte connu sous le nom de constitution de l'an VIII, publié le 15 décembre 1799, et proclamé le 24 du même mois.

La question du domicile et de la durée du nouveau gouvernement avait été éludée plutôt que résolue par la désignation des Tuileries et la fixation d'une durée de dix ans. On avait eu répugnance à toucher à des lieux, à des noms, à des souvenirs, à des dates, qui eussent précisé, tranché des problèmes qu'il fallait laisser aux circonstances le temps de dénouer. Cette part d'imprévu, d'inconnu, qui ajournait, par exemple, la solution de cette question vitale de l'hérédité, but fatal de tous les gouvernements qui ont l'unité et la popularité, ne déplaisait pas à Bonaparte. Il ne voulait demander tout à la fois ni à la nation, ni à son génie, et prétendait être mieux connu de tous et se mieux connaître lui-même, avant les nouveaux efforts et les nouveaux sacrifices.

Ses idées étaient fixées, mais il lui fallait, pour les réaliser, la ressource du temps et des événements. L'organisation du consulat n'avait rien de contradictoire avec elles ; il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. Ce pas fait, Napoléon demeurait assez indifférent aux formes et dénominations des différents corps constitués. Il était étranger à la Révolution. La volonté des hommes qui en avaient suivi toutes les phases dut prévaloir dans des questions aussi difficiles qu'abstraites. La sagesse était de

marcher à la journée, sans s'écarter d'un point fixe, étoile polaire sur laquelle Napoléon va prendre sa direction pour conduire la Révolution au port où il veut la faire aborder<sup>1</sup>.

Ce port encore lointain, c'était, à l'intérieur, l'accord progressif et fécond de l'autorité et de la liberté ; à l'extérieur, l'émancipation des peuples, groupés suivant la loi des affinités nationales et des frontières naturelles, et la fédération des divers États de l'Europe, assurée par la similitude des gouvernements, la communauté de leur origine révolutionnaire, l'unité du symbole politique, le progrès des communications et la fusion d'intérêts qui en résulte.

Tel est le plan de la politique Napoléonienne dès ce début grandiose et modeste, cette aube souriante du matin du siècle qu'on appelle le Consulat. Tout ce monde nouveau peut contenir dans une phrase, et cette phrase, on la trouve dans la proclamation des consuls du 24 frimaire an VIII (15 décembre 1799).

Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée ; elle est finie.

Et la France, fatiguée des débauches de la liberté et des orgies du désordre, écoutait avec joie et applaudissait avec enthousiasme cette énergique assurance d'un gouvernement libérateur, régénérateur, pacificateur. Tous les historiens de bonne foi, à quelque parti qu'ils soient liés, ont constaté cet assentiment unanime, cet abandon de confiance, cette ivresse d'espérance, qu'Armand Carrel a défini, *non la servitude, mais l'enchantement des esprits* ; enchantement que Paul-Louis Courier a goguenardé, tout en le partageant, par coquetterie républicaine et scepticisme, savant ; auquel Chateaubriand, bientôt secrétaire d'ambassade à Rome du Premier consul, a dû l'inspiration et le succès du *Génie du Christianisme*, et auquel son ami, l'effarouché Joubert lui-même, n'a pu dérober son hommage<sup>2</sup>.

Écoutons encore un témoin dévoué, mais honnête, de cette renaissance universelle succédant à tant de ruines :

Tous les matins, l'abolition d'une loi détestée : aussi, quelle renaissance des affections civiques, quel mouvement, quelle

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV.

<sup>2</sup> Ce sentiment éclate à plusieurs endroits de sa Correspondance ; quoi de plus éloquent, par exemple, que ce passage ?

Bonaparte est un inter-roi admirable. Cet homme n'est point parvenu ; il est arrivé à sa place. Je l'aime. Sans lui, on ne pourrait plus sentir aucun enthousiasme pour quelque chose de vivant et de puissant. Je lui souhaite perpétuellement toutes les vertus, toutes les ressources, toutes les lumières, toutes les perfections qui lui manquent peut-être, et qu'il n'a pas eu le temps d'avoir. Il a fait renaître, non-seulement en sa faveur, mais en faveur de tous les autres grands hommes, pour lesquels il le ressent aussi, l'enthousiasme qui était perdu, oisif, éteint, anéanti. Ses aventures ont fait taire l'esprit et réveillé l'imagination. L'admiration a reparu et réjoui une terre attristée, où ne brillait aucun mérite qui imposât à tous les autres. Qu'il conserve tous ses succès ; qu'il en soit de plus en plus digne ; qu'il demeure maître longtemps. Il l'est certes, et il sait l'être. Nous avons grand besoin de lui. (Joubert, *Œuvres*, t. II, *Correspondance*, p. 49, 50).

activité dans les esprits, quelles espérances, quel sentiment de joie dans toutes les âmes !<sup>1</sup>

Contre ce régime bienfaisant et indépendant du 18 brumaire, incapable de réaction, les hommes qui l'ont fait n'ayant emprunté ni les bras ni le crédit d'aucune faction, et n'ayant, par conséquent, de récompense à payer ni de prix à donner à personne<sup>2</sup>, il n'y eut qu'une seule velléité d'opposition. Elle honore à la fois ceux qui l'éprouvèrent et le gouvernement qui l'inspira, et atteste, plus éloquemment que toutes les paroles, la régénération de l'opinion et l'apaisement des passions révolutionnaires. Un arrêté des consuls provisoires, du 20 brumaire an VIII, condamnait cinquante-neuf individus, la plupart députés aux Cinq-Cents, à la déportation. Cette mesure, non de vengeance, mais de sûreté, fut mal accueillie par le public, dont elle empoisonna la joie jusqu'à ce que Bonaparte, heureux de céder à une telle protestation, l'eût rapportée, par l'arrêté du 5 nivôse (26 décembre), comme présent d'inauguration de ce gouvernement, qui justifiait ainsi la promesse de son chef avant le 18 brumaire : *La révolution qui se prépare sera le contraire des autres ; elle n'entraînera aucune proscription et en fera cesser plusieurs.*

C'est le 3 nivôse an VIII (24 décembre 1799) que les trois consuls, nommés pour dix ans par la constitution de l'an VIII, procédèrent, au Luxembourg, à l'installation de leur gouvernement, et que Bonaparte, assisté du légiste Cambacérès et de l'administrateur Le Brun, reçut le serment des sénateurs choisis par Sieyès et Roger Ducos, et du conseil d'Etat, composé par lui. Les ministres en exercice furent confirmés dans leurs fonctions, à l'exception de Reinhart remplacé par Talleyrand, de Cambacérès remplacé par Abrial, et de la Place, dont Lucien Bonaparte accepta le portefeuille. Pour Joseph, il ne devait pas tarder à entrer dans ce conseil d'Etat, cénacle des notabilités de la guerre, des finances, de la politique, de la science, véritable et féconde officine de cette restauration générale, annoncée et réalisée par le gouvernement, sanctuaire de travail, académie d'administration, où délibéraient, discutaient des Brune, des Moreau, des Boulay, des Regnault de Saint-Jean-d'Angély, des Tronchet, des Bigot de Préameneu, des Portalis, des Fourcroy, des Chaptal, des Berlier, des Moreau Saint-Merry. Pour se faire une idée de ce grand corps à son origine, de son influence, de son activité, il faut lire les détails que Rœderer, l'un de ses membres les plus éminents, donne sur les travaux de la section de l'intérieur, qu'il présida, du 25 décembre 1799 jusqu'au 14 septembre 1802. Époque vraiment admirable, qui décuplait les forces humaines par une émulation enthousiaste et un dévouement passionné, où le même homme attachait son nom à la fois à la loi sur l'émigration (22 ventôse an VIII), à la loi sur la division du territoire et son administration en préfetures et municipalités, à la loi sur la notabilité nationale, enfin, à la loi sur la Légion d'honneur, tout en consacrant ses loisirs à des missions importantes, notamment au traité du 7 mars 1800 avec les États-Unis ! Une année suffisait alors pour faire ce qui aujourd'hui suffirait à honorer une carrière, et les serviteurs, exaltés par l'exemple du maître, cherchaient à imiter ce génie à la perpétuelle activité, dont chaque pensée avait un but, dont chaque mot était un acte, qui, après avoir fondé en trois mois l'autorité, l'ordre et la prospérité à l'intérieur, et à jamais *détrôné l'anarchie,*

---

<sup>1</sup> Rœderer, *Journal de Paris* (17 novembre 1799, 26 brumaire, an VIII).

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. IV.

allait, à l'extérieur, rétablir, par une campagne de trente jours, la prépondérance française, consommer l'abaissement de ses ennemis coalisés, et créer après la nation, la grande nation.

Dès le 26 décembre 1799 (5 nivôse an VIII), c'est-à-dire dès le premier jour de la mise en activité du nouveau gouvernement, Bonaparte, ayant [montré à l'Europe qu'il pouvait marcher, inaugura noblement sa politique extérieure par une initiative qui l'engageait dans les voies pacifiques. Avec une modestie qui n'était pas sans fierté, il fit à l'Angleterre et à l'Autriche, par une démarche épistolaire, des avances, éludées par l'une et par l'autre avec la présomption que donnent la haine et l'espoir du succès. A la réception des dépêches évasives adressées par-dessus sa tête à son ministre par les ministres de ses royaux interlocuteurs, dont le silence semblait un refus de le reconnaître, Bonaparte se contenta. Il lui fallait achever la pacification de la Vendée, et guérir à la fois par la douceur et l'énergie, par le miel et par le fer, cet ulcère intérieur qui paralysait l'élan du pays. Nous avons déjà vu comment il réussit à cautériser la plaie encore saignante de la Vendée et à faire la paix et la vie là où, depuis huit ans, la République promenait en vain la solitude et la mort. Aussitôt libre de cette préoccupation humiliante, pour un gouvernement nouveau, de la persistance d'un mal si ancien qu'il semblait incurable ; une fois la constitution ratifiée par 3.011.007 suffrages affirmatifs contre 1.562 votes contraires ; la machine administrative et financière mise en mouvement sur ces rouages dont soixante-sept ans d'exercice ont consacré l'excellence ; le conseil d'Etat appliqué à cette grande œuvre du Code civil, qui devait absorber quatre ans ses forces et ses lumières ; le Sénat conservateur, assis sur des bases solides, et le Tribunat et le Corps législatif, congédiés après une session courte, laborieuse, féconde, où l'opposition naissante du premier de ces corps n'avait fait encore que stimuler l'activité du Premier consul, Bonaparte, sûr de la neutralité sympathique de la Prusse, de l'inertie de la Russie découragée, de l'enthousiasme d'une armée que l'institution des armes d'honneur, prélude de la Légion d'honneur, avait enflammée du feu de l'émulation et de l'impatience de la lutte, songea à imposer glorieusement par la force aux deux ennemis acharnés de la France cette paix dont elle avait besoin, mais qu'elle ne voulait plus demander qu'à la victoire.

Le 6 mai 1800, Bonaparte, après avoir pris solennellement congé du Sénat, du Corps législatif et du Tribunat, dit adieu aux sombres Tuileries, [tristes comme la grandeur](#), où il s'était triomphalement installé le 19 février, plutôt pour attester que les souvenirs de ce tragique domicile royal ne lui faisaient pas peur, que pour se parer d'une résidence inutile à son prestige ; à sa chère Malmaison, modeste habitation de villégiature et de repos d'un chef d'État riche de 80,000 francs de rente ; à ce conseil d'État où il aimait à présider, avec des familiarités sublimes, à l'élaboration du chef-d'œuvre de notre législation ; à ce salon encore martial et sévère, devenu peu à peu une cour, que Joséphine remplissait des conquêtes de son dévouement et des conversions de sa grâce vouées à cette restauration sociale, à cette régénération des mœurs, à cette réconciliation des partis, dont elle avait fait sa tâche, dont le succès demeurera une de ses gloires ; Bonaparte dit adieu à tout cela et partit pour l'Italie. Il allait précipiter, par son intervention décisive, le dénouement de ce drame de la campagne de 1800, dont les alternatives de revers et de succès mêlaient les sombres augures aux heureux présages, autorisaient également l'espérance et la crainte, inspirant au Premier consul, incertain du sort réservé aux combinaisons qui devaient achever les succès de Moreau et de Masséna, et effacer leurs échecs, ces adieux mélancoliques et ces énergiques assurances remarqués des contemporains.

Bonaparte, donnant audience aux sénateurs, leur a dit, en parlant de la guerre : **A la première bataille perdue, j'irai gagner la seconde, et, si je la perds, je resterai sur le champ de bataille**<sup>1</sup>.

Au moment où nous sommes arrivés, négligeant les préliminaires de cette guerre **à la fois la plus légitime et la plus glorieuse de ces temps héroïques**<sup>2</sup>, Masséna est, après deux mouvements victorieux mais inutiles pour dégager sa position de Gênes, bloqué dans cette ville, d'où il soutient d'un côté les assauts du général Mêlas, chef de l'armée autrichienne de Lombardie, et de l'autre garantit la ligne du Var, menacée par Nice, occupée par l'ennemi. Moreau, chef des deux armées du Rhin et de l'Helvétie réunies, a exécuté heureusement le plan plus sage qu'il a préféré aux instructions de Bonaparte, dont l'exécution exigeait son génie, et avec de moindres dangers, mais aussi de moindres avantages, il a passé le Rhin sur tous les points, gagné deux batailles, suivi impunément la ligne du Danube, et il se trouve à Ulm, en présence de l'armée du général de Kray, paralysée sous ses canons, attendant le signal d'une offensive décisive du premier succès .du général Bonaparte. Celui-ci enfin, profitant de la neutralité suisse, dont la barrière infranchissable sépare les deux armées ennemies, va se porter sur l'Italie par le mont Saint-Bernard, tandis que Moncey, de son côté, passe le Saint-Gothard avec une armée de renfort, tirée sans l'épuiser du sein de l'armée d'Allemagne.

Quand le Premier consul quitta Paris, le 6 mai 1800, la position de Masséna devenait de plus en plus critique. Prolongeant, à force de courage et de victoires, l'agonie de Gênes affamée, il ne pouvait plus se faire illusion sur l'inutilité prochaine de ces héroïques efforts, qui ne pouvaient que rendre une lutte inégale plus longue et plus désastreuse, sans prévenir ce résultat inévitable d'une armée entière faite prisonnière avec son chef dans une cité dévastée. Tel était le dénouement fatal qui allait s'accomplir, si Bonaparte, par un de ces coups de théâtre merveilleux dont il avait le secret, n'accourait à temps pour sauver son lieutenant et le ramener délivré à la vengeance de la victoire. Tout entier à des pressentiments favorables, Bonaparte ne fut pas trouble, dans la combinaison inspirée de ses mouvements et l'élan de ses derniers préparatifs, par cette urgence de la nécessité, qui, au lieu de les paralyser, décuplaient les forces d'un génie épris de l'impossible et amoureux des hasards. A la suite d'une inspection préliminaire de Dijon à Genève, et de Genève à Lausanne, où la vue de l'obstacle affermit son coup d'œil, il reçut du général Marescot, chargé de la reconnaissance des Alpes, le compte rendu de sa mission.

Tous les passages comparés, c'était pour le Saint-Bernard que se prononçait cet officier du génie, mais il regardait l'opération comme très-difficile. — Difficile, soit, répondit le Premier consul ; mais est-elle possible ? — Je le crois, répliqua le général Marescot, mais avec des efforts extraordinaires. — Eh bien, partons, fut la seule réponse du Premier consul<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Roederer, t. III, p. 377.

<sup>2</sup> Thiers.

<sup>3</sup> Thiers.

Ce passage avait été préféré au mont Cenis, plus frayé, mais qui débouchait sur Turin, en plein fourmillement autrichien ; au Simplon qui conduisait vers Milan, sur les derrières ennemis, mais par une distance trop longue. La route par le Saint-Bernard, plus difficile, plus périlleuse, mais plus courte, offrait surtout l'avantage de masquer une invasion dissimulée avec un soin si habile, que l'apparition de Bonaparte dans la vallée d'Aoste, entre les deux voies de Turin et de Milan, devait être pareille au coup de foudre du nuage qui crève dans un éclair, et sème tout d'un coup au-dessous de lui la surprise, la terreur, la ruine et la mort. Pour mieux entretenir l'illusion et la sécurité, sur lesquelles il comptait, deux corps détachés de son centre eurent ordre de descendre les Alpes par le petit Saint-Bernard et le mont Cenis, avec Ivree et Turin pour objectif, tandis que le corps de Moncey gravissait le Saint-Gothard, vers le même rendez-vous. De cette façon, l'attention et les forces de l'ennemi surpris étaient divisées, et il perdait l'avantage précieux de l'unité de sa résistance.

Le 15 mai, le Premier consul passa à Lausanne la revue de la véritable avant-garde de l'armée de réserve. C'était le général Lannes qui la commandait ; elle était composée de six vieux régiments d'élite, parfaitement habillés, équipés et munis de tout. Elle se dirigea aussitôt sur Saint-Pierre ; les divisions suivaient en échelons ; cela formait une armée de trente-six mille combattants, en qui l'on pouvait avoir confiance ; elle avait un parc de quarante bouches à feu. Les généraux Victor, Loison, Watrin, Boudet, Chambalzac, Murat, Monnier, commandaient dans cette armée.

Suivant notre habitude de préférer à toutes les autres, pour le récit des grandes choses, la version de celui qui les a faites, c'est à Napoléon lui-même que nous demanderons les détails sur les précautions prises et les difficultés vaincues par ses soins, de façon à rendre simple, sereine et presque facile cette gigantesque entreprise du passage des Alpes, accomplie en chantant par une armée qui semble appartenir à l'épopée plus qu'à l'histoire.

Le passage prompt de l'artillerie paraissait une chose impossible. On s'était pourvu d'un grand nombre de mulets ; on avait fabriqué une grande quantité de petites caisses pour contenir les cartouches d'infanterie et les munitions des pièces. Ces caisses devaient être portées par des mulets, ainsi que des forges de campagne ; de sorte que la difficulté réelle à vaincre était le transport des pièces. Mais on avait préparé à l'avance une centaine de troncs d'arbres, creusés de manière à pouvoir recevoir les pièces, qui y étaient fixées par le tourillon ; à chaque bouche à feu ainsi disposée cent soldats devaient s'atteler ; les affûts devaient être démontés et portés à dos de mulet. Toutes ces dispositions se firent avec tant d'intelligence, par les généraux d'artillerie Gassendi et Marmont, que la marche de l'artillerie ne causa aucun retard. Les troupes mêmes se piquèrent d'honneur de ne point laisser leur artillerie en arrière, et se chargèrent de la traîner. Pendant toute la durée du passage, la musique des régiments se faisait entendre ; ce n'était que dans les

pas difficiles que le pas de charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats. Une division entière aima mieux, pour attendre son artillerie, bivouaquer sur le sommet de la montagne, au milieu de la neige et d'un froid excessif, que de descendre dans la plaine, quoiqu'elle en eût le temps avant la nuit. Deux demi-compagnies d'ouvriers d'artillerie avaient été établies dans les villages de Saint-Pierre et de Saint-Remi, avec quelques forges de campagne, pour le démontage et le remontage de diverses voitures d'artillerie. On parvint à passer une centaine de caissons.

Le 16 mai, le Premier consul alla coucher au couvent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard les 17, 18, 19 et 20 mai. Le Premier consul passa lui-même le 20 ; il montait, dans les plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné, par le prier du couvent, comme le mulet le plus sûr du pays. Le guide du Premier consul était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge et à la simplicité des habitants des montagnes ; il confia au Premier consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le Premier consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet et le donna à ce paysan pour le remettre à son adresse ; ce billet était un ordre<sup>1</sup> qui prescrivait diverses dispositions, qui eurent lieu immédiatement après le passage et qui réalisaient toutes les espérances du jeune paysan, telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain, etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tout le monde s'empresse de satisfaire ses désirs, et la fortune lui arriver de tous côtés.

Le Premier consul s'arrêta une heure au couvent des Hospitaliers et opéra sa descente à la ramasse sur un glacier presque perpendiculaire. Le froid était encore vit. La descente du grand Saint-Bernard fut plus difficile pour les chevaux que ne l'avait été la montée ; néanmoins, on n'eut que peu d'accidents. Les moines du couvent étaient approvisionnés d'une grande quantité de vin, pain, fromage, et, en passant, chaque soldat recevait de ces bons religieux une forte ration<sup>2</sup>.

Le 16 mai, l'avant-garde du général Lannes arriva à Aoste, elle 17 à Châtillon, d'où elle attaqua et culbuta le corps de quatre ou cinq mille Autrichiens préposés, par ce que leur chef regardait comme un surcroît de précaution, à la surveillance de ces montagnes, considérées comme assez inaccessibles pour se garder elles-mêmes.

---

<sup>1</sup> Voir *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VII, p. 255.

<sup>2</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 204 à 206.

L'armée croyait avoir franchi le dernier obstacle ; elle suivait avec joie une belle vallée où, au sortir de la neige, lui souriaient les maisons, la verdure et le printemps, quand elle se trouva arrêtée par le fort de Bard et saluée à coups de canon, entre Aoste et Ivrée, sans autre passage que la ville. Il y eut un moment de surprise, d'hésitation, presque de panique. Le Premier consul, arrivé heureusement à temps, précipita le retour en avant, lança sur la ville, du haut du rocher Albaredo, la 58<sup>e</sup> demi-brigade qui l'emporta d'escalade, et ouvrit à l'armée ce terrible passage à travers la mitraille et les boulets, où il fallait affronter la mort sans la rendre, et expirer silencieusement pour ne pas trahir le secret de l'invasion dissimulée avec un soin couronné de succès par le fumier, les matelas qui assourdisaient le bruit des roues, les branchages qui cachaient les canons traînés à la bricole. C'est ainsi que l'artillerie de l'armée franchit invisiblement ce dernier défilé de la ville d'Aoste sous le feu du fort, et que la cavalerie et l'infanterie opérèrent par-dessus les canons du fort une descente invulnérable à travers ce sentier d'Albaredo, connu seulement des chevaliers, où jamais, avant le Premier consul, n'avait passé un cheval.

Pendant que le gros de l'armée exécutait péniblement ce tour de force, l'avant-garde, conduite par Lannes, lui frayait un chemin de succès. Il enlevait, le 22 mai, la ville d'Ivrée, qu'un tardif pressentiment du danger faisait fortifier. Les mouvements du général Chabran qui, descendu par le petit Saint-Bernard, s'arrêtait au blocus du fort de Bard ; du général Thurreau, de l'armée de Ligurie, qui emportait le col de Suze, et du général Lechi qui dégageait le débouché du Simplon, coïncidaient et concordaient avec les opérations de Lannes, et en occupant l'ennemi par de nombreuses diversions, protégeaient la marche de la colonne principale que côtoyait le corps de Moncey, échelonné sur la pente du Saint-Gothard.

Le 26 mai, Lannes n'hésita plus à sortir de la vallée d'Aoste et à découvrir une invasion, désormais certaine du succès ou tout au moins de la retraite. Après un combat dont le succès fut vivement disputé par le général Haddick, la division française occupa la plaine du Piémont et l'ennemi se retira derrière l'Orco, avec des pertes nombreuses en morts, en prisonniers, en munitions. Le 28 mai, poursuivant cette bonne fortune militaire, menée avec l'héroïque entrain d'un soldat qui sait que la fortune sourit aux hardis, Lannes se porta à Chivasso au bord du Pô. Il y intercepta le convoi de blé, de riz, de munitions et de blessés, que les Autrichiens, à la nouvelle d'une invasion si subite, évacuaient hâtivement sur Milan, offrant ainsi à l'armée, qui venait de rejoindre son avant-garde, les augures de la victoire et les prémices de l'abondance, et assez récompensé de cette glorieuse bienvenue par un éloge de Napoléon. Avec de tels hommes les miracles étaient presque faciles, et cependant celui que Napoléon venait d'accomplir effraye encore l'esprit par son audace et son succès.

Treize jours s'étaient écoulés, et la prodigieuse entreprise du Premier consul avait complètement réussi. Une armée de quarante mille hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, avait passé sans routes frayées, les plus grandes montagnes de l'Europe, traînant, à force de bras son matériel sur la neige, ou le poussant sous le feu meurtrier d'un fort qui tirait à bout portant. Une division de cinq mille hommes avait descendu le petit Saint-Bernard ; une autre de quatre mille avait débouché par le mont Cenis ; un détachement occupait le Simplon ; enfin, un corps de quinze mille Français, sous le général Moncey, était au sommet du Saint-Gothard.



C'étaient soixante et quelque mille soldats qui allaient entrer en Italie, séparés encore, il est vrai, par d'assez grandes distances, mais certains de se rallier bientôt autour d'une masse principale de quarante mille hommes qui débouchait par Ivree, au centre du demi-cercle des Alpes. Et cette marche extraordinaire n'était pas une folie d'un général qui, pour tourner son adversaire, s'exposait à être tourné lui-même ! Maître de la vallée d'Aoste, du Simplon et du Saint-Gothard, le général Bonaparte avait la certitude, s'il perdait une bataille, de pouvoir retourner au point d'où il était venu : tout au plus sacrifierait-il quelque artillerie s'il était pressé dans sa marche. N'ayant désormais plus rien à cacher, il vint à Chivasso de sa personne, harangua les troupes, les félicita de leur fermeté devant la cavalerie autrichienne, leur annonça les grands résultats qu'il prévoyait, se montra, non-seulement à ses soldats, mais aux Italiens, aux Autrichiens, pour effrayer maintenant, par sa redoutable présence, l'ennemi que naguère il voulait laisser endormi dans une profonde sécurité<sup>1</sup>.

Pendant ce temps le général Mêlas, tiré par une suite de coups de foudre de sa confiante sécurité, allait de surprise en surprise avant de tomber d'échec en échec devant un vainqueur qui fascinait en quelque sorte ses adversaires avant de les frapper. Il s'était obstiné tout le mois de mai au siège de Gènes et à l'attaque du pont du Var, et les derniers rapports du commandant du fort de Bard venaient à peine de lui arriver, annonçant la descente d'une armée de trente mille hommes, mais sans artillerie et presque sans chevaux, qu'il se trouvait en face de cette armée déjà victorieuse, menaçant à la fois Mêlas et faisant des barques de la retraite et du salut son premier butin.

Telle était, en effet, à la fin de mai 1800, la situation critique de Mêlas, éperdu, incapable de renoncer, avec la décision du génie qui va au-devant d'un sacrifice en vue d'un résultat supérieur, à ses avantages du siège de Gènes et du pont du Var, et, des membres épars d'une armée de cent vingt mille hommes, parvenant à grand'peine à en rallier trente mille. Tandis qu'il s'évertuait ainsi, fondant une dernière espérance de résistance sur la dernière illusion d'une marche sur Turin qu'il couvrait en gardant le Pô, Bonaparte, résigné à retarder de huit jours la délivrance de Gènes, dont il croyait la situation moins urgente et déjà allégée par l'effet moral de son arrivée, se décidait à fausser compagnie à son adversaire, à manquer à son rendez-vous, à opérer non vers Turin et le général Thureau, mais vers Milan et le général Moncey, à frapper les Autrichiens en Lombardie, c'est-à-dire au cœur de leur puissance et de leur existence même, et à revenir sur Mêlas, fermant toutes les routes par où il eût pu s'échapper.

Le Premier consul se replia tout à coup vers Milan. Lannes, qui avait semblé devoir remonter le Pô, pour marcher de Chivasso sur Turin, le descendit subitement au contraire ; il s'avança, par Crescentino et Trino, sur Pavie, où se trouvaient les immenses magasins des Impériaux, en vivres, munitions, artillerie, et la plus importante des

---

<sup>1</sup> Thiers.

communications, puisqu'elle commande à la fois le passage du Pô et du Tessin. Murat marcha par Verceil sur le point de Bulfalora. L'armée suivit tout entière ce mouvement général sur Milan<sup>1</sup>.

Le 31 mai, le passage du Tessin et du Naviglio-Grande était forcé par un simple combat d'avant-garde, qui refoula presque derrière l'Adda le corps de cavalerie de Wukassowich, et le 1er juin l'armée entière franchit par Turbigio et Buffalora cette double ligne dégagée et s'avança vers Milan.

Rien ne l'empêchait désormais d'entrer dans cette ville retombée depuis un an sous la domination autrichienne, et de goûter dans un triomphe populaire, la revanche d'indignes brocards, et la vengeance de ces outrecuidants qui raillaient son impuissance ou niaient même son existence. Bonaparte ne s'endormit pas dans les délices de Milan, où il n'était pas venu pour jouir de la victoire, mais pour la préparer. A peine la République cisalpine réorganisée, et des colonnes d'exploration et d'émancipation lancées jusqu'aux lacs, jusqu'au Pô, jusqu'à l'Adda, pour propager dans toutes les directions le mouvement d'insurrection au profit des Français, occuper les routes, saisir les approvisionnements, affamer enfin le général Wukassowich, refoulé de la ligne de l'Adda jusque derrière le Mincio, sous le canon de Mantoue, Bonaparte songea à exécuter le plan auquel tenait le véritable honneur et le véritable succès d'une campagne qui n'avait pas débuté par un chef-d'œuvre de combinaison et d'audace pour aboutir à un résultat aussi vulgaire que la délivrance du Piémont. Il devait attendre toutefois, pour agir, sa réunion avec le corps du général Moncey qui débouchait lentement, mais sûrement, par cette voie d'accès et de salut aujourd'hui dégagée sur tous les débouchés du mont Cenis, du Simplon, du Saint-Gothard, et débarrassée par la reddition du fort de Bard, que le général Chabran occupa le 1er juin, de l'unique obstacle qui s'opposât à la descente par le mont Saint-Bernard. Tout en préparant le théâtre de cette opération décisive qu'il méditait, maître à la fois des passages des Alpes, et des trois lignes du Pô, du Tessin, de l'Adda, Bonaparte était forcé de faire attendre Masséna, qui ne pouvait plus attendre.

Quand le 6 juin le Premier consul, ayant complété avec Moncey une jonction nécessaire à la sûreté de ses combinaisons, songea enfin à délivrer son lieutenant, d'une angoisse cruelle, il n'était plus temps. Le 4 juin, une capitulation aussi honorable qu'une victoire, car elle laissait la liberté à la garnison et à son chef, avait rendu au général Ott, qui l'avait achetée par une perte de dix-huit mille hommes, une ville à jamais illustrée par une résistance héroïque, mais épuisée par la maladie et la faim, qu'irritait, sans la satisfaire, la soupe d'herbe devenue l'unique nourriture des assiégés. Ils n'abandonnaient Gênes qu'après avoir épuisé leurs *deux dernières onces de pain* d'amidon et de cacao, tellement affaiblis qu'ils ne montaient la garde qu'assis, et tellement diminués que de quinze mille combattants il n'en put sortir que huit mille, commandés par le quart survivant d'un état-major qui avait payé à l'exemple le tribut des trois quarts de ses officiers. Qu'eût pensé Masséna, dont la douleur aigrie reprochait au Premier consul d'avoir égoïstement sacrifié son lieutenant, s'il eût pu savoir que cette reddition, faute d'un jour de vivres, il l'accomplissait entre les mains d'un général qui venait de recevoir l'ordre de lever le siège de Gênes ? Heureusement qu'il ne put apprendre ce détail, qui l'eût désespéré, qu'à

---

<sup>1</sup> Thiers.

Gênes même, quand, suivant l'orgueilleuse prophétie qu'il laissa en partant comme une flèche de Parthe au cœur de ses vainqueurs, il y revint au bout de quinze jours, grâce à la victoire du Premier consul.

Le général Mêlas s'était, en effet, toujours trop tard ! décidé au sacrifice de ses avantages de Gênes et de la ligne du Var, et pour opérer une concentration qui seule pouvait lui assurer désormais le salut sinon le succès, car il n'était plus temps peut-être de combattre pour la victoire, il avait rappelé le corps du général Ott, qui ne lui arriva que diminué par un siège meurtrier et des garnisons nécessaires, et celui du général Elsnitz, à la retraite duquel la vigoureuse poursuite du général Suchet coûtait dix mille hommes. Suchet et Masséna se retrouvèrent à Savone et formèrent ainsi un corps de vingt mille hommes, dont Masséna blessé, irrité, dégoûté, borna le rôle à une expectative boudeuse, mais qui se trouva fort utile, en avant d'Acqui, ne voulant pas aider davantage au succès de celui auquel il reprochait injustement de ne lui avoir pas épargné l'affront d'une défaite.

La capitulation de Gênes et l'abandon du blocus de la ligne du Var., rendirent quelques milliers de soldats de plus au général Mêlas, mais la dispersion de ses troupes et leur diminution, le refoulement au delà du Mincio du corps de Wukassowich, séparé de son général en chef et paralysé pour le reste de la campagne, réduisaient à cinquante mille hommes tout au plus ses forces disponibles pour un jour de bataille, en supposant qu'il ne sacrifiât pas trop de monde à la défense des places du Piémont et que sa réunion avec les généraux Haddick et Kaim qui revenaient des vallées d'Aoste et de Suze, et les généraux Ott et Elsnitz qui s'avançaient de Gênes et du Var, s'opérât sans encombre. Ces renforts, d'ailleurs, n'améliorèrent pas une position de plus en plus critique, et n'élargissaient pas cet investissement et ce resserrement dans cet étroit théâtre, dont le maître de Plaisance tenait la clef. C'était cette clef de Plaisance que convoitaient également le général Mêlas, cherchant une issue vers Mantoue et les routes libératrices du Tyrol ou du Frioul, et Bonaparte, qui voulait donner pour prison à son adversaire son inutile conquête du Piémont, et lui faire expier par une honteuse défaite la prise de Gênes.

Le 6 juin, le Premier consul faisait occuper la ligne du Pô depuis Pavie jusqu'à Plaisance et Crémone, et conformément à cet ordre, Lannes passait le Pô entre Belgiojoso et San-Cipriano, et s'établissait un peu au delà, menaçant la grande route d'Alexandrie à Plaisance. Le même jour, Murat abordait Plaisance, éprouvait une résistance imprévue, et le lendemain l'occupait après avoir culbuté et dispersé les trois corps Autrichiens envoyés pour le prévenir ou le déloger ; il livrait le quatrième, celui du général Ott accouru de Tortone, à Lannes ; enfin, le 8, le général Duhesme enlevait Crémone et consommait ainsi l'occupation de la ligne du Pô, but de cette première opération stratégique qui fermait au généralissime autrichien la retraite sur Mantoue. A ce moment, se présenta au général Bonaparte ce triple problème à résoudre de fermer par une barrière de fer la route principale, celle qui va d'Alexandrie à Plaisance ; d'occuper, de manière à pouvoir y courir au besoin, celle qui, par le Pô supérieur, tombait sur le Tessin ; enfin de se tenir en mesure de descendre à temps sur le Pô inférieur, si les Autrichiens, cherchant à s'enfuir par le revers de l'Apennin, voulaient passer le fleuve au-dessous de Plaisance, vers Crémone ou Parme<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Thiers.

La position de la Stradella, centre d'une sorte de réseau stratégique formé par l'Apennin, le Pô, le Tessin, l'Adda, fixa le choix de Bonaparte, qu'on serait tenté de considérer comme inspiré, tant il respire une infaillibilité surhumaine, et cet équilibre de prudence et d'audace si rare dans les plans les mieux conçus. Trente-deux mille hommes, établis à ce point central de la Stradella, constituaient en quelque sorte le gros actif et militant des chasseurs, prêts à se porter, avec des moyens décisifs, sur le point signalé par les corps rabatteurs postés sur le Tessin, à Milan et Arona, sur le cours inférieur du Tessin et de l'Adda, tous placés de manière à se soutenir réciproquement avec une extrême promptitude. **Il n'y a peut-être pas un exemple dans l'histoire de dispositions aussi solides, aussi profondément conçues**<sup>1</sup>.

Elles ne tardèrent pas à porter leur fruit, mûri au soleil de Marengo. Mais ce n'est pas sans vicissitudes que le Premier consul conquiert ce succès décisif, qui précipitait la paix, et remplissait les promesses de cet éloquent programme de sa proclamation du 6 juin à ses soldats.

Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine. L'ennemi, épouvanté, n'aspire plus qu'à regagner les frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve. Le premier acte de la campagne est terminé.

Mais aura-t-on donc impunément violé le sol français ? Laisseriez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles ? Vous courez aux armes !... Et bien, marchez à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite ; arrachez-lui les lauriers dont elle s'est parée, et, par là, apprenez au monde que la malédiction du destin est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple !

Le résultat de tous nos efforts sera : gloire sans nuage et paix solide.

Les espérances du général Bonaparte, qui s'exprimaient ainsi avec une certitude superbe, ne devaient pas être tout à fait réalisées par la fortune à laquelle il en confiait l'accomplissement, préparé par son génie. La bravoure malheureuse des défenseurs de Gênes ne devait pas avoir constamment pour pendant et pour contraste la bravoure heureuse de leurs émules, arrêtés un moment et à demi vaincus par le général entre les mains de qui Masséna avait capitulé ; et le deuil de la perte irréparable de Desaix devait assombrir l'éclat de cette victoire tardive, fleur sanglante cueillie sur le champ de bataille d'une première défaite. Lorsque le Premier consul, parti le 9 juin de Pavie, pour se placer à la tête du gros de son armée concentré à la Stradella, arriva à son avant-garde, composée du corps de Lannes, qui avait passé le Pô à Belgiojoso le 6, il la trouva aux prises avec le corps du général autrichien Ott, revenu de Gênes, et achevant, par une pénible victoire, ce premier acte de la campagne dont il parlait dans sa proclamation. Tandis que Murat, maître de Plaisance, après avoir repoussé l'effort successif de trois tronçons de l'armée autrichienne, ralliés coup sur coup à ce point décisif, s'avancait sur la Stradella, rendez-vous commun des forces françaises, Lannes, en position sur la rive droite du Pô avec huit mille hommes seulement, s'était vu obligé de faire face à une attaque de cette élite

---

<sup>1</sup> Thiers.

autrichienne qu'enflammait un succès récent, et qui s'appuyait à Casteggio et Montebello.

La bataille fut sanglante ; Lannes s'y couvrit de gloire ; ses troupes firent des prodiges d'intrépidité. Sur le midi, l'arrivée de la division Victor décida entièrement de la victoire. Les Autrichiens se battirent en désespérés ; ils étaient encore fiers des succès qu'ils avaient obtenus dans la campagne précédente ; ils sentaient que leur position les mettait dans la nécessité d'être vainqueurs.

Le Premier consul, à la première nouvelle de l'attaque de l'ennemi contre l'avant-garde française, était accouru sur le champ de la bataille ; mais à son arrivée, la victoire était déjà décidée. Les ennemis avaient perdu trois mille hommes tués et six mille prisonniers ; le champ de bataille était tout jonché de morts. Le général Lannes était couvert de sang ; les troupes, qui avaient le sentiment de s'être bien comportées, étaient exténuées de fatigue, mais ivres de joie<sup>1</sup>.

Le Premier consul passa les journées du 10, 11, 12, à la Stradella, occupé à réunir son armée, à assurer sa retraite par l'établissement de deux ponts sur le Pô, à réparer, en donnant au général Suchet l'ordre de marcher sur la Seri via par le débouché du col de Cadibone, la déception qu'il éprouvait de l'inaction de Masséna, qui semblait se venger de son abandon de Gênes en abandonnant à son tour Bonaparte à ses seules ressources, et en retardant la di version sur laquelle il avait le droit de compter.

Le 11, Bonaparte reçut une visite qui valait un renfort. Desaix venait d'arriver au quartier général, accompagné de ses aides de camp Rapp et Savary, et y embrassait, avec l'attendrissement d'un cœur généreux, son ancien chef devenu son maître et demeuré son ami. La nuit entière s'écoula pour les deux généraux en récits animés et en mutuelles confidences. Desaix apprit au vainqueur d'Aboukir la victoire d'Héliopolis, comment Kléber, réveillant son génie endormi, avait enfin consolidé la conquête compromise par un de ces coups de maître dont, en s'éloignant, Bonaparte semblait avoir emporté le secret, et comment lui, Desaix, n'ayant plus rien à faire en Égypte, venait demander à celui qui ne la lui avait jamais refusée sa part de gloire et sa mission de dévouement. Bonaparte, à son tour, raconta son odyssée aventureuse, son arrivée triomphale, la défaite de l'anarchie et la conquête des Français, et le rêve à demi réalisé de cette société nouvelle et de ce nouveau gouvernement, dont une paix glorieuse allait couronner l'édifice. L'entretien finit à l'aube par l'investiture, donnée par Bonaparte à Desaix, qui brûlait de réparer sa faute d'El-Arych et de venger les affronts dont l'avait abreuvé l'amiral Keith, du commandement d'un corps de l'armée, et la promesse de l'occasion d'une revanche digne de lui.

Le lendemain 12, quand Bonaparte, sur ce théâtre si habilement et laborieusement préparé par lui, chercha des yeux les avant-gardes avant-courrières de l'armée autrichienne courant à sa perte et venant pour ainsi dire s'offrir au vainqueur, sa surprise et bientôt son inquiétude furent grandes en ne

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 218, 219.

voyant point paraître l'ennemi qu'il attendait. Le général Mêlas avait-il pénétré ses desseins, éventé la mèche, flairé le piège, et, reculant devant le parti héroïque du duel espéré, renonçait-il à reprendre à Plaisance sa ligne d'opération sur Mantoue, pour passer le Pô à Turin, se porter à grandes marches sur le Tessin, le franchir, et devançant l'armée française à Milan, la couper et la rejeter derrière l'Adda ; ou pour se dérober d'Alexandrie à Novi, et attendre là, appuyé sur Gênes et l'escadre de l'amiral Keith, le signal d'une offensive fortifiée par l'arrivée de l'armée anglaise, déjà réunie à Malte ? Cette incertitude détermina le Premier consul à quitter la Stradella et à se porter sur la Scrivia, afin de pouvoir agir à propos, suivant le parti que prendrait l'ennemi, dégager Suchet qu'il croyait déjà attaqué, ou garantir le Tessin gardé par Lapoype et six mille hommes détachés de Milan par Moncey.

Le 13, à la pointe du jour, Bonaparte, toujours sans nouvelles et sans indices, et obligé de prévenir des mouvements que rien ne trahissait et qu'il fallait deviner, passa la Scrivia et se porta à San-Giuliano au milieu de l'immense plaine de Marengo, champ si favorable au développement de la cavalerie autrichienne et au jeu de sa formidable artillerie, que l'absence de l'ennemi y semblait attester son choix d'un mouvement sur Gênes. Confirmé dans cette hypothèse, Bonaparte détacha Desaix en avant-garde, d'observation, sur la chaussée qui conduit d'Alexandrie à Novi, poussa Victor sur le village de Marengo qu'il occupa après en avoir chassé une arrière-garde de trois à quatre mille Autrichiens, plaça Lannes en diagonale sur la droite, en arrière de Marengo, et à la nuit, de plus en plus étonné et inquiet, rebroussa chemin pour aller à Voghera chercher les renseignements que rien ne lui fournissait. Heureusement, le débordement de la Scrivia l'arrêta à Torre-di-Garofolo, entre Tortone et Alexandrie, où il acheva sa veille dans une légitime anxiété.

Pendant que Bonaparte poursuivait partout un invisible adversaire, Mêlas et ses généraux tenaient à Alexandrie un suprême conseil, se ralliaient au plan intrépide et désespéré de s'ouvrir directement, par une bataille, la route de Mantoue et de Vienne, et de passer à Plaisance **sur le ventre** de l'armée victorieuse à Montebello. Cette résolution était à la fois la plus téméraire et la plus sûre, car l'armée autrichienne pouvait déployer à Marengo, d'une façon victorieuse, la supériorité incontestable du nombre — quarante mille contre trente mille —, et y jouir de l'avantage de sa cavalerie et de son artillerie.

Tous les détails de la bataille de Marengo sont populaires. Tout le monde sait que jusqu'à trois heures la bataille fut considérée, par Mêlas, comme gagnée, à ce point que laissant la suite de l'affaire à son chef d'état-major, le général Zach, comme on jette à un subalterne la bride du cheval qu'on vient de monter, il rentra dans Alexandrie pour se reposer et rédiger son courrier. Une fois les lettres expédiées dans toutes les directions, annonçant à toute l'Europe que le feld-maréchal Mêlas était un grand homme, il ouvre sa fenêtre et assiste au sauve-qui-peut d'une déroute qui laissait le quart de son armée couché dans les vignes et les blés de Marengo. La victoire s'était changée en défaite. La bataille, considérée comme perdue par tout le monde du côté des Français, excepté par Bonaparte, avait été gagnée, par suite de l'intervention décisive de Desaix, rappelé dès le matin, mais accouru spontanément au bruit du canon, venant seconder la résistance désespérée de Victor, la retraite héroïque de Lannes, ralliés autour de la **barrière de granit** de la garde consulaire, et donner le dernier coup à la prétendue victoire autrichienne, qu'une charge de cavalerie de Kellermann, digne de Valmy, précipita et noya dans la Bormida.

Tout le monde sait cela, tout le monde connaît les épisodes caractéristiques de cette journée légendaire, dont la gloire a quelque chose de mélancolique et dont les trophées sont voilés de deuil. Il y a quelque chose de triste, en effet, dans la pensée de cette partie suprême où Bonaparte joue sa fortune et celle de la France et perd jusqu'à trois heures ; où Desaix, qui désespérerait de la patrie avant de désespérer de Bonaparte, change la chance par la carte victorieuse qu'il marque de son sang ; dans le désespoir de cette infanterie autrichienne dont la séculaire réputation jette à Marengo le dernier soupir et s'y enterre à jamais ; dans la mâle douleur et la résignation fière du général vaincu, qui cesse d'être ridicule pour n'être que malheureux, et à qui la conscience d'avoir fait son devoir inspire une attitude qui relève ses cheveux blancs ; enfin, et surtout, dans ce perpétuel mélange des lauriers et des cyprès, des cris de joie et des larmes de douleur. Bonaparte n'épargna pas le touchant tribut de ses regrets à Desaix, frappé d'une balle, à la tête de la réserve, au moment où il touchait enfin à cette gloire dont il était avide, où le commandement de l'armée d'Allemagne, que Bonaparte destinait à son meilleur lieutenant et à son meilleur ami, allait lui assurer sa part de cette immortalité qu'il accusait, en souriant, son chef d'accaparer, et faire briller ce génie que Moreau n'avait que par instinct ou par accès, et qui est fait d'un équilibre supérieur entre l'esprit, le courage et le caractère.

Bonaparte vainqueur pleura Desaix, à qui il devait une partie de la victoire, et quand il passa sur le front des troupes dont les prisonniers eux-mêmes ne pouvaient s'empêcher de partager l'enthousiasme à la vue de ce général vivant qu'on leur disait mort, et de ce général vainqueur qu'on leur disait battu, tout le monde put être témoin de cet hommage honorable de sa douleur, tranchant sur tant de joie. Elle eût été plus grande encore, s'il avait pu savoir que le même jour, à la même heure où Desaix tombait dans les bras de ses aides de camp en demandant qu'on cachât sa mort aux soldats dont une telle nouvelle pouvait paralyser l'élan, et en regrettant à tort de n'avoir pas assez fait pour la postérité, Kléber tombait lui-même en Égypte sous le poignard d'un fanatique au moment où, le patriotisme réveillant son génie, il venait de ressaisir ces rênes de la conquête qui, de sa main expirante, tombèrent à celles d'un indigne successeur. C'était Menou, qui ne semble avoir occupé un moment ce siège victorieux que pour descendre de plus haut et faire plus d'honneur aux Anglais, auxquels on peut dire qu'il ouvrit la portière et abaissa le marche-pied de l'occupation.

La mémoire de Desaix fut honorée comme elle méritait de l'être. Ses restes embaumés et déposés à Milan dans une chapelle ardente, furent de là transportés dans un magnifique tombeau au couvent du grand Saint-Bernard. La République elle-même, par la bouche de Lucien, ministre de l'intérieur, consola la douleur de sa mère et essuya ses yeux. Des colonnes triomphales portèrent son nom, et des médailles commémoratives reproduisirent ses traits. Et longtemps, dans le cabinet particulier de Napoléon, on put voir un tableau commémoratif que l'amitié avait demandé et que l'amitié avait inspiré au talent d'Appiani.

Il représentait Desaix, une main dans sa ceinture et tenant de l'autre la lettre de Bonaparte qui l'appelait au champ d'honneur ; à ses côtés, on voyait deux petits nègres du Darfour, dont il était ordinairement accompagné, et dans le

lointain, une Victoire portant une couronne, mais devancée par la Mort<sup>1</sup>.

Enfin le Premier consul paya au souvenir de son cher Desaix un tribut plus touchant encore que les autres, par lequel il voulait le faire revivre, succéder à ses sentiments et hériter de son cœur. Il attacha à sa personne ses deux aides de camp, Rapp et le fidèle Savary, qui **cherchant au milieu des morts le corps de son général, le reconnut à son abondante chevelure, le recueillit avec un soin pieux, l'enveloppa dans le manteau d'un hussard, et le plaçant sur son cheval, le transporta au quartier général de Torre-di-Garofolo**<sup>2</sup>.

La perte de la bataille de Marengo, fatale à la gloire de l'armée autrichienne, menaçait jusqu'à sa liberté. Elle se trouvait en face de la route de Plaisance, fermée, cernée par un triangle composé des corps de Bonaparte, de Moncey et de Suchet, qui se resserraient sur elle jusqu'à l'étouffer. Il fallait se rendre à l'heure propice de la victoire et de la générosité, au moment même du succès de ces combinaisons **profondes, admirables, sans égales dans l'histoire des grands capitaines**, dont l'envie, qui a essayé de disputer à Bonaparte la gloire de Marengo, ne saurait du moins lui dérober le mérite. Ce mérite est tel que la victoire même n'eût point sauvé Mêlas, qui maître de la route de Plaisance le 14 juin, après un combat meurtrier, eût expié ce succès, dès le lendemain, fatalement arrêté dans le coupe-gorge de la Stradella, par les généraux Duhesme et Loison, défendant le passage du Pô, et ayant en queue le général Bonaparte, renforcé des généraux Desaix et Moncey. Mêlas, qui avait bravement payé de sa personne, et poussé jusqu'à ses dernières limites le courage du devoir, ne se crut pas obligé de sacrifier à une obstination inutile les dernières chances d'un honorable salut que lui offrait Bonaparte lui-même, habile dans le succès, modéré dans le triomphe, et qui faisait délicatement les avances en sa qualité de vainqueur.

Le résultat de ces nobles procédés, dont les conseils du général Zach, son chef d'état-major, fait prisonnier par les Français et traité par eux avec les égards dus au courage malheureux, précipitèrent l'effet, fut la célèbre convention du 16 juin 1800, dite d'Alexandrie, qui **en une journée valut à la France la restitution de la haute Italie, laquelle entraînait la restitution de l'Italie entière**<sup>3</sup>, ou pour parler le langage de Bonaparte lui-même **par laquelle la place de Gênes, toutes celles du Piémont, de la Lombardie, des Légations, furent remises à l'armée française, l'armée autrichienne obtenant ainsi la permission de retourner derrière Mantoue sans être prisonnière de guerre**<sup>4</sup>. Cette convention fut la véritable victoire de Marengo, car tout en ménageant au général Mêlas l'unique issue honorable d'une lutte désespérée, elle épargnait à Napoléon la perte de temps, d'hommes et d'argent, d'une campagne que l'intervention anglaise pouvait rendre laborieuse, au moment où son absence fournissait aux partis, à Paris, des prétextes, des occasions et une impunité dangereuse, où il lui importait de confondre la calomnie par la vérité, de foudroyer l'envie par la gloire, et d'affermir par sa présence un gouvernement soumis à toutes les crises du début.

---

<sup>1</sup> E. Bégin, t. III, p. 285.

<sup>2</sup> Thiers.

<sup>3</sup> Thiers.

<sup>4</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 232.



Le 17 juin (28 prairial), le Premier consul quitta le champ de bataille de Marengo, après avoir fait auprès de l'empereur, par une nouvelle lettre directe et personnelle que lui porta M. de Saint-Julien, une suprême tentative pour l'engager à étendre à toutes les armées belligérantes les bénéfices de l'armistice du 15 juin et à faire cesser les résultats de ces luttes meurtrières, dont le lendemain le spectacle sanglant est si douloureux au vainqueur lui-même. Pendant ce temps, la joie des Milanais, sûrs enfin de leur indépendance, ménageait une triomphale bienvenue, éclairée *à giorno* et jonchée de fleurs, au retour du libérateur de la Lombardie, du restaurateur de la République cisalpine.

En attendant qu'on pût réorganiser la République cisalpine et lui donner des limites définitives, que la paix seule pouvait fixer, Bonaparte, enlevant le général Jourdan aux partis, aux mauvaises suggestions de la crainte et du ressentiment et à la fatalité d'une situation fautive, le plaça, à jamais reconquis par cet habile pardon, à la tête du gouvernement provisoire chargé de suppléer à l'absence du roi de Sardaigne, que les Autrichiens n'avaient pas jugé à propos de rappeler. En même temps qu'il garantissait ce, gage de réconciliation avec l'Europe et de pacification future, Bonaparte entamait avec le Saint-Siège, sur lequel venait de s'asseoir le cardinal Chiaramonti (18 mars 1800), des négociations discrètes, dont sa modération de langage, les mesures réparatrices prises vis-à-vis des prêtres émigrés et assermentés, l'hommage funèbre rendu à la mémoire du pape Pie VI, mort dans l'exil de Valence, et le courage de l'exemple du Premier consul assistant au *Te Deum* chanté dans la cathédrale de Milan, ménagèrent heureusement l'effet. C'est sur cet effet que l'habile et prévoyant Consalvi fonda le succès de la politique nouvelle dont le concordat fut le fruit et le chef-d'œuvre.

Le 24 juin, ayant assuré l'exécution et les résultats de la convention d'Alexandrie, consommée par l'entrée triomphale de Suchet à Gênes, au milieu des chants et des fleurs, et remis au général Masséna, dont il honorait ainsi la valeur et réparait solennellement les mécomptes, le commandement en chef de l'armée d'Italie, le Premier consul partit de Milan, accompagné de Duroc, son aide de camp de prédilection, de Bourrienne, son secrétaire, de Bessières, commandant de la garde consulaire, et de Savary. Il s'arrêta quelques heures à Turin pour ordonner des travaux à la citadelle, repassa, par le mont Cenis, les Alpes débarrassées désormais des forts qui en défendaient le passage et qui avaient failli l'arrêter, et retrouva à Lyon les ovations de Milan, rendues plus douces par le patriotisme reconnaissant qui les animait.

Napoléon arriva à Paris, le 13 messidor an IX (2 juillet), au milieu de la nuit et sans être attendu ; mais aussitôt que, le lendemain, la nouvelle en fut répandue dans les divers quartiers de cette vaste capitale, toute la ville et les faubourgs accoururent dans les cours et les jardins du palais des Tuileries. Les ouvriers quittaient leurs ateliers simultanément ; toute la population se pressait sous les fenêtres, dans l'espoir de voir celui à qui la France devait tant. Dans les jardins, les cours et les quais, partout les acclamations de la joie se faisaient entendre. Le soir, riche ou pauvre, chacun, à l'envi, illumina sa maison. Ce fut un bien beau jour<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Commentaires*, t. IV, p. 238.

L'armée d'Allemagne, que commandait Moreau, piquée d'une noble émulation par les succès, récompensés par la gloire et le repos, de sa sœur d'Italie, voulut joindre ses trophées à ceux de Marengo, et les combats de Kirchberg (4 juin), de Hochstædt (19 juin) et de Neubourg (25 juin), équilibrèrent la situation en Italie et en Allemagne, permirent à Moreau, maître d'Augsbourg, de Munich et Feldkirch (14 juillet), de signer le 15 juillet l'armistice de Parsdorf, rival de la convention d'Alexandrie, et de se reposer dans sa gloire et sa popularité de général temporisateur. Pendant ce temps, Bonaparte, le général au coup d'œil et au vol aquilins, cherchait à réaliser en bénéfices de paix durable, les résultats de tant de victoires.

Le 21 juillet 1800, — peu de jours après cette fête commémorative du 14 juillet, l'une des deux conservées par la Constitution, où le Premier consul avait épuisé, jusqu'au danger d'être étouffé à la tête de sa garde, couverte encore des haillons poudreux de Marengo, les manifestations de l'orgueil national, de la joie populaire et de la reconnaissance des rentiers, ivres de la hausse de la rente (de 15 à 40 francs) et de la nouvelle du premier paiement semestriel en argent fait depuis 1789, — le 21 juillet 1800, on annonça l'arrivée du comte de Saint-Julien, officier de confiance de l'Empereur d'Allemagne, chargé de porter à Paris la ratification de la convention d'Alexandrie, et de conférer avec le Premier consul sur les conditions de la prochaine paix. On ne douta plus alors de la conclusion de cette paix si désirée qui devait mettre fin à la seconde coalition. La France, on peut le dire, n'avait jamais vu d'aussi beaux jours<sup>1</sup>.

M. de Saint-Julien, homme trop étroit pour un rôle trop large, et très-au-dessous d'une mission pleine de hasards, où l'autorité du caractère pouvait seule suppléer au vague des instructions et à l'imprévu des circonstances, arrivait à Paris, porteur d'une lettre courtoise, pour la première fois directe, de l'Empereur au Premier consul, au moment où celui-ci, aiguillonné par la nouvelle de la mort tragique de Kléber et les dangers courus par une conquête tombée en quenouille entre les mains d'*Abdallah-Menou*, faisait des moyens de débloquer Malte et de ravitailler et secourir l'Égypte, l'objectif de ses combinaisons. M. de Saint-Julien, bientôt séduit, puis fasciné par Talleyrand, et enlacé de mille replis captieux, se laissa entraîner à prendre pour la lettre l'esprit de ses instructions, et à signer des préliminaires de paix qui contrariaient singulièrement les engagements contractés vis-à-vis de l'Angleterre par la politique ambiguë de M. de Thugot.

Il partit de Paris le 30 juillet, enivré du brillant accueil fait dans sa personne à la visite flatteuse du premier plénipotentiaire d'Europe qui osait se hasarder à l'hospitalité de la France républicaine, et accompagné de Duroc, que le succès de sa mission confidentielle à Berlin avait désigné au choix du Premier consul pour un semblable séjour d'observation à Vienne. Pendant qu'arrêté au quartier général (4 août 1800 — 16 thermidor an VIII), Duroc attendait vainement la fin des scrupules et des tergiversations de la cour d'Autriche, qui sortait enfin par une explosion de sa situation équivoque en désavouant et exilant son téméraire plénipotentiaire et en congédiant l'envoyé du Premier consul, sans vouloir le voir ni l'entendre (13 août — 25 thermidor), Bonaparte poursuivait le cours de ces avances et de ces négociations par lesquelles il attirait insensiblement sur le terrain des transactions diplomatiques l'Europe monarchique, étonnée et charmée de ces dispositions pacifiques d'un républicain victorieux. Il gagnait peu à peu à l'admiration et à l'amitié l'empereur Paul, à qui il rendait sans condition

---

<sup>1</sup> Thiers.

six mille prisonniers et faisait présent de Malte à condition de la prendre, la cour d'Espagne, habilement flattée par Berthier de l'espoir d'un établissement en Toscane et à Parme, la Prusse, caressée dans sa neutralité sympathique, le pape enfin, qui envoyait à Paris Mgr Spina pour arrêter un arrangement dont les décrets sur les prêtres et les émigrés avaient ouvert les voies et préparé les éléments. Quant à l'irréconciliable Angleterre, son despotisme maritime était menacé par cette querelle de l'inviolabilité des neutres, dont la France, l'Espagne, le Portugal, la Suède, la Russie, les Etats-Unis devenaient successivement les champions et dont le Danemark allait devenir la victime.

Le Premier consul fut vivement irrité de l'échec de la négociation prématurée entamée par M. de Saint-Julien et arrêtée en plein épanouissement par le désaveu de ce plénipotentiaire. Mais il se contenta, et avant d'en venir à un éclat heureux, puisqu'il n'avait qu'à ouvrir la barrière à deux armées prêtes et impatientes, mais intempestif au moment où il essayait de ramener par la douceur des gouvernements longtemps effarouchés par les abus de la force, il tenta, vis-à-vis de l'Angleterre, une dernière démarche qui avait l'avantage de mettre la modération de son côté, de lui permettre, en cas de succès, d'achever ses préparatifs pour sauver l'Égypte, et, en cas de refus, de rendre l'Angleterre responsable vis-à-vis de l'Autriche et du monde, des conséquences de sa mauvaise volonté. La main sur la garde de l'épée, il fit donc faire au cabinet de Londres, par M. Otto, des ouvertures de négociation sur la base d'un arrangement commun avec l'Autriche, dont l'Angleterre accepterait l'armistice en l'étendant aux griefs et aux positions maritimes. L'Angleterre ne pouvait trop accéder à des propositions dont l'avantage était surtout pour le Premier consul, et favoriser, par la levée du blocus de l'escadre espagnole et de l'escadre française dans Brest, et l'évacuation de Malte, le recrutement de l'armée d'Égypte et son ravitaillement, c'est-à-dire les desseins contre lesquels elle s'était surtout armée.

Le Premier consul, qui savait que le meilleur moyen de faire la paix est de préparer la guerre, n'avait pas perdu les trois mois d'alternatives et de tergiversations, aboutissant à l'avortement des préliminaires dont Lunéville s'apprêtait à fêter la signature. Cinq armées : celle désignée sous le nom de Batave, commandée par Augereau, dont le quartier général était à Francfort ; l'armée du Rhin, sous Moreau, postée à Hohenlinden et portée à cent mille hommes ; l'armée des Grisons, en face du Tyrol, avec Macdonald ; l'armée d'Italie, où le général Brune venait de remplacer Masséna, rappelé des bords du Mincio par suite de maladroites administratives et d'une impopularité dangereuse ; enfin, l'armée de-réserve réunie à Amiens, et prête à voler au galop du cheval de Murat, son chef, sur les côtes menacées, ou à faire diversion en Italie, étaient prêtes à s'ébranler au premier signal de cette épée encore au fourreau. Avant de la tirer, le Premier consul accepta les dernières chances d'une conciliation en ratifiant la convention de Hohenlinden (20 septembre 1800), par laquelle l'Autriche, surprise au milieu de préparatifs embarrassés, achetait de la cession de Philipsbourg, Ulm, Ingoldstadt, le répit d'une prolongation d'armistice et le remplacement de M. de Lherbach par M. de Cobenzel, le négociateur de Campo-Formio, et le maintien du protocole, toujours en suspens, de Lunéville. La nouvelle de ce nouveau succès, qui en précédait tant d'autres, inaugura dignement la célébration de la fête du 1er vendémiaire, et le Premier consul, qui savait la part qu'il faut faire à l'imagination et au sentiment dans la politique, comme dans la religion, profita de cette coïncidence pour rehausser le caractère patriotique de cette solennité dont la translation des restes de Turenne aux

Invalides, et la pose de la première pierre du monument funéraire de Kléber et de Desaix furent les deux émouvants épisodes. Bonaparte acheva, durant les derniers jours de cet interrègne de paix, par l'accélération de la prospérité publique, dont le cours de la rente, toujours ascendant, et le crédit de la banque de France toujours croissant, symbolisaient les progrès, enfin l'amélioration des chaussées et chemins, la reprise des travaux des canaux de Saint- Quentin et de l'Ourcq, si longtemps abandonnés, l'effet moral de cette dramatique journée. Lucien, interprète éloquent des actes de son frère, put saluer en montrant la tombe de Turenne [deux grands siècles s'y rencontrant et s'y donnant la main](#), et le soir, à la représentation gratuite de *Tartuffe* et du *Cid*, la voix de la France entière, représentée par ses délégués, acclama dans Bonaparte le héros qui fermait glorieusement la Révolution. L'assentiment passionné de l'opinion, malgré les menées des ambitieux, des jaloux, les ingratitude des faux amis, les imprudences des amis maladroits, fut, à partir de ce jour, absolument acquis à celui dont le complot avorté du 18 vendémiaire an IX (10 octobre 1800)<sup>1</sup>, qui menaça à la fois la vie d'un homme et l'existence d'un peuple, redoubla le prestige en faisant mieux sentir son prix. Désormais sourd aux intrigues des partis, et ne voulant pas plus du rôle de César que de celui de Monk, désavouant d'un côté l'impatience de sa famille, et de l'autre, décourageant d'un ferme refus les illusions par trop aveugles de Louis XVIII, Bonaparte ne songea plus qu'à se créer de nouveaux titres à la reconnaissance d'une nation dont il tenait le pouvoir, qu'il payait avec de la gloire.

Le premier traité conclu avec le gouvernement consulaire venait d'être signé à Morfontaine entre les États-Unis et la France, représentés par MM. Olivier Ellsworth, Richardson Davie et van Murray, d'un côté, et de l'autre Joseph, Rœderer et Fleurieu (30 septembre 1800 — ratifié le 18 février 1801).

Les pourparlers engagés à Lunéville entre M. de Cobentzel et Joseph depuis le 24 octobre 1800 ne purent aboutir à une solution aussi favorable ; et après avoir poussé l'Autriche, avec une fermeté que l'expérience rendait inexorable, dans ses derniers retranchements, le Premier consul, laissant les négociations en suspens, donna enfin le signal, si longtemps différé, de la reprise des hostilités contre un pays sans bonne foi et sans dignité, qui ne cédait qu'à la victoire et qui ne traitait qu'à force de malheurs.

Encore une fois, l'influence allait être aux événements et l'autorité au canon. Le 28 novembre (7 frimaire an IX), s'ouvrit cette campagne d'hiver, honneur immortel de Moreau, [l'une des plus décisives et des plus célèbres de nos annales](#)<sup>2</sup>, et s'ébranlèrent à la fois, avec l'armée du Rhin ou plutôt du Danube, les quatre armées d'Augereau sur le Mein, de Macdonald dans les Grisons, de Brune sur le Mincio, de Murat en marche vers l'Italie avec les grenadiers d'Amiens.

Impatient des résultats, nous n'essayerons point de lutter avec les Jomini et les Thiers, et ne nous oublierons point au détail complaisant et minutieux de ces grands mouvements de masses armées, sous le poids et le choc desquelles trembla l'Europe. Nous nous bornerons, en regrettant de n'avoir pas le pinceau de Chateaubriand, au tableau d'ensemble de ce dernier effort de la France, jetant son épée dans la balance de la paix.

---

<sup>1</sup> Demerville, Ceracchi, Arena.

<sup>2</sup> Thiers.

Par un choix implicite, qu'expliquent l'importance des deux armées d'Allemagne et le rang de leurs généraux, le rôle d'honneur leur avait été confié et c'est entre l'Inn et l'Isar que la querelle décisive, dont les chocs suisses et italiens n'étaient que l'accessoire et le contre-coup, devait se vider. Nous connaissons le nom des généraux témoins actifs de ce duel gigantesque de Moreau et de l'archiduc Jean, plein d'une ardeur de jeunesse et d'une émulation de gloire que ne secondaient pas le coup d'œil de l'archiduc Charles. Moreau avait pour auxiliaire et satellite Augereau, et Macdonald devait se jeter dans le Tyrol italien, gravitant vers l'orbite des opérations de Brune et lui facilitant l'attaque de la ligne du Mincio. Murat, avec son corps d'élite ailé, devait voltiger et apporter de version et renfort partout où l'appelleraient une occasion ou un danger. Aucun de ces chefs, auxquels il avait partagé le soin de la fortune de la France, n'avait le génie et l'élan de Bonaparte. Et Moreau, le plus distingué de tous, n'avait que des moments, et, pour ainsi dire, de la monnaie d'inspiration. Mais les Français, encouragés par les succès progressifs d'une campagne dont le dénouement approchait, étaient pleins de ce feu patriotique qui fait les héros, et ils avaient en face d'eux des généraux trop jeunes ou trop vieux, et des armées neuves ou démoralisées, les uns combattant non pour la gloire, mais contre la disgrâce ; les autres cherchant moins à remporter la victoire, qu'à éviter la défaite.

Le 28 novembre, commencèrent les mouvements qui avaient pour but, du côté des Français, de diriger sur Vienne quatre armées, deux grandes et deux petites, soutenues par une cinquième de réserve, et comprenant deux cent cinquante mille combattants aguerris, le plus bel effectif militaire mis en ligne depuis les levées en masse de 93 ; du côté des Autrichiens, de repousser l'entreprise qui menaçait la capitale, de chasser l'armée d'Allemagne au delà du Lech, et de donner au général Bellegarde, retranché derrière le Mincio, et appuyé, de gauche à Mantoue, de droite à Peschiera, le signal d'une jonction offensive. Le symbole du plan autrichien, c'est l'étau qui se resserre. Le symbole du plan français, c'est le compas qui se ferme ; la branche italienne, par un demi-cercle, venant joindre la branche allemande, à la pointe dirigée sur Vienne.

Moreau était établi sur le terrain qui sépare l'Isar de l'Inn sur un plateau élevé couvert d'une forêt épaisse. C'est cette fortification naturelle de ravins, de collines boisées, de marécages, de défilés, que l'archiduc Jean résolut, n'osant l'aborder de front, de tourner et déborder. L'engagement heureux d'Ampfing, qui compromit notre gauche, encouragea jusqu'à la présomption son inexpérience, et il se laissa entraîner par ce succès dans la forêt de sapins d'Hohenlinden, immense coupe-gorge où le 5 décembre 1800, toute une armée, ballottée à coups de canon au milieu d'une tempête de neige, rougit ce blanc linceul du sang de huit mille hommes tombés victimes de la formidable embuscade, du guet-apens gigantesque, chef-d'œuvre de Moreau.

Douze mille prisonniers, trois cents voitures et quatre-vingt-sept pièces de canon complètent le bilan de cette journée glorieuse pour la France, funèbre pour l'Autriche, à qui la victoire fit si traîtreusement banqueroute.

Le 9 décembre au matin, six jours seulement après cette grande bataille qui semblait avoir épuisé son ardeur, Moreau passa l'Inn à Neubern, ayant pour éclaireur le général Lecourbe, qui quelque temps auparavant avait si

glorieusement passé le Danube dans cette journée d'Hochstædt, dont le succès consola l'ombre de Louis XIV<sup>1</sup>.

Le 20 décembre, la poursuite des Français, redevenue audacieuse, à force de bonheur, poussait, l'épée dans les reins, la retraite de plus en plus désespérée de l'armée autrichienne. Moreau franchissait successivement la Traun, l'Ens, et ses avant-postes ne furent arrêtés à vingt-cinq lieues de Vienne, que par les ouvertures pacifiques de l'archiduc Charles, successeur de l'archiduc Jean, chargé de réparer ses fautes et de sauver la monarchie autrichienne.

Moreau, plein d'estime pour un tel adversaire, Moreau qui se méfiait des faveurs de la fortune, et qui aimait mieux conquérir la paix que conquérir Vienne, accéda aux propositions d'où sortit la convention de Steyer. Cette convention, qui lui permettait de se considérer comme un des auteurs du traité qu'elle remettait sur le tapis oisif des conférences de Lunéville, avait aussi l'avantage de dégager l'armée gallo-batave d'Augereau, compromise faute d'appui, et de favoriser la solution italienne, dont Brune devenait le maître, délivré de toute crainte d'une diversion par le Tyrol et assuré, au contraire, de l'intervention de Macdonald et du concours de Murat.

Obéissant, en effet, dès les premiers jours de la campagne, à l'ordre du Premier consul, qui fortifiait l'Italie à mesure que l'Allemagne en avait moins besoin, Macdonald, quittant les quartiers des Grisons, avait franchi héroïquement les neiges et les tourmentes du Splügen pour déborder la ligne du Mincio, et il venait d'accomplir cet admirable mouvement qui le porta dans le Tyrol italien, lui permit d'arriver à Trente, et de prendre position entre les Autrichiens qui défendaient au milieu des Alpes les sources des fleuves, et les Autrichiens qui en défendaient le cours inférieur dans les plaines de l'Italie<sup>2</sup>.

L'impétuosité de Brune, bon général, homme d'esprit, mais chef d'armée incapable, faillit compromettre les résultats favorisés par cette heureuse diversion. Piqué de l'amour-propre qui ne permet pas à un général d'abandonner son plan, même quand on lui en offre un meilleur, Brune, se dérochant à l'inspiration du génie de Bonaparte, qui s'attachait avec prédilection à ce théâtre de ses premiers succès, s'obstina dans son projet de passage du Mincio sur deux points, à Pozzolo et à Mozzembano. Cette duplicité d'opérations, toujours dangereuse, lui eût été fatale, si la vigueur calme de Suchet, sauvant à propos le général Dupont des suites fâcheuses de son trop d'ardeur, n'eût conjuré le désastre qui faillit remplacer le succès, disputé jusqu'à neuf heures du soir, de la bataille de Pozzolo, achevée au clair de lune (25 décembre). Le lendemain 26, Brune passa le Mincio à Mozzembano, avec le reste de l'armée française, qui n'eut plus devant elle que la ligne de l'Adige. Maître de Valeggio et de Borghetto, au prix d'un sang précieux que Bonaparte et Moreau eussent su épargner, Brune, avec une lenteur de mouvement qu'explique la rigueur de la saison, dont un général mieux doué eût su triompher, se décida enfin, le 31 décembre, à passer l'Adige. L'avant-garde franchit heureusement le fleuve à Bussolengo, pendant que le général Moncey le remontait jusqu'à Trente, coupant au général autrichien Laudon, qui se retirait devant Macdonald, une retraite impossible, à moins qu'il n'eût le temps de se sauver dans la vallée de la Trente, où Brune, en marchant vite, pouvait le rencontrer. La lenteur de Brune, la déloyauté de Laudon, qui fit croire au général Moncey que l'armistice allemand était étendu à l'Italie, et lui échappa

---

<sup>1</sup> Chateaubriand.

<sup>2</sup> Thiers.

par le mensonge, compromirent le succès de cette belle partie où Brune, avec tous les atouts en main, quitta le tapis par la convention de Trévisé (16 janvier). Par cet acte, le vainqueur accordait, pour ainsi dire, au vaincu les bénéfices de la partie et oubliait de ramasser l'enjeu, c'est-à-dire d'exiger Mantoue.

Pendant que s'accomplissaient dans la haute Italie ces événements qui trompaient les espérances de Bonaparte indigné, et l'obligeaient de désavouer son lieutenant, les Napolitains pénétraient en Toscane, d'où la résistance du général Miollis et la prise de Sienne, chassaient le corps du général Roger de Damas, auquel Murat allait infliger la menace d'une nouvelle défaite (18 février). Il dut accepter un armistice, qui débarrassait, en stipulant l'évacuation des États pontificaux, le Saint-Père d'alliés importuns et d'amis ambitieux. Cet armistice fut converti en une paix définitive entre la République française et le roi de Naples, qui échappait à la tyrannie de l'influence anglaise, par le traité de Florence, signé par le citoyen Alquier et le chevalier Micheroux dans cette capitale (28 mars 1801).

Cependant les conférences de Lunéville avaient repris sérieusement leur cours, et chaque nouveau délai de M. de Cobentzel amenant de nouveaux événements, qui rendaient la paix plus difficile à la fois et plus nécessaire, le plénipotentiaire de l'Autriche compromettait sa cause par trop de dévouement, et payait chaque retard d'un sacrifice. C'est ainsi que, le 26 janvier, il dut acheter de la cession de Mantoue, livrée le 17 février, la ratification de l'armistice de Trévisé, repoussé par le Premier consul, qui, à la faveur du droit rouvert par le refus, s'emparait également du château de Vérone. C'est ainsi aussi, qu'abandonnant pied à pied le terrain devenu trop avantageux au gré de son adversaire, des préliminaires de Campo-Formio, il était obligé de reculer de concession en concession, et de subir enfin l'ultimatum de la négociation, la double ligne de la victoire française : le Rhin (rive gauche) en Allemagne, l'Adige en Italie. Enfin, le 9 février 1801, eut lieu cette dernière conférence, où le forceps acheva l'enfantement, par la diplomatie autrichienne, d'un traité douloureusement mis au monde, et qui ne devait pas longtemps faire honneur à une union conclue par la nécessité. C'était le traité de Lunéville, signé le même jour (20 pluviôse an IX, 9 février 1801), entre M. de Cobentzel et Joseph Bonaparte, destiné, par la confiance de son frère, l'autorité de son caractère honnête, l'attrait d'un esprit aimable et le succès de ses débuts diplomatiques, à sceller successivement les actes qui consacreront la fin de la seconde coalition, et réconcilièrent les États-Unis, l'Empire, le Saint-Siège, enfin l'Angleterre avec la France.

C'est à ce moment triomphant de sa gloire et de son génie, alors que le Premier consul préparait à la fois, par la paix avec l'Autriche, l'alliance avec la Russie, qui venait de renouveler avec la Suède et le Danemark, sous son inspiration, la ligue de neutralité maritime de 1780, et par l'alliance avec l'Espagne, que la création du royaume d'Étrurie faisait notre meilleure amie, les éléments d'un revirement fatal à l'Angleterre, désormais son unique ennemie, que l'exaspération des partis, soudoyés par l'or de Pitt et excités par les intrigues royalistes, se manifestait par un suprême attentat. La machine infernale, bien digne de ce nom, éclatait sur le passage de la voiture du Premier consul (3 nivôse an IX, 24 décembre 1801), et épargnait, sans l'effrayer, l'homme providentiel, devenu le but de la conspiration permanente des fruits secs des deux Terreurs, la blanche comme la rouge, de tous les déclassés, de tous les exaltés de la Révolution, embrigadés et embusqués dans l'ombre par la stratégie du crime et la politique de l'assassinat. Longtemps encore cette vie sacrée cheminera entre deux embuscades. Longtemps encore l'Angleterre et l'émigration tendront sous

les pas de celui qui a sauvé la France et la République les pièges d'une haine désespérée. A l'attentat du 18 vendémiaire succédera l'attentat du 5 nivôse, et Limoëlan, Saint-Réjant, Carbon, seront les émules des Demerville, Cerachi, Arena, Topino Le Brun. Nous négligeons les conspirateurs vulgaires, les Juvenot, ancien aide de camp d'Henriot, qui promenait sur la route de la Malmaison le dessein de tuer le Premier consul sans en trouver le lâche courage, ou l'armurier Chevalier, surpris en flagrant délit de fabrication de l'engin devenu désormais l'instrument des dignes soldats de la trahison et du guet-apens, recrutés par Georges. Et l'insuccès ne les découragera pas. Toujours il sortira des ténèbres de ces bas-fonds sociaux où les incompris de septembre 92 fraternisent avec les déçus de thermidor et les récalcitrants de brumaire, dans la triple corruption et la triple fermentation de la colère, de la débauche et de la faim, quelque sicaire soldé par Pitt et surveillé par Fouché. Et cela, jusqu'à ce que le soleil de la gloire napoléonienne n'ait plus laissé à l'envie un coin d'ombre où se cacher, un coin de misère où se plaindre, que, des conspirateurs obscurs, la répression soit montée aux plus mystérieux fauteurs et aux plus illustres complices, que le procès de Pichegru et de Moreau ait déshonoré la gloire et flétri l'ambition qui n'ont pas reculé devant le sacrifice de la patrie et l'appui de l'étranger, enfin, que le supplice de Georges et l'exemple terrible de la mort d'un Condé lui-même aient découragé des tentatives stériles et punies par elles-mêmes, auxquelles répond un redoublement de popularité et d'affection, qui consolident celui qu'elles veulent renverser, qui feront, en 1802, resserrer la durée d'un pouvoir perpétué en 1804 par l'hérédité.

L'attentat de nivôse ne fait trembler que la France, ainsi menacée par l'anarchie en pleines délices de l'ordre et de la prospérité, et dont la sollicitude, éveillée sur la fragilité de cette vie à laquelle son sort est suspendu, n'aura plus qu'un souci, celui de fortifier et de resserrer le lien qui la tient suspendue sur l'abîme, et enfin, fatiguée des dangers de la liberté, et ivre des espérances de la gloire, acceptera l'une en échange de l'autre, et se livrera tout entière à son héros vainqueur.

Qu'on juge, sur les imaginations et les cœurs, de l'effet de cette scène de la rue Saint-Nicaise, du contre-coup de terreur et de pitié produit par cette détonation du baril de poudre de Saint-Rejant, et, à la nouvelle d'un tel danger, des larmes de Joséphine, partagées, ce jour-là, par toutes les femmes.

Le Premier consul, épuisé de travail, hésitait à se rendre à l'Opéra, et ne céda qu'aux dernières instances de sa petite cour, avide de le voir figurer à la solennité de l'exécution, pour la première fois, de la Création, oratorio de Haydn.

Il partit des Tuileries à huit heures un quart. Les généraux Lannes, Berthier et M. Ch. Le Brun l'accompagnaient. Un détachement de grenadiers à cheval lui servait d'escorte. Heureusement que ces grenadiers suivaient la voiture au lieu de la précéder. Elle arriva dans le passage étroit de la rue Saint-Nicaise sans avoir été annoncée ni par le détachement ni par les complices eux-mêmes. Ceux-ci ne vinrent pas prévenir Saint-Réjant, soit que la peur les en eût empêchés, soit qu'ils n'eussent point reconnu l'équipage du Premier consul. Saint-Réjant lui-même n'aperçut la voiture que lorsqu'elle eut un peu dépassé la machine. Il fut vivement heurté par un des gardes à cheval, mais ne se déconcerta pas, mit le feu et se hâta de s'enfuir. Le cocher du Premier



consul, qui était fort adroit, et qui conduisait ordinairement son maître avec une extrême rapidité, avait eu le temps de franchir l'un des tournants de la rue, quand l'explosion se fit tout à coup entendre. La secousse fut épouvantable ; la voiture faillit être renversée ; toutes les glaces furent brisées ; la mitraille vint déchirer la façade des maisons voisines. Un des grenadiers à cheval reçut une légère blessure, et une quantité de personnes mortes ou mourantes encombrèrent sur-le-champ les rues d'alentour. Le Premier consul et ceux qui l'accompagnaient crurent d'abord qu'on avait tiré sur eux à mitraille. Ils s'arrêtèrent un instant, surent bientôt ce qui en était et continuèrent leur route. Le Premier consul voulut se rendre à l'Opéra. Il montra un visage calme, impassible, au milieu de l'émotion extraordinaire qui, de toutes parts, éclatait dans la salle<sup>1</sup>.

Bonaparte, abandonnant le soin de la justice et de la punition des coupables aux tribunaux et à la police, qui, sous l'empire d'une indignation légitime, faillirent faire dégénérer en réaction dangereuse une répression salutaire, et cherchèrent à se débarrasser à la fois, d'un seul coup de filet, des suspects et des coupables du passé, du présent et de l'avenir, se vengea plus noblement d'avoir été méconnu et menacé, par de nouveaux bienfaits et de nouveaux succès, qui exaltèrent, par la crainte de le perdre, le bonheur de le posséder.

Au commencement de l'année 1801, l'Angleterre était acculée par les fautes du génie de M. Pitt et de son propre génie, à une situation qu'un peuple doué de moins de vitalité eût considérée comme désespérée.

Elle se trouvait en guerre à la fois avec la France et l'Espagne, ses vieilles ennemies ; avec les cours de Russie, de Suède, de Prusse, ses anciennes alliées ; elle venait d'être abandonnée par l'Autriche depuis la paix de Lunéville ; par la cour de Naples, depuis le traité de Florence. Le Portugal, son dernier pied à terre sur le continent, allait lui être enlevé aussi. Sa situation était devenue celle de la France en 1795. Elle était réduite à lutter seule contre l'Europe entière, avec moins de danger, il est vrai, que la France, et, aussi, moins de mérite à se défendre, parce que sa position insulaire la préservait du péril d'une invasion. Mais, pour rendre cette similitude de situation plus singulière et plus complète, l'Angleterre était en proie à une affreuse famine. Son peuple manquait des aliments de première nécessité. Tout cela était dû à l'entêtement de M. Pitt et au génie du général Bonaparte. M. Pitt n'ayant point voulu traiter avant Marengo, le général Bonaparte ayant désarmé une partie de l'Europe par ses victoires et tourné l'autre contre l'Angleterre, par sa politique, étaient

---

<sup>1</sup> Thiers.

incontestablement, l'un et l'autre, les auteurs de ce prodigieux changement de fortune<sup>1</sup>.

Le bombardement de Copenhague, qui foudroya la ligue de neutralité armée (2 avril 1801), la mort tragique de l'empereur Paul, qui la mit en dissolution (25-24 mars 1801), la fatale capitulation qui consacra l'évacuation de l'Égypte et la stérilité de cette féconde entreprise (27 juin 1801) relevèrent cette situation critique, intrépidement affrontée, et remirent l'Angleterre sur ce pied de fière égalité et de puissant équilibre où elle pouvait accepter une paix honorable pour les deux parties. Car la France avait aussi payé sa part de courage et de gloire par le combat d'Algésiras (6 juillet 1801), l'intimidation du Portugal, rallié à notre influence, et l'attitude de la flottille de Boulogne, exercée par les succès maritimes de La Touche-Tréville, vengeur de ceux de Nelson, à l'opération suprême d'une imminente descente en Angleterre. Menacée d'être frappée au cœur, l'Angleterre se rendit à la paix, que désiraient également deux peuples faits pour être amis, et le 1er octobre, les préliminaires signés à Londres par M. Otto firent disparaître les dernières inquiétudes, dissipèrent les orages prêts à éclater, et dressèrent sur l'Europe et le monde un arc-en-ciel sans nuages, salué des acclamations universelles. Le colonel Lauriston, porteur de la ratification du Premier consul, fut promené en triomphe par le peuple de Londres, et à Paris, le même enthousiasme hospitalier accueillit lord Cornwallis et l'illustre Fox, messagers d'une réconciliation définitive, signée à Amiens le 25 janvier 1802, entre le premier de ces hommes d'État, représentant typique de la grande aristocratie anglaise, et Joseph, que son frère désignait toujours **pour cueillir les fruits qu'il avait cultivés lui-même de ses mains triomphantes**<sup>2</sup>, et en qui il incarnait la paix comme il personnifiait la victoire.

Lorsque j'arrivai à Paris, le Premier consul était à l'Opéra ; il me fit entrer dans sa loge, me présenta au public, en lui annonçant la conclusion de la paix. On devine aisément ce qui se passait dans mon cœur, et même dans le sien ; car il était aussi tendre ami, aussi bon frère, qu'il était homme prodigieux et grand souverain<sup>3</sup>.

L'horizon politique international acheva de s'éclaircir de tous côtés, et la signature successive de traités de paix avec le Portugal, la Porte-Ottomane, les régences de Tunis et d'Alger, la Bavière, la Russie, transformèrent en un serein midi ce matin orageux des deux premières années du Consulat. Il ne manquait plus qu'un couronnement à cet édifice de réorganisation, de centralisation et de pacification, dont la lente élaboration du Code civil — commencée le 12 août 1800, pour n'être terminée que le 21 mars 1804 — avait posé les bases et élevait successivement les étages. Il ne demeurait qu'une lacune dans les vœux et les satisfactions de l'opinion. C'était le schisme religieux, issu de la Révolution, et la rupture des relations spirituelles de la France avec le Saint-Siège survivant à leur réconciliation temporelle. Napoléon, justement convaincu qu'il n'y a point, sans le ciment de la religion, de société ni de gouvernement durables, aspirait

---

<sup>1</sup> Thiers.

<sup>2</sup> Thiers.

<sup>3</sup> *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 89.

depuis longtemps à faire cesser ce grief secret des consciences, dernier obstacle à la réconciliation qu'il poursuivait de l'autorité et de la liberté, de la foi et de la raison, des traditions de l'Eglise et des conquêtes de la Révolution, unique reproche qui troublât l'unanimité de l'admiration générale, méritée par tant de mesures réparatrices. Il demeurait encore un beau traité à signer à Joseph. Ce traité fut le Concordat, dont les négociations, poursuivies entre le cardinal Consalvi, le prélat Spina et l'abbé Caselli, du côté du Saint-Siège, et du côté de la France, Joseph, le conseiller d'Etat Cretet et l'abbé Bernier, futur évêque d'Orléans, qui réhabilitait, par l'incontestable service de son concours, une existence équivoque et une célébrité diffamée, traînèrent longtemps, compromises tour à tour par la subtilité et la ténacité italiennes, et par la vivacité et l'impatience françaises. Enfin, le 15 juillet 1801, furent signées les bases préliminaires et fondamentales de ce grand acte, mal jugé par les contemporains, regardé par les ultramontains comme un crime de la crédulité et de la faiblesse de Pie VII, considéré par les révolutionnaires comme une faute de Bonaparte, mais qui n'en demeure pas moins un monument de sagesse, un chef-d'œuvre d'habileté, digne des grandes pensées qui l'inspirèrent, salué par la joie et la reconnaissance d'un peuple affamé de religion et altéré de foi, d'acclamations qui retentiront dans la postérité la plus reculée. Il n'eut peut-être pas l'approbation de M. Dupuis, auteur sceptique du livre de *l'Origine de tous les cultes*, que l'opposition des incrédules porta, en signe de protestation, à la présidence du Corps législatif. Mais il eut celle de Chateaubriand, qui la vaut bien, et qui vengea, par l'éloquence du *Génie du Christianisme*, ce rétablissement de l'autel contredit par quelques mauvais discours. Le 15 juillet 1801 ne vit que le premier acte de cette longue et délicate négociation, dont le *Te Deum* solennel, chanté à Notre-Dame par le cardinal Caprara, ne devait saluer et glorifier que dix mois après la définitive conclusion. Mais les espérances fondées sur les préliminaires de cet accord, dont le cardinal Consalvi a exposé les vicissitudes en homme qui n'en a pas senti la grandeur, supérieure à tous les sacrifices, et avec la partialité d'un esprit et d'un caractère sans héroïsme<sup>1</sup>, suffirent pour enivrer les âmes, et pour précipiter le mouvement d'admiration, l'élan de gratitude, qui trouveront, dans l'institution du Consulat à vie, une si éclatante manifestation.

Nous interrompons là le récit des événements et des actes de cette première moitié du Consulat, dont Rœderer, juge sympathique mais témoin fidèle, a résumé les conquêtes et les progrès dans deux tableaux, auxquels nous emprunterons quelques traits. A la fin de cet admirable résumé, le meilleur qui ait jamais été fait des deux plus belles années du pouvoir de Bonaparte, Rœderer s'écrie :

Quel spectacle offre la France ! un territoire agrandi du cours de l'Escaut, de la Moselle, de la Meuse, de la rive gauche du Rhin ; des armées plus redoutables aux étrangers par leur nombre et par leur valeur, plus chères aux citoyens par leur discipline et leur sagesse, qu'elles ne l'ont été dans aucun temps de la monarchie ; des voisins plus indépendants en Italie et dans la Batavie ; l'amitié de l'Espagne plus affermie que jamais ; une puissance désormais équipondérante à celle des grands Etats enrichis par les dépouilles de la

---

<sup>1</sup> *Mémoires et correspondance du cardinal Consalvi*, t. Ier, p. 291 à 415.

Pologne et par le commerce maritime : voilà aujourd'hui la France considérée dans ses relations au dehors.

A l'intérieur, des manufactures partout renaissantes, le négoce déjà élancé au delà des mers, une agriculture florissante, le travail partout rétabli, retentissant dans les champs et dans les cités, animant les hommes et la nature de son mouvement ; l'ordre affermi dans la triple enceinte que forment autour de lui les lois, les mœurs qui gardent les lois, les bienséances qui gardent les mœurs. Voilà ce qui frappe aujourd'hui tous les yeux en France et porte l'émotion dans tous les cœurs.

La première année du consulat de Bonaparte avait mis fin aux ravages de la Révolution ; celle qui vient d'expirer, non-seulement a mis fin aux ravages de la guerre, mais encore elle a fait cesser les ravages du temps et semble l'avoir réduit désormais à créer.

Cette année, celle qui l'a précédé, sont filles d'une grande journée, le 18 brumaire. Au delà de cette journée était le néant ou la gloire ; elle nous donna la gloire en nous donnant un homme qu'elle consacra au salut de la patrie.

Dans les changements qui se sont opérés, cet homme a tout vu, tout conduit ; en dirigeant l'ensemble, il a plus fait encore dans chaque partie qu'aucun de ceux à qui elles étaient spécialement confiées. La force prodigieuse de ses organes lui permet dix-huit heures de travail par jour, lui permet de fixer son attention, pendant ces dix-huit heures, sur une même affaire, ou de l'attacher successivement à vingt, sans que la difficulté ou la fatigue d'aucune embarrasse l'examen d'une autre ; la force d'organisation qui lui est propre lui permet de voir au delà de toutes les affaires, en traitant chaque affaire ; au delà de tous les plaisirs en essayant de quelques-uns ; de voir les jugements de la postérité au delà de ceux de la génération vivante ; le jugement de l'Europe, celui de la France, au delà de celui de Paris ; en un mot, de voir dans toute sa beauté la vraie gloire, sur laquelle les hommes médiocres ne peuvent arrêter leur pensée, et qui n'a pour eux ni rayons ni contours. C'est cette organisation privilégiée qui, le rendant infatigable, le rend aussi incorruptible, et l'élève au-dessus des dangers du pouvoir. Tandis que nous contemplons ses travaux passés, il marche déjà loin de nous dans l'avenir. Nul ne l'aura précédé vers une idée utile ; heureux qui pourra l'y suivre de près ! Cette tête, rayonnante de gloire, est remplie de soucis nouveaux et travaille pour l'intérêt de tous ; quand vos regards s'arrêtent sur lui, les siens sont à la recherche de vos besoins et de vos intérêts.

## CHAPITRE III

# LE CONSULAT À VIE

1802-1804

Caractère politique et civil de cette période. — Proclamation de la paix générale et programme du gouvernement. — Préliminaires de Londres. — Concordat du 15 juillet 1801. — Caractère et moyens de cette grande mesure. — Contraste de l'attitude de l'Église et de la France en présence du rétablissement du culte. — Prestige de Bonaparte. — Charme de Joséphine. — M. Fox et M. de Calonne à Paris. — Voyage triomphal de Lyon. — Le Premier consul accepte la présidence de la république italienne. — Revue des vétérans d'Italie et d'Égypte. — Accueil fait par le Corps législatif au traité d'Amiens et au Concordat. — Votes caractéristiques. — Réorganisation du clergé. — Choix heureux de Bonaparte. — Inauguration à Notre-Dame du rétablissement du culte. — Double résurrection fêtée par les Pâques de 1802. — Bonaparte et Joséphine entraînent les récalcitrants à l'autel. — Le Génie du christianisme. — Sa dédicace à Bonaparte. — Rappel des émigrés. — Institution de la Légion d'honneur. — Mouvement universel et spontané d'admiration et de reconnaissance dont Bonaparte est l'objet. — Plébiscite et sénatus-consulte décernant au Premier consul le pouvoir à vie. — Modifications constitutionnelles et gouvernementales. — Saint-Cloud succède à la Malmaison. — Renaissance du goût de la nature. — Tableaux de villégiature et de famille. — Affaire des sécularisations allemandes et de la médiation suisse. — Politique coloniale de Bonaparte. — Expédition de Saint-Domingue. — Ombrages jaloux de l'Angleterre. — Rupture de la paix d'Amiens. — Préparatifs gigantesques de Bonaparte. — Cession de la Louisiane. — Camp de Boulogne. — Conspiration de Cadoudal, Pichegru et Moreau. — Jugement et exécution du duc d'Enghien. — La vérité historique et morale sur cette affaire.

La période toute politique et civile dont nous allons esquisser l'image ne ressemble en rien à celle qui la précède, ni à celle qui la suivra. De 1802 à 1804, la figure de la France est heureusement modifiée. De menaçante devenue souriante, elle jette l'épée pour le flambeau, et ne pousse plus le canon, mais la charrue, dans les champs fertilisés. La couronne militaire se change sur son front en couronne civique, et le chêne y succède au laurier. Tout à l'heure, au cri non plus de la patrie en danger, mais de la blessure de l'orgueil national à venger, il faudra abandonner les travaux de la paix pour ceux de la guerre, et reparaitre le casque en tête et le glaive au poing dans la lice européenne où nous défie l'Angleterre. Raison de plus pour profiter de l'éclaircie de ces deux ans de paix, modeste et féconde oasis entre les aridités de la guerre et les stérilités de la victoire, pour nous abandonner un moment au charme de ce doux bruit de la civilisation en travail, préférable au farouche fracas des armes, et pour dire la pastorale et l'idylle de ce Consulat réorganisateur, trop vite corrompu par l'ode et emporté par l'épopée. La période administrative, politique, civile du Consulat, s'ouvre à ce second anniversaire du 18 brumaire an X (9 novembre 1801), salué par Bonaparte lui-même de cette proclamation :

*Français !* vous l'avez enfin tout entière, cette paix que vous avez méritée par de si longs et de si généreux efforts ! Le monde ne vous offre plus que des nations amies, et sur toutes les mers s'ouvrent pour vos vaisseaux des ports hospitaliers. Fidèle à vos vœux et à ses promesses, le gouvernement n'a cédé ni à l'ambition des conquêtes, ni à l'attrait des entreprises hardies et extraordinaires. Son devoir était de rendre le repos à l'humanité, et de rapprocher, par des liens solides et durables, cette grande famille européenne, dont la destinée est de faire les destinées de l'univers. A la gloire des combats, faisons succéder une gloire plus douce pour les citoyens, moins redoutable pour nos voisins. Perfectionnons, mais surtout apprenons aux générations naissantes à chérir nos institutions et nos lois. Qu'elles croissent pour l'égalité civile, pour la liberté publique, pour la prospérité nationale.

La réalisation de ce magnifique programme, inauguré sous de si heureux auspices par la signature des préliminaires du Concordat (15 juillet 1801) et des préliminaires de Londres (1er octobre), fut consommée par la proclamation de la paix définitive et le rétablissement solennel du culte. C'est en mars et en avril 1802 que devaient être réalisées complètement ces deux grandes espérances qui tiennent toute la fin de l'année 1801 le cœur de la nation frémissant : la restauration de la paix et la restauration de Dieu. La première, ne touchant qu'aux intérêts matériels, ne donna pas à ses auteurs le quart du mal que leur causa la seconde, qui soulevait tant de passions dans un pays brouillé depuis dix ans avec les cieux fermés, où l'idolâtrie matérialiste avait fait perdre aux uns le noble souci des destinées de l'âme, mais où le goût de l'infini et la terreur de l'inconnu, qu'apaisent seules les sécurités catholiques, ne s'étaient, chez les autres, qu'irrités davantage d'un long jeûne de prière et de consolation.

Laisant son frère Joseph, dont la douceur sympathisait à merveille avec la loyauté chevaleresque de Cornwallis, achever ce traité, devenu par le mutuel attrait des qualités des deux négociateurs une affaire de transaction et un

contrat entre gentlemen, le Premier consul prit en main les rênes de cette difficile négociation qui avait à traverser impunément tant d'abîmes, à donner à la fois le vertige aux scrupules de l'Eglise et aux impatiences de la Révolution, avant d'aboutir à ce pont sauveur du Concordat. Le 15 juillet 1801, cet immense résultat avait été obtenu d'un acte signé par les plénipotentiaires des deux puissances sur ces bases qui nous semblent si simples, aujourd'hui qu'elles font partie des fondements de notre société, mais dont chacune alors dut être extraite péniblement et douloureusement du rocher de Saint-Pierre, et constitua pour la suprématie spirituelle un sacrifice en même temps qu'une conquête pour l'indépendance temporelle. Ces bases étaient : démission imposée à tous les évêques anciens titulaires ; nouvelle circonscription diocésaine ; soixante sièges au lieu de cent cinquante-huit ; composition d'un clergé nouveau, formé d'ecclésiastiques de tous les partis ; nomination de ce clergé par le Premier consul ; institution par le pape ; promesse de soumission au gouvernement établi ; salaire sur le budget de l'État ; renonciation aux biens de l'Eglise, et reconnaissance complète de la vente de ces biens ; police des cultes déferée à l'autorité civile, représentée par le conseil d'Etat ; enfin, pardon de l'Eglise aux prêtres mariés et leur réunion à la communion catholique.

Dans les négociations qui aboutirent au Concordat du 15 juillet 1801, mais surtout dans les mutuelles concessions qui le suivirent, Bonaparte et Pie VII, qui exerçaient l'un sur l'autre un sympathique attrait, déployèrent un zèle, une persévérance, un assaut de générosité, une émulation de bons procédés qui les honore et efface, par la grandeur du résultat, quelques violences peut-être nécessaires du premier, quelques résistances inévitables du second. En somme, très-supérieurs à leurs intermédiaires de toute la hauteur de la sainteté et du génie, le Pape et le Consul se conduisirent, l'un en vrai pasteur d'âmes, l'autre en vrai pasteur d'hommes ; celui-ci défendant le droit du ciel vis-à-vis d'un général victorieux, avec la même déférence que s'il eût eu affaire à un vaincu ; celui-là, ordonnant à son ambassadeur, M. de Cacault, de traiter le pontife appauvri et désarmé comme s'il était à la tête de deux cent mille hommes. Tandis que Bonaparte attendait avec une impatience un peu impérieuse la ratification de Pie VII, Pie VII la précipitait avec la plus touchante loyauté, et triomphait, avec son énergique douceur, des scrupules théologiques de ses cardinaux et des intrigues politiques de la faction royaliste réfugiée à Rome. Celle-ci se vengeait par d'irrévérencieux et ingrats placards de la condescendance du souverain pontife, et c'est Cacault, un envoyé républicain, qui donnait l'exemple du respect pour Pie VII et ne parlait qu'avec une admiration émue de cette agitation, de cette inquiétude, de cette crainte et de ce désir du pape pareil à [la fiancée qui n'ose se réjouir du grand jour de son mariage](#). Enfin était consommé cet ouvrage d'un héros et d'un saint et éclatait ce succès [obtenu sans violence ni sans corruption](#).

Chose étrange et qui peint bien le temps, c'est à ce moment qu'une coalition de mauvaise volonté laïque, d'opposition civile, arrêta l'essor de la colombe envolée du Vatican, le rameau d'olivier au bec, et que les esprits forts du Tribunat, les jansénistes du Corps législatif et les légistes philosophes du conseil d'Etat, la menacèrent à la fois de leurs flèches et de leurs filets. L'exemple de la modération, de la résignation, du sacrifice, devait donc partir de ces sphères et de ce siège inébranlable de la papauté, dont le devoir et l'honneur semblent être de ne rien céder au progrès ; et c'est au contraire la Révolution qui, par les ombrages et les manèges de quelques-uns de ses représentants, afficha l'intolérance et le mécontentement. Là où les cardinaux cédaient, les anciens conventionnels se rebiffèrent, et, impatiente de tout frein, l'impiété, se criant

violée, essaya de se dérober au joug qu'acceptait la vertu. Pour triompher de ces effarouchements qu'envenimaient tous les mauvais levains de la jalousie républicaine, de la susceptibilité législative, de l'opposition quand même, Bonaparte lui-même fut obligé d'attendre et de confier au subtil génie de Cambacérès les moyens d'éviter une collision inévitable entre un pouvoir qui refusait à l'autre le droit de faire le bien à son gré, et une autorité incapable de supporter longtemps la tyrannie des discours. Tandis que profitant de l'article 38 de la constitution de l'an VIII, qui fixait à l'an X le renouvellement du premier quart du Corps législatif et du Tribunat, Cambacérès, d'accord avec Tronchet, éliminait par le scrutin du Sénat, plus sûr que le sort ou l'élection, soixante députés et vingt tribuns, et prévenait un conflit plus dangereux, avec le caractère du Consul et l'état de l'opinion, que tout abus, Bonaparte recueillait dans les témoignages de l'admiration universelle la récompense de ses efforts. Paris, où renaissait le luxe et où les salons s'étaient rouverts sous la sympathique influence de Joséphine, dont le sourire, astre de sociabilité et de conciliation, fondait les glaces aristocratiques et dissipait peu à peu les nuages républicains, recevait des visites qui étaient à elles seules le plus imprévu et le plus éloquent des hommages. La vieille Angleterre et la vieille France, dans la personne de l'illustre Fox et du célèbre Calonne, se coudoyaient parmi les premiers courtisans du Premier consul, et abjuraient leurs haines ou leurs préjugés devant les grandes choses qu'il avait faites.

Le 31 janvier (11 pluviôse 1802), le Premier consul, revenu de ce voyage triomphal de Lyon où il avait reçu de l'acclamation des représentants de la République italienne, sortie toute armée des combinaisons de son puissant cerveau, et accepté le Litre de son président, débarrassé des soins et des soucis des préparatifs de l'expédition de Saint-Domingue, confiée à son beau-frère Leclerc, et qui emportait avec lui sa sœur la plus chère (14 décembre 1801), reparut à Paris pour présenter au Corps législatif, qu'on avait épuré en son absence, faute de pouvoir le dissoudre, les grands desseins qu'à ce moment il avait le plus à cœur : la restauration du culte catholique, l'organisation de l'instruction publique, le rappel des émigrés et l'institution de la Légion d'honneur.

Le premier surtout de ces projets excitait en lui l'impatience d'une sollicitude reconnaissante. Il revenait de Lyon, où la Consulte italienne, composée des notabilités politiques, militaires et ecclésiastiques d'un pays demeuré fidèle à la foi de nos pères et au culte du catholicisme, lui avait spontanément donné cette grande marque de confiance et de reconnaissance, de lui sacrifier l'indépendance de la république fondée par lui, pour obtenir le bienfait de son gouvernement. Il venait de Lyon, une des villes les plus éprouvées par les crimes et les malheurs révolutionnaires, encore en deuil de son siège mémorable, et portant sur ses murailles les cicatrices des vengeances de la liberté et des martyres de la fidélité. Cette ville héroïque avait la première deviné, aimé, salué, à ses retours d'Italie ou d'Égypte, Bonaparte, qui lui rendait cette prédilection. Il y était accompagné de la pieuse Joséphine, aux mélancoliques regrets, aux pressentiments superstitieux, que tourmentait une sorte de nostalgie de l'autel. Au milieu de ces émotions de son triomphe politique et militaire, des acclamations de ces citoyens d'Italie heureux de se dire ses sujets, des vivats, des larmes, des embrassements de ses généraux d'Égypte, lui présentant, de retour, les phalanges bronzées avec lesquelles il avait traversé les déserts bibliques, bu de l'eau du Jourdain et cueilli les palmes de Jérusalem, Bonaparte, il n'en faut pas douter, sentit lui-même l'empire de ces grandes pensées qui viennent si



souvent du cœur. Il éprouva quelque chose de cette impatience de prière, de ce besoin d'actions de grâces, de ce soupir vers le ciel qui troublait le bonheur de la France, empoisonnait sa joie et l'empêchait de se donner tout entière, comme Joséphine elle-même, à son amour pour un héros brouillé avec son Dieu. Bonaparte, qui n'avait aucune des illusions et des faiblesses qui font la dévotion et surtout le fanatisme, n'avait non plus aucun de ces mépris de la sottise et de ces fanfaronnades de la peur dont se compose l'athéisme. Il croyait en Dieu comme tout homme grand qui sent là-haut plus grand que lui, et il se souvenait parfois avec attendrissement de ses prières d'enfant, de ces fêtes pleines de couleur et d'harmonie, de musique, de fleurs et d'encens, de la rêverie émue que soulevaient toujours en lui le bruit de l'orgue ou le son des cloches, de la foi naïve des paysans vendéens, consolés de tout par un signe de croix, et de la pauvreté souriante des prêtres émigrés des Etats romains, oubliant la misère et l'exil avec les délices de l'hostie. Le moment était venu d'exaucer cette immense aspiration vers le bienfait d'une religion capable de tels miracles, et dont partout il avait trouvé le regret caché jusque dans les éloges donnés à sa gloire.

Le Premier consul revint donc à Paris, décidé à vaincre tous les obstacles qui s'opposeraient à la réalisation de ce double vœu de la nation, que la gloire même n'avait pu lui faire oublier : la paix des intérêts et la paix des consciences.

L'approbation encore disputée, mais certaine, du Corps législatif, convoqué en session extraordinaire, du 5 avril au 20 mai 1802, devait le dédommager des taquineries mesquines, des contradictions étroites et de la systématique opposition de ces rodomonts de liberté, de ces fanfarons d'athéisme, de ces matérialistes endurcis, de ces formalistes exaspérés, qui avaient chicané le traité de paix avec la Russie sous prétexte d'une susceptibilité grammaticale, et qui avaient essayé de diffamer de leur critique et de ridiculiser de leur satire les trois premiers titres du Code civil, chef-d'œuvre des Tronchet, des Bigot de Préameneu, des Malleville et des Portalis, en vain défendus par l'éloquence de ce dernier, contre les épigrammes des Benjamin Constant, des Chénier, des Ginguené et des Andrieux.

L'équilibre du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, désormais assuré par le silence de ces ardélions de médiocrité, de ces procureurs de tribune, harcelant de leur piqûre importune le lion au repos, et prenant leur bourdonnement de mouche du coche pour le bruit du progrès, promettait une plus équitable appréciation et une solution plus favorable au réorganisateur armé de ce double titre à la justice des contemporains et de la postérité : le traité d'Amiens (25 mars 1802) de la main droite et le Concordat de la main gauche.

La sanction législative était la seule formalité qui arrêta encore la promulgation de ce dernier grand acte, combattu par ceux qu'il favorisait le plus, contredit par les derniers efforts de ce rationalisme gallican dont il consacrait l'indépendance et réparait les griefs, de ce grand acte que le passeport des articles organiques, formulant en loi constitutionnelle la déclaration de 1682, ne dispensa pas d'un délai humiliant et d'une suprême discussion, qu'il fut plus difficile enfin de faire accepter de ceux qu'il sacrifiait que de ceux qu'il vengeait. La consolation des témoignages de soumission, de concorde et de charité que donnèrent à l'envi les deux Églises rivales issues de la Révolution, ne manqua pas du moins au Premier consul, de même que leur leçon et leur exemple au Corps législatif. Tandis que l'adoption du Concordat, chartre de la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, et de l'émancipation de la raison victorieuse des antiques tyrannies de la foi, rencontrait au Tribunat une minorité de sept et au Corps

législatif une minorité de vingt et une voix, elle était préparée et saluée d'avance par l'unanimité de soumission et de sacrifice des prélats constitutionnels et des prélats orthodoxes, abjurant à l'envi leurs droits et leurs préjugés, avec l'émulation d'enthousiasme d'une nouvelle nuit du 4 août des privilèges ecclésiastiques, et immolant les rancunes de l'autel sur l'autel de la patrie. Il suffit de l'appel du Consul et de l'appel du souverain pontife pour ramener à la mesure douloureuse et nécessaire de l'oubli de leurs injures réciproques et de la démission de leurs sièges les évêques insermentés, qui avaient payé de l'exil la fidélité aux traditions, et des évêques assermentés, qui expiaient par le mépris des populations et les rigueurs du Saint-Siège leur prétendue apostasie et leur apparente rébellion. Les prélats constitutionnels, qui pouvaient se considérer surtout comme sacrifiés par la politique du Premier consul, et qui étaient au nombre de cinquante, résignèrent tous leur siège, avec la même soumission qu'ils avaient déjà témoignée en fermant leur intempestif concile de Notre-Dame. Quinze anciens prélats rentrés en France, et qui représentaient l'élite d'un haut clergé, distingué également par les lumières et la naissance, M. de Belloy, digne successeur de Belzunce, M. de Bausset, digne historien de Fénelon et de Bossuet, les Bohan, les la Tour d'Auvergne, les la Tour du Pin, les Castellane, les Polignac, les Clermont-Tonnerre, les imitèrent, et donnèrent le branle à cet héroïque mouvement qui, propagé à travers l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, ne trouva qu'en Angleterre l'incorrigible obstination et l'implacable refus des dix-huit évêques de l'émigration et de la conspiration, dont se détachèrent noblement MM. de Cicé, de Boisgelin, d'Osmond, de Noë et du Plessis-d'Argentré.

C'est le jour de Pâques de 1802 que le Premier consul avait habilement et délicatement choisi pour inaugurer à la fois la renaissance de la paix et la résurrection du culte.

Il avait pensé avec raison que la proclamation de la paix définitive était le moment où l'on pourrait, à la faveur de la joie publique, donner pour la première fois le spectacle du gouvernement républicain prosterné au pied des autels, et remerciant la Providence des bienfaits qu'il en avait reçus<sup>1</sup>.

Les choix, concertés avec le sage Portalis et l'habile Bernier, qui préludèrent à cette grande réconciliation de la France consulaire avec le Dieu éternel, furent inspirés par l'éclectisme le plus discret et les plus larges vues de réparation. Le vénérable et prudent M. de Belloy reçut l'archevêché de Paris, où de tout temps il a fallu, mais où il fallait, alors plus que jamais, l'autorité du caractère fondée sur sa modération même, l'exemple de la vertu et l'inspiration d'un patriotique dévouement et d'une indépendante raison. M. de Boisgelin, jadis archevêque d'Aix, devint archevêque de Tours. M. de la Tour du Pin, ancien archevêque d'Auch, descendit sans déchoir à l'évêché de Troyes. M. de Roquelaure honora de ses lumières et de ses mœurs l'archevêché de Malines. Le siège archiepiscopal de Rouen et le siège primatial de Lyon récompensèrent, dans MM. de Cambacérés et Fesch, les services du second consul et ceux de l'oncle du premier. M. de Pancemont, l'insinuant curé de Saint-Sulpice, fut chargé d'adoucir du miel évangélique les âpretés de la piété bretonne et d'appivoiser ses rudesses devenues sauvages ; l'abbé Bernier, destiné au cardinalat, trouva dans l'évêché d'Orléans le premier prix de son décisif concours. Deux seuls prélats

---

<sup>1</sup> Thiers.

constitutionnels tranchaient, sans la troubler, en l'animant de leur libéral et plébéien visage, sur cette unanimité orthodoxe : MM. Lecoq, archevêque de Besançon, et Primat, archevêque Toulouse.

Les difficultés de principes et de personnes ayant été ainsi successivement et laborieusement aplanies, le Premier consul inaugura à la fois la réconciliation avec le Saint-Siège par une audience solennelle accordée au cardinal-légat Caprara, devant la croix d'or duquel s'inclinèrent, pour la première fois, les drapeaux de la République et les épées de sa garde, et le rétablissement du culte par la cérémonie de l'institution épiscopale et du sacre des quatre nouveaux pasteurs, les premiers agréés par le représentant du pape. Le 11 germinal an X (9 avril 1802), l'église Notre-Dame, souillée des pompes païennes de la Révolution, et évacuée, non sans peine, par les gardiens du culte assermenté, était purifiée et réjouie par la cérémonie de ce sacre, accomplie au milieu d'une simplicité et d'une pauvreté dignes des premiers temps évangéliques, mais parée de l'encombrement d'une foule émue. C'était le dimanche des Rameaux, dont les rues, veuves de leurs tentures et de leurs guirlandes, et les maisons privées du buis bénit, avaient, depuis dix ans, attendu le retour.

Le dimanche suivant, jour de Pâques, retentit enfin le Te Deum solennel delà France réconciliée, entonné par le cardinal Caprara d'une voix étouffée par des sanglots de joie, et répété dans les cœurs d'une brillante et nombreuse assistance, précédée des trois consuls en habit rouge brodé d'or et de Joséphine et de sa cour, composée surtout de sa famille. Lui, de son ordre, de son exemple et du froncement de son sourcil olympien, avait entraîné à sa suite les généraux frondeurs, les conseillers d'État boudeurs, et les tribuns réfractaires qui, Lannes et Augereau en tête, durent, bon gré mal gré, mettre la main au bénitier, et courber devant l'hostie ce front qui ne se baissait pas devant le canon. Elle, de son sourire, de son gracieux mouvement de tête auquel on ne résistait pas, de sa démarche de déesse familière, et de cette belle main qui dirigeait la mode et donnait le signal des pardons, elle avait entraîné toutes les femmes à cette visite printanière au Dieu ressuscité, au Dieu libérateur qui les avait tirées, elle et tant d'autres, de l'enfer des prisons, et avait, de son pied étincelant, renversé l'échafaud (18 avril 1802, 28 germinal an X).

Le lendemain de ce grand jour de l'inauguration du culte et de l'échange des ratifications de la paix générale, paraissait, dans le Moniteur, le compte rendu favorable, par M. de Fontanes, futur grand-maître de l'Université, d'un ouvrage plein d'actualité par son sujet, et assuré par le style de l'immortalité de la religion dont il célébrait les grandeurs et les poésies. C'était le *Génie du Christianisme*, œuvre d'un émigré breton d'un grand nom, rentré depuis peu, après les rudes épreuves d'une campagne sur le Rhin et de la misère à Londres, M. de Chateaubriand, allié de Malesherbes, futur secrétaire du cardinal Fesch, futur chef de l'opposition académique, futur auteur de ce pamphlet *Bonaparte et les Bourbons*, pire contre Napoléon qu'une armée, mais qui, en attendant, allait dédier respectueusement à Bonaparte sa seconde édition, par une lettre qu'il a oubliée de citer dans ses *Mémoires d'outre-tombe*<sup>1</sup>.

Le sénatus-consulte du 26 avril 1802 (6 floréal an X), qui rouvrait les portes de la patrie à tous les émigrés qui n'étaient pas incorrigibles, et réparait, des spoliations révolutionnaires, tout ce qui n'était pas irréparable, compléta l'œuvre de la pacification générale par un pardon plus efficace que toutes les rigueurs.

---

<sup>1</sup> On la trouve dans Bégin, t. III.

Peu de temps après, par suite de ce système de pondération et d'équilibre qui devait, à l'intérieur, diriger la politique consulaire, les services rendus à la patrie recevaient, sous la forme d'une récompense graduée selon les mérites, mais accessible à tous, et qui faisait de l'honneur un patrimoine commun, leur hommage et leur tribut dans l'institution de la Légion d'honneur fondation de la République, que la monarchie a conservée, dont l'étoile, depuis cinquante ans, a lui sur tant de nobles poitrines, et dont le ruban rouge s'est teint du sang de tant d'héroïsmes.

Le projet de loi de la Légion d'honneur, au milieu de 1802, et celui de l'organisation de l'instruction publique, double et glorieux objet de cette sollicitude infatigable d'un génie créateur appliqué à mettre l'ordre, le mouvement et l'harmonie delà mécanique céleste, qu'expliquait en ce moment la Place, dans la machine gouvernementale, furent d'abord portés au conseil d'Etat et alimentèrent une discussion qui pourrait encore fournir, à un réformateur napoléonien retrempant à ces sources fécondes des institutions dégénérées, plus d'un motif et plus d'un progrès. La même résistance incrédule qui avait été opposée au rétablissement du culte, le Premier consul la rencontra dans cette assemblée, pourtant illustre et éclairée, mais qui regardait dans le passé au lieu de voir dans l'avenir, redoutait dans toute distinction le réveil du privilège et combattait dans cette noblesse du mérite, aristocratie de l'égalité, une sorte de fantôme qui lui semblait féodal. A force d'éloquence et d'énergie, le Premier consul, défenseur de ces projets mal compris qu'on lui conseillait d'ajourner, triompha des objections du conseil d'État. Au Corps législatif — ces chiffres sont instructifs et caractéristiques —, la loi sur l'instruction publique, germe toujours fécond de celles qui se sont succédé depuis, fut votée par 251 voix contre 27, et au Tribunat par 80 contre 9. La loi sur la Légion d'honneur, plus vivement controversée, et qui soulevait des répugnances ou des préventions plus nombreuses et plus vives, n'obtint au Tribunat que 56 boules blanches contre 58 noires. Au Corps législatif, 110 suffrages contraires balancèrent presque 166 suffrages favorables.

La présentation au Corps législatif du traité d'Amiens termina dignement cette courte et mémorable session. Elle donna lieu à une manifestation spontanée à l'origine, habilement dirigée dans ses moyens par des amis prévoyants, et qui ne manqua, tout en s'en rapprochant autant que possible, que par la faute de la discrétion et de la dissimulation du Premier consul, le but auquel sa légitime ambition avait espéré peut-être amener, par son silence même, la reconnaissance et l'admiration de la nation. Bonaparte se trompait. Non que les esprits ne fussent pas déjà mûrs pour la perpétuité d'un pouvoir qui marquait chaque jour par des bienfaits et répondait aux besoins et aux vœux du plus grand nombre. Mais, indifférente, par confiance et par admiration, aux scrupules fondés sur la durée du régime nouveau, l'opinion, habilement exploitée d'ailleurs par les partis qui cherchent toujours à diminuer ce qu'ils ne peuvent se dispenser d'offrir et aiment à reculer leur obéissance et à marchander leur faveur, avait encore gardé de son éducation républicaine les susceptibilités delà forme et la superstition des apparences. Bonaparte eût été roi dès 1802, s'il l'eût voulu. Et il n'a jamais plus mérité la couronne qu'à ce moment d'autorité sans abus, de victoire sans excès, d'énergie équilibrée, de fécondité mesurée, de réaction sans représailles, de réorganisation sans bouleversement, de répression sans victimes. Soit discrétion, soit pudeur, soit crainte, soit espérance, Bonaparte refusa, même à ses plus intimes, de découvrir le fond de sa pensée, et de livrer le secret de son ambition et le mystère de sa réserve. De sorte que ceux qui

voulaient faire le plus s'arrêtèrent à mi-chemin, dans la crainte de faire trop, et que ceux qui voulaient accorder le moins possible furent enchantés du silence qui autorisait leur parcimonie. De là cette récompense nationale, peu digne de la générosité d'un peuple, qui doit se refuser ou se donner sans réserve, d'une simple prolongation de magistrature pour dix ans, qui portait à dix-sept ans le compte du Premier consul. C'est le 8 mai (18 floréal) que fut consommée cette solennelle maladresse du Sénat, à laquelle le Tribunat échappa par l'absence du pouvoir de la commettre. La déception fut pour Bonaparte d'autant plus vive qu'elle était plus imprévue, et que cette limitation mesquine de la récompense ressemblait à une ironie de l'ingratitude. La sagesse et la modération de Cambacérès, pleines de ressources que n'a pas toujours le dévouement, évitèrent, au dépit du Premier consul, l'égal danger et l'égal embarras, d'accepter ou de refuser. En l'absence de Bonaparte, qui était allé promener son désappointement et sa colère sous les ombrages rafraîchissants de la Malmaison, le conseil d'État, sous l'impulsion de Rœderer, habilement dirigé par Cambacérès et usurpant pour le bon motif des attributions réservées au pouvoir inamovible et constituant, c'est-à-dire au Sénat, profita, pour se mettre à sa place, de l'empressement malencontreux qui ne permettait plus de parler sans se contredire à un corps qui, le 8, avait voté seulement une prolongation décennale. Par une initiative dont le suffrage populaire effacera l'irrégularité, le conseil d'État arrêta un projet de délibération à soumettre au peuple français, de qui seul Bonaparte pouvait tenir légalement et dignement cette récompense nationale, si malencontreusement atténuée par des gens qui s'étaient trompés, disait malicieusement Cambacérès, pour avoir trop voulu deviner. Ce projet de plébiscite soumis au Premier consul, dont on ne voulait plus encourir le mécontentement dans une chose faite pour le satisfaire, contenait deux questions, dont la première seule fut maintenue par lui : **Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?** — Il supprima, avec une prévoyante raison, le second point d'interrogation, qui l'exposait à une aliénation prématurée de sa liberté et à l'embarras d'un choix difficile : **Aura-t-il la faculté de désigner son successeur ?** Dans les registres ouverts à cet effet, durant un délai de trois semaines, dans toutes les mairies, aux greffes des tribunaux, chez les notaires et officiers publics, le peuple français, consulté pour la seconde fois par le gouvernement que son assentiment avait fondé, répondit affirmativement par 5.568.885 votes écrits contre l'imperceptible minorité de *huit mille* et quelques cents refusants.

Le 5 août 1802 (13 thermidor an X), le Sénat tout entier, conduit par son président Barthélémy, vint apporter au Premier consul, entouré du corps diplomatique, des officiers de sa maison et de tous les hauts fonctionnaires, le sénatus-consulte rendu par lui, en conformité de cette presque unanimité du suffrage populaire, par lequel il *proclamait* PREMIER CONSUL À VIE Napoléon Bonaparte, nommé à cette magistrature perpétuelle par le peuple français.

Le lendemain 4 août, le conseil d'État délibéra, et le Sénat adopta le sénatus-consulte dit organique, modificatif et interprétatif de la Constitution, qui complétait et consommait l'organisation définitive du gouvernement consulaire, promulguée le surlendemain 5 août, aux applaudissements de la nation, dont une imperceptible contradiction ne faisait qu'accentuer davantage la satisfaction triomphante, justifiée d'un mot par cette appréciation d'un historien illustre :

Le Tribunat et le Corps législatif se séparèrent le 20 mai (30 floréal), laissant la France dans un état dans lequel elle n'avait pas été encore et ne sera peut-être jamais.

Le maître d'une telle situation pouvait tout se permettre, et il faut savoir gré à Napoléon de la direction relative et de la juste réserve qu'il apporta dans les modifications à la machine constitutionnelle et gouvernementale, que comportait et qu'exigeait son nouveau titre. Il changea les ressorts et modifia les rouages de cette mécanique compliquée, dont Sieyès avait combiné l'harmonie plus abstraite que réelle, en inventeur original et en restaurateur pratique, c'est-à-dire avec bonheur et avec tact, et conserva surtout religieusement cet équilibre, encore cher aux illusions de quelques Français, entre les pièces d'origine républicaine et les adjonctions de provenance monarchique. Les principaux changements dus à cette initiative furent : l'extension du consulat viager à ses deux collègues, dont il était sûr, et qu'il associait ainsi, sans le diminuer, à la récompense de son mérite ; la suppression des listes de notabilité, remplacés par des collèges électoraux à vie, de département et d'arrondissement, élus au premier degré par les collèges de canton, composés eux-mêmes de tous les habitants ayant l'âge et la qualité de citoyen ; le maintien au Sénat du droit de choisir, sur les candidats présentés par les collèges électoraux d'arrondissement et de département, les membres du Corps législatif et du Tribunal, renouvelables chaque année par cinquième, et de l'inamovible Sénat lui-même ; la faculté donnée au Sénat d'interpréter et de modifier la Constitution, de dissoudre le Corps législatif, le Tribunal, et même de casser les jugements des tribunaux attentatoires à la sûreté de l'Etat ; disposition extraordinaire et heureusement passagère, atténuée dans ses effets par une hiérarchie des tribunaux, qui assurait leur discipline et améliorerait leur recrutement.

Il faut ajouter à ces réformes l'augmentation des membres du Sénat, portés de soixante à cent vingt, dont quatorze à nommer sur-le-champ par le Sénat et quarante au choix du Premier consul ; l'augmentation du conseil d'Etat, porté à cinquante, et la diminution du Tribunal réduit au même chiffre, délibérant par sections et à huis clos ; l'institution d'un Conseil privé, investi du droit de rédiger les sénatus-consultes organiques et du droit d'avis sur la ratification des traités. Le droit de désigner son successeur de son vivant, d'abord refusé puis repris par Bonaparte, le droit de faire grâce, la jouissance d'une liste civile de six millions, complétaient, par des prérogatives d'un caractère tout monarchique et d'une latitude discrétionnaire, sinon arbitraire, ce système de gouvernement, où le concours des pouvoirs législatif et constituant, sortis l'un et l'autre de l'élection, le Sénat par son origine, les Corps législatifs par leur source permanente, attestaient seuls l'influence démocratique et le lien révolutionnaire.

L'élévation du Premier consul, qui fit tant d'heureux, ne laissa pas aussi que de faire quelques malheureux. Parmi ceux-ci, il faut nommer Moreau, qui se trouva méconnu de toute la justice rendue à celui qu'il considérait à tort comme un rival, et duquel il s'éloigna progressivement de tout le chemin qu'on peut faire en tournant le dos à sa propre gloire, quand d'envieux on devient fâcheux et de fâcheux traître ; Fouché, devenu également suspect et désagréable à tous les partis, dont la disgrâce avait quelque chose d'expiatoire pour tout le monde, et que Bonaparte ensevelit honorablement dans une place au Sénat. Ses fonctions, réhabilitées par la suppression des moyens suspects d'un mystérieux despotisme, furent honorées des talents et de la probité du conseiller d'Etat Réal, administrateur vigilant, sur la mémoire duquel pèsera toujours cependant la faute de s'être, un soir de veille politique, endormi trop tôt ou réveillé trop tard, et dont l'involontaire négligence a rendu inévitable la mort du duc d'Enghien et

suspecte celle de Pichegru. Citons enfin Abrial, remplacé par le grand-juge Régnier, et dédommagé par le Sénat.

Le 15 août (27 thermidor) fut célébrée, pour la première fois, avec des hommages déjà monarchiques et des acclamations encore républicaines, la fête nationale de l'anniversaire de la naissance du Premier consul. A. la fin d'août, abandonnant à la famille et à l'intimité la résidence modeste et domestique de la Malmaison, devenue trop étroite pour sa grandeur, mais où le rappelèrent plus d'une fois, jusqu'en 1809, l'attrait irrésistible et indélébile de ce petit château à jamais sacré à ses yeux par la première fortune, la première gloire et le premier amour, le Premier consul alla habiter Saint-Cloud. Ce fut là désormais le séjour habituel des villégiatures consulaires, triste lui aussi bientôt comme la grandeur. Joséphine, lasse de représentation et de parade, devait fuir plus d'une fois son gênant décorum et son solennel ennui, pour ses jardins favoris de la Malmaison, dont la célébrité la flattait tant, les allées pleines de nids et de souvenirs, les bois et les fontaines, chers aux rêveries de sa promenade, et témoins des bonnes fortunes de sa charité ; enfin, pour cet asile bourgeois, ce palais rustique, refuge des jours militants de brumaire et de Marengo, ce salon à manger à la table commune, cordiale et patriarcale, où la sympathie seule assignait les places, et où il n'y avait pas de rangs ; ce salon aux gais et familiers décamérons de belles brodeuses, rieuses, conteuses, au choc des billes, au bruit des cartes ou des dominos. La Malmaison, où elle pouvait se promener en robe de percale blanche et en chapeau de paille, la Malmaison, encore pleine des folâtres ébats d'Hortense et de ses compagnes, et où l'écho répétait encore les accents de cette tendre voix un jour inspirée ; la Malmaison, où elle fut si heureuse et si malheureuse, fut, comme Trianon pour Marie-Antoinette, la résidence de prédilection de Joséphine, et est demeurée le cadre verdoyant et fleuri de cette figure si populaire.

Toute la famille du Premier consul, du reste, et la France entière, au sortir de ces dernières épreuves de la guerre, se réfugient, se plaisent, se recueillent dans cette vie de séjours champêtres, de plaisirs rustiques, dont la mode et l'engouement succèdent aux épopées du Consulat, après avoir succédé aux drames de la Révolution. Élixa Bacciocchi est au Plessis-Chamant où, dans une retraite animée par la présence d'éloquents causeurs et de spirituels convives, elle préside à l'éducation des deux filles de son frère Lucien, devenu veuf de Christine Boyer, et remplissant par des caprices littéraires et des passions romanesques l'interrègne conjugal, que va clore cette belle et bonne Alexandrine de Bleschamp, qu'il courtise déjà, mais qui est de celles qui ne se donnent qu'à un mari : Française au cœur romain, qui demeurera le bon génie de cette vie inquiétée, l'ange gardien de cette vieille foudroyée, l'honneur et le charme de ce foyer errant. A Morfontaine, c'est Joseph et sa société de chasseurs, de pêcheurs, de joueurs, de diplomates, de politiques et d'hommes aimables dans tous les pays, dans tous les genres et dans tous les rangs, attirés par la cordialité sympathique et le gracieux sourire du maître et de la maîtresse de ce château magnifique et hospitalier.

Mais on a beau faire, pour l'imagination de l'historien épris de son sujet et au courant du temps, malgré les pompes de Saint-Cloud, où Bonaparte essaye à la majesté l'empire naissant, où Joséphine passe, à la sortie de la messe, la revue de ses amis, qui lui ramène toujours quelque ennemi, et où elle tient ses audiences de pardon à côté de ce cabinet d'où sort parfois la foudre ; malgré les charmes du Plessis-Chamant et son atmosphère d'éclectisme serein où la future Académie, le Tribunat en train de finir sa vie d'enfant prodigue et le romantisme

encore naissant vivent aussi fraternellement qu'il est possible à des gens d'esprit ; malgré les attrait plus graves de Morfontaine, interdit pourtant aux ennuyeux et aux pédants, la vraie demeure typique des mœurs et des modes consulaires, c'est ce château de la Malmaison, cher à la botanique et aux beaux-arts, dont Le Noir, Fontaine, Thibault, Berthauld furent les architectes et les décorateurs, Isabey et Redouté les peintres, Ventenat et Mirbel les savants, et dont le souvenir fait repasser devant nous, en épisodes comiques ou en scènes touchantes, toutes les figures importantes du Consulat et de l'Empire, tous les visages, surtout de la famille Bonaparte, qu'on ne trouve réunis que dans ces serres fameuses, cette galerie célèbre, ce parc enchanteur auxquels La Borde a justement donné la place d'honneur dans son *Livre d'or* des résidences princières, rustiques et historiques en 1807.

C'est là qu'en 1802 nous voyons passer successivement la belle, fière, bientôt ambitieuse Caroline Bonaparte, devenue la féconde épouse de ce hardi, étourdi, chevaleresque et soldatesque compagnon de Bonaparte, qui mêle aux épopées antiques d'Italie et d'Égypte je ne sais quelles sublimes gasconnades et quelles superbes rodomontades à l'espagnole ; Hortense, hier charmante du charme de la fleur entr'ouverte, aujourd'hui de celui de la fleur épanouie, car aujourd'hui elle est l'épouse tour à tour rieuse et mélancolique, mais encore heureuse de l'humoriste généreux et malheureux qui s'appelle Louis, devenu, malgré lui, le 5 janvier 1802, par l'inspiration alliée de Joséphine et de Napoléon et la bénédiction du cardinal Caprera, le mari d'une femme charmante, qu'il eût adorée si elle n'eût pas été sa femme. Cet ensemble de famille est complété par madame Bonaparte, encore belle en 1802, dont la gravité enjouée est assombrie d'un triple nuage, l'absence de Jérôme, de Leclerc et de Pauline, tous les trois partis pour ce funeste voyage de Saint-Domingue. Jérôme en reviendra marié malgré les siens, à la suite d'un roman trop rapidement conduit au port par le pratique puritanisme américain. Pauline en reviendra, pâle de mystérieuses tristesses et de fatigues héroïques, rapportant de ce pays fatal où la fièvre jaune a tué à ses côtés son mari, Fréron qui a failli l'être, et Joubert, mari de sa future belle-sœur, dans un cercueil et dans un berceau bientôt vide, tout ce qui lui reste de tant d'affections et d'espérances.

Tel est le tableau domestique dont la Malmaison fait le fond, et qu'un historien exact du Consulat doit placer à côté de celui des grands actes et des grands événements auxquels nous revenons pour descendre avec eux de la paix à la guerre, de la gloire sans faute à la gloire qui en est mêlée, de la prospérité sans nuage à la progressive adversité. Nous y arrivons rapidement, car la grande affaire diplomatique des sécularisations allemandes, ou discussion des indemnités et compensations à accorder pour la dépossession des princes tant héréditaires qu'ecclésiastiques de la rive gauche du Rhin, attribuée à la France ; et celle de l'intervention énergique et rapide qui impose à la Suisse une constitution médiatrice, ne forment que des incidents de l'action et des accessoires de notre sujet. Dans ces deux affaires, le Premier consul déploya ce contraste de souplesse et de force, de sagesse et d'audace qui fait jusqu'à ce jour un chef-d'œuvre de chacune de ses négociations, force à l'admiration ceux qu'il a vaincus, et lui donne l'autorité du génie sur ces monarques orgueilleux qui regardent désormais comme une sorte de supérieur celui qu'ils refusaient naguère de reconnaître comme un égal, et ont félicité du Consulat à vie ce même Bonaparte auquel, deux ans auparavant, on dédaignait de répondre. Mais elles ne touchent point au drame qui va se nouer à l'intérieur par la conspiration de Georges, Moreau et Pichegru, à l'extérieur par la rupture de la paix d'Amiens. A.



ce moment se lève, comme un magnifique tableau de troisième acte, ce décor du camp de Boulogne où le Premier consul à vie, devenu l'Empereur, distribue à ses compagnons, à la vue de ces côtes de l'Angleterre que menace une flotte de deux mille bateaux d'invasion, les premiers titres de maréchaux et les premières croix de la Légion d'honneur.

Négligeant donc ces deux épisodes parasites, dans une histoire bornée à l'essentiel, de la négociation diplomatique et de la conclusion de l'acte principal (25 février 1805, 6 ventôse an XI) de l'affaire des sécularisations allemandes, dont Joseph Bonaparte eut encore l'honneur de signer l'acte principal (26 décembre 1802, 5 nivôse an XI), et de l'intervention française en Suisse, où l'énergie menaçante de Bonaparte impose à l'anarchie [ce bel ouvrage qui, a sous le titre d'Acte de médiation, a procuré à la Suisse la plus longue période de repos et de bon gouvernement dont elle ait joui depuis cinquante ans](#)<sup>1</sup>, nous arrivons au moment décisif où se lève, sur l'azur et les rayons du Consulat triomphant, ce nuage plein de tempêtes : la rupture de la paix d'Amiens.

Tandis que le Premier consul réglait en arbitre suprême les affaires du continent européen, son ardente activité, embrassant les deux mondes, s'étendait jusque dans l'Amérique et les Indes, pour y rétablir l'ancienne grandeur coloniale de la France<sup>2</sup>.

A ce moment en paix avec l'Angleterre, Bonaparte n'en était plus aux ambitions épiques et aux rêves conquérants qui avaient inspiré à son ardent génie, que l'expérience du gouvernement n'avait pas encore dompté, l'expédition d'Égypte. Son système de prospérité commerciale, d'influence maritime et de grandeur coloniale, d'offensif qu'il était, était devenu défensif, et il se pliait au partage après avoir aspiré à l'empire. Mais si l'ambition de Bonaparte avait accepté des bornes, son activité et sa sollicitude n'en admettaient pas, et il avait naturellement porté vers les Antilles, obligé de renoncer à l'Égypte, une attention toute spéciale, aiguillonnée, ce semble, par des pressentiments ou des espérances dont l'Inde était encore l'objet. Il avait envoyé à Saint-Domingue une armée d'élite, commandée par son propre beau-frère, pour remettre le joug, allégé et doré, de la suprématie métropolitaine sur le front de la race noire. Ce peuple d'esclaves, soulevé, délivré, organisé, tyrannisé par Toussaint-Louverture, d'abord ami, puis ennemi de la France, plagiaire, puis grotesque rival du Premier consul, qu'il copiait avec le stupide orgueil du singe qui imite son maître, se composait de travailleurs forcés, enchaînés à la culture des plantations de leurs anciens maîtres par des nouveaux, plus implacables qu'eux, et d'une armée de prétoriens au nez épaté et aux lèvres pendantes, qui exploitaient leurs sueurs, et faisaient, par la corde et le fusil, la police de cette indépendance, non plus servile, mais mercenaire, de la glèbe affranchie. Tout cela avait un semblant d'ordre, de régularité, de prospérité, qui a fait prendre pour l'œuvre d'un génie organisateur et réformateur le despotisme astucieux et brutal d'un nègre plus intelligent, plus hardi, plus heureux, mais aussi plus féroce, plus gourmand, plus vain et plus avare que tous les autres.

---

<sup>1</sup> Thiers.

<sup>2</sup> Thiers.

Le Premier consul ne pouvait abandonner au gouvernement d'un esclave triomphant et à l'influence jalouse de l'Angleterre la plus belle des Antilles, siège principal de l'ancienne puissance coloniale de la France, étouffée sans vengeance dans le sang de massacres demeurés légendaires. Il voulait rendre au commerce français la plus belle de nos possessions d'outre-mer, celle qui entraînait pour les trois cinquièmes au moins dans les deux cent cinquante millions de denrées que la France retirait autrefois de ses colonies. L'expédition du général Leclerc était l'instrument principal de cette grandiose tentative de notre restauration coloniale, qui devait continuer l'immense révolution industrielle et commerciale commencée sous Louis XVI par la guerre d'Amérique, et achevée sous Napoléon avec le blocus continental. Mais il n'était pas le seul. Le général Decaen, gouverneur de nos comptoirs de Pondichéry et de Chandernagor, avait reçu des instructions qu'il exécutait en habile et sagace observateur des moindres mouvements de la puissance anglo-indienne. Le colonel Sébastiani ne devait pas tarder à recevoir une mission en Orient, inspirée par les mêmes desseins, au levier desquels le succès de l'expédition du général Leclerc devait assurer le point d'appui des Antilles reconquises, de la Louisiane échangée contre l'Étrurie avec l'Espagne, et des Florides, dont on essayait d'acheter la cession par l'abandon du duché de Parme. Le général Leclerc avait pour instruction de ménager Toussaint, de lui offrir le rôle de lieutenant de la France, la confirmation des grades et des biens acquis par ses officiers, la garantie de la liberté des noirs, mais avec l'autorité positive de la métropole, représentée par le capitaine général<sup>1</sup>. Il trouva la résistance qu'il avait prévue, la dompta et reconquit à l'autorité de la France toute l'île, dont l'arrestation de Toussaint-Louverture, envoyé en France au fort de Joux, assurait et consommait la soumission, quand la fièvre jaune fit pour Saint-Domingue ce que la peste avait fait pour la Syrie, et força la France à renoncer à des desseins et à des droits qui lui coûtaient quinze mille hommes et vingt généraux, parmi lesquels le judicieux et doux Leclerc et le brave Richepanse, victimes, selon la sinistre malédiction que Toussaint leur avait laissée pour adieu, de ce climat meurtrier, vengeur de l'indépendance nègre.

On comprend, en présence de ces manifestations d'initiative maritime et de rivalité commerciale, l'effarouchement des susceptibilités nationales anglaises, les ombrages jaloux des uns, la mauvaise humeur intéressée des autres, et l'ardeur de Pitt contre les conséquences d'une paix plus funeste, disait l'opposition au ministre qui l'avait conclue, que toutes les guerres. L'orgueil britannique n'avait pas été dédommagé suffisamment par l'évacuation de l'Égypte et la prise de Malte, qu'il fallait rendre, de l'atteinte portée à sa prépondérance partout où elle avait régné jusque-là sans partage, par la contradiction de notre influence dominante à son tour, à Lisbonne, à Madrid, à Livourne, à Gênes, à Naples, à Amsterdam, à Anvers. Le succès de l'intervention française en Suisse, approuvée par l'Europe, combattue seulement par l'Angleterre, avait été un dernier échec, considéré comme un affront par ce patriotisme positif et égoïste, dont les concessions et les bénéfices d'un traité de commerce eussent seuls cicatrisé les blessures. Mais Bonaparte ne voulait pas sacrifier dans la lutte inégale de la concurrence le commerce français qui renaissait à peine, et il avait opposé un refus inflexible aux prévoyantes insinuations de Cambacérès et aux ouvertures désespérées de ce ministère Addington, qui avait eu tant de peine à faire avaler à la nation ce traité d'Amiens, qu'elle avait tant de peine à digérer.

---

<sup>1</sup> Thiers. — *Commentaires de Napoléon*, t. IV.

Qu'on imagine un envieux assistant aux succès d'un rival redouté, et on aura une idée à peu près exacte des sentiments qu'éprouvait l'Angleterre au spectacle des prospérités de la France. Cette puissante et illustre nation avait cependant dans sa propre grandeur de quoi se consoler de la grandeur d'autrui ! Mais une singulière jalousie la dévorait. Tant que les succès du général Bonaparte avaient été un argument contre le ministère de M. Pitt, ils avaient été accueillis en Angleterre avec une sorte d'applaudissement. Mais depuis que ces succès, continués et accrus, étaient ceux de la France elle-même ; depuis qu'on l'avait vue grandir par la paix autant que par la guerre ; par la politique autant que par les armes ; depuis qu'on avait vu, en dix-huit mois, la république italienne devenir, sous la présidence du général Bonaparte, une province française, le Piémont ajouté à notre territoire avec l'agrément du continent, Parme, la Louisiane accroissant nos possessions par la simple exécution des traités, l'Allemagne enfin reconstituée par notre seule influence ; depuis qu'on avait vu tout cela s'accomplir paisiblement, naturellement, comme chose découlant d'une situation universellement acceptée, un dépit manifeste s'était emparé de tous les cœurs anglais, et ce dépit ne se dissimulait pas plus que les sentiments ne se dissimulent d'ordinaire chez un peuple passionné, fier et libre<sup>1</sup>.

Tous ces levains de discorde et de rancune, aigris encore, malgré les efforts du ministère Addington et l'éloquence de M. Fox, par les discussions passionnées auxquelles donna lieu, dans la Chambre des communes, l'intervention française en Suisse, s'envenimèrent de plus en plus, d'un côté par la tendance de l'Angleterre à éluder, bientôt à braver ouvertement, par le défi de son occupation, une des stipulations essentielles du traité d'Amiens, l'évacuation de Malte, et de l'autre par l'indignation et le ressentiment que causaient au Premier consul les menées de l'émigration, les insultes des pamphlétaires, les intrigues des évêques réfractaires au Consulat, l'acrimonie des journaux anglais, en polémique réglée avec le *Moniteur*, où Bonaparte se défendait lui-même, non sans attaquer, enfin, la conspiration permanente des prétendants et des chouans réfugiés, Cadoudal en tête, non-seulement protégée par une hospitalité aveugle, mais encore soudoyée par des subsides qui, plus d'une fois, mirent la mauvaise foi britannique en flagrant délit de complicité. Une fermentation ainsi soutenue et excitée de part et d'autre ne pouvait aboutir qu'à ce *coup de tonnerre* dont parlait parfois Bonaparte, et dont sa scène dramatique avec l'ambassadeur anglais, lord Withworth, en pleine réception des Tuileries, véhémente réponse à l'imprudent défi du manifeste de Georges III du 8 mars, fut, le 15 mars 1805, l'éclair avant-coureur. Dès ce moment, la mésintelligence réciproque des deux cours devenait un conflit. Les traités furent **couverts d'un crêpe noir**, et, de part et d'autre, on se prépara aux conséquences prochaines d'une inévitable rupture, dont la responsabilité doit demeurer à l'Angleterre. L'histoire la reconnaît coupable incontestablement des manœuvres hostiles et des exigences

---

<sup>1</sup> Thiers.

provocatrices qui rallumèrent de nouveau le flambeau d'une conflagration européenne, arrêtaient dans son essor la grandeur pacifique de la France, et faillirent la perdre elle-même. Mais son plus grand crime, aux yeux de la postérité, sera d'avoir changé la direction des efforts de Napoléon, corrompu en quelque sorte son génie et changé le législateur victorieux, auquel suffisaient les gloires de la paix, en un conquérant irrité, que la vengeance d'une double injure, personnelle et patriotique, jettera à travers tous les hasards de la fortune et toutes les tentations de la guerre.

Un intermède d'attente fiévreuse et de négociations suprêmes succède aux premiers emportements d'une juste colère, et la main sur son épée, Bonaparte, habilement modéré par Talleyrand, diffère, dans l'espoir d'une satisfaction, l'éclat foudroyant qui menaçait déjà l'éternelle adversaire. Il s'arrête au milieu de ses premiers préparatifs, et tout en jetant par-dessus le bord du navire de la France, comme un capitaine dans la tempête, la Louisiane à l'Amérique, qui paye cette épave 80 millions, tout en ménageant à la vanité flattée de la Russie l'occasion d'une médiation, Bonaparte attend l'effet de ses dispositions significatives en vue de l'occupation du Portugal, de Naples, du Hanovre.

Ces précautions une fois prises, il suivit avec plus de patience le dénouement de la négociation. L'involontaire emportement dont il n'avait pu se défendre en recevant le message du roi d'Angleterre étant passé, il se promit et tint parole d'être d'une modération inaltérable, de se laisser même pousser à bout si visiblement que la France et l'Europe ne pussent se tromper sur les véritables auteurs de la guerre<sup>1</sup>.

Le 12 mai, tout espoir d'un arrangement pacifique était perdu, malgré les sacrifices que le Premier consul consentait à accepter dans l'intérêt d'une solution amiable, dont il confiait à la Russie l'arbitrage suprême. Désormais, le procès entraît fatalement dans la phase des plaidoyers à coups de canon et des jugements exécutés par des armées. Le 17 mai, lord Withworth et le général Andréossy, ambassadeurs désavoués ou inutiles, se rencontraient à Calais, emportant avec eux sous leur manteau, comme un cercueil d'enfant, la solution pacifique mort-née qu'avait en vain enfantée la diplomatie aux abois.

La France répondit par l'expression et les témoignages d'une approbation sans réserve et d'un dévouement sans limites à l'appel du chef chargé de son honneur et lui rendant compte de sa cause. Le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat, convoqués, rendirent sur pièces un verdict affirmatif sur la culpabilité de l'Angleterre. L'opinion approuva la représaille d'une arrestation et d'une incarcération de tous les sujets anglais résidant en France, mesure violente, bientôt adoucie, qui vengeait la prise de bâtiments marchands inoffensifs par la marine anglaise, impatiente des bonnes fortunes du corsaire, jusque dans l'inviolable asile de la mer française. Napoléon s'était arrêté, dans ses projets de châtimement, au moyen traditionnel, cette fois préparé par le génie et tenté avec des ressources immenses et un instrument gigantesque, d'une descente en Angleterre par le détroit de Calais à Douvres, avec une flotte de deux mille bateaux plats portant cent cinquante mille hommes, dix mille chevaux, quatre

---

<sup>1</sup> Thiers.

cents bouches à feu. Le patriotisme de la nation paya immédiatement à cette entreprise vengeresse le tribut spontané de 40 millions de dons volontaires. Avec les 60 millions, prix de la Louisiane, déduction faite des indemnités de dommages de guerre payés à des sujets américains, Napoléon, sans emprunt, sans impôt, avait en main de quoi subvenir aux premiers frais de la lutte, de même qu'une simple anticipation sur le contingent des deux années XI et XII lui permettait, sans levée en masse, de réunir une armée portée à trois cent mille hommes par les contingents alliés. Car, dans cette lutte à outrance pour la paix définitive du continent et la vengeance d'un despotisme maritime séculaire, Napoléon était décidé à entraîner dans son orbite, satellites plus ou moins fidèles, plus ou moins dévoués, la Hollande et l'Espagne, et à obtenir ou à imposer à l'Autriche, à la Prusse et à la Russie une neutralité bien difficile. En effet, l'Angleterre, de son côté, prenait les mêmes mesures, appuyées par son omnipotence comminatoire, pour n'avoir devant elle que des ennemis, et à côté d'elle que des alliés. Ainsi devait fatalement dégénérer en guerre européenne cette lutte où deux puissances de premier ordre entraînaient avec elles tous les clients de la force, de l'intérêt, de la peur, et, acharnées à généraliser leur duel, obligeaient leurs témoins à se battre comme elles.

Les premières mesures prises, Ancône occupé et Naples menacé par Saint-Cyr, Augereau prêt à entrer en Espagne, Mortier déjà maître du Hanovre, le Premier consul se livra tout entier aux préparatifs gigantesques de cette concentration, dans le port de Boulogne, de la flotte et de l'armée d'invasion. Ces préparatifs, où éclate la souveraine grandeur de son génie aux prises avec les obstacles, se prolongèrent pendant toute la fin de l'an 1803 et la première moitié de 1804, à l'étonnement de l'Europe et à l'admiration de ses propres ennemis. Il ne doutait pas du succès et il en était arrivé, dans l'exaltation d'un légitime orgueil, à regarder la Manche comme un fossé qui sera franchi quand on aura l'audace de le tenter (18 novembre 1803). L'Angleterre, qui avait d'abord souri, à l'abri de sa tradition séculaire d'invulnérabilité, de la réunion de cette nouvelle invincible *Armada*, proie destinée comme l'autre, pensait-elle, à la tempête et au naufrage, finit par ne plus rire et par répondre par les préparatifs d'une formidable défense, qui mit en mouvement ses cent vingt vaisseaux de ligne et ses cent vingt mille matelots, et son état-major de grands hommes de mer, les Nelson, les Cornwallis, les Keith, les Sydney Smith. Elle préparait aussi une armée d'élite, prise aux entrailles de la nation, *du diamant*, disait Windham, *pour couper du diamant*.

Tous ces moyens étaient de bonne guerre et de lutte loyale. Ce qui l'était moins, mais peu importait à l'Angleterre, aveuglée par la haine au point de ne plus distinguer entre les moyens et de ne choisir entre les succès, c'étaient l'appui donné à d'indignes auxiliaires, le signal donné à de fanatiques alliés. Dès la fin de 1803 et le commencement de 1804, le Premier consul, revenu de ses voyages triomphants de Bruxelles, d'Anvers, de Normandie, de Boulogne, se trouva de nouveau réduit à l'humiliation de défendre, non son pouvoir, mais sa vie contre cette armée ténébreuse de sicaires, dont la permanente conspiration avait été son principal grief contre l'hospitalité anglaise souillée et la liberté anglaise déshonorée, et qu'un machiavélisme sans scrupules, servant les dernières illusions de prétendants exaspérés, vomissait maintenant sur Paris, après l'avoir entretenue et couvée dans les fanges de Londres. Le chef de cette troupe de fanatiques mercenaires, dont pas un n'emportait, dans cette expédition honteuse, une étincelle de cet héroïsme à jamais éteint à Quiberon, c'était un partisan, Georges Cadoudal, tombé de chute en chute à la déchéance de

l'assassinat. L'état-major d'aventuriers qui accompagnait ce triste missionnaire d'une restauration, dont le drapeau blanc ne reculait pas devant la tache d'un sang sacré, comptait se redorer et se réhabiliter, en arrivant à mettre à sa tête un Pichegru, un Moreau, punis par cette confiance déshonorante, l'un de la trahison passée, l'autre de la trahison prochaine. Mais Fouché veillait, à défaut de Réal, et bientôt le Premier consul, qui, dès les premiers jours, voulut réunir en ses mains les fils de la trame découverte et prendre les conjurés à leur propre filet, le Premier consul, maître de cette conspiration sans grandeur, entrée en France par le chemin des contrebandiers de Biville, et qui, depuis six mois, mangeait l'or anglais sans pouvoir obtenir l'appui de Moreau, l'estime de Pichegru, et même le concours de soixante drôles déterminés, arrêtait, interrompait soudain cette misérable pièce par le coup de théâtre de l'arrestation de Moreau (15 février 1804), de Pichegru (28 février), de Cadoudal (9 mars), et la publication des lettres de M. Drake, offrant le scandaleux et unique exemple d'un ministre diplomatique abusant de son inviolabilité pour correspondre avec des assassins.

Car si Moreau et Pichegru étaient des ambitieux et des factieux, incapables, cependant, de connivence avec un autre crime, Georges Cadoudal et ses affidés, prêts à devenir ses complices, n'étaient pas autre chose que des assassins, puisque tout homme qui met le poignard à la main, fût-ce en vertu d'une haine politique, ne mérite pas un autre nom. Cette caractérisation et ces détails sont nécessaires pour faire comprendre l'indignation du Premier consul à la découverte d'un complot qui lui montrait, à peine cachée dans l'ombre du second plan, la main de M. Windham, ministre anglais, garnissant la bourse de Cadoudal, la main d'un évêque bénissant ce héros de la guerre civile, prêt à devenir un héros du crime, et peut-être la main d'un prince serrant celle d'un sicaire. Il fallait un exemple décisif à ces attentats obstinés, il fallait une victime expiatoire à ces passions incorrigibles. Elle fut innocente, comme toutes les victimes expiatoires, car si le duc d'Enghien, descendant de celui qui avait combattu Louis XIV, avait porté les armes contre la Révolution, en affectant de ne pas voir la France derrière elle, et l'avouait avec une franchise qu'excusaient sa jeunesse, son éducation, ses malheurs, il était incapable, du moins, et par suite innocent, de toutes ces manœuvres d'insurrection, devenues bientôt des complots d'assassinat, à l'écart desquels se tenait fièrement une famille qui ne croyait devoir à sa cause que le sang du champ de bataille.

La fatalité du sort du malheureux prince voulut qu'il se trouvât, malgré les avis prophétiques de l'anxiété paternelle, à Ettenheim, près de Strasbourg, uniquement occupé de chasse et d'amour, au moment où des rapports et des renseignements erronés permettaient au Premier consul de le croire mêlé à la conspiration de Cadoudal, en conduisant de loin l'abominable intrigue, et prêt à entrer en France par l'Alsace avec Dumouriez, tandis que Pichegru conduirait le comte d'Artois par la Normandie. Enlevé, arrêté, emprisonné, au mépris de la neutralité du territoire badois, trop souvent violée par l'émigration, pour ne l'être pas à son tour impunément par le droit de légitime défense, le duc d'Enghien est conduit le 18 mars à Paris. De là, il est transporté à Vincennes, et en vertu d'ordres signés de Bonaparte lui-même, qui a arraché la plume des mains de Murat, hésitant et coupable, à ses yeux, de pitié pour un ennemi sans pitié, il comparaît devant une commission militaire qui, liée par une loi implacable et des aveux sans réserve et sans repentir, ne peut que condamner ce malheureux prince, dont la jeunesse, la loyauté et l'innocence évidente, au point de vue spécial de la conspiration, inspirèrent à ses juges eux-mêmes, le désir et l'espoir

du pardon. Le Premier consul n'était-il pas aussi généreux que sévère, aussi clément que juste, et ne réparerait-il pas l'injure de son erreur en usant de ce droit royal de grâce dont la Révolution et la gloire l'avaient fait l'héritier ? Tout le monde y comptait, l'opinion émue, suspendue aux nouvelles, Joséphine en larmes, Joseph rappelant à son frère attendri, qu'émouvaient toujours ces souvenirs d'enfance et de jeunesse, la visite du prince de Condé au collège d'Autun, en 1785, sa bienveillance et le renom militaire de cette race chevaleresque.

La paupière de Napoléon se mouilla ; il me dit, avec un mouvement nerveux qui accompagnait toujours chez lui une généreuse pensée : *Sa grâce est dans mon cœur, puisque je puis faire grâce. Mais ce n'est pas assez pour moi ; je veux que le petit-fils du grand Condé serve dans nos armées ; je me sens assez fort pour cela*<sup>1</sup>.

Voilà l'exemple, plus salubre et plus éloquent qu'un supplice qui change le coupable lui-même en victime, dont Napoléon rêvait de faire sa vengeance. Mais cette grâce qu'il désirait accorder, il ne pouvait l'offrir. Il comptait, pour cela, sur une initiative du prince lui-même, qui en effet, à peine condamné, demanda plusieurs fois et avec force à voir le Premier consul. Il comptait sur l'intermédiaire naturel de Réal, qui, en effet, avait reçu le soir même, par Maret, l'injonction de se transporter à Vincennes et d'interroger le prisonnier. C'est Réal, messenger de clémence, que Bonaparte attendait en répétant à demi-voix ces beaux vers que Corneille et Voltaire ont mis avec le pardon dans la bouche d'Auguste et d'Alzire, et dont il voulait faire une nouvelle et sublime application. Réal ne vint pas, Réal n'était point allé à Vincennes. Réal, fatigué de plusieurs nuits de veille, avait défendu qu'on troublât son sommeil. Et le fatal papier par lequel le conseil de guerre l'informait de son jugement, attendit jusqu'au matin sur sa cheminée. Le lendemain — quel réveil pour un honnête homme ! — il n'était plus temps ! La nuit écoulée sans le contre-ordre espéré, sans le sursis attendu, le jugement dut être exécuté, et l'obéissance passive, justifiée par la loi, exécuta tristement, à l'aube, cet arrêt militaire, auquel les circonstances, cette célérité implacable, cette heure matinale, ce supplice solitaire, cette tombe hâtive, surtout la jeunesse et le nom de la victime, ont donné une apparence équivoque exploitée par la calomnie. Il n'y a là, cependant, qu'un tragique malentendu. Le Premier consul voulait pardonner. Il eût certainement pardonné. Quand il vit qu'il était trop tard, il prit stoïquement sur lui la faute de ce tragique malentendu, de ce retard fatal, qui fit de Réal, destiné à être l'intermédiaire du pardon, le messenger de l'exécution précipitée d'un arrêt rigoureux, mais légal. Qu'on se reporte au temps, aux circonstances, qu'on songe aux provocations incessantes de ces chouans amnistiés, de ces émigrés épargnés, de ces prétendants respectés, conspirant à la faveur de l'impunité et de l'hostilité anglaise, à l'horreur indignée produite chez le Premier consul par la découverte récente de ces ingratitude qui se berçaient de l'espoir de l'usurpation, de ces haines que n'épouvantaient pas la pensée de l'assassinat, à l'erreur, enfin, qui lui fit trouver dans le duc d'Enghien le complice d'élite fait pour un exemple nécessaire, et l'on ne verra dans sa mort qu'un malheur, et non un crime, fait

---

<sup>1</sup> *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 97 à 102. Toute la vérité est là en quelques pages irréfutables.

pour inspirer à Napoléon des regrets, mais pas un remords. L'histoire ne saurait, sur ce point, penser autrement que la nation, qui, pour dédommager Napoléon des injustices et des angoisses de cette funèbre année, répondit par une nouvelle marque de sa confiance aux conspirations de l'intérieur et aux hostilités du dehors, couronna<sup>1</sup> de la couronne de Charlemagne celui qui fut clément envers Moreau, comme Auguste l'avait été envers Cinna, et mit un sceptre d'empereur dans la main sans tache qui, en signant l'ordre de juger le duc d'Enghien, avait en même temps, implicitement signé sa grâce.

---

<sup>1</sup> Sans consulter M. de Chateaubriand, qui s'en est bien vengé depuis. V. *Mémoires d'outre-tombe*, t. I, p. 527-548. Nous indiquons le pamphlet sans le craindre.



**LIVRE QUATRIÈME**

**L'EMPEREUR**

**1804-1815**

## CHAPITRE PREMIER

# ULM. - AUSTERLITZ. - IÉNA. - EYLAU. - FRIEDLAND. – TILSITT

1805-1807

Fatales conséquences de la mort du duc d'Enghien. — Attitude de protestation et de menace des cours de Saint-Pétersbourg, Londres, Berlin. — Énergiques représailles de Bonaparte. — La France le venge de l'Europe et fait un empereur pour punir les rois. — Motion du tribun Corée. — Proclamation de l'empire. — Constitution et institutions du nouveau régime. — Procès de Cadoudal, Pichegru et Moreau. — Châtiments et pardons. — Distribution des premières croix de la Légion d'honneur. — Napoléon au camp de Boulogne. — Napoléon à Aix-la-Chapelle. — Négociations avec le pape Pie VII. — Voyage du Saint-Père en France. — Sacre et couronnement de Napoléon et de Joséphine. — Napoléon offre la paix à l'Angleterre et prépare la guerre. — Il ceint à Milan la couronne de fer. — Troisième coalition. — Derniers préparatifs à Boulogne, de la descente en Angleterre. — Funestes contre-temps qui obligent Napoléon à l'ajourner. — Campagne d'Allemagne. — Capitulation d'Ulm. — Désastre de Trafalgar. — Victoire de Caldiero. — Napoléon à Schoenbrunn. — Austerlitz. — Entrevue d'Urschiz. — Traité d'alliance avec la Prusse. — Convention de Presbourg. — Mariage du prince Eugène. — Retour de Napoléon à Paris. — Joseph roi de Naples, et Louis roi de Hollande. — Réalisation du système impérial. — Confédération du Rhin. — Tableau des travaux civils de Napoléon pendant l'année 1806. — Mort de Fox. — Quatrième coalition. — Campagne contre la Prusse. — Batailles d'Iéna et d'Auerstædt. — Napoléon à Potsdam, à Berlin. — Dissolution de l'armée et de la monarchie autrichiennes. — Décrets de Berlin. — Blocus continental. — Campagne de Pologne. — Bataille d'Eylau. — Siège de Dantzig. — Bataille de Friedland. — Entrevue de Tilsitt. — Traités de Tilsitt. — Apogée de la grandeur et de la gloire de Napoléon.

Les événements secondaires prennent parfois une importance principale, par suite de circonstances qui élèvent le fait accessoire à la dignité de cause déterminante. La mort du duc d'Enghien, interprétée à la fois à l'intérieur comme un signal de ralliement autour d'un homme menacé, en qui s'incarnaient les institutions de la France et qui personnifiait sa grandeur et son cœur, et au dehors comme le sanglant défi d'un despote révolutionnaire, décidé à noyer dans le sang le mépris des anciennes religions et des anciennes monarchies, produisit un double contre-coup d'union et de discorde d'où devaient sortir successivement l'Empire et la guerre, la quatrième dynastie et la troisième coalition. A cette funèbre nouvelle, la Prusse retira la main qu'elle tendait à un parvenu victorieux, hier son allié prochain, demain son adversaire implacable, dont la rapprochait une communauté d'intérêts et d'ambitions, mais dont l'éloignait un reste des fausses pudeurs traditionnelles ; l'Angleterre, habile à profiter des passions pour ses affaires, respira sous le joug de terreur devant lequel elle courbait la tête, et osa remettre M. Pitt à la tête de son vaisseau hésitant ; l'Autriche couva dans son silence, en apparence indifférent, le levain de ses colères et l'espoir de sa vengeance ; enfin, l'empereur Alexandre s'abandonna de nouveau à ses rêves de médiation conquérante et de panslavisme triomphant.

Tandis que la connivence de la Prusse, qui tenait en échec les hostilités continentales, échappait au Premier consul, et que l'éclat d'indignation soulevé à Saint-Pétersbourg et à Berlin par des scrupules ou des ambitions intéressés, rapprochait la Prusse et la Russie de l'Angleterre aux abois et rendait une rupture imminente, la France vengeait son héros par son affection et sa reconnaissance de la calomnie d'un deuil insolent, et le dédommageait de la perte de la paix par tout ce que la popularité et la fidélité ont de plus flatteur. Elle augmentait le pouvoir de celui dont on voulait ternir la gloire et elle se livrait tout entière à celui dont l'Europe affectait de s'éloigner.

L'accession éventuelle de la Prusse à la coalition qui se prépare et qui abrite son orage sous l'arc-en-ciel trompeur d'une médiation est du 24 mai 1804. Bonaparte répond à ce qu'il ignore encore, mais à ce qu'il devine, en étalant au *Moniteur* le scandale de la complicité, dans un complot d'usurpation et d'assassinat, des trois ministres de l'Angleterre à Cassel, à Stuttgart et à Munich, MM. Drake, Spencer-Smith et Taylor. Il punit l'imprudente boutade d'Alexandre et l'insulte de ses crêpes par une lettre où il rappelle à l'imprévoyant censeur du meurtre légal de Vincennes, les défaites de Souvarow et l'assassinat de Paul Ier, également invengés. Enfin, il s'abandonne à l'influence de son prestige et il offre aux princes qui gouvernent l'Europe en vertu de l'aveugle droit divin, le spectacle et la leçon d'un rival parvenu au trône par la victoire et couronné par son peuple.

L'audace incorrigible, les misérables illusions et les incessants attentats de l'émigration et de la contre-révolution, avaient provoqué en France, dans toutes les classes honnêtes et conservatrices, surtout dans le peuple et l'armée, une réaction décisive de colère contre les conspirateurs et d'admiration pour l'homme que la gloire et l'affection nationale ne préservaient pas de l'humiliation d'avoir à défendre sans cesse, comme un vulgaire usurpateur, son honneur et sa vie. L'instinct national, qui ne se trompe pas, comprenait que le seul moyen de prévenir le retour de semblables affronts et de semblables dangers était de lier la destinée du pays à celle de Napoléon, de le placer dans la sphère des pouvoirs inviolables aux yeux mêmes du droit divin, de mettre sur ses épaules le manteau de la royauté, et le bouclier de l'hérédité sur sa poitrine. Empereur par la volonté nationale, sacré par la grâce de Dieu, Napoléon devenait un monarque comme les autres, avec le génie et la gloire de plus. **Le fossé rempli de sang royal**, par

lequel on se flattait d'avoir à jamais séparé Bonaparte du pouvoir suprême, se trouva donc l'en avoir rapproché. Nouvelle et éclatante preuve de la stérilité de la conspiration et de la stupidité du poignard !

Napoléon, incapable de la modestie intéressée d'un Monk et du puritanisme égoïste d'un Washington, qui n'avait pas d'ailleurs à redouter des circonstances les obstacles dont la crainte inspira peut-être des abnégations trop vantées, Napoléon n'était pas homme à se dérober au vœu d'une nation qui ne pouvait pas trouver de récompenses au-dessus de sa légitime ambition. La hardiesse d'une acceptation, qui semble simple aujourd'hui, où toute difficulté est effacée à nos yeux par le travail d'un demi-siècle, et où la route semble unie, mais qui n'était pas alors sans danger, avait de quoi tenter un courage également incapable de reculer devant les faveurs ou les injures de la fortune. Le dimanche 4 germinal (25 mars 1804), l'étincelle fut solennellement mise au feu sacré du dévouement national, qu'avaient habilement sondé et dirigé Fouché, Soult et bien d'autres de ces auxiliaires nécessaires aux meilleurs succès, et que la Fortune trouve toujours prêts à pousser sa roue, surtout quand elle est en marche, par une députation solennelle du Corps législatif, précédée de M. de Fontanes, son président, et chargée, par sa bouche académique, de féliciter le Premier consul de l'achèvement du Code civil.

Napoléon ne s'abandonna à ce mouvement de protestation, de réparation, de conciliation, d'organisation qui poussait la France à assurer ses destinées et à compléter son ouvrage, que lorsque l'encouragement de sa famille, justement avide des sécurités de la stabilité et des faveurs de l'hérédité, l'approbation de ses deux collègues, immédiatement résignée chez Le Brun, plus disputée par Cambacérès, les adresses des collèges électoraux et de l'armée impatiente, enfin l'adhésion et la promesse d'une reconnaissance par l'Autriche et la Prusse, habilement pressenties, promirent à son avènement au trône un succès sans contradiction sérieuse.

Le 5 floréal (25 avril 1804), il se décida à provoquer par sa réponse, un mois suspendue, au message du Sénat du 6 germinal (27 mars), une démarche définitive. Elle partit du Tribunat, seul organe législatif qui eût gardé, dans le système restrictif de la constitution du Consulat à vie, le droit d'ouvrir la bouche, sous forme de vœu, dans les occasions solennelles, au milieu du silence d'un Corps législatif sans tribune et des délibérations d'un conseil d'État à huis clos.

Le samedi 8 floréal (28 avril 1804), la motion du tribun Curée, obscur promoteur d'un nouveau monde, provoqua sur ce grave sujet la discussion du lundi 10 floréal, où l'opposition modérée et loyale de Carnot ne fit qu'accentuer et qu'honorer l'unanimité d'une adhésion enthousiaste. Le vœu ainsi adopté fut en quelque sorte triomphalement porté au Sénat le 14 floréal (4 mai 1804), et présenté avec sa ratification au Premier consul, le même jour. Ce germe si modeste, d'où devait sortir l'Empire, fut fécondé pendant un mois par la commission chargée d'élaborer à la Malmaison, sous l'œil du Premier consul, le plan de la nouvelle constitution, nécessaire pour servir d'appui et de limite au pouvoir nouveau. Les questions de personnes mêlées aux questions de principe furent toutes résolues, à l'honneur de tous les services, sinon au gré de toutes les ambitions ; les intérêts soulevés par ce mouvement national, seul désintéressé, furent réglés, et, le 26 floréal (16 mai 1804), M. de Lacépède commença le rapport, terminé en quarante-huit heures, qui devait précéder et justifier le vote unanime du sénatus-consulte du 28 floréal (18 mai 1804), présenté à Saint-Cloud le même jour à Bonaparte, entouré de sa famille et de la

plupart des grands officiers de la future couronne et des grands dignitaires de la nouvelle cour.

Au discours de Cambacérès, passant naturellement de l'égalité du collègue à l'humilité du serviteur, et saluant le premier *Sa Majesté Napoléon Ier, Empereur des Français*, Bonaparte — c'est pour la dernière fois qu'il s'appelait ainsi — répondit par ces belles paroles :

Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur.

J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation.

Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille.

Dans tous les cas, mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation.

Le vœu de la nation, [tellement certain qu'il y avait quelque chose de puéril à le constater](#), devait confirmer par 3.500.000 oui contre 2.700 non la légitimité des Bonaparte, au triomphe de laquelle rien ne devait manquer, pas même la protestation du comte de Lille — Louis XVIII —, datée de Varsovie, le 6 juin, et, pour toute réponse, insérée au *Moniteur*. Dès le soir de cette manifestation du Sénat constituant, dernier pas de la France vers son sauveur, abdication formelle de la Révolution, avide, après tant de tempêtes, du port de la stabilité et de l'hérédité monarchiques, entre les mains du prétendant de la victoire et de l'élu de la nation, parurent le décret d'institution des membres du conseil suprême de l'Etat et de nomination des grands officiers et des grands dignitaires, illustres figurants du cortège du sacre et du couronnement.

L'hérédité directe, suivant les principes de la loi salique, c'est-à-dire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, n'étant pas possible par suite de la stérilité de Joséphine, il fut pourvu aux besoins de la succession par la faculté d'adoption accordée à l'empereur, et à défaut, par le droit de transmission de la couronne, en ligne collatérale, sur les têtes désignées de Joseph et de Louis. Les mariages improuvés de Lucien, retiré à Rome, et de Jérôme, les antécédents et l'indépendance disgraciée du premier, la pétulante jeunesse du second, les écartaient, par une sorte de déchéance provisoire, de toute candidature au rang suprême, peu accessible d'ailleurs à des frères placés à leur degré.

Les frères et sœurs de l'empereur reçurent le titre et les honneurs de princes français et la part d'un million sur le revenu annuel de vingt-cinq millions de la liste civile. Eugène, fils de Joséphine, adopté par son époux, était élevé au même rang que ses frères, avec la prérogative successorale de moi ns. Cambacérès et Le Brun devenaient archi-chancelier et archi-trésorier, placés sur le second degré du trône avec le titre archaïque et carlovingien d'un système dont l'habile inspiration revenait à Talleyrand, qui espérait y trouver sa place. Il se trompait ; et, demeuré ministre avec Berthier, à côté de Fouché qui le redevenait, il dut se contenter d'être grand-chambellan, comme Berthier d'être grand-veneur. Joseph Bona parte fut nommé grand-électeur ; Louis, grand-connétable, en attendant la part réservée à Murat et à Eugène.

Quatre maréchalats honoraires récompensèrent la glorieuse vétérance de Kellermann, de Lefebvre, de Pérignon et de Sérurier, sénateurs. Et quatorze des seize bâtons du maréchalat actif servirent de signe de commandement à Jourdan, Berthier, Masséna, Lannes, Ney, Augereau, Brune, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davoust, Bernadotte, noms inséparables des anciennes et des prochaines victoires. Gouvion Saint-Cyr, Junot, Marmont, Baraguey-d'Hilliers furent faits colonels-généraux des cuirassiers, des chasseurs, des hussards et des dragons. Bruix et Decrès, Marescot et Songis reçurent les grades les plus élevés de la marine, de l'artillerie et du génie.

Parmi les personnages investis de charges de cour, on remarquait le cardinal Fesch, grand-aumônier ; M. de Caulaincourt, grand-écuyer ; M. de Ségur, grand-maître des cérémonies ; Duroc, grand-maréchal du palais.

La maison de l'impératrice Joséphine fut inaugurée par le choix de madame de la Rochefoucauld comme dame d'honneur.

En attendant l'accomplissement de deux grandes pensées de Napoléon : son sacre et son couronnement par le pape Pie VII, dont les prédécesseurs n'étaient jamais, pendant dix-huit siècles, même pour Charlemagne, sacré à Rome, descendus du trône de Saint-Pierre pour porter l'onction à un empereur ; et son avènement à la couronne d'Italie, un moment suspendue sur la tête de Joseph, mais qu'il réserva vite à son front ; en attendant ces deux grandioses solennités, dont le souvenir fait encore partager à l'histoire l'étonnement des contemporains, le procès de Cadoudal et de Moreau, à l'humiliation duquel Pichegru désespéré avait échappé par la mort volontaire, s'achevait et mêlait ses dernières ombres aux rayons de ce soleil, bientôt sans nuage.

Les débats de cette cause fameuse, ouverts le 28 mai (8 prairial an XIII), furent clos, le 21 prairial (10 juin), par la juste condamnation à mort prononcée contre Georges et dix-neuf de ses complices ; par celle de Moreau, de Jules de Polignac et de cinq de ses compagnons à deux ans de prison. Vingt-deux accusés furent acquittés. Le pardon de Napoléon acheva la punition de Moreau, que les débats avaient, malgré les efforts de ses défenseurs et de ses amis, déshonoré. Et ce Pompée, plus heureux que l'autre, d'un Auguste plus grand que l'autre, alla porter dans l'exil, dont une main clémentine lui ouvrait la route, le repentir sans remords d'une existence inquiète, que le boulet de Dresde devait trancher au milieu des rangs ennemis. Georges Cadoudal, dont l'intrépide mort devait ennoblir et racheter jusqu'à un certain point la coupable vie, marcha au supplice, digne terme de ses aventures, avec quatre de ses complices. Madame Armand de Polignac, tombée aux genoux de Napoléon, obtint de lui, secondée par les larmes de Joséphine, la grâce de l'ancien camarade de Bonaparte, et le généreux Murat lui arracha, en faveur de M. de Rivière, ce pardon qu'il ne devait pas, onze ans plus tard, rencontrer lui-même. Ainsi finit cette tragique échauffourée, d'un résultat si contraire à ses criminelles espérances, qui lit un empereur triomphant du consul menacé, qui poussa au trône celui qu'elle voulait renverser du pouvoir, mit un sceptre aux mains qui lui arrachèrent son poignard, et fournit à celui dont elle convoitait la vie les moyens de devenir immortel.

Le 20 juillet 1804, Napoléon, après avoir réglé la situation financière, où chaque coup d'œil de lui faisait éclore un progrès ; reçu, le dimanche 8 juillet (19 messidor an XIII), dans la personne du nonce du Pape, des ambassadeurs d'Espagne et de Naples, des ministres de Prusse, de Hollande, de Danemark, de Bavière, de Saxe, de Bade, de Wurtemberg, de Hesse, de Suisse, les hommages de l'Europe amie en attendant ceux de l'Europe vaincue ; après avoir enfin

distribué aux Invalides (14 juillet) les premières croix de la Légion d'honneur, dont le cardinal Caprara reçut le premier grand cordon, partit pour Boulogne. Il voulait faire des derniers préparatifs et peut-être du premier succès de sa gigantesque combinaison la préface du sacre, et s'enivrait de l'espoir d'entrer à Notre-Dame au milieu des trophées de sa plus grande victoire, en offrant à Paris, pour présent de joyeux avènement, les dépouilles de Londres.

La mort imprévue des amiraux Bruix et la Touche-Tréville, dignes interprètes de la plus grande pensée militaire et nationale du siècle, les lenteurs pusillanimes et les maladresses fatales de Villeneuve, effrayé seulement par une coopération qui eût dû l'exalter, devaient arrêter cette expédition gigantesque à son premier essor, noyer dans l'immense désastre de Trafalgar la prépondérance naissante de notre marine, opposer notre déchéance navale à notre supériorité militaire, couvrir du deuil de notre pavillon la gloire de notre drapeau, et empêcher Napoléon de joindre l'empire de la mer à celui de la terre. C'est sous des auspices bien différents de cette réalité prochaine et au milieu de présages bien peu conformes à cette immense déception, que Napoléon fit à la prodigieuse création où le génie de l'homme avait vaincu tous les obstacles de la nature, à l'immense flottille aux ailes prêtes à s'ouvrir, au camp peuplé de légions prêtes à s'élancer, une visite pleine des ivresses de l'espérance et de l'orgueil, et solennisée par la dramatique distribution, aux plus méritants de ses soldats et de ses capitaines, de ces signes de l'honneur qui, tout en récompensant le passé, semblaient devancer et saluer la victoire prochaine.

Les *Mémoires* de Joseph, qui se préparait à Boulogne, en sa qualité de candidat à la royauté, à un rang où plus que jamais le talent militaire, qui lui était peu familier, devait être uni aux qualités politiques dont il avait fait preuve ; les Souvenirs de la reine Hortense, ou elle exprime avec une si heureuse émotion l'éloquence de ces spectacles auxquels elle assista, respirent, au point de la communiquer, l'allégresse enthousiaste des témoins de ces fêtes triomphales. Ils nous permettent de nous figurer l'indescriptible effet de cette cérémonie du 16 août, dont la plus simple image, grâce à la grandeur du cadre et à la poésie des lignes, palpite, vit, étincelle, retentit, émeut comme le tableau même que ces spectateurs-privilegiés eurent sous les yeux.

Le 16 août, lendemain de la Saint-Napoléon, l'Empereur descend, accompagné de ses maréchaux, de ce palais de bois, dit la tour d'Ordre, élevé sur ce lieu d'où l'on présume que César s'embarqua pour la conquête des îles Britanniques, et d'où le nouveau César peut assister, en regardant les côtes d'Angleterre, aux manœuvres se développant à ses pieds des quatre-vingt mille hommes destinés à les escalader et à prendre Londres d'assaut.

A droite de Boulogne, le long de la mer, non loin de la colonne commémorative achevée en 1841<sup>1</sup>, s'étend un vaste emplacement en forme circulaire, dont l'amphithéâtre semble avoir été disposé par la nature pour une des plus belles représentations de l'histoire, la distribution par la main de Napoléon, au midi de sa victorieuse journée, des récompenses dues aux ouvriers de sa gloire. Cent mille hommes et cent mille spectateurs s'étagent successivement en vingt colonnes profondes, étalées en rayons diaprés de toutes les couleurs de l'uniforme français, immense bouquet frémissant de couleur et de vie, formé par l'infanterie d'abord, puis la cavalerie, puis le peuple. Au centre de cette circonférence bigarrée, au milieu de la platee réservée à l'état-major ; général,

---

<sup>1</sup> La première pierre en fut posée le 9 novembre 1804 par le maréchal Soult.

aux drapeaux des régiments et aux légionnaires, s'élève, sur une scène de trente mètres d'ouverture, le trône de l'Empereur, adossé à la mer et faisant face à la terre.

A droite et à gauche du trône sont deux estrades pour les grands dignitaires, les ministres, les maréchaux, les invités d'élite, devant lesquels se déploient, de chaque côté, deux colonnes de garde impériale allant rejoindre l'armée et compléter cette figure de cirque et cette physionomie antique si ressemblante. Bien ne manque, en effet, au rapprochement, et le tertre impérial, de trois mètres de hauteur sur cinq mètres carrés, avec son dais de trophées, formé des étendards pris de Montenotte aux Pyramides et d'Aboukir à Marengo, l'immense couronne de lauriers d'or qui le surmonte, l'armure en pied des électeurs de Hanovre qui en forme le fond, et le siège carlovingien qui attend l'Empereur, reproduit, avec des couleurs plus modernes, l'aspect de ces allocutions ou tribunes des camps, où, au milieu des insignes du pouvoir et des souvenirs de leurs conquêtes, montaient les Césars pour haranguer les prétoriens.

A midi, aux coups tonitruants de quatre cents canons, au roulement de deux mille tambours, au bruit éclatant de quatre mille trompettes, dont un immense orchestre accompagne et porte jusqu'aux cieux le retentissement adouci, Napoléon, salué par les acclamations de deux cent mille poitrines, sort de sa tente et monte sur son trône, entouré de ses frères Joseph et Louis, de son beau-frère Murat, des grands officiers de la couronne et des dignitaires de l'Etat. Il s'assied, et Lacépède, grand chancelier de la Légion d'honneur, se lève et lit un discours conforme à ses devoirs et aux circonstances. Les tambours et les canons, qui marquent chaque péripétie de cette dramatique cérémonie, donnent enfin le signal de la scène grandiose, objet principal de la réunion. Napoléon, debout, prononce d'une voix sonore la magnifique formule du serment spécial de la Légion d'honneur, répétée par tous les récipiendaires le bras dressé et par l'armée qui élève ses armes, et accompagnée par le peuple, qui agile ses chapeaux, du cri de : *Vive l'Empereur !* dont l'air est ébranlé.

Chaque légionnaire vient recevoir, à l'appel de son nom, les insignes de l'ordre, ouvert à tous les courages et à tous les services, le capitaine avec le grenadier, le gentilhomme avec le plébéien, et un aide de camp, prenant ce symbole de l'honneur, unique aristocratie de l'égalité, dans le casque de Du Guesclin et le bouclier de Bayard, le fixe sur le cœur des nouveaux chevaliers.

Au moment du défilé, par une coïncidence imprévue qui mêle à ce triomphe jusqu'aux flatteries du hasard, une division de cinquante voiles, avant-garde de la flotte du Havre, qu'on attendait depuis plusieurs mois, entre à Boulogne, en échangeant avec la croisière anglaise une canonnade sérieuse, et en donnant un combat naval pour décor final au tableau de cette fête de la victoire et de la conquête.

Pendant que l'Angleterre, pour répondre à cette démonstration menaçante et parer à cet immense danger, réunit toutes ses forces et toutes ses ruses, remet M. Pitt à la tête de ses affaires, et, excitant les levains russes et autrichiens, prépare autour de la France la ceinture de feux de la coalition, Napoléon revient à Paris (12 octobre 1804), après un voyage superbe sur les bords du Rhin, terminé à Aix-la-Chapelle, où il reçoit les hommages de l'Autriche, du Portugal, de l'ordre de Malte, à Aix-la-Chapelle, plein des souvenirs de Charlemagne, et où il invite le prince archi-chancelier, les princes de Bade, de Bavière, de liesse, qui sont venus le complimenter, à venir assister au couronnement .du nouveau Charlemagne. Car la fête du triomphe religieux allait succéder, aux yeux de la France



enorgueillie et de l'Europe jalouse, à celle du triomphe militaire, et le pape Pie VII, dans l'intérêt de la religion et de l'Église, pressé par le cardinal Caprara, pressé par le cardinal Fesch, pressé par l'attrait impérieux qu'exerçait sur son Ame l'homme providentiel qui venait de relever le trône et l'autel, ne s'était pas dérobé plus longtemps que le retard d'une hésitation et d'une réflexion fort naturelle, à des prières devenues impatientes. Une lettre de Napoléon lui-même, portée par le général Caffarelli, ajouta un effet décisif aux dépêches de Caprara et de Bernier, et triompha des derniers scrupules de celui que la malignité envieuse des beaux esprits de l'émigration, payant d'ingratitude son hospitalité, appelait **le chapelain de Bonaparte**. Pie VII était au-dessus de ces épigrammes, et après avoir imploré Dieu, consulté sa conscience, et relu la lettre que nous allons citer, il décida qu'il partirait le 2 novembre, lendemain de la Toussaint, et arriverait à Fontainebleau le 27.

*Très-Saint-Père.* — L'heureux effet qu'éprouvent la morale et le caractère de mon peuple par le rétablissement de la religion chrétienne, me porte à prier Votre Sainteté de me donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle prend à ma destinée et à celle de cette grande nation, dans une des circonstances les plus importantes qu'offrent les annales du monde. Je la prie de venir donner, au plus éminent degré, le caractère de la religion à la cérémonie du sacre et du couronnement du premier empereur des Français. Cette cérémonie acquerra un nouveau lustre lorsqu'elle sera faite par Votre Sainteté elle-même. Elle attirera, sur nous et sur nos peuples, la bénédiction de Dieu, dont les décrets règlent à sa volonté le sort des empires et des fait milles.

Votre Sainteté connaît les sentiments affectueux que je lui porte depuis longtemps, et parla elle doit juger du plaisir que m'offrira cette circonstance de lui en donner de nouvelles preuves.

Sur ce, nous prions Dieu qu'il vous conserve, Très-Saint-Père, longues aimées au régime et gouvernement de notre mère la sainte Église.

Votre dévot fils,

NAPOLÉON.

Pie VII, le 3 novembre, laissant à Rome le cardinal Consalvi, muni de précautions qui attestent une appréhension secrète, et par lesquelles le Pontife, qui avait le courage d'une hardiesse si imprévue, payait un dernier tribut aux infirmités de la tradition, partit, accompagné de six cardinaux et du cardinal Fesch, pour venir consacrer l'élu de la Révolution. Il ne pouvait faire attendre davantage à Napoléon une bénédiction dont sa légitimité pouvait se passer, mais dont il était bien aise de se parer aux yeux de l'Europe, et de s'armer contre les partis, auxquels il ne voulait laisser aucun grief ni aucun prétexte.

Le souverain pontife comprit combien était dû, au lendemain d'un cataclysme qui avait tout renversé, cet hommage à une élévation qui relevait tout, quand, au sortir de l'Italie agenouillée, il traversa la France, courbée, avec une émotion respectueuse, sous sa main bénissante.

Le 25 novembre, Pie VII et Napoléon s'embrassaient à Fontainebleau. Et dès la première conversation, dès même la première rencontre, le pape était conquis par l'empereur, et le gagnait lui-même par sa douceur vénérable, la grâce de son sourire, le charme de sa voix et son fin visage, rehaussé de la poésie des cheveux blancs. Joséphine acheva l'intimité de ce rapprochement par le respect attendri de sa bienvenue, la modestie de sa contenance et sa piété expansive à l'italienne. La magnificence de cette cour nouvelle, à la majesté martiale et à la magnificence victorieuse, le spectacle de la France heureuse, unie et dévouée, enchantèrent Pie VII, et c'est avec une sorte d'admiration et d'allégresse qu'il se prépara à mettre la couronne de Charlemagne sur la tête de celui qui, la tenant du peuple, se réservait seulement de la ceindre devant lui. Le 30 novembre, l'empereur présenta au pontife le Sénat, le conseil d'État, le Tribunat et le Corps législatif, dont le président, M. de Fontanes, le harangua en termes supérieurs à la circonstance et dignes de l'histoire.

Le 2 décembre 1804, Notre-Dame ouvrit sa nef restaurée aux pompes d'une cérémonie plus grande encore par son caractère moral que par ses splendeurs extérieures, et Paris vit un spectacle tel que la mémoire des siècles, qui en compte peu de pareils, n'en rappelle point de plus beaux.

Dans la vieille basilique de saint Louis, revêtue, de la voûte au sol, de tentures de velours semées d'abeilles d'or, le Pape, en habits pontificaux, ceint de la tiare à la triple couronne, vient d'entrer, précédé de la croix et des insignes du successeur de saint Pierre, et au chant consacré de : *Tu es Petrus*, entonné sur un air solennel par cinq cents musiciens, une assistance magnifique, composée des députés des villes, des représentants de la magistrature et de l'armée, des soixante évêques de France avec leur clergé, du Sénat, du Conseil d'État, du Corps législatif, du Tribunat, des princes de Nassau, de Hesse, de Baden, de l'archi-chancelier de l'empire germanique, du corps diplomatique, se lève à grand bruit pour le saluer.

Napoléon, vêtu du costume dessiné par David, tunique de satin brodé d'or, manteau court, et toque à plumes, traîné dans la légendaire voilure aux panneaux en glaces, surmontée par des génies soulevant une couronne, précédé par ses grands dignitaires en carrosse de gala et escorté par ses maréchaux à cheval, arrive, pendant ce temps, à l'archevêché, sous ce radieux soleil du 2 décembre, qui sera, l'an prochain, le soleil d'Austerlitz, au milieu des acclamations délirantes d'un peuple ivre de sa grandeur devant ce fils de ses œuvres qui la personnifie si bien.

Puis il entre dans la cathédrale, en costume impérial, le manteau sur les épaules, le sceptre en main, sa tête de médaille antique ceinte du laurier d'or, en attendant qu'elle se couronne du diadème de Charlemagne, porté à ses côtés. Joséphine suit lentement, comme la Grâce suit la Force, les yeux baissés devant cet éblouissement, le cœur inondé d'une joie qui n'a pas été sans alarmes, belle de cette beauté que donne le bonheur disputé, l'époux qui, la veille encore, a parlé en maître, mais qui aujourd'hui, associant généreusement à l'honneur celle qui a été avec lui à la peine, vient faire triompher publiquement l'impératrice, que la nuit même, agenouillée devant le cardinal Caprara, il a une seconde fois reconnue pour femme, et qu'il va présenter à la France après l'avoir présentée à l'Église. Joséphine est accompagnée des princesses de la famille impériale, dont deux portent son manteau, humiliant, non sans quelque impatience, les droits du sang aux droits du cœur. Dans le groupe, on distingue Hortense, dont la fécondité rachète la stérilité de Joséphine, dont une maternité récente a encore

embelli la grâce rayonnante, et dont l'œil rêveur voit peut-être dans l'avenir, achevant le triomphe des Beauharnais, un de ses fils empereur.

Le cardinal-archevêque de Paris a souhaité au portail, avec l'eau bénite et l'encens, la bienvenue au couple auguste qui vient d'entrer dans l'église, et de s'agenouiller sur le prie-Dieu du milieu du chœur, tandis que le Saint-Père, descendu de son trône, monte, en entonnant le *Veni Creator*, les degrés de l'autel. Après le dépôt processionnel sur l'autel, par les grands officiers de la couronne, des insignes et des honneurs, c'est-à-dire de la couronne, de la main de justice, du sceptre, de l'épée, du manteau, de l'anneau, après les questions préliminaires et les onctions sacramentelles, commence cette admirable messe du sacre, la plus sublime conception du génie théocratique, qu'il n'est plus permis aujourd'hui de voir avec les yeux de la foi, mais qui garde aux yeux de l'art son prestige perdu et sa grandeur détruite.

Au *Graduel*, moment le plus solennel du drame, toutes les respirations sont suspendues, tous les regards redoublent d'acuité, quand le Pape, après avoir ceint les reins de Napoléon du glaive qu'il vient de bénir, après lui avoir placé le sceptre dans la main, se retourne vers l'autel pour y prendre le signe symbolique par excellence de la souveraineté, la couronne. Le héros récipiendaire va-t-il garder jusqu'au bout cette attitude dont la docilité étonne, et humilier sous la main du dépositaire de la suzeraineté de Grégoire VII, la dignité de la nation et la fierté révolutionnaire ? Napoléon, qui n'est pas un roi comme les autres, a tout prévu, et l'incertitude ne dure pas longtemps. En effet, tranchant la question qu'il a laissée en suspens, il prend sans brusquerie, mais avec fermeté, la couronne des mains tremblantes du pape étonné, et la place lui-même sur sa tête, par une nuance dont l'éloquente hardiesse est comprise par tous les assistants, produit sur eux un effet inexprimable, et soulève dans les cœurs un frémissement d'admiration et de joie, que le respect du lieu empêche seul d'éclater en un tonnerre d'applaudissements.

Tout le reste de cette grande solennité n'est plus qu'épisodique. Deux incidents seulement provoquent encore, l'un une émotion et un attendrissement que le pontife et l'empereur, devenu pontife à son tour, partagent visiblement ; l'autre une longue explosion d'enthousiasme gaulois, provoquée par la formule qui suit le baiser de paix du Pape au roi et la bénédiction finale du sacre.

Le premier de ces mouvements éclate avec les larmes de Joséphine, quand agenouillée devant son époux triomphant, elle reçoit de sa main, dans le diadème de l'impératrice, la moitié de la couronne de l'empereur ; le second, au signal du pontife s'écriant comme Léon III devant Charlemagne : *Virat in æternum semper Augustus !* vœu qui, répété sur un air de Cherubini par cinq cents musiciens, salue la différence des temps, des pontifes et des empereurs, et la revanche de la Gaule, qui aujourd'hui fait les Augustes, sur Rome qui les reçoit. Cette différence était éloquemment exprimée par le serment constitutionnel prêté par Napoléon sur l'Évangile, et qui contenait la garantie de toutes les conquêtes légitimes de la Révolution française.

Le soir, au milieu de l'enivrement et du bruit de Paris en fête, deux hommes se glissaient, en modeste habit bourgeois, dans la foule endimanchée et éblouie. C'étaient Duroc et Napoléon qui voulaient jouir incognito de l'allégresse de la capitale. A ce moment il ne manqua plus rien au bonheur de Napoléon, qui avait goûté le matin dans les larmes de joie de sa mère et, tout le jour, dans les acclamations publiques et dans les témoignages plus intimes de l'affection populaire, ce que le pouvoir a de plus grand et ce que la gloire a de plus doux.

Les fêtes du couronnement durèrent trois jours, et vingt mille députés reportèrent dans leurs départements, le propageant jusqu'à la moindre commune, le patriotique enchantement de ces solennités où battit en eux, à Paris, comme aux beaux jours de la fédération, le cœur de la France tout entière.

Le 5 décembre 1804, le Champ de Mars fut le théâtre d'une autre fête, à la fois militaire et civique : la distribution solennelle à la garde nationale et à l'armée des aigles, successeurs de ce coq de la république qui a chanté la victoire, mais dont la crête est rouge du sang de la Terreur.

Le même jour, il y eut un banquet aux Tuileries, où l'on vit l'empereur et le pape assis à table à côté l'un de l'autre, revêtus des ornements impériaux et pontificaux, et servis par les grands officiers de la couronne.

Napoléon sortit vite des joies du pouvoir pour se livrer aux soins du gouvernement. Après avoir payé à la paix, par une lettre directe au roi d'Angleterre, un tribut un peu platonique, qui manqua son effet parce qu'il semblait en avoir deux ou plutôt n'être guère qu'une notification d'avènement et une provocation à la reconnaissance, Napoléon, tout en préparant la guerre plus que jamais, et en couvant d'un œil impatient ces nids maritimes de Brest, de Toulon, de Rochefort, où se réunissaient ses vaisseaux d'invasion, pareils à des oiseaux de proie, s'occupa de régler le sort de la république italienne et de répondre à la confiance qui lui avait livré ses destinées, en lui appliquant les rudes bienfaits d'une tutelle régénératrice. Les Italiens comprenaient la logique inflexible qui exigeait l'assimilation au modèle typique français de leur constitution nouvelle, et ne trouvaient pas mauvais d'être gouvernés par un roi. Ils auraient voulu seulement que ce roi fût à eux, bien à eux, tout à eux, Louis et Lucien par exemple, avec obligation de résidence à Milan et serment de maintenir l'intégrité et l'indépendance de l'Italie, garanties par une séparation formelle d'intérêts, d'armée, d'administration. Ce vœu des Italiens semblait à Napoléon quelque peu impatient de l'avenir, et Joseph, sondé à cet égard, pas plus que Louis, qu'on ne jugea même pas nécessaire de consulter, ne se montrèrent point disposés à seconder, au prix d'un pouvoir apparent et d'un titre illusoire, les vues impérieuses d'un frère obligé de diviser en deux étapes ce chemin de l'indépendance et de l'unité que l'Italie eût voulu faire d'un seul pas, et de ne relâcher que progressivement le lien d'une solidarité nécessaire à ses projets. L'Italie devait être, dans la phase militante du système de restauration de l'empire d'Occident, dont le rêve, sublime et funeste, avait germé dans le cerveau de Napoléon avec la contagion de la couronne de Charlemagne ; le satellite de la France, entraîné dans un orbite qui semble tyrannique encore, mais qui devait le paraître bien davantage aux contemporains, de gravitation stricte et à certains égards presque servile autour du soleil central. Napoléon, grand par la nation, allait se heurter aux susceptibilités nationales avant d'avoir le temps de changer en un lien d'honneur et de force ce nœud coulant tour à tour jeté à l'Italie, à la Hollande, à l'Espagne, fatalement resserré par une fatale résistance, et qui semblait en effet destiné à étrangler une indépendance qu'il avait seulement pour but de discipliner et de diriger. Avec l'Empire va commencer la grande faute ou plutôt le grand malheur de l'Empire, le mutuel malentendu qui calomnie encore le génie de Napoléon, et fait ressembler à un chimérique dessein de domination universelle un plan fécond, mais contrarié par les entraînements de la guerre, que la paix seule pouvait réaliser, que la victoire elle-même compromit, de nationalités légitimes régularisées, de frontières naturelles redressées, d'Europe fédérée. L'Europe, qui a tant crié contre ce système de grandes agglomérations de peuples, de grandes unités de race et de

langue, d'empires fédérés contenus dans leur lit légitime et naturel, nécessité d'une époque de progrès, de civilisation et de communication, que fait-elle autre chose, depuis soixante ans, que réaliser ces prétendues utopies, dont la prétendue stérilité a engendré, dans le cadre agrandi de la république italienne et de la confédération du Rhin, cette Italie prochaine et cette Allemagne future, sorties d'un moule napoléonien ?

La conception gigantesque, supérieure sans doute aux idées ci aux moyens du temps, de l'empire d'Occident, première incarnation faisant échec à l'empire d'Allemagne, à l'empire d'Angleterre et à l'empire de Russie, n'a donc rien en elle-même de blâmable ou de ridicule. Ce qui fut la risée d'hier peut faire l'admiration de demain. Elle était seulement prématurée au moment où le volcan de la Révolution fumait encore au milieu de ruines récentes, et où les rancunes et les méfiances de l'Europe pouvaient voir un calcul égoïste dans cette généreuse ambition, et un rêve de conquérant dans cette impatience d'organisation, taillant à coups d'épée l'Europe telle qu'elle devait être, et telle qu'elle sera. Pour l'instant, il n'y avait à trancher que la question d'Italie. Joseph ayant refusé d'être roi d'Italie, pour accepter plus tard d'être roi de Naples et roi d'Espagne, tâches bien plus ardues et que devaient compromettre les apparences de l'usurpation et les levains de la conquête, Napoléon prit le parti de ceindre lui-même la couronne de fer et de se qualifier empereur des Français, roi d'Italie, en attendant que la paix permît une séparation et un gouvernement indépendant, dont Eugène, adopté à cette occasion et chargé de la vice-royauté, semblait devoir hériter.

Le 18 mars 1805 (27 ventôse an XIII), l'empereur tint séance au Sénat, pour y prendre l'investiture constitutionnelle de son nouveau titre, et, le 8 mai 1805, il entra à Milan, après avoir visité Turin, Alexandrie, et s'être donné le royal plaisir, sur le champ de Marengo, d'une représentation, sous forme de manœuvres, de la bataille où il avait conquis l'empire.

A Turin, le pape (parti le 4 avril 1805) et l'empereur s'étaient rencontrés et embrassés une dernière fois, le pape déçu, l'empereur déjà méfiant. Et, il faut le dire, le pape avait plus de raisons de se plaindre que l'empereur. Il ne recueillait aucun bénéfice d'une démarche qui, si désintéressée qu'elle fût et dictée par l'unique bien de la religion, avait pu être encouragée légitimement, chez un souverain à la fois spirituel et temporel, par d'autres espérances. Pie VII espérait emporter de son voyage la remise des Légations, conquête de sa douceur. Les rendre à ce moment, Napoléon ne le pouvait. C'eût été renier ses antécédents, ses promesses, offenser la liberté et la confiance italienne, dont il allait être le héros couronné, et briser le noyau de la future indépendance, dont l'espoir enchaînait l'opposition des patriotes.

Mais il avait à sa disposition le duché de Parme, qu'il ne voulait accorder ni à la maison de Sardaigne en indemnité du Piémont, ni à l'Espagne comme agrandissement du royaume d'Étrurie, et qu'il réservait en ce moment pour une dotation de famille. Il eût été prudent, sans doute, d'en faire l'indemnité de la maison de Sardaigne ou bien de l'ajouter à l'Étrurie, en obligeant celle-ci à indemniser avec le Piémont la maison de Sardaigne. On aurait, du même coup, acheté la paix avec la Russie et fourni à l'Espagne un grand sujet de joie. Mais si l'on renonçait à ménager la Russie, qui venait de retirer son chargé d'affaires, et à satisfaire l'Espagne, dont

l'inertie n'était guère réveillée par les bons procédés, c'eût été une destination digne de la hauteur des desseins de Napoléon que de donner le duché de Parme au pape. En le cédant au Saint-Siège, Napoléon faisait tomber bien des propos sur ses projets en Italie, il détruisait le principal argument dont on se servait auprès de l'Autriche pour nouer une nouvelle coalition européenne ; et ce qui n'importait pas moins, il s'attachait à jamais le pape, et prévenait cette triste rupture avec le Saint-Siège qui, plus tard, lui causa un tort moral considérable, rupture qui n'eut d'autre origine, en réalité, que le mécontentement mal dissimulé de la cour de Rome en cette occasion. Tout cela valait mieux que de réserver Parme, comme le voulait alors Napoléon, pour une dotation de fait mille. Avoir laissé échapper en 1804 l'alliance de la Prusse, et renvoyé, en 1805, le pape comblé d'honneurs, mais finalement lésé dans ses intérêts constituant, à notre avis, les premières fautes essentielles de cette politique puissante dont l'erreur a été de ne compter qu'avec elle-même et jamais avec les autres<sup>1</sup>.

Tandis que Napoléon, dans l'épisode essentiel de ce voyage triomphal et réorganisateur d'Italie, commencé le 3 avril, mettait le 26 mai sur sa tête, en présence des ministres de l'Europe et des députés de toute l'Italie et au milieu d'une pompe dont le programme était dû à Appiani, ce David italien, l'antique couronne des rois lombards, tirée du trésor de Monza, avec ces mots d'une énergie significative : Dieu me la donne, malheur à qui la touche ! L'Angleterre alarmée pour son existence, la Russie blessée dans son orgueil, l'Autriche vivement contrariée de ce qui se préparait en Italie, la Prusse hésitant sans cesse entre des craintes contraires, nouaient ou souffraient qu'on nouât une nouvelle ligue européenne, qui loin d'être plus heureuse que les précédentes, devait procurer à Napoléon une grandeur colossale, malheureusement trop disproportionnée pour être durable<sup>2</sup>.

Napoléon dédaigna cette conspiration européenne dont la fermentation se trahissait à ses yeux par le rapprochement progressif de la Prusse et de la Russie, la suspension des relations diplomatiques consommée par le rappel du chargé d'affaires de cette dernière puissance, la déclaration de guerre faite par l'Angleterre à l'Espagne, notre alliée, et inaugurée à point par la rafle de ses galions du Mexique et un butin de soixante millions. Tous ces symptômes précurseurs de l'orage n'avaient pu intimider sa pensée et attiédir le feu de ses espérances. Continuant sans façon une organisation à laquelle il supposait la Prusse et la Russie trop indifférentes, et qui fut la goutte d'eau qui lit déborder le vase de l'hostilité autrichienne, il ajoutait à son pouvoir, agrafe d'or à son manteau de pourpre, l'incorporation de Gênes, acceptée par le Sénat, confirmée par un plébiscite presque unanime. En même temps, il faisait présent à Elisa, déjà duchesse de Piombino, de la petite principauté de Lucques, dont elle devait être la Sémiramis, et où elle devait déployer, féminisées, quelques-unes des qualités de son frère.

---

<sup>1</sup> Thiers.

<sup>2</sup> Thiers.

La réponse de l'Autriche à ces divers actes fut la convention, encore secrète, du 6 novembre 1804, qui achevait de constituer le réseau de la troisième coalition, bientôt noué définitivement à Saint-Pétersbourg sur le plan d'un obscur aventurier italien, l'abbé Piatoli, élevé par hasard de la position précaire de comparse à celle d'inspirateur mystérieux de ce système de résistance défensive, bientôt transformée en pacte agressif, dont la Sainte-Alliance sera un jour le résultat et les traités de 1815 le chef-d'œuvre. Le plan militaire de cette congrégation de souverains, unis par des terreurs, des jalousies et des ambitions communes, longtemps stérilisées par l'égoïsme, était d'attaquer avec trois masses ; par le midi avec les Russes de Corfou, les Napolitains, les Anglais, remontant la Péninsule italienne et se joignant cent mille Autrichiens en Lombardie ; par l'est avec la grande armée autrichienne et russe, agissant sur le Danube ; par le nord, enfin, avec les Suédois, les Hanovriens et les Russes, descendant sur le Rhin. Quant au plan diplomatique, il consistait dans l'intervention, au nom d'une alliance de médiation, qui ménageait des délais nécessaires et une apparence pacifique à une hostilité déjà concertée et armée (16 juillet). Ainsi se présentait, en comptant depuis le commencement de la Révolution, la troisième coalition, qui ne devait pas être plus heureuse que celles qui l'avaient précédée, et que l'empereur devait écraser comme le général Bonaparte avait dompté à Campo-Formio (1797) celle de 1792, et comme le Premier consul avait dissous (1801) celle de 1798.

Le 3 août 1805, Napoléon revint à Boulogne donner le dernier coup-d'œil à ses préparatifs achevés, et profiter, au moment décisif du succès, de sa combinaison de diversion, qui devait fournir à la flottille d'invasion et à l'armée de débarquement le cortège d'une flotte de 50 vaisseaux de ligne. Ces vaisseaux étaient revenus à point d'une expédition triomphante dans les Indes, destinée à la reprise des Antilles, à la délivrance de Surinam, et surtout à surprendre, par un retour foudroyant, l'Océan et la Manche, libres des forces maritimes anglaises attirées et occupées sur un théâtre lointain. Au retour d'une revue de ses cent mille hommes d'infanterie, impatient du signal du départ, et de la flottille accompagnée de l'escadre hollandaise de l'amiral Verhuel, Napoléon n'avait pu se défendre d'un mouvement de légitime orgueil qui semble aujourd'hui de la présomption, et le 4 août il écrivait à M. Decrès : [Les Anglais ne savent pas ce qui leur pend à l'oreille. Si nous sommes maîtres douze heures de la traversée, l'Angleterre a vécu.](#)

Mais l'Angleterre est vivace, et elle allait démentir ce pronostic qui marquait le terme de son existence, par le plus imprévu et le plus décisif des triomphes.

Le grand malheur des hommes de génie comme Napoléon, c'est de ne rencontrer souvent comme auxiliaires de grands desseins que des hommes qui leur sont inférieurs et les compromettent en essayant de les servir. La médiocrité des amiraux, l'infériorité de notre marine, car on n'improvise pas, même avec le génie, une marine, il faut du temps, telle est la double fatalité de la lutte de Napoléon contre l'Angleterre, sur son théâtre en quelque sorte privilégié. La déception du combat naval du Ferrol (22 juillet 1804), qui ne fut qu'un demi-succès, n'était pas cicatrisée, dans l'âme impressionnable de l'empereur, que le désastre irréparable de Trafalgar la rouvrait par une profonde et cruelle blessure.

Malgré les retards, les faux mouvements, l'insuffisance du concours de la flotte espagnole, alliée plus embarrassante qu'utile, Napoléon, qui était parvenu à tout concilier, à tout réparer, espérait encore, et le 22 août, prêt à frapper avec ses escadres, enfin réunies dans la Manche, le coup gigantesque qu'il préparait

depuis deux ans, il envoyait Duroc à Berlin, avec mission d'obtenir l'alliance de la Prusse et par suite la neutralité du continent, moyennant-ce prix, objet des ambitions d'un ami qui fit toujours payer ses services, le Hanovre. En même temps, il écrivait à l'amiral Villeneuve, dont il attendait l'arrivée devant Brest : *L'Angleterre est à nous !* Pendant ce temps, Villeneuve, troublé de justes reproches, en redoutant de plus grands encore, hésitant, éperdu, entrainé dans le port de Cadix, y apprenait le changement de combinaisons dont la fatalité de ses retards avait imposé la déception et l'épreuve à Napoléon irrité, et décidé à venger au moins l'injure faite à son courage par d'injustes soupçons, quittait désespéré son asile calomnié et marchait à la recherche de la victoire ou de la mort. La fortune devait lui refuser impitoyablement l'une et l'autre. La mort devait le fuir comme la victoire devait lui échapper. Prisonnier de l'Angleterre, il devait y assister au spectacle, si humiliant pour un Français, des transports de joie et d'orgueil excités par la délivrance que consommait sa défaite, et envier la mort de Nelson, tombé sur notre pavillon vaincu, enseveli dans un dernier triomphe et pleuré de toute une nation.

Heureusement pour la France, Napoléon, prompt à modifier ses plans au gré des circonstances, ne l'avait pas attendu, et portant en quelques jours la guerre sur un autre théâtre, résolu à battre en Allemagne l'Angleterre, invulnérable sur mer, il venait de l'atteindre dans la personne de ses alliés, et de venger d'avance à Ulm le désastre de Trafalgar. Dès le 25 août, Napoléon, renonçant héroïquement aux espérances triomphantes que nous lui avons vu exprimer le 22, acceptait, avec cette philosophie sublime qui succédait à ses premiers emportements, le sacrifice d'un ajournement de la descente en Angleterre, et avec cette décision féconde qui faisait servir à ses desseins jusqu'aux trahisons de la fortune, il esquissait et préparait d'un trait le plan d'une diversion continentale dont l'hostilité autrichienne, sortant de ses voiles hypocrites, rendait l'urgence implacable.

L'alternative était celle-ci :

Les Autrichiens ne se cachaient presque plus ; ils bordaient l'Adige en force considérable, et menaçaient l'Inn et la Bavière. Or, s'il ne frappait à Londres un coup de foudre qui fit trembler et reculer l'Europe, il fallait qu'il se dirigeât à marches forcées sur le Rhin, pour prévenir l'outrage qu'on lui préparait, celui d'être à la frontière avant lui. Après de nombreuses perplexités, il donna les ordres nécessaires pour une double hypothèse. Ma résolution est fixée, écrivit-il à M. de Talleyrand. Mes flottes ont été perdues de vue des hauteurs du cap Ortégat, le 14 août. Si elles viennent dans la Manche, il en est temps encore, je m'embarque et je fais la descente ; je vais couper court à Londres le nœud de toutes les coalitions. Si au contraire mes vaisseaux manquent de caractère, ou manœuvrent mal, je lève mes camps de l'Océan, j'entre avec deux cent mille hommes en Allemagne, et je ne m'arrête pas que je n'aie *touché barre à Vienne*, ôté Venise et tout ce qu'elle garde encore de l'Italie à l'Autriche, et chassé les Bourbons de Naples. Je ne laisserai pas les Autrichiens, les Russes se réunir. Je les frapperai avant leur jonction. Le continent pacifié, je



reviendrai sur l'Océan travailler de nouveau à la paix maritime<sup>1</sup>.

Le 2 septembre 1805, quand Napoléon partit de Boulogne pour arriver le 5 à la Malmaison, et faire à Paris les préparatifs nécessaires afin d'assurer financièrement le succès de ses opérations et suppléer à son absence, son plan était déjà définitivement et irrésistiblement en exécution, secondé à la fois militairement en Italie par le prince Eugène et Masséna, dans le Hanovre par Bernadotte, par le général Marchant au Texel, et diplomatiquement par M. Otto en Savoie et Duroc à Berlin. Quatre attaques se préparèrent simultanément contre lui ; la première, au nord, par la Poméranie, sur le Hanovre et la Hollande, était confiée à des corps suédois, russes, anglais ; la seconde, à l'est, par la vallée du Danube, était réservée aux Russes et aux Autrichiens combinés ; la troisième, en Lombardie, regardait les Autrichiens seuls ; on se reposait de la quatrième, au midi de l'Italie, sur une réunion de Russes, d'Anglais, de Napolitains. Résolu à porter le gros de ses forces dans la vallée du Danube et à faire tomber les attaques secondaires par la chute même de la principale, Napoléon partit le 24 septembre de Paris, au milieu de l'attente émue de grands événements, et arriva à Strasbourg, accompagné de Joséphine, le 26. Déjà ses têtes de colonnes se montraient partout sur ses pas, enthousiastes, et le tour de force de cet immense changement de front d'une armée de cent quarante mille hommes était consommé, jetant le défi d'une célérité sans exemple à la lenteur proverbiale des armées autrichienne et russe. Le 1er octobre, Napoléon passait le Rhin avec sa garde, après avoir fait ses adieux à l'impératrice, et, sûr de la neutralité de Bade, de l'alliance de la Bavière et du Wurtemberg, bientôt si généreusement récompensée, il donnait le signal des dernières opérations de diversion et de concentration destinées à cerner les Autrichiens retranchés dans le camp traditionnel d'Ulm, avant l'arrivée des Russes marchant à leur secours.

Le 8 octobre, Murat inaugurait, par le combat victorieux de Wertingen, le duel gigantesque, avec l'Allemagne et l'Italie pour théâtre, des cinq cent mille hommes de la coalition, que l'accession de la Prusse, encore indécise, pouvait porter à sept cent mille, contre deux cent cinquante mille Français. Mais ces Français étaient les soldats de la grande armée, et les cent quatre-vingt-six mille hommes, divisés en sept corps, qui la composaient en Allemagne, étaient commandés, outre Napoléon, par Bernadette, Marmont, Soult, Davoust, Lannes, Ney, Augereau.

Le 14 octobre, la position d'Ulm, où le général en chef autrichien Mack se croyait inaccessible, était investie par Lannes et Murat, sur la rive droite du Danube, et par Ney, sur la rive gauche ; et, coupé de sa retraite sur la Bohême, le digne émule de Mélas était acculé à la fatalité d'une nouvelle bataille de Marengo, plus favorable encore pour le vainqueur que la première.

La journée du 14, d'abord destinée par Napoléon à cette action décisive, en prépara seulement le succès par les combats d'Elchingen et d'Albeck, le premier, gloire de Ney, le second, honneur du brave et malheureux général Dupont, déjà illustré le 11 par l'héroïque lutte d'Haslach. Le 15 consumma l'investissement d'Ulm par l'occupation des hauteurs du Michelsberg et du Frauenberg, opérée par Ney et Lannes. Le 16, Mack était réduit à capituler, et les prévisions de Napoléon

---

<sup>1</sup> Thiers.

étaient si complètement réalisées qu'il ne refusait pas à ce général malheureux, toujours l'œil à l'horizon pour y découvrir l'approche du secours en vain attendu et diminuer l'infamie d'un si complet désastre, un délai de huit jours, que son inutilité faisait abréger.

Le 20 octobre 1805, Napoléon, placé au pied du Michelsberg, en face d'Ulm, vit défiler sous ses yeux, en vertu d'une convention qui peut être considérée comme le chef-d'œuvre de la combinaison déjà victorieuse à Marengo, l'armée autrichienne et son chef prisonniers. En vingt jours, sans livrer bataille, par une suite de marches et quelques combats, une armée de quatre-vingt mille hommes était détruite. La capitulation d'Ulm, les prises de Wertingen, de Guntzbourg, de Haslach, de Munich, d'Elchingen, de Memmingen, et l'immense coup de filet de la poursuite de Murat, opérée sur une pleine déroute, portaient, à ce bilan victorieux, le chiffre des prisonniers à soixante mille hommes. Qu'était-ce, en présence d'un tel chiffre, qu'une perte de deux mille hommes hors de combat et de quelques mille éclopés par suite de marches forcées ? Aussi les soldats disaient-ils malicieusement, en comparant l'*actif* et le *passif* : **Notre empereur a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre ; il ne la fait plus avec nos bras, mais avec nos jambes.**

Il n'est pas inutile d'ajouter, pour achever de justifier leur joie, que le butin se complétait de deux cents bouches à feu, quinze mille chevaux et quatre-vingts drapeaux. La victoire d'Ulm n'enlevait pas seulement à l'Autriche le goût, mais les moyens matériels de continuer la guerre.

La proclamation triomphale, datée du quartier général d'Elchingen, le 29 vendémiaire an XV (21 octobre 1805), semblait prévoir, de ce côté, le résultat favorable d'une paix prochaine ; car, dédaignant désormais les derniers efforts d'un désespoir impuissant, il ne désignait plus au courage de ses soldats que les Russes, adversaires redoutables, surtout en ce qu'ils n'avaient pas été battus souvent, qu'il s'agissait de précéder sur l'Inn, en marchant à leur rencontre, de Vienne conquise.

C'est à ce moment, comme ironique pendant à ce triomphe suprême, que se place le grand désastre de Trafalgar, dans la responsabilité duquel l'histoire a fait leur part de torts, à Napoléon, pour sa colère, à Decrès, pour ses réticences, à Villeneuve, pour son désespoir<sup>1</sup>. C'est le désespoir, en effet, qui changeant en témérité la pusillanimité habituelle de Villeneuve, lui lit rechercher ce combat, qu'un sentiment excessif de sa responsabilité lui avait trop souvent fait éviter.

Le 20 octobre 1805, l'amiral Villeneuve, que Napoléon, dans l'excès d'une juste colère, avait accusé de lâcheté, sortait de Cadix, à la tête de trente-trois vaisseaux, cinq frégates et deux bricks, espagnols et français, à la rencontre de Nelson et à la recherche d'une bataille dont il avait déterminé le plan dans ces laconiques et belles paroles : **Tout capitaine est à son poste, s'il est au feu.**

Nelson attendait son adversaire avec une confiance justement fondée sur le succès, déjà signalé à Aboukir, de sa manœuvre favorite, dont le triomphe ne pouvait être compromis par une flotte plus gênée que servie par la supériorité du nombre, et inférieure par cette force réelle qui se compose de l'expérience, de l'audace, de l'unité. Cette manœuvre, dont l'originalité résidait surtout dans son application à la mer, car elle n'est pas autre chose que la formule napoléonienne d'Italie : *Couper, tourner, envelopper*, empruntait presque une chance de plus à

---

<sup>1</sup> Thiers.

l'infériorité numérique. Seulement, Napoléon n'employait qu'un coin pour l'enfoncer dans les masses autrichiennes, et il ne s'en servait guère qu'après les avoir divisées par ses manœuvres, de façon à racheter par un combat isolé le désavantage de sa disproportion. Nelson, au contraire, se servit de deux colonnes pour couper à la fois la double ligne des vaisseaux français au centre et à la queue, envelopper les tronçons dispersés et les détruire séparément. La stratégie maritime, avec la vapeur, a bien changé depuis, a été très-modifiée par le rôle attribué à l'artillerie, et nos officiers de marine sont des manœuvriers auprès desquels les meilleurs capitaines de la République et de l'Empire seraient de médiocres aspirants. Mais en 1805, d'un homme comme Nelson à un homme comme Villeneuve, le plan de la bataille de Trafalgar, qui mit constamment aux prises les Anglais contre les Français dans la proportion de trois contre un, était destiné à un inévitable succès. Les vingt-sept vaisseaux de Nelson, divisés en deux colonnes, devaient nécessairement rompre une ligne de trente-trois vaisseaux, envelopper ses fragments épars d'un tourbillon de feux, et les détruire successivement par la double supériorité de l'habileté et de la force.

Nous ne décrivons pas, par un sentiment de réserve patriotique qui trouve à propos son excuse dans la nécessité d'être bref, les diverses péripéties de ce glorieux et tragique combat où notre marine, étouffée dans sa force naissante par un adversaire aguerrri, ne soutint pas sans honneur une lutte inégale, n'amena point son pavillon sans le défendre, et avant de sombrer fit payer à l'Angleterre sa victoire de la mort de son auteur. La lutte du *Redoubtable* contre le *Victory* coûta la mort à Nelson et immortalisa le capitaine Lucas, tandis que les efforts du contre-amiral Magon, arrêtés par sa lin prématurée, illustrent à jamais la résistance de l'Algésiras. Les Espagnols, de leur côté, firent une belle défense ; de leurs deux chefs, l'un, le vice-amiral Alava, fut blessé grièvement, l'autre, l'amiral Gravina, mortellement blessé.

A cinq heures, dix-sept vaisseaux français et espagnols étaient devenus prisonniers des Anglais, un avait sauté. L'escadre combinée avait perdu six à sept mille hommes, tués, blessés, noyés ou prisonniers. Les Anglais payaient une victoire aussi douloureuse qu'une défaite de la perte de Nelson et de trois mille hommes mis hors de combat, et la tempête, semblant prendre parti pour nous, allait leur arracher, non sans avaries et sans pertes nouvelles, treize sur dix-sept des navires capturés qu'ils traînaient à leur remorque. La gloire de la capitulation d'Ulm et de la défaite de l'Autriche consolèrent la France et Napoléon d'un désastre compensé par plus d'un avantage. Le plus grand était peut-être de décider Napoléon à ne plus confier à la marine, évidemment inférieure à un tel rôle, le soin de sa vengeance et le poids de sa fortune, et de demander à la grande armée, excitée par des nouvelles si différentes de celles qu'elle envoyait à Paris, un nouveau triomphe. Le soleil d'Austerlitz allait effacer Trafalgar.

Napoléon continua donc sur Vienne une marche victorieuse, espérant obtenir, plus encore par l'éloquence de ses succès que par celle de ses raisons, l'alliance ou tout au moins la neutralité de la Prusse, qui se marchandait à nos propositions, et allait finir, par la plus étrange des aberrations du patriotisme allemand, qui en a commis tant d'autres, à se prostituer aux caresses de la Russie sous le prétexte puéril de la violation, par le passage de Bernadotte sur le territoire d'Anspach, de sa problématique virginité.

Tandis que, reculant, malgré elle, devant le cynisme d'une attitude si équivoque, la Prusse chargeait M. d'Haugwitz de ménager à sa pudeur le prétexte d'une médiation refusée, et qu'entraînée par un roi honnête et médiocre et une reine

ambitieuse et passionnée à de belliqueuses illusions, elle jurait sur le tombeau profané de Frédéric une alliance avec la Russie, toujours payée du salaire du Hanovre — traité secret de Potsdam, 5 novembre 1805 —, Napoléon, encouragé par les succès de nos armes en Italie, où Masséna répondait à la victoire d'Ulm par celle de Caldiero (30 octobre 1805) ; s'avançait sur Vienne, sur la route de laquelle ne devaient pas l'arrêter longtemps l'armée russe de Kutusof et quinze mille hommes des débris autrichiens de Kienmayer et de Merfeld. Il fallait passer l'Inn, battre les Russes, les rejeter sur la Bohême et la Moravie, et de Vienne prise avant toute diversion de l'archiduc Charles et de l'archiduc Jean par la Bavière et le Tyrol, les rejoindre pour les écraser, en empêchant leur jonction avec l'armée de réserve, conduite par l'empereur Alexandre lui-même. L'armée française, dès le 26 octobre, était tout entière en marche sur l'Inn, et le 50, la Traun franchie comme l'Inn, Napoléon portait, le 5 novembre, son quartier général à Lintz, et le 7 traversait l'Ens.

La première rencontre des Français et des Russes ne fut pas favorable à ces derniers, et le succès du combat d'Amstetten (5 novembre) acheva d'intimider les Russes, déjà fatigués par la poursuite serrée de l'infanterie de Lannes et de la cavalerie de Murat. Ils prirent donc, le 8 octobre, le parti de repasser le Danube, à Krems, craignant de trouver coupée sur la rive gauche leur voie de retraite sur la Bohême et la Moravie. Leur départ laissa ouverte à l'armée française la route de Vienne, dont les Autrichiens allaient essayer de défendre les ponts. Pendant que Murat, tenté par la perspective d'entrer le premier dans cette capitale, à la tête du premier corps d'armée venu d'Occident qui y eût jamais pénétré, s'approchait de trop près avec une imprudence et une forfanterie d'amoureux, de cette belle conquête, le maréchal Mortier, surpris à Dorslein par la rencontre de trente mille Russes, les battait et se faisait jour au travers avec cinq mille hommes, emportant son drapeau victorieux (11 novembre 1805).

L'empereur François avait décidé de ne pas défendre Vienne, exposée, par une inutile résistance, aux horreurs d'un siège, mais avait ordonné de disputer le passage du Danube, et de le faire sauter, faute de mieux, à l'approche des Français. Le 12 novembre, Napoléon était à Schœnbrunn, lorsqu'il y apprit l'heureuse nouvelle de l'occupation des ponts du Danube, miraculeusement préservés et conquis sans coup férir par un subterfuge de Lannes et de Murat, dont le succès, en présence d'un corps de huit mille hommes, ne peut s'expliquer d'un côté que par la fascination de l'audace, et de l'autre, que par la crédulité aveugle du découragement. L'Empereur s'empressa de complimenter nos deux héros de cette triomphante gasconnade d'un prétendu armistice qui leur avait assuré par ruse une reddition qui eût été disputée à la force, et après avoir donné le commandement de Vienne, où il ne voulut pas entrer, pour ménager les susceptibilités de l'Autriche, au général Clarke, qui trouva dans ses arsenaux des richesses immenses, que peut seul abandonner un empereur éperdu, il lança d'un côté Murat, réprimandé d'abord de son étourderie, félicité ensuite du succès du stratagème qui l'avait réparée, sur la route de Stockerau et d'Hollabrunn, pour couper, de concert avec le corps de Lannes et celui du maréchal Soult, la retraite au général Kutusof.

Pendant ce temps, Ney et Marmont, l'un en occupant le Tyrol, l'autre en gardant les défilés des Alpes, réduisaient les archiducs à l'inutile recherche d'un passage pour se joindre, sur le théâtre de l'action imminente, aux Russes qui les attendaient, et dont ils étaient séparés par toute l'étendue de la Hongrie, c'est-à-dire cent cinquante lieues.

Napoléon, de Schoenbrunn, dirigeait tous les mouvements dont l'ensemble était l'éloquente application de sa maxime favorite : **Se diviser pour vivre et se concentrer pour combattre**. C'est grâce à ce double art, dans lequel il était maître, que, le 16 novembre, une attaque-imprévue de Lannes et de Murat, qui faillit, ce jour-là, être dupe de la revanche de son subterfuge des ponts de Vienne, coûta à l'arrière-garde de l'armée russe, que la ruse, heureusement éventée à temps de son chef allait sauver, la moitié de son effectif.

Le 19, on entra dans Brunn, capitale de la Moravie, et Napoléon y accourait aussitôt pour préparer, au milieu d'un repos bien dû à des soldats exténués par la fatigue de cinq cents lieues parcourues en trois mois, les manœuvres nécessaires au succès du piège où il voulait attirer l'armée russe.

Le général Kutusof venait de rejoindre à Olmutz les deux empereurs de Russie et d'Allemagne, avec les trente et quelques mille hommes qui lui restaient, après une série de défaites d'arrière-garde, peu faites pour lui conserver les illusions et les préjugés d'un quartier général où la tactique allemande, abusant de l'inexpérience d'un prince sensible à la flatterie, préparait la bataille future comme on prépare une victoire certaine. L'empereur Alexandre, entouré de jeunes gens, jeune lui-même, ne pouvait croire à d'autres pronostics qu'à ceux qui prédisaient un triomphe assuré aux quatre-vingt-dix mille hommes que l'arrivée de Kutusof, celle du corps de Buxhœwden, la garde impériale russe et quinze mille hommes de débris autrichiens mettaient à la disposition du chef-d'œuvre stratégique du général Weirother, conseiller heureusement inspiré, en effet, de l'archiduc Jean à Hohenlinden. L'empereur d'Autriche venait d'essuyer une trop longue série de leçons pour partager cette confiance, mais il demeurait enchaîné par un reste d'espérance, et surtout par la nécessité, à la fortune d'une armée vierge encore de défaites comme les siennes.

Entraîné par une impatience de gloire, qu'il prenait pour une avance de la fortune, et surtout par un faux point d'honneur, l'empereur Alexandre, au lieu d'écouter les sages conseils qui l'exhortaient à une défensive prudente, en attendant des renforts destinés à lui assurer au moins la supériorité du nombre, se précipita, avec le premier élan d'une nature chevaleresque, que l'expérience devait vite machiavéliser, dans les beaux hasards d'une offensive téméraire. Napoléon, aussi habile dans l'art de deviner les fautes de ses adversaires que dans celui d'en profiter, favorisa les illusions dont Alexandre, complètement gagné à l'espoir par la jeune Russie, allait être si cruellement la dupe, par une mission confiée au général Savary auprès du monarque russe, dans le but apparent de le complimenter, mais dans le but réel de sonder ses desseins et de mesurer ses forces. Alexandre riposta à cette courtoise démarche par l'envoi auprès de Napoléon du prince Dolgorouki, dont les maladresses fanfaronnes l'irritèrent profondément et firent disparaître jusqu'à la dernière chance d'une paix volontaire et honorable aux deux parties. Le duel que l'attitude de la Prusse, devenue menaçante, avait engagé un moment Napoléon à ajourner ou même à écarter tout à fait, devenait, au contraire, inévitable. Napoléon, qui avait pris entre Brunn et Austerlitz une position défensive inaccessible, devina que le plan sorti du cerveau du général Weirother et adopté d'enthousiasme, consistait, négligeant sa gauche appuyée à de hautes collines boisées, à tourner sa droite, moins défendue par des étangs qui ne la joignaient pas exactement, de lui couper la route de Vienne et de le rejeter sur la Bohême, laissant le reste de ses forces, aventuré du côté de la capitale de l'Autriche, exposé à tous les dangers de l'isolement. Il prit, en conséquence, des dispositions captieuses, dont le résultat devait être d'attirer l'ennemi sur le point objet de leur prédilection, de

concentrer son armée sur la gauche et sur les hauteurs, de gravir le plateau de Pratzen, pendant que les Russes l'abandonneraient, et de les couper en deux, les rejetant à la fois à gauche dans la plaine traversée par la route d'Olmütz, de l'autre à droite dans les étangs. Tel est, réduit à ses lignes essentielles, le plan de cette célèbre bataille d'Austerlitz, à la fois défensive et offensive, chef-d'œuvre d'héroïsme et de combinaison, où le triomphe du fait s'ennoblit de celui de l'idée et où la défaite de la force est la victoire de l'habileté. Napoléon était si sûr du résultat de la journée du 2 décembre 1805, que, s'abandonnant sans réserve à sa confiance de célébrer, par une date glorieuse, l'anniversaire de son couronnement, il congédia assez sèchement M. d'Haugwitz, envoyé tardif de la duplicité prussienne, et le renvoya à Vienne, comme le général Giulay, porteur des ouvertures autrichiennes, à M. de Talleyrand, ne voulant pas escompter d'avance les bénéfices d'un triomphe dont sa proclamation du 17 décembre, lue au bivouac, semblait donner la nouvelle aux soldats chargés de la réaliser. Ceux-ci accueillirent cette proclamation, si conforme à leurs désirs, par des acclamations dont Napoléon, qui passa la soirée à visiter le front de l'armée, put être témoin, et aussitôt reconnu, par une illumination spontanée, formée de torches de paille allumées au feu du bivouac et placées au bout des fusils. Il ne douta plus du succès, tandis que les Russes, étonnés de ces feux de joie anticipés, commençaient à n'être plus si sûrs d'eux-mêmes. Ils avaient raison.

Le lendemain, 12 frimaire au soir, Napoléon, triomphant, datait du château d'Austerlitz, appartenant à la famille de Kaunitz, la proclamation suivante, où il baptisait définitivement la journée, que les soldats appelaient *la bataille des trois empereurs*.

Soldats ! je suis content de vous. Vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire. Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Allemagne, a été, en moins de quatre heures, ou coupée ou dispersée. Ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs.

Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, cent vingt pièces de canon, vingt généraux, plus de trente mille prisonniers, sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie tant vantée, et en nombre supérieur, n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaincue et dissoute. La paix ne peut plus être éloignée, mais comme je l'ai promis à mon peuple avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties et assure des récompenses à nos alliés.

Soldats ! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France ; là vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on vous réponde : Voilà un brave.

Des batailles qui changeaient si prodigieusement le sort des armées ne devaient pas avoir une moindre influence sur celui des empires. Le tableau des conséquences politiques de la victoire d'Austerlitz, dont la plupart durent encore, est encore plus éloquent que celui de ses résultats matériels.

La paix avec l'Autriche fut ébauchée entre les deux empereurs Napoléon et François à cette fameuse entrevue du 4 décembre, à Urschiz, sollicitée, par le successeur des Césars vaincu, de la générosité du soldat couronné, sublime parvenu de la Révolution.

Napoléon, qui avait eu la politesse d'arriver le premier, fit avec une grâce piquante les honneurs de ce rendez-vous de bivouac, entre les avant-postes des deux armées, à la chaleur d'un tison de sapin. *Ce sont là*, dit-il en souriant à son hôte frissonnant, *les palais que Votre Majesté me force d'habiter depuis trois mois.* — *Ce séjour vous réussit assez*, lui répliqua heureusement le monarque autrichien, *pour que n'ayez pas le droit de m'en vouloir.* Ce dialogue courtois finit par un armistice, aux termes duquel l'armée russe devait se retirer par journées d'étape, et qui stipulait que le cabinet autrichien enverrait aussitôt à Brunn, auprès de M. de Talleyrand, des plénipotentiaires chargés de négocier une paix séparée, Napoléon ne voulant pas faire à la coalition qui s'était formée pour le combattre l'honneur d'une paix commune, qui eût semblé la reconnaître. En diplomatie, comme en guerre, il tenait à isoler et à diviser des adversaires dont l'union seule faisait la force.

Tandis que MM. de Giulay et de Lichtenstein cherchaient tour à tour, pour adoucir des conditions que les nécessités de la guerre, l'enivrement du succès rendaient implacables, à modérer le vainqueur, et à encourager M. de Talleyrand, sympathiques à leurs doléances, Napoléon se donnait à Vienne le matin plaisir de conférer avec M. d'Haugwitz, de jouir de sa surprise, dissimulée sous l'admiration, et de punir, en l'obligeant à une nouvelle trahison, la Prusse de ces compliments, *dont la fortune avait changé l'adresse.* Ainsi, la perfidie que la Prusse avait commise en s'alliant, secrètement il est vrai, — mais est-il des secrets en politique ? — avec la coalition, elle allait être obligée de la renouveler, mais dans un sens contraire, en abandonnant la coalition vaincue et en affichant sa cynique religion du succès. Il n'y avait pas moyen de s'en dédire et de ménager une transition, dont l'absence était la vengeance, encore généreuse, de Napoléon. Le châtement était d'ailleurs adouci par le prix du Hanovre, dont la convoitise devait être si fatale à la Prusse.

Le 15 décembre 1805 fut conclu et signé, sauf ratifications ultérieures, le traité d'alliance offensive et défensive entre la France et la Prusse, dont Napoléon avait besoin, et auquel il immolait un juste ressentiment et un légitime mépris pour la mauvaise foi d'une cour ambitieuse et intrigante. Le 26 décembre, le traité de Presbourg mit fin à la guerre entre la France et l'Autriche, qu'il dépouillait des restes de l'antique grandeur, tout en lui laissant un imposant État en Allemagne, plus solide pour elle et tout aussi honorable que l'anarchique monarchie et la prépondérance impuissante dont tombaient à la fois le mensonge et le danger.

Par ces divers arrangements, examinés en bloc, la cession de Neufchâtel, Clèves et Anspasch, abandonnés par la Prusse, permettait à Napoléon de constituer le grand-duché de Berg, donné en échange par la Bavière au profit de Murat.

La Bavière obtenait encore le Tyrol, objet de ses vœux traditionnels.

Le royaume d'Italie s'arrondissait des États de Venise, le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, Trieste, jusqu'aux bouches du Cattaro.

L'Autriche reconnaissait la royauté de fait, sinon de titre de l'électeur de Bade, dont la modestie refusait le nom de roi, mais qui consentait volontiers à agrandir son domaine de l'Ortenau, une partie du Brisgau, plusieurs villes au bord du lac de Constance. Quant aux électeurs de Wurtemberg, dont la principauté était augmentée d'un quart par le reste du Brisgau et de notables portions de la Souabe, et de Bavière, dont des accessions égales aux deux tiers de l'ancien État inauguraient le sceptre, ils étaient investis non-seulement du titre, mais de toutes les prérogatives de la souveraineté. Un triple traité d'alliance offensive et défensive, dont les liens allaient être successivement resserrés par les nœuds conjugaux, était le prix de ces bienfaits de Napoléon. Il lui assurait, dans le concours dévoué des futurs beaux-pères de Stéphanie de Beauharnais, du prince Eugène et de Jérôme Bonaparte, affranchi d'un mariage irrégulièrement contracté et incompatible avec son nouveau rang et les desseins de son frère, le point d'appui politique ou militaire nécessaire à son influence diétale ou à sa marche vers le Danube.

Ces traités, signés, non sans regret du côté de l'Autriche, qui employa en vain, pour en adoucir la rigueur, l'influence sur Napoléon d'un prince qu'il estimait justement, l'archiduc Charles, l'Empereur donna le signal du départ à son armée, qui devait rentrer en France en traversant lentement une réparatrice abondance, et, que commandaient des officiers munis de l'à-compte, sur les récompenses impériales, d'une gratification de deux millions. Lui-même, après avoir donné les ordres nécessaires à l'évacuation et expédié en lieu sûr les dépouilles de l'arsenal de Vienne, qui allaient encombrer les nôtres (cent mille fusils, deux mille canons), il partit pour Munich, où il assistait, le 14 janvier 1806, au mariage du prince Eugène, uni avec la princesse Auguste de Bavière, qui devait mériter aussi son affection. Le 26 janvier 1806, l'Empereur rentra dans sa capitale, encore toute émue des étrennes qu'il lui avait envoyées le 1er janvier : cent vingt drapeaux pris sur l'ennemi, et distribués, après promenade triomphale dans les rues, au Sénat, au Tribunat, à l'Hôtel de Ville et à l'église de Notre-Dame.

A peine de retour, et vingt-quatre heures données à l'hommage de ce patriotique enthousiasme et de cette reconnaissante admiration, dont l'élan emportait toutes les classes et communiquait sa fièvre au grave Cambacérès lui-même, Napoléon, déposant l'épée du grand capitaine, redevient le génie créateur, organisateur et centralisateur, ambitieux de laisser une France à son image, à la fois reine et modèle des nations. Les finances obtiennent justement les premiers soins de sa sollicitude. Fort d'un crédit fondé sur la victoire, il procède souverainement à une nouvelle organisation de la trésorerie et de la Banque de France, donnant à M. Gaudin, dans M. Mollien, un auxiliaire éprouvé. Ce premier et impérieux devoir accompli, il reporte ses regards à l'extérieur, et songe à donner à la cour de Naples, toujours compromise dans des intrigues hostiles, mais cette fois surprise, après Trafalgar, en flagrant délit de violation de sa neutralité, une leçon définitive, vengeance de justes griefs, et qui a, à ses yeux, le triple et salutaire avantage de punir à la fois l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, dans la personne d'un allié, de chasser du trône un des irréconciliables Bourbons, et de le remplacer par un Bonaparte. Napoléon devait apprendre plus tard cruellement combien les meilleures occasions peuvent contenir de déceptions, combien la politique à outrance est dangereuse, enfin combien un Bonaparte sur le trône de Naples, de Hollande ou d'Espagne peut devenir, avec les meilleures intentions du monde, et par suite de l'incompatibilité des caractères, de la fatalité des circonstances, de l'inévitable corruption du souverain pouvoir, un ami plus incommode et plus funeste qu'un Bourbon. L'expédition, confiée à Masséna et à



Joseph, se présenta d'ailleurs, dès le début, sous les meilleurs auspices, et ne tarda pas à ajouter à tant de conquêtes une conquête de plus.

Se détournant de l'Italie, Napoléon est bientôt absorbé par le Nord, où couve contre la France le plus imprévu des orages. C'est de la Prusse, en effet, qu'il partira ; de la Prusse, dont le roi mécontent, la reine indignée, la nation humiliée, l'armée furieuse d'une alliance qui note la Prusse d'infamie, repoussent ce don du Hanovre, payé trop cher de la nécessité de se brouiller avec l'Angleterre et avec la Russie, et de suivre servilement l'impulsion de la France. De cette situation irritante, succédant à une situation équivoque, surviennent bientôt les malentendus, les froissements mutuels, les conflits réciproques. Le refus de ratification engendre le dépit, qui tourne l'Empereur vers d'autres combinaisons, et, fort de sa situation, aigri par de justes griefs, il diminue ce qu'il offre, à mesure que la Prusse, sous prétexte de se ménager une attitude plus favorable, demande davantage. Les plus grands effets sortent souvent de ces petites causes réunies, et il est bien rare que les excès de la ruse ne provoquent pas les excès de la force. La Prusse devait faire à ses dépens l'épreuve de cette double vérité ; elle allait être entraînée par l'entraînement aveugle de l'opinion, qui se venge souvent cruellement de n'avoir pas été consultée, à offenser celui qu'elle avait caressé, à essuyer les représailles de sa colère, après avoir accepté puis refusé ses faveurs, et les fautes de la présomption, mêlées à celles de l'ambition, allaient précipiter à terre le laborieux édifice de la monarchie de Frédéric. Le traité qui succéda à celui de Schœnbrunn, non ratifié à temps (15-24 février 1806), aggravait la situation de la Prusse, à ce point qu'elle ne put échapper aux conséquences de son avidité vis-à-vis de la Russie qu'en ourdissant de nouvelles et insidieuses trames, et vis-à-vis de l'Angleterre qu'en subissant une outrageante déclaration de guerre. En même temps, par un revirement qu'expliquent à la fois sa colère contre la Prusse, sa lassitude d'une longue lutte, dont elle n'avait détourné que pour un temps le fléau sur des alliés aujourd'hui vaincus, l'ascendant de la victoire, toujours puissant sur des âmes anglaises, et la mort imminente de M. Pitt, qui permettait un changement de système, l'Angleterre se rapprochait de Napoléon. Bientôt les pourparlers, inaugurés par l'échange de lettres flatteuses et de bons procédés entre Fox, successeur de celui que Marengo avait renversé et que tuait Austerlitz, et leur glorieux auteur, permirent d'espérer le fruit heureux de la paix. Napoléon voulut, à la faveur de ces bonnes dispositions, voyant l'Angleterre radoucie, la Prusse liée, l'Autriche et la Russie réduites à l'inaction ou à l'expectative, s'empresse d'achever la réalisation du vaste plan que la guerre générale lui avait inspiré et que ratifierait une paix générale. Profitant avec un empressement peut-être indiscret de cette occasion dangereuse du silence et du recueillement de ses adversaires, il compléta ce qu'il n'avait qu'ébauché, et plaça sur les marches de son trône impérial les deux souverains feudataires qui lui semblaient devoir en être à la fois la décoration et l'appui. Joseph, entré à Naples le 15 février, dut être roi de Naples, en attendant que la conquête des Deux-Siciles, précaire asile de la souveraineté destituée, complétât ce pendant de la vice-royauté d'Italie, confiée à Eugène de Beauharnais. Quant à la République batave, imitant le sacrifice de la République cisalpine, elle venait, elle aussi, de demander un roi, et Napoléon avait désigné Louis. Au-dessous de ce premier rang hiérarchique de la vassalité, le futur restaurateur de l'empire d'Occident, l'héritier de cette couronne de suzerainetés obéies dont l'empereur François, réduit au titre d'empereur d'Autriche, venait d'abdiquer le titre illusoire, rêvait et réalisait déjà un second ordre d'États, Massa ajouté à Luques pour Elisa ; Guastalla pour Pauline ; le

grand-duché de Berg pour Murat ; Plaisance, Parme, Neufchâtel, Bénévent, Ponte-Corvo, destinés à d'autres parents ou serviteurs. Enfin une féodalité de titres non souverains, mais lucratifs, et perpétués par le majorat, devait faire aux deux premiers degrés de l'Empire triomphant le large piédestal de la nation civile et de la nation armée, récompensées par le récent et glorieux blason de ces barons fils de leurs œuvres, qui ennoblissaient leurs ancêtres.

Toutes ces mesures s'accomplirent avec cette fécondité de conception et cette rapidité d'exécution que Napoléon portait également dans les choses de la guerre et les choses de la paix, et furent, durant les mois de mars, d'avril et de juin, communiquées au Sénat pour être converties en articles des constitutions de l'Empire.

Le 15 mars 1806, Murat fut proclamé grand-duc de Clèves et de Berg. Le 50 mars, Joseph fut proclamé roi de Naples et de Sicile ; Pauline Borghèse, duchesse de Guastalla ; Berthier, prince de Neufchâtel. Le 5 juin, Louis fut proclamé roi de Hollande ; M. de Talleyrand prince de Bénévent ; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo. En même temps Napoléon économisait, sur les profits de la victoire, une dîme destinée au trésor de l'armée, caisse de retraite pour tous ses vétérans (riche déjà de 70 millions en 1806), et il collectionnait dans les domaines royaux des Etats annexés, des châteaux et des parcs pour ses maréchaux qu'il voulait honnêtes, qu'il savait pauvres, qui s'étaient battus pour la gloire, et que la fortune devait récompenser. De là, ce plan de dotations en argent et en terres, commencé après Austerlitz, complété après Tilsitt, et qui compta déjà en 1806 vingt-deux duchés, 54 millions de biens nationaux, 2.400.000 francs de rentes.

La création de la confédération du Rhin, qui réunissait sous le protectorat avoué et la direction secrète de l'Empereur, chef de sa diplomatie par la nomination du prince archi-chancelier, et chef de son contingent allié de soixante-trois mille hommes, les rois de Bavière, de Wurtemberg, le prince archi-chancelier, archevêque de Ratisbonne, les grands-ducs de Baden, de Berg, de Hesse-Darmstadt, les ducs de Nassau-Ussingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Salm et Salm-Kibourg, d'Isembourg, d'Arenberg, de Lichtenstein et de La Leyen, complétait cette série d'actes extraordinaires, conçus par un génie à la fois prévoyant et aventureux, et qui avait besoin longtemps encore des faveurs de la fortune (12 juillet 1806). Napoléon supprimait à son profit l'ancien Empire germanique, après mille six ans d'existence, depuis Charlemagne, couronné en 800, jusqu'à François II, dépossédé en 1806.

Il créait en Allemagne une puissance intermédiaire, destinée à équilibrer, par une pondération plus apparente que réelle, le jeu de l'influence rivale de l'Autriche et de la Prusse, à user par un perpétuel frottement les angles séculaires, à profiter du choc des deux puissances, à préserver la France des dangers de leur réunion, à s'arrondir de leurs dépouilles successives et à les engloutir toutes les deux l'une après l'autre, à moins d'être engloutie (spectacle réservé à l'année 1867) par l'une des deux.

La grandeur de ces entreprises, plus ébauchées que finies, et plus superficielles que profondes, ne doit pas nous en dissimuler le caractère hâtif et la fondamentale caducité. Cet édifice prestigieux, fondé sur les sables mouvants de la conquête et de la guerre, devait s'écrouler, faute du ciment du temps, sous l'ébranlement imprimé à l'Europe par des querelles trop fécondes en querelles, et

le canon devait tour à tour défendre et démolir ces frêles chefs-d'œuvre de papier.

L'idée de fédération devait conduire fatalement à l'idée d'unité, exploitée tour à tour, à la faveur des alarmes d'un patriotisme exalté, par les deux puissances, vengées par la complicité de nos malheurs du dédain de nos victoires, et il y a, à travers les erreurs de la haine et du préjugé, une critique sensée, trop justifiée par l'événement, dans les reproches et les regrets que l'auteur de *Buonarparte et les Bourbons* exprime dans ses *Mémoires d'Outre-tombe*. La confédération du Rhin dont Napoléon avait fait un levier pour soulever l'Allemagne, devait être aussi entre les mains d'ennemis heureux un levier pour le renverser. Et c'est à cela qu'il n'avait pas assez songé peut-être, se proposant de retoucher sans doute à loisir son ébauche<sup>1</sup>.

Mais le loisir, c'était là le rêve immense irréalisable du grand travailleur qui employait si bien le temps mais s'était mis sur les bras l'ouvrage d'une éternité. A peine la guerre accorda-t-elle à son favori, devenu peu à peu son esclave, le temps de s'immortaliser en quelques jours par les bienfaits du génie civil et les gloires de la paix. A peine Napoléon eut-il signé les décrets célèbres dont chacun satisfaisait à un besoin, réalisait un progrès, créait un monument pour la France et pour Paris, qu'il lui fallut jeter la plume et le compas et reprendre l'épée. Dans ces pages rapides qui exagèrent encore à l'esprit l'emportement vertigineux de cette destinée frémissante, galopant à travers l'Europe pendant quinze années, traversant les capitales et, de champ de bataille en champ de bataille, tombant à Waterloo, nous ne pouvons montrer Napoléon législateur et administrateur qu'à la lueur pour ainsi dire de cet éclair de sa courte présence à Paris, où il signe, tout botté et le pied à l'étrier, les merveilles résumées dans le tableau suivant.

Tels furent les travaux civils de Napoléon dans cette mémorable année 1806, la plus belle de l'Empire comme celle de 1802 fut la plus belle du Consulat : années fécondes l'une et l'autre, dans lesquelles la France fut constituée pour être une république dictatoriale en 1802, et un vaste empire fédératif en 1806. Dans cette dernière année, Napoléon fonda à la fois des royaumes vassaux, sur la tête de ses frères, des duchés pour ses généraux et ses serviteurs, de riches dotations pour ses soldats, supprima l'empire germanique et laissa l'empire français remplir seul l'Occident. Il continua, en fait de routes, de ports, de canaux, les travaux déjà commencés et en entreprit de plus importants, tel ? que les canaux du Rhône au Rhin, du Rhin à l'Escaut, les routes de la Corniche, de Tarare, de Metz à Mayence. Il projeta les grands monuments de la capitale, la colonne de la place Vendôme, l'arc de l'Étoile, l'achèvement du Louvre, la rue qui devait s'appeler Impériale, les principales fontaines de Paris. Il commença la restauration de Saint-Denis ; il ordonna l'achèvement du Panthéon ; il promulgua le Code de procédure, perfectionna l'organisation du conseil d'État, créa l'Université, liquida définitivement les arriérés financiers, compléta le système des impôts, réorganisa la Banque de France et prépara le nouveau

---

<sup>1</sup> *Mémoires d'Outre-tombe*, éd. H. Deros, 1852, t. I, p. 456.

système de trésorerie française. Tout cela, entrepris en janvier 1806, était terminé en juillet de la même année. Quel esprit conçut jamais plus de choses, de plus vastes, de plus profondes, les réalisa en moins de temps ? Il est vrai que nous touchons au faite de ce prodigieux règne, faite d'une élévation sans égale, et dont on peut dire, en contemplant le tableau entier des grandeurs humaines, qu'aucune ne le dépasse s'il y en a qui l'atteignent<sup>1</sup>.

Cette appréciation serait bien plus juste encore et ces éloges bien plus mérités, si Napoléon eût pu faire attendre plus longtemps sa fortune impatiente de nouveaux triomphes, et si, la gloire militaire épuisée par lui jusqu'à la satiété, il eût pu se rejeter sur les mérites pacifiques et les travaux civils. Mais le nœud de la coalition n'avait pas été tranché à Austerlitz, il n'avait été qu'entamé et il fallait encore pour le rompre plus d'un coup victorieux. Napoléon le savait, et ne s'en alarmait pas. Aussi quand la mort de M. Fox, ami de la France et son ami, ranima dans le cabinet anglais, rendu aux traditions de M. Pitt, le sifflement des vipères de la jalousie nationale et de l'ambition maritime, et quand avortèrent ces négociations de lord Yarmouth qui semblaient grosses de la paix ; quand la Prusse mécontente du succès de la confédération du Rhin et de l'échec de son initiative pour lui constituer un contrepoids dirigé par elle fit à un faux patriotisme, à des préjugés funestes, à des susceptibilités aveugles, le sacrifice d'une alliance importune et abandonna cet œuf de l'entente cordiale, couvé dans l'amertume, aux risées de l'opinion et aux brutalités de l'armée qui le brisèrent ; quand enfin l'empereur Alexandre, non par dévouement à l'Angleterre qu'il haïssait, non par sympathie pour la Prusse dont il méprisait la politique, en attendant qu'il en méprisât l'armée, refusa de ratifier le traité du 20 juillet signé en son nom par M. d'Oubril, et demanda à une nouvelle lutte les satisfactions qu'il ne donnait pas à son orgueil de médiateur offensé, Napoléon arrivé au terme des six mois de congé dont il avait besoin et que les temporisations de la diplomatie avaient fourni en lui à l'organisateur et au législateur, fondit sur l'Allemagne du vol hardi de son aigle reposée. Cette fois favorisé par les circonstances, il n'avait pas à craindre en 1806 la surprise d'un coup de Jarnac Prussien qui l'avait tant inquiété en 1805 ; l'armée d'Austerlitz était encore en Allemagne et ni la distance ni le temps n'opposaient leur obstacle à son désir d'une rencontre décisive avec ces troupes trop vantées, nourries dans les traditions et la discipline de Frédéric, mais qui n'avaient plus Frédéric à leur tête. D'un autre côté l'élan imprudent de l'opinion publique et de l'armée, entraînant le roi de Prusse à un conflit hâtif l'offraient seul et sans alliés aux premiers coups d'une épée volontiers sortie du fourreau à la pensée de Rosbach.

Napoléon, résolu à donner à la coalition une leçon définitive, et à [mettre ses ennemis dans l'impuissance de remuer de dix ans](#), avait pris ses mesures pour suffire, non-seulement à un suprême effort de la Prusse, mais de l'Europe entière, et à vaincre successivement et isolément des armées, que la diplomatie manœuvrait ensemble sur le papier, mais que le champ de bataille ne lui présentait qu'une après l'autre. L'Empereur sut profiter de la faute d'un cabinet où les passions avaient usurpé la place des calculs, et qui, prenant les devants sur les autres, renonçant au bénéfice d'une situation où il eût pu être la cause de

---

<sup>1</sup> Thiers.

la nouvelle coalition, se réduisait à n'en plus faire que l'effet d'une agression intempestive. Il chargea à Paris le sage Cambacérès et le dévoué Junot de l'intérim d'une longue absence, se fortifiant de la prise de Gaëte (18 juillet) et de l'occupation de Raguse. Puis, entraînant dans son orbite, satellites encore obéissants, l'Italie avec Eugène, Naples avec Joseph, la Hollande avec Louis, Napoléon arriva à Mayence le 28 septembre 1806, maître des mouvements d'une armée de cent quatre-vingt-dix mille hommes à opposer à une armée de cent quatre-vingt-dix mille Prussiens et Saxons, ceux-ci impatients de renouveler les lauriers un peu fanés de 1765, ceux-là d'ajouter de nouveaux trophées à la fête de la Victoire, projetée pour septembre, et que l'hostilité imprévue de la Prusse n'avait reculée que pour l'embellir.

Le 8 octobre 1806, le vainqueur d'Austerlitz, futur vainqueur d'Iéna, autorisé à l'action par l'invasion de la Saxe, mettait en mouvement ses colonnes où Jérôme, son frère, remplaçant Bernadotte, allait recevoir au feu, à la tête du contingent de la confédération, le baptême de la royauté de Westphalie, et il exécutait le plan de cette campagne foudroyante, **l'un des plus beaux et des plus grands qu'il ait jamais conçus**<sup>1</sup>.

L'Elbe, le premier grand fleuve qu'on rencontre dans l'immense plaine qui se prolonge de la Westphalie à l'Oural, lorsqu'on descend des montagnes du centre, de l'Allemagne, est le siège principal de la puissance prussienne, le boulevard qui la couvre, le véhicule qui transporte ses produits. Dans son cours supérieur, il arrose les campagnes de la Saxe, traverse Dresde, et baigne le pied de la forteresse, autrefois saxonne, de Torgau. Ensuite, il passe au milieu de la Prusse, entoure Magdebourg, sa principale forteresse, protège Berlin, sa capitale, laquelle est placée au delà, à égale distance de l'Elbe et de l'Oder, entre des lacs, des dunes et des canaux. Enfin, avant de se jeter dans la mer du Nord, il forme le port de la riche cité de Hambourg, qui introduit en Allemagne, par les eaux de ce fleuve, les productions de l'univers. On comprend à ce simple tracé de l'Elbe, l'ambition de la Prusse d'en posséder le cours tout entier et d'absorber d'un côté la Saxe, de l'autre les villes anséatiques et le Hanovre.

L'Elbe est donc le fleuve qu'il faut atteindre et franchir, quand on veut faire la guerre à la Prusse, comme le Danube est celui dont il faut descendre le cours quand on veut faire la guerre à l'Autriche. Dès qu'on a réussi à forcer l'Elbe, les défenses de la Prusse tombent, car on lui enlève la Saxe, on annule Magdebourg, et Berlin n'a plus de protection. Les voies mêmes du commerce sont occupées par l'assaillant, ce qui devient grave si la guerre se prolonge. Ainsi, tandis qu'on est obligé, à l'égard du Danube, après être arrivé vers les sources, d'en descendre le cours jusqu'à Vienne, à l'égard de l'Elbe, il suffit de l'avoir franchi pour avoir atteint le but principal ; et si on a conçu les vastes desseins de Napoléon, il devient alors nécessaire de courir à l'Oder pour

---

<sup>1</sup> Thiers.

s'interposer entre la Prusse et la Russie, pour intercepter les secours de l'une à l'autre. Il faut même s'avancer jusqu'à la Vistule, battre la Russie en Pologne, où tant de ressentiments couvent contre elle, et suivre l'exemple d'Annibal, qui vint établir la guerre au centre des provinces italiennes frémissant sous le joug mal affermi de l'antique Rome. Tels sont les échelons de cette marche immense vers le nord, qu'un seul homme a tentée jusqu'ici, Napoléon ! Cette marche sera-t-elle tentée encore une fois ? L'univers l'ignore. Si c'est l'intention de la Providence, que ce soit au moins une tentative sérieuse au profit de la liberté et de l'indépendance de l'Occident !<sup>1</sup>

Tel fut aussi le plan de Napoléon, auquel suffit un éloge qui suppose tous les autres : c'est qu'il était le meilleur, et qu'inspiré par le génie, conforme à la nature, toujours l'auxiliaire de la France avant de devenir son adversaire, il fut réalisé dans son idéale perfection, et, pour tout dire en un mot, exécuté comme il devait l'être. Tout plan stratégique débute par une route pour aboutir à un champ de bataille. Napoléon choisit la voie qui conduit des sources du Mein aux sources de la Saale, en traversant les défilés de la Franconie, laissant jusqu'au bout les ennemis dans l'incertitude de son choix, et ne leur permettant d'autre parti que celui qui lui convenait. Jouir de la liberté en acculant ses adversaires à une fatalité, tel fut le résultat de ce chef-d'œuvre de combinaison qui prélude à Iéna.

Contre un tel joueur, le roi de Prusse, souverain médiocre, stratéliste nul, cavalier ridicule, au milieu d'une cour livrée à l'intrigue et d'un camp abandonné aux factions, avec sa femme pour Égérie et un Brunswick pour conseiller, ne pouvait déployer que cet art des bonnes intentions dont sont pavées toutes les défaites. Mais à défaut de génie il lui demeurait le bon sens, et, sourd aux inspirations de Dumouriez, il n'aurait pas dû demeurer aveugle au spectacle des lieux qui à lui seul valait un conseil. Ce spectacle des lieux, matériellement, brutalement, lui criait que l'unique barrière de]sa monarchie artificielle était l'Elbe, et qu'au lieu de le franchir pour y être acculé, il fallait le mettre entre les Français et lui, sauf à rompre, au besoin, de ligne en ligne, de l'Elbe à l'Oder et de l'Oder à la Vistule, où il trouverait ouverts les bras de la Russie prête à quitter, pour celui d'acteur, son rôle de témoin d'un duel prématuré.

Cette attitude défensive convenait au génie temporisateur du duc de Brunswick et au génie prussien lui-même, qui a besoin de temps pour s'échauffer et ne se livre qu'aux caresses de l'occasion. Mais un tel parti eût été injurieux à une armée infatuée, et humiliant pour la reine de Prusse, caracolant en amazone aux avant-postes, impatiente du spectacle du premier combat et de l'hommage des premiers prisonniers. Le prince de Hohenlohe, bon courtisan et médiocre général, l'emporta donc sur ce Brunswick aux avis surannés, qui avait ses raisons de se méfier de la *furia francese*. Napoléon se chargea de donner rapidement raison à ses répugnances et à ses prévisions, qualifiées de pusillanimes. Les combats de Schleitz (9 octobre) et celui de Saalfeld (10 octobre) où périt le prince Louis, l'un des instigateurs de la guerre, commencèrent la leçon qui finit à Iéna, où le prince de Hohenlohe, découragé de la guerre offensive, se décidait à repasser la Saale

---

<sup>1</sup> Thiers.

et à rejoindre le duc de Brunswick. Mais à ce moment même, le duc de Brunswick à qui la crainte du sort du général Mack donnait le vertige, reculait précipitamment jusqu'à l'Elbe, laissant son collègue et son rival exposé seul sur les hauteurs d'Iéna au premier choc d'une armée à qui sa retraite ouvrait Leipzig, Dresde et toute la Saxe. Le 13 octobre 1806, Napoléon profitant de la négligence du prince de Hohenlohe, qui avait laissé presque sans défense Iéna et les hauteurs situées en arrière de la ville, croyant les Français en marche sur l'Elbe, passait la nuit avec Lannes sur le plateau du Landgrafenberg, qui a gardé son nom de cette nuit mémorable, et, une torche à la main, faisait creuser dans le roc un escalier pour son artillerie. Le lendemain matin, à l'aube nébuleuse d'une matinée de brouillard, il plaçait ses corps d'attaque, et, suivant son habitude, faite pour exalter la confiance et l'amour du soldat, il expliquait à ces intrépides acteurs le scénario sanglant et victorieux où il leur avait réservé un rôle, après la conquête du théâtre nécessaire au jeu de la cavalerie et au dialogue du canon.

Le 14 octobre au soir, Napoléon commençait à peine à jouir d'une victoire complète qui coûtait, sur le vaste champ de bataille, de déroute et de carnage, prolongé jusqu'à Weimar, douze mille hommes mis hors de combat, quinze mille prisonniers et, deux cents pièces de canon au corps d'armée du prince de Hohenlohe, que le canon, retentissant dans le lointain, à droite, vers Neubourg, l'avertissait d'une autre lutte, également victorieuse, par laquelle Davoust, malgré l'abandon de Bernadotte, donnait à la journée d'Iéna cette héroïque sœur jumelle : Auerstaedt. Avec vingt-six mille hommes, le maréchal, immortalisé par le souvenir glorieux que rappela son titre, venait d'en défaire soixante-six mille, et sous les yeux du roi et de la reine, la mort du duc de Brunswick et du maréchal de Mollendorf, venait de commencer les funérailles de la monarchie prussienne. *Les morts vont vite*, a dit Bürger. Le maréchal Davoust, dans cette lutte inégale, avait perdu sept mille hommes tués ou blessés, le quart de ses forces. Mais sur ce même champ de bataille où les vainqueurs bivouaquaient, grelottants, affamés, l'armée prussienne avait semé le verglas rougi, où gisaient dix mille morts ou blessés, du plus pur de ses entrailles déchirées.

La désertion par la Saxe de ce drapeau malheureux auquel elle avait fait malgré elle de si douloureux sacrifices et l'occupation de la Hesse, furent la double conséquence immédiate, politique et militaire, de la journée du 14. Le 18, le roi de Prusse abandonnant les débris de son armée, poursuivie à outrance par Ney, Soult et Murat, se retirait à Berlin, après avoir nommé généralissime de ces tristes restes le prince de Hohenlohe et expédié à Napoléon des ouvertures d'armistice. Napoléon, rendant cette fois à la Prusse surdité pour aveuglement, continuait sa marche victorieuse, félicitait Davoust à Auerstædt, expédiait en France le monument commémoratif de la défaite de Rossbach, désormais vengée, arrivait à Halle à point pour complimenter le général Dupont, futur maréchal, et l'intrépide 32<sup>e</sup>, du combat de Halle qui achevait la désorganisation de l'armée prussienne par la déroute de sa réserve, plaçait à Erfurt et à Wittemberg les jalons fortifiés de la route militaire qu'il projetait à travers l'Allemagne, et s'arrêtait à Potsdam le 24 octobre au soir, tandis que le maréchal Davoust entrait à Berlin (25 octobre) après avoir franchi avec Lannes et Bernadotte, à Dessau et Wittemberg, l'Elbe, passé le même jour (20 octobre) par les Prussiens à Magdebourg.

Napoléon arriva le 24 octobre au soir à Potsdam. Aussitôt il se mit à visiter la retraite du grand capitaine et du grand roi. Il parcourut le grand et le petit palais de Potsdam, se fit

montrer les œuvres de Frédéric, toutes chargées de notes de Voltaire, chercha dans sa bibliothèque à reconnaître de quelles lectures se nourrissait ce grand esprit, puis alla voir dans l'église de Potsdam le modeste réduit où repose le fondateur de la Prusse. On conservait à Potsdam l'épée de Frédéric, sa ceinture, son cordon de l'Aigle-Noir. Napoléon les saisit en s'écriant : Voilà un beau présent pour les Invalides, surtout pour ceux qui ont fait partie de l'armée du Hanovre ! Ils seront heureux, sans doute, quand ils verront en notre pouvoir l'épée de celui qui les vainquit à Rossbach !<sup>1</sup>

Le *Mémorial* lui prête la même attitude avec d'autres paroles<sup>2</sup> :

La grosse montre ou espèce de réveille-matin de ce prince, emportée à Sainte-Hélène et placée à la cheminée de l'empereur, l'empressement avec lequel Napoléon, à Potsdam, s'élançant sur l'épée du grand Frédéric en s'écriant : *Que d'autres saisissent d'autres dépouilles ; voici pour moi ce qui est supérieur à tous les millions !* enfin, la contemplation longue et silencieuse de Napoléon au tombeau de Frédéric, prouvent assez à quel haut rang ce prince était dans l'esprit de l'empereur, et combien il avait dû remuer son âme.

Le 27 octobre 1806, Napoléon fit à Berlin, dont la modestie de Davoust lui avait réservé les clefs, une entrée triomphale, au milieu de cette admiration involontaire que le prestige de ses grandes actions, son respect habile et sincère pour la mémoire de Frédéric, sa courtoisie pour les habitants, ses égards pour le duc de Brunswick et pour les membres de la famille royale, enfin le généreux pardon de son mari, accordé aux larmes de la princesse de Hatzfeld, ne Lardèrent pas à inspirer, jusqu'à en faire une sorte de popularité, aux vaincus eux-mêmes envers un tel vainqueur.

Le 25 octobre, Lannes était entré à Spandau, dont il fit la garnison prisonnière. Le 28, jour anniversaire de cette reddition de Ulm dont les Prussiens s'étaient tant moqués, le prince de Holienlohe capitulait à son tour à Prenzlau et défilait devant Murat à la tête de seize mille hommes jetant leurs armes. Le général Lassalle sommait hardiment Stettin et prenait sans coup férir, avec des hussards et des chasseurs, une place défendue par six mille hommes et une nombreuse artillerie. Le 7 novembre, Soult et Bernadotte s'emparèrent de Lubeck et reçurent l'épée du général Blücher, se rendant avec vingt mille hommes. Quelques compagnies d'infanterie, commandées par le général Petit, occupaient Custrin, qui, avec Stettin, mettait aux mains des Français les deux clefs de l'Oder. Enfin, le 8 novembre, le général Kleist livrait au maréchal Ney les portes de Magdebourg et ses vingt-deux mille défenseurs. C'était une véritable dissolution de la monarchie et de l'armée prussienne, un vertige de terreur, une

---

<sup>1</sup> Thiers.

<sup>2</sup> Tome II, p. 165.



émulation de lâchetés qu'explique seule la démoralisation de l'immense désespoir qui succède aux immenses présomptions.

Des cent soixante mille hommes qui avaient composé l'armée active des Prussiens, il ne restait donc pas un débris. En écartant les exagérations que, dans la surprise de tels succès, on répandit en Europe, il est certain que vingt-cinq mille hommes environ avaient été tués ou blessés et cent mille faits prisonniers. Des trente-cinq mille autres, pas un seul n'avait repassé l'Oder. Ceux qui étaient Saxons avaient regagné la Saxe, ceux qui étaient Prussiens avaient jeté leurs armes et fui à travers les campagnes. On pouvait dire avec une complète vérité qu'il n'existait plus d'armée prussienne. Napoléon était maître absolu de la monarchie du grand Frédéric ; il ne fallait en excepter que quelques places de la Silésie, incapables de résister, et la Prusse orientale, protégée par la distance et par le voisinage de la Russie. Napoléon avait enlevé tout le matériel de la Prusse en canons, fusils, munitions de guerre. Il avait acquis des vivres pour nourrir son armée pendant une campagne, vingt mille chevaux pour remonter sa cavalerie, et assez, de drapeaux pour en charger les édifices de la capitale. Tout cela s'était accompli en un mois<sup>1</sup>.

On comprend, à l'enivrement inévitable d'un tel succès, ces décrets partis de Berlin, et marqués d'un caractère de sécurité souveraine et de toute-puissante majesté, par un homme qui venait de rayer du dictionnaire français les dernières lettres du mot impossible. C'est de Berlin qu'il dédie aux soldats de la grande armée ce temple de la Gloire — aujourd'hui la Madeleine —, destiné à célébrer, le 2 décembre de chaque année, la fête de leur héroïsme triomphant. C'est de cette hauteur de la victoire d'Iéna que les derniers efforts de ce roi, auquel il n'avait laissé qu'une province et vingt-cinq mille hommes, ne lui apparaissant plus que comme des jeux d'enfant dont il était le maître, il détournait ses regards vers l'Angleterre. C'est de cette hauteur aussi qu'il concevait et réalisait aussitôt ce plan gigantesque de domination de la mer par la terre qui fermait le continent à ceux qui voulaient lui interdire l'Océan, et armait à la fois contre l'ennemie de la France, devenue l'ennemie commune, la ligne de la neutralité maritime d'un côté, et de l'autre une immense coalition de la paix conquise par la victoire, où il se proposait d'enrôler successivement tous les membres de la coalition de la guerre elle-même. Ce décret fameux du 21 novembre, dit du blocus continental, répondait à la mesure extraordinaire et attentatoire au droit des gens prise par l'Angleterre *du blocus sur le papier*, c'est-à-dire de l'oppression des neutres, non plus par la force, mais par sa seule image conventionnelle, et de la tyrannie exercée sur la mer par un seul vaisseau. Napoléon répondit à ce défi insensé, à cette monstruosité désespérée, par des représailles excessives, mais légitimes, qui mettaient en état de blocus, dans tous les pays occupés par ses armées ou alliés, les îles Britanniques, proscrivaient comme un crime tout commerce avec elles, *même par lettre*, et confisquaient toute marchandise coupable d'une origine ou même d'un contact anglais. De telles mesures ne seraient pas

---

<sup>1</sup> Thiers.

excusables, si l'Angleterre ne les avait provoquées, si les rigueurs d'une telle lutte n'avaient pas été un puissant mobile d'encouragement, d'émulation et de prospérité pour le commerce et l'industrie français, et si elles n'avaient été un moyen de rendre plus prompte la solution d'un conflit poussé ainsi à ses plus extrêmes conséquences.

Pour terminer à son profit et à son honneur une lutte devenue un duel à outrance, où deux grands peuples prodiguaient à l'envi toutes leurs passions et toutes leurs forces, il fallait battre le seul allié qui demeurât à l'Angleterre, et recruter, pour cet arbitrage à main armée des puissances continentales, dernière ressource des amis de la paix, l'adhésion que la Russie n'accorderait à la persuasion qu'après l'avoir disputée à la force. Il fallait donc aller chercher le colosse aux bords de la Vistule et du Niémen, où il défiait, sur son trône de glaçons, l'assaut de ces héros du Midi qu'on croyait condamnés à ne vaincre qu'au soleil. Il fallait franchir ces ceintures de fleuves, fortifications naturelles d'armées plus fortes par le climat que par tout le reste, et dont le froid était le meilleur allié. Il fallait soulever la Pologne, toujours sensible au mot de liberté et docile à suivre le drapeau tricolore, établir à Varsovie un établissement solide, et, de steppe en steppe, pousser jusqu'en pleine barbarie tartare les colonnes de la civilisation victorieuse, que Napoléon était décidé à conduire avec lui jusqu'aux limites du monde, plutôt que d'épargner un adversaire vaincu. L'Orient pouvait servir, contre l'Angleterre et la Russie, les projets de l'Occident, et tout en préparant ce système de cantonnements dont le succès, triomphant de tous les obstacles de la nature, n'honore pas moins Napoléon que ses victoires — vaincre le froid et la faim, ne sont-ce pas là les plus difficiles de toutes ? —, il ne négligeait ni la diversion contre la Russie et l'Angleterre elle-même d'une alliance avec la Turquie, ni le maintien de la neutralité, ou plutôt de l'inaction autrichienne, encouragée par l'appât de la Silésie.

Dès le 1er novembre, après avoir, sans exposer la France et dégarnir l'Italie, renforcé de cinquante mille hommes la grande armée, Napoléon, laissant à Berlin le général Clarke comme gouverneur et M. Daru comme administrateur des finances, ébranla, de l'Oder à la Vistule, ses colonnes reposées et restaurées, tandis que l'armée russe, investie par la confiance désespérée du roi de Prusse du soin de la cause commune, s'avancait lentement, sous la protection d'un climat familial, et passait le Niémen, à la recherche de l'occasion favorable d'une revanche.

Napoléon n'était pas plus impatient qu'eux d'une rencontre, dans un pays tour à tour sablonneux et fangeux, boisé plus que cultivé, peu propice à la marche et à la lutte, où il ne voulait rien livrer au hasard et borner les préliminaires de la campagne à se ménager le concours de l'insurrection polonaise et à assurer les cantonnements et les subsistances d'une armée aguerrie à l'ennemi, mais qu'il fallait accoutumer à l'hiver slave, le plus humide, sinon le plus rude de tous. Le 11 novembre, Davoust était à Posen, menant le mouvement en avant que flanquaient Lannes et Augereau. Le 28 novembre, Murat entra à cheval dans la capitale de ce peuple, dont il n'eut pas de peine à séduire par sa grâce de centaure et ses héroïques fanfaronnades la militante aristocratie. Les Russes se retranchaient dans le faubourg militaire et tartare, séparé du gros de la ville par la Vistule, Praga. Napoléon, mécontent de l'accueil fait au premier élan de sa générosité émancipatrice par les objections, les prétentions et les réserves de Kosciusko et de son parti, peu soucieux de favoriser les vues et les espérances de Murat, dont l'ambition de régner s'exaltait à la vue de ce peuple si bien fait pour lui, demeura à Posen, où l'attitude de l'opinion lui convenait davantage.

Ainsi commençait le funeste malentendu qui devait s'envenimer jusqu'à compromettre la liberté et le salut d'une nation qui ne tint pas assez de compte d'abord des exigences de la situation de Napoléon, placé sur leur conquête entre les feux des trois copartageants, et obligé à une prudence calomniée par une égoïste impatience ; qui ensuite refusa de se plier aux exigences de l'alliance nouée à Tilsitt, qui se montra trop tiède au début, trop ardente à la fin, et ne déploya qu'intempestivement ses grandes qualités. Napoléon, contrarié à la fois par les Polonais devenus idéologues à Paris et par les Polonais devenus Russes à Saint-Pétersbourg, ne trouva point leur nation entièrement mûre pour la liberté ni digne de sa confiance, voulant qu'elle commençât par mériter cette indépendance qu'on exigeait qu'il commençât par proclamer. La Pologne stérile et peu hospitalière, la Pologne traditionnellement anarchique, dont quelques escadrons seulement suivirent la fortune de Napoléon, lui fut donc d'un médiocre secours dans cette campagne où il dut lutter seul, avec ses ressources et ses provisions, contre l'effort suprême de la puissance russe, soutenue de l'or anglais et des débris prussiens, en attendant l'éclat que conspirait l'implacable Autriche. Napoléon, bientôt maître, par le zèle et la hardiesse de Murat, Davoust et Ney, du cours de la Vistule sur les deux points principaux de Thorn et de Varsovie, s'occupa de prendre ses quartiers d'hiver le long de la Vistule, et de les garantir des Russes, en les rejetant jusqu'au Niémen.

Le 16 décembre, il était à Varsovie, au milieu de l'empressement des chefs polonais et de l'enthousiasme de quelques-uns, l'héroïque Poniatowski, par exemple. Les combats de Czarnowo (23 décembre), honneur de Davoust, et de Pultusk, honneur de Lannes (26 décembre), séparèrent les Russes de la mer, les rejetèrent sur la Prégel avec une perte de vingt mille hommes, et assurèrent la sécurité de nos cantonnements au centre de la Pologne. La campagne de 1806, commencée sur le Rhin, finissait ainsi sur les bords lointains de la Vistule, vierges du pas d'une armée française. Pendant que Napoléon prévoyait, organisait, observait, créait la sécurité en plein danger et l'abondance en pleine stérilité, le général Vandamme, commandant, sous le prince Jérôme, ce 9e corps où le frère de Napoléon devait montrer [l'intelligence d'un bon officier et le courage d'un brave soldat](#)<sup>1</sup>, prenait Glogau et Breslau, et occupait la Silésie ; en même temps le maréchal Lefèvre commençait le long et pénible siège de Dantzig.

Tandis que Napoléon employait le mois de janvier 1807, soit à consolider sa position sur la Vistule et sur l'Oder, soit à grossir son armée de renforts venus de France et d'Italie, soit enfin à soulever l'Orient contre la Russie, se tenant prêt à faire face à toute attaque immédiate, mais n'y croyant guère, les Russes lui en préparaient une, et des plus redoutables, malgré les rigueurs de la saison<sup>2</sup>. Le combat de Mohrungen, où Ney faillit payer cher une initiative parfois téméraire, découvrit le mouvement offensif des Russes, en marche sous le commandement du général Benningsen. Napoléon, [profitant d'une belle gelée et d'un beau temps](#), rare bonne fortune d'une saison peu propice, se trouvait, le 5 février 1807, sur le flanc gauche des Russes, décidé à leur faire expier, malgré le désavantage numérique de soixante-quinze mille hommes contre quatre-vingt-dix, la faute de leur provocation. Une dépêche interceptée les sauva d'une ruine certaine, en leur en découvrant le secret, et ils battirent en retraite vers Königsberg. Malgré cette mésaventure, par laquelle le hasard le privait pour la seconde fois du succès de ses combinaisons, Napoléon s'obstina à la poursuite,

---

<sup>1</sup> Thiers.

<sup>2</sup> Thiers.

ne voulant pas s'être dérangé pour rien, et, le 7 février, il rejoignit les Russes, établis à Eylau, après le combat de Landsberg, qui avait désorganisé leur arrière-garde. Ce même jour 7 février, la ville d'Eylau était le théâtre d'une première rencontre des deux armées, et son cimetière fournissait la scène funèbre, destinée à de plus sanglants holocaustes, de son épisode le plus meurtrier.

Le 8 février 1807 fut livrée entre 80.000 Russes ou Prussiens — armés de 500 bouches à feu —, et 65.000 Français réduits, en attendant Ney, à 54.000 et armés seulement de 200 pièces de canon cette longue, triste, sombre, sanglante bataille d'Eylau, où l'héroïsme et le fanatisme se disputèrent, avec acharnement une victoire douloureuse, où l'aigle française sentit à fond la griffe des faucons du Nord, où la fortune de Napoléon sembla un moment éclipser, où il dut ajouter l'exemple du courage et du danger personnel aux ressources de son génie, où il fallut enfoncer à coups de canon la muraille vivante de l'obstination barbare, où le cimetière, inondé du sang ennemi et du nôtre, demeura le digne théâtre d'une lutte aggravée par le froid, la fatigue et la faim, et de son triomphe funèbre. Ce n'était plus la brève, mathématique et décisive victoire d'Austerlitz ou d'Iéna, le joyeux soleil de l'une, la claire gelée de l'autre. On se battait dans l'aveuglement d'un jour nocturne, au milieu d'une neige épaisse, sur laquelle le sang frayait les sentiers. On se battit encore le soir, sans distinguer de ce jour crépusculaire une nuit blafarde à la lune voilée d'horreur. La cavalerie de Murat lit des prodiges et releva seule, par le spectacle de ses charges épiques, la prosaïque cruauté de cette boucherie d'artillerie. Les grenadiers à cheval de la garde, conduits par le général Lepic [l'un des héros de l'armée](#)<sup>1</sup> achevèrent la déroute de l'acharnement moscovite. Trois ou quatre mille grenadiers russes, qui avaient poussé jusqu'au cimetière, où se tenait Napoléon au milieu de son état-major, furent presque tous fauchés sous ses yeux, pris entre les baïonnettes de sa garde à pied et les sabres foudroyants des chasseurs du général Bruyère. Mais que de pertes en revanche, sensibles au cœur de l'armée et de son chef ! Le corps d'Augereau fut écrasé. Il fallut le dissoudre ; lui-même fut blessé et, découragé, troubla de ses injustes reproches la joie attristée de l'abri impérial. Le général Desjardins avait été tué ; Heudelet, blessé presque mortellement. Le général d'Hautpoul était tombé frappé par un bisciaïen, au milieu de l'ouragan de ses centaures bardés de fer. Le soir les deux armées étaient épuisées. Les Russes ne commencèrent à se débâter que lorsque la jonction imminente de Davoust et de Ney les menaça d'être enveloppés. Or, ils voulaient bien mourir, mais ils ne voulaient pas être prisonniers. Ils ne se rendaient point, répondant aux sommations par le dernier et aveugle élan sur le fer de l'ours acculé. Le champ de bataille d'Eylau était jonché de 12.000 morts ou mourants ennemis, et ils en emportaient 15.000 dans leur retraite. Contre ce sanglant ouvrage, que sont 5.000 ou 4.000 prisonniers ? les Prussiens se fussent rendus par 20.000. Les Français avaient eu 10.000 hommes hors de combat, dont 7.000 blessés. Le carnage d'Eylau se solde donc par ce chiffre effrayant : 40.000 tués ou blessés. Horrible résultat ! La France eut un frémissement de joie et de douleur et pour la première fois se sentit atteinte aux moelles. Pour la première fois le cri des mères désolées se mêla à la joie plus stoïque des pères et des frères. Pour la première fois la guerre parut odieuse à Napoléon, et cette victoire désespérée, avec tant de sang sur un fond de neige, lui fit horreur. Il eut besoin de voir dans un prochain avenir la fin de ces tueries, et se dédommagea par le repos du législateur, plein de pacifiques images, de ce spectacle affreux. Il se sentait le désir de changer de gloire, de

---

<sup>1</sup> Thiers.

racheter un si grand sacrifice par d'égaux bienfaits, de goûter, après avoir tant détruit, à la joie innocente de construire. Une seconde rencontre était inévitable. Il fallait se préparer à une étreinte décisive avec le Scythe encore indompté. Eylau n'était point une partie gagnée, c'était seulement la première manche, et cette lutte à outrance avait engendré, comme tous les grands chocs d'armée, ces fléaux de la discipline, la débandade, la maraude. L'armée française elle-même, cette armée si solide, si compacte à Austerlitz et à Iéna, se désagrégeait après Eylau. Elle comptait le chiffre énorme, qu'expliquent la distance, le climat, les privations, le désordre inséparable de ces marches effrénées, de 60.000 maraudeurs, vieux soldats gâtés, recrues non encore matées, qui couraient à l'aventure et se nourrissaient au hasard, ne rentrant dans les rangs qu'au coup de canon des batailles. Napoléon employa le répit de cette guerre **faite dans toute son énergie et toute son horreur**, à serrer ses troupes, sans pouvoir, dans l'inévitable éparpillement dont il sentait pour la première fois la fatalité, concentrer jamais plus de 80.000 hommes sur un point — qui trop embrasse mal étreint —, à organiser, avec une sollicitude vraiment admirable, l'approvisionnement de ces héros nourris de pommes de terre et d'eau-de-vie, se battant souvent à jeun au milieu de la neige et de la boue, et commandés par un état-major dont les officiers **ne s'étaient pas déshabillés depuis deux mois et quelques-uns depuis quatre**.

Le 17 mars, quand il put s'asseoir enfin dans sa grange d'Osterode, et y commencer cette série de lettres et de décrets, continuée dans la maison de Finkenstein, par lesquels il gouvernait du fond de la Pologne la France et le monde, Napoléon ne s'était pas débotté depuis quinze jours, et avait quelque droit de se moquer des doléances de Joseph. L'armée de Naples était un enfant gâtée en comparaison de cet héroïque enfant prodigue : l'armée qui allait trouver à Friedland le dénouement d'Eylau. Napoléon employa l'intermède de la fin de l'hiver à le rendre décisif, cherchant tour à tour dans **un système avec l'Autriche ou un système avec la Russie** la fin de la lutte et le commencement d'une paix durable, infligeant à la flotte anglaise l'affront de la résistance de Constantinople, organisée par Sébastiani, répondant à l'attitude équivoque et aux ouvertures de médiation faites par Vienne qui se rejetait, faute des gloires de la guerre, sur les bénéfices de la diplomatie, parle défi d'un décret qui appelait, en mars 1807, la conscription de 1808, qui augmentait les cadres de 100.000 hommes ; enfin inclinant peu à peu vers la seule puissance qui eût de la force et méritât des égards par sa contenance intrépide, la Russie, à mesure que celle-ci épuisait jusqu'à la lie les déceptions de l'égoïsme et de l'ingratitude britanniques. La paix entre la Russie et la France devait sortir de l'estime mutuelle et de la sympathie réciproque du dernier combat.

Au commencement de juin, Napoléon, à qui la prise de Dantzig, après le plus beau siège du siècle (26 mai 1807), ménageait une belle rentrée en ligne, et à qui l'intimidation de l'Autriche réduite à l'expectative, un armistice avec la Suède et les ressources de son industrie et de sa propagande assuraient la disposition de 560.000 Français et 80.000 alliés — confédération du Rhin, Italie, Espagne, Hollande —, reparaisait dans la lice déjà ensanglantée. Il n'y trouvait que les 200.000 Russes et les 30.000 Prussiens des deux souverains signataires de la convention de Bartenstein, réduits à leurs seules forces par suite de l'inaction de la Suède et de l'indifférence de l'Angleterre, résignée à subventionner ses alliés, mais non à les secourir. Toutes ces masses étaient loin d'être facilement centralisables sur un point donné. Et la bataille décisive au-devant de laquelle marchait Benningsen, avec la confiance que donne le culte du hasard, ne devait

pas mettre aux prises plus de 100.000 Russes, affaiblis par la résistance inattendue qui avait changé à Altkirch, à Spanden, à Lomitten, leur téméraire offensive en retraite, contre 126.000 Français, devenus agressifs à leur tour. Le 10 juin eut lieu le prologue de cet engagement définitif que l'opiniâtreté russe ajournait toujours, obligeant l'impatience française à subir l'épreuve d'une victoire disputée jusqu'au bout, comme à Eylau, ou d'une bataille en deux chapitres, comme à Friedland.

Le premier chapitre de Friedland, c'est Heilsberg, où 30.000 Français combattirent à découvert contre 90.000 Russes, retranchés sur des hauteurs armées de redoutes. Les deux armées couchaient sur le champ de bataille, jonché de 3.000 morts et de 7 à 8.000 blessés russes, et de 2.000 morts et 5.000 blessés français. Le lendemain 11 juin, les Russes, avides de se joindre aux Prussiens et de préserver Königsberg menacé, étaient en retraite et échappaient à leurs vainqueurs. Le 15 juin, par cette route sanglante des champs d'Eylau, recouverte par le printemps d'un tapis de verdure et de fleurs, Napoléon se trouva à portée du mouvement ennemi, encore inconnu, et fixa à Friedland le point où la bataille du lendemain, destinée à si glorieusement fêter l'anniversaire de Marengo (14 juin), devait arrêter les Russes marchant sur Königsberg.

Ils avaient, le 14 juin, à l'aube précoce de ces cieux polaires, à trois heures du matin, 25.000 hommes en ligne à l'avant-garde, contre lesquels Lannes lutta seul avec 10.000 hommes jusqu'à sept heures du matin. A ce moment, par suite des arrivées successives de chaque côté, 26.000 Français disputaient le terrain à 75.000 Russes. A midi, il était temps que Napoléon arrivât. Il arriva en effet, rayonnant, heureux de traverser ce cadre verdoyant, si favorable au développement de la bravoure française, qui a besoin de la sérénité de la nature et de la gaieté du ciel. Jamais les Français ne se battent mieux qu'au printemps. Les Russes, acculés par la combinaison de Napoléon, si héroïquement exécutée par Lannes, Oudinot et Mortier dans la matinée, étaient repoussés de l'autre côté de l'Aile et obligés de la repasser devant lui pour secourir Königsberg. L'effort du matin avait fatigué les troupes. Quelques généraux opinaient pour la remise au lendemain de la seconde partie de la bataille. Napoléon sourit. Ce n'est pas lui qui ajournera les faveurs d'une occasion unique. Il lance Ney qui part **comme un lion**, et il place successivement ses maréchaux et ses 90.000 hommes. Au premier ébranlement, au premier choc, 2.000 Russes sont d'un coup jetés dans l'Alle où ils se noient.

Le 14 juin, à dix heures et demie du soir, Napoléon était complètement victorieux sur la droite et sur la gauche, et, sur le champ de bataille de Friedland, évacué par l'ennemi en déroute ou en retraite, on criait avec enthousiasme : **Vive l'empereur !** On n'avait pas crié à Eylau. 25.000 Russes tués, blessés ou noyés, couvraient de leurs corps les deux routes de l'Aile ; Friedland et les villages voisins en feu éclairaient cette scène de gloire et de mort d'une torche joyeuse. Napoléon, à qui son art de disposer et de mobiliser les masses avait permis de développer 80.000 hommes à Friedland en en poussant 60.000 sur Königsberg, poursuivit, avec un élan que la victoire avait exalté, les masses russes en fuite vers le Niémen. Les généraux Lestocq et Kamenski, abandonnant Königsberg au maréchal Soult, s'empressèrent d'essayer de les rejoindre, livrant aux Français les immenses approvisionnements en blés, en vins, en fusils, et hélas ! en blessés des deux nations, qu'ils ne pouvaient plus défendre.

Le 19, tandis que la cour de Prusse se réfugiait dans la petite ville frontière de Memel, la dernière du royaume fondé par le grand Frédéric, nos coureurs se

trouvaient sur les bords du Niémen, derrière lequel, après avoir coupé les ponts, l'armée russe s'était retranchée, et recevaient en riant, sur cette limite de la civilisation, quelques flèches de Kalmouks.

Là devait se terminer la marche audacieuse de l'armée française, qui, partie du camp de Boulogne en 1805, avait parcouru la plus grande étendue du continent, et vaincu en vingt mois toutes les armées européennes. Le nouvel Alexandre allait s'arrêter enfin, non par la fatigue de ses soldats, prêts à le suivre partout où il aurait désiré les conduire, mais par l'épuisement de ses ennemis, incapables de lui résister plus longtemps et obligés de lui demander la paix dont ils avaient eu l'imprudence de ne pas vouloir quelques jours auparavant<sup>1</sup>.

Le 19 juin, tandis que la reine de Prusse voilait sa beauté flétrie d'un mélancolique deuil et pleurait à Memel, solitaire, les premières larmes de ce désespoir qui devait l'emporter de la vie avant la vengeance, — spirituelle et ambitieuse femme, reine charmante et fatale, à l'influence funeste et à la mémoire adorée, trop frêle et hardie fauvette, tuée du seul vent que font en tournoyant les ailes des aigles aux prises, — Napoléon attendait l'ouverture des négociations fameuses de Tilsitt. Là devaient s'embrasser l'empereur victorieux et l'empereur oublieux, jetant comme une aumône les débris de ses États au roi de Prusse, — aigle triste et maigre, réduit aux restes de la gigantesque curée où s'assouvit l'appétit des aigles triomphants, qui se partagent la proie future du monde entier.

Le 22 juin, Napoléon félicitait ses soldats :

Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célébriez à Austerlitz l'anniversaire du couronnement ; vous avez cette année dignement célébré celui de la bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

Français ! vous avez été digne de vous et de moi. Vous rentrerez en France couverts de lauriers et après avoir obtenu une paix glorieuse qui porte avec elle la garantie de sa durée. Il est temps que notre patrie vive en repos, à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte.

Le 25 juin, un radeau sur le Niémen servait de théâtre à l'cn1 revue solennelle de Napoléon et d'Alexandre, qui s'abordaient en s'embrassant, aux applaudissements partis des deux rives. Le même jour commençait cet échange de sympathies, cette émulation de bons procédés, cet assaut de confiance et de courtoisie qui devait attacher pour un temps à la fortune de Napoléon, dont le génie était aussi aimable que puissant, un prince étonné, flatté, attiré, charmé, fasciné par l'homme extraordinaire qui l'honorait de sa confiance et l'associait à

---

<sup>1</sup> Thiers.

la gloire de ses desseins, plus grands pour l'ambition française que ceux de Charlemagne, plus grands pour l'ambition russe que ceux de Pierre le Grand.

Dès ce jour-là, Alexandre fut conquis aussi sûrement — pour un temps du moins, car les natures impressionnables ont de terribles revanches d'infidélité — qu'il avait été vaincu, à ce point de tout en oublier, jusqu'au roi, jusqu'à la reine de Prusse, dignes d'un plus long souvenir. Le 26 juin, une nouvelle entrevue fit paraître à côté d'Alexandre souriant le triste, gauche et roide Frédéric. Dès le 26 au soir, l'empereur de Russie et l'empereur des Français, écartant un tiers importun et morose, logent ensemble, mangent ensemble, vivent ensemble à Tilsitt, humble hameau à jamais illustré par ce séjour, ces conversations, ces actes, ces projets d'Alexandre et de Napoléon : groupe héroïque et majestueux, heureux et fraternel, où l'un déploie toute la grandeur de la simplicité et ajoute les triomphes de l'esprit à ceux des armes, et où l'autre cache encore sous l'insinuante douceur et la chevaleresque élégance d'un Français du Nord, toutes les finesses d'un Grec du Bas-Empire. La reine de Prusse, vaincue dans ses regrets et dans ses espérances, dans ses affections et dans ses charmes, essaye en vain de réparer la faute de ses conseils en mettant une héroïque coquetterie au service du salut d'un peuple. Elle n'arrache pas même à la courtoise réserve de Napoléon cette galanterie de la cession de Magdebourg, et se retire, la mort dans l'âme, de cette inutile visite, où la femme et la reine ont essuyé une double déception, une double défaite. La malicieuse clémence de Napoléon accordera plus à la tristesse d'un mari qui n'est pas bon cavalier, qu'à la grâce d'une épouse qui est trop bonne amazone, et c'est encore la dignité d'un honnête homme inspirant à son vainqueur la modération de la pitié, qui sauvera la Prusse. Prodiges avec Alexandre, Napoléon, toutefois, sera parcimonieux pour Frédéric, et la paix de 1807 couvrera les levains amers qui feront explosion en 1815.

Le 7 juillet fut conclu et le 8 juillet 1807 fut signé le traité de Tilsitt,

Il y eut trois genres de stipulations :

Un traité patent de la France avec la Russie, et un autre de la France avec la Prusse ;

Des articles secrets ajoutés à ce double traité ;

Enfin un traité occulte d'alliance offensive et défensive entre la France et la Russie, qu'on s'engageait à envelopper d'un secret absolu, tant que les deux parties ne seraient pas d'accord pour le publier.

Les deux traités patents entre la France, la Russie et la Prusse, contenaient les stipulations suivantes :

Restitution au roi de Prusse, en considération de l'empereur de Russie, de la vieille Prusse, de la Poméranie, du Brandebourg, de la haute et basse Silésie.

Abandon à la France de toutes les provinces à la gauche de l'Elbe, pour en composer, avec le grand-duché de liesse, un royaume de Westphalie au profit du plus jeune des frères de Napoléon, le prince Jérôme Bonaparte ;

Abandon des duchés de Posen et de Varsovie, pour en former un État polonais, qui, sous le titre de grand-duché de



Varsovie, serait attribué au roi de Saxe, avec une route militaire à travers la Silésie, qui donnera passage d'Allemagne en Pologne.

Reconnaissance, par la Russie et par la Prusse, de Louis Bonaparte en qualité de roi de Hollande ; de Joseph Bonaparte, en qualité de roi de Naples, de Jérôme Bonaparte, en qualité de roi de Westphalie ; reconnaissance de la Confédération du Rhin, et, en général, de tous les États créés par Napoléon ;

Rétablissement dans leurs souverainetés des princes d'Oldenbourg et de Mecklembourg, mais occupation de leur territoire par les troupes françaises, pour l'exécution du blocus continental ;

Enfin, médiation de la Russie, pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre ;

Médiation de la France pour rétablir la paix entre la Porte et la Russie.

Les articles secrets contenaient les stipulations suivantes :

Restitution aux Français des bouches du Cattaro ;

Abandon des Sept-Iles, qui devaient désormais appartenir à la France en toute propriété ;

Promesse à l'égard de Joseph, déjà reconnu roi de Naples dans le traité patent, de le reconnaître aussi roi des Deux-Siciles, quand les Bourbons de Naples auraient été indemnisés au moyen des Baléares ou de Candie ;

Promesse, en cas de réunion du Hanovre au royaume de Westphalie, de restituer à la Prusse, sur la gauche de l'Elbe, un territoire peuplé de trois ou quatre cent mille habitants ;

Traitements viagers, enfin, assurés aux chefs dépossédés des maisons de Hesse, de Brunswick, de Nassau-Orange.

Le traité occulte, le plus important de tous ceux qui étaient signés dans le moment et qu'on se promettait d'envelopper d'un secret inviolable, contenait l'engagement, de la part de la Russie et de la France, de faire cause commune en toute circonstance, d'unir leurs forces de terre et de mer dans toute guerre qu'elles auraient à soutenir ; de prendre les armes contre l'Angleterre, si elle ne souscrivait pas aux conditions proposées ; contre la Porte, si celle-ci n'acceptait pas la médiation de la France, et, dans ce dernier cas, de soustraire, disait le texte, les provinces d'Europe aux vexations de la Porte, excepté Constantinople et la Roumélie. Les deux puissances s'engageaient à sommer en commun la Suède, le Danemark, le Portugal, l'Autriche elle-même, de concourir aux projets de la France et de la Russie,

c'est-à-dire de fermer leurs ports à l'Angleterre et de lui déclarer la guerre<sup>1</sup>.

Ce traité étrange et sublime, dont l'or n'était pas sans alliage et dont le sort devait être fatal comme celui de toute œuvre inspirée par les circonstances plus que par les principes, sortie d'un cerveau puissant plus que de la nature des choses, et qui dépasse et défie les limites de la prévoyance humaine, fut signé, dans ce qu'il avait d'impunément public, et non d'audacieusement mystérieux, et ratifié, le 9 juillet 1807, par Alexandre radieux, Napoléon satisfait, Frédéric résigné. Le même jour eurent lieu les adieux familiers à la fois et solennels des deux empereurs, l'un pressé de s'éloigner de la tristesse importune d'alliés sacrifiés, l'autre pressé d'aller gouverner après avoir tant combattu, et de rentrer en France au milieu du prestige de la conquête politique de la Russie et de ce triomphe sans précédents du colosse du Nord dompté et attelé docilement au char de la fortune napoléonienne et de la grandeur de la France. Après avoir réglé les conditions et les délais de l'évacuation progressive de l'armée française et de l'éloignement de ces flots armés, destinés désormais à inonder le Midi, où couvait la tempête ; après avoir distribué aux quatre maréchaux, Soult, Davoust, Masséna et Brune, le commandement des troupes ; après avoir, enfin, traversé à Dresde les hommages enorgueillis et reconnaissants du roi de Saxe, créé grand-duc de Varsovie, Napoléon repartit pour Paris, et la capitale, impatiente de recevoir la chaleur de cet astre glorieux, dont depuis un an elle ne percevait que la lumière, put le saluer enfin, le 27 juillet, de ses acclamations.

---

<sup>1</sup> Thiers.

## CHAPITRE II

# BAYLEN. - ERFURT. - SARAGOSSE

1807-1809

Le versant de la colline. — Vue du sommet. — L'apogée finit ; le déclin commence. — Fautes et malheurs. — Dans quels sentiments nous en tracerons le tableau. — La France, en 1807, désire et espère la paix. — Symptômes caractéristiques. — Dispositions prises en vue d'un suprême effort de la ligue des neutres et de la médiation armée. — Changements dans le personnel ministériel. — M. de Bassano remplace M. de Talleyrand. — Épuration de la magistrature. — Réorganisation des finances. — Cour des comptes. — Immense développement des travaux publics. — Progrès industriel ; prospérité commerciale. — Monuments et dotations. — Protection aux lettres et aux beaux-arts. — Discours de M. de Fontanes. — Mariage du roi Jérôme et de Catherine de Wurtemberg. — Prise de Stralsund. — Second bombardement de Copenhague. — Échec de la médiation russe. — Invasion du Portugal. — Fondation de l'empire du Brésil. — Commencements de la question d'Espagne. — Tableau d'un peuple dégénéré et d'une cour avilie. — Napoléon arrive peu à peu, grâce à Talleyrand (malgré l'avis de Cambacérès), à la pensée de reprendre vis-à-vis de l'Espagne la politique de Louis XIV. — Première phase de l'affaire d'Espagne. — Abdication, protestation, renonciation de Charles IV. — Renonciation de Ferdinand VII. — Joseph roi d'Espagne ; Murat roi de Naples. — Voyage d'Italie. — Tentative de réconciliation avec Lucien. — Décret de Milan. — Insurrection de l'Espagne. — Combats de Tudela, Mallen ; sac de Cordoue. — Capture de la flotte française à Cadix. — Bataille de Rio-Seco. — Bataille et désastre de Baylen. — Soulèvement du Portugal. — Apparition de Wellington et des Anglais dans la Péninsule. — Bataille de Vimeiro et capitulation de Cintra. — L'occupation française est réduite aux pays entre l'Èbre et les Pyrénées. — Scène avec M. de Metternich. — Théâtrale et décevante entrevue d'Erfurt. — Ses projets, ses promesses, sa stérilité. — Napoléon en Espagne. — Premières idées de divorce et de mariage. — Échec de la seconde médiation russe vis-à-vis de l'Angleterre. — Combats de Zornoza et de Burgos. — Bataille d'Espinosa. — Batailles de Tudela et de Somo-Sieva. — Napoléon et Joseph sous Madrid. — Siège de Roses. — Bataille de Cardedeu. — Bataille de la Corogne. — Bataille d'Uclès. — Entrée de Joseph à Madrid. — Siège et prise de Saragosse. — Disgrâce de M. le Talleyrand. — Guerre avec l'Autriche unie à l'Angleterre.

Jusqu'ici, nous avons vu la force sans excès, le génie sans erreur, la victoire sans revers, la gloire sans tache. Nous arrivons à d'autres tableaux, à d'autres exemples et à d'autres leçons. Nous arrivons au point culminant de la grandeur de la France, incarnée dans la grandeur d'un homme. Après une dernière halte au milieu des nuages et des rayons du soleil qui se voile avant de se coucher, nous redescendrons rapidement cette pente opposée où la hauteur même d'où l'on tombe accroît la violence des moindres chocs et précipite la chute. Le bonheur monte comme la tortue et fuit comme l'oiseau. C'est du vol même de l'aigle, qu'elle a pris pour emblème, que va déchoir et choir une nation vouée aux hasards d'une destinée militaire, et qui n'est qu'une armée. L'intervention d'Espagne, irréprochable peut-être dans son but, mais funeste dans ses moyens ; l'intervention d'Espagne, hâtivement conçue, témérairement entreprise, héroïquement combattue par un peuple déchu, mais fier, que la douceur eût peut-être dompté, et qui se montre surtout rebelle à la violence d'une régénération oppressive ; la campagne d'Espagne, où la confession de Napoléon lui-même avoue une première faute, inaugure la série des intermittentes éclipses de l'astre au déclin et des infidélités d'une fortune fatiguée de faveurs.

Après avoir poursuivi et blessé sans l'arrêter l'implacable inimitié de l'Angleterre dans les champs de l'Espagne et du Portugal, Napoléon s'obstinera, à travers les steppes glacées de la Russie, à faire à l'insaisissable ennemie cette chasse où, trouvant les éléments pour complices de sa vengeance, la proie, devenue à son tour victorieuse, changera la poursuite en retraite et chassera à son tour le chasseur. Privé de l'appui moral du Saint-Siège, inutile à la victoire, nécessaire à la défaite, maudit maintenant par celui qui bénissait naguère sa couronne, dépouillé de ses conquêtes, mais non de son courage et de son génie, Napoléon, reculant jusqu'au Rhin à travers des alternatives de revers et de succès, retrouvera en frappant du pied le sol sacré de la patrie, la fidélité de la nation et l'enthousiasme de l'armée. Mais il retrouvera aussi les incertitudes d'une opinion que le bonheur a corrompue, qui n'est point habituée au malheur, et qui, conquise à force de grandeur, maintenue à force d'autorité, abandonne avec la fortune celui à qui elle ne s'est donnée qu'avec elle. Condamné à toujours combattre, pour avoir abusé de la guerre, et à toujours réussir, pour avoir abusé du succès, l'empereur, acculé dans ce pays réduit à ses limites les plus modestes et menacé au cœur, résiste avec un sublime désespoir à l'effort de l'Europe entière. Ses deux plus belles campagnes sont la première et la dernière : celle d'Italie, où il affranchissait du joug un peuple asservi, et celle de France, où il défend les foyers du peuple libérateur dont il a fait la gloire, et au salut duquel il va s'immoler. Mais à quoi sert l'héroïsme des derniers amis et des derniers soldats, contre ce besoin de paix, devenu implacable comme le besoin de vivre, qui résiste à l'appel, pour la première fois méconnu, de ce grand capitaine que la France adora et qu'elle ne croit plus ? Épuisée même du sang nécessaire, après avoir prodigué le superflu, ivre de douleur et rassasiée de gloire, la France veut à tout prix le repos, dût-elle le payer de la servitude.

Napoléon, si grand qu'il soit, doit succomber, car il a appris la victoire à force de défaites au lent ou brutal génie des Wellington et des Blücher, et l'impitoyable Angleterre, qui a quinze ans de haine à assouvir et quinze ans de désastres à venger, renouvelle sans cesse, à mesure que l'épée d'Austerlitz, devenue celle de Waterloo, les coupe, les têtes inépuisables de cette hydre de la coalition qu'elle a prise pour la cinquième fois à sa solde. Napoléon tombe, après avoir épuisé la gloire, pour épuiser le malheur et purifier, dans l'expiation de l'exil, son immortalité. Au retour triomphal de l'île d'Elbe, à cette nation en délire tombant

aux genoux de son héros, succède le furtif départ, au milieu des défections de l'ingratitude et du triomphe de l'étranger, de la Malmaison, où Napoléon malheureux n'a plus trouvé pour le consoler que l'ombre de Joséphine. Pour Marie-Louise, venue avec la fortune, elle est partie avec elle, et rentrée au foyer paternel, elle abandonne à l'exil le grand homme qui lui a fait l'honneur de la prendre pour femme, honneur dont elle se reconnaîtra indigne elle-même, en sacrifiant jusqu'à la gloire de demeurer sa veuve.

Tels sont les tableaux qu'il nous reste à tracer, la main frémissante des patriotiques colères, ou tremblante à la fois d'admiration et de pitié. Nous remplirons jusqu'au bout cette tâche douloureuse, mais nous le ferons avec le respect dû au génie, même lorsqu'il se trompe, à la gloire, même lorsqu'elle s'égare, au malheur, même lorsqu'il est mérité. Nous ne retournerons point, comme les historiens pamphlétaires, le poignard dans la plaie, et nous ne viderons pas devant nos lecteurs, jusque dans ses impures lies, le calice de l'expiation. Ce qui est pour d'autres un plaisir de vengeance, n'est pour nous qu'un devoir de vérité. Les écarts d'une ambition sans frein, les excès d'un pouvoir sans limites, l'aveuglement grandiose et le sublime égoïsme d'un homme acharné à faire, malgré elle, une France grande comme le monde, c'est-à-dire comme lui-même, et à l'illustrer à l'excès sans la consulter assez ; la faute de la campagne d'Espagne, l'erreur de la campagne de Russie, les violences et les injustices de cette lutte contre le Saint-Siège, où la raison n'est pas toujours non plus du côté du plus faible, et où la victime trouve moyen d'opprimer le tyran ; tout ce passif funeste ne nous empêche pas de voir l'éternellement glorieux actif de tant de travaux, de succès et de progrès sans reproche. Nous trouvons là des leçons pour la sagesse, et non des armes pour la haine. Nous pensons que le succès lui-même, si on lui en eût donné le temps, eût réparé beaucoup des fautes de Napoléon et réhabilité plus d'une de ses erreurs, et que la destinée, qui l'arrêta trop tôt, doit partager un peu de leur responsabilité. Telle de ces ébauches que la postérité condamne aujourd'hui, eût été, rectifiée et achevée, un chef-d'œuvre applaudi. N'oublions pas que nous jugeons une œuvre interrompue, dont les débris sont encore plus grands que nos ouvrages. N'oublions pas que les malheurs de la France, sous Napoléon, font partie, comme ses gloires, d'un héritage qu'il est permis de répudier, mais non d'insulter. N'oublions pas que le hasard a ses crimes comme le génie a ses erreurs, que Waterloo est une victoire de la fatalité, dont l'Angleterre n'a point à se glorifier, et que Sainte-Hélène est un de ces supplices qui déshonoreraient un peuple, si la loyauté de la nation anglaise pouvait être rendue responsable de la duplicité de ses chefs. N'oublions pas, enfin, que Napoléon est un de ces hommes qu'on peut admirer encore en les blâmant, et plaindre en les critiquant, sans rien perdre de sa dignité ni de son courage, car il est grand jusque dans ses fautes, et il a donné, en tombant, la plus grande mesure connue de l'intelligence, de l'activité et de la puissance humaine, et le plus illustre témoignage de la majesté où peut atteindre notre infirmité.

C'est dans ces sentiments que nous allons reprendre et achever un récit triste et rapide dont la fortune s'éloigne, mais non la gloire et la pitié.

Ce que la France saluait surtout de ses acclamations enthousiastes dans le vainqueur d'Austerlitz et d'Iéna de retour à Paris, c'était le retour de la paix, d'autant plus chère à tous les cœurs qu'elle revenait victorieuse et que l'intérêt et l'orgueil national étaient d'accord. En épuisant pour celui qui avait épuisé la gloire la flatterie sincère de leurs applaudissements et de leurs hommages, la reconnaissance et l'admiration du pays indiquaient, à l'auteur du prodigieux et si

fragile édifice de Tilsitt, qui semblait éternel, une voie nouvelle, celle où il devait marcher désormais à l'abri des vicissitudes de la fortune et des hasards toujours dangereux de la guerre. Cette voie, c'était celle de la consolidation, de l'organisation, de la pondération de cet empire assez grand pour les ambitions les plus exigeantes, où il y avait à dépenser l'activité d'une vie entière et à acquérir une gloire sans ennemis, dans les réformes administratives, les progrès industriels et agricoles, l'éducation de l'opinion, l'apprentissage de la liberté à faire faire à un peuple qui en était digne. La France, non pas dégoûtée, mais lasse de la guerre, désirait donc en juillet 1807 et espérait la paix, autant que l'Angleterre, qui ne pouvait trouver que dans la guerre la satisfaction de son ambition et l'assouvissement de sa vengeance, la redoutait. Car la paix systématiquement et impitoyablement poursuivie par la ligue des puissances médiatrices et la ligue des puissances neutres coalisées à Tilsitt, eût été pour elle la plus désastreuse des guerres et pour Napoléon la suprême victoire. Il ne pouvait se tromper à ces signes d'aspirations pacifiques, de tendances conservatrices. L'illumination spontanée de la capitale pouvait sembler encore un hommage au vainqueur, mais à l'administrateur seul s'adressait cette manifestation de la Bourse, temple du crédit non encore abandonné aux débauches de la spéculation, qui portait, vers la fin de juillet, à 92 et 93 francs la rente 5 pour 100, qui était à 12 francs au 18 brumaire. C'était là un témoignage muet, mais d'autant plus éloquent, de cette disposition générale de la nation à dépenser désormais sur les champs de bataille du progrès ces forces vives trop longtemps prodiguées à la gloire stérile des combats.

Napoléon était trop clairvoyant pour se méprendre sur tous ces symptômes d'une opinion dont il tenait encore compte, et soit qu'il voulût seulement la flatter, soit qu'il partageât réellement — et tout semble prouver qu'il était sincère — ses besoins et ses illusions, il rassura le 27 juillet, à Saint-Cloud, par les plus heureux présages, l'attente universelle. Il manifesta à sa famille et aux grands corps de l'État, venus pour l'interroger en le félicitant, une confiance rayonnante dans l'avenir. La paix continentale était assurée ; la paix maritime, inévitable et prochaine par suite de la ligue de toutes les puissances. Aucune résistance ne pouvait arrêter la France alliée à la Russie. **Jouissons donc de notre grandeur, continuait familièrement l'empereur, et faisons-nous maintenant commerçants et manufacturiers.** S'adressant particulièrement à ses ministres, il ajouta : **J'ai assez fait le métier de général, je vais reprendre avec vous celui de premier ministre et recommencer mes grandes revues d'affaires, qu'il est temps de faire succéder à mes grandes revues d'armées**<sup>1</sup>. En attendant que Napoléon se fit son premier ministre et concentrât son activité à l'intérieur, comme il se proposait sincèrement peut-être de le faire, il négligeait M. de Cambacères, pour prendre, avec Berthier, les dernières dispositions de la sollicitude du capitaine. Il ne désarmait pas la France et n'évacuait pas l'Allemagne. Il se bornait à mettre les armées le fusil au pied, afin d'être plus fort dans les négociations d'où devaient sortir, ou une paix définitive avec l'Angleterre, forcée dans ses dernières résistances, ou une guerre définitive.

La Russie était chargée, en sa qualité de médiatrice, de faire à l'Angleterre les ouvertures que celle-ci ne pouvait repousser que résignée à avoir l'Europe entière sur les bras. Pour seconder et surveiller au besoin la diplomatie russe dans ce rôle délicat, Napoléon envoya auprès d'Alexandre le général Savary ; en même temps, il prenait les mesures nécessaires pour rallier par la force à son

---

<sup>1</sup> Thiers.

système la Suède et son roi extravagant, pour y attirer par la persuasion l'honnête et loyal Danemark, destiné à devenir encore une fois l'héroïque victime de sa modération, pour obliger l'Espagne, intimidée dans sa faiblesse, intéressée par son orgueil, qui survivait à sa déchéance, à chasser avec lui les Anglais du Portugal, devenu le pied-à-terre de leurs flottes et l'asile de leur butin. En même temps que le maréchal Brune s'arrêtait devant Stralsund, prêt à renouveler le siège de Dantzig, le maréchal Bernadotte occupait le Hanovre et couvrait la Hollande. Pour ajouter à ces démonstrations militaires et politiques l'autorité de leçons plus cuisantes, un ordre impérieux, impitoyablement obéi, faisait saisir, confisquer, vendre à Leipzig, à Hambourg, à Livourne, les marchandises anglaises, et frappait dans le commerce britannique le véritable, auteur de cette guerre fatale. Il le menaçait encore par l'occupation du littoral romain, des bouches du Cattaro, de Corfou et des îles Ioniennes, point de relâche de l'expédition maritime, conquérante et vengeresse qu'il projetait. Malheureusement, l'énergie même de ces préparatifs, revêtus, par une exécution militaire, des apparences de la violence, était destinée à troubler les esprits qu'elle avait pour but de rassurer ; et la guerre, par une série de fatalités inévitables, allait sortir peu à peu de ces mesures sans ménagement destinées à rendre la paix nécessaire. L'oppression des neutres, dont le but n'excuse pas les moyens, allait en faire des belligérants et des ennemis. Napoléon allait trouver tour à tour dans le Portugal, dans l'Espagne, dans le Saint-Père lui-même, attirés malgré eux sur la scène des événements, des adversaires plus redoutables qu'imprévus ; et ni la docilité du Danemark, bientôt puni, par un second désastre, de sa complicité innocente, ni le châtement de la Suède rebelle, ne devaient compenser, pour Napoléon et sa politique, la triple déception et les triples dangers d'une triple explosion, à Lisbonne, à Madrid et à Rome, des levains de rancune, d'ambition, de vengeance, que lui-même y avait amassés et provoqués. Il faut avouer que sa conduite vis-à-vis de ces trois puissances n'est pas exempte des ambiguïtés et des trahisons qu'il leur reprochait justement, et que s'il eût été moins aveuglé par le succès et moins entraîné par son ambition, il eût vu dans cette tyrannie de ses alliées ou des neutres, qui servait à la fois sa haine contre l'Angleterre et les projets secrets, peu à peu sortis des tentations et des occasions corruptrices de son génie, non un appui, mais un danger pour son système. Un but comme la paix ne s'atteint guère par des voies aussi belliqueuses. Napoléon, obligeant par les armes le Portugal, l'Espagne, le Saint-Siège, à renoncer vis-à-vis de l'Angleterre aux intérêts du commerce et aux lois de l'hospitalité, et les mettant dans la nécessité de s'armer pour lui ou contre lui, devait arriver à son but, c'est-à-dire à imposer la paix à l'Angleterre, comme un pompier qui arroserait, pour l'éteindre, un incendie avec de l'huile. Celle-ci, en effet, ne perdait pas de temps, et elle aussi, elle ralliait peu à peu à sa cause, au besoin par les mêmes arguments, c'est-à-dire ceux du plus fort, des nations obligées de choisir entre un ami vaincu ou un maître invincible, l'un opprimant la terre, l'autre tyrannisant la mer, et se décidant suivant les nécessités de leur situation ou suivant les inspirations, plus mauvaises conseillères encore, de la haine, de l'ambition ou de la peur. Contre tous ces dangers, Napoléon avait la conscience de son droit, celle de sa force et sa confiance excessive d'abord, bientôt changée en une méfiance excessive aussi, dans l'alliance de la Russie, alliance caduque comme toutes celles qui ne sont fondées que sur l'ambition commune ; alliance décevante, comme toutes les complicités.

Après avoir pris les mille dispositions militaires, politiques, maritimes, dont nous n'avons pu indiquer que les principales, [pour intimider l'Angleterre par un](#)

immense concours de moyens, pour la disposer à la paix, et si elle s'opiniâtait à la guerre, pour forcer la Suède, le Danemark, la Prusse, le Portugal, l'Autriche, à fermer leurs ports aux produits de Birmingham et de Manchester, pour préparer, avec la réunion de toutes les forces navales du continent, des expéditions dont la possibilité toujours menaçante épuiserait tôt ou tard les finances ou la constance de la nation anglaise, sans compter qu'il suffisait du succès d'une seule pour la frapper au cœur<sup>1</sup>, Napoléon jetait sur le personnel et le matériel de l'administration de l'empire des regards dont chacun provoquait un ordre et un progrès. Il faisait à l'ambition boudeuse et à la fatigue prévoyante de M. de Talleyrand, qui aspirait à quitter au bon moment le fardeau des affaires étrangères, la concession tant désirée du titre de vice-grand-électeur (14 août 1807) ; et il accordait aux services plus sûrs et plus utiles de Berthier, sans lui donner le repos, le titre de vice-grand-connétable. Il remplaçait le premier au ministère des relations extérieures par M. de Champagny, et le second à celui de la guerre par le général Clarke ; choix utiles à la fois et funestes, car ce n'étaient là ni des inspireurs, ni des modérateurs, mais de simples exécuteurs de desseins que Cambacérès seul eut le mérite de prévoir et le courage de contredire. Ainsi la fatalité voulait que Napoléon fût le plus obéi au moment où il aurait dû être le plus conseillé. La nomination du général Hulin au commandement de Paris, laissée vacante par celle de Junot à la direction de l'armée de Portugal, de M. Cretet au ministère de l'intérieur, et, aux cultes, de M. Bigot de Préameneu, qui devait conduire jusqu'aux orages du schisme les affaires de l'Eglise, auxquelles M. Portalis père avait ménagé le port du Concordat ; enfin le choix de MM. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, orateur habituel du gouvernement, de MM. Defermon et Lacuée comme ministres d'Etat, complétèrent le nouveau système administratif, modifié dans ses organes essentiels, par la suppression du Tribunat, au moment où elle était peut-être la moins opportune. La parole, en compensation, fut rendue au Corps législatif, qui ne devait guère en user pendant la prospérité, pour en abuser pendant l'adversité.

L'épuration de la magistrature, l'amélioration du régime des finances, la réorganisation de la comptabilité publique, la restauration ou plutôt la création de la Cour des comptes, d'immenses et vivifiants travaux d'utilité publique, treize mille quatre cents lieues de grandes routes réparées ou entretenues, deux voies monumentales achevées, celles du Simplon et du mont Cenis, quatorze ponts terminés ou en construction, dix grands canaux en cours d'exécution, les ouvrages de Savone, de Flessingue, de Dunkerque, de Calais, d'Alexandrie, de Mayence, de Wesel, de Strasbourg, de Kehl, attestèrent de toutes parts l'ambition des gloires utiles et des dépenses fécondes.

Paris ne fut pas oublié dans cette sollicitude trop tôt distraite vers des buts militaires et des conquêtes funestes. Les deux arcs de triomphe du Carrousel et de l'Étoile, la colonne de la place Vendôme, la façade du Corps législatif, le temple de la Madeleine, alors appelé temple de la Gloire, le Panthéon, le pont d'Austerlitz, le pont d'Iéna, l'hôtel de la Banque, le palais de la Bourse, trente fontaines versant une eau inextinguible, la grande rue Impériale décrétée en 1806, quatorze abattoirs gigantesques, la reconstruction de la coupole de la Halle aux blés, les magasins de la réserve des grains près de l'Arsenal, touchaient comme par enchantement à leur faite ou sortaient de leurs fondements, dans la capitale, pleine des bruits des marteaux d'une nouvelle

---

<sup>1</sup> Thiers.



Salente. Ce magnifique système de réorganisation, de viabilité, d'approvisionnements, d'embellissements, de prospérité et de progrès, se complétait de mesures propres à encourager, à discipliner, à fortifier l'élan de notre commerce protégé, de notre industrie favorisée, qui gagnaient à la lutte contre l'Angleterre l'avantage d'une rivalité féconde, d'efforts rémunérés, de bénéfices lucratifs. Tandis que nos maréchaux, nos diplomates et nos marins faisaient à notre irréconciliable ennemie la guerre du canon, de la plume et de la voile, tournaient contre elle la coalition qu'elle avait armée contre nous, la poursuivaient sans trêve sur les champs de bataille, dans les mers de l'Inde et dans la Méditerranée, et jusque dans les chancelleries, nos manufacturiers, nos armateurs, nos marchands s'affranchissaient d'une concurrence dangereuse, secouaient heureusement le joug des anciennes servitudes, remplissaient les marchés de l'Europe des soieries de Lyon, tissaient des étoffes de coton et de fil qui permettaient de se passer des produits similaires anglais, et la production continentale triomphante détrônait partout la fabrication britannique, tandis que notre agriculture s'affranchissait peu à peu des tributs coloniaux. Enfin le Code de commerce apportait opportunément à l'essor des transactions nouvelles l'appui d'une nouvelle législation.

Napoléon appliquait le même esprit prévoyant et rémunérateur au système de récompenses si méritées qui devait couronner les services d'une armée victorieuse. Il rétablissait une aristocratie nécessaire sur la base de l'illustration civile et militaire. Il attachait aux titres qu'il avait créés pour ses serviteurs l'entretien d'une dotation et la durée de l'hérédité. Il distribuait à ses compagnons d'armes, en gratifications larges comme des fortunes et en revenus princiers empruntés, non à la sueur des peuples vaincus, mais à la dîme des domaines royaux réservés, la part légitime du butin auquel il leur avait défendu de toucher, enrichissant ainsi noblement ceux que tant de victoires avaient laissés pauvres. Il partageait dix-huit millions à son armée, enveloppait tous les mérites, depuis le plus humble jusqu'au plus élevé, dans une hiérarchie de dotations et de retraites qui mettait les vétérans d'Austerlitz et les invalides d'Eylau à l'abri du besoin, sans en faire des prétoriens oisifs et dangereux. Il modifiait généreusement la loi des pensions civiles, et favorisait, par l'augmentation des succursales et ses munificences envers les petits séminaires, les besoins du culte, le recrutement des prêtres et l'amélioration de leur destinée. Lui, pour toute récompense de tant de bienfaits, il laissait appeler, par un juste hommage, où l'ingratitude seule a pu voir une flatterie, le Code civil Code Napoléon, et il permettait à la littérature et aux beaux-arts de perpétuer, par leurs éloges et leurs images, le souvenir d'un protecteur qui ne se vengea qu'en admirant surtout Racine et Corneille, de l'abondante stérilité d'une reconnaissance plus féconde en œuvres qu'en chefs-d'œuvre.

Au milieu de cette décadence intellectuelle encore honorable dont on ne saurait sans injustice lui imputer la déception, les noms de Lagrange, de la Place, de Cuvier, de David, de Gros, de Prudhon, de Gérard, de Girodet, de Chénier, de Ducis, de Picard, de Fontanes, protestent contre le mépris trop injurieux d'une critique jalouse d'enlever au moins une gloire à celui qui les réunit toutes, et que la rébellion d'un Chateaubriand, plus disgracié comme ambitieux que comme écrivain, et la bouderie de madame de Staël, succédant aux avances repoussées de sa coquetterie, calomnient plus qu'elles ne l'accusent.

Tel est le tableau ou plutôt l'esquisse de ce triomphe universel du génie de Napoléon, de cet apogée de l'astre impérial que marque, d'une dernière solennité sans nuage, la fête encore nationale du 15 août 1807.

Pourquoi faut-il passer si vite à d'autres images ? A la guerre libératrice, émancipatrice, réformatrice, réparatrice, initiatrice, que célébrait avec une éloquente raison M. de Fontanes, vont succéder des luttes qui ne méritent point les mêmes éloges et qui amenèrent des résultats bien différents. Il disait au Corps législatif, au milieu des applaudissements, le 17 août 1807 :

La guerre, cette maladie ancienne et malheureusement nécessaire qui travaille toutes les sociétés ; ce fléau dont il est si facile de déplorer les effets et si difficile d'extirper la cause, la guerre elle-même n'est pas sans utilité pour les nations. Elle rend une nouvelle énergie aux vieilles sociétés ; elle rapproche de grands peuples longtemps ennemis, qui apprennent à s'estimer sur le champ de bataille ; elle remue et féconde l'esprit par des spectacles extraordinaires ; elle instruit surtout le siècle et l'avenir, quand elle produit un de ces génies rares faits pour tout changer.

Mais pour que la guerre ait de tels avantages, il ne faut pas qu'elle soit trop prolongée, ou des maux irréparables en sont la suite.

Cet éloge allait devenir une critique ; ces espérances allaient être changées en déceptions. Cette gloire touchante **d'un souverain occupé tout entier du bonheur public**, allait se transformer en une gloire redoutable à ceux mêmes qui en profiteraient avant d'en souffrir, et c'est à Fontainebleau, dans cette villégiature triomphale qui suit l'union, consacrée sous de si heureux auspices, et bientôt cimentée par le dévouement et le malheur, de Jérôme, roi de Westphalie, avec Catherine de Wurtemberg (22-23 août 1807), que Napoléon, tenté par M. de Talleyrand, va succomber à la plus perfide des suggestions de la fortune, et ourdir les premiers nœuds de cette intrigue ambitieuse, destinée à renverser la dynastie espagnole qui lui survivra, et qui précipitera la sienne.

Pendant qu'on chassait et qu'on négociait le jour, et que le soir on représentait les chefs-d'œuvre de Corneille, de Molière et de Racine devant un parterre de princes, en attendant le parterre de rois de Dresde, l'Angleterre, sortant de son inaction égoïste et de sa stérile expectative par un coup de théâtre odieux, donnait aux hostilités envenimées par elle, aux rancunes accumulées par Napoléon, le signal tragique du second bombardement de Copenhague (1er-5 septembre 1807), réplique du vandalisme maritime au défi de la prise de Stralsund (21 août). De telles manifestations n'avaient rien de pacifique et fermaient la bouche aux diplomates pour rendre la parole au canon. La médiation russe est repoussée par l'Angleterre. Napoléon, négligeant pour un moment le compte à régler avec l'Espagne, dont les manœuvres perfides lui ont été dévoilées, et où la nation innocente payera bientôt injustement les crimes d'une cour avilie, obtient de la Prusse accablée, par quelques concessions hautaines, de l'Autriche hostile, mais intimidée par une attitude menaçante, de la Russie, enfin, amusée à la conquête de la Finlande et leurrée de l'espoir des provinces danubiennes, les quelques mois d'inertie dont il a besoin au Nord, pour achever au Midi une œuvre que la nécessité politique peut excuser, mais dont la morale politique ne saurait que gémir. Il rompt avec le Portugal, qui a répondu à son ultimatum par la réponse évasive qu'il espérait, et il précipite Junot et son armée contre ce peuple asservi et ce gouvernement vendu à l'Angleterre. Le 12 octobre, surlendemain de la convention de Fontainebleau, qui promet à la France l'alliance

de l'Autriche, mais ne lui assure que sa neutralité, Junot franchit, avec un corps de 30.000 conscrits, la frontière d'Espagne, et, par une marche dont la rapidité vertigineuse essouffle la moitié de cette armée surmenée, il arrive avec ce qui n'est pas fourbu, égaré, perdu dans les fondrières d'une route de pâtres, à travers cinquante lieues de montagnes arides, sous les murs de Lisbonne (27 octobre). Là, ces conquérants affamés ne purent qu'assister à l'embarquement de la famille royale et de la cour, déménageant sur une flotte anglaise et portant au Brésil, où sa fuite fondera un empire, les pénales de la maison de Bragance. Tandis que s'accomplissait cette expédition décevante et stérile, véritable coup de main d'aventuriers, fatal au prestige de l'armée et au crédit de la politique impériale, le traité de Fontainebleau, signé par Yzquierdo, mandataire et confident du prince de la Paix, pour l'Espagne, et le grand maréchal Duroc, pour la France (27 octobre 1807), inaugurait la série de manœuvres flétries par Napoléon lui-même, aux jours de sa tardive sincérité, de l'épithète d'immorales et de cyniques. Ces négociations, alléchant l'Espagne par le partage provisoire du Portugal, assuraient à Napoléon une connivence qui achevait de déshonorer une cour tombant de l'infamie domestique à la publique infamie, et dont son protecteur d'aujourd'hui, son maître de demain, convoitait déjà les dépouilles. Napoléon, en effet, justement indigné des désordres et des discordes d'un palais avili, de la tyrannie d'un favori pareil à ceux du Bas-Empire, de l'ambitieuse duplicité d'un fils rebelle, de la décadence, enfin, d'un peuple qui méritait, en le supportant, le sort qu'on lui avait fait, et qui ne semblait pouvoir être régénéré que par la force, Napoléon, résolu à remplacer par des princes de sa famille, serviteurs et même esclaves de sa politique, les irréconciliables Bourbons, Napoléon n'attendait qu'une occasion propice pour renverser l'honnête et incapable Charles IV, pour déshériter le dangereux Ferdinand, pour pousser au départ, qui eût justifié sa déchéance, cette famille, vouée à la fois aux malheurs du foyer de Ménélas et aux crimes de celui d'Agamemnon, pour s'approprier les colonies espagnoles, enfin pour payer, par le bienfait d'un gouvernement inconnu à l'Espagne depuis cent ans, l'affront passager de l'invasion et la douleur d'une conquête que devait remplacer progressivement l'indépendance. C'était, avec les différences du temps et des hommes, avec plus de génie et moins d'habileté peut-être, recommencer l'œuvre logique et fatale de Louis XIV, puni d'avoir volontairement supprimé les Pyrénées, parla coalition qui avait franchi le Rhin. C'était un projet grandiose, mais dangereux, où le but était calomnié par les moyens, qui trouvait ses plus grands obstacles dans son inopportunité, et auquel devait manquer le succès nécessaire pour laver les intentions de l'odieux des apparences, pour excuser la duplicité de la conception et réhabiliter la violence de l'exécution. Malheureusement, comme nous allons le voir, Napoléon, en comptant avec l'Espagne, avait compté sans le peuple espagnol. Celui-ci, justement effarouché par ce médecin énergique qui procédait par la conquête à sa régénération, préféra aveuglément et héroïquement le mal au remède, et s'obstina à Ferdinand pour repousser Joseph. Telle est la fatalité des guerres que n'ont point approuvées de sages conseillers, et que n'ont pas acceptées des peuples préparés. L'Espagne ne devait voir dans son émancipation que la servitude, et dans la main de cet ami sévère qui l'enchaînait pour la guérir, elle repoussa à la fois l'épée et le flambeau. M. de Cambacérès avait prévu et prédit tout cela, et n'y avait gagné que d'honorables rebuffades. M. de Talleyrand, pour être plus heureux, flatta les illusions du maître, et reçut, en récompense, la suppléance de l'archi-chancelier d'Etat, acquérant ainsi le rôle qui lui convenait le mieux : planer sur les grandes affaires, sans trop s'y mêler ; garder le mérite du succès, et échapper à la responsabilité des désastres.

A la fin d'octobre 1807, Napoléon se préparait à partir pour l'Italie, pays de sa prédilection, où il voulait embrasser Eugène et Joseph, signaler sa présence par de nouveaux bienfaits, et peut-être se réconcilier avec Lucien, dont l'éloignement lui pesait. Il comptait rattacher à l'Empire cet intrépide auxiliaire et ce dévoué confident des projets de brumaire, placer sur un trône celui qui l'avait aidé à monter sur le sien, ou tout au moins, s'il ne pouvait triompher des incompatibilités de caractère et des scrupules de fierté qui avaient tenu son frère à l'écart de sa grandeur, honorer sa famille dans la personne de sa fille, ornée d'une alliance royale. Il songeait encore à Ferdinand, quand la nouvelle d'une explosion scandaleuse des fermentations de l'Escurial, véritable volcan de haines et d'intrigues, vint retarder son départ, modifier la première combinaison de ses projets sur l'Espagne, et substituer peu à peu la pensée d'une usurpation complète à celle d'une transaction devenue chimérique. Ferdinand venait d'être arrêté comme conspirateur, par ordre d'un père aveuglé, dont une reine adultère étouffait à la fois l'esprit et le cœur, et dont un indigne favori conduisait la main. Napoléon ne pouvait plus prostituer la faveur de son appui à un prince que son père signalait comme un fils rebelle et que sa mère accusait de projets parricides (29 octobre). Mais si cet éclat contrariait le dessein d'une conciliation, il ne favorisait que trop celui d'une intervention que Napoléon devait se faire demander à la fois par Ferdinand, pardonné par son ordre (5 novembre), puis prisonnier par ses soins, dont il vint enfin à Bayonne dicter à ses parents, aveuglés par la haine et la peur, la vengeresse déchéance, quand il eut besoin pour ses desseins, enfin mûris, de la malédiction de ceux-ci, de l'infamie de ceux-là, double et fatal chemin par lequel il entra en Espagne. Tel fut, en effet, le dénouement, auquel nous arrivons de suite, comme à un point culminant où l'on peut respirer, au sortir de ces vicissitudes de la révolte d'Aranjuez, de la disgrâce du prince de la Paix (18 mars 1808), de l'abdication de Charles IV, de l'avènement de Ferdinand VII (19 mars 1808) ; tel fut le dénouement de cette tragédie, grotesque parfois, dont c'est assez que traverser l'horreur et le dégoût. Le 5 mai 1808, au château de Marac, près de Bayonne, Napoléon faisait signer à ses hôtes royaux, devenus ses captifs, un traité par lequel Charles IV lui abandonnait sa couronne, dont il se déclarait seul possesseur légitime, sous la quadruple condition : 1° de l'intégrité du sol de l'Espagne et de ses colonies, dont il ne serait distraite aucune partie ; 2° de la conservation de la religion catholique comme culte dominant, à l'exclusion de tout autre ; 3° de l'abandon à Charles IV du château et de la forêt de Compiègne pour sa vie, et du château de Chambord à perpétuité, plus une liste civile de 50 millions de réaux (7.500.000 francs), payés par le Trésor de France ; 4° d'un traitement proportionné à tous les princes de la famille royale. Le même jour, Ferdinand VII signait à son tour un traité par lequel il accédait au précédent, moyennant la propriété du château de Navarre, 1 million de revenu, plus 400.000 francs pour chacun des enfants, pour prix de leur adhésion à la renonciation commune. Puis, les deux familles déchues, que le malheur n'avait pas rapprochées, s'éloignaient, l'une dans la direction de Valençay, où M. de Talleyrand devait s'acquitter de la mission ironique, dont l'avait chargé Napoléon, d'amuser les loisirs de Ferdinand VII, redevenu le prince des Asturies ; l'autre dans la direction de leur résidence de Compiègne, consolée d'avoir perdu la couronne par la satisfaction de l'avoir arrachée au fils auquel Charles IV et sa femme laissèrent leur malédiction pour adieux. Le lendemain, Napoléon donnait à Joseph, qui s'accoutumait aux délices de Naples, qu'il devait toujours regretter à Madrid, ce trône qu'il fallait disputer à un peuple dont l'Europe entière allait prendre le parti, que Murat, exilé malgré lui sur celui de Naples, avait convoité, espéré, et qu'il eût peut-être gardé. Ainsi, devenue

despotique, la volonté du génie qui se croyait encore sûr de la fortune et de la victoire, disposait, sans les consulter, des peuples et des rois, provoquant l'Europe à ce duel gigantesque et inégal, dont la première défaite donnera le signal, et dans lequel Napoléon succombera avec ses frères, témoins plus que défenseurs, donnant le spectacle d'une expiation qui ennoblit jusqu'à ses fautes, et attestant à jamais par sa chute que Dieu seul est assez grand pour lutter impunément contre le monde.

Revenant de quelques pas en arrière, nous passons rapidement la revue des événements intermédiaires entre la phase spéculative et diplomatique de l'intrigue espagnole et sa phase militante et agressive. Tout en couvant la pensée de cet attentat ambitieux contre une nation dégénérée, il est vrai, mais à laquelle un héroïque désespoir rendit des forces imprévues, que le succès de notre intervention n'eût pas plus tôt ranimées, Napoléon était parti, le 16 novembre 1807, pour Milan, où il arriva le 21. Il ordonna la création d'une commune hospitalière sur la nouvelle route du mont Cenis ; arrêta le budget du royaume d'Italie, portant ainsi des plus petites choses aux plus grandes une attention toujours décisive, rectifia le tracé des fortifications de Peschiera ; projeta celui des fortifications de Mantoue, et vint consoler, par sa présence régénératrice, l'ombre de Venise déchu. Au milieu de ce cortège, dont le vice-roi et la vice-reine, le roi et la reine de Bavière, le roi de Naples, le grand-duc de Berg, la princesse de Lucques (son frère, son beau-frère et sa sœur), faisaient partie, il décréta en douze titres la résurrection et la restauration de la cité des doges, qu'il jugeait assez châtiée de son ancienne résistance par un abaissement désormais inconciliable avec sa politique. Il partit rassasié de fêtes magnifiques et d'acclamations reconnaissantes ; visita le Frioul, où se dressaient par son ordre les citadelles d'Osopo et de Palma-Nova, et à Mantoue, rencontra son frère Lucien. Il le trouva hérissé de susceptibilités, incrédule à l'affection, inaccessible à l'attrait de la grandeur et à la séduction même du génie. Lucien avait pris le goût de son isolement. Il lui assurait, d'ailleurs, une indépendance qui lui était nécessaire et que ses frères n'avaient pas sous leurs manteaux de roi. Se réservant donc pour les jours d'épreuve et de dévouement, où nous le retrouverons à côté de l'empereur menacé, Lucien quitta l'empereur tout-puissant, et s'en retourna à Rome embrasser l'épouse aimée et digne de l'être à qui il avait fait avec joie le sacrifice de la couronne de Portugal. Il consentit cependant à envoyer à Paris sa fille aînée, destinée à être unie à Ferdinand, et qui ne fit pas long séjour à la cour ; car, digne héritière du caractère et de l'esprit paternels, elle ne tarda pas à être disgraciée par les susceptibilités de la famille et les variations d'une politique qui n'avait plus besoin d'elle.

Napoléon était de retour, le 15 décembre, à Milan, d'où il attisait progressivement les haines et les terreurs de la cour espagnole, et minait savamment ce trône condamné, préparant, sans trop de discrétion, l'armée destinée à passer la frontière, à la première explosion. En même temps qu'il harcelait le gouvernement espagnol d'avis relatifs aux démonstrations anglaises à Gibraltar, destinés à justifier, au besoin, une intervention prématurée, il rendait à l'Angleterre le rude coup porté aux intérêts des neutres par les ordonnances du conseil rendues le 11 novembre 1807, par un coup plus rude encore, et dans cette guerre d'interdictions absolues et de blocus fictifs, qui mettait l'ubiquité au service de ces deux ennemis dont la haine avait le monde pour théâtre, le décret de Milan (17 décembre 1807) resserrait et aggravait encore celui de Berlin. L'inconvénient de ces mesures restrictives, et, en fin de compte, tyranniques pour les neutres, auxquels chaque parti imposait sa haine, n'était

pas de manquer le but, mais de le dépasser. L'Angleterre le sentit la première, et tel fut le piège des ordonnances du 11 novembre, par lesquelles, en affectant de rouvrir à son profit les communications, elle provoqua Napoléon à un redoublement de violence, [qui devait bientôt fatiguer la France et ses alliés autant que l'Angleterre elle-même.](#)

Napoléon ne quitta point l'Italie sans lui laisser, dans l'adoption définitive du prince Eugène comme fils et héritier présomptif de la couronne d'Italie, dans quelques réformes heureuses à la constitution, de nouveaux gages d'une sollicitude dont un monument, élevé aux frais du collège des Possidenti, devait glorifier les bienfaits. Le Piémont eut à se féliciter aussi de son passage, dont les travaux d'Alexandrie, le canal entre le Pô et la Méditerranée, l'ouverture de la grande route du mont Genève et l'érection d'une dizaine de ponts étaient destinés à perpétuer la trace.

Napoléon arriva le 1er janvier 1808 à Paris, où la situation de nos affaires dans les États pontificaux et dans la péninsule espagnole allait le provoquer à prendre les deux plus graves et les deux plus funestes déterminations de son règne, moins par leur but que par leurs moyens, par leurs principes que par leurs conséquences. Certes, la déchéance de la nation espagnole, et surtout l'incapacité et l'infamie de son gouvernement justifiaient une intervention dont les mouvements anglais offraient le prétexte. On ne devait pas de ménagements à un cabinet dont la politique, partagée entre l'hostilité et la cupidité, avait essayé de trahir Napoléon menacé et le flattait dans son ambition toute-puissante, en favorisant, pour en avoir une part, la conquête du Portugal. Mais l'intervention est toujours dangereuse, parce qu'elle ressemble à une agression, et l'occupation humiliante, parce qu'elle ressemble à une conquête.

Napoléon pouvait mettre le peuple espagnol dans ses intérêts et se faire accueillir en libérateur. Mais, pour cela, il eût fallu lui laisser Ferdinand, tout indigne qu'il fût de sa popularité, en attendant qu'elle tombât d'elle-même. Le persécuter, c'était le faire adorer. Le renverser, c'était le faire regretter. Les sentiments d'une nation passionnée prennent volontiers le contre-pied des choses. L'Espagne devint folle de Ferdinand, avec toutes les fureurs de la coquetterie et de la jalousie espagnoles, le jour où on voulut le lui prendre. Elle l'eût délesté, comme on l'a vu plus tard, si elle l'eût mieux connu et si on le lui eût laissé. Le côté terrible de notre situation, entrant en Espagne sous l'ordre d'un chef comme Napoléon, qui ne passait pas pour rien faire à demi, c'était notre qualité d'étrangers. Tout bienfait d'un étranger est suspect à un peuple. Quand on s'intéresse à lui sincèrement, il faut lui tendre le salut par-dessus la frontière. Napoléon prétendait faire entrer l'Espagne, de gré ou de force, dans le système d'un empire qui ne pouvait être loyalement défendu par des Bourbons. Là est la logique fatale d'un plan suivi jusqu'au bout, et qui ne pouvait réussir que par des contradictions. Dès le milieu de janvier 1808, Napoléon ayant pris, entre les trois partis qui s'offraient à lui, le plus logique, le plus radical, mais aussi le plus dangereux, et, démasquant résolument, sans crainte de plaintes vaines ou d'impuissants reproches, la direction sur Madrid donnée aux troupes qui semblaient n'avoir pour objectif que le Portugal, fit avancer de Valladolid à Ségovie le corps du général Dupont, de Burgos à Cuença le corps du maréchal Moncey, tandis qu'il donnait l'ordre aux généraux Duhesme et Merle d'entrer en Catalogne et en Navarre et d'y occuper Barcelone et Pampelune.

Les relations de Napoléon avec le Pape firent, à la même époque, un pas trop décisif pour n'être pas enregistré. Il existait, entre Pie VII et l'empereur qu'il

avait sacré, un double motif d'irritation, un double grief, spirituel à la fois et temporel. Comme il arrive toujours du mélange de deux autorités, source de tant de conflits, le grief temporel l'avait emporté sur le spirituel, qui n'en était plus que le prétexte, le manche, pour ainsi dire, ayant avalé la lame. Le Pape eût volontiers pardonné, au souverain qui lui eût rendu les Légations ou leur équivalent, les douleurs de conscience que lui causaient l'adjonction au Concordat des articles organiques et l'attitude de plus en plus caractérisée du gallicanisme français. Le Pape, faisant servir sa puissance spirituelle à la vengeance de ses ressentiments temporels, et réciproquement, avait pris, vis-à-vis de Napoléon, une attitude dont l'orgueil de la faiblesse romaine et la confiance d'une inviolabilité qui n'est légitime qu'au spirituel, peuvent seuls expliquer la témérité. Pie VII, exaspéré du refus des Légations, de la conquête du royaume de Naples, de la privation des principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, de l'occupation d'Ancône, des passages continuels des troupes françaises sur son littoral, avait pris le parti fâcheux de repousser toute demande des Français. Il avait refusé de casser le premier mariage du prince Jérôme, évidemment nul et irrégulier, et que l'autorité ecclésiastique française n'avait pas hésité à déclarer tel. Il avait refusé de reconnaître Joseph comme roi de Naples, avait refusé d'exclure les Anglais du territoire pontifical. Il avait fait de Rome, ouverte à tous les proscrits et à tous les mécontents de la politique française, un foyer de discorde, un rendez-vous d'opposition, un asile du brigandage impuni. Mais ce n'est pas tout.

Il faisait attendre l'institution canonique des évêques, exigeait un voyage à Rome de la part des évêques italiens, contestait l'extension du concordat français aux provinces italiennes, devenues françaises, telles que la Ligurie ou le Piémont, et l'extension du concordat italien aux provinces vénitiennes, annexées les dernières au royaume d'Italie. Enfin, il ne se prêtait à aucun des arrangements proposés pour la nouvelle Église allemande, et sur tout sujet, quel qu'il fût, opposait les difficultés naturelles qui en naissaient, ou créait volontairement celles qui n'existaient pas<sup>1</sup>.

Napoléon, résolu à tort à ne faire aucune concession, mais avec raison à user, vis-à-vis du souverain temporel, de son droit incontestable de représailles, tout en respectant le souverain spirituel, modéré au besoin par un Concile, et au besoin menacé d'un schisme, Napoléon répondit au refus de l'obstiné pontife de sanctionner un accommodement qu'il avait reconnu lui-même satisfaisant, par l'invasion des États pontificaux et l'occupation de Rome, laissant le Pape libre, riche et respecté au Vatican, mais plaçant au château Saint-Ange le général Miollis. Ainsi éclataient à la même époque les deux conflits dont la sinistre fécondité engendrera tous les serpents qui vont désormais siffler sur la tête de Napoléon et le poursuivre jusque dans son histoire. Là gisent les levains dont l'inextinguible fermentation, entretenue par la haine religieuse et la haine nationale, les pires de toutes, fournira des aliments à la malédiction européenne et des prétextes à l'attentat de l'invasion. Ce double volcan ne s'arrêtera plus. Nous n'en décrivons pas minutieusement les éruptions successives. Nous nous bornerons à mentionner les désastres. Car, désormais, nous allons marcher dans

---

<sup>1</sup> Thiers.

la région- des orages, tour à tour grandioses et terribles, et, parfois arrêtés par la beauté des éclairs, nous le serons surtout par les ravages de la foudre. C'est encore Napoléon qui la lance contre les Titans de la coalition, acharnés à escalader son Olympe abaissé et à lui disputer le tonnerre. Sept ans encore vont s'écouler à travers les alternatives les plus diverses et les plus sublimes péripéties d'un drame sans pareil. Enfin à Waterloo, l'étincelant carreau échappera des mains de Napoléon défaillantes et frappera son aigle en tombant.

Pour le moment, le maître du Midi, fort de l'assentiment du Nord, est partout obéi, hélas ! et partout heureux, si l'on peut donner ce nom à ces avances de la fatalité, qui attire par le succès celui qu'elle veut perdre. Rome et Madrid sont occupés presque en même temps, sans coup férir, et l'aigle de nos victoires se montre à la fois au-dessus de Saint-Pierre et de l'Escurial. Le 25 mars 1808, Pampelune et Barcelone occupées, la Catalogne et la Navarre soumises, Murat faisait à Madrid, à la tête du gros de l'armée française, une entrée qui ressemblait à un avènement. Le lendemain 24, Ferdinand y entra à son tour, plus modestement peut-être, mais au milieu des acclamations populaires remplaçant le silence sympathique qui avait accueilli Murat.

Nous avons dit, par anticipation, comment fut dénoué à Bayonne le 5 mai le nœud principal de cette intrigue compliquée, comme celle de tout drame espagnol. Napoléon avait obtenu pour Joseph la couronne d'Espagne de Charles IV. Mais une couronne sans peuple n'est qu'un vain simulacre de pouvoir. Or, le peuple d'Espagne ne paraissant pas disposé à se donner, du premier coup du moins, à un souverain qu'il ne connaissait pas et qu'il n'eût pas choisi, il fallait le prendre. La chose semblait assez facile, Napoléon comptant avoir bien vite intimidé ceux-ci, gagné ceux-là, attiré par d'habiles avances, effrayé par d'efficaces exemples, les deux moitiés, docile ou rebelle, dont se compose toujours toute population violée. Napoléon avait, sur l'Espagne, des préjugés qui devaient céder seulement à de cruelles expériences. Assuré, par le nouvel appât des provinces Danubiennes et le mirage d'un partage prochain de l'Orient, de la tolérance de l'Autriche, de la connivence de la Russie, dont l'insatiable appétit est fait pour excuser toutes les convoitises et dont la politique d'absorption ou de digestion n'a pas plus de scrupules que celle du boa, Napoléon comptait en finir en quelques mois avec quelques émeutes partielles, quelques brigandages isolés. Il ne pensait avoir affaire qu'à la canaille. Mais la canaille s'avisa d'être héroïque. Et tout le monde se fit canaille contre les Français. Contre l'insurrection de tout un peuple, succédant au cri de colère et de douleur de l'émeute du 2 mai à Madrid, si impitoyablement réprimée, ce n'était pas assez de quelques gendarmes, il fallait des armées ; et l'une après l'autre, des armées entières allaient s'engouffrer dans ces abîmes de la vengeance d'un peuple, servie par le climat, par la nature elle-même, révoltés de l'invasion, par les fontaines des sentiers et par les précipices des gorges, s'empoisonnant ou s'entr'ouvrant devant l'étranger, par les auberges se faisant coupe-gorges, par les rochers se faisant citadelles, par les buissons se faisant embuscades, par le moindre brin d'herbe se faisant épine sous les pas du maudit du foyer et du maudit de la chaire, de l'excommunié de toute hospitalité et de toute pitié, le Français violateur de l'Espagne ! Feuillitez les eaux-fortes de Soya et vous verrez de quel farouche délire, de quel irrésistible élan, avec quel feu dans les yeux et quelle écume aux naseaux, se rue contre nos picadors ce taureau gigantesque, redevenu sauvage au premier coup et répandant volontiers ses entrailles à la condition de piétiner sur celles de dix armées éventrées par sa corne et foulées



par son sabot. Napoléon lui-même, ce grand dompteur de peuples, à celui-là ne mettra point le licou.

Le 9 juillet 1808, Joseph, roi d'Espagne par la volonté de Napoléon, après avoir en vain reçu de son frère l'éducation hâtive d'un mois de stage de royauté (depuis le 7 juin), s'avavançait à travers l'Espagne en feu, au pas de l'armée qui lui servait d'escorte, vers la capitale en apparence résignée, mais sourdement hostile et de cœur déjà infidèle, où il entra le 20 juillet 1808. Il y fut précédé par la nouvelle de notre première victoire sur l'insurrection et en conséquence accueilli comme un mari imposé par la force pourrait l'être de Chimène tremblant pour son amant. Chimène se contint et fut seulement froide. Mais malheur à qui n'a point peur des volcans de haine que peut cacher une neige espagnole ! De la colère de cette terrible et charmante population qu'il aimait, qu'il eût peut-être domptée, Murat avait la fièvre jusqu'au délire, et presque mourant de la déception de ses espérances et de la douleur de l'inexorable répression du 2 mai, il demandait à revoir la France, sa famille, et à aller achever de guérir à Naples, où il retrouverait du moins comme une image de l'Espagne.

Du 20 mai, jour de la publication par la *Gazette de Madrid* de la double abdication de Charles IV et de Ferdinand, au 30 mai, toute l'Espagne s'était soulevée sur les derrières des Asturies, et l'insurrection, gagnant à droite par la Galice, à gauche par F Aragon, et se propageant en avant par l'Estramadure, la Manche, la Galice, l'Andalousie, Valence, entourait les trois corps français de Moncey, de Dupont et de Bessières, de sa ceinture de feux. Partout éclatait ce mouvement national hybride, mêlé de levains royalistes et de ferments révolutionnaires, dont la flamme ne fut jamais sans scories, qui se caractérisait par une sorte de tyrannie de la multitude, faisant l'interrègne du roi, et préludant par des massacres et des pillages à l'établissement de la junte centrale d'Aranjuez. Celle-ci devait régulariser les fureurs, et discipliner les forces d'un patriotisme féroce et aveugle, s'aguerrissant à la victoire par l'assassinat et appelant les Anglais pour se délivrer des Français.

Napoléon était à Bayonne, dictant les ordres nécessaires à la résistance et préparant le plan de la répression. Logrono, Ségovie, Valladolid apprirent bientôt à leurs dépens la force de ce bras de fer d'une armée intrépide, dirigée par un cerveau puissant. Le général Lefebvre-Desnouettes, après les combats victorieux de Tudela et de Malien, s'arrêta devant Saragosse fanatisée par Palafox (15 juin 1808). A la fin de juin, le général Duhesme se maintenait avec énergie, mais non sans peine, à Barcelone ; le général Chabran s'avavançait de Tarragone vers la mer, et le maréchal Moncey débouchait dans la plaine de Valence. Pour le général Dupont, jusque-là aussi heureux que hardi, il allait cesser d'être l'un et l'autre, et terminer par le désastre fatal de Baylen, dont il n'est pas besoin de calomnier la faute, ni d'insulter le malheur, une expédition sortie-victorieuse de Cordoue. Tandis que, bloqué dans la rade de Cadix, l'amiral Rosily attendait en vain le secours de Dupont, s'illustrait au moins par une belle défense, et ne cédait qu'à l'impossibilité de faire autrement (14 juin), le général Dupont, jeté avec 10.000 soldats jeunes et assommés par un ciel ardent de 40 degrés, au milieu de l'Andalousie insurgée, arrivait à Baylen. Là, il devait succomber par la faute de ses mauvaises dispositions et se déshonorer par une capitulation humiliante dont les trois divisions Barbou, Dufour, Vedel ne purent éviter de partager la honte (22 juillet 1808). Cet échec effaçait tous les succès précédents, achevait de compromettre le crédit de notre armée, redoublait la haine et la confiance des Espagnols, auxquels les Anglais accouraient donner la main, forçait Joseph de descendre du trône où il venait de monter et de quitter sa capitale (30

juillet), et remettait en question non-seulement le succès de notre intervention, mais même la sécurité générale de ce système audacieux dont l'Europe souffrait le développement avec une impatience de plus en plus menaçante. La retraite de l'armée française au delà de l'Èbre, l'abandon du siège presque achevé de Saragosse, le blocus du corps du général Duhesme dans Barcelone, l'alliance défensive de l'Angleterre avec l'Espagne, hier son ennemie, tous ces échecs d'une fortune politique et militaire qui reculait pour la première fois, ne devaient pas laisser indifférents les spectateurs européens de cette déroute imprévue qui promettait à tant de ressentiments conjurés l'occasion d'une revanche. L'insurrection du Portugal, l'apparition de sir Arthur Wellesley, depuis si célèbre sous le nom de lord Wellington, à Oporto et sous les murs de Lisbonne, la convention de Cintra, capitulation honorable, que Junot dut signer malgré le succès du combat de Roliça, après la bataille de Vimeiro, et l'évacuation du Portugal qui en fut la suite (30 août), consommèrent l'effet moral déplorable de cette série d'insuccès. La fortune de Napoléon, encore heureuse, ne devait rencontrer là qu'un obstacle momentané, mais l'exagération de la haine et du succès transformèrent, pour l'Europe prévenue, cette retraite momentanée en une déroute désespérée. Le premier contre-coup de cette secousse se produisit en Amérique, où les colonies espagnoles, pour se dérober au joug de Napoléon, se jetèrent dans les bras de l'Angleterre au cri de : *Vive Ferdinand VII !*

Napoléon reçut, en plein triomphe d'un voyage dans le Midi, au milieu des manifestations chaleureuses de la population la plus sincère, mais la plus mobile du monde, la flèche empoisonnée de la nouvelle de la capitulation de Baylen. Pour la première fois il se sentit atteint au cœur ; son prestige, qui commandait jusque-là aux événements, venait de leur céder, et il retombait comme un autre sous le coup des fautes de la médiocrité, des malheurs de son absence, des lâchetés du hasard. Sa propre confiance en lui-même en fut ébranlée, et de cette déception, la première et la plus cuisante, les acclamations de la Vendée, qu'il traversa pour revenir à Paris, ne le consolèrent pas. Il sévit impitoyablement contre le général Dupont et ses collègues, qu'il appelait ses complices, les punit au point de paraître les persécuter, les frappa comme un homme qui se venge, et les réhabilita par la violence même du châtement destiné à les flétrir.

D'autres nouvelles l'attendaient à Paris, présage de complications dans lesquelles l'affaire de Baylen n'avait que la valeur d'un nœud très-accessoire. L'Autriche, acharnée à la guerre comme à la vengeance et au salut, armait sourdement, prête à tenter de nouveau la fortune des armes et à demander une victoire à son inconstance. Rien ne rend téméraire comme la peur. L'affaire d'Espagne, qui était pour elle comme une sorte de menace, allait enhardir l'Autriche jusqu'à la provocation. A Rome, le conflit entre la papauté et l'empire, envenimé par le temps et par les hommes, entraînait de la phase chronique dans la phase aiguë. De souffrante l'Église se faisait militante, dans la personne de ce pontife obstiné, aux yeux ardents, qui forgeait dans l'ombre du Quirinal la foudre surannée de l'excommunication. Napoléon ne se faisait pas illusion sur les dispositions de l'Allemagne, frémissante de colère et d'espérance, et attendant, pour signal de sa vengeresse délivrance, le premier malheur d'un vainqueur trop heureux. Mais il voulait, au moyen de l'alliance russe et de son effet intimidant, gagner les quelques mois nécessaires pour concentrer en Espagne toutes ses forces, puis, délivré de ce souci, revenir faire expier à l'Autriche ses armements, à la Prusse ses murmures, et peut-être à la Russie elle-même, qu'il était bon d'abandonner avant qu'elle ne trahît, sa cupide confiance et ses illusions intéressées. De là les scènes, si bien jouées, de menaces vis-à-vis de M. de Metternich, de générosité

vis-à-vis du prince Guillaume, de coquetterie vis-à-vis de M. de Tolstoï. François, habilement sondé dans ses intentions et surpris dans ses préparatifs, Guillaume à la fois apaisé et humilié par des concessions qui attestaient le maître, il fallait consommer la captation d'Alexandre, travaillé par M. de Caulaincourt. Sans doute, soumis au double enivrement de la présence de Napoléon et de son éloquence, il diminuerait ses prétentions et n'oserait plus mettre au prix importun de la banlieue de Constantinople, de la langue de terre destinée à loger le portier des détroits, de la langue de chat, comme il disait familièrement à notre ambassadeur, le service d'une alliance passagère, et dont on ne pouvait plus guère espérer qu'une diversion.

L'entrevue d'Erfurt est le plus beau tableau de cette [représentation de sa gloire](#)<sup>1</sup> donnée à son profit par Napoléon. Les deux empereurs du Nord et du Midi s'y embrassent de nouveau comme pour mesurer leurs forces. Napoléon trouve qu'Alexandre a les reins bien souples, et Alexandre trouve encore trop forts ceux de Napoléon. A Erfurt, Talma, roi de la scène, joua *Cinna*, *Andromaque*, *Britannicus*, *Mithridate*, *Œdipe*, devant un parterre de rois. Alexandre et Napoléon se jouèrent l'un l'autre en se serrant solennellement la main, au signal dont le Russe saisît aussitôt, comme un Français, l'allusion flatteuse :

[L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.](#)

A Erfurt, tout fut ainsi jeu d'acteurs et jeu de princes. Comédie qui ferait sourire si on ne pensait à la tragédie qui la suit ! Tout fut augustes duperies et magnifiques illusions à Erfurt., excepté une conversation de Napoléon avec Goethe, en qui il reconnut un homme et sur la poitrine duquel il honora sa Légion d'honneur. Les adieux, semblables à l'arrivée, furent un chef-d'œuvre de familiarité habile, d'abandon calculé, de mutuelle amitié. Napoléon et Alexandre, qui ne devaient plus se revoir, se quittèrent avec des témoignages faits pour attendrir jusqu'aux deux escortes, mais surtout faits pour tromper l'Europe. L'Autriche, présente et absente à la fois à ces mystérieux entretiens où son sort se délibérait peut-être sans que son ambassadeur pût en rien savoir, se mordit les lèvres. L'Angleterre se gratta l'oreille un moment. Mais bientôt, songeant, avec son expérience pratique, à l'impossibilité d'un accord sincère ou durable entre deux ambitieux et deux comédiens comme Alexandre et Napoléon, elle s'en tint à son attitude première, et éluda la paix que lui proposèrent, plutôt pour remplir un devoir que pour réussir, les plénipotentiaires russes et français. En somme, le but d'Erfurt fut atteint. Napoléon y gagna le temps dont il avait besoin ; Alexandre y gagna la Finlande, à la condition de la prendre, et les provinces danubiennes, à condition de s'en emparer. Les marrons mis au feu à Tilsitt et à Erfurt sont encore trop chauds pour la Russie, puisqu'elle souffle encore dessus. Quant à l'Angleterre, à celle fastueuse démonstration où, tout en gagnant ce que nous venons de dire, Alexandre et Napoléon perdirent le peu de confiance qui leur demeurait l'un dans l'autre, l'Angleterre gagna d'avoir plus que jamais confiance dans l'Espagne. On croit aux peuples lorsqu'on doute des rois.

Napoléon revint à Saint-Cloud le 18 octobre, d'Erfurt où il était arrivé le 27 septembre, enchanté de sa dernière insinuation à son puissant ami. Si elle réussissait, en effet, il pouvait se consoler d'être pris au mot, Si elle échouait, il y avait là un prétexte fécond en griefs pour une rupture prévue. Napoléon avait fait sonder Alexandre sur un projet de mariage entre lui, Napoléon, et l'une de ses deux sœurs. Alexandre se fût bien passé de cette embarrassante ouverture, car il

---

<sup>1</sup> Chateaubriand.

y avait bien des obstacles à franchir dans un tel hyménée : incompatibilité d'âge, de religion, de race, et ce premier nœud conjugal à dénouer ou à trancher ! Quelle femme n'hésite point à enter ainsi violemment son amour sur un autre et à reflleurir un bonheur déjà flétri ? Ce projet de divorce depuis quelque temps déjà, à mesure que son ambition mûrissait et que la crainte dans ses calculs se mêlait à l'espérance, couvait et fermentait sourdement dans l'âme de Napoléon, qu'affligeait la pensée de se séparer de la compagne dévouée de sa jeunesse, mais qu'aiguillonnait la sublime impatience de la paternité. Cet horizon infini qu'ouvre l'hérédité manquait à la liberté de son esprit, et parfois aussi, il sentait manquer à son courage la plus pure des joies domestiques.

A peine de retour à Paris, sous l'empire de ces pensées pleines de fruits amers, Napoléon se livre tout entier aux préparatifs de cette expédition réparatrice, vengeresse, exemplaire, qui doit le délivrer de son plus grand souci, imposer à l'Angleterre la paix qu'elle refuse encore, et faire de l'hommage d'un peuple indomptable dompté, au grand désarroi de ces spéculateurs de Bourse avec lesquels il n'a pas dédaigné d'entrer en lutte et dont il a su battre, à coups d'achats du Trésor, les baisses épigrammatiques, le présent de noces de la future impératrice qui va venir s'asseoir à ses côtés sur le trône de Joséphine. La *Grande Armée* est réduite au titre d'*Armée du Rhin*, et avec huit corps empruntés à l'élite de ses vétérans et commandés par les maréchaux Victor, Soult, Moncey, Lefèvre, Mortier, Ney, Bessières — commandant la réserve de cavalerie —, et les généraux Gouvion Saint-Cyr et Junot, Napoléon vient de sa personne, accompagné de Berthier, donner une leçon de grande guerre à Joseph, qui, ne pouvant faire le roi, s'évertue à jouer le général.

Contre Napoléon qui, à partir du 5 novembre 1808, prend la direction des opérations, que l'on sent menées par un génie supérieur et servies par un instrument irrésistible, contre le grand empereur commandant désormais en Espagne à la grande armée, les Espagnols eussent eu peu de chose à faire, s'ils eussent été réduits aux plans confus de la junte centrale d'Aranjuez, à l'inexpérience de généraux improvisés et jaloux et au fanatisme indiscipliné de bandes, qui s'étaient encore plus servies de leurs jambes que de leurs bras. Mais ils avaient l'appui de l'Angleterre, de sa flotte, de son Gibraltar, utile à l'Espagne pour la première fois, de son armée commandée par John Moore, successeur passager de sir Arthur Wellesley, disgracié pour la convention de Cintra. Les Anglais étaient entrés en Espagne, avaient déjà dépassé Badajoz et touchaient à Astorga.

Les choses ne tardèrent pas à changer de face. Les batailles d'Espinosa (11 novembre 1808), gagnée par le maréchal Victor, de Tudela, gagnée par le maréchal Lannes (25 novembre), de Somo-Sierra, gagnée par Napoléon lui-même (30 novembre), découvrirent Madrid, où, après une velléité de résistance qui ne fit que l'irriter davantage, l'empereur lit entrer seulement son armée, voulant tenir la capitale rebelle en pénitence, et, en lui faisant désirer Joseph, arrêté par son ordre au Pardo, la dégoûter de le chasser. Pour lui, général et vainqueur, et, ne voulant paraître aux yeux des Espagnols, qu'en cette qualité redoutable, il résida à Chamartin, au milieu de sa garde, recevant des députations à gourmander et signant les décrets de correction (5 décembre). Pendant ce temps, le général Saint-Cyr, opérant isolément en Catalogne, prenait Roses (4 décembre), battait les Espagnols à Cardedeu (15 décembre), et à Molins-del-Rey (21 décembre), et dégageait ainsi d'une situation précaire le général Duhesme, bloqué dans Barcelone.

Napoléon, enfin, dans les derniers jours de décembre, s'occupe des Anglais, dernière ressource de la résistance espagnole accablée. Il passe, le 22 décembre, avec sa garde, par un froid d'Eylau, le Guadarrama. Moore échappe, par une maille rompue, au filet de combinaisons stratégiques dans lequel il va être pris avec toute son armée. De plus, au moment où Napoléon recherche l'occasion d'un coup important et peut-être décisif, les préoccupations et les sollicitudes étrangères à l'Espagne qui l'y ont trop accompagné, l'arrêtent au bivouac d'Astorga (2 janvier 1809). Cédant à l'impatience que l'absence fait dégénérer en inquiétude, à l'aiguillon des nouvelles de Paris, annonçant comme consommé l'accord provocateur de l'Autriche et de l'Angleterre, au dégoût que causent à un esprit avide de nouveauté cette résistance monotone d'un peuple se battant chez lui et lassant les armées qu'il ne peut vaincre, l'empereur quille l'expédition, dont il avait pris le commandement, au plus beau de son élan, et l'abandonne à l'impulsion donnée, pour s'occuper à d'autres desseins, bientôt entravés par la fatalité qui va désormais peser sur sa destinée. Cette fatalité, c'est d'avoir trop d'ennemis à la fois, sans jouir de l'ancienne liberté de les battre isolément et successivement. Napoléon ne peut être à la fois en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Hollande, à Paris, où l'égoïsme, l'ingratitude, la peur, se coalisent aussi et minent par l'impopularité les fondements de ce gouvernement sublime et précaire, incarné dans un grand capitaine toujours absent, et toujours en face du boulet destiné peut-être à le tuer. De là, l'anxiété de la nation, l'espoir toujours renaissant des puissances ennemies, et pour lutter contre les intermittences fâcheuses de cette présence toujours nécessaire, les lacunes de cette inspiration toujours victorieuse, au dedans, des ministres mécontents ou trop résignés à l'imprévu, comme Fouché et Talleyrand ; au dehors, des maréchaux médiocres, malheureux ou jaloux, regardant comme un malheur de servir dans un pays où la victoire est stérile, et des armées épuisées, affamées, indisciplinées, passant de la disette au pillage, et piquées de cette fièvre d'exaltation et de révolte que répand partout, avec ses rayons mordants, le classique soleil des *pronunciamentos*.

Cependant Napoléon, tout en abandonnant la direction de l'expédition confiée au maréchal Soult, n'avait encore quitté le commandement que pour le gouvernement, et en se fixant à Valladolid, il s'était rapproché seulement du centre européen qui l'attirait, ne voulant franchir qu'en deux étapes la distance qui le séparait de Paris. C'est à Valladolid qu'il apprit l'heureuse nouvelle de la bataille de la Corogne, gagnée par Soult, de la mort des deux généraux anglais, John Moore et David Baird, et de la déroute de l'armée anglaise, qui eût été complète s'il eût été là pour resserrer sur elle l'étau formé par Soult et par Ney, et achever à Lugo le désastre commencé à la Corogne. Mais déjà tout entier à l'avenir, Napoléon ne songeait plus qu'aux Autrichiens. Le principal devenait l'accessoire, et quittant la Péninsule, où son absence va aggraver les revers et rendre jusqu'aux succès inutiles, il part, le 17 janvier, à franc étrier de Valladolid pour Bayonne.

La victoire d'Uclès (13 janvier 1809), gagnée par le maréchal Victor, permit à Joseph d'entrer déceimment dans Madrid (22 janvier). Le 21 février, la seconde campagne d'Espagne finissait par le défilé, devant le maréchal Lannes, de dix mille fantassins et de deux mille cavaliers hâves et décharnés. C'était le reste des défenseurs de l'héroïque Saragosse, dont les ruines fumantes avaient servi de tombe à cinquante-quatre mille Espagnols, durant ce siège mémorable, où notre armée n'avait acheté qu'au prix du deuil de près d'un tiers des siens une douloureuse victoire. Après de tels résultats, l'occupation française put respirer

un moment, et l'insurrection, lassée mais non vaincue, se dispersa dans ses montagnes, afin de reprendre haleine pour de nouvelles luttes (22 janvier 1809). Pendant ce temps, Napoléon, arrivé à Paris comme la foudre, y grondait et y frappait comme elle. La disgrâce qui menaçait déjà Fouché éclatait sur M. de Talleyrand, également méritée par tous deux. Bientôt, pour faire cesser les incertitudes de l'opinion, les lâchetés de la Bourse, les calomnies des opposants, l'Empereur se décida à brusquer le dénouement du drame, trop lent à son gré, des préparatifs de l'équivoque Autriche, à considérer ses armements comme un défi, et à feindre de relever, aussitôt prêt, le gant qu'on n'osait point lui jeter. En attendant, il rappelait de Vienne le général Andréossi, notre ambassadeur, et invitait les princes confédérés à réunir leurs contingents. Le 10 avril 1809 au matin eut lieu l'explosion de ces griefs réciproques, couvés sous la cendre durant tout le mois de mars, du côté de l'Autriche, pour gagner le temps de réconcilier la Turquie et l'Angleterre, et d'essayer à Saint-Petersbourg une tentative éludée ; du côté de la France, pour achever les apprêts militaires et financiers d'une campagne rapide et décisive.

## CHAPITRE III

# WAGRAM. - MOSCOU. - LA BÉRÉSINA. - VITTORIA. - LEIPZIG. - WATERLOO. - SAINTE- HÉLÈNE

1809-1821

Bataille d'Abensberg. — Bataille d'Eckmühl. — Échecs en Italie : bataille de Sacile. — Marche sur Vienne. — Combat d'Ebersberg. — Entrée des Français à Vienne. — Bataille d'Essling, — Mort de Lannes. — Héroïsme de Masséna. — Victoire de Raab. — Bataille de Wagram. — Combat de Znaïm. — Bataille d'Oporto. — Victoires de Médellin et de Ciudad-Real. — Échecs et fautes ; retraite de Soult. — Bataille de Talavera. — Descente des Anglais dans l'île de Walcheren. — Échec d'Anvers. — Paix avec l'Autriche. — Le fanatique de Schœnbrunn. — Conflit avec le Saint-Siège. — Occupation des États romains. — Pie VII à Savone. — Divorce avec Joséphine. — Mariage avec Marie-Louise. — Blocus continental. — Dissentiments de Louis, roi de Hollande, avec son frère. — Son abdication. — Siège et prise de Gironne. — Succès du général Suchet. — Bataille d'Ocana. — Siège de Cadix. — Campagne de sièges. — Masséna en Portugal. — Bataille de Busaco. — Wellington à Torrès-Vèdras. — Vèdras. — Méintelligence et conflits avec la Russie. — Retraite de Masséna. — Combat de Redinba. — Bataille de Fuentes-d'Onoro. — Bataille d'Albuera. — Disgrâce de Masséna. — Le roi de Rome. — Bernadotte prince de Suède. — Le Concile de Paris. — Rupture avec la Russie et la Suède. — Tarragone. — Les Anglais en Espagne. — Traité avec la Prusse et l'Autriche. - Politique avec l'Amérique. — Napoléon à Dresde. — Passage du Niémen. — Politique avec la Pologne. — Mohilew. — Smolensk. — Bataille de la Moskowa. — Incendie de Moscou. — Retraite de Russie. — Bataille de Malo-Jaroslavez. — La Bérézina. — Grandeurs et désastres de la campagne de Russie. — Guerre entre l'Amérique et l'Angleterre. — Bataille de Salamanque. —

Les Anglais à Madrid. — Napoléon à Paris. — Efforts gigantesques. — Défection des Prussiens. — Départ de Murat. — Conspiration de Mallet. — Concordat de Fontainebleau. — Alexandre en Allemagne. — Rupture avec la Prusse. — Négociations avec l'Autriche. — Marie-Louise régente. — Médiation de l'Autriche. — Première campagne de Saxe. — Lutzen et Bautzen. — Vittoria. — Disgrâce de Joseph. — Ouvertures de Prague. — Accession de l'Autriche à la coalition. - Bataille de Dresde. — Désastre de Kulm. — Seconde campagne de 1813. — Bataille de Leipzig. — Défection de la Bavière. — Abandon de la Saxe. — Bataille de Hanau. — Retraite du prince Eugène sur l'Adige. — Propositions de Francfort. — Traité de Valençay. — Défection de Murat. — L'invasion. — État de l'opinion — Opposition du Corps législatif. — Dernier effort de la France et de Napoléon. — Napoléon à Châlons. — Combat de Brienne. — Bataille de la Rotière. — Congrès de Châtillon. — Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamp. — Montereau. — Renvoi de Ferdinand VII en Espagne et du Pape à Rome. — Mission de M. de Flahault. — Traité de Chaumont. — Bataille de Craonne. — Bataille de Laon. — Bataille d'Orthez. — Entrée des Anglais à Bordeaux. — Bataille d'Arcis-sur-Aube, — Dernier plan de Napoléon. — Capitulation de Paris. — Combat de Saint-Dizier. — Rôle de M. de Talleyrand. — Trahison d'Essonne. — Défection de Marmont. — Première et seconde abdication. — Napoléon essaye, sans succès, de s'empoisonner. — Adieux de Fontainebleau. — Napoléon à l'île d'Elbe. — Retour de l'île d'Elbe. — Seconde défection de Murat. — Les Cent jours. - L'Acte additionnel. — Le Champ de mai. — Napoléon à la Malmaison. — Ligny. — Waterloo. — Cambronne.- Abdication de Napoléon. — Fouché. - Hudson-Lowe. — Sainte-Hélène. — Le duc de Reichstadt.



Le 10 avril, l'armée autrichienne, sous les ordres du généralissime archiduc Charles, s'ébranlait tout entière pour franchir la ligne de l'Inn, limite bavaroise de l'influence, sinon de la puissance française. Le 19, l'armée française inaugurait sa rencontre avec l'ennemi par la série de combats heureux et simultanés, connus sous le nom général de Tengen. Parti de Paris dans la nuit du 12 avril 1809, Napoléon était arrivé le 16 à Donauwer, à temps pour réparer les fautes déjà commises et les faire servir au succès de son plan aussitôt arrêté. Ce plan se composait d'une suite de coups dont la bataille d'Abensberg fut le second (20 avril). Le 21, double coup de massue à Landshut et à Leuchling. Le 22, bataille d'Eckmühl, où le maréchal Davoust se taille dans la victoire un manteau de prince. Le 25 enfin, [Napoléon terminait cette lutte de cinq jours en prenant Ratisbonne, et en refoulant en Bohême l'archiduc Charles, réuni à l'armée de Bellegarde, mais séparé de celle de Hiller et de l'archiduc Louis.](#)

Ces cinq jours de revers, qui ouvraient à l'armée française la route décisive de Vienne, coûtaient aux Autrichiens soixante mille hommes, dont quarante mille tués ou blessés. A mesure que les combats se renouvellent, ils deviennent plus longs, plus disputés, plus sanglants. Nous sommes loin des parties d'échec stratégiques de la campagne d'Italie. Aujourd'hui, ce sont des chocs où la fureur du désespoir, où le délire de la guerre entre-heurtent trois cent mille hommes ; en un mot, des boucheries héroïques. Le hasard des batailles, devenu aveugle, semble ne plus épargner Napoléon lui-même, longtemps invulnérable, et la victoire blesse au pied, devant Ratisbonne, ce favori conquérant, à la marche si rapide qu'elle s'essouffle déjà à le suivre.

Cette belle médaille a un revers de contrastes. Pendant que Napoléon, profitant de la victoire, prenait et exécutait le parti de suivre le Danube et de marcher droit sur Vienne, le prince Eugène préludait, en reculant jusqu'à l'Adige, à la suite des échecs de Pordenone et de Sacile, fâcheux tributs payés à l'inexpérience, à la marche qu'il devait bientôt s'ouvrir par la victoire et couronner par la plus opportune jonction ; et le prince Poniatowski capitulait honorablement à Varsovie.

Le 5 mai, l'audace impatiente et sans scrupules de Masséna, prodigue du sang de ses soldats comme du sien propre, marque du jalon sanglant et fumant d'Ebersberg la marche irrésistible des colonnes françaises. Le 8, par une nouvelle militante étape, l'armée précédait, sur le rendez-vous d'une jonction, désormais impossible, les archiducs dispersés, et Vienne apparaissait pour la seconde fois aux yeux de notre avant-garde, prix d'une seconde marche offensive digne de celle de 1805. Le 12 au matin, l'archiduc Maximilien sortit avec douze mille hommes de la capitale qu'une défense maladroite n'avait réussi qu'à compromettre, et s'échappa par le Danube. Le 15 mai, les Français entrèrent dans Vienne, où leur séjour ne rappelle que des souvenirs de modération et de discipline, et où ils ne laissèrent après eux que l'inévitable grief du patriotisme humilié. A peine établi solidement dans Vienne, Napoléon consacra exclusivement ses soins à dominer la fatalité menaçante de son triomphe. Car s'il avait évité, en les devançant, la bataille défensive que l'archiduc Charles et ses frères ne pouvaient plus lui présenter sous les murs de Vienne, avec leur formidable point d'appui, il se trouvait lui-même acculé, par la disposition des lieux, au danger qui eût pu, mieux exploité, devenir fatal, d'une action offensive, compliquée d'un passage de fleuve sous le feu de l'ennemi, et aggravée par la terrible situation de ce fleuve à dos. En un mot, emprisonné en quelque sorte entre Vienne et le Danube, Napoléon ne pouvait sortir de cette impasse que par la plus difficile des victoires ou la plus désastreuse des défaites. Cette double

nécessité de franchir un fleuve large de cinq cents toises sous le feu d'une armée de cent cinquante mille hommes, et de résister à ce gigantesque effort sur le bord d'un abîme capable d'engloutir en un moment l'armée et l'Empire lui-même, préoccupa Napoléon sans l'effrayer. C'est là le problème qui fait des deux batailles d'Essling et de Wagram les plus dramatiques de l'histoire militaire de Napoléon. Car il lui fallut deux grands coups de sa victorieuse épée pour trancher le nœud gordien de sa fortune. Et ce n'est qu'au prix d'un double chef-d'œuvre d'héroïsme et de prévoyance, que l'armée française, se battant ainsi sur le bord de l'humide et immense linceul prêt à l'ensevelir tout entière, dut ce salut unique, fait à la fois de la défaite des hommes et de celle des éléments.

Un des premiers avantages de la marche triomphante de Napoléon sur Vienne fut de ménager au prince Eugène une occasion de prendre sa revanche. Il en profita pour changer en poursuite sa retraite devant l'archiduc Jean, que le désir de fournir à son frère une diversion ou un appui faisait rétrograder on plein succès. Dans cette reculade désastreuse, le général autrichien perdit en quelques jours le tiers de son effectif, et se retira avec trente mille hommes, de quarante-huit mille avec lesquels il était entre en Italie. Le général Marmont opérait avec un égal succès, de l'Illyrie où il stationnait depuis Austerlitz, vers la Styrie, le même effort de concentration. Ces divers mouvements fixaient sous Vienne, pour l'empereur Napoléon et pour l'archiduc Charles, le point nécessaire du passage du Danube, et faisaient de l'île de Lobau, si célèbre depuis, la coulisse, pour ainsi dire, de cette pièce dont la rive opposée à Vienne allait former le sanglant théâtre. Les deux villages d'Aspern à gauche, d'Essling à droite, bornaient la scène. C'est là que, les 21 et 22 mai, se déroula, au bruit du canon, le drame en deux journées, où Napoléon commença avec vingt-deux ou vingt-trois mille hommes ce duel inégal et pourtant victorieux contre quatre-vingt-dix mille Autrichiens, qui dura trente heures, et à la fin duquel soixante mille français au plus, réduits à l'arme blanche ou à l'inaction par le manque de munitions, se trouvaient en présence d'un ennemi supérieur encore d'un quart. On n'analyse pas une semblable lutte, contrariée encore par une crue subite du Danube et la rupture du pont de passage et de retour. Malgré toutes ces adversités, le 22, dans la nuit, Napoléon rentra, après avoir bivouaqué sur un champ de bataille où étaient tombés morts ou blessés vingt-sept mille Autrichiens et dix-sept mille Français, dans le refuge de l'île de Lobau. Jamais il n'avait vu de plus près une catastrophe auprès de laquelle la mort de Lannes, frappé d'un boulet, tombé à jamais, mais tombé en plein triomphe, regrettant la gloire mais non la vie, lui eut été douce. La perte de ce fidèle compagnon arracha de douloureux regrets à l'empereur, et rouvrit dans son cœur cette source de larmes, tarie depuis Marengo, et que la fin prématurée de Duroc devait bientôt réveiller.

Combien les temps étaient changés depuis 1800, et quel prophétique avertissement, pour la folie de l'épée, que ces immenses mêlées, dont un carnage de deux jours n'assouvissait plus la furie, que ces batailles acharnées, que ces victoires stériles, dont le triste laurier avait besoin pour naître du sang d'un Lannes et d'un Saint-Hilaire et se plantait sur leur tombe !

Déjà Lannes lui-même avait dit que la guerre d'Espagne lui faisait horreur, et il n'était allé qu'avec un sombre pressentiment à ce premier rang où l'entraînaient à la fois son courage et son devoir. Déjà Napoléon lui-même avait dit à M. de Cambacérès : Il est temps d'être sage. Que ne le fut-il, et que ne profita-t-il, pour en éviter une plus terrible, de cette leçon de sa destinée, de cette nécessité nouvelle pour lui de faire violence à la fortune et d'épuiser la victoire ?

Pour compenser l'effet fâcheux, exploité par la malveillance, de cette victoire douteuse, achetée par deux jours de combat, et terminée par une retraite, pour procéder, avec son activité et sa confiance habituel les, aux préparatifs d'une nouvelle journée d'Essling, plus courte, sur un meilleur théâtre, et avec des ressources qui défiaient le hasard, Napoléon avait besoin de l'encouragement et de la diversion heureuse de l'apparition d'Eugène, qui vint, en effet, l'embrasser, suivi de son maître, Macdonald, par cette route hardie dont les combats de Malborghetto, de Prédel, de Prévald, de Laybach, de Saint-Michel sont les glorieuses étapes (25 mai). La jonction opérée, le prince Eugène réhabilite sa réputation compromise par la victoire de Raab (14 juin), qui consomme la concentration des forces françaises et leur livre, complètement dégagée, la rive droite du Danube. En même temps, en Pologne, les succès du prince Poniatowski, malheureusement contrariés par la mauvaise foi et la mauvaise volonté des Russes, alliés déjà ennemis, avaient forcé de reculer l'archiduc Ferdinand, qui, sans la connivence du prince Galitzin, ne fût pas rentré en Gallicie. La construction des retranchements de Presbourg, la prise de Raab, l'échelonnement, à portée des corps d'Eugène, des généraux Marmont, Macdonald et Boursier, nous garantissant de toute entreprise, sinon de toute tentative du côté de la Hongrie, Napoléon acheva le chef-d'œuvre des prodigieux préparatifs qui font de la victoire de Wagram comme le tableau accompli des combinaisons dont Essling fut l'ébauche. Le 6 juillet 1809 est la date de cette admirable victoire, due à des miracles de prévoyance, et dont Berthier, digne interprète des ordres de son chef, devait prendre le nom, comme Masséna avait pris celui d'une plus héroïque et moins heureuse devancière. Sur le théâtre de cette lutte décisive, commencée à quatre heures du matin, vingt-quatre mille Autrichiens tués ou blessés, dont douze généraux, attestaient la vigueur de l'attaque et l'acharnement de la résistance, qui nous coûtait quinze à dix-huit mille hommes. Le combat de Znaïm (11 juillet) acheva la poursuite et la déroute, arrêtées par une demande d'armistice, accordé par Napoléon autant par satiété du sang versé que par politique sagesse. Il portait la date du 12 et le nom de Znaïm. Tandis qu'il se transformait en traité dans de laborieuses conférences, Napoléon, après avoir pris les dispositions nécessaires pour s'assurer, en cas de rupture, des moyens décisifs, procéda aux récompenses et châtiments que méritaient tant de services et quelques fautes. Il fit maréchaux Oudinot, Macdonald, Marmont, et réprima, par un ordre du jour célèbre, la jactance intempestive de Bernadotte, qui flattait les Saxons en attendant qu'il flattât les Suédois, et compromettait son bienfaiteur avant de le trahir.

Sur une autre scène, la seule nouvelle de la guerre avec l'Autriche donnait à l'Espagne et au Portugal le signal favorable d'une nouvelle insurrection, et fournissait à l'Angleterre l'occasion d'une intervention définitive. La prise de Chaves, de Braga, d'Oporto, par Soult ; la victoire de Médellin (28 mars 1809), de Ciudad-Real, dues à Sébastiani (27 mars), ouvrirent avantageusement la campagne et remplirent Joseph d'espérances trop tôt déçues. Le maréchal Soult, au lieu de marcher sur Lisbonne, s'attarda à Oporto, où une tentative ambitieuse jusqu'à l'insanité, et qui témoigne de ce vertige vaniteux qui s'emparait, sous ce ciel corrompé où Junot devait devenir fou, des têtes les plus solides, rendit le trop pressé Nicolas Ier, roi in petto de la Lusitanie, odieux à une partie de son armée et ridicule pour l'autre. Le résultat de ces erreurs et de ces fautes, dont profita habilement le vainqueur de Vimeiro, lord Wellington, un moment suspect à son pays et déjà son idole, fut la surprise inouïe et la retraite désastreuse connue sous le nom d'Oporto, son point de départ (12 mai), encore aggravée

dans ces conséquences et son funeste effet moral par les dissensions de Soult et de Ney. C'était là un premier symptôme de cette maladie fatale à nos succès, devenue bientôt générale par suite des perpétuels malentendus issus de l'absence de Napoléon et du manque d'unité dans la direction, qu'on peut appeler *l'anarchie des maréchaux*.

La bataille douteuse, et par cela même pire qu'une défaite, de Talavera (28 juillet 1809), clôt la première phase de cette campagne funeste et marque la recrudescence du fanatisme espagnol, encouragé, plus encore que servi, par le secours de la jonction des forces anglaises avec celles des insurgés. Partout, à ce moment, les troupes françaises étaient en retraite ou en arrêt, et le succès d'Almonacid ne put point conjurer la fatalité désormais attachée à nos armes. L'incendie de plusieurs de nos vaisseaux à Rochefort, l'expédition de Walcheren et son insuccès, l'échec du siège d'Anvers, enfin l'avortement de cette expédition téméraire, qui souleva à la fois le patriotisme et l'inquiétude de la France, exploités par l'intrigant Fouché et l'ambitieux Bernadotte, tels furent les épisodes intermédiaires de la lutte maritime. L'Angleterre y témoigna de convoitises et de confiances prématurées, mais aussi de cette haine implacable et de cet infatigable acharnement dont les feux s'approchaient de tout foyer propice et essayaient d'alimenter une conflagration universelle. Un pareil élan de fureur, pour lequel l'humanité et l'honnêteté n'étaient que de vains obstacles, ne devait plus s'arrêter que devant l'impossible (juillet, août, septembre 1809).

Le 14 octobre 1809 au matin, le prince Jean de Lichtenstein signa, avec M. de Champagny, le traité de paix, qualifié traité de Vienne, le quatrième depuis 1792, et destiné, pour notre malheur, à ne pas durer plus que les autres. La paix était commune à tous les alliés de la France. L'Autriche cédait : en Italie, le cercle de Villach, la Carniole, la rive droite de la Save jusqu'à la frontière turque ; en Bavière, l'Innwiertel, avec une ligne d'Esserding au pays de Salzbourg ; en Pologne, la nouvelle Gallicie, avec le cercle de Zamosc pour le grand-duché, plus, les deux cercles de Solkiew et de Zloczow pour la Russie. Les articles secrets contenaient l'engagement de ne pas porter l'armée autrichienne au delà de cent cinquante mille hommes, jusqu'à la paix maritime, et l'obligation de verser 85 millions pour solde de ce que devaient les provinces autrichiennes, dont 50 millions comptant le jour de l'évacuation de Vienne. Il n'était accordé que six jours pour les ratifications<sup>1</sup>.

A peine cette question vidée, car Napoléon ne descendait pas à supposer qu'on pût refuser de ratifier une paix qu'il avait dictée et qu'il avait, par une habile anticipation, déjà annoncée au peuple de Vienne ; à peine cette question vidée, Napoléon s'occupait, dès Schœnbrunn, des autres affaires qui sollicitaient à la fois son attention ; car, par suite de l'extension de l'empire et de l'activité d'un génie qui soulevait tous les problèmes, une affaire n'attendait pas l'autre, et il devait regarder en même temps à tous les points de son horizon. L'Espagne à dompter enfin ; l'île de Walcheren à reprendre ; la querelle entre l'empire et le pontificat, devenue un conflit scandaleux, à arrêter sur cette double pente de l'odieux et du

---

<sup>1</sup> Thiers.

ridicule où elle glissait insensiblement, tant par la faute du caractère militaire que par celle du caractère sacerdotal ; la paix définitive et générale à assurer, pour jouir de cette sécurité sans laquelle il n'est pas de pouvoir complet ni d'obéissance durable ; la dynastie enfin à asseoir sur les certitudes de l'hérédité légitime au lieu des hasards de l'hérédité adoptive ou élective : telles étaient les graves pensées et les tristes images qui occupaient le cerveau de Napoléon, non sans agiter son cœur, durant les méditatives après-midi ou les veilles nocturnes de cette saison d'automne 1809.

Il ne manquait à la plus impérieuse de ces sollicitudes, pour devenir absorbante, que l'aiguillonnement du premier poignard caché sous ses habits par le fanatisme du patriotisme allemand. Car la communauté de l'intérêt et du malheur commençait déjà l'unité de l'Allemagne, embryon que fécondera le sang généreux de 1813. La tentative déjouée de Staaps rappela à Napoléon, que l'assassinat menaçait ainsi avant de frapper, qu'il était homme comme les autres, par la fragilité de la vie et l'incertitude de la destinée, et que plus que tout autre celui qui soulevait en même temps contre lui l'exaltation germanique, la cupidité anglaise, la rancune italienne et la férocité espagnole, devait songer qu'un coup résolu, au lieu de la velléité homicide de Staaps, peut tuer à la fois un empereur et un empire. Dès ce jour, le divorce fut résolu à la fois dans l'esprit et le cœur de Napoléon, et Joséphine, épargnée après Tilsitt par la générosité du bonheur, fut condamnée après Wagram par cet implacable sentiment dû la nécessité auquel Napoléon devait sacrifier tant de choses. Le fait est qu'il n'y avait plus à hésiter. Celui que la Révolution avait mis sur le trône avait perdu un à un tous les caractères préservateurs d'un parvenu de la liberté. Il était devenu, en s'élevant aussi haut que peut porter un marchepied de victoires, l'empereur d'Occident, le nouveau Charlemagne, le nouveau César, comme eux maître du monde et esclave de cette haine qui, dans la personne de Staaps, venait de le déclarer tuable, après Pie VII lui-même qui, dans un moment d'excès, fait pour justifier bien des représailles, venait, lançant d'une main débile une foudre éventée, d'excommunier celui qu'il avait sacré et de maudire celui qu'il avait béni. Le pape, faisant ainsi servir les armes spirituelles à la défense ou à la vengeance des intérêts temporels, n'avait pas trouvé de meilleure réponse — mal inspiré en cela — au décret du 11 juin, déclarant les États du Saint-Siège réunis à l'empire, sous réserve, pour le souverain déchu, de toutes les immunités du pontife, les palais de Rome, une cour, une liste civile de deux millions, etc. Tel n'était point le dernier état de la question, qui, contenue dans ces termes, eût encore été simple. Elle s'était compliquée et envenimée des mille griefs d'une résistance souvent mesquine qui abusait de sa faiblesse pour donner à tout l'apparence d'une persécution et se donner en tout les bénéfices du martyr. Le bon Pie VII ne s'apercevait pas qu'en se disant prisonnier, en refusant les hommages du brave et digne chef des troupes françaises, en protestant auprès des cours étrangères, surtout des ennemies, en refusant toute correspondance même aux intérêts spirituels français, en persistant dans cette inertie funeste à la religion, qui laissait jusqu'à vingt-sept sièges vacants, en refusant l'or de sa liste civile pour mettre ironiquement en gage la tiare, présent de Napoléon lors du couronnement, c'était lui qui était le persécuteur plus encore que la victime. De son côté, Napoléon, peu fait pour la lenteur des querelles théologiques, peu disposé à subir les subtilités de cet ergotisme de la diplomatie romaine qui a fait de l'art de reculer une escrime si compliquée, Napoléon, que la douceur eût désarmé et qu'irritait cette résistance des petit moyens, cette résistance toute féminine de l'opiniâtreté sénile du Quirinal ; Napoléon, qui n'avait pas l'ubiquité

nécessaire pour présider à l'exécution d'ordres donnés en bref et laissant une trop grande marge à l'interprétation, Napoléon fut mal ou trop obéi. Et le zèle fâcheux du général Radet, enlevant le pape au milieu de ses quelques fidèles, et l'expédiant, à côté d'un officier de gendarmerie, à Florence, où la grande-duchesse Elisa recule devant la responsabilité d'un tel dépôt ; puis à Alexandrie où les mêmes scrupules arrêtent le prince Borghèse ; enfin à Grenoble, mit certainement en contradiction avec eux-mêmes l'auteur du Concordat et le restaurateur du culte. Jamais, si Napoléon eût pu veiller de près sur cette querelle, elle n'eût dégénéré en un échange de violences, dont la postérité trop indulgente a pardonné la faute à Pie VII désarmé, pour en faire un crime à Napoléon tout-puissant. La stabilité de ses institutions, toujours grandioisement provisoires et superbement précaires, tant que durait cette guerre qui devait durer tout l'Empire, et la popularité de son nom déjà odieux à l'égoïsme et à l'ingratitude, n'avaient pas besoin de ces griefs et de ces obstacles, qu'il eût tous prévenus en laissant au Saint-Père cette frêle et nécessaire enveloppe d'une souveraineté temporelle restreinte, nécessaire à la dignité, à l'égalité et à la sécurité du prince spirituel, dont il eût ail moins évité les plus graves en n'autorisant pas par son attitude une arrestation dont l'ordre ne fut jamais donné par lui, mais dont il dut accepter et subir la responsabilité, comme celle de l'exécution de Vincennes. Avec un homme qui ne reculait jamais, cette querelle pouvait s'envenimer jusqu'au schisme, et elle allait donner à la papauté et à son parti, malgré leurs fautes, une popularité funeste, au moment où malgré ses victoires et ses grandeurs l'Empire, ce colosse d'airain dont les pieds étaient encore d'argile, eût eu le plus besoin de cette base inébranlable de l'approbation universelle.

Telle était la situation dont Napoléon, à peine arrivé à Fontainebleau (26 octobre), allait avec sa décision habituelle dénouer ou trancher les nœuds. Son premier soin fut le plus pénible. Il s'agissait d'une séparation qui ne pouvait, ni d'une part ni de l'autre, s'accomplir sans déchirement ni sans douleur. Il s'agissait d'apporter à Joséphine une conséquence de la prospérité, pire pour elle que toutes celles de l'adversité. Il s'agissait de mettre de son vivant une autre femme à sa place, de la punir, comme d'un crime, du tort innocent de sa stérilité. Il s'agissait enfin d'obtenir le consentement de la victime à ce sacrifice à la raison d'Etat que la violence eût déshonorée. Napoléon devait trouver dans son cœur le tact nécessaire pour rendre douce cette blessure d'une séparation qui n'était pas un abandon, et pour faire un douloureux hommage de son adieu à la compagne qu'il regrettait ; et c'est son cœur aussi qui devait fournir à Joséphine les moyens de sortir à son honneur d'une si difficile épreuve et de boire jusqu'à la lie ce calice de l'immolation. Le 15 décembre 1809, après des scènes touchantes que nous aimons mieux passer sous silence que les profaner en les déflorant d'un récit incomplet, eut lieu devant le conseil de la famille impériale, la déclaration préliminaire solennelle, par Napoléon et Joséphine, de leur mutuelle intention de rompre, par les voies de la juridiction ecclésiastique, l'union chère à tous deux, mais incompatible avec l'intérêt du trône, et dont leurs deux mains, mêlées pour la dernière fois, formaient au moment même la douloureuse image. Rien ne peut rendre l'effet, plein d'une pathétique éloquence, de ce renoncement mutuel de Napoléon, digne et attendri, et de Joséphine, mêlant à ses larmes la grâce héroïque de son sourire.

Le lendemain 16 décembre, un sénatus-consulte, dont le vote devait inaugurer l'usage, par le prince Eugène, de ses prérogatives de sénateur, prononça, après quelques belles paroles dignes de cette situation, la dissolution du mariage

contracté entre Napoléon et Joséphine, lui maintenant le rang d'impératrice couronnée, lui attribuant un revenu de deux millions sur le trésor de l'Etat, une pension d'un million sur la liste civile, l'abandon en toute propriété des châteaux de Navarre, de la Malmaison et d'une foule d'objets précieux, La juridiction ecclésiastique confirma cette sentence civile d'un arrêt spirituel, fait pour ennoblir, par toutes les formes du droit canonique et toutes les satisfactions données aux scrupules de la conscience, une séparation dont le divorce eût été la rupture par trop brutale.

Dans l'intervalle, Napoléon avait fait à Paris (le 4 novembre) sa rentrée à cheval, et y avait tenu une cour des rois qu'il avait créés, où le roi et la reine de Bavière, le roi de Saxe, le roi de Wurtemberg, se mêlaient à ses frères couronnés, Jérôme, Joseph, Louis, Murat. De ces princes de sa famille, tous avaient mérité des reproches qu'il n'épargna point à Louis, dont la dure alternative de choisir entre les intérêts de son peuple et les ordres de son frère justifiait, jointe à d'autres chagrins plus domestiques, le sombre découragement, prêt au scandale d'un double éclat. Il ne les épargna pas davantage à Joseph, dont l'incapacité apparente, faite surtout du malheur d'une situation fautive et joignant les difficultés de la guerre aux fatalités qui pesaient sur le roi de Hollande, avait tant ajouté pour Napoléon aux déceptions inévitables par suite desquelles il en était venu à regretter Ferdinand. Pour Murat et Jérôme, dont Napoléon n'était pas plus content, il se borna à les gourmander avec la nuance d'indulgence que méritaient à ses yeux des souverains inexpérimentés, mais capables au moins d'être généraux.

Il était temps de donner un autre cours à ses préoccupations, de fournir à l'insatiable curiosité de l'opinion française l'aliment d'un spectacle d'une nouveauté hardie, de rassurer l'Europe et de se rassurer lui-même, par le choix, devenu plus que jamais nécessaire, au moment du premier déclin de son prestige, du premier trouble de sa santé, de la princesse chargée de faire son bonheur et celui de la France, en lui donnant un héritier du trône et un élève dans l'art de régner. Trois princesses pouvaient seules prétendre à la candidature, la fille du roi de Saxe, la seconde sœur de l'empereur de Russie, enfin, l'archiduchesse d'Autriche, Marie-Louise. La première union offrait peut-être le parti le plus modeste, le plus sage et le plus sûr. La seconde favorisait, tout en l'exposant à de bien dangereuses exigences et à de bien délicates compétitions, l'ambition de Napoléon. La troisième, la plus hardie de toutes par les souvenirs que Napoléon ne craignait point de défier, avait quelque chose de chevaleresque et de grandiose qui flattait surtout l'orgueil de Napoléon. Il se décida brusquement, sans attendre la fin de pourparlers méticuleux avec la Russie, à épouser la fille du prince qu'il avait tant de fois vaincu, et il mit dans l'achèvement des préparatifs et l'accomplissement de cet hymen une sorte d'ardeur fébrile et une rapidité impatiente, que la susceptibilité russe ne devait pas trouver sans quelque ironie.

Le 25 mars 1810, l'impératrice Marie-Louise, épousée le 11 par procureur, entra en France par Strasbourg, au milieu d'acclamations qui rappelaient et de fêtes qui copiaient un voyage déjà accompli par cette même décevante route. C'est par là qu'était arrivée, en 1770, une princesse dont le dernier trône avait été l'échafaud. Marie-Louise, sa petite-nièce, n'était que son image très-affaiblie, et ne devait hériter que de la moitié de ses infortunes, comme de la moitié de son charme. Mais cette nouvelle union, moins malheureuse pour elle, ne devait pas être plus heureuse pour la France que la précédente.

Les affaires du blocus continental et du concile absorbent l'attention et l'activité de Napoléon pendant cette courte période de laborieux repos, que la naissance du roi de Rome et la recrudescence de la lutte, mère d'une nouvelle coalition, ferment au bruit triomphal et menaçant des cloches et des canons. Nous ne pouvons insister longuement sur ces deux grandes négociations intermédiaires, et comme Napoléon lui-même, négligeant les moyens, que nous ne saurions toujours approuver, nous courons aux résultats. Nous nous bornerons donc à montrer Napoléon ménageant à la fois d'abord l'Autriche et la Russie, puis, peu à peu abandonnant cette dernière, qui l'accuse de la sacrifier et trouvera, dans la déception de son ambition, l'humiliation de son orgueil et les dommages causés à son intérêt par la tyrannie du blocus continental, des causes d'hostilité auxquelles ne manqueront pas les prétextes.

Il y avait, en effet, une source perpétuelle d'irritation dans les arrangements pris par Napoléon en Allemagne pour favoriser, au profit de Jérôme ; le plus dévoué, le plus soumis, le seul militaire de sa famille, et en dépit de fautes qu'expliquait sa jeunesse et qu'excusait sa franchise, son frère préféré, l'établissement de ce nouveau royaume de Westphalie, que l'adjonction du Hanovre et de Magdebourg faisaient presque l'égal de la Prusse. Ajoutez à ces griefs, les mesures quelque peu vexatoires que lui imposait la surveillance de l'exécution d'obligations volontiers éludées, surtout le fâcheux parti, de plus en plus accusé, d'affaiblir tout le monde en Allemagne sans favoriser personne, pas plus l'Autriche amie et négligée que la Prusse ennemie et écrasée, que la Russie enfin, encore douteuse alliée. Ces levains réciproques et ces funestes amertumes allaient s'aigrir encore en 1810, année consacrée par Napoléon à préparer en Espagne un coup décisif qui jetât les Anglais à la mer, et à poursuivre partout l'impitoyable réalisation de ce plan de ruine méthodique et progressive du commerce britannique : filet trop vaste, à travers la rigueur duquel l'Amérique avait fini par passer, moitié de gré, moitié de force, que la Suède bravait impunément et dont la Russie, qui en supportait impatiemment la contrainte, tendait à dénouer violemment les plombs. Les amis de Napoléon, son propre frère Louis, ne lui épargnaient pas, à ce sujet, l'ennui de la contradiction ou l'affront de la résistance. Son conflit avec Louis, qui s'envenima d'un côté jusqu'à l'abdication, de l'autre jusqu'à la réunion de la Hollande à la France (3-9 juillet 1810), n'eut pas d'autre cause que cette lutte, dont Napoléon ne tenait pas assez de compte, à laquelle il soumettait tous ses frères, comme si le choix était facile entre les devoirs du souverain et ceux de l'allié. Les fautes et les malheurs de Joseph et de Louis tiennent à ce malentendu fatal de leur situation, que Lucien avait prévu et évité, fier par sagesse ou sage par fierté.

Tandis que la modification habile et fâcheuse à la fois du décret du 5 août 1810, allégement dégénérant bien vite en aggravation des décrets de Berlin et Milan, exposait l'auteur du blocus continental, pour défendre son système, à des immixtions dangereuses et à des saisies vexatoires, Napoléon, à l'intérieur, punissait, par la disgrâce de Fouché, les impatiences de l'opinion avide de paix et l'indiscrétion d'un ardélionisme ambitieux. Puis, avec le mélange de violence et de légalité qui préside à tous ses rapports avec le Saint-Siège, il précipitait la paix de l'Église, passagèrement assurée par la réunion d'un concile. Ses membres devaient trouver dans un de ces compromis qui ne font jamais défaut à la finesse ecclésiastique, le moyen d'obéir au Pontife sans désobéir à l'Empereur. La disgrâce des treize cardinaux, dépouillés, arrêtés, séquestrés pour avoir affiché, par une absence inconvenante à la cérémonie du mariage de Napoléon, une protestation mesquine ; la nomination du cardinal Maury au siège de Paris,



la consommation de la transformation des États romains en départements français furent les préliminaires, en 1810, de la lutte qui, en 1811, devait se transporter sur le terrain théologique par la grande hardiesse de cette réunion du concile, chapitre important de notre histoire religieuse, dont nous ne pourrions qu'indiquer la place.

L'ordre chronologique des événements nous oblige d'ajourner ce cadre, pour le tableau de la campagne d'Espagne de 1810, vaste champ de déceptions, où quelques dates glorieuses, rares et rouges comme des coquelicots, interrompent seules la monotonie d'une stérile moisson d'ivraie. La guerre d'Espagne, de la fin de 1809 au commencement de 1811, mobile comme le pays accidenté qui lui sert de théâtre, prend, comme le peuple passionné qui l'alimente de sa fureur et de son courage une physionomie nouvelle. C'est de la guerre pied à pied, pouce de terrain par pouce de terrain. L'armée française court après une bataille décisive qu'on lui refuse systématiquement, et perd devant des villes, qu'elle prend non sans peine, le plus vigoureux de son élan et le plus pur de son sang. L'Espagne agile et farouche, à la main prompte, à l'œil sûr, se venge par des sièges où elle a tous les avantages de l'embuscade, du coup de feu irrégulier, de la lutte souterraine et corps à corps, des inégalités et des déceptions de la lutte stratégique, avec des maréchaux qui perdront tous, dans cette guerre fatale, quelque chose de leur réputation, et qui, incapables de suppléer à l'absence du maître, la font payer cher à la France. Mais malgré leurs efforts, rien ne sort de grand, de vraiment glorieux, de définitif de cette entreprise maudite, déjà, condamnée par Napoléon lui-même, et qu'il abandonnerait déjà, sans la nécessité implacable de chasser de l'Espagne les Anglais qu'il y a attirés, et sans l'obstination d'un génie qui ne peut s'accoutumer à l'affront de ce premier obstacle. C'est en vain : ce premier obstacle est invincible. Il naît de fautes irréparables. Il se nomme la fatalité ; cette fatalité, hostile à Napoléon, est favorable à ce peuple, qui fait chez lui cette guerre du buisson qu'il connaît et qu'il aime, qui combat à son gré, recule à son aise, échappe à la victoire et se dérobe à la poursuite. Les maréchaux de Napoléon font les premiers l'expérience de cette vérité, dont la Russie réservait à Napoléon lui-même une si écrasante confirmation. On ne bat pas un peuple qui ne veut pas être battu. Les batailles gagnées sur un empereur ou un roi sont fécondes. On n'a en face de soi qu'une armée, qui fait plus ou moins son devoir. Mais un peuple est immortel et invincible, puisque la mort des martyrs y fait des héros, et qu'au contraire pour l'opresseur la victoire est stérile. Que ne laissait-on à l'Espagne son Ferdinand ? La punition d'un Joseph était trop douce pour ces sombres gueux, amoureux de leur guenilles et affligés, comme d'une gale, de l'amour dépravé d'un roi qu'ils délesteront aussitôt qu'ils le posséderont, et à qui ils feront cruellement expier l'aveugle dévouement de 1808. Mais non, Napoléon, qui ne veut pas reculer devant des bandits, sublimes quelquefois, et à qui le défi de l'Angleterre ferme d'ailleurs une retraite honorable, Napoléon s'obstine, et il fatiguera la France à courir après cette proie chimérique de son ambition, à travers les sentiers de la chèvre et les sommets chers au soleil, avant de l'épuiser à travers les lacs, les neiges et les bises de cette Russie qui va s'enfler, comme dirait Brantôme, de tombes françaises. Voyons les faits.

A la fin de 1809, sièges laborieux, assauts meurtriers, succès décevants en Catalogne et en Aragon. Prise de Gironne par Gouvion Saint-Cyr (11 décembre 1809), victoires de Moria et de Belchite sur l'insurrection réduite à la guérilla et tombant de Blake à Mina, par Suchet, le seul général sage, habile et heureux de la guerre d'Espagne ; mais presque aussitôt échec du général Marchand à

Tamamès, réparé à Alba de Tormès. La bataille gagnée par Mortier à Ocana désorganise l'armée régulière de l'insurrection, mais ne détruit pas l'obstacle des sièges, la fécondité des bandes, la ténacité d'une résistance sûre de l'appui discret mais opportun des troupes anglaises. A la junte découragée succéderont les cortes. L'Espagne, qui n'était que peuple, va, pour vaincre ou mourir, se faire nation.

Le rideau de l'année 1810 se lève tristement sur les querelles de Joseph découragé et de Napoléon indigné. Celui-ci ordonne que la guerre, négligeant l'Espagne, aille droit au véritable, à l'unique ennemi : l'Anglais. Le Portugal sera donc cette année la scène de ce troisième acte de la tragédie. Aucun contraste ne manquera à notre douloureuse émotion, puisque les déceptions de la campagne de Portugal vont maintenant contrarier les premiers succès et les premières espérances réelles de la campagne d'Espagne. Suchet au moins, prendra des villes ; Masséna, Masséna lui-même, après Soult, ne pourra que faire une retraite qui humiliera sa gloire ! Veut-on plus en détail les faits principaux de cette double expédition, accordée en Andalousie à la vanité du roi Joseph, et inspirée en Portugal par l'habileté du grand capitaine ? Joseph entre dans Séville (17 février 1810) ; Sébastiani, dans Jaen, Grenade, Malaga. Victor est arrêté devant Cadix ; Mortier, devant Badajoz ; Ney, devant Ciudad-Rodrigo ; Suchet lui-même, devant Valence. Malgré le succès relatif de sa promenade d'Andalousie, Joseph ne tarde pas à être obligé de rentrer à Madrid, où désormais il ne fera plus que disputer à l'ambition de Napoléon, à l'orgueil de ses généraux, les restes de sa royauté, humiliée par de perpétuels conflits d'administration et de stériles expédients de finances.

Les retards causés à ses projets par ce décousu d'opérations et cette anarchie d'ordres, obligent Napoléon à ajourner l'expédition de Portugal à l'automne et à lui donner le prélude d'une campagne méthodique, de sièges réguliers et d'occupation étroite, marchant plus lentement, mais plus sûrement, et destinée à absorber utilement au printemps l'activité de ses lieutenants. C'est à ce moment que la guerre d'Espagne prend ce caractère de guerre stratégique, d'artillerie et de génie, qu'elle ne perdra plus. Le 14 mai 1810, le général Suchet, après un mois d'investissement, quinze jours de tranchée ouverte, entre dans Lerida et y ravive sa gloire à celle de César et de Condé. Le 2 janvier 1811, il complète sa renommée par la prise de Tortose, tandis que Victor pousse à fond le siège de Cadix, dont il veut faire son chef-d'œuvre, et que Soult prélude par la prise d'Olivença (23 janvier 1811) et le combat heureux de Santa-Engracia à ce siège obstiné de Badajoz. Il n'entre dans cette place, le 11 mars 1811, avec Mortier, que pour y expier, en voyant sa conquête passer aux Anglais délivrés de Masséna, la faute de n'avoir pas secouru son collègue, obligé à une retraite désespérée.

Car, c'est le désespoir dans l'âme que Masséna, accablé de fatigues, abreuvé d'amertumes par l'insubordination de ses lieutenants, dont un Ney ne craignait pas de donner l'exemple, par l'abandon de Napoléon, que l'attitude menaçante de la Russie détournait de l'exécution des promesses dont le général Foy avait rapporté l'espérance à son chef, enfin par les murmures d'une armée mécontente de l'inutilité de ses efforts et de la stérilité de son héroïsme ; c'est le désespoir dans l'âme que Masséna opérait du Tage sur le Mondégo, le 22 mars, une retraite qui le rapprochait de ces frontières d'Espagne d'où, six mois auparavant, il était parti en vainqueur.

Tout d'abord, en effet, avait souri au chef de l'armée de Portugal, que la fortune traitait en favori avant de le traiter en ennemi, comme pour l'attirer plus facilement sur les bords du Tage devant ces fameuses lignes de Torrès Vèdras, dernier, mais inaccessible asile de l'intervention anglaise, en vain menacé et convoité par une armée intrépide mais affamée, et incapable, sans secours, de tenter un passage compliqué d'un assaut.

C'est dans les premiers jours de mai 1811, que Masséna, séduit par les caresses de Napoléon, avait dominé ses pressentiments et obéi à un ordre adouci par la plus flatteuse confiance. Il avait trouvé à Salamanque ses trois lieutenants, Ney, Junot et Reynier, dont le dernier seul s'était résigné à cette direction d'un homme, dans lequel Ney ne voyait qu'un égal et dans lequel Junot, qui s'était cru un moment roi de Portugal, n'était pas disposé à souffrir un maître. Or, Masséna, général de la vieille école, n'avait rien perdu de son inflexible énergie, et était capable de briser, devant l'armée, le bâton d'un maréchal lui-même, rebelle à ses ordres. De là des froissements et des conflits qui s'envenimèrent pendant le succès, mais que les revers devaient exaspérer. On fut d'abord heureux. On prit Ciudad-Rodrigo (9 juillet 1810) et Alméida (28 août 1810) et l'on eut ainsi entre les mains les deux clefs du Portugal par la vieille Castille. Alors commença, entre Masséna et Wellington, ce duel décevant, où le génie des batailles devait être vaincu par le génie des retraites, et où tandis que le général français se lassait à courir après un insaisissable ennemi et s'épuisait à vivre dans un pays stérile, le général anglais, laissant au soleil, à la fatigue, à la faim, la peine de cette victoire sans coup férir, dont il avait le mérite, attirait son adversaire à l'impasse dont la double ligne du Tage et des redoutes de Torrès Vèdras formaient le redoutable fond. Et tandis que l'armée française, au bas de ce double échelon, que sa courageuse et impatiente faiblesse ne pouvait franchir sans secours, le demandait en vain à Napoléon, qui ne renvoyait par le général Foy que l'ordre de patienter, et à Soult, qui s'obstinait par vanité et par crainte à l'alibi de Badajoz, Wellington n'avait à attendre que l'heure propice, pour un adversaire reposé et dispos, de la retraite d'un ennemi affaibli. Malgré les désavantages d'une telle situation, Masséna ne céda qu'à la faim, et tout affamée et épuisée qu'elle fût, son armée fit une contenance aussi fière en se retirant qu'en s'avancant. Aux succès de l'aller, au victorieux combat de Busaco (29 septembre 1810), répondent les succès du retour et le victorieux combat de Redinha (12 mai 1811).

Après cette retraite de Portugal, première leçon des fautes et première image des désastres qui devaient rendre irréparable - la retraite de Russie, Masséna était prêt à recommencer et capable de réussir, à la condition d'être secouru et secondé. Il ne fut ni l'un ni l'autre, et Napoléon, un moment arraché aux préoccupations et aux projets d'une rupture imminente avec la Russie, dont notre alliance, également imminente, avec l'Autriche, aigrissait les griefs et ne contrebalançait pas l'hostilité ; puis bientôt replongé dans des sollicitudes étrangères à cette guerre d'Espagne dont il était dégoûté et avait abandonné les rênes à Berthier, Napoléon ne profita d'un intermède de sécurité, de loisir et de prévoyance, que pour mettre le maréchal Bessièrès à la tête des troupes dispersées dans le nord de l'Espagne. Enfin il répondit aux demandes de secours indispensable que lui apportait de nouveau le général Foy, et à l'énergique tableau, tracé par cet éloquent interprète, de la situation de nos affaires, — du maréchal Victor toujours arrêté devant Cadix, du maréchal Mortier obligé de quitter Badajoz assiégé, du maréchal Soult passant son temps à demander des renforts et à se plaindre de tout le monde qui avait à se plaindre de lui, du maréchal Masséna prêt à recommencer la campagne mais attendant des ordres,

des provisions, des munitions, — par des critiques injustes, des reproches passionnés, le rappel de Ney, l'envoi de Marmont, la concentration des forces, partagées entre l'armée de Portugal et celle d'Andalousie, et Cadix donné pour objectif à la seconde, Lisbonne à la première. Mais donner des ordres ne suffisait pas, et rien ne pouvait désormais suppléer que sa présence à la démoralisation de l'armée, au découragement de Joseph, à la mésintelligence des généraux, et changer en déception les espérances de l'Angleterre, un moment près d'être jetée à la mer et acculée à la paix, aujourd'hui libre, confiante, insolente comme son général et son armée.

L'héroïque défense d'Alméida, l'évasion prodigieuse de sa garnison, qui échappe tout entière à l'ennemi, ne lui laissant qu'une place détruite, et la bataille en quatre actes dont un seul est bon et sans dénouement décisif, de Fuentès d'Onoro (3-6 mai 1811), inaugurent le retour offensif de Masséna en Portugal, et le maréchal Soult, par les fautes ou l'insuccès de la bataille d'Albuéra (16 mai), qui n'empêchera pas la prise de Badajoz par les Anglais, ne relève pas notre fortune, toujours militante, jamais triomphante.

Le roi de Rome naît le 20 mars 1811, au milieu de la joie universelle et des espérances encore victorieuses de Napoléon, que l'Allemagne, l'Italie et la Hollande consolent de l'Espagne. Et c'est avec un visage moitié souriant, moitié menaçant, que l'empereur, devenu père, présente, le 11 juin 1811, à la France et au monde l'héritier de sa dynastie, baptisé roi de Rome, et destiné à laisser seulement au monde, selon Chateaubriand, le souvenir d'une valse mélancolique.

Cependant, le premier moment d'orgueil et d'illusion passé, Napoléon, rendu par le sentiment nouveau qui devait remplir le cœur de cet homme, absorbé par l'esprit, à toute la clairvoyance de ses sollicitudes, faisait face à une situation grosse d'orages et déjà illuminée d'éclairs. Il armait vigoureusement pour répondre aux préparatifs de la Russie, sans s'apercevoir que l'excès de ce qu'il prenait pour une précaution provoquait une alliée déjà défiante, mais non encore ennemie, et précipitait le conflit que la modération eût prévenu. En même temps il joignait à tant de causes anciennes de malentendus la jalousie causée par des avances d'abord trop économisées, enfin trop prodiguées à l'Autriche, dont l'alliance devenait la rivale de l'alliance russe. Cette évolution dans les dispositions et les relations de Napoléon quant aux affaires extérieures se personnifiait et s'incarnait, en quelque sorte, dans la faveur de l'ambassadeur d'Autriche, le prince de Schwartzenberg, le remplacement au ministère de M. de Champagny par M. de Bassano, dont le dévouement absolu écartait de ce poste l'indépendance et la modération qui y avaient jusque-là honoré la contradiction et ennobli l'obéissance ; enfin, par le rappel de Saint-Pétersbourg de M. de Caulaincourt, qui se retirait, sous prétexte d'un mariage, d'une situation délicate, d'où il emportait tous les regrets d'Alexandre, laissant à son successeur, le général de Lauriston, les premiers reproches de cet empereur, froissé dans ses susceptibilités et déçu dans ses espérances.

Si l'horizon était assombri de complications imminentes, à l'intérieur les inquiétudes de l'opinion, devenue remuante ; les premières vellétés d'indépendance du Corps législatif, manifestées par quelques contradictions sur les conséquences du blocus continental, dont on recueillait en priva Lions et en faillites les désastreuses conséquences, après en avoir escompté les bénéfiques ; l'impopularité croissante de la guerre d'Espagne, que le succès eût seul pu excuser ; enfin l'attitude équivoque du concile, ses scrupules subits, ses transactions décevantes, son concours dérisoire, dont il avait fallu arracher par

un coup d'autorité et le double exemple de l'emprisonnement à Vincennes de trois prélats, succédant à la disgrâce imméritée de M. Portalis, un résultat utile ; toutes ces causes de trouble, dont la plupart tenaient à des perturbations organiques et résistaient à de passagers remèdes, préoccupaient justement Napoléon sans l'effrayer. Il espérait contraindre aux délais nécessaires et à une explosion isolée les inquiétudes russes, devenues menaçantes, et l'impatience belliqueuse des conciliabules, prêts à devenir des légions, du patriotisme allemand. Pendant ce temps, il comptait encore dompter l'Espagne, et, en chassant les Anglais du Portugal, les contraindre à la paix qui, alors, deviendrait fatalement universelle. Le symptôme significatif de l'élection de Bernadotte, comme prince royal, héritier présomptif de la couronne de l'insensé Gustave IV, passée au débile Charles XIII, choix imposé d'abord par le désir de lui plaire, puis réalisé malgré la certitude, tardivement manifestée, il est vrai, du contraire, n'ébranla point une confiance en lui-même que Napoléon puisait encore dans la conscience de sa force, et que les déceptions de l'ingratitude effleuraient sans l'émousser. Il se borna à garantir le Danemark des conséquences de l'élévation de Bernadotte, avide de payer, par l'accession de la Norvège, la perte de la Finlande, et de payer ainsi la dette de son adoption.

Telle était la situation au 15 août 1811, jour de sa fête, assez malencontreusement choisi par Napoléon pour continuer, par une explication avec le prince Kourakin, la série de ces scènes fameuses dont l'éclair, en 1805, en 1809, avait annoncé à lord Witworth et à M. de Metternich un coup de tonnerre, auquel, dès ce jour, dut s'attendre Alexandre. Mais le coup frappé au midi devait précéder celui, si laborieusement préparé au nord, par la fermentation d'une année. La décision du concile, acceptée par Pie VII, en attendant qu'il provoquât, en protestant contre son acceptation, de nouvelles complications, Napoléon se hâta de fermer [cette convention de dévots](#), et, après avoir intimidé la Suède par le renvoi de son ambassadeur, il concentra une dernière fois son attention sur l'Espagne, afin de recouvrer la liberté de la reporter tout entière contre la Russie. La prise de Tarragone, succès meurtrier de Suchet (28 juin 1811) ; de Sagonte (25 octobre), dont le siège se compliqua d'une bataille ; de Valence (12 janvier 1812), par laquelle Suchet acheva de gagner le bâton de maréchal, reçu après Tarragone, encouragèrent d'abord les espérances de Napoléon. Elles furent bientôt successivement déçues par la perte de Ciudad-Rodrigo (18 janvier 1812) et de Badajoz (6 avril 1812).

Napoléon, à ce moment, bien loin d'être éclairé par tant d'avertissements prophétiques, allait s'enfoncer, [entraîné par son fougueux génie](#), dans cet autre abîme du Nord, et s'y engloutir [avec sa fortune et malheureusement avec celle de la France](#) ; et les désastres de 1812, rendus irréparables par son aveuglement et son obstination, allaient être le signal de cette décadence encore grandiose qui le conduisit, par un chemin de victoires et de défaites, de trahisons cruelles et d'héroïsmes inutiles, à la chute suprême, désormais inévitable.

La fin de 1811 et la première moitié de 1812 s'étaient passées, entre Napoléon et Alexandre, en un échange de protestations qui ne trompaient plus ni l'un ni l'autre. Tous deux, en se couvrant du prétexte de leur respect de la paix, n'avaient d'autre but que de s'attribuer réciproquement, suivant les circonstances, le tort de l'agression ou les bénéfices de l'initiative, et de préparer ; diplomatiquement et militairement, une guerre que, des deux côtés, on pressentait décisive et fatale ; Napoléon, qui ne veut se décider qu'au bon moment, élude la mission à Paris de M. de Nesselrode, tout en laissant continuer à M. de Lauriston, à Saint-Pétersbourg, le rôle pénible et même humiliant de

chaperon de ses démarches et de plastron des reproches d'Alexandre. On comprend les malentendus inévitables de cette dissimulation mutuelle, érigée en système. On continue toutefois de s'observer et de temporiser, la Russie ayant besoin d'en finir avec la Porte, de nouer avec l'Angleterre et la Suède une alliance nécessaire, de s'arrêter à un plan de défensive trompeuse et de décevante retraite ; Napoléon ayant également besoin du temps de parer à l'intérieur aux inquiétudes de l'opinion, aux malheurs de la disette, aux difficultés du recrutement, aux dangers de son absence, et à l'extérieur, d'assurer l'inviolabilité du théâtre choisi de la Pologne, dont il fait le rendez-vous de la concentration de ses armées, de raffermir le prestige de son autorité sur la confédération hésitante, de susciter à l'Angleterre la diversion d'une querelle avec l'Amérique, enfin de conclure avec l'Autriche séduite, la Prusse entraînée, une alliance de protection plus que de secours. Le 24 février 1812, traité de Napoléon avec la Prusse, qui devient notre alliée par l'impossibilité de demeurer neutre et par l'appât des espérances dont la leurre Napoléon. Le 14 mars 1812, traité d'alliance de Napoléon avec l'Autriche.

En même temps qu'il négocie, il procède à la distribution définitive de la nouvelle grande armée, composée, dans son ensemble, Français et alliés, de près de six cent mille hommes, avec Davoust (premier corps), Oudinot (deuxième corps), Ney (troisième corps), prince Eugène (quatrième corps), Poniatowski (cinquième corps), Gouvion Saint-Cyr (sixième corps), Reynier (septième corps), Jérôme (huitième corps), enfin la garde, sous Mortier et Lefebvre. Les quatre cent vingt-trois mille hommes de cette armée active s'appuyaient sur une armée de réserve de cent trente mille hommes, commandée par Augereau et Victor. Le chiffre énorme indiqué plus haut se complétait par les détachements et les malades en guérison.

Tandis que ces masses se groupaient successivement et furtivement, si de pareils mouvements peuvent être dissimulés ; malgré tout le génie de la ruse, derrière le corps principal de Davoust, et le suivaient de l'Oder à la Vistule et de la Vistule au Niémen, et que Napoléon, insensible à de suprêmes conseils et à de fâcheux symptômes, n'attendait plus que l'occasion favorable de surprendre les Russes, en ayant l'air de les devancer, Alexandre s'alliait avec la Suède (5 avril 1812) et se ménageait, par des concessions et des avances habiles, la paix avec la Turquie et l'union avec l'Angleterre. Le 21 avril, il quittait sa capitale, avec la juste émotion, partagée par un peuple fidèle, d'une démarche décisive. Napoléon, confiant ses pouvoirs à l'archi-chancelier Cambacérès, l'imitait le 9 mai 1812, arrivait le 11 à Mayence, et le 16 s'arrêtait à Dresde, après avoir reçu, à son passage, les hommages du roi de Wurtemberg.

A cette magnifique audience de l'Empereur, encore tout-puissant, se pressaient, comme de simples courtisans au lever du roi, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse lui-même, au milieu d'une foule de souverains clients et de princes vassaux. Cette présence de ses alliés, qui flattait Napoléon, n'était pas sans l'embarrasser aussi, car elle le gênait dans l'accomplissement de ses vues premières sur la Pologne, bientôt réduites aux promesses stériles de l'ambassade de M. de Pradt, et enfin à un abandon, fruit de méfiances et de déceptions réciproques, non moins amer pour la France que pour la Pologne. Le 29 mai 1812, Napoléon partait pour Posen, et de là pour Thorn (2 juin), puis Dantzig (7 juin), et le 17 juin, il passait la revue suprême des corps d'invasion qui, le 24 au matin, franchissaient avec lui, à Kowno, le Niémen, [Rubicon de sa prospérité](#)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Thiers.

Désormais, tout se précipite vers le dénouement déjà prévu. Le fait suit le fait comme le flot succède au flot. Entraîné par la fatalité, tout en essayant de la maîtriser, Napoléon va lui céder peu à peu, et, pour ainsi dire, pied à pied, arriver à l'extrémité de sa grandeur et de sa gloire, réduit, en reculant, à défendre sa conquête, avant de défendre sa patrie, et de lutter pour son pouvoir, avant de lutter pour son salut. Ce n'est que par étapes, et sous un ciel entremêlé d'azur et de ténèbres, que s'accomplira cette évolution de la plus grande fortune des temps modernes. Ce n'est que par degrés, et comme à regret, que le bonheur se séparera de son favori. La Providence, avant de reprendre sur le monde ses droits usurpés par le plus sublime de ses instruments, se ménagera une vengeance digne d'elle et une leçon digne de lui. Il faut, pour que le châtiment soit complet et l'exemple salutaire, les longues alternatives au milieu desquelles Napoléon, tout en résistant jusqu'au bout à l'irrésistible, paraît jusqu'au dernier moment avoir pu éviter l'inévitable, et semble tomber de lui-même et par sa faute à cette triple expiation de la défaite pour le capitaine, de l'abdication pour le souverain, de la trahison pour le bienfaiteur !

C'est à Kowno que commence cette voie douloureuse, interrompue par les plus éclatants et les plus stériles succès, et qui va faire à la retraite prochaine une ironique décoration d'arcs de triomphe. Tandis qu'Alexandre, surpris, au milieu d'un bal chez le général Benningsen, par la nouvelle de l'invasion française, cherche éperdu, un plan de défense à lui opposer, et demande en vain à ses conseillers divisés le moyen de vengeance et de salut dont l'inspiration ne s'allumera qu'aux flammes tardives de Moscou, Napoléon commence et poursuit l'application de ce plan jusque-là décisif, dans lequel sa confiance, justifiée cependant par tant de victorieuses expériences, se trouvera la pire des témérités. Il s'agit, comme toujours, de séparer en deux l'armée de résistance, d'emporter d'un même assaut une capitale et la paix ; puis, remettant l'épée au fourreau, d'imposer à l'ennemi le sacrifice de ce qu'il a conquis, compensé par la joie inespérée de garder le reste, ajoutant chaque fois à son empire la part qu'il s'est taillée dans les autres. Napoléon veut donc isoler Barclay de Tolly de Bagration, et faire, pour ses canons, deux bouchées des deux tronçons palpitants de l'armée russe. Une fois ouverte, cette route sanglante le conduit rapidement au but, c'est-à-dire à la paix dictée à Moscou, peut-être à Smolensk, peut-être avant. L'hiver, le véritable défenseur de l'armée russe, le seul adversaire avec lequel Napoléon ait à compter, sans le craindre, car il l'a déjà défié et dompté dans ses cantonnements de Pologne, est encore loin, et l'ordre des saisons ne s'intervertit point, même à l'appel d'un roi, même à l'appel d'un peuple en danger. Les ardeurs de l'été, les tiédeurs de l'automne favorisent ses projets, et nos soldats, qui souffriront bientôt si cruellement du froid, se plaindraient de la chaleur, s'ils savaient se plaindre. Malheureusement, Napoléon n'a pu prévoir que ce qui se prévoit, de même qu'il pourra tout éviter, excepté l'inévitable. L'inévitable, c'est la mésintelligence de généraux fatigués et jaloux, la confusion d'un état-major polyglotte comme son armée l'inexpérience d'une partie de ces troupes, où le danger peut improviser des héros, mais où le temps a manqué pour créer des soldats ; la difficulté des approvisionnements, l'absence ou la fausse interprétation des ordres, la lenteur des manœuvres, l'isolement ou l'éparpillement qui en résultent tour à tour, la surprise d'un pays inconnu, la fatigue de marches excessives ; enfin l'irritation et le découragement que va causer à cette aventureuse agglomération de troupes, perdue dans l'immensité des steppes, la perpétuelle déception de cette bataille décisive toujours offerte, toujours évitée, dont le refus systématique équivaldra pour l'ennemi à

l'avantage d'une victoire. Ainsi va-t-on, perdant du temps, perdant des hommes, par la dissolvante action qui commence, de la lassitude, de l'ennui, de la discorde, de Kowno à Wilna, où Napoléon s'attarde à fonder un État lithuanien et à éluder ironiquement les dernières propositions de paix d'Alexandre, transmises par M. de Balachoff ; et de Wilna à Minsk.

Tandis que Napoléon cherche à envelopper Barclay de Tolly, Davoust poursuit Bagration, et le manque, faute d'accord avec le roi Jérôme, le seul des frères de Napoléon capable d'être un général, que le maréchal traite trop comme un prince et dont il froisse les susceptibilités. Ici apparaît déjà la première faute de Napoléon, qui, après avoir tant perdu en Espagne à subordonner des maréchaux à des maréchaux, perdra encore davantage à sacrifier non plus des égaux l'un à l'autre, mais un supérieur à un inférieur. Jérôme pouvait se considérer comme tel vis-à-vis de Davoust, par son titre et sa parenté, du moment que le danger ne lui imposait pas l'oubli d'un juste grief, et que ce brave et savant, mais rude et froid Davoust, chef inflexible au point de paraître implacable, dont l'âpre caractère mettait un reproche dans chaque ordre et de la vengeance dans chaque châtiment, semblait le provoquer, en exagérant le commandement, à la désobéissance. Jérôme ne désobéit point ; mais, justement froissé de la rigueur du maréchal et de l'injustice de Napoléon, il se retira, renonçant à regret, par dignité de souverain, à l'ambition d'une gloire qu'il méritait d'atteindre et dont il ne jouit que trop tard. C'est ainsi que, par la faute du roi Jérôme, si l'on veut, à la condition d'associer à une responsabilité, fort exagérée par M. Thiers, Davoust et Napoléon lui-même, et plus encore les circonstances qu'on oublie trop pour tout rejeter sur les hommes, l'opération projetée sur Bobruisk fut reportée sur Mohilew, où le succès donnait de moindres résultats. La manœuvre, douteuse d'ailleurs, comme toutes les manœuvres dont l'exécution permet seule l'appréciation, contre Bagration, ayant avorté, Napoléon se rejette sur celle qui tendait à déborder, tourner et couper Barclay de Tolly, en le précédant sur la Dwina, comme on avait voulu devancer son collègue sur le Dniéper. Le 16 juillet 1812, Napoléon quitte Wilna, après y avoir déçu, sans la décourager, l'impatience des espérances polonaises, qu'il entretient par sympathie, sans pouvoir les satisfaire par méfiance. Obligé de respecter les susceptibilités de ses alliés prussiens et autrichiens, et de préserver la paix future d'un obstacle peut-être insurmontable, il ajourne la reconstitution d'un peuple dont il veut d'abord éprouver le dévouement, et il se borne à laisser à Varsovie M. de Pradt, et à Wilna M. de Bassano, faisant d'une fédération inoffensive le gage, qu'il ne devait point lui être permis de réaliser, d'une indépendance et d'une unité encore prématurées.

Le 23 juillet, le maréchal Davoust illustre, sans pouvoir la réaliser, par le beau combat de Mohilew, la combinaison destinée à isoler Bagration et qui ne parvient qu'à retarder sa jonction avec Barclay. A la même date Napoléon était devant la Dwina, avec 180.000 hommes, menaçant dans son camp de Drissa, copié sur les fameuses lignes de Torrès Vèdras, Barclay, plagiaire de Wellington. Le plan de cette résistance retranchée, désapprouvé par la majorité des généraux et impopulaire dans l'armée russe est abandonné, et Alexandre, qui l'a appuyé est obligé de le désavouer, de disgracier son auteur et de quitter son camp pour se rendre au milieu de son peuple, qu'il semble plus apte à soulever qu'à diriger des soldats. Le système, encore hésitant, de la retraite à outrance, que Kutusof rendra si décisif, prévaut à partir de ce jour mémorable. On n'y renoncera plus : les Russes se feront battre, quand ils ne pourront plus faire autrement, mais ils neutraliseront sans cesse la victoire en échappant au vainqueur et en l'attirant,



sous un climat progressivement meurtrier, à une impasse de flammes, d'où il faudra sortir en butte à la poursuite vengeresse qui succédera à la reculade humiliante, et changera notre défensive en déroute et notre retour en désastre.

C'est là l'histoire de cette marche décevante à la suite de Barclay de Tolly, dont le double combat d'Ostrowno (25 et 26 juillet), et celui de Witebsk (27) marquent, par une chaleur de 28° Réaumur, la première phase ; l'inutile succès de ces rencontres n'empêche pas la réunion de Barclay et de Bagration, et l'échec de la première combinaison de Napoléon. Il s'arrête quinze jours à Witebsk pour donner à une armée essoufflée, harassée, dégoûtée, le temps de reprendre haleine et courage, et pour arrêter les ravages de cette diminution par la désertion ou la débandade, symptôme déjà effrayant de la dissolution prochaine, qui coûte déjà à son effectif, le chiffre énorme de 150.000 absents depuis le Niémen. De Witebsk, entraîné par la fatalité de son génie avide de l'imprévu et surtout de son caractère impatient de l'obstacle, Napoléon, malgré les murmures instinctifs et les pressentiments de ses soldats, rebutés par les fatigues inutiles et les combats sans résultats, franchit la limite qui sépare l'ancienne Pologne de la Moscovie, qu'il n'aurait jamais dû dépasser. Mais il eût rougi en s'arrêtant de paraître reculer et de voir l'ennemi calomnier sa prudence. Il lui fallait une victoire au prestige inattaquable, déifiant, comme le soleil, d'obscurs blasphémateurs. Le 15 août avec 175.000 hommes, Napoléon passe le Dniéper et après avoir découragé une timide tentative d'offensive de la part de Barclay et Bagration réunis, marche sur Smolensk. Le combat de Krasnoë (14 août) nous livre l'abord de Smolensk, où notre armée se précipite, croyant y trouver enfin la bataille décisive tant poursuivie. Nous n'y trouvons que l'occasion d'une sanglante et stérile victoire. L'opiniâtreté Busse, déjà fanatique, se dérobe, ne nous abandonnant, par une farouche ironie qui eut dû nous servir de leçon, que le cadavre calciné de cette grande ville à laquelle l'ennemi a mis le feu en parlant. Notre armée fait, sous une voûte de flamme, au milieu des cris des blessés une sinistre entrée triomphale.

Napoléon hésita devant ce second avertissement de la destinée. Il était temps encore de s'arrêter, ou mieux de retourner à l'abri de la ligne du Niémen. Après une courte halte, il tourna la bride de son cheval et de son armée du côté de Moscou, où se préparait un nouvel incendie, le feu, en attendant le froid, étant devenue l'arme d'un peuple barbaquement héroïque. Valoutina (19 août), où meurt Gudin, et à notre droite la bataille de Gorodeczna (12 août), qui fait Schwarzenberg maréchal, pendant que sur notre gauche, la bataille de Polotsk (18 août) vaut le bâton à Gouvion-Saint-Cyr ; Dorogobouge, où Davoust et Murat, qui se contredisent si volontiers sur tout le reste, s'accordent à promettre à l'Empereur l'occasion de cette rencontre espérée que Barclay lui refuse., malgré les reproches de ses officiers, faute d'un théâtre qui lui convienne, sont les étapes nouvelles de ce chemin victorieux et fatal, qui conduit triomphalement l'armée à sa perte. Napoléon, qui croit toujours saisir sa proie, s'obstine à la poursuite et ne compte plus les distances. Berthier essaye d'un conseil. Il est vertement tancé. Davoust, à qui Napoléon a injustement sacrifié Jérôme, est à son tour injustement sacrifié à Murat. Et toujours en avant ! toujours en avant ! Un aiguillon invisible semble précipiter cette course obstinée, aveugle, implacable. Voici Wiasma. Voici Ghjat. Enfin nous allons avoir une bataille ; Barclay de Tolly est disgracié et congédié, bouc émissaire de ce plan de retraite quand même, dont son successeur Kutusof sera le héros. Mais il donnera à son avènement la satisfaction d'une défaite à l'armée Russe impatiente, et cette leçon fondera enfin sa popularité.

Adversaire impuissant de Napoléon à Austerlitz, le septuagénaire, le borgne, le madré Kutusof, élève de Souwarov, et vrai génie à la russe, c'est-à-dire mélange de Grec et de Tartare, allait être le sauveur de l'empire. Il consentit à acheter ce titre d'une bataille, qu'il pouvait perdre impunément, puisqu'elle lui permettait de continuer cette retraite, plus utile à la Russie qu'une victoire. Le combat de Schwardino (5 septembre), prélude à Borodino, plus connu sous le nom de la rivière de la Moscowa, dont l'eau ensanglantée devait baptiser le nouveau titre de l'héroïque Ney. A Borodino, 127.000 Français, pourvus de 580 bouches à feu, luttent à découvert contre 140.000 Russes, retranchés sur les hauteurs. La veille de ce duel gigantesque, la gaieté du Français, dont le bivouac s'anime déjà de contes fantastiques sur la fabuleuse Moscou, Babylone russe, qui payera la victoire du nouvel Alexandre, contraste avec l'attente farouche et les dévotes processions du patriotisme russe. Le 6 septembre au matin, Napoléon embrassait le portrait du roi de Rome peint par Gérard, que venait de lui apporter M. de Bausset. Et Mural, en tunique de velours vert, en toque à plumes, en bottes jaunes, chamarré de broderies et étincelant d'or, électrisait ses cavaliers et émerveillait les Cosaques par cette jactance théâtrale, ennoblie par l'héroïsme. A cinq heures et demie, le glorieux et funèbre signal fut donné par un coup de canon.

Le 7 septembre au matin — jamais encore plus meurtrière bataille et plus sinistre victoire —, les Français et les Russes relèvent leurs blessés et enlèvent leurs morts, après avoir couché sur le théâtre de cette sombre boucherie arrivant au chiffre inouï de 90.000 hommes ! Nous figurions pour 30.000 dans cette addition sanglante ; les Russes avaient perdu 60.000 hommes, dont Bagration, leur Murat. Nous, nous avons à pleurer Plauzonne, Montbrun, Caulaincourt, Romeuf, Chastel, Lanabère, Compère, Bessières, Dumas, Canouville, tués ; le maréchal Davoust, les généraux Morand, Friant, Compans, Rapp, Belliard, Nansouty, Grouchy, Saint-Germain, Bruyère, Pajol, Defrance, Bonamy, Teste, Guillemintot étaient blessés. Pendant que Kutusof mentait en se prétendant vainqueur, Napoléon atténuait, par une sorte de pudeur, le chiffre des morts de cette bataille à mort, sans prisonniers, et il donnait au généreux Larrey, *qui mit trois jours à les panser*, 40.000 blessés russes ou français à sauver.

Le 13 septembre, l'armée russe, mettant le feu partout où la poursuite de Murat et d'Eugène n'arrachait pas la torche des mains aux paysans affolés et aux soldats furieux, arriva devant Moscou, encore épuisée de 2.000 hommes par le combat de Krimskoïé. A Moscou, capitale devant laquelle il ne pouvait combattre et qu'il ne voulait pas défendre à la façon de Saragosse, Kutusof assembla ses généraux, recueillit leurs avis, en profita et s'arrêta, sans le révéler à ce plan fatal et vengeur de la retraite sur la droite de Moscou, dissimulé, pendant quelque temps encore, sous des mouvements équivoques, qui devaient placer l'armée russe sur les communications des Français et la mettre en relations avec les provinces du Midi et l'armée revenant de Turquie. Dans la nuit du 13 au 14, l'évacuation sur Riazan, qui masquait le vrai but, Kalouga, s'opéra résolument, malgré les cris du peuple et les murmures de l'armée. Kutusof, qui venait de communiquer sa résolution au gouverneur Rostopschine et savait en bonnes mains la vengeance dont il ne voulait pas accepter la responsabilité, ne s'émut point de ces regrets et de ces reproches qu'allait justifier un bien autre sacrifice.

Rostopschine méditait, en effet, le plus lâche et le plus intrépide, le plus funeste et le plus heureux, le plus sublime et le plus odieux holocauste qu'aient jamais inspiré la rage désespérée du patriotisme et du fanatisme réunis. Les désastres espagnols ne devaient être qu'un feu de paille, en présence de cette vengeance

vraiment diabolique, de la torche mise aux mains de 2.000 forçats, payant leur salut par l'incendie d'une capitale, qui devait coûter un milliard à la Russie et la vie à 15.000 victimes. Dans cet incendie, Rostopschine, qui avait commencé par vouer tous ses biens à la destruction et sortait ruiné de Moscou, espérait envelopper la grande armée tout entière au moment où, ivre d'orgueil, gorgée de butin, elle dormirait dans la sécurité de sa conquête, au milieu des dépouilles que le feu allait lui reprendre avec la vie. Tel était l'inferral guet-apens, le monstrueux et sublime attentat, qui attendait à Moscou nos troupes victorieuses, par les soins de cet Érostrate de la haine nationale, dont le complot gigantesque dépasse tellement les proportions humaines, que la Russie n'a pu s'empêcher de flétrir le vandalisme qui la sauva, et que le sinistre héros de l'incendie de Moscou n'a pu se garder de l'horreur qu'en désavouant son œuvre et en l'attribuant aux Français à Saint-Pétersbourg et aux Russes à Paris. Le 14 septembre au matin, le comte de Rostopschine ayant donné ses ordres aux forçats incendiaires, conduits par des sbires dans les repaires qui leur servaient de postes, quitta Moscou, n'emportant d'autre fortune que sa vengeance et d'autre bonheur que son secret, et emmenant pour tout butin (horrible prévoyance !) toutes les pompes à incendie de la ville !

Le 15 septembre au matin, Napoléon lit à cheval, à la tête de ses troupes étonnées, son entrée dans cette ville silencieuse et farouche, si différente de celle dont, la veille, l'armée avait salué de ses acclamations la splendide vision. Les vétérans avaient comparé avec orgueil à Alexandrie, au Caire, à Damas, à Jérusalem, à Rome, à Milan, à Madrid, à Berlin, cette puissante métropole de l'Orient, - au caractère à la fois asiatique et européen, à la physionomie étrange et pittoresque, gothique et byzantine, iératique et mercantile, avec son panorama de bois, de lacs, de monastères flanqués de tours, de palais crénelés, d'églises à minarets couverts de brillantes coupes, et dominant le tout, son légendaire Kremlin, le Capitole russe, surmonté de la croix plantée sur un croissant renversé.

Le lendemain de cette halte pleine d'illusion, au lieu de la bienvenue, triste peut-être mais confiante, et de l'hospitalité docile qu'elle attendait, l'armée française ne trouva à Moscou qu'une solitude morne, une paix sinistre, je ne sais quoi de sourd, de menaçant, de fatal dans l'air, quelques hordes de pillards ivres devançant le signal et se vengeant à coups de fusil d'avoir été dérangés dans l'orgie ou surpris dans le pillage, et quelques habitants venant requérir protection contre des agressions mystérieuses, et indiquant les hôpitaux où gisaient quinze mille blessés abandonnés par les Russes. Dès le 16, on vit les premiers effets de ce dont nul encore n'eût osé deviner les causes. Le feu prit au magasin des spiritueux comme par hasard, et fut bientôt éteint. Presque au même instant, le Bazar est en flammes. Le vent se fait complice et se déchaîne. On arrête, on fusille et l'on pend quelques maraudeurs farouches pris la torche à la main. Le Kremlin, où l'on a réuni le parc d'artillerie, chauffe, crépite et va éclater. On entraîne Napoléon. L'armée s'échappe de cette immense mine, de ce volcan subitement révélé sur lequel elle a dormi une nuit. La garde reste pour sauver le Kremlin. L'incendie se propage et dure quatre jours. Malgré tous les efforts, il ne s'éteint que rassasié et comme assouvi. La pluie achève d'étouffer ce gigantesque brasier. On évalue les pertes, on compte les victimes. Le Kremlin et un cinquième de la ville restent debout, parmi tant de ruines fumantes. Soldats et habitants se ruent aux épaves comme à une curée. Napoléon rentre le 19 à Moscou et son génie étonné frémit devant ces ruines, œuvre du génie de Rostopschine, où la guerre et la mort étalent une horreur inconnue. De Moscou,

il ne reste que quelques habitants réduits à l'aumône et aux abris de l'armée, le Kremlin et l'hospice des Enfants-Trouvés. Napoléon visite ce dernier établissement, et, par humanité, reculant devant une lutte qui provoque de telles représailles, il songe à la paix et prend l'initiative d'ouvertures officielles à Alexandre.

Le 22 septembre, le mouvement de Kutusof sur Kalouga est démasqué. Notre flanc est menacé. Alexandre ne répond pas. Il ne s'agit plus de la victoire, mais du salut. Il ne s'agit plus d'avancer, mais de savoir comment on reculera utilement et décentement. Kutusof s'est dérobé au général Sébastiani, avec une armée impatiente de carnage, à qui on a présenté comme notre œuvre les flammes de Moscou. Murat et Bessière, envoyés à la piste de l'ennemi, le trouvent enfin, sanglier farouche, aiguisant ses défenses aux palissades du camp retranché de Taroutino. Que faire ? L'hiver s'avance, l'infanterie est épuisée, la cavalerie ruinée. La situation matérielle est précaire ; l'état moral pire. Que faire ? Hiverner à Moscou, rentrer en Pologne ? Se retirer ? La prudence dit oui ; l'orgueil dit non. Napoléon hésite, puis s'obstine. Si l'on négociait ? Il envoie M. de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg. Mais M. de Caulaincourt n'est plus destiné à être que l'ambassadeur dévoué des causes perdues. Il échouerait. Il refuse. Napoléon veut, du moins, se retirer sans en avoir l'air et menacer en fuyant, pendant qu'il envoie M. de Lauriston, non plus à Saint-Pétersbourg, mais à Kutusof, qui flaire la proie prochaine et se borne à transmettre à qui de droit les dispositions pacifiques subites de celui qui a si lestement reçu, en juillet, M. de Balachoff. Les temps sont changés. Mais qui eût jamais pu prévoir jusqu'à quel point ? Napoléon calme une attente fiévreuse en évacuant les blessés, en fortifiant le Kremlin, et, au milieu des restes de l'incendie qui n'a pas encore rendu le dernier soupir et agonise lentement sous la cendre, il fait jouer la comédie à des acteurs français affamés, qui ont égaré au milieu de cette tragédie leur roman comique, et date de Moscou le Code de la maison de Molière.

Tandis que Napoléon cherchait les moyens de combattre non plus les Russes, mais la fortune, et pesait longuement, dans d'anxieuses délibérations, les motifs et les moyens d'un parti décisif, Alexandre gagnait à négocier tout le temps perdu à lutter, et il rendait à son tour, par la ruse opposée à la force, la partie inégale. Il traitait avec l'Angleterre (18 juillet), avec le nouveau prince royal de Suède, parvenu de la Révolution, avide de se faire accepter par les rois (28 août), et paralysait au moins par la paix les Turcs, ennemis nés, dont il avait un moment espéré se faire des alliés. D'ailleurs, il prenait ses précautions pour la continuation à outrance d'une guerre qui faisait désormais partie de l'honneur du patriotisme russe et du sien. On évacuait sur Archangel et Abo les trésors de Saint-Pétersbourg, incapable de résister à un siège ; on confiait aux Anglais le dépôt de la flotte de Kronstadt. Enfin et surtout il préparait, par la concentration des corps de l'amiral Tchitchakoff et du comte de Wittgenstein sur la haute Bérézina, la manœuvre fatale qui devait placer entre eux et Kutusof la retraite de Napoléon.

Le 19 octobre 1812 est le premier jour de cette retraite, bientôt si lamentable, qui se donne d'ailleurs au départ des airs menaçants, qu'elle ne perdra que trop tôt. Tiré de ses hésitations par le combat de Winkowo, entre Kutusof impatient et Murat surpris, Napoléon quitte Moscou avec 100.000 hommes — des 420.000 du départ —, 600 bouches à feu, quelque cavalerie et excessivement de bagages, vivandières, traînards, goujats d'armée, la file interminable et inévitable des invasions lointaines. Il se dirigeait sur Kalouga, avec le projet d'attaquer d'abord le camp de Taroulino. Puis, renonçant à vaincre pour éviter l'ennemi et

s'interposer entre Kutusof et ses auxiliaires, il se résigne à abandonner Moscou, en faisant sauter le Kremlin pour adieu. Mais pour une telle manœuvre il eût fallu les armées ailées d'Italie, et non ce grand corps gauche et embarrassé de bagages, qui ne volait plus et ne marchait guère, déjà engourdi par le froid. Kutusof devine le dessein qu'on n'a pu lui dissimuler. Il essaye de nous arrêter à Malojaroslawetz. Journée désespérée, de bouc, de feu, de sang, où l'on se bat dans les flammes et où tombent l'un sur l'autre les deux Delzons ! Bataille inutile, car les Russes n'ont reculé que d'une lieue, et il faudra la recommencer chaque jour ; douloureuse, car on est réduit à abandonner, dans cette marche implacable, les gros blessés, et à s'embarrasser des autres. Ce jour-là, Napoléon et son état-major furent chargés par un tourbillon de cosaques. Murat, Bessières, Rapp durent faire le coup de sabre pour le dégager. Fâcheux pronostic. Le cosaque apparaît comme l'oiseau de proie attiré par les occasions funèbres.

Napoléon tient conseil dans une grange, et recule devant une nouvelle bataille, de peur des blessés. L'avis moyen de Davoust est écarté. Le 26 octobre commence le mouvement de retraite définitive et fatale par la route de Smolensk, la garde et le quartier-général en tête, Davoust en arrière-garde. Chacun était morne. L'hiver s'annonçait rude ; les provisions devenaient rares. La tristesse fit à notre armée son masque définitif, quand elle fut conduite, par ce funèbre retour en arrière, à traverser Mojaïsk brûlé et le champ de la bataille de Borodino, jonché de ses 50.000 cadavres, non ensevelis. Horreur ! Et tout cela pourquoi ? pour traverser Moscou en flammes ! Ne pourrait-on se venger, du moins, et mourir dignement au milieu d'une victoire ? Kutusof se dérobe à ce noble désespoir, Il laisse agir l'hiver, son allié, et la famine, son amie. A quoi bon se battre ? Le froid, la fatigue et la disette ne suffiront-ils pas ? Kutusof se borne donc à peloter avec sa proie, esquivant, avec une féline férocité, tout engagement décisif. Il nous suit, nous poussant, la lance aux reins, sur les lances de Tchitchakoff !

A partir de cette arrivée à Ghjat (31 octobre) et de ce départ du 1er novembre, commence le désastre, grossissant chaque jour, avec ses hideux épisodes : le désordre, le découragement, les débandades, les pillages, l'abandon des blessés, l'encombrement des ponts. Après le combat de Wiasma, où Kutusof essaye en vain de nous couper, nos soldats victorieux et affamés commencent à manger du cheval rôti. Ney prend la direction et la protection de l'arrière-garde, devenue le poste d'honneur, de danger et de dévouement.

Nous n'en dirons pas davantage. Nous n'avons pas le goût des pamphlétaires pour ces horreurs où ils voient une vengeance et où nous ne voyons qu'une leçon. Les erreurs de Napoléon et ses malheurs sont ceux de la France, comme sa gloire, et profiter des uns pour blâmer ou insulter les autres, n'est ni logique, ni patriotique. Chacun de nous sait d'ailleurs par cœur, pour les avoir entendus raconter au grand-père, chauffant ses rhumatismes et ses cicatrices au grand feu des veillées d'hiver, ces épisodes, cauchemar des nuits enfantines, où plus d'une fois est passé, à cheval sur sa lance, le Kalmouk, frère de l'Ogre, mangeant du soldat français. Chacun de nous a frissonné, frémi au récit de cette retraite, devenue déroutée, de cette armée réduite en troupeau, de ses héroïsmes et de ses misères, depuis Dorogobouge, où ces débris martyrs sont encore 50.000 mille, jusqu'à Smolensk, où il n'entrera que 36.000 hommes, qu'achève de désespérer la déception de prochains désastres, devenus inévitables, ajoutés aux désastres passés.

C'est à Dorogobouge que Napoléon apprend à la fois la situation de Gouvion Saint-Cyr, en retraite sur l'Oula, après avoir échoué, malgré la seconde victoire de Polotz, à prévenir le mouvement de jonction à notre rencontre de 80.000 Russes, le défaut d'approvisionnements qui partout nous menace, et enfin l'incroyable conspiration de Mallet et son court mais humiliant succès, vengé par les ministres de la guerre et de la police par des exécutions tardives et aveugles, qui rendent la répression odieuse sans rendre moins ridicule la faute de leur imprévoyance et de leur crédulité. Napoléon sent, plus profondément que tous les autres, l'aiguillon de cette leçon donnée dans sa personne par l'ingratitude des serviteurs à l'égoïsme d'un maître toujours absent, plus préoccupé de vaincre que de durer, et qui a trop oublié qu'abandonner le gouvernement, c'est s'exposer à en être abandonné. Dès ce moment couve dans la pensée de l'Empereur l'ardent désir du retour. Son impatience d'arriver à Borisow lui fait hâter le pas, le place toujours en avant, marchant avec la garde, et n'attendant pas les divers corps, qu'une retraite ainsi désarticulée expose à tous les dangers de l'isolement.

Le prince Eugène, à Krasnoë, ne se sauve avec son corps qu'en sacrifiant la division Broussier. Il faudra livrer la bataille de Krasnoë (17 novembre) pour avoir le temps d'attendre Davoust, et Ney, qu'on a été forcé de laisser en arrière, n'échappera qu'avec quelques centaines d'hommes, en haillons et en sang comme lui, à la honte d'être pris. A Orscha, la grande armée était réduite à 24.000 hommes armés et à 25.000 traînards ; la moitié de ce qui était sorti de Moscou, le huitième de ce qui avait passé le Niemen, et ce débris blessé, assommé, gelé, démoralisé ! A Orscha, Napoléon apprit les infructueux efforts d'Oudinot et de Victor pour prévenir le mouvement combiné de Tchitchakoff et de Wittgenstein ; un peu plus loin, l'abandon, par Dombrowski et Bronikowski, après une défense héroïque, du pont de la Bérézina. De là l'émouvante alternative de ce tragique passage accompli cependant, grâce au génie de Napoléon et au dévouement immortel du général Eblé, entre Tchitchakoff à gauche, Wittgenstein à droite, et Kutusof en arrière, sur deux ponts de chevalets improvisés en quelques heures. Les désastres résultant de leur encombrement ou de leur rupture n'empêchent pas la retraite de Russie de finir, à cette journée de la Bérézina, — et où elle échappe au triangle de fer, de feu qui va se fermer sur elle, en en écartant les branches à la baïonnette, — tragiquement, mais héroïquement, par le prodige aussi grand que notre malheur, de 28.000 hommes à cheval sur une rivière, résistant pendant deux jours et échappant à 72.000 Russes placés en écharpe, en tête et en queue (27 et 28 novembre 1812). Le 4 décembre, dernier et rude combat de Molodeczno, où Ney et Maison font la clôture sanglante du drame, en immolant les masses russes exposées à l'adieu de leurs derniers canons.

Le 5 décembre 1812, Napoléon, ayant ramené aux environs de Wilna les 12.000 hommes, suivis de 40.000 traînards, qui restaient de son armée, et n'ayant plus rien à faire auprès d'eux, qu'à souffrir inutilement de leurs misères, prend le parti de s'occuper plutôt de les réparer et de les venger. Après avoir embrassé ses maréchaux et délégué le commandement à Murat, il sort de Smorgoni par un froid de 50 degrés, et traverse la Pologne en traîneau, l'Allemagne en poste, accompagné de Caulaincourt, Lobau, Duroc, Lefebvre-Desnouettes. Le 11 et le 12 décembre, de Wilna évacué en désordre, avec une perte de 18 à 20.000 hommes, les débris de l'armée arrivèrent à Kowno, évacué encore désastreusement sous la lance des cosaques. A Kœnigsberg, où Eblé et Lariboisière moururent, victimes de leur zèle et de leur dévouement, il ne

demeurait plus d'armée. La garde comptait, le 1er décembre, 1471 hommes debout, dont 500 seulement capables de tirer un coup de fusil. La Russie, de Moscou à Vilna, garde sous la neige la tombe de 300.000 soldats français !

Malheureux au nord, Napoléon ne l'était guère moins au midi, par suite de la faute qu'il avait commise, en cherchant à battre l'Angleterre en Russie, au lieu de persévérer à l'épuiser en Espagne, et de la faire achever sur mer par l'Amérique, devenue en 1812, par des combinaisons dont toute l'habileté fut perdue, l'ennemie de l'Angleterre et notre alliée (19 juin 1812). Le fatal éclat de l'impatience de Napoléon avait désarmé notre autorité en Espagne, rendu le courage à l'Angleterre effrayée, et bien loin de voir ses amis profiter de nos succès, Napoléon voyait, au contraire, nos ennemis puiser dans l'unanimité de nos désastres la haine, l'espérance et l'énergie de nouveaux et suprêmes efforts. En Espagne, l'anarchie des généraux et la démoralisation des soldats étaient à leur comble. Et Joseph, roi nominal, chef sans autorité, se trouvait à la tête de cinq armées qui ne voulaient pas lui obéir. Wellington, marchant sur la Vieille-Castille (mai 1812), par la route de Ciudad-Rodrigo, avec Salamanque pour objectif, ne menaçait que l'armée de Portugal, et soutenu par la concentration de nos forces divergentes, le maréchal Marmont pouvait espérer chasser les Anglais, non-seulement de l'Espagne, mais du Portugal. Mais c'était à qui ne le secourrait point, et désobéirait à Joseph et à son chef d'état-major Jourdan. Marmont, à peu près abandonné à lui-même, fait bonne contenance. Le 28 juin, les Anglais entrent dans Salamanque, mince avantage ; mais le 22 juillet, le maréchal Marmont, qui a voulu manœuvrer à la Napoléon, perd, puisqu'il ne la gagne pas, la bataille de Salamanque ou des Arapiles, où il est grièvement blessé. Clausel lui succède, et l'armée rétrograde, tandis que l'Anglais enhardi avance : grand succès, puisqu'il oblige Joseph de sortir de Madrid (10 août 1812). Wellington l'y remplace le 12 pour en sortir bientôt, échoue au siège de Burgos, et se retire devant Joseph qui rentre dans sa capitale le 2 novembre. C'est un chassé-croisé. Le 14 novembre, par la faute de Sault, Wellington et son armée échappent à la destruction ou à la captivité, et l'unique belle et décisive occasion de la guerre d'Espagne se trouve perdue, au moment où la défaite et la prise de 40.000 Anglais par 85.000 Français eussent été un contraste si opportun aux désastres de Russie !

Le 18 décembre 1812, Napoléon rentre aux Tuileries. Il porte fièrement le spectre de sa gloire, accuse l'hiver seul de nos malheurs, et n'aspire qu'à les réparer et à les venger. Ce qu'il lui faut, ce ne sont ni les éloges, ni les conseils, ni surtout les reproches. C'est de l'argent et des hommes !

La conscription de 1815 et de 1814 anticipées, les premiers bans de la garde nationale ou cohortes actives lui promettent 500.000 nouveaux soldats, pour lui en fournir 350.000. La France, dans son patriotisme désespéré, équipe et monte par dons volontaires 22.000 chevaux et 16.000 cavaliers, s'ouvre les entrailles et donne les enfants après les hommes, le plus pur et le plus tendre de sa chair et de son sang. Napoléon, n'osant pas ajouter à un tel impôt des charges financières trop lourdes, commence à toucher à ses économies de la liste civile, à ce reliquat du trésor extraordinaire, 60 millions disponibles d'un côté, et 160 millions de l'autre. C'est là cette fameuse caisse souterraine des caves des Tuileries, que sa prétendue avarice n'a thésaurisée que pour la France, et dont il n'emportera que les 2 millions et quelque 100.000 francs de l'île d'Elbe !

Pendant que la France donne son sang, que Napoléon vide sa bourse, les événements se précipitent et les négociations s'animent et s'aigrissent.

L'Allemagne jeune et patriote voit dans Alexandre son Messie libérateur et le tente d'un rôle qui l'attire du Niémen à la Vistule, et de la Vistule à l'Oder. Le général d'York, commandant du contingent prussien, passe à l'ennemi (30 décembre) et commence la boule de neige de défections qui formera peu à peu l'avalanche du Nord. Murat abandonne Königsberg avec 10.000 hommes et se retire sur Posen. Pillau se rend aux Anglais, qui font là une trouée fort dangereuse à la digue du blocus continental. Le prince Schwartzemberg devient inerte et douteux. Murat, sentant trembler sa couronne, se sauve dans ses États, laissant le commandement au prince Eugène. Pendant ce temps la Prusse et l'Autriche, avec une jalousie qu'excitent l'intérêt et l'amour-propre, se disputent diplomatiquement le rôle de médiatrices, dont elles espèrent tirer profit. La politique de transition de Frédéric-Guillaume, bientôt débordée et enfin entraînée à l'hostilité par l'effervescence du patriotisme allemand, cède la première, et son aigreur progressive aboutit à l'explosion, pendant quelque temps secrète, d'un traité avec la Russie (28 février 1815).

Cependant, Napoléon se prépare, tempore, élude les avances de l'Autriche de plus en plus mécontente, se décide à des ouvertures directes vis-à-vis d'Alexandre, les voit éludées à son tour, frappe sur l'opinion de la France et de l'Europe le coup, plus fort que juste, du Concordat de Fontainebleau, traité qui n'est qu'une trêve, arrachée par séduction à Pie VII, qui, à peine signé, le regrette et proteste ; enfin se décide à secourir Eugène. Celui-ci, rompant pied à pied devant Alexandre, évacue Berlin et termine sur l'Elbe la retraite de Moscou, commencée le 20 octobre 1812 pour finir le 5 mars 1815 à Wittemberg, Magdebourg, Dresde.

Le 17 mars, la Prusse jette le masque et Alexandre, et Frédéric se donnent la main à Breslau. Hambourg découvert se soulève. Le roi de Saxe, menacé, effrayé, se réfugie en Bavière, et les Russes paraissent devant Dresde que le rude Davoust mutilé pour la défendre. M. de Metternich, sincèrement épris d'une paix nécessaire à la fois à l'Autriche et à la France, offre à Napoléon des conditions avantageuses qui n'enlèvent à l'Empire que le superflu de sa grandeur et le débarrassent de la pléthore qui doit l'étouffer. Napoléon, résolu à la guerre et confiant dans sa fortune, achève de s'y préparer tout en négociant, et accule peu à peu l'Autriche, du rôle médiateur au rôle défensif, et enfin au rôle offensif. Il forme trois armées de réserve sur l'Elbe, le Rhin, en Italie ; rappelle de l'Espagne, dont il se résigne à ne garder que la moitié, Soult et Marmont ; confère solennellement la régence à Marie-Louise, essaye en vain de convertir en une attitude franchement dévouée l'Autriche résolue à une attente inerte, et s'arrache presque joyeux, le 15 avril, des bras de sa femme explorée et de ceux de la France inquiète. L'Autriche, de son côté, ne perd pas son temps recrute en Saxe, en Bavière, un parti de la médiation qui passera bientôt à la coalition, et s'assure, par une convention secrète, les bénéfices de la neutralité vis-à-vis de la Russie. Le 17 avril 1815, Napoléon est à Mayence. Le 28, décidé à trancher avec l'épée les complications dont on cherche à l'enlacer, il est à Eckartsberg, essaye bientôt à Weissenfelds la solidité de ces conscrits novices mais déjà intrépides auxquels [le courage sort par tous les pores](#), et avec une armée de 212.000 hommes, heureusement concentrée, se trouve le 2 mai dans les champs de Lutzen, théâtre de la mort victorieuse de Gustave-Adolphe, prêt à venger sur les Russes qui pleurent Kutusof, la mort de Bessières emporté le 1er mai d'un boulet de canon.

Le 2 mai 1815, victoire de Lutzen, qui coûte 20.000 hommes aux Russes et aux Prussiens, et près de 18.000 à nous-mêmes. Mais Leipzig est pris, les coalisés



sont en retraite sur l'Elbe ; Napoléon, avec 140.000 hommes, marche sur Dresde, dont il reçoit les clefs à cheval (8 mai). L'Autriche intimidée par de telles nouvelles, lâche le roi de Saxe qu'elle avait pris en laisse, ménage les Polonais qu'elle voulait désarmer, et, négociant toujours, caresse tour à tour Napoléon et Alexandre, attendant d'un nouvel événement le signal d'une évolution définitive, et accentuant imperceptiblement ses conseils et ses offres de médiatrice armée, prête à tourner à l'alliance française qu'elle redoute ou à la coalition qu'elle préfère. La bataille de Bautzen ne parviendra pas à triompher de ses scrupules et de ses rancunes. Les victoires de Napoléon, en effet, n'ont plus rien de décisif et ses succès rien de durable. La force, peu à peu, tend à l'emporter sur l'habileté et le courage. Bautzen est une bataille en deux journées avec un double combat pour prologue (19, 20, 21 mai). Nous perdons 15.000 hommes là où l'ennemi n'en perd que 15.000. La fatalité s'annonce par ces stérilités de la victoire et ces égalités de pertes. La mort passe autour de Napoléon, Le 12 mai, elle lui a pris Bessières. Le 22 mai, elle enlève Duroc, le dernier ami de Napoléon, — qui n'a plus qu'un grand serviteur, M. de Caulaincourt, et des compagnons d'armes, - au spectacle prochain des malheurs qu'il a pressentis. Le 25 mai, les négociations d'un armistice, où Napoléon ne voit plus qu'un délai, arrêtent l'armée française sur l'Oder. L'armistice est signé à Pleswik le 4 juin. Il fut fatal, car si Napoléon ne voulait pas traiter sur les bases de l'Autriche, il était imprudent de donner à la coalition le temps de reprendre haleine et de se présenter compacte devant lui, le jour de la reprise des hostilités, fortifiée de l'accession de l'Autriche. Ces bases autrichiennes, que chaque jour rognera désormais, laissaient à Napoléon la Belgique et les provinces rhénanes, la Hollande, le Piémont, la Toscane, les États romains, maintenus en départements français, la Westphalie, la Lombardie, Naples, constitués en royaumes vassaux ; elles ne rendaient à la Prusse que la moitié de son ancienne étendue, à l'Allemagne que les villes libres, à l'Autriche que l'Illyrie et sa part du grand-duché de Varsovie dissous. Napoléon repoussa ces conditions des coalisés qui, un an plus tard, devaient refuser à la France jusqu'à ses limites de 1790 et la reculer jusqu'à Louis XV.

Le 10 juin 1813, Napoléon, rentré à Dresde, s'établit au palais Marcolini, a ses levers de rois, ses dîners de princes comme autrefois, travaille, décrète, négocie, gouverne de loin la France, et, le soir, se délasse aux chefs-d'œuvre de Racine, Corneille, Molière, joués par les principaux acteurs de la Comédie-Française, mandés à Dresde. Pendant que l'Autriche, poussée à bout par la tentative humiliante d'un arrangement direct avec la Russie, se jette dans les bras de la coalition pour échapper à l'isolement et à la surprise dont la menace une politique aussi ambiguë que la sienne, Napoléon, résolu il faire de la ligne de l'Elbe la base de ses opérations, fortifie Dresde, Hambourg, et approvisionne ses corps, augmentés par d'incessantes recrues, et divisés de façon à fournir à Victor, Augereau, Saint-Cyr, Vandamme, de nouveaux commandements. Il va disposer de 700.000 hommes actifs et de 500.000 effectifs. Les coalisés, de leur côté, profitent du répit qu'on leur laisse, et Napoléon, par ses violences, fait trop bien leurs affaires.

Le 28 juin, il a à Dresde, avec M. de Metternich, l'entrevue orageuse et célèbre où il jette à l'Autriche un défi que celle-ci ramasse dans son cœur. Et la prolongation systématique de délais illusoire dont Napoléon a besoin pour achever de s'armer, permet aux funestes événements d'Espagne d'arriver à la connaissance de la coalition, de renouveler son énergie et d'encourager ses espérances.

Tandis que le choix des Cortès de Cadix investissait lord Wellington de la direction de toutes les forces de la résistance, concentrées dans ses mains, Joseph ne parvenait à lui opposer que des corps dispersés, commandés par des généraux désunis. On ne les concentra enfin que pour les mettre successivement en retraite sur Valladolid, Burgos, Vittoria. Le 20-21 juin 1813, la défaite de Vittoria décidait du sort de la guerre d'Espagne, convertissant en une déroute de Moscou au petit pied, la retraite qui obligeait les violateurs des pays du soleil, après les envahisseurs du royaume de l'hiver, à se réfugier à l'abri des Pyrénées. Napoléon, d'autant plus furieux contre son frère Joseph qu'il devait s'attribuer la responsabilité d'une partie de ses fautes, le disgracia, le rappela, l'exila à Morfontaine et le remplaça par le maréchal Soult, auteur de la plupart de ses malheurs.

Il recevait cet avertissement de la fortune assez tôt pour pouvoir en profiter. La paix pouvait sortir des conférences de Prague, où, justement lassés de ses faux-fuyants, les plénipotentiaires russe et prussien et M. de Metternich déclarèrent que le 17 août, à minuit, expirerait la patience de la coalition. Comment Napoléon ne se rendit-il pas aux nécessités de sa situation, lorsqu'il vit tour à tour gagnés, par des sentiments si divers, à l'unité de langage, des hommes aussi différents que M. de Caulaincourt, le duc de Rovigo, Fouché, lui conseillant d'accéder aux propositions de Prague, qui respectaient l'intégrité nationale et même les conquêtes de l'empire ? En attendant l'expiration du délai fatal, il allait visiter l'impératrice à Mayence, et fixait au 10 avril la célébration de sa fête ; le 15, dans sa pensée, devant être réservé à des solennités plus sanglantes. Les souverains coalisés, de leur côté, réunis à Trachenberg et désespérant de la paix, tenaient conseil de guerre, et Bernadotte et Moreau courriers de trahison, alliés de mauvais augure, y montraient leur visage, pâle de jalousie ou rouge d'ambition. Le 4 août au soir, Napoléon est de retour à Dresde. Le 9, il y reçoit l'ultimatum pacifique de l'Autriche, déjà débordée par la haine et l'espérance des coalisés, qui redoutaient un succès autant que Napoléon l'évitait. Le 11 août, l'Autriche, à bout de patience, déclare la guerre à la France. Le 15 août, Napoléon est à Bautzen, accompagné de Murat, qu'attire un secret remords, ou plutôt l'irrésistible tentation d'une occasion de gloire. En même temps, les coalisés commencent, en ouvrant le feu sur une ligne de cent cinquante lieues, de Kœnigstein à Hambourg, l'exécution de ce plan dont l'habitude de la défaite, en leur révélant quelques-uns des secrets de la tactique napoléonienne, leur a donné l'inspiration, que Bernadotte a osé s'attribuer.

Trois armées principales devaient marcher contre Napoléon, offensives à la fois et prudentes ; celle qu'il menacerait devait s'arrêter pendant que les deux autres tâcheraient de se jeter sur ses flancs et ses derrières, en accablant ses lieutenants chargés de les garder. 575.000 hommes de troupes actives, 150.000 hommes de réserve, 1.500 bouches à feu du côté de la coalition ; et du côté de la France, ou plutôt de Napoléon, 550.000 hommes présents sous les drapeaux, et 50.000 hommes seulement de réserve : telles étaient les forces respectives qui allaient s'entrechoquer sur le sein de l'Allemagne, à jamais sauvée ou vaincue. Jamais le monde n'avait entendu un tel bruit d'armes.

Si les coalisés avaient pressenti le plan de Napoléon, il n'avait pas moins bien deviné le leur, et pris d'admirables dispositions, que pouvaient seules déjouer l'infériorité numérique ou la trahison de la fortune. Après une leçon donnée à l'impatience et à la mauvaise foi prussienne, qui n'a pu attendre le 17 août, Napoléon se rejette sur Dresde, dont la grande armée coalisée menace les derrières, inspirée par un transfuge et par un traître, Jomini et Moreau.

Napoléon, de son côté, manœuvre de façon à passer l'Elbe à Kœnigstein, à pousser l'ennemi sur Dresde avec 140.000 hommes, à le saisir par derrière, et à l'étouffer ainsi entre l'Elbe et l'armée française. A ce plan, qui lui semble hasardeux, il en substitue un autre, qui consiste à déboucher directement de Dresde avec 100.000 hommes, tandis que Vandamme tournera l'ennemi avec 40.000. Le 26 août, Napoléon est à Dresde, et gagne la première manche de la bataille de deux jours qui y salue son arrivée. Le lendemain, la seconde manche se joue sur l'échiquier sanglant, entre 200.000 alliés et 120.000 Français. Le 27 au soir, la bataille de Dresde était définitivement gagnée. Les coalisés perdaient 27.000 hommes, dont 16.000 prisonniers ; et Napoléon, auquel aucun succès n'avait manqué ce jour-là, puisqu'un coup de canon pointé sous ses yeux avait renversé Moreau mourant dans les bras d'Alexandre ensanglanté, rentrait à Dresde au milieu des acclamations de ses habitants, trempé et souillé d'une pluie de douze heures, mais le visage rayonnant d'une joie qu'augmentait encore l'attente du succès de la combinaison de Vandamme, embusqué avec 40.000 hommes sur les derrières des Autrichiens.

Hélas ! ce jour du 27 août était le dernier de son bonheur, sinon de sa gloire ; la fortune allait enfin se venger de sa longue prédilection, et faire épuiser ses trahisons à celui auquel elle avait prodigué ses faveurs ! Le 29, Vandamme, retardé ou déjoué, ne pouvait plus arrêter les Russes, et se bornait à les poursuivre en Bohême jusqu'à Kulm. Saint-Cyr, Marmont, Victor, Murat, leur couraient sus également et faisaient 6.000 prisonniers. Mais Vandamme, trop engagé par son ardeur, se trouvait à son tour inquiet. Arrêté et cerné à Kulm par un retour offensif de l'armée coalisée, secondé par l'intervention du corps prussien de Kleist qui, en se sauvant, intercepte la route entre Vandamme et Mortier, Vandamme se trouve ainsi 100.000 hommes sur les bras et 50.000 dans le dos. De là, malgré des efforts héroïques, le désastre du 30 août 1815, précurseur de tant d'autres, qui nous coûte 15.000 hommes, dont 7.000 prisonniers — et parmi eux Vandamme lui-même et Haxo.

Dès lors tout se précipite, le désastre de Macdonald répond à celui de Vandamme, et il revient le 30 août sur le Boder, avec une perte de 20.000 hommes tués, blessés ou débandés, et de 100 canons abandonnés dans les fanges de la pluie torrentielle de la fin d'août. Oudinot perd le combat de Gross-Beeren. 10.000 Saxons et Bavaois quittent nos rangs, et, la trahison attirant la trahison, passent à Bernadotte. Napoléon quitte Dresde pour faire de Berlin son objectif (3 septembre). Le 5, il est à Gorlitz. Le 7, un mouvement des Russes et des Prussiens le rappelle à Dresde. Le 6 septembre, Ney perd la bataille de Dennewitz, compromise par la désertion d'une partie des Bavaois et des Saxons. Napoléon, dont la désertion et les échecs fondent l'armée, tandis que les coalisés augmentent (600.000 contre 220.000 !), est contrarié dans son projet d'hiverner à Dresde et lassé par les manœuvres qui l'acculent à une bataille décisive, seul contre tous les coalisés.

Napoléon, fatigué d'un va-et-vient continu, qui épuisait ses forces en alertes stériles, en était venu à désirer l'exécution de ce plan qu'il soupçonnait et qui consistait, renonçant à l'aborder de front dans sa position de Dresde, à essayer de le détourner ou par sa droite en débouchant de la Bohême, ou par sa gauche en passant l'Elbe inférieur, et peut-être des deux côtés à la fois. Bien loin de rien faire pour contrarier ce dessein, il en attendait la réalisation avec cette confiance en lui-même qui survivait à la ruine progressive de sa confiance dans les autres. Menacé déjà par la fortune, si longtemps son alliée, d'une désertion, il la bravait d'une espérance qui semblait dire : *On n'oserait*. On osa, malgré le fâcheux

augure pour nos ennemis de notre brillant, presque épique succès de Wartembourg (5 octobre 1813).

Le 7, Napoléon quitte Dresde où il laisse Saint-Cyr, avec l'intention de battre alternativement, ne pouvant les battre à la fois, les deux grandes armées coalisées cherchant à se joindre. Le 10, premier éclair, à Wittgenstein, de ces deux électricités qui se tâtent et vont s'entrechoquer. Le 12, combinaison nouvelle et définitive — le jeu n'est déjà plus sûr comme autrefois et on hésite entre les cartes — sur Leipzig, pour y empêcher la jonction immédiate des armées coalisées. Le 12, beau combat de Ney à Dessau. Le 13, beau combat d'Augereau à Weissenfelds, déjà plus d'une fois mouillé de sang. Le 14, Napoléon arrive à Leipzig. Le dilemme est celui-ci : battre, avec 190.000 hommes, 520.000 hommes, 550.000 peut-être, commandés par Bernadotte et Blücher : Situation aggravée encore par une double et fâcheuse nouvelle : celle du départ de Jérôme, obligé de quitter Cassel, après avoir intrépidement cherché à défendre sa capitale ; et celle de la défection de la Bavière ; 50.000 alliés devenus ennemis ; sur nos derrières, prêts à nous fermer la retraite pour expier le crime de nous avoir suivis un moment !

Durant la nuit du 14 au 15, Napoléon, que ces présages assombrissent sans l'abattre, cause de la guerre avec ses lieutenants, et en homme qui a gagné cinquante batailles rangées parle en maître d'un art où il s'est habitué à tromper le hasard. Il a déjà cette mélancolique douceur que lui donnait jadis le bonheur, et qui lui revient avec l'adversité prochaine. Il joue avec les rudesses d'Augereau, il pardonne à Murat. Le 16 octobre, première journée de cette lutte de trois jours d'où dépend l'empire du monde, et qu'inaugure le trio sanglant de trois batailles simultanées. Le soir à Wachau, à Lindenau, à Mœckern, 70.000 hommes morts ou blessés, dont 27.000 Français, jonchent la terre meurtrie. Napoléon se décide à essayer à la fois d'un armistice et de la retraite. C'est là le combat du 17, qui se livre seulement en lui-même, entre l'orgueil et la nécessité. Trop tard ! Napoléon ne veut s'arrêter que sur la Saale, et l'ennemi à moitié vainqueur, puisqu'il n'est pas vaincu, ne veut s'arrêter qu'au Rhin. Le 18 octobre, nouveau choc désespéré entre 130.000 Français et 300.000 coalisés. La défection des Saxons commence la malédiction et entraîne la débâcle. Une entre-canonade de 2.000 bouches à feu termine cette bataille, dite des Géants. 50.000 hommes encore, dont 20.000 Français, restent sur le carreau. Napoléon, le cœur déchiré, le visage impassible, préside, du 18 au 19, au défilé de l'armée en retraite par l'unique pont de Lindenau, où un demi-désastre d'encombrement et d'impatience a pour pendant un combat exaspéré aux faubourgs. Au pont de Leipzig, nouveau choc d'avalanches humaines. Le pont saute en l'air avant le passage de vingt mille hommes demeurés sur les bords. Poniatowski, maréchal de la veille, s'élance à cheval dans l'Elsler, où il trouve la mort. Macdonald l'imité et se sauve. Reynier et Lauriston sont pris. Ainsi finit, par un désastre pire que la Bérézina, puisqu'il ne fut pas consolé par la victoire, la campagne de Saxe, triomphalement inaugurée à Lutzen et Bautzen.

Napoléon ramène de 360.000 hommes, dont 50.000 dorment à Dresde et autant sur la route de Dresde à Leipzig, 70.000 enfin sous cette dernière ville, 100.000 soldats exténués et découragés. Le 23, halte de trois jours à Erfurt — ô contraste du passé et du présent ! —, pour rallier une retraite marquée de plus d'un des caractères de celle de Moscou. Napoléon, que Murat vient de quitter de nouveau pour ne plus le revoir, écrit à Paris pour demander 500 millions en argent et des hommes et non pas des enfants. Que pouvaient cependant faire de plus les héros imberbes sortis de ces levées prématurées qui anticipaient déjà de 160.000

adolescents sur la conscription de 1815 ? Le 30 octobre, à Hanau, avec 17.000 hommes, Napoléon rend à la Bavière, qui veut nous fermer le chemin de Mayence, son coup de pied de l'âne en coup de griffe de lion. La majesté de l'armée française insultée est vengée par le sacrifice expiatoire et victorieux de 11.000 traîtres. Nos troupes rentrent en France par la route de Mayence, rouverte dans une boue de chair humaine, a dit Gérard. Le 4 novembre 1815, rentrée à Mayence, au milieu d'un deuil triomphal. Victor, Marmont, Macdonald, demeurent chargés de garder le Rhin, avec ces superbes débris que le typhus va décimer, et qui attendent en vain le ralliement des 190.000 Français abandonnés dans les places du Rhin à la Vistule, toutes battues des flots ennemis.

Saint-Cyr capitule à Dresde avec 50.000 hommes, qu'il conduisait en France, en vertu d'une capitulation qu'Alexandre désavoue pour les arrêter et retenir prisonniers. La bonne foi était déjà considérée, vis-à-vis de Napoléon, comme un luxe inutile. Torgau bombardé va céder, plus qu'aux boulets, au typhus, qui emporte M. Narbonne. Davoust résiste seul à Hambourg à des armées, et prolongera assez longtemps sa défense immortelle, pour être le dernier général de Napoléon à remettre son épée à la coalition triomphante. Dantzic tient également sous Rapp contre le feu des canons et celui de l'incendie, attendant de Napoléon seul l'ordre de mourir ou la permission de sortir.

Quand Napoléon, parti le 7 novembre, arriva à Paris, au milieu des anxiétés de l'opinion et du découragement du patriotisme lui-même, mis deux années de suite à l'épreuve d'une double retraite, il y apprit le retour du prince Eugène sur l'Adige, après une vigoureuse défense, premier témoignage d'un dévouement et d'une fidélité qui ne devait pas se démentir et grandir avec les obstacles ; la résistance héroïque, mais inutile, de la garnison de Saint-Sébastien, suivie de la reculade définitive de l'armée du maréchal Soult sur la Bidassoa. A la fin d'octobre, après l'échec d'Andaye, Wellington, maître de Pampelune, était sur notre frontière, y attendant, sans la franchir, le signal de guerre ou de paix.

La paix, elle pouvait encore naître de la fatigue universelle, de la dernière crainte inspirée par le génie de Napoléon à la tête du désespoir de la France, de la modération intéressée de l'Autriche, et le sang de tant de soldats pouvait ne pas avoir été versé en vain. Napoléon trouva trop amer le fruit sorti d'une défaite et refusa de mordre à un traité signé sur la tombe de 100.000 des siens. Tout ou rien ! Fatale devise du joueur poussé à bout. Ce fut la sienne ; et faisant, sans le savoir, le jeu de ses adversaires, il refusa les propositions de Francfort, comme il avait refusé celles de Prague. Il refusa ce que nous n'avons pas encore : la France avec le Rhin, les Alpes, les Pyrénées ; frontières naturelles, qui, en se rétrécissant chaque jour pour lui, allaient, dans quelques mois, l'emprisonner dans l'ironique royaume de l'île d'Elbe ! Ce ne fut pas faute de conseils qu'il se laissa aller à son irritation et à ses encore imperturbables espérances. Peut-être, au contraire, trouva-t-il qu'on le conseillait trop. Était-il donc déjà si bas ? Forfanterie de malade sublime, mais qui nous coûta cher. Imposant silence à Cambacérès, à Caulaincourt, à Ney, à Marmont, à Macdonald, il s'obstina. Il dit : Je veux. Et la France courba la tête, et Marie-Louise, qui songeait de plus en plus à Marie-Antoinette, et à son union menacée par les mêmes présages — incendie Schwartzemberg — pleura.

Pour amuser l'opinion, il est vrai, Napoléon choisit quelques boucs émissaires. Il remplaça M. de Bassano par M. de Caulaincourt, M. de Cessac par Daru, et Regnier par le comte Molé. Puis, au moyen de l'anticipation sur la conscription de 1815, et d'une dernière rafle du reliquat des levées jusqu'à 1805, il appela

600.000 hommes. En même temps, le budget était porté à 1.420 millions, avec un déficit de 442 millions. De son épargne même, Napoléon n'avait plus que 65 millions. De là ce double joug simultanément pesant sur la France : l'impôt du sang, poussé jusqu'à ses dernières limites, et les centimes additionnels, fatalité des gouvernements en détresse. On évita de réunir le Corps législatif. Le Sénat vota ces mesures en silence. Il ne devait plus parler que pour montrer une ingratitude égale à sa docilité. Dans ce vaste ensemble de préparatifs à la fois grandioses et précaires, car on avait tout épuisé, les hommes, l'argent et jusqu'aux fusils, Napoléon ne comprenait pas seulement les mesures administratives et militaires. Depuis deux ans il aspirait à se débarrasser décemment du fardeau de l'Espagne, et des négociations, qui aboutirent au traité de Valençay, devaient payer de la délivrance de Ferdinand, rendu enfin à un peuple plus opiniâtre encore que fidèle, la liberté de notre frontière, cernée par les Espagnols, avides de se venger, et par les Anglais, impatients d'entrer en France. Le 11 décembre fut signé ce traité décevant, où tout le monde se trompait et qui trompa tout le monde.

Tandis qu'on négocie avec les Cortès, qui chicanent la signature de ce Ferdinand, au nom de qui elles gouvernent, mais dont elles ont pris l'habitude de se passer, et que Joseph refuse d'abdiquer, Murat, gagné par la contagion d'ambition et d'inconstance qui ravage déjà l'entourage de Napoléon, oublie peu à peu l'empereur, pour ne se souvenir que d'un titre de roi qu'il veut ennoblir et surtout conserver, en se réservant l'excuse vis-à-vis des uns, la force vis-à-vis des autres, de son initiative hardie de restaurateur de l'indépendance italienne. Il négocie à la fois avec l'Autriche et avec Napoléon, cherchant les meilleures conditions pour choisir le parti pour lequel optera cette défection fatale, dont il a payé si cher la faute, qu'on le plaint au lieu de le blâmer, comme Napoléon lui-même. Soudain la Hollande, saisie du même vertige aveugle qui s'emparait alors des peuples et des rois, brise sa corde, attirée par l'Angleterre, et renverse son pieu. La Belgique va l'imiter. La modération devient jeu de dupe, en présence de cette désagrégation de l'empire. L'Angleterre promet de l'argent, l'Autriche se ravise et se refroidit ; le baron de Stein enflamme le roi de Prusse de tous les griefs et de tous les rêves du patriotisme allemand ; et le Corse Pozzo di Borgo, jadis rival de Bonaparte, qui d'intrigant veut devenir ministre, communique à Alexandre la fièvre de cette ambition jalouse, impitoyable comme une vengeance. On rogne les concessions de Francfort avec l'insolence d'un juif de l'école flamande rognant ses ducats. On pèse avec des balances pipées et l'on offre à la France les limites de 1790. Dérision ! Il faut se battre. Et la coalition, mettant au vent le glaive de ses armées, devenues spadassines, envahit la France par deux côtés. L'Autriche prend cette route de Suisse qui avoisine l'Italie, et dont la neutralité est violée avec cette excuse du plus fort. : **Nous sommes un peu pressés ; on n'y reviendra plus.** Pendant que Schwartzemberg passe le Rhin à Baie, Blücher le passe entre Coblenz et Mayence. Le 21 décembre 1813, nos frontières sont franchies par l'étranger, qui cherche à démontrer à la France qu'il l'envahit pour le bon motif et pour son bien, pareil au bouvier qui, ayant peur de la corne du bœuf rebelle au joug, le caresse et l'aveugle, et lui coule aux jambes l'insidieuse entrave.

Mais la France se démène et se débat contre le licou. Elle rue, elle mord ; le feu sort de ses naseaux, comme jadis à la vache espagnole, et Schwartzemberg ou ses lieutenants en Franche-Comté et en Alsace, Blücher ou ses lieutenants en Lorraine, passent, passent-vite, de peur de malencontre ; car en touchant le sol sacré de la patrie, Napoléon a retrouvé son droit en même temps que son génie.

Aujourd'hui, vaincre ou mourir pour lui, c'est vaincre ou mourir pour la France, et dans les régions frontalières, habituées au premier élan du sacrifice, le premier coup du drapeau national frappant la terre, entre les mains d'un prince comme Napoléon, en fait sortir ces légions de volontaires qui demain seront des héros. A Paris, les partis se réveillent : la tête de la France ne vaut pas son cœur. Il faut proroger le Corps législatif, à peine réuni. L'ennemi est à nos portes, et on discute des rapports, et l'on profite du moment où Napoléon demande les moyens de sauver la France pour lui faire un sermon sur les erreurs de son gouvernement et les fautes de sa politique. Toujours les mêmes ! Ils veulent être libres et ils ne savent pas être justes ! Napoléon convoque les gardes nationales, enrégimente les conscrits, réorganise la garde, grâce à Drouot, avec les derniers écus de sa tirelire de millions ; échelonne, d'Épinal à Langres, Marmont, Ney, Victor, Mortier, avec 60.000 hommes ; en place 50.000 en formation en avant de Paris, et s'avance vers Châlons-sur-Marne, au-devant des 15.000 hommes, qui se retirent, avec Macdonald, de Cologne à Namur. Ainsi, pour défendre son territoire, celui qui, l'année précédente, envahissait la Russie avec 650.000 combattants, en laissant 100.000 en Italie et 500.000 en Espagne, n'avait plus le dixième de ce million de soldats prodigués ; mais il avait l'amour de la France, réveillé par le malheur et encore confiant dans le génie ; et il se préparait à rendre difficile la route que suivaient les deux armées d'invasion, mais surtout à rendre fatal pour elles le rendez-vous qu'elles s'étaient données sur la haute Marne, entre Chaumont et Langres, pour se porter ensuite en masse dans l'angle formé par la Marne et la Seine, triangle dont ces rivières sont les deux branches et dont la pointe est Paris.

Le 24 janvier 1814, Napoléon, après avoir épuisé avec la coalition, désormais implacable, en tentant l'intérêt particulier tantôt de l'Autriche, tantôt de la Prusse, des avances tardives de rapprochement ; après s'être réconcilié avec Joseph, qui profite noblement, ainsi que Jérôme, ce dernier surtout, pour revenir se placer aux côtés de son frère, de l'occasion du malheur et du dévouement ; après s'être débarrassé de Fouché, en l'envoyant à Murat, et cru paralyser, en l'intimidant, l'ambition et le crédit de Talleyrand, double erreur d'un prince trop absorbé par les soucis du capitaine ; enfin, après s'être préparé à neutraliser Murat, par la diversion du retour du pape, provisoirement renvoyé de Savone à Rome même, et à rendre aux Espagnols, moyennant la liberté de sa frontière, leur roi, toujours prisonnier à Valençay ; le 24 janvier 1814, Napoléon présentait solennellement aux Tuileries, aux officiers de la garde nationale, sa femme et son fils, et confiait ce précieux dépôt à leur honneur et à leur fidélité. Il goûtait une dernière fois l'illusion d'adieux enthousiastes et attendris, et, le lendemain, arraché à tant de tristesses par ce triple sentiment du danger, du devoir et du droit, dont il n'avait pas éprouvé depuis longtemps les émotions vivifiantes, il volait à Châlons, avec un reste de cette alacrité des beaux jours de sa pure et victorieuse jeunesse. Et son armée de conscrits, électrisée mais novice, suivait en chantant le dernier essor de l'aigle !

Napoléon arriva à Châlons le 25 janvier 1814 au soir, au milieu des cris de : *Vive l'empereur !* et de : *A bas les droits réunis !* qui peignent si bien les Français du temps et de tous les temps. Berthier, Kellermann, Ney, Marmont, qui l'avaient précédé à ce rendez-vous, l'attendaient soucieux. Il arriva presque seul. Ses lieutenants cherchaient derrière lui une armée. Moi seul, leur dit le sourire de Napoléon, moi seul, et c'est assez. C'était assez, en effet, pour imprimer au désespoir de la France un héroïsme encore victorieux. Napoléon ne fut pas trompé dans cette confiance en lui-même, justifiée par sa confiance dans ses

soldats. Tout au plus pouvait-il réunir 50.000 hommes contre les 230.000 qui s'avançaient sur la capitale ; mais ils étaient Français, se battaient pour la France, et il était avec eux.

C'est avec cette poignée de braves, luttant contre une supériorité numérique paralysée par l'appréhension — une armée étrangère marche en pays envahi sur un volcan — et le fractionnement, que Napoléon fera sa campagne la plus légitime, la plus habile, et, en dépit du résultat final, la plus glorieuse.

Le plan de Napoléon consistait à se tenir entre Schwartzenberg et Blücher, dans l'angle des deux rivières, la Marne et la Seine, qui confluent sous Paris, à passer successivement d'une route à l'autre, et à couvrir la capitale en écrasant successivement ses agresseurs séparés. Tandis que les souverains coalisés, arrivés à Langres, fixaient à Châtillon-sur-Seine la continuation des négociations toujours pendantes, Blücher, dont l'impatience jalouse tremblait à la seule pensée des compromis de la modération autrichienne, convergeait vers le corps de Schwartzenberg, pour prendre part aux délibérations, et jeter dans la balance son épée vengeresse. Napoléon, résolu à le poursuivre sur l'Aube au moment où il quittait provisoirement la Marne, le rencontre sous Brienne, et fait des lieux familiers à sa jeunesse le théâtre de sa première victoire (29 janvier) : victoire disputée, où il n'hésita pas à payer de sa personne au risque, qu'il courut deux fois, d'être pris.

Le combat de Brienne assure à Napoléon la position intermédiaire de l'Aube, nécessaire au succès de sa combinaison, que les deux armées coalisées, forcément réduites à suivre, l'une le cours de la Marne, l'autre celui de la Seine, ne peuvent plus éluder. Tandis qu'il préparait l'exécution de son plan, on délibérait au camp des alliés, et dans l'espoir d'amener Napoléon à traiter à tout prix, on lui offrait les conditions indécentes qui réduisaient la France aux limites de 1790. Ce fut là le protocole stérile ouvert à Châtillon. En attendant que ces négociations reçussent des événements une impulsion dans le sens le plus favorable ou le plus funeste, la lutte continuait et se précipitait par la jonction de Schwartzenberg et de Blücher, compromis par sa témérité.

Le 1er février, bataille de la Rothière, où Napoléon bat 170.000 hommes avec 32.000. Mais avec une telle disproportion, le bénéfice de la victoire se réduisait à une retraite respectée, et le salut d'une armée faite de débris, menacée d'une rencontre décisive par une agglomération de forces quadruples, devait encore plus tenir aux fautes de l'ennemi qu'à ses succès. Napoléon n'avait pas compté en vain sur l'erreur, fatale à Blücher, de sa séparation d'avec Schwartzenberg, trop circonspect à son gré. Il repousse les ouvertures insidieuses de l'Autriche, et pour rendre à la fois la confiance à ceux qui doutent de lui, et la méfiance à ceux qui lui offrent les conditions d'une défaite, il écrase à Champaubert le corps isolé d'Olsouwieff (10 février). C'est le premier tronçon de l'armée de Blücher, qui s'est enfin décidé pour la route de la Marne, sûr de retrouver sous Paris son confédéré autrichien, qui a préféré côtoyer la Seine et l'Yonne. Napoléon s'occupe d'abord de prendre les dernières mesures politiques et diplomatiques commandées par la situation, rassure à Paris Joseph, Cambacérès, l'impératrice, leur donnant pour instructions de lui envoyer le plus d'hommes possible, de maintenir à Paris l'énergique défensive qui lui permettrait d'arriver, et, en cas désespéré seulement, de prévenir l'entrée des alliés en dirigeant sur la Loire Marie-Louise et son fils, dont il ne voulait faire à aucun prix l'ornement et l'otage du triomphe des souverains alliés. Puis il accorde à M. de Caulaincourt, en cas également, une carte blanche dont ce digne confident de ses plus secrètes pensées était



incapable d'abuser ; enfin, il ménage décidément à la défection désormais irrévocable de Murat la première punition du retour de Pie VII dans ses États, et à l'impatience de l'armée anglo-espagnole la diversion de la mise en liberté de Ferdinand VII. Alors affranchi pour un moment de toute autre sollicitude que de celle de vaincre, il se hâte de profiter de l'occasion de frapper un coup capable peut-être de désarmer dans Blücher le bras droit de la coalition.

Le 11 février, Napoléon tuait, blessait ou prenait au général Sacken, à Montmirail, 8.000 de ses 20.000 soldats. Après Sacken, York est à son tour battu à Château-Thierry (12 février). Enfin, les combats de Vauchamps (14 février) entament, mais entament seulement Blücher lui-même. Ainsi, du 9 au 14 février, Napoléon avait affaibli de 28.000 hommes, dont 18.000 prisonniers, la plus ardente et la plus vivace armée de la coalition. La Marne libre, restait à dégager la Seine. Le corps de Schwartzberg, avec une confiance aiguillonnée par l'impatience des souverains, réunis à Troyes, mais en même temps refroidie par les revers de Blücher, s'avancait vers Paris sur divers points, suivant la ligne de Nogent à Fontainebleau. Le 15, Napoléon est à Meaux et fait ses dispositions pour transporter ses opérations du côté de la Seine. Le 17, combat de Mormant et marche rapide sur les ponts de Nogent, Bray et Montereau, qui dominent le fleuve.

Tandis que l'empereur fixe à Montereau le point décisif et y fait converger toutes ses forces, il reçoit du prince Schwartzberg une ouverture d'armistice. Il répond diplomatiquement, en retirant à Caulaincourt sa carte blanche, en demandant, pour bases de négociation, non les préliminaires de Châtillon, mais ceux de Francfort, et militairement à Montereau, où il essaye, l'épée à la main, de regagner les préliminaires de Prague. Le 18 février, boucherie héroïque et victorieuse du pont de Montereau. Napoléon cherche le défaut de la cuirasse de son adversaire et le trouve au-dessus de Troyes, où il va le frapper, à la fois, sur sa ligne de retraite et sa ligne de communication avec Blücher. Il rappelle, pour ce coup décisif, Maison, qui arrive de Belgique, laissant à Anvers Carnot, dont le danger de la France a fait un serviteur de Napoléon, et qui garde la ville sous la pluie de feu d'un inutile bombardement. Il gourmande Augereau qui s'endort à Lyon. [Il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 95](#). Mais, d'un autre côté, il révoque l'ordre donné à Eugène d'évacuer l'Italie, sacrifice qui lui coûte trop le lendemain de la victoire de Roverbella. Dans le Midi, Soult a assez à faire à garder Bayonne, et, appuyé à la ligne de l'Adour, à contenir Wellington.

En même temps, d'une plume presque victorieuse, Napoléon dicte à Caulaincourt le refus indigné des dernières propositions de Châtillon. Ce rapide coup d'œil jeté successivement partout où le danger et l'honneur de sa cause appellent le bienfait de son attention, Napoléon marche sur Troyes. Combat de Méry (22 février). La subite apparition de Blücher, trait d'audace et d'inspiration de ce général trop heureux, interrompt un moment ce feu d'artifice commencé de dates éclatantes. Blücher, qui n'a rien gagné à l'isolement, songe à se joindre à Schwartzberg, pour se fortifier de sa force, et au besoin lui escamoter son succès. Delà son mouvement, contrarié à son tour par une seconde tentative de Schwartzberg auprès de Napoléon, en vue d'un armistice (23 février). Pendant que 25.000 prisonniers prussiens, autrichiens et russes, défilent sur nos boulevards, et rassèrent Paris de leur vue, tandis que les princes s'agitent, que M. de Talleyrand, l'abbé de Pradt, le baron Louis, le duc de Dalberg, forment le premier conciliabule de la trahison prochaine, et que M. de Vitrolles part, chargé des pouvoirs de la première intrigue royaliste, ambassadeur marron d'un roi encore sans royaume, et d'un parti encore sans partisans, Napoléon accueille la

proposition d'un armistice où il voit surtout le moyen de gagner du temps et d'en faire perdre à l'ennemi. Il dépêche à Lusigny un de ses aides de camp de faveur et de confiance, un des héros de Wagram, de Mohilew et de Leipzig, parti simple dragon volontaire en 1800, et, en 1814, à vingt-neuf ans, général de division, le brillant, l'aimable, le chevaleresque Flahault, sur le vénérable visage duquel notre génération peut voir encore l'ineffaçable reflet de tant de souvenirs, charmants et glorieux<sup>1</sup>. Habile autant qu'intrépide, le jeune général, futur ambassadeur, parlemente avec les commissaires coalisés, sur la question délicate de démarcation des lignes belligérantes pendant l'armistice, et plaide, avec plus de talent que de succès, une cause qu'il a surtout pour mission de perdre le plus longtemps possible.

M. de Schwartzenberg, qui incline à l'espoir de la paix, se retire sur Chaumont et attend. Blücher, impatient d'une revanche, Blücher, que la faim de la proie parisienne enivre d'une sorte de farouche délire, proteste contre ces attermolements, en profite pour se faire renforcer des deux corps de Bülow et de Wintzingerode, et trouve, dans lord Castlereagh, un appui décisif contre les prétentions jalouses de Bernadotte. Enfin, le fougueux Prussien obtient carte blanche et le droit de combattre à sa guise. Et, peu à peu, la coalition elle-même en venant à partager, sous les irritantes suggestions du ministre anglais, l'ardeur implacable de son brutal favori, le traité de Chaumont (12 mars), base future de la Sainte-Alliance, consomme pour quarante ans et consacre la solidarité, ou pour mieux dire la complicité irrévocable de l'Europe, subventionnée par l'or anglais contre la France.

En même temps, la menace d'un délai fatal pour la clôture des opérations du congrès de Châtillon, est suspendue sur la tête de Napoléon. Blücher s'empresse de jouir de sa liberté récente et de donner à ces diverses mesures, par un succès offensif, un caractère impitoyable comme lui. Il repasse sur la Marne, non sans avoir le soin d'en prévenir Schwartzenberg, afin d'être secouru au besoin, si cette diversion venait à échouer, au lieu de le conduire, comme il l'espère, le premier à Paris. Marmont et Mortier, avec 14.000 hommes, échappent à 50.000, et Napoléon accourt de Troyes à leur appel, pour châtier l'ogre de la coalition, avide de chair fraîche. Prenant Blücher par derrière, il compte le saisir et le précipiter, comme sur une fourche gigantesque, sur le triangle de baïonnettes des deux corps de Marmont et Mortier. Le 27, Troyes et l'Aube restant couverts par Oudinot, Macdonald et Gérard contre toute tentative de Schwartzenberg, Napoléon est au presbytère d'Herbisse. Le 28, frais et dispos, après un souper au lard et aux légumes et une nuit sur la paille, il court sur la Ferté-sous-Jouarre, où il arrive le 2 mars.

Blücher se trouve placé entre les deux maréchaux et Napoléon. Il se dérobe sur l'Aisne. Napoléon passe la Marne et le poursuit, le front rayonnant de la combinaison de victoire et de salut que la situation vient de lui suggérer. Il s'agit, Blücher battu, de se porter sur la frontière, d'y rallier toutes les garnisons, et avec ces forces mortes, redevenues vivantes, de tomber sur les derrières des armées coalisées, maître des clefs de leur ligne de retraite, et de les acculer sur

---

<sup>1</sup> M. de Flahault n'est pas le seul survivant caractéristique de cette grande époque. En même temps qu'il rappelle, avec plus de finesse que l'un, avec plus de charme que l'autre, Narbonne et Caulaincourt, qui ne s'est pris à penser que Caffarelli du Falga, le général philosophe, l'intrépide et jovial directeur de l'Institut d'Égypte, revivait dans l'illustre maréchal Vaillant, savant et spirituel comme lui, doué du même bon sens socratique, avec des finesses gauloises et de bourguignonnes malices ?

Paris assez tôt, il y compte, pour les jeter sur une résistance encore invaincue, et non sur une capitale violée et vomissant ses maîtres d'un jour.

Paris n'a pas de remparts, mais le patriotisme peut lui en faire un de la poitrine de cent mille citoyens, improvisés soldats et héros en même temps. Tout en songeant à ce grand dessein, dont il ne devait interrompre l'exécution que devant un découragement et une ingratitude qui lui en enlevèrent non la confiance, mais les moyens, Napoléon poussait, l'épée aux reins, Blücher pris entre l'Aisne et lui, et enfin sans issue. Sa perte était assurée. La reddition de Soissons (3 mars), le plus grand désastre de cette période avant Waterloo, le sauva, et renversant les avantages de notre situation pour en faire des inconvénients, nous mit aux prises avec Blücher délivré, rejoint par Bülow et Wintzingerode, et fort de 100.000 hommes, posant peu à peu le fer sur la gorge de l'armée qui tenait déjà le genou sur la poitrine de la sienne éperdue. Napoléon rugit, donne l'ordre de faire juger et exécuter dans les vingt-quatre heures le médiocre et malheureux général Moreau, auteur involontaire d'un revirement de fortune inouï, et se précipite sur l'Aisne, pour en forcer les passages.

Le 5 mars, de Fismes, Napoléon lance Corbineau sur Reims et Nansouty au Bac-sur-Berry ; puis flanqué à droite et à gauche de ce double succès, passe impunément la rivière.

Le 7, il prend le taureau par les cornes, à Craonne, plateau défendu par 50.000 Russes et une nombreuse artillerie, et conquis par 30.000 Français, presque sans canons. Encore une victoire dont tout le bénéfice est une retraite paisible ! La fatalité du nombre l'emportera forcément dans cette lutte inégale de deux, de trois, de près de dix contre un. Mais quelle sublime défense et quel glorieux désespoir !

Désormais pas un champ, pas un coteau, pas un bois de cette Champagne qui ne soient marqués de quelque souvenir sanglant, qui ne portent la trace rouge du sang généreux des héros, devenus les martyrs de la France. Toute l'histoire du printemps de 1814, résumée désormais dans les faits éclatants de cette décadence glorieuse de l'empire, ressemble à une plaine semée de rouges coquelicots. Bataille de Laon (9 mars). Dans la nuit du 8 au 9, surprise et déroute, à Athis, de Marmont, endormi dans la sécurité du triomphe. Le 10, seconde bataille de Laon et retraite de Napoléon sur Soissons. Le 12, hardi coup de main du combat de Reims et désastre du corps russe, commandé par M. de Saint-Priest — Saint-Priest, Langeron, des noms français parmi les généraux ennemis !

Au même moment, sur la ligne de la Seine, héroïque combat à Dolancourt (27 février) de 9.000 Français contre 40.000 hommes de l'armée de Schwartzemberg. Dans le Midi, commencement des hostilités et des trahisons.

Le 27 février, bataille d'Orthez et retraite de Soult sur Toulouse, où il immortalisera par une autre bataille sa résistance contre les Anglais, qui, le 12 mars, entrent sans coup férir dans Bordeaux. Le 20 mars, jour destiné à plus d'une célébrité différente dans la vie de Napoléon, il quitte Plancy, où il a essayé de tâter le flanc de l'armée du prince Schwartzemberg, avant de se livrer tout entier, — comptant pour lui donner le temps de revenir à point, sur la sagesse du conseil de régence et le courage de Paris, — à son opération vers les frontières, objet favori de ses méditations.

Napoléon donne les ordres de concentration nécessaires pour se diriger, avec 70.000 hommes, sur les places, et reparaître sur les derrières des armées

coalisées, peut-être avant leur jonction devenue inévitable. Il parvient à Arcis-sur-Aube, à la suite d'une reconnaissance un peu téméraire, en présence, avec 20.000 hommes, de 90.000 soldats de Schwartzemberg. La bataille d'Arcis-sur-Aube, la dernière livrée, sur le territoire de son empire envahi, par Napoléon en personne, est le suprême et sublime effort de son génie militaire et de l'incorruptible patriotisme de l'armée.

Désormais, la rupture successive des conférences de Lusigny et du congrès de Châtillon, la jonction, accomplie sous Paris, des forces irrésistibles de Schwartzemberg et de Blücher, la faiblesse éperdue de Marie-Louise, qui ne sait que pleurer, prier ou partir, les hésitations de Joseph devant une responsabilité qui exigerait l'héroïsme de l'esprit, les manœuvres de Talleyrand, qui se croit délié des dernières pudeurs et des derniers scrupules par les fautes de la défense et l'insuccès de la résistance, l'impossibilité de lutter, dans une ville ouverte, avec 25.000 hommes contre 220.000, la fatale dépravation de curiosité, qui permet à la France de trouver du goût à tout ce qui est nouveau, la corruption d'une opinion qui de l'habitude est passée à la religion du succès ; enfin et surtout la capitulation d'Essonne et la défection de Marmont : telles sont les causes morales et matérielles qui précipitent la décadence du pouvoir impérial avec la rapidité d'une décomposition. Napoléon va se trouver devancé à ce point par la pusillanimité, la servilité, l'ambition, l'ingratitude, et aussi l'absence de direction et de moyens dont son programme, tout militaire, n'a pas tenu assez de compte, qu'il ne reviendra d'un bond à Fontainebleau, que pour y trouver les messagers de la révolution, sous laquelle tombera celui à qui la fortune réservait une autre leçon et qui ne devait devoir qu'à une défaite sa seconde chute.

Ainsi que nous l'avons dit, Napoléon, arrivé le 15 à Reims, y avait séjourné jusqu'au 17, jour de son mouvement de reconnaissance arrêté un moment à Arcis, et le 21 mars dirigé définitivement sur Vitry. De là, en trois jours, il pouvait se trouver à Metz à la tête de 120.000 hommes, et suivre sur Paris, pour les y écraser, les armées coalisées qu'il renonçait à y précéder. Le 23 mars, il était à Saint-Dizier, attendant la concentration vers lui, ordonnée à toutes ses troupes, **Vous êtes venu à temps**, disait-il à Caulaincourt, revenu du congrès avorté de Châtillon, **pour assister à de grandes choses**. Et Caulaincourt baissait la tête, et Berthier soupirait.

Au moment même où Napoléon se décidait, contrairement à l'intérêt politique, à abandonner quelques jours la route de Paris pour y revenir bientôt, avec l'armée sortie à son appel des garnisons des places et des rassemblements de gardes nationaux, ses alliés se décidaient à opter, au préjudice de leur sécurité militaire, pour un parti qui, en dépit des apparences, n'était pas le plus téméraire. Sans doute Napoléon pouvait se trouver bientôt sur leurs derrières, et leur faire expier cruellement un succès passager. Mais il ne pouvait plus leur fermer la route de Paris désarmé, où les attendaient le prestige d'un facile triomphe, la popularité du plus fort et les préparatifs d'une révolution. Appuyés sur la défection d'une population mobile où l'impossibilité de la résistance devait dompter tous ceux qui d'avance n'appelaient pas le joug, sur le découragement chez ceux-ci, le mécontentement chez ceux-là, habilement exploités, sur la double faute de l'absence de Napoléon et de ce départ de Marie-Louise, également calomniés du nom d'abandon, ils étaient invincibles. Et Napoléon lui-même n'allait arriver avec une armée que pour se trouver sans gouvernement, seul avec quelques fidèles au milieu de la nation, et vaincu plus sûrement par une déchéance que dans une bataille.

Le 24 mars, à Sommepeuis, fut prise une résolution définitive, inspirée par les avances de M. de Vitrolles et de M. de Dalberg, l'invitation de M. de Talleyrand, au silence plus éloquent que ses paroles, et les énergiques conseils de l'implacable Pozzo di Borgo, qui jouait d'Alexandre en virtuose politique, maître enfin du double et secret ressort qui le faisait agir, la vanité et la vengeance. L'empereur d'Autriche, par discrétion, était demeuré à Dijon, d'où il ne voulait assister que de loin à la fuite de sa fille et au détrônement de son gendre.

Le 25 mars, Blücher sur la droite, Schwartzberg sur la gauche, se dirigent vers Paris par la Fère-Champenoise, entre la Seine et la Marne. Marmont et Mortier, coupés de Napoléon, qu'ils voulaient rejoindre, cherchent en vain, avec 15.000 hommes, à arrêter le torrent de la cavalerie ennemie formant l'avant-garde.

Le torrent passe sur eux à Fère-Champenoise (25 mars 1814). Ils lui échappent à la Ferté-Gaucher, et, miraculeusement sauvés, ils arrivent le 29 mars, en débris, au pont de Charenton. Le 28-mars, Joseph avait réuni une dernière fois le conseil de régence aux Tuileries. La résistance, à moins de faire appel à l'élément patriotique et populaire qu'il était difficile et dangereux de mettre en mouvement, manquait à la fois de fortifications, d'hommes et de chevaux.

Napoléon n'avait jamais songé que Paris pût être en danger. Il y avait des soldats, de l'artillerie, des citadelles, des remparts à Dantzig, à Hambourg, à Flessingue, à Alexandrie, à Venise. A Paris, rien que quelques troupes, quelques conscrits, quelques volontaires, quelques palissades, quelques canons. A Paris, on manquait de fusils !

Le 29, le lendemain de ce conseil funeste où tout le monde avait opiné tout haut pour rester, et tout bas conseillé de partir, Marie-Louise partait en effet pour Rambouillet et de là pour Blois, suivie malgré lui du roi de Rome frémissant, qui voulait rester, avec une opiniâtreté d'enfant dont l'instinct n'était que trop prophétique ! Ce même jour, les souverains alliés étaient au château de Bondy, et Mortier, Marmont, Moncey, organisaient une défense précaire, trop courte, mais héroïque, qui est demeurée le principal titre de gloire du dernier, la modestie du premier ayant effacé ses services, et la trahison du second les ayant flétris. Paris ne se rendra pas au moins sans une bataille, bataille de vieilles ; moustaches, de conscrits de la veille, de vétérans et de pupilles, d'hommes du peuple et d'étudiants, de jeune garde et de jeune France, où 24.000 soldats et citoyens, dont plus d'un enfant, vengent une inévitable défaite en mêlant à leur propre sang celui de 12.000 de leurs 170.000 agresseurs.

La capitulation de Paris, honorable et nécessaire, termine une lutte impossible, dans les conditions où elle était engagée, de 24.000 hommes contre 170.000.

Quand Napoléon avait compté sur la résistance de Paris, il avait espéré surtout une arrivée moins prompte des alliés. Il avait trop oublié qu'il n'y laissait qu'une femme et un enfant, assistés de conseillers comme Cambacérès, faisant dire pour toute mesure les prières des quarante heures, ou, comme Talleyrand, uniquement occupés de se ménager des alibis et des prétextes, et donnant de bons avis à l'heure où on ne peut suivre que les mauvais ; enfin, comme Joseph, trop habitué par le passé à ne rien prendre sur lui, et blasé sur la courte humiliation de quitter une capitale. De tels hommes, mal secondés par Clarke, ministre au zèle douteux, pouvaient-ils remplir une population du feu sacré qui leur manquait ? Il y avait là un peuple qui n'eût pas mieux demandé que de se soulever et de courir sus à l'ennemi, comme le rustre qui fond, l'épieu à la main, sur le sanglier devant lequel le maître hésite ; mais pour se battre un contre dix,

ce n'est pas assez d'avoir du cœur, il faut des fusils, et quand on a des fusils, il faut un Napoléon à la tête des défenseurs des Thermopyles parisiennes.

Pendant que les maréchaux Mortier et Marmont se retiraient, le premier dans l'ombre qui convient aux mérites modestes et aux patriotiques douleurs, le second dans ce coquet isolement de veuve inconsolable — qui sera vite consolée par un homme comme Talleyrand — ; pendant que de ces deux lieutenants de Napoléon, l'un, en un mot, restait fidèle et l'autre se négociait, l'Empereur, poussé par le cri de l'armée et par sa propre impatience, inquiet de Paris, de son peuple, de sa femme, de son enfant, rebroussait chemin à Vitry, arrivait, accourait au galop, porteur des trophées de bon augure du brillant combat de Saint-Dizier. Le 30 au matin, aiguillonné encore par un message de M. de Lavallette, il avait, à Villeneuve-l'Archevêque, pris la poste, et, tantôt à cheval, tantôt sur un mauvais chariot, il approchait de Paris, accompagné de Berthier et de Caulaincourt, envoyant en courrier le général Dejean, qui tombait au milieu de l'agonie de la défense pour en recueillir, pour ainsi dire, le dernier soupir. Vers minuit, Napoléon, qui avait couru toute la journée, soit à cheval, soit en voiture, parvenait à Fontainebleau et se heurtait à l'avant-garde d'une nombreuse cavalerie. Il hélait l'état-major.

— Qui est là ?

— Général Belliard.

Napoléon sautait en bas de sa voiture,

— Où est l'armée ?

— Derrière moi.

— Où est l'ennemi ?

— A Paris.

— Et mon fils, ma femme, mon gouvernement, où sont-ils ?

— Sur la Loire.

Nous ne connaissons pas de scène plus pathétique que ce dialogue du soldat du devoir et de l'homme du destin, qui continua longtemps, chaque demande et chaque réponse faisant jaillir une exclamation, un éclair, un soupir étouffé chez Napoléon, une larme furtive chez son interlocuteur. Ô fortune ! Rien qu'à raconter de tels coups, en ayant le courage de rester simple, un Thiers touche à Shakespeare<sup>1</sup>.

Le jeudi 31 mars 1814, Alexandre et Guillaume — François était demeuré à Dijon — firent à Paris, à cheval, au milieu d'un brillant état-major, suivis d'une escorte de 50.000 hommes, leur entrée triomphale, au milieu du silence farouche du peuple, de la satisfaction timide de la bourgeoisie, de la joie scandaleuse, insensée, de quelques hommes et de quelques femmes, émigrés de l'intérieur, plus royalistes que Français. Le faubourg Saint-Martin est sombre et morne. Dans la foule on pourrait distinguer plus d'une tête ursine de vétéran. Au boulevard, réception plus confiante, sourire plus hospitalier. Aux Champs-Élysées, saluts et vivats de bienvenue, prodigués par un groupe qui tourbillonne, toujours le même, et, à force de s'agiter, veut se faire prendre pour la nation. En somme il n'y aura eu, grâce à Dieu, que quelques comparses pour faire les

---

<sup>1</sup> Thiers, tome XVII, p. 622-625.

honneurs de cette entrée théâtrale aux acteurs favorisés de la fortune qui se nomment Alexandre, empereur de toutes les Russies, et Guillaume, roi de Prusse, en attendant toutes les Prusses.

Alexandre va loger chez M. de Talleyrand !... Mais abrégeons, car si la jeunesse ne doit pas ignorer qu'il y eut là de grandes fautes, de grandes lâchetés qu'elle connaîtra plus tard en détail, nous répugnerions à insister sur ce tableau navrant, devant lequel rougissent l'orgueil national et la pudeur humaine, des crimes qui se mêlèrent à nos malheurs. Tirons le voile sur cette émulation de bassesse, sur ces assauts de servilité, sur ces ingratitude, sur ces prostitutions, qui commencent par la déclaration de déchéance prononcée par le Sénat, et finissent par la capitulation d'Essonne et la trahison de Marmont, qui désarment Napoléon. Jeunes gens, jeunes gens, que Dieu vous garde des révolutions et des restaurations, et de ce triste revers de la médaille des règnes inaugurés par l'étranger, médailles frappées sur la tête d'un peuple, et où la ruine et l'humiliation de la France font pendant à l'effigie d'un Louis que la Vendée n'a pas connu !

Voici Fontainebleau. Voilà un homme qui écrit, assis devant une table, non loin du loyal Macdonald, de l'honnête Caulaincourt, du rude Ney. Berthier n'est déjà plus là. Première abdication (4 avril). Seconde abdication (6 avril). Napoléon s'immole au salut de la France, dont il est, dit-on, le seul obstacle. Lui, c'est peu de chose. Il aura beau donner sa démission, il sera toujours l'Empereur, il règnera sur les cœurs, sinon sur le reste. Mais sacrifier son fils ? En a-t-il le droit ? Est-il maître de cette jeune destinée qui fleurissait sur le trône et va se flétrir dans l'obscurité ? Napoléon signe, mais il ne survivra pas à cette dernière douleur, à ce dernier affront, à ce dernier dégoût. En signant la seconde abdication, il a signé en même temps son arrêt dans son cœur. Napoléon déchu, sans pouvoir, sans armée, sans famille, n'a plus rien à faire en ce monde. Il va rentrer dans l'histoire, en se voilant les yeux. Par quelle porte ? Le suicide ! Le suicide stoïque et césarien, auquel il a tant pensé jadis, et qui tenta, avant l'empereur, le sous-lieutenant d'artillerie, dans sa chambre d'Auxonne et de Valence ; le suicide, qui lui donnera le repos, l'oubli ; le suicide, qui mettra dans le plateau le seul événement capable de contrebalancer l'effet de l'invasion de la France et de la prise de Paris !

Napoléon veut placer la France et sa famille sous la protection de l'autorité sacrée du mourant. Dans la nuit du 11 au 12 avril, après une conversation avec M. de Caulaincourt, quia la gravité enjouée, la douceur pénétrante, l'éloquence mélancolique des entretiens testamentaires, Napoléon, incapable de supporter le poids du traité du 11 avril, qui fait si petite cette France qu'il a laissée si grande, et impatient de se dérober à l'affront du sceptre ironique que lui a laissé la coalition, se décide à se réfugier par la mort dans l'immortalité. Il a vu la postérité en face ; il sait qu'elle l'absoudra, parce que, s'il a beaucoup péché, il a beaucoup souffert et beaucoup aimé la France. France ! Marie-Louise ! mon fils !... adieu !

L'Empereur, après un adieu serein à M. de Caulaincourt, est rentré dans sa chambre. Puis, allant à son nécessaire de voyage, il y prend la potion d'opium qu'il a demandée au docteur Yvan, le lendemain de la sanglante bataille de Malo-Jaroslavetz, pour être sûr de ne jamais devenir prisonnier des Russes. L'opium sauveur, l'opium libérateur avalé, il se couche, et fait rappeler à trois heures du matin M. de Caulaincourt. Sans lui révéler le fatal secret qui déjà lui déchire les entrailles, il lui fait, d'une voix altérée, des recommandations et des adieux qui le

lui laissent deviner. M. de Caulaincourt, tremblant qu'il ne soit trop tard, appelle ; on se précipite, malgré l'ordre de Napoléon, qui, près d'une lampe mourante comme lui, s'agite dans les convulsions de l'agonie. Il comptait sans la force de sa nature, qui se révolte, et, frémissante encore d'orgueil et de vie, se refuse à devoir le repos au poison. Qu'il est difficile de mourir ! dit Napoléon, qui consent à vivre.

Après un assoupissement de plusieurs heures, succédant aux spasmes qui ont en vain essayé de l'étouffer et n'ont fait que provoquer les vomissements libérateurs, Napoléon se réveille, résigné à n'être plus que le roi de l'île d'Elbe. Ce même jour 12 avril, le comte d'Artois, après avoir traversé la France, étonnée de le revoir, mais non de le revoir avec des étrangers, faisait son entrée à Paris, au milieu de la passagère popularité qu'assurent à un prince gracieux, cordial, prodigue de sourires, l'habit de garde national, le désir de plaire — qui réussit presque toujours — et la bienveillance sceptique d'une bourgeoisie avide de spectacles et lasse de gloire.

Le 20 avril, Napoléon, dont l'entourage se dégarnissait rapidement, et qui perdait, comme un arbre perd les feuilles d'automne, ses derniers serviteurs, voulut partir pour le royaume dérisoire qu'on lui donnait pour prison. Entouré des imperturbables fidèles, des sublimes têtus, Caulaincourt, Bassano, Drouot, Bertrand, il embrasse à la fois l'armée tout entière dans la personne du général Petit, digne de la représenter et qu'il serre sur son cœur, avec ses drapeaux de la vieille garde. Puis il part, les yeux humides, au milieu des sanglots de ses rudes compagnons, qui n'avaient jamais pleuré.

A partir d'Avignon, à Orgon surtout, Napoléon traversa (dure épreuve !) les injures d'une hostilité féroce, où éclataient les électricités longtemps contenues du Midi, et les impatiences de cette nouvelle Terreur, aussi aveugle et aussi coupable que l'autre.

Le 28 avril, Napoléon s'embarqua pour l'île d'Elbe, et, le 4 mai, il débarquait à Porto-Ferraio, au milieu de ses nouveaux sujets endimanchés, et ivres de la joie d'avoir pour roi de leurs quelques lieues carrées celui qui avait gouverné le monde. Celui-ci se laissa faire de bonne grâce, assista à leur *Te Deum*, quelque peu puéril, puis s'occupa de son installation, de son administration, de ses finances, de son armée, avec un soin et un succès qui témoignent que rien n'est trop petit pour un homme assez grand, et que le sort de quelques milliers de sujets peut occuper dignement celui qui en a dirigé cent millions.

Napoléon se donna, pour résumer, en quelques lignes et en quelques chiffres, ce règne humble et glorieux, précaire et sublime, maison de ville à Porto-Ferraio, maison de campagne à San-Martino, embellies par un heureux climat, illustrées par sa présence, gouvernées par sa mère, la Romaine Letizia, qui était venue demeurer auprès de son fils déchu, et par sa sœur, la Grecque Pauline, qui n'eût rien d'héroïque que son dévouement.

L'armée de Napoléon se composait de 724 hommes d'élite, grenadiers, chasseurs à pied, cavaliers, marins, choisis de l'œil et de la main de Drouot dans la vieille garde, d'une soixantaine de Polonais, de 500 Corses, Provençaux, Liguriens, Toscans, du 55<sup>e</sup> léger, garnison de l'île d'Elbe, licenciés, et qu'il avait gardés à son service ; en tout, 1.100 hommes ; enfin, de 400 hommes de milice locale.

Pour payer cette armée de 1.500 soldats et sa marine composée d'un brick, l'*Inconstant*, d'une goélette, la *Caroline*, d'une felouque, l'*Étoile*, et de deux avisos, la *Mouche* et l'*Étoile*, en partie achetée à ses frais, Napoléon disposait de



2 millions de rente stipulés par le traité du 11 avril, mais qu'on ne lui payait pas. Les revenus de l'île, en grande partie affectés à sa dépense, étaient de 520.000 francs. C'est en ajoutant ses ressources personnelles aux 100.000 écus demeurés disponibles, et en pratiquant sur les 3,400.000 francs, unique reste des 18 millions de son trésor personnel — pillé par le commissaire du gouvernement provisoire, M. Dudon, dans la voiture et les fourgons de Marie-Louise fugitive —, l'art d'économies qui avait pu lui procurer un moment jusqu'à ces 160 millions de reliquat de sa liste civile, avec lesquels il avait payé les frais de la dernière lutte, que Napoléon était sûr de vivre au moins deux ans, sans rien devoir à personne. Deux ans, c'est-à-dire le temps d'écrire son histoire, - avec la sérénité impartiale dont sa réconciliation avec Murat, négociée par Pauline, était le témoignage, à moins que d'ici là il ne s'offrît une occasion de la recommencer. On sait qu'elle ne tarda point.

Le 26 février 1815, tandis que les souverains coalisés et leurs ministres achevaient de se partager l'Europe autour d'un tapis vert, l'homme dont ils tiraient au sort la dépouille, après avoir embrassé la mère héroïque qui n'aurait pu blâmer un tel dessein sans être infidèle à elle-même, et qui aimait mieux la gloire d'un tel fils que tout le reste, après avoir embrassé la sœur dévouée, compagne de son exil, partait avec 11.000 hommes et 1.800.000 francs, pour reconquérir son royaume. Entreprise hasardeuse, téméraire même, surtout dans ses débuts, si les souvenirs de sa gloire et les fautes des Bourbons ne lui eussent donné la France entière pour complice de son retour. Une témérité ainsi appuyée du vœu secret d'une armée avide de se rendre, encouragée par une nation impatiente de rentrer sous un sceptre victorieux et sage, d'obéir à un grand homme dompté par l'expérience, corrigé par la fortune, et de recevoir la liberté, jusque là différée, en échange de la fidélité éprouvée, une telle témérité devait réussir. Elle réussit, en effet, et l'étoile du vaincu brille de nouveau au ciel, bientôt victorieuse.

Le 7 mars, à la Mure, près de Vizille, aux premiers pas sur cette terre du Dauphiné, où fut poussé le premier cri de la Révolution encore enfant, Napoléon s'avance seul, dépassant ses fantassins l'arme sous le bras gauche, la pointe en bas, et ses cavaliers le sabre au fourreau, au-devant de l'avant-garde envoyée pour lui résister. Il reconnaît dans ces soldats, auxquels un reste d'obéissance passive a fait croiser la baïonnette, et qui le menacent malgré eux, prêts à tomber à ses genoux, les héritiers de ce drapeau du 5<sup>me</sup> qui a fait .avec lui le tour de l'Italie.

S'arrêtant aussitôt : Soldats du 5<sup>e</sup>, s'écrie-t-il, me reconnaissez-vous ? — Oui, oui, répondent plusieurs centaines de voix. — Ouvrant alors sa redingote et découvrant sa poitrine : Quel est celui de vous, ajoute-t-il, qui voudrait tirer sur son empereur ? — Transportés à ces derniers mots, artilleurs et fantassins mettant leurs shakos au bout de leurs sabres et de leurs baïonnettes, en criant : *Vive l'Empereur !* Puis, rompant leurs rangs, ils entourent Napoléon et baisent ses mains, en l'appelant leur général, leur empereur, leur père !<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Thiers, t. XIX, p. 101. — *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 70 et 425.

Napoléon reçoit, en le félicitant, l'épée du commandant, abandonné de ses hommes, mais esclave du devoir, qui a donné jusqu'au bout l'inutile exemple d'une honorable fidélité, et à la tête de ses adversaires devenu ses serviteurs, qui ont tous retrouvé, comme par enchantement, leur cocarde tricolore, il marche sur Grenoble. Il lui suffit [de frapper les portes de sa tabatière](#) pour se faire ouvrir, et il poursuit sur Paris cette marche unique de quatre-vingts lieues en six jours dans un pays de montagnes, devenue, à partir de Grenoble, une marche triomphale. Napoléon l'a noblement consacrée par cette modération irrésistible, qui a rendu à la liberté le duc d'Angoulême et le baron de Vitrolles, prisonniers, n'a voulu ni victimes, ni otages, et s'avance, précédé à la fois de la gloire et du pardon.

Les villes fermées ouvrent leurs portes, les troupes envoyées contre l'usurpateur lui souhaitent la bienvenue, les maréchaux qui ont, dit la camarilla, promis de ramener le lion dans une cage de fer, se jettent dans les bras qui leur sont ouverts. La France met les chapeaux à la main, devant l'exemple de l'armée qui met les shakos au bout du fusil. Tout le monde s'embrasse, les uns disant bonjour aux revenants, les autres bonsoir aux partants. L'aigle aux couleurs nationales vole de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. Le 19 mars 1815, Louis XVIII part pour Lille d'où il reviendra en exil. Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon rentre aux Tuileries, enlevé sur les rudes bras d'une foule idolâtre qui manque d'étouffer le héros qu'elle porte en triomphe. Ainsi, comme Napoléon l'avait répondu au prince de Monaco qui lui demandait à Cannes où il allait, il rentrait à Paris comme on [rentre chez soi](#).

Et il y fut demeuré de même, sans la fatalité d'une guerre inévitable et prématurée. Contre les craintes de l'ingratitude il avait eu le pardon ; contre les susceptibilités et les impatiences de l'opinion, qui ne voulait plus des révolutions, fatale conséquence des régimes militarisés et concentrés à l'excès, il avait celle concession de l'Acte additionnel, par lequel l'empereur donnait la liberté et promettait la paix, se garantissant ainsi lui-même,, par une soupape de sûreté, de l'explosion de la machine surmenée pendant dix ans. Mais pour tenir les promesses du Champ de mai, il fallait encore traverser un dernier champ de Mars.

Par une image frappante de la situation, c'est au Champ de Mars en effet, au milieu des préparatifs et des pompes de la guerre qu'aura lieu cette fête de la paix et de la liberté, encore incertaines, et livrées aux hasards de la force.

Il fallait essuyer le choc implacable de l'Europe, geôlière indignée de l'évasion de Napoléon son prisonnier, de la délivrance de la France, sa prisonnière. Il fallait combattre, vaincre ou périr.

Napoléon, pour organiser un gouvernement capable de résister, il le croyait du moins, à l'ébranlement de la guerre et aux secousses des partis, et pour préparer cette guerre elle-même, a deux mois et quelques jours de répit. Chaque jour est un acte, chaque jour fait sortir une légion des entrailles du pays. L'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire inaugure les bienfaits mais aussi les dangers de la vie constitutionnelle, qui précèdent ses bienfaits. La France semble le comprendre du reste, et proteste, par une sorte d'indifférence, contre des concessions prématurées en face de l'ennemi et du pire de tous, l'ennemi intérieur. Le pays donne le pas aux préoccupations patriotiques sur les politiques, et pensant qu'avant d'être citoyen il faut être soldat, quand l'étranger est aux portes, il n'accorde que 1.504.206 voix, dont 1.500.000 affirmatives, aux réformes par lesquelles Napoléon a devancé peut-être le vœu du pays, et fourni

aux corps délibérants mécontents, comme l'Assemblée constituante, après la déclaration de Louis XVI du 25 juin, de voir la révolution opérée sans eux par un homme de génie, des moyens de se venger, par des agitations passionnées, de n'avoir rien à faire.

Tel est, à n'en pas douter, l'origine du malentendu de susceptibilité et de méfiance entre les corps législatifs et le pouvoir ; et la cause principale, envenimée par beaucoup d'autres accessoires, du conflit qui devait retirer à Napoléon vaincu l'appui du pays et réduire l'empereur à la guerre civile ou à l'abdication. En attendant., Napoléon, à la solennité du Champ de mai (1er juin 1815), au Louvre (4 juin) à la séance impériale d'ouverture des travaux des deux Chambres, reçut, avec le serment de fidélité du corps électoral, de la garde nationale et de l'armée, enfin des représentants de la nation, l'hommage d'un dernier enthousiasme, attristé par cette absence de Marie-Louise et du roi de Rome, où lui-même, qui avait, non les superstitions de l'esprit, mais celles du cœur, voyait une sorte de mauvais présage.

Résolu, en tout cas, à ne pas suivre sans résistance la fatalité — il n'était pas de ceux qu'elle entraîne —, et peut-être par l'admiration que de tels adversaires lui inspirent parfois, à reconquérir la fortune, Napoléon ne négligea rien pour rendre moins inégale la lutte qu'il allait engager contre l'Europe. Car, il n'en fallait plus douter, les déclarations du congrès, en date du 15 et du 25 mars, attestaient la permanence d'une haine que la chute de Napoléon ou sa mort pouvaient seules satisfaire, et que l'Angleterre, libre depuis février, grâce à la paix avec l'Amérique, de l'importune diversion d'un allié trop négligé par Napoléon, attisait infatigablement, donnant en compensation à la coalition, non plus l'aumône de son or, mais le secours de son armée. Ces actes inouïs, par lesquels la guerre, au mépris du traité de Paris, que Napoléon promettait de respecter, était déclarée à la France, coupable de fidélité à Napoléon, et à celui-ci, coupable d'avoir renversé, du premier souffle de sa popularité, le fragile édifice du gouvernement de Louis XVIII, par lesquels la guerre était déclarée ainsi en haine d'un seul homme et sans autre grief qu'une sorte d'amour-propre d'auteur, ne permettaient guère d'espérer un retour de sagesse, de raison et de modération dans les conseils des souverains. Ils étaient effrayés de l'instabilité d'institutions fondées sur le droit du plus fort ; humiliés du peu de temps nécessaire, à celui qu'ils avaient eu tant de peine à vaincre, pour revenir triomphant d'un exil dont aucun d'eux n'eût pu affronter impunément le retour ; enfin, décidés à ne plus s'arrêter qu'après avoir à jamais cimenté leur ouvrage, fût-ce avec le sang de 100.000 Français. Du sang de leurs sujets, ils ne s'inquiétaient pas.

Napoléon, réduit à la guerre par le refus de recevoir ses communications, par l'arrestation systématique de ses courriers diplomatiques qu'on ne veut pas reconnaître plus inviolables que lui, par l'insuccès de la mission de M. de Flahault lui-même, intrépide messenger de paix et de dévouement, qui échoue auprès du cabinet de Vienne, et, chose plus triste à dire, auprès de Marie-Louise elle-même, plus fidèle à son père qu'à son mari et plus tentée par la perspective de la liberté avec un duché à sa taille, que par celle d'un trône où l'attend un époux dans lequel elle a surtout aimé la fortune et la victoire ; Napoléon, réduit à la guerre, s'y prépare avec toutes les ressources d'un génie que tant de déceptions n'ont pas découragé. Il supporte, sans fléchir, le double affront du soulèvement déjà Vendée, qui l'oblige à faire face à la fois à l'ennemi à l'intérieur et sur la frontière, et à briser, par un détachement de 20.000 hommes, l'unité d'action et la concentration de forces si nécessaires à son succès et même à son salut, et, celui-là — pénible à la fois à son esprit et à son cœur, douloureux pour ses

affections, funeste à ses desseins —, de l'impatiente, imprudente et ambitieuse défection de Murat.

Incapable d'une trahison vulgaire à la Bernadotte, Murat, enivré par l'occasion, par les conseils d'une femme spirituelle, passionnée, qui se flattait de l'excuse du succès, et, en tout cas, du pardon de son frère, avait gagné, en 1814, les bonnes grâces de la coalition, non en marchant contre l'armée française d'Italie, mais en lui refusant son décisif concours. En 1815, il allait les perdre, contrairement, cette fois, aux pressentiments et aux supplications d'une épouse que la crainte rendait sage, et tjuï trouvait la sécurité dans la fidélité ou du moins dans l'attente, par cette déclaration d'indépendance de l'Italie. L'invasion des États pontificaux et de la Toscane, provocation prématurée, stérile, ne valut à Murat ni l'enthousiasme espéré, ni le royaume attendu, mais fournit à l'Autriche un prétexte pour le battre et le détrôner (22 mars-12 mai). Ainsi devait manquer deux fois, par sa faute, l'appui de Murat à Napoléon.

Deux fois en proie aux plus étranges vertiges, le roi de Naples lut deux fois la cause de nos malheurs : en 1814, en se déclarant contre la France ; et en 1815, en se déclarant contre l'Autriche<sup>1</sup>.

Le 1er juin, il parvint, grâce à Davoust, secondé, quelquefois malgré lui, par le zèle indépendant des comtes de Lobau, de Labédoyère et de Flahault — toujours au poste de l'honneur —, à arracher encore 414.000 hommes à l'héroïque épuisement du pays. Il les partagea en sept corps actifs, commandés par Drouet, comte d'Erlon, le comte Reille, le comte Vandamme, le comte Gérard, le comte Rapp, le comte de Lobau, le maréchal Suchet ; quatre corps d'observation, dirigés par le général Lecourbe, le maréchal Brune, les généraux Decaen et Clausel, une armée de Vendée, commandée par le général Lamarque ; quatre corps de cavalerie de réserve, commandés par les comtes Pajol, Exelmans, Michaud, Kellermann, sous le récent bâton du maréchal Grouchy ; enfin la garde, confiée au brave et solide Mortier : les 217.000 hommes immédiatement dispensables.

Pendant le même temps, les généraux Haxo et Lery procédaient hâtivement, et sous la forme, seule possible à ce moment, d'ouvrages de campagne au lieu d'ouvrages de maçonnerie, à l'investissement de Paris et de Lyon par une ligne de fortifications, reconnue nécessaire en 1805, encore plus en 1814, et dont Napoléon a défendu la nécessité et déploré l'oubli en termes qui tranchent à jamais la question et qui ont fourni à M. Thiers ses meilleurs arguments<sup>2</sup>.

Le 12 juin, au matin, Napoléon part pour l'armée, où l'appelle la reprise imminente des hostilités, après avoir répondu à l'Adresse des pairs en leur signalant le danger d'un tout autre entraînement que celui de la prospérité, et à l'Adresse des représentants, en leur rappelant l'exemple des Grecs du Bas-Empire, sophistiquant pendant que le bélier brisait les portes de la ville, comme un écueil à éviter. Il laissait le gouvernement à un conseil de régence, présidé par Joseph et composé de ses frères. C'étaient Louis, qui, déjà en 1814, lui avait offert de défendre Paris, et l'eût mieux fait que Joseph, et Lucien, rebelle à la prospérité, mais fidèle au malheur, et avec eux des ministres tous choisis dans la

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 79.

<sup>2</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 104-110.

confiance publique ; Davoust à la guerre, Carnot à l'intérieur, Cambacérés à la justice, Caulaincourt aux affaires étrangères, Mollien aux finances, et Fouché lui-même, qui avait ses partisans et pouvait compter sur une portion, la plus malsaine, il est vrai, de l'opinion. Quatre ministres d'État : Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Boulay de la Meurthe, Merlin, Defermon, assistés de six conseillers, étaient les intermédiaires oratoires et parlementaires du gouvernement avec les Chambres. Il emmenait avec Soult, second Berthier, qui ne valait pas le premier, son frère Jérôme, enchanté de n'être plus roi pour être général, et d'avoir, au lieu de sujets étrangers, des soldats français à commander ; — de même que sa digne et noble femme se consolait de ce qu'il était malheureux par la pensée qu'elle l'aimerait davantage et immolait joyeusement les regrets de la princesse aux devoirs de l'épouse, — Jérôme enfin, un des futurs lions de Waterloo. Napoléon partait triste mais ranimé, en homme qui va jouer sa dernière partie, mais qui espère la gagner. **Il faut espérer**, dit-il à madame Bertrand sur le marchepied de la voiture, en lui serrant la main, **que nous n'aurons pas bientôt à regretter l'île d'Elbe**.

Il venait de recevoir, dans le baiser d'adieu de sa cornélienne mère, et de Pauline, sa sœur, les embrassements de sa famille et de la France elle-même. Il avait payé toutes ses dettes, réparé toutes ses fautes, il s'était réconcilié avec tous ses souvenirs. Quelques jours auparavant, rappelé par la déception de l'indifférence de sa seconde femme, au regret de la première, la seule qui l'eût véritablement aimé, il avait achevé de mettre sa conscience en état de grâce, en payant à Joséphine, tuée en 1814 par la blessure de 1809, et morte au milieu des fleurs, le pieux et expiatoire tribut d'une visite à la Malmaison. Suivi d'Hortense, image vivante de sa mère, il était allé aux lieux témoins des commencements de sa fortune et de sa gloire, embrasser, à travers la mort, l'ombre inconsolable, enfin apaisée. Nous avons raconté ailleurs<sup>1</sup>, avec une émotion qui a été partagée, ce pèlerinage de Napoléon aux lieux fastes de sa vie, pèlerinage terminé par l'ordre de préparer dans un portrait, destiné à le suivre, le talisman de sa carrière nouvelle.

Il voulut, avant de partir pour sa dernière campagne, aller se recueillir à la Malmaison, au milieu des souvenirs inspireurs des jours de bonheur, d'amour et de gloire, dans les lieux qui en avaient été témoins, dans ces lieux encore pleins de la présence de Joséphine, et où l'on respirait en quelque sorte, avec le parfum de ces fleurs qui avaient été élevées par ses soins, quelque chose du parfum de Joséphine elle-même. En l'absence du prince Eugène, retenu de force en Allemagne, c'est la reine Hortense, toujours fidèle à la fortune impériale, qui vint recevoir cette visite commémorative et presque expiatoire, et animer d'une vivante image ce pieux hommage rendu à sa mère. L'empereur arriva, accompagné de MM. Molé et Denon, et du colonel Labédoyère. A son entrée dans le vestibule, assailli à la fois par mille souvenirs, il manifesta une vive émotion. La domptant avec son énergie habituelle, il voulut tout revoir dans cette maison, ce parc, ce jardin où il n'avait pas reparu depuis 1810. Il se promena pendant une heure avec Hortense, suivant d'allée en allée la trace de celle dont

---

<sup>1</sup> *Le Château de la Malmaison, etc.*, Paris, Plon, 1807, p. 136, 137.

l'ombre semblait errer, encore éplorée, sous ces ombrages préférés, et appeler tout bas dans la brise l'hôte tardif à un dernier rendez-vous. Le déjeuner qui suivit cette promenade expansive, où Napoléon avait pris un triste plaisir à parler de Joséphine, fut court et silencieux. L'empereur, au sortir de table, passa dans la galerie, parcourut chacun de ces chers tableaux d'un regard doux comme une caresse. Puis il voulut entrer dans la chambre où elle était morte en pensant à lui. La reine s'apprêtait à le suivre ; mais, d'un geste, il l'arrêta, et s'achemina seul vers cette entrevue solitaire où l'appelait son cœur. Il voulait être seul pour pleurer. Que se passa-t-il durant cette halte attendrie, dans ce lieu consacré par un dernier soupir qui murmurait son nom ; dans ce lieu plein de la présence de l'absente, et où, invisible aux yeux, elle se laissait sentir au cœur ? Qui pourrait essayer de pénétrer le mystère et d'être plus éloquent que ce silence, plus éloquent que les larmes dont l'Empereur portait, en sortant, la trace sur son visage ?

Quelques jours après cette réconciliation posthume et cet embrassement à travers la tombe, Napoléon partait plein d'audaces, et d'espérances nouvelles, comme si ce retour aux lieux fastes de sa vie, cette visite à celle qui avait été le bonheur de sa gloire, avaient renoué le lien entre lui et la fortune, conjuré la destinée, redoré son étoile. Mais le pacte était à jamais rompu, le lien à jamais brisé entre la victoire et son génie.

Dans les premiers jours de juin, sur la Tamise, le Danube, la Sprée, la Néva, le Tage, tout retentit de guerre<sup>1</sup>. — L'empereur partit de Paris le 12 au matin, coucha à Laon, donna ses derniers ordres pour l'armement de cette place, arriva le 15 à Avesnes. — Le 14 au soir, les appels constataient que la force de l'armée était de 125.404 hommes, et de 550 bouches à feu<sup>2</sup>.

Pour tout Français qui a du cœur, dit Napoléon dans sa proclamation du 14, le moment est venu de vaincre ou de périr.

Le 15, Napoléon marche d'abord sur Blücher, dont les habitudes de hussard, l'activité et le caractère hasardeux, contrastant avec le caractère très-circonspect et les marches lentes du duc de Wellington<sup>3</sup>, faisaient supposer qu'on rencontrerait d'abord l' impatient défi.

Dès le 15 au matin, aube sanglante et glorieuse ! combat d'avant-garde, au pont de Marchiennes, entre la division de Jérôme et le corps de Zieten. L'empereur entre à midi dans Charleroi.

Le 15 au soir, aux bois de Fleury, charge épique des quatre escadrons de service, où le général Letort tombe mort sur les cadavres du 28<sup>e</sup> régiment prussien, premier immolé.

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 78.

<sup>2</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 124.

<sup>3</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 130.

Le 16, bataille de Ligny, où le comte Gérard **se couvre de gloire**, où le général Girard est tué, et où Blücher n'échappe que froissé et estropié, à la faveur de l'obscurité, à une charge de cuirassiers qui l'a foulé aux pieds de ses chevaux.

Le même jour, combat des Quatre-Bras, où Ney, malgré ses fautes, que les ordres de l'empereur, portés par Flahault, ne préviennent pas, entame l'armée anglo-hollandaise, qu'il eût dû écraser.

A ce moment, Blücher et Wellington, au rapport des officiers prisonniers anglais, que Napoléon interroge par l'intermédiaire de M. de Flahault, sont en retraite sur Bruxelles. Grouchy est chargé d'empêcher leur jonction.

Le 17, en un jour, Grouchy fait **deux lieues**, remettant, par suite de la pluie et de la fatigue, la poursuite au lendemain, **funeste résolution, qui est la cause principale de la perte de la bataille de Waterloo**<sup>1</sup>.

Le 18 juin, bataille de Waterloo. Les dispositions en sont prises par un soleil encore incertain, mais qui, succédant à quatre jours de pluie, promet un midi d'Austerlitz. La façon superbe dont l'armée française entre en ligne devant l'armée anglaise intimidée en double le nombre. Chaque homme semble en valoir deux. **La terre paraissait orgueilleuse de porter tant de braves**<sup>2</sup>.

L'empereur parcourut les rangs ; il serait difficile d'exprimer l'enthousiasme qui animait tous les soldats ; l'infanterie élevait ses shakos au bout des baïonnettes ; les cuirassiers, dragons et cavalerie légère, leurs casques ou shakos au bout de leurs sabres. La victoire paraissait certaine ; les vieux soldats qui avaient assisté à tant de combats, admirèrent le nouvel ordre de bataille ; ils cherchaient à pénétrer les vues ultérieures de leur général ; ils discutaient le point et la manière dont devait avoir lieu l'attaque. Pendant ce temps, l'empereur donna ses derniers ordres et se porta à la tête de sa garde au sommet des six V, sur les hauteurs de Rossomme où il mit pied à terre ; de là, il découvrait les deux armées, la vue s'étendant fort au loin à droite et à gauche du champ de bataille<sup>3</sup>.

A midi, malgré l'arrivée imprévue du corps de Bülow, que Grouchy, chargé de l'intercepter, avait laissé passer ; malgré la disproportion de 69.000 hommes contre 120.000, il y avait encore soixante chances contre quarante pour que le dénouement prochain de cette bataille, si ingénieusement et si exactement comparée par Napoléon à une action dramatique, traversât impunément la crise qui en forme le nœud et aboutît à un dénouement victorieux.

A sept heures, au bruit du canon tardif de Grouchy, qui répond enfin à l'appel du canon de Waterloo, **la joie est sur toutes les figures et l'espoir dans tous les cœurs**<sup>4</sup>. — L'ennemi, pour la seconde fois, crut la bataille perdue.

La charge épique des 12.000 hommes de la réserve de cavalerie a brisé, sous le tournoiement de son ouragan de fer et de feu, les dernières résistances des carrés anglais, pareils à la moisson où la grêle a passé. 60 bouches à feu, 6 drapeaux, trophées de cet impétueux assaut, sont présentés à l'empereur.

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 153.

<sup>2</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 163.

<sup>3</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 166.

<sup>4</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 178.

Soudain, la retraite de l'ennemi s'arrête. Blücher vient d'arriver avec 50.000 hommes de troupes fraîches, devant Grouchy. Wellington, qui était au désespoir et n'avait devant lui que la perspective d'une défaite assurée, vit son salut<sup>1</sup>. Grouchy n'attaque qu'à six heures : il n'était plus temps !

Le soleil de Waterloo et de l'Empire s'était couché. La victoire sous cette nuit, complice des vaincus, se change en défaite, la retraite en déroute, la déroute en désastre.

L'empereur, à onze heures du soir, descend dans le carré du 1er régiment de grenadiers, — pour marcher au milieu de la fuite et conduire décemment, la main dans celle de Jérôme qui ne l'avait pas quitté, les funérailles de sa gloire, — du haut de ce mamelon d'où on l'a empêché de se précipiter pour chercher la mort. Elle n'eût pas sans doute voulu de lui plus que de l'héroïque Ney, qui ne devait pas montrer à Waterloo, suivant son désir, comment meurt un maréchal de France<sup>2</sup>.

Jamais l'armée française ne s'était mieux battue que dans cette journée, où elle a fait des prodiges de valeur, où la perte de l'ennemi, double de la sienne<sup>3</sup>, a maintenu sa supériorité, et où, par suite d'un irrésistible *saute qui peut* — maudit à jamais soit le lâche ou le traître qui a crié le premier ! — a fondu subitement, comme un torrent qui rompt sa digue, entraînant 6.000 prisonniers, étonnés de suivre des vaincus.

Si la journée de Waterloo finit malheureusement, elle finit du moins héroïquement, grâce à Cambronne, général de l'avant-garde du retour de l'île d'Elbe, général de l'arrière-garde à Waterloo. Les vieilles moustaches, commandées par un tel homme, meurent et ne se rendent pas. Cambronne, après avoir brûlé la dernière amorce, rompu la dernière épée, ne cède à la fortune qu'en l'insultant, et n'est fait prisonnier qu'à terre. Mais ce n'est pas sans avoir souffleté l'adversaire trop heureux qui le somme en l'admirant et recule devant l'horreur, qui n'arrête pas les Prussiens, du meurtre de ces héros, pareil à un sacrilège, d'un mot de *grognard* en furie, injure de la canaille à jamais ennoblie par un sublime désespoir !

Napoléon ne semble pas avoir connu dans ses derniers détails et dans sa suprême agonie cette résistance justement populaire et légendaire, et ce dernier soupir dans un dernier juron, purifié par le sang et le feu, devant lequel les Anglais eux-mêmes, foulant aux pieds leur habituelle pudeur, ont ôté leur chapeau. Cambronne, modeste comme le vrai courage, désavouait, de peur de paraître s'en vanter, cette populacière bravade, attribuée aussi au colonel Michel, que le moment où elle fut dite rend sublime comme un vers de Corneille. Napoléon l'ignora donc peut-être, car ni ses Commentaires, ni le Mémorial n'en font mention. Malgré l'ubiquité de son génie et de son courage, il n'avait pu tout voir, à travers la tempête nocturne qui l'emporta lui-même. Mais les 100.000 francs du testament de Sainte-Hélène prouvent qu'il n'a pas oublié Cambronne. Toute bataille a des épisodes obscurs ignorés même du général ; les voisins de Cambronne, témoins moribonds, ont pu seuls entendre, comme ceux de d'Assas, le mot qui, s'il n'a pas sauvé l'armée, a sauvé son honneur et protesté, au nom de l'héroïsme du plus grand nombre, contre la lâcheté de quelques-uns.

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 182.

<sup>2</sup> Thiers, t. XX, p. 248, 252.

<sup>3</sup> La dernière campagne de Napoléon se solde par 65.000 ennemis tués, blessés ou pris, et 41.000 Français idem.



Napoléon arriva à Laon le 20, à quatre heures après midi ; il y fixa son quartier général et le rendez-vous de ralliement, et partit pour Paris, voulant, par sa présence, réchauffer le dévouement et intimider la trahison.

La position de la France était critique après la bataille de Waterloo, mais von désespérée. Tout pouvait se réparer, mais il fallait du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des Chambres, de la nation toute entière. Il fallait qu'elle fût animée par le sentiment de l'honneur, de la gloire, de l'indépendance nationale ; qu'elle fixât les yeux sur Rome après la bataille de Cannes, et non sur Carthage après Zama<sup>1</sup>.

Le 22 juin 1815, Napoléon, cédant à des circonstances et à des motifs qu'il se réservait d'exposer et de développer dans le livre X, non publié et perdu sans doute, de son récit de la campagne de 1815, abdiquait librement, volontairement, spontanément, refusant le nouveau 18 brumaire que lui proposait Lucien. Il terminait ainsi, par le plus douloureux et le plus sublime des sacrifices, par la victoire la plus difficile de toutes, la victoire sur lui-même, un règne qui, grâce à lui, ne finit pas par la défaite de Waterloo, défaite étroite, aveugle, honteuse, impie, du courage par le nombre, du génie par le hasard, triomphe pipé, biseauté, qui ne laisse à Wellington d'autre gloire que celle d'avoir su attendre, et à Blücher, d'autre gloire que celle d'avoir pu, à la faveur des retards de Grouchy, arriver à temps.

Nous ne raconterons pas les honteux escamotages, les perfides menées par lesquelles fut arrachée à Napoléon II la couronne que Napoléon Ier, immolant l'empereur au père, avait espéré lui léguer. De tels récits exigeraient trop et de trop pénibles détails, et enlèveraient au sacrifice quelque chose de son héroïque et patriotique grandeur. Deux hommes ont fait, outre ses malheurs et ses fautes, la chute de Napoléon, et ceux-là ne méritent pas le voile de pudeur et de mépris sous lequel nous ensevelissons les autres. Talleyrand a fait 1814, Fouché 1815, tristes chefs-d'œuvre qui ressemblent à leurs auteurs. L'un est l'attentat d'une ingratitude spirituelle, d'une trahison ingénieuse, un crime de grand seigneur de décadence, qui désarme l'opprobre avec un sourire, esquive la boue avec un bon mot, qui ne s'encanille pas dans la corruption, et veut des fils de croisés pour complices. Indulgent d'ailleurs par scepticisme, et plus machiavélique encore dans le bien que dans le mal, il trouvera moyen d'être modéré au milieu des excès, et de faire préférer au crucifiement brutal qu'on complotait autour de lui, la couronne d'épines et le sceptre ironique de l'île d'Elbe.

Si Napoléon victorieux eût pu réaliser le décret de Lyon, et le punir d'une fourberie si raffinée, il se flattait d'éviter le châtement en invoquant les circonstances atténuantes de sa modération, et peut-être eût-il échappé, avec ces raisons de Pilate et ces plongeurs de Scapin, au tonnerre vengeur désarmé par le mépris d'une telle victime, et eût-il été quitte de la foudre par un de ces châtements qui ne modifiaient pas son visage.

Fouché, ce n'est plus Machiavel, c'est Méphistophélès, servi par les haines de l'enfer et le génie de la police. Sa conspiration est une conspiration de sbire mercenaire, implacable, cherchant à déshonorer la victime, à la désarmer de sa

---

<sup>1</sup> *Commentaires de Napoléon*, t. V, p. 195.

gloire, à diffamer son génie. Il s'évertuerait volontiers à faire croire que Napoléon a eu peur comme lui. Il lui arrache doucereusement l'épée dont il pourrait bien se servir pour vaincre encore une fois les Prussiens. Il refuse à la France cette dernière chance d'un coup de génie et de gloire, qui eût profité à Napoléon. Il ne sauverait pas la France au prix d'un tel salut. Il l'éloigné au milieu des attendrissements et des amollissements de la Malmaison. Il l'y fait garder à vue. Il l'y retarde systématiquement. Il faut que l'escadre anglaise prévenue ait eu le temps de fermer les issues du port de la Rochelle. Il faut que Napoléon, qui croit voguer vers la libre Amérique, ou tout au moins vers la loyale Angleterre, ne trouve en fin de compte que l'hospitalité dérisoire de Sainte-Hélène. Il faut que l'aigle meure dans une cage. Il faut aussi, car tous ces hommes d'Etat delà honte ne sont, sans qu'ils s'en doutent, que les instruments diffamés de la Providence, il faut que Napoléon donne au monde le spectacle et l'exemple de malheurs aussi grands que sa gloire, et que dans le mépris vengeur de la postérité, le supplice d'une mémoire maudite réunisse Fouché à Hudson Lowe, son compère, et fasse expier, à l'un en dépit de ses Mémoires, à l'autre en dépit de son silence, le crime de la chute et le crime de la mort de l'Empereur.

Car il ne faut pas s'y tromper, en dépit de ces plaidoyers intéressés de la malignité paradoxale d'un temps où quelques écrivains n'ont pas craint de défendre Fouché ou de plaindre Hudson Lowe, de faire du premier la véritable victime de Napoléon et du second le véritable prisonnier de Sainte-Hélène, il ne faut pas s'y tromper plus qu'il ne s'y trompait lui-même. Napoléon, condamné à l'affront de ce séjour, gardé à vue par un garde-chiourme déguisé en général, dans une île insalubre et lointaine ; Napoléon, séparé par 2.000 lieues de son pays, de sa famille, de son fils ; Napoléon, obligé de douter de la foi d'un pays où le souvenir des Fox et des Cornwallis — qu'a dit leur ombre de cette trahison ? — l'avait attiré et dont le renom proverbial de loyauté, tel, même pendant l'Empire, que le héros de tout roman devait être anglais — *Corinne* — souffrirait éternellement du crime de Sainte-Hélène, si une nation pouvait être complice ou responsable de quelques-uns ; Napoléon réduit à regretter la liberté et la souveraineté dérisoires de l'île d'Elbe ; Napoléon enfin, soumis à des privations qui ne lui **laissaient de trop que le temps**, et, réduit à l'avare pistole britannique, obligé de vendre son argenterie pour vivre décemment ; Napoléon était condamné à mort. **Ils me tueront !** disait-il à Las Cases, dès les premiers jours de cette longue agonie, dont le récit, devoir de fidèle ou plaisir de bourreau, déborderait les limites de notre cadre. Cette tâche, d'ailleurs, a été remplie dans des livres populaires qu'on n'analyse pas plus qu'on ne les égale. Là, les douleurs de cette agonie de six années, durant laquelle Napoléon, sans autre plaisir que le travail, sans autre consolation que celle, qui ne descendra jamais à la vengeance, d'écrire son histoire, s'ensevelit, pour ainsi dire, peu à peu tout vivant dans la postérité, sont dignement et délicatement contées par ceux qui eurent l'immortel honneur d'en être les témoins, les consolateurs et les vengeurs.

Nous ne profanons pas, en les effleurant, les émotions sacrées et les pathétiques confidences du Mémorial et des Récits de la captivité. Nous ne toucherons point, après ces mains fidèles, à ces héroïques misères, à ces sublimes douleurs, à ces immortelles colères de Prométhée sur son rocher. Nous ne suivrons pas, d'un œil mouillé de larmes, avec O'Meara, chaque heure marquée à ce réveille-matin de Frédéric, qui réveillera Napoléon pour la dernière fois. Nous ne montrerons pas, avec Antommarchi, le héros cachant à ses serviteurs comme à son bourreau, sous l'impassibilité d'un visage auquel le

malheur a fait une nouvelle majesté, les morsures de ce double cancer physique et moral qui lui ronge en même temps le foie et le cœur. Plus d'une fois cependant, obligé de jeter malgré lui, la douleur étant plus forte que la pudeur, son masque Spartiate, nous le voyons pleurant comme un enfant devant le portrait de son enfant, ou interrompant, en se cachant le visage, l'épreuve trop forte pour lui des beaux vers d'*Andromaque*, [cette tragédie des pères malheureux](#) :

Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils.  
Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie  
Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie,  
J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui,  
Je ne l'ai point encore embrassé d'aujourd'hui !

Enfin, avec ce même sagace et fidèle serviteur, nous ne compterons pas les dernières heures de la résistance de la nature, la main sur ce pouls de plus en plus affaibli que va arrêter tout à fait, après une longue lutte, la jonction de tous ces ennemis mortels : la nostalgie de la patrie, le spleen de la famille, le défaut d'équilibre entre la puissance de la vie et la privation de son exercice, la lente mais sûre corrosion d'une constitution réduite à l'unique mouvement des fonctions alimentaires et des facultés intellectuelles, et envahie peu à peu par ce froid fatal que ne combat pas suffisamment la chaleur intense du cerveau.

*Tout cela* acheva son œuvre le 5 mai 1821, à six heures moins onze minutes du matin, après cette longue agonie de six mois dont le Journal est d'un si poignant intérêt, agonie mêlée d'assoupissements et de délires, de souvenirs d'enfance et de projets d'avenir, d'aspirations vers la patrie terrestre, dont Napoléon croit respirer l'enivrante odeur, et d'élans vers l'autre patrie, où l'attendent Desaix, Lannes, Bessières, Duroc, tous ces fidèles compagnons morts pour lui avant la défaite et la trahison, et qui l'ont quitté dans sa gloire. Tel Antommarchi l'a peint, tel nous avons pu le voir presque revivre dans l'œuvre émouvante de cet artiste italien dont le ciseau, conduit par un grand cœur, a réalisé le chef-d'œuvre, admiré et récompensé à l'Exposition de 1867, d'un Napoléon mourant qui n'est pas indigne de son sujet.

Nous ne finirons point cependant sans donner, d'après Napoléon lui-même, la moralité de ce récit funèbre dont nous avons, par respect, évité les douleurs, et sans rappeler à nos lecteurs, dont aucun ne l'ignore, le sort fait aux derniers vœux de cette agonie sacrée. Napoléon, à cette heure où tout se voit, à la lueur de l'éternité qui s'approche, sous le jour définitif et suprême, se félicitait presque pour sa mémoire de ce supplice dont il avait vidé le calice jusqu'à la lie et dont le fiel l'étouffait. Bien avant et dès les premiers jours, il avait lui-même fourni à Las Cases cette moralité du dernier épisode de son histoire consolatrice.

Notre situation peut même avoir des attraits. L'univers nous contemple !... Nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle. Des millions d'hommes nous pleurent. La patrie soupire et la gloire est en deuil ! Nous luttons ici contre l'oppression des dieux et les vœux des nations sont pour nous.

Il insistait sur cette idée, passant tour à tour des pensées héroïques d'où venait son courage, aux douleurs et aux regrets, source amère de ses douleurs, et des sentiments qui devaient achever de le rendre immortel, à ceux qui devaient le tuer :

Et après une pause de quelques secondes, il reprit : Mes véritables souffrances ne sont point ici !... Si je ne considérais que moi, peut-être aurais-je à me réjouir. Les malheurs ont aussi leur héroïsme et leur gloire ! L'adversité manquait à ma carrière. Si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de ma toute-puissance, je serais demeuré un problème pour bien des gens ; aujourd'hui, grâce au malheur, on pourra me juger à nu !...<sup>1</sup>

C'est ainsi que Napoléon mourant se consolait de la rigueur du destin, et confiait avec une mélancolique résignation à l'avenir le sort de sa mémoire éclairée par l'exil et réhabilitée par la douleur. Il n'a fait un vain appel ni à la justice de la postérité, ni à la pitié des siens.

Aujourd'hui, grâce à l'hommage rendu au passé et à la puissance de l'opinion par un gouvernement étranger à la famille de Napoléon, mais non indifférent à sa gloire, les cendres de Napoléon reposent, suivant son vœu testamentaire, sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple qu'il a tant aimé. Autour de lui, aux Invalides, où repose à ses pieds le fidèle Jérôme, à Rueil, à Saint-Leu, les cercueils domestiques attendent le moment de leur réunion à Saint-Denis, prochain rendez-vous de toutes ces ombres consolées. Rien ne manque aux vœux de Napoléon et à ceux du pays, et il sera vraiment revenu parmi nous tout entier, quand les restes du duc de Reichstadt, séparé de lui pendant la vie, lui seront rendus dans la mort, et quand le père et le fils dormiront à côté l'un de l'autre, grâce aux soins et sous la garde de leur digne et auguste héritier.

---

<sup>1</sup> *Mémorial*, édition de 1842, t. I, p. 212.

**FIN DE L'OUVRAGE**